Zeitschrift: Tagblatt des Grossen Rates des Kantons Bern
Herausgeber: Grosser Rat des Kantons Bern
Band: - (1967)

Rubrik: Novembersession

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 26.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tagblatt

des Grossen Rates des Kantons Bern

Kreisschreiben

an die Mitglieder des Grossen Rates

Saignelégier, 20. Oktober 1967

Herr Grossrat,

Gemäss Artikel 1 Absatz 1 der Geschäftsordnung des Grossen Rates beginnt die nächste Session

Montag, den 6. November 1967

Sie werden eingeladen, sich am genannten Tage um **14.15 Uhr** im Grossratssaal, Rathaus Bern, zur ersten Sitzung einzufinden.

Zur Behandlung kommen folgende Geschäfte:

Verfassungsänderung

Staatsverfassung des Kantons Bern (Abänderung von Art. 13 Abs. 1)

Volksbeschluss

Hilfeleistung an konzessionierte Eisenbahn- und Schiffahrtsbetriebe gemäss Eisenbahngesetz des Bundes vom 20. Dezember 1957, sowie kantonalen Ergänzungsmassnahmen

Dekretsentwürfe

zur Beratung:

1. Dekret über die Organisation der Direktion der Volkswirtschaft (Abänderung)
2. Dekret betreffend die Errichtung von Pfarrstellen
3. Dekret über die Besoldungen der Geistlichen der bernischen Landeskirchen (Abänderung)
4. Dekret über die Versicherungskasse der bernischen Staatsverwaltung (Abänderung)
5. Dekret über die Bernische Lehrerversicherungskasse
6. Dekret über die Kirchensteuern
7. Dekrete über die Teuerungszulagen für die Jahre 1967/68
   a) Mitglieder des Regierungsrates
   b) Behördemitglieder und Staatspersonal
   c) Lehrer der Primar- und Mittelschulen
   d) Rentenbezüger der Versicherungskasse und der Lehrerversicherungskasse

zur Bestellung einer Kommission:

1. Dekret über die Einreihung der Gemeinden in Beitragsklassen für die Lehrerbesoldungen
2. Teilrevision der Zivilprozessordnung

Direktionsgeschäfte

(siehe separate Vorlagen)

Weitere Geschäfte

Regierungspräsidium

Eintritt neuer Mitglieder in den Rat

Polizeidirektion

1. Einbürgerungen
2. Strafnachlassgesuche

Finanzdirektion

Voranschlag 1968

Parlamentarische Eingänge

(siehe separate Vorlage)

* * *

Wahlen

2 Mitglieder des Ständerates

Auf die *Tagesordnung der ersten Sitzung* werden folgende Geschäfte gesetzt:

1. Eintritt neuer Mitglieder in den Rat
2. Geschäfte der Präsidialabteilung
3. Geschäfte der Polizeidirektion

Mit Hochschätzung

Der Grossratspräsident:
M. Péquignot

Erste Sitzung

Montag, den 6. November 1967,
14.15 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 193 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Barben, Christen, Gigandet, Homberger, Jacot Des Combes, Müller; unentschuldigt abwesend ist Herr Grimm.

Le Président. Monsieur le Président et Messieurs les membres du Gouvernement, Messieurs les députés et chers collègues. Je vous adresse mon salut le plus cordial. Fidèles au rendez-vous du premier lundi de novembre, nous voici prêts à reprendre nos délibérations après 7 semaines à peine d'interruption. De cette brève entre-session, je relève 3 événements particuliers qui ont marqué la vie de notre canton. Tout d'abord le canton de Berne a été l'hôte d'honneur du 8ème Comptoir de Martigny. Le 30 septembre, une délégation des autorités et des associations cantonales s'est rendue à la journée officielle de cette Foire-exposition valaisanne. Il y avait notamment le Conseil-exécutif quasi in corpore, le Bureau du Grand Conseil, ainsi que les représentants des autorités judiciaires et militaires, de l'Université, des associations culturelles et économiques de l'administration cantonale et les maires des principales villes. Cette délégation officielle, d'une septantaine de personnes, était accompagnée par des groupes d'apprentis des arts et métiers symbolisant diverses professions et par des ensembles folkloriques: «La Chanson d'Erguel», de St-Imier, le «Röseligartenchor», de Berne et l'«Emmentaler Jodlerklub», de Konolfingen, ainsi que par la fanfare de la police cantonale, escortée par un détachement de gendarmes choisis dans les 5 régions du canton. Je me plais à souligner la chaleur et la cordialité de l'accueil qui nous fut réservé, aussi bien par les autorités valaisannes que par la population massée sur tout le parcours du cortège. Si, lors de cette mémorable journée, nous avons pu admirer la qualité et la diversité de l'industrie et de l'économie valaisannes, ainsi que la beauté d'un folklore authentique et vivant, nous avons aussi vu avec satisfaction et fierté l'excellente présentation du pavillon d'honneur bernois, avec principalement un atelier de sculpture sur bois de l'Oberland et une illustration de l'industrie horlogère jurassienne et biennoise. A cette occasion, nous avons pu aussi apprécier toute l'amitié, toute la considération et toute l'estime du canton du Valais envers celui de Berne, son plus long voisin, comme le disait le Président du Grand Conseil valaisan en souhaitant que la barrière des Alpes soit bientôt percée par une nouvelle artère routière qui permettra des contacts plus rapides

et plus fréquents et partant une meilleure connaissance des uns et des autres, et un rapprochement des populations. Je partage aussi l'avis que ces voies de communication directes et rapides sont un moyen moderne prédominant, non seulement pour les échanges économiques et touristiques, mais aussi pour les échanges culturels qui sont un des éléments essentiels pour aplanir les difficultés, les incompréhensions et les exclusives. Ce qui est valable entre les cantons, l'est aussi plus encore sans doute entre les régions de notre canton. C'est pourquoi, nous, Jurassiens, attachons tant d'importance à l'aménagement immédiat de la route Tavannes–Bienne.

C'est dans le même esprit que le 7 octobre j'ai eu l'honneur de recevoir dans cette salle, en compagnie de mes collègues du Bureau et du Bureau de la Députation jurassienne, les Bureaux des Grands Conseils romands, auxquels s'était joint pour la première fois celui du Tessin. Après nous être entretenus de la façon propre à chaque canton de traiter les recours en grâce et les naturalisations, nous avons conduit nos hôtes à La Neuveville et à Bienne. Si de telles rencontres ne portent en elles-mêmes aucun pouvoir de décisions, elles ont le grand mérite de permettre la confrontation de particularités régionales et l'établissement de contacts humains si nécessaires au renforcement de la cause confédérale.

Je suis heureux que le canton de Berne, par sa partie romande, soit associé à cette entreprise.

Pour terminer, je me permets d'évoquer encore les récentes élections, pour féliciter les élus, anciens et nouveaux, qui se trouvent parmi nous, soit MM. les Conseillers d'Etat Hans Jaberg, Simon Kohler, Adolph Blaser, MM. les Députés Erwin Freiburghaus, Walter Augsburger, Ernst Bircher, Heinz Bratschi et Karl Glatthard. La période législative qui va s'ouvrir revêtira un caractère particulièrement important pour l'avenir du pays. Je souhaite à chacun de ces Messieurs une féconde activité, déployée dans l'intérêt du canton de Berne et de la nation tout entière.

Je déclare ouverte notre session d'automne.

J'ai encore à faire les communications réglementaires suivantes: Aux objets figurant sur la circulaire de convocation, il y a lieu d'ajouter le programme de construction des routes cantonales pour 1968. L'interpellation N° 24 de M. Willemain a été retirée, l'interpellateur ayant déjà obtenu satisfaction.

L'interpellation N° 26 de M. Ueltschi a été renvoyée en février 1968, d'entente avec l'interpellateur.

C'est la Direction des finances et non la section présidentielle qui répondra au postulat N° 17 de M. Morand.

En raison de la maladie de M. le Conseiller d'Etat Moser, le projet de loi modifiant les prescriptions relatives aux subventions et aux redevances, ainsi que celui concernant les finances de l'Etat ne seront traités qu'en février 1968.

La revision partielle du Code de procédure civile a été remise à plus tard, car les bases fédérales en la matière sont l'objet d'une revision. La Commission prévue ne sera donc pas désignée maintenant. Une seule commission sera donc à nommer, celle du Décret sur le classement des communes pour les traitements du corps enseignant. Elle comprendra 21 membres.

Pour respecter le délai constitutionnel, la modification de l'article 13 de la Constitution sera traitée immédiatement après les affaires de la Direction de police.

A part cette modification, j'espère que l'ordre des affaires, tel qu'il figure au programme, sera respecté.

L'élection des deux Conseillers aux Etats aura lieu le mercredi 15 novembre.

Je rappelle que c'est ce soir que la Direction du «Stadttheater» de Berne invite Messieurs les députés et leurs épouses à une représentation de «L'oiseleur». Pour ceux qui n'auraient pas encore reçu les billets d'entrée, ils peuvent les demander à l'huissier cantonal, M. Baumgartner.

La visite du Technicum fédéral aura lieu le mardi après-midi 14 novembre. Le déplacement se fera en car. Départ devant le Rathaus à 15 h 30, retour prévu vers 17 h 00.

Enfin, la durée de la session sera de deux, éventuellement trois semaines.

Demande-t-on la parole au sujet du programme et des communications que je viens de faire?

Haltiner. Die freisinnige Fraktion hat heute morgen einstimmig beschlossen, es sei hier der Antrag zu stellen, den Volksbeschluss über die Eisenbahnhilfe (Globalkredit 40 Millionen Franken) von der Traktandenliste der laufenden Session abzusetzen und ihn einer Sonderkommission zur Behandlung zu überweisen. Die Gründe hiefür sind mehrfacher Art. Die Novembersession folgt in kurzem Zeitabstand nach der Septembersession. Regierungsrat und Kommissionen standen unter Zeitnot. An der Präsidentenkonferenz vom 30. Oktober hatte man keine Gelegenheit, sich über das Geschäft zu unterhalten. Die Hälfte der Geschäfte erhielten wir erst nach der Präsidentenkonferenz, so dass diesmal die Zeitnot besonders ausgeprägt ist. – Sodann scheint mir die Dokumentation für dieses wichtige Geschäft noch ungenügend zu sein. Die Regierung selber stellt auf Seite 10 des Vortrages noch weitere Dokumente auf Ende Oktober in Aussicht. Diese sind aber noch nicht da. Wenn wir Grossräte wirklich als Aufsichtsbehörde arbeiten wollen, müssen wir die Geschäfte studieren können.

Ich weise auf die finanziellen Konsequenzen hin. Der Volksbeschluss umfasst 40 Millionen Franken. Unter den Direktionsgeschäften sind sechs, die zusammen für die Eisenbahnhilfe weitere 20 Millionen Franken erfordern, so dass wir im ganzen nur unter diesem Titel 60 Millionen Franken zu beschliessen hätten.

Wir haben wohl die Rechnung 1966 verabschiedet, mit einem Finanzdefizit von über 80 Millionen Franken. Das Budget 1967 ist ausgeglichen. Das Ergebnis kennen wir nicht. Das Budget 1968 ist auch ausgeglichen. Wir beschliessen aber in den Sessionen weitere Belastungen des Budgets, das ausgeglichen wäre und gestützt auf den Beschluss des letzten Jahres können wir das Budget bis zur Hälfte der bewilligten Anleihen überziehen.

Dann bestehen bei den vorgeschlagenen Projekten selber offene Fragen. Ich erinnere an die Vorlage für die Biel-Täuffelen-Ins-Bahn. Dort ist die Bundeshilfe, die in Erwägung steht, noch vollkom-

men offen, ebenso die weiteren 25 Millionen für die Stadteinfahrt, im Endstadium 35 Millionen. Die Vereinigten Bern-Worb-Bahnen lösen Kredite von rund 12 Millionen Franken aus, und weitere 7 Millionen sind als Bedingung der 12 Millionen gestellt, was ausschliesslich zu lasten des Kantons geht. Das soll eine Bedingung des Bundes sein. Auch darüber vermissen wir nähere Angaben.

Dann nenne ich die Frage der Fusion der SZB mit den VBW und die Fusion der Oberaargau-Jura-Bahn mit der SNB usw. Wir wissen erst seit 14 Tagen, dass der Bund beschlossen hat, die Tarifdeckungsgrundsätze sollen revidiert werden, und dass die Revision im Jahr 1968 perfekt werden soll. Damit will man verhindern, dass derart hohe Rabatte gewährt werden, dass es rentabel wird, auf Vorortsbahnen usw. zu fahren, weil Rabatte zwischen 70 und 80 Prozent möglich sind.

Dann fehlt die Stellungnahme des Kantons Solothurn zum Projekt Solothurn-Zollikofen-Bern-Bahn, die für sich allein 21 Millionen verlangt.

Wir sind einigermassen beunruhigt über die Feststellung im Bericht, dass die Defizite zunehmen und dass sie sich beschleunigen, trotz den Sanierungsmassnahmen und trotz dem Einbezug von Abschreibungen usw.

Das alles führt dazu, dass der Steuerzahler im Kanton Bern durchschnittlich im Jahr einen Steuerzehntel für die Bahnen auslegen muss.

Wir sind daher der Meinung, man soll nicht auf dem Ermächtigungsweg vorgehen, sondern die Angelegenheit gründlich studieren, wenn möglich unter Beizug der verantwortlichen Bahnverwaltungen, und man soll eine besondere Kommission einsetzen, wie es der Sprechende bei Behandlung seiner Motion, die im Namen der freisinnigen Fraktion eingereicht wurde, begründet hat und wie es im Blick auf die Behandlung des Postulates Morand zugesagt worden ist.

In diesem Sinne beantrage ich Ihnen, das Geschäft für diese Session von der Traktandenliste abzusetzen und eine Kommission von wenigstens 21 Mitgliedern zu ernennen.

Le Président. La proposition de renvoi de M. Haltiner est à considérer comme une motion d'ordre. La discussion est donc ouverte sur cette question.

Bratschi. Wir wussten in der Präsidentenkonferenz, dass das Traktandum in dieser Session an die Reihe kommt; wir hatten dort das allgemeine Programm vor uns. Die Fraktionspräsidenten hatten die Unterlagen und den Vortrag des Regierungsrates. In der Präsidentenkonferenz, wo die Geschäfte für die kommende Session vorbehandelt werden, wurde nichts in dem Sinne gesagt, wie es jetzt Herr Haltiner beantragt. Seine Argumente würden für einen Nichteintretensantrag ausreichen. Diesen könnte man bei der Behandlung des Geschäftes einbringen. Es wäre nicht richtig, dieses Geschäft von der Traktandenliste dieser Session zu streichen, denn man käme dann ohnehin, ohne es zu wollen, vorgängig in eine Eisenbahndebatte. Ich beantrage Ihnen daher, den Antrag Haltiner abzulehnen. Er kann ihn bei der Behandlung des Geschäftes wieder bringen. Dann werden wir Sozialdemokraten dazu auch etwas sagen.

Augsburger. Auch die BGB-Fraktion hat heute morgen zu diesem Geschäft gründlich Stellung genommen und ist zum Schluss gekommen, dass es in der Tat nützlich wäre, wenn man sich in der Frage der bernischen Eisenbahnpolitik gründlich aussprechen könnte. Wir haben beschlossen, heute eine Motion einzureichen, die folgenden Wortlaut hat:

«Die verkehrstechnische und wirtschaftliche Entwicklung erfordert die Neuüberprüfung der bernischen Eisenbahnpolitik. Für die Ausrichtung neuer Kredite an einzelne Unternehmungen müssen die Voraussetzungen nach volkswirtschaftlichen und planerischen Gesichtspunkten abgeklärt sein. In diesem Sinne wird verlangt, dass entsprechende Untersuchungen, unter Beizug von Experten, angestellt und die Anträge durch eine Spezialkommisssion des Grossen Rates vorbereitet werden.»

Die Motion ist in dem Sinne zu verstehen, dass unsere Fraktion mehrheitlich beschlossen hat, man wolle dem Volksbeschluss betreffend Eisenbahnhilfe zustimmen. Aber man will es nicht bedingungslos tun. Wenn schon 40 Millionen Franken beschlossen werden, soll das nicht ein Freipass in der Eisenbahnpolitik sein. Wir wünschen gründliche Abklärung, die dann möglich ist, wenn man die Motion annimmt.

Ich habe persönlich allerdings das Gefühl, es gäbe noch eine bessere Lösung. Wir wissen, dass Arbeiten im Gange sind, die man nicht einfach unterbrechen darf. Zu deren Weiterführung aber braucht es Kredite. Denken Sie an die SZB und die Worbental-Bahn. Das beste Vorgehen wäre das gewesen, dass die Staatswirtschaftskommission das Geschäft hätte zurücknehmen und uns hätte sagen können, was dringend ist und jetzt unbedingt beschlossen werden muss. Das wären wahrscheinlich 12 bis 15 Millionen Franken. Der ganze Rest hätte zurückgestellt werden können, und es wäre dann Aufgabe der Spezialkommission gewesen, darüber zu befinden. Zu diesem Geschäft werden wir endgültig Stellung nehmen können, wenn es zur Sprache kommt.

Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Wir machen in der Staatswirtschaftskommission aus dem Entscheid über diesen Antrag keine Prestigefrage. Der Rat soll entscheiden. Jedoch möchte ich Herrn Haltiner freundschaftlich folgendes sagen: Es geht nicht darum, dass man die Angelegenheit in direkten Zusammenhang mit dem seinerzeitigen Vorstoss und mit dem Vorstoss Morand bringt. Was wir seinerzeit beschlossen haben, gibt der Staatswirtschaftskommission das Recht zu sagen, wir seien der Meinung, dass eine Spezialkommission zu dieser Frage Stellung nehmen soll. Überrascht bin ich allerdings über den Vorschlag der freisinnigen Fraktion. Die Motion der Bauern-, Gewerbe- und Bürger-Fraktion scheint mir vernünftiger zu sein.

Beim Volksbeschluss geht es um die dritte Stufe der Privatbahnhilfe. Die erste und zweite Stufe haben wir beschlossen. Nachher wurde der Kuchen verteilt. Beide Male ging es um einen Globalkredit, beide Male hat die Staatswirtschaftskommission die Sache behandelt. Das sage ich, damit man nicht glaubt, wir hätten uns vorgedrängt. Das ist der Grund, warum das Geschäft wieder bei uns gelandet ist. Man kann über die einzelnen Geschäfte dis-

kutieren, aber ich bin nicht der Meinung, dass man diese dritte Stufe jetzt nicht beschliessen soll. Die Vorstufe ist im eidgenössischen Parlament behandelt worden; dort wurde beschlossen, man wolle noch einmal 150 Millionen Franken zur Verfügung stellen. Da bin ich der Meinung, dass es richtig war, wenn man sich darüber Rechenschaft gab, ob der Kanton Bern auch noch etwas anzumelden habe, dass heisst ob er auch etwas vom Kuchen wolle. – Tatsächlich braucht er davon noch etwas. Wir würden psychologisch nicht richtig handeln, wenn wir jetzt das Geschäft betreffend den Globalkredit zurückweisen würden. Darüber, dass man diesen Betrag noch einmal aufwenden muss, sollten keine Meinungsverschiedenheiten bestehen. – Eine Reihe von Eisenbahngeschäften steht ebenfalls zur Behandlung. Dort, wo es um die Verteilung des Kuchens geht, kann man Einwendungen machen. Ich wäre der Meinung, wir sollten jetzt über den Volksbeschluss entscheiden. Über die Einzelheiten können wir reden.

Es wäre nicht einfach, das der Staatswirtschaftskommission zurückzugeben. Herr Augsburger hat keinen solchen Antrag gestellt, sondern seine eigene Meinung vorgetragen. Der Rat soll entscheiden. Ich persönlich beantrage Ihnen, auf die Angelegenheit einzutreten. Später kann geprüft werden, was man im Detail vorkehren will. Die Staatswirtschaftskommission wird jeweilen eingehend orientiert. Sie macht jedes Jahr eine Eisenbahnfahrt, um zu schauen, wo die Hilfe am dringendsten ist. Man müsste noch weiteren Kreisen Einblick geben. Ich habe einmal gesagt, ich sei der Meinung, man solle den Grundsatz aufstellen, das sei zu erhalten, was erhaltungswürdig ist, aber dort, wo die Entwicklung in anderer Richtung gehen kann, müsse man den Mut haben, von der Hilfe abzusehen, um nicht auf der andern Seite erhaltungswürdige Projekte zu gefährden.

Ich beantrage Ihnen, den Antrag der freisinnigen Fraktion abzulehnen.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, rapporteur du Conseil-exécutif. Je pense que l'affaire figure aux tractanda de la session de novembre et qu'il appartiendra au Grand Conseil d'entrer ou non en matière lorsque l'affaire arrivera en discussion. C'est tout ce que j'ai à dire pour le moment.

Le Président. La parole n'est plus demandée. Nous allons voter sur la motion d'ordre de M. Haltiner, qui prévoit le renvoi en février de cet arrêté populaire, avec nomination d'une Commission parlementaire spéciale.

Abstimmung

Für den Ordnungsantrag
Haltiner ..... Minderheit
Dagegen ..... Grosse Mehrheit

Eingelangt ist folgende

Motion

Die verkehrstechnische und wirtschaftliche Entwicklung erfordert eine Neuüberprüfung der bernischen Eisenbahnpolitik. Für die Ausrichtung neuer Kredite an einzelne Unternehmungen müssen die Voraussetzungen nach volkswirtschaftlichen und planerischen Gesichtspunkten abgeklärt sein. In diesem Sinne wird verlangt, dass entsprechende Untersuchungen unter Beizug von Experten angestellt und die Anträge durch eine Spezialkommission des Grossen Rates vorbereitet werden.

Für die Behandlung wird Dringlichkeit verlangt.

6. November 1967

Namens der BGB-Fraktion
Dr. Augsburger
und 46 Mitunterzeichner

Wird auf den Kanzleitisch gelegt.

Motion des Herrn Grossrat Schädelin — Behandlung der Dekrete im Grossen Rat

Beantwortung

(Siehe Seite 386 hievor)

Le Président. Tout d'abord, nous entendons la réponse à la motion de M. Schädelin. C'est la Conférence présidentielle qui a pris position sur cette intervention. Je donne donc la parole au 2ème vice-président, M. Rohrbach.

Rohrbach. Herr Grossrat Schädelin hat gewünscht, dass man im Rat die Dekrete in zwei Lesungen behandle, wie bei den Gesetzesberatungen. Seine Motion hat er im September begründet. – Weil die Geschäftsordnung die eigene Verwaltungsordnung des Grossen Rates ist, die er sich in eigener Kompetenz gibt, hat die Regierung die Motion Schädelin an die Präsidentenkonferenz überwiesen. Diese hat am 14. August die Justizdirektion ersucht, die Verfassungsmässigkeit der von Herrn Schädelin anzustrebenden Neuerung zu überprüfen. Im Bericht vom 20. Oktober 1967 hält die Justizdirektion folgendes fest: «Der Artikel 26 der Staatsverfassung zählt die Aufgaben des Grossen Rates auf. Ziffer 2 weist dem Grossen Rat kurz und bündig zu: Erlass von Dekreten. – Das Verfahren, wie Dekrete zu beraten seien, ist in der Verfassung nicht geregelt. Die Frage ist absichtlich offen gelassen. Dekrete sind nach der rechtlichen Bedeutung von unterschiedlichem Gewicht. Darauf hat auch der Motionär in seiner Begründung hingewiesen. Darum könnte es zu einem gesetzgeberischen Leerlauf führen, wenn die Verfassung die doppelte Lesung der Dekrete vorschreiben würde. Die Regelung dieser Frage ist in die Kompetenz des Grossen Rates allein gestellt. Der Artikel 26 der Staatsverfassung, Ziffer 19, überlässt dem Grossen Rat die Ordnung seines Geschäftsganges und seiner inneren Organisation. Damit ist gesagt, dass eine zweimalige Lesung der Dekrete verfassungsmässig möglich ist.»

Trotzdem ist die Präsidentenkonferenz einstimmig der Auffassung, man wolle es bei der jetzt geltenden Regelung bleiben lassen. Der Artikel 29 der Staatsverfassung sagt über die Gesetzgebung: «Gesetze unterliegen einer zweimaligen Beratung durch den Grossen Rat. Jeder Gesetzesentwurf ist vor der zweiten Lesung in der durch den Grossen Rat zu bestimmenden Form dem Volk bekanntzumachen.» – Weil das Volk endgültig über Gesetze zu befinden hat, wird ihm durch die Publikation des Ergebnisses der ersten Lesung die Möglichkeit gegeben, seinen Einfluss schon vor Abschluss der Beratungen geltend zu machen, sei es durch die Presse, sei es durch Eingaben oder durch die Grossräte. Für Verfassungsrevisionen ordnet der Artikel 96 zusätzlich an, dass die zweite Beratung erst nach Ablauf von drei Monaten vorgenommen werden darf. – An dieser Hierarchie der Rechtssetzung wollen wir nichts ändern. Also: Zwei Lesungen und drei Monate Zeit bei Verfassungsänderungen, dazu Zweidrittelsmehrheit des Grossen Rates, wenn der Vorschlag aus dem Grossen Rat kommt; zwei Lesungen bei den Gesetzen, eine Lesung bei den Dekreten.

Der Artikel 49 unserer Geschäftsordnung schreibt die einmalige Beratung der Dekrete nicht etwa vor, aber die einmalige Lesung entspricht langer Gewohnheit des Grossen Rates. Wir teilen die Auffassung des Motionärs nicht, die Behandlung gewisser Dekrete verurteile uns dazu, Dummheiten zu machen. Gerade die einmalige Lesung zwingt alle Instanzen zu gründlicher Überlegung (Expertenkommission, Regierungsdirektion, Regierung und grossrätliche Kommission). In den Fraktionen besteht Gelegenheit zur Diskussion mit den Vertretern der Regierung, und es können Chefbeamte oder andere Vertreter der Verwaltung beigezogen werden. – Bei der Eintretensdebatte besteht im Rate die Möglichkeit, die Vorlage mit ganz bestimmten Aufträgen an die Kommission und die Regierung zurückzuweisen. Die gleiche Möglichkeit bietet sich während der ganzen Beratung, unter Umständen noch kurz vor der Schlussabstimmung, wenn grundsätzlich neue Fragen auftauchen. Auch wenn ein Dekret erst am letzten Tag einer Session beraten wird, kann das grundsätzlich nichts ändern. Es steht nirgends geschrieben, man dürfe am letzten Tag keine Verschiebungsanträge mehr stellen. Was wir aber nicht wünschen, ist das, dass man wegen einer ganz bestimmten Frage in einer späteren Session eine eigentliche zweite Lesung vornimmt. Nach wie vor soll es möglich sein, einzelne Artikel zurückzuweisen und unter Umständen die Schlussabstimmung zu verschieben. – Wenn wir trotzdem, um mit dem Motionär zu reden, vielleicht einmal eine Dummheit machen, ist das zwar schlimm aber nicht irreparabel. Wenn sich eine Dekretsbestimmung in der praktischen Ausführung nicht bewährt, sind wir jederzeit in der Lage und dazu beweglich genug, sie zu ändern.

Die Einführung der Möglichkeit der zweiten Lesung von Dekreten würde den Ratsbetrieb unnötig noch mehr belasten. Aus diesem Grunde beantragt Ihnen die Präsidentenkonferenz, die Motion abzulehnen. Die Regierung ist der gleichen Auffassung.

Schädelin. Mit der Motion wollten wir nicht den Geschäftsgang des Grossen Rates komplizieren. Wo wir aber den Geschäftsgang vereinfachen können, soll es geschehen. Wenn der Vorstoss, der nachgehend behandelt wird, ein wenig Vereinfachung bringt, die nicht auf Kosten der Substanz geht, werde ich gerne mithelfen. – Ich will das Gewicht nicht so sehr darauf legen, dass gelegentlich Dummheiten passieren. Das war eher ein Bonmot. Aber wenn in einem bedeutungsvollen, komplizierten Dekret neue Gedanken und Anträge kommen, haben wir immer wieder die Antwort erhalten, wir könnten die Konsequenzen nicht überblicken; der Antrag möge gut sein, aber man müsse beim Antrag der Kommission bleiben. – Bei der Behandlung von Dekreten können wir unverhofft vor neue Situationen gestellt werden. Dem kann man Rechnung tragen, indem man die Behandlung unterbricht oder die Schlussabstimmung hinausschiebt. Aber das befriedigt nicht, weil oft die Zeit für die Untersuchung der Konsequenzen gar nicht ausreicht. Es ist mir neu, dass man nach der Beratung den Antrag auf Verschiebung der Schlussabstimmung auf eine spätere Session stellen kann. Wenn Sie die Motion ablehnen, kann man diesen Weg einmal einzuschlagen versuchen. Aber gerade dann werden wahrscheinlich die Kommissionsreferenten auf das Gewohnheitsrecht hinweisen und verlangen, dass das Dekret sofort verabschiedet werde. – Darum wäre es der Sache dienlich, wenn wir die Möglichkeit der zweiten Beratung schaffen würden. Wir werden davon so wenig wie möglich Gebrauch machen. Je mehr Dekrete wir in einer einzigen Lesung durchbringen, desto besser. Aber der Grosse Rat sollte sich nicht scheuen, die Möglichkeit der zweiten Lesung für Notsituationen zu schaffen; solche kommen nicht allzu selten vor.

Schorer. Rein persönlich, ohne Auftrag der Fraktion, unterstütze ich den Vorschlag von Kollege Schädelin. Man kann bei Annahme dieser Neuerung nicht einfach verlangen, das Dekret soll ein zweites Mal behandelt werden, sondern es braucht hiezu den Mehrheitsbeschluss des Rates. Wir haben schon wiederholt Dekrete in der Session, in welcher sie zur Behandlung vorgesehen waren, nicht behandelt, weil gesagt wurde, man brauche noch mehr Zeit für Abklärungen. – Wir werden das Dekret über die Kirchensteuern behandeln. Wir hatten seinerzeit das Dekret über die Veranlagung der amtlichen Werte. Für dieses haben wir seinerzeit die Schlussabstimmung verschoben; es hiess aber, man könne darüber nicht mehr reden. – Mir scheint es wertvoll zu sein, wenn man die Gedanken, die in der Diskussion aufgeworfen werden, gegebenenfalls nochmals überprüfen kann. Das ist der Zweck der Motion Schädelin. Ich würde es aber vorziehen, ein Dekret ein zweites Mal zu behandeln, als es ohne jegliche Behandlung auf eine spätere Session zu verschieben, oder es zu behandeln und dann die Schlussabstimmung zu verschieben.

Aus diesen Überlegungen werde ich die Motion unterstützen. Ich glaube nicht, dass das dem Rat mehr Arbeit verursachen wird. In gewissen Fällen werden sich sogar Vereinfachungen ergeben.

Abstimmung

Für Annahme der Motion ..... Minderheit
Dagegen ..... Mehrheit

Postulat des Herrn Grossrat Bärtschi (Wiggiswil) — Rationalisierungen im Grossratssessions-Betrieb

Fortsetzung

(Siehe Seite 387 hievor)

Nobel. Herr Bärtschi wünscht in seinem Postulat die Überprüfung der Massnahmen, die geeignet erscheinen, den Sessionsbetrieb zu rationalisieren. – Diese Überprüfung hat schon vor zwei Jahren stattgefunden. Man hat daraus gewisse Konsequenzen gezogen, hat das sogenannte Pflichtenheft der Staatswirtschaftskommission neu umschrieben, hat dieser Kommission neue Möglichkeiten gegeben (Einsetzung ausserordentlicher Kommissionen usw.). Sie wissen, was in der Sache vor knapp anderthalb Jahren beschlossen worden ist.

Dann wünscht Herr Bärtschi, dass die Regierung dem Grossen Rat über das Ergebnis der Prüfung berichte. – Ich glaube, es wäre verfrüht, diese Prüfung wieder vorzunehmen, nachdem sie vor knapp zwei Jahren erfolgt ist. Inzwischen sind keine neuen Tatsachen aufgetreten.

Herr Bärtschi hat sicher in guten Treuen sein Postulat gestellt, hat sich bemüht, uns einige Anregungen zu machen. – Was könnte man davon übernehmen, um wirklich den Ratsbetrieb zu rationalisieren?

Herr Bärtschi wünscht zum Beispiel, bei Interpellationen, die von lokalem oder persönlichem Interesse sind – er sagt uns nicht wo die Grenze gezogen werden muss –, die Redezeit auf 10 Minuten zu beschränken. – Wir haben während der letzten Session gemessen, wieviel Zeit die Referenten bei parlamentarischen Interventionen beanspruchten. Keiner hat die Maximalzeit von 20 Minuten ausgeschöpft. Einzig bei Beratung des Verwaltungsberichtes einer Direktion hat die Staatswirtschaftskommission während 24 Minuten referiert. Aber kein einziger Interpellant hat mehr als 10 Minuten für die Begründung gebraucht, mit Ausnahme eines einzigen Falles, wo 11 Minuten beansprucht wurden. Die Verlängerung um eine Minute wäre ihm bei nur 10 Minuten Redezeit sicher gewährt worden. Mit der Verwirklichung dieser Anregung sparen wir also keine Zeit ein. Die Grossräte haben genug Disziplin, sich einzuschränken und das Maximum der Redezeit nicht unbedingt auszunützen.

Dann wurde angeregt, man solle die Wahlgeschäfte vereinfachen, indem man stille Wahlen durchführt, mit Ausnahme der Präsidentenwahl. – Jeder Kollege, der schon längere Zeit im Rate ist, wird begreifen, dass man auf eine solche Anregung nicht eingehen kann. Ich könnte mir nicht vorstellen, dass man die Oberrichter oder die Ratsvizepräsidenten usw. in stiller Wahl ernennen würde. Man müsste überdies einen Katalog darüber machen, welche Ernennungen in stiller Wahl, und welche in geheimer Wahl usw. erfolgen sollen. Zeit würde nicht gewonnen, denn während des Wahlganges gehen die Verhandlungen weiter.

Weiter wird vorgeschlagen, die Direktionsgeschäfte seien summarisch ohne Kommentar zur Genehmigung vorzulegen, es sei denn, dass der Rat eine mündliche Begründung wünsche. – Diese Anregung wäre brauchbar, ist aber von der Staatswirtschaftskommission schon verwirklicht worden, indem man einige Geschäfte zusammenfasst. Wenn es aber bei einem Direktionsgeschäft um sehr grosse Kredite oder Beiträge geht, würde das Volk es nicht verstehen, wenn darüber beschlossen würde, ohne dass ein Wort dazu gesagt wird. Zu wenig kann ebenso schaden wie zu viel.

Weiter wird angeregt, über unbestrittene Motionen nicht zu diskutieren. – So war war das seinerzeit geregelt. Wer aber zu einer Motion etwas sagen wollte, hat sie dann einfach bekämpft, um das Wort zu erhalten. Daher hat man beschlossen, das Wort sei auch für unbestrittene Motionen offen. Es wäre nicht erwünscht, die parlamentarische Tätigkeit nun wieder einzuschränken. Wir wollen kein nickendes, stillschweigendes Parlament.

Die letzte Anregung geht auf Schaffung der Möglichkeit einer dritten Fraktionssitzung in der ersten Sessionswoche. – Diese Anregung müssen wir zurückweisen, weil es die Sessionsdauer verlängern würde, wenn wir in der ersten Woche einen dritten Halbtag den Fraktionen zur Verfügung stellen würden. So, wie der Betrieb jetzt geregelt ist, mit zwei Fraktionssitzungen in der ersten Woche und einer in der folgenden Woche, sollte es möglich sein, mit den Geschäften in den Fraktionen durchzukommen.

Aus diesen Überlegungen beantragt Ihnen die Präsidentenkonferenz, die Motion Bärtschi sei abzulehnen.

Schädelin. Auch ich finde unter den Vorschlägen wenig, das eine wirkliche Vereinfachung brächte. Wenn man ohne an die Substanz zu gehen vereinfachen kann, hilft jeder mit. Ich war erstaunt, dass ausgerechnet das, was unter keinen Umständen geschehen darf, vom Vizepräsidenten als begrüssenswert und als zum Teil verwirklicht bezeichnet wird, nämlich dass man die Direktionsgeschäfte noch summarischer behandeln soll. Zwar bin ich nicht der Meinung, es solle im Rat lange über die Direktionsgeschäfte referiert werden. Man sollte aber bei den Direktionsgeschäften jeweilen einen kurzen Kommentar haben, damit man sieht, um was es geht. Es ist auch dieses Jahr schon vorgekommen, dass uns Direktionsgeschäfte vorgelegt wurden, zum Beispiel über eine Vereinbarung mit einem andern Kanton, wo man nicht wusste, um was es ging. Da braucht es eine Erklärung, sonst sind wir kein Parlament mehr. – Bei Direktionsgeschäften, wo es um grosse Beträge, vielleicht um Millionen geht, sollte man etwas gewissenhafter Auskunft geben. Wenn man die Verhandlungen verkürzen will, dürfen einen die drei bis vier Sätze, die es braucht, um den Rat ins Bild zu setzen, nicht reuen.

Bärtschi (Wiggiswil). Nachdem der Vizepräsident mein Postulat zerzaust hat, sollte ich fast den Mut sinken lassen. Meine Anregungen waren sozusagen eine Verlegenheitsaktion, denn man sagte, man könne nicht ein Postulat abgeben, ohne etwas Konkretes zu bringen. Ich habe dann ein paar Gedanken eingeflochten, die offenbar infolge meiner Unerfahrenheit nicht durchwegs richtig waren.

Die Statistik über die Redezeiten beschränkte sich auf die letzte Session, und dort mag es zugetroffen haben, dass die Postulanten nicht länger als 10 Minuten gesprochen haben. Ich habe aber auch

schon anderes erlebt. Grundsätzlich halte ich an meinem Postulat fest, weil ich das Gefühl habe, man müsste bei uns einen Weg suchen, um einen strafferen Betrieb einzuführen.

Was haben wir vorhin erlebt? Man kommt hieher, die Sachen sind nicht studiert, und man weiss nicht was man will. Man sollte über die Geschäftsordnung einen Weg suchen, der es ermöglichen würde, die Sachen in den Fraktionen à fonds durchzuexerzieren, und zwar auch die Direktionsgeschäfte, so dass wir hier keine weiteren Worte verlieren müssen. Die Verhältnisse sind in allen Fraktionen ungefähr die gleichen. Ich plädiere dafür, man solle gründlichere Vorarbeit leisten, damit hier kürzer referiert und verhandelt werden kann.

Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission wurde eingeladen, zu dieser Angelegenheit Stellung zu nehmen. Es ist allerdings mit dem Datum ein Irrtum passiert, aber das tut nichts zur Sache. Ich hätte eigentlich helfen wollen, Kollege Bärtschi den Rückzug des Postulates zu erleichtern. Jetzt hat er schon erklärt, er halte daran fest.

Ich bin Ihnen dankbar, wenn Sie die Bestrebungen der Staatswirtschaftskommission unterstützen. Wir haben vor zwei Jahren darüber diskutiert und gesagt, Direktionsgeschäfte gleicher Natur solle man gruppenweise zusammengefasst behandeln. Früher hat man zu jedem einzelnen Geschäft gesprochen. Die zusammenfassende Orientierung hat uns aber nicht lauter Sympathien eingebracht, im Gegenteil, es wurde uns hie und da mitgeteilt, die Staatswirtschaftskommission sei vor dem Rat stillschweigend über dieses oder jenes Geschäft, das sehr wichtig sei, hinweggegangen. – Wir versuchen, den Mittelweg einzuschlagen. So treffen wir das richtige.

Die Eisenbahngeschäfte figurieren auch unter den Direktionsgeschäften. Ich bin hiefür Referent und werde zu jedem Geschäft etwas sagen müssen. Man muss eben merken, wo etwas gesagt werden muss und wo man zusammenfassen kann. Zum Politisieren müssen wir etwas Spielraum haben, sonst sind viele Leute im Lande mit unserem Vorgehen nicht zufrieden. – Ich bin auch für das Rationalisieren. Das Berner Parlament hat einen guten Ruf, und allzu viel sollten wir an unserm Reglement nicht flicken.

Die Anregungen des Kollegen Schädelin gingen in der gleichen Richtung. Es ist viel interessanter für den Rat zu wissen, welche finanziellen Auswirkungen eine ganze Gruppe von Direktionsgeschäften hat, als ein Referat über die Einzelheiten anzuhören. Mit allgemeinen Ausführungen über eine ganze Gruppe von Geschäften wird der Rat mitunter besser ins Bild gesetzt als durch Dozierung von Einzelheiten. So möchten wir weiter vorgehen.

Freiburghaus (Rüfenacht). Der Vizepräsident sagte, was Kollege Bärtschi postuliere, sei vor anderthalb Jahren schon diskutiert worden. Was dort herausschaute, war offenbar nicht sehr befriedigend, sonst hätten wir nicht schon wieder einen Vorstoss. Das Problem der Vereinfachung unseres Parlamentsbetriebes ist eine Dauerangelegenheit. Was ist in der letzten Session passiert? Vor 15 Jahren hatten wir höchstens dann eine dritte Sessionswoche, wenn drei bis fünf grosse Gesetze zu beraten waren. Heute haben wir, auch wenn keine grossen Gesetze auf der Traktandenliste stehen, meistens eine dritte Woche. Dadurch ergibt sich eine Abwertung des bernischen Parlamentes. Es wäre interessant zu wissen, mit wievielen Ratssitzungen andere Kantone auskommen. Wir müssen auch an die selbständigerwerbenden Ratsmitglieder denken. Diesen ist es heute fast nicht mehr möglich, ein Mandat auszuüben. Überdies stellt sich da die Frage der Entschädigung. Auch diese sollte gründlich geprüft werden.

Zu den Redezeiten: In der letzten Session ist es aufgefallen, dass die Sprecher der Regierung viel zu viel Zeit beanspruchten. Sie haben auf ganz einfache Vorstösse, die über ein Detail Auskunft wünschten, an deren Behandlung eine kleine Region interessiert war, Antworten von bis 45 Minuten Dauer erteilt. Damit wurden diese Vorstösse überwertet, und darum erfolgen immer mehr solche Interventionen. In der Folge gerät der Rat ins Plaudern; es vergehen damit Stunden und Tage und es bleibt wenig Zeit, grundsätzliche Fragen zu diskutieren und, wie Herr Mischler richtig sagt, auch zu politisieren.

Ich glaube, die Bestrebungen zur Vereinfachung unseres Betriebes sollten aufrechterhalten und ununterbrochen verfolgt werden. Man sollte nicht einwenden, vor anderthalb Jahren habe man das geprüft, und nun sei alles in Ordnung. Normalerweise sollten wir mit zwei Wochen Sessionsdauer auskommen, andernfalls können Selbständigerwerbende fast kein Mandat mehr übernehmen. Es ist manchmal ermüdend, hier den ganzen Vormittag Dinge anhören zu müssen, die nur wenige interessieren können. Ich werde dem Postulat zustimmen, weil ich der Auffassung bin, die Rationalisierungsfrage sei weiter zu prüfen. Man sollte das Büro damit beauftragen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates ..... 39 Stimmen
Dagegen ..... 44 Stimmen

Einbürgerungen

Auf den Antrag des Regierungsrates und der Justizkommission wird den nachgenannten Personen, welche sich über ihre Handlungsfähigkeit, den Genuss eines guten Leumundes sowie über günstige Vermögens- und Erwerbsverhältnisse ausgewiesen haben, auf ihr Ansuchen hin, bei 123 ausgeteilten und 116 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovon leer 5, in Betracht kommend 111, also bei einem absoluten Mehr von 56 Stimmen, das bernische Kantonsbürgerrecht und das Bürgerrecht der nachbezeichneten Gemeinden mit 101 bis 109 Stimmen erteilt, unter Vorbehalt der Bezahlung der Einbürgerungsgebühren:

Schweizerbürger

1. Ammann Marianne, von Brittnau, geboren am 31. Januar 1922 in Thun, ledig, Gouvernante, wohnhaft in Lauterbrunnen, welcher die Einwohnergemeindeversammlung von Lauterbrunnen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

2. Beldi Hans Jakob, von Rüfenach AG, geboren am 28. März 1945 in Bern, Hotelier, wohnhaft in Lauterbrunnen, Ehemann der Elisabeth Ursula Christine geb. Kaniss, geboren am 15. Februar 1940 in Leipzig, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Lauterbrunnen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

3. Frick Jakob, von Schönenberg ZH, geboren am 5. Mai 1895 in Schönenberg, pens. Mechaniker, wohnhaft in Köniz, Ehemann der Emma geb. Burkhard, geboren am 11. Mai 1901 in Köniz, welchem der Grosse Gemeinderat von Köniz das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

4. Schlachter Lina Luise geb. Meyer, von Basel, geboren am 17. August 1900 in Bern, verwitwet, wohnhaft in Bern, welcher die Burgergemeinde von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

5. Siegrist Alfred Gotthold, von Seengen AG, geboren am 5. April 1909 in Meisterschwanden, eidg. Beamter, wohnhaft in Muri bei Bern, Ehemann der Elsbeth Helene Ruth geb. Roth, geboren am 15. Februar 1909 in Zürich, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Muri bei Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

6. Stauffer Elsa, von Chézard-Saint Martin, geboren am 3. Januar 1905 in Lauterbrunnen, geschieden, Bildhauerin, wohnhaft in Bern, welcher die Burgergemeinde von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

7. Voirol Othmar Walter, von Hergiswil, geboren am 15. Juli 1937 in Thun, ledig, Monteur, wohnhaft in Lausanne, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Les Genevez das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

8. Wyss Rudolf Werner, von Kappel SO, geboren am 18. März 1914 in Erstfeld, Kaufmann, wohnhaft in Bern, Ehemann der Gloria Emilia geb. Maier, geboren am 5. April 1926 in Lengnau, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Ausländer

9. Gabaglio Sergio Marco, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 8. März 1929 in Bern, städt. Angestellter, wohnhaft in Bern, Ehemann der Gertrud Yvonne geb. Weber, geboren am 26. Dezember 1933 in Bern, Vater von vier minderjährigen Kindern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

   Der Bewerber wohnt seit Geburt in Bern.

10. Gallina Ticiderio, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 6. Mai 1920 in Interlaken, kaufm. Angestellter, wohnhaft in Köniz, Ehemann der Frieda geb. Kunz, geboren am 28. Januar 1905 in Bern, welchem der Grosse Gemeinderat von Köniz das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

    Der Bewerber wohnt mit Ausnahme von eineinhalb Jahren seit Geburt in der Schweiz; seit 1963 ist er in Köniz gemeldet.

11. Piatti Franco Bruno, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 12. Juli 1940 in Bern, ledig, cand. med. dent., wohnhaft in Bern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

    Der Bewerber wohnt seit Geburt in Bern.

12. Zaugg Gerhard, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 4. Oktober 1955 in St. Gallen, Schüler, wohnhaft in Köniz, welchem der Grosse Gemeinderat von Köniz das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

    Der Bewerber wohnt seit Geburt in der Schweiz; seit 1957 ist er in Köniz gemeldet.

13. Burger Yves André, französischer Herkunft, geboren am 18. Mai 1951 in Porrentruy, Schüler, wohnhaft in Porrentruy, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Porrentruy das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

    Der Bewerber wohnt mit Ausnahme von 8½ Jahren seit Geburt in der Schweiz; seit Juli 1961 ist er in Porrentruy gemeldet.

14. Wyniger Silvia Heidi, österreichische Staatsangehörige, geboren am 19. Juni 1957 in Basel, Schülerin, wohnhaft in Birsfelden, welcher die Einwohnergemeindeversammlung von Gelterfingen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

    Die Bewerberin wohnt seit Februar 1960 in der Schweiz; seither ist sie in Birsfelden gemeldet.

15. Brauchart Otmar Johann Berndt, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 27. November 1951 in Aibli (Österreich), ledig, Kochlehrling, wohnhaft in Wilderswil, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Wilderswil das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

    Der Bewerber wohnt seit 1957 in der Schweiz; seit 1960 ist er in Wilderswil gemeldet.

16. Ris Joachim Siegfried, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 16. Juli 1952 in Gomadingen (Deutschland), Schüler, wohnhaft in Bern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

    Der Bewerber wohnt seit 1956 in der Schweiz; seither ist er in Bern gemeldet.

17. Weitz Johann, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 7. August 1950 in Krottendorf (Österreich), ledig, Maschinenmechanikerlehrling, wohnhaft in Guggisberg, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Guggisberg das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

    Der Bewerber wohnt seit April 1956 in der Schweiz; seither ist er in Guggisberg gemeldet.

18. Zahnd Peter Jürger, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 27. Februar 1954 in Freiburg im Breisgau, Schüler, wohnhaft in Bern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

    Der Bewerber wohnt seit April 1957 in der Schweiz; seit August 1957 ist er in Bern gemeldet.

19. Beck Hans Julius, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 17. Oktober 1929 in Konstanz, Graveur, wohnhaft in Biel, Ehemann der Betty Georgette geb. Dépraz, geboren am 26. September 1934 in Pampigny, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem der Stadtrat von Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1955 in der Schweiz; seither ist er in Biel gemeldet.

20. Brandl Gottfried, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 30. Oktober 1929 in Vockenberg, Mariahof (Österreich), dipl. Schreinermeister, wohnhaft in Bolligen, Ehemann der Vreneli geb. Füllemann, geboren am 29. August 1932 in Hüttwilen, Vater von drei minderjährigen Kindern, welchem der Grosse Gemeinderat von Bolligen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1953 in der Schweiz; seit 1961 ist er in Bolligen gemeldet.

21. Zurückgestellt

22. Buchstab Erwin Oskar, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 9. Oktober 1931 in Frankfurt am Main, Automechaniker, wohnhaft in Court, Ehemann der Margrith Klara geb. Minder, geboren am 27. September 1936 in Frutigen, Vater von vier minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Court das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1954 in der Schweiz; seither ist er in Court gemeldet.

23. Cetlin Daniel, israelischer Staatsangehöriger, geboren am 15. Januar 1937 in Tel-Aviv, Psychologe/Berufsberater, wohnhaft in Tavannes, Ehemann der Christiane Irène Jeanine geb. Gilliéron, geboren am 20. Juli 1938 in Lausanne, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Tavannes das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Juni 1957 in der Schweiz; seit Dezember 1964 ist er in Tavannes gemeldet.

24. Contini Antonio, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 23. September 1923 in Borore (Italien), Fabrikmaler, wohnhaft in Thunstetten, Ehemann der Edith geb. Sägesser, geboren am 21. November 1935 in Langenthal, Vater von vier minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Thunstetten das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1948 in der Schweiz; seit 1962 ist er in Thunstetten gemeldet.

25. Denys Michal, polnischer Staatsangehöriger, geboren am 5. Februar 1911 in Czyszki (Polen), Magaziner, wohnhaft in Biel, Ehemann der Maria Frieda geb. Haas, geboren am 19. Dezember 1926 in Appenzell, welchem der Stadtrat von Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1940 in der Schweiz; seit 1949 ist er in Biel gemeldet.

26. Faller Antonio Giuseppe, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 26. August 1932 in Cortina d'Ampezzo, dipl. Damencoiffeur, wohnhaft in Bolligen, Ehemann der Berta geb. Konrad, geboren am 4. Dezember 1932 in Häggligen, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem der Grosse Gemeinderat von Bolligen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1952 in der Schweiz; seit 1962 ist er in Bolligen gemeldet.

27. Heinrich Artur Joachim, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 15. September 1935 in Grossschönau (Deutschland), Spengler, wohnhaft in Thun, Ehemann der Dora geb. Bürki, geboren am 28. März 1940 in Paradiso, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem der Stadtrat von Thun das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1956 in der Schweiz; seither ist er in Thun gemeldet.

28. Jonen Hans-Peter Fritz Heinrich, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 30. Oktober 1942 in Osterode (Deutschland), Etampesmacher, wohnhaft in Lengnau, Ehemann der Priska Maria geb. Ledermann, geboren am 13. Juli 1943 in Sarmenstorf, Vater eines minderjährigen Kindes, welchem der Stadtrat von Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit Oktober 1957 in der Schweiz; von 1961 bis Oktober 1966 war er in Biel und seither in Lengnau gemeldet.

29. Lamp Johann Josef, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 10. April 1927 in Goggau (Italien), dipl. Tiefbautechniker, wohnhaft in Rüegsau, Ehemann der Margaretha geb. Kämpfer, geboren am 23. Dezember 1929 in Kleindietwil, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Rüegsau das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1954 in der Schweiz; seit 1960 ist er in Rüegsau gemeldet.

30. Lörincze György, ungarischer Staatsangehöriger, geboren am 17. Mai 1939 in Alsóörs (Ungarn), Chef de service, wohnhaft in Bern, Ehemann der Marlise geb. Pfäffli, geboren am 21. Dezember 1941 in Bern, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme von sechs Monaten seit Dezember 1956 in der Schweiz; seit Oktober 1961 ist er in Bern gemeldet.

31. Müller Hugo Karlheinz, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 20. August 1931 in Marienberg (Deutschland), Techniker, wohnhaft in Evilard, Ehemann der Ilda Giuseppina Valeria geb. Diener, geboren am 19. November 1927 in Torre Boldone (Italien), Vater eines minderjährigen Kindes, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Evilard das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme der Jahre 1957–1961 seit 1952 in der Schweiz; seit April 1965 ist er in Evilard gemeldet.

32. Rosenfelder Edgar Reinhard, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 11. Mai 1931 in Schwenningen am Neckar (Deutschland), Maschinentechniker, wohnhaft in Burgdorf, Ehemann der Wilma Frieda geb. Surber, geboren am 22. Mai 1934 in Dielsdorf, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem der Stadtrat von Burgdorf das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt mit Ausnahme von fünf Monaten seit März 1956 in der Schweiz; seit Juli 1963 ist er in Burgdorf gemeldet.

33. Sclabas Giovanni, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 18. Mai 1929 in Cordovado (Italien), Beizer, wohnhaft in Kirchberg, Ehemann der Veronika geb. Gugger, geboren am 5. April 1935 in Ersigen, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Kirchberg das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1953 in der Schweiz; seit 1959 ist er in Kirchberg gemeldet.

34. Tubielewicz Wojciech, polnischer Staatsangehöriger, geboren am 3. September 1906 in Wilna (Polen), kaufm. Angestellter, wohnhaft in Bern, Ehemann der Jacqueline geb. Monod, geboren am 21. August 1926 in Bern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1940 in der Schweiz; seit 1958 ist er in Bern gemeldet.

35. Banlaki Katalin Erzsebet, ungarische Staatsangehörige, geboren am 19. Mai 1947 in Budapest, ledig, stud. med., wohnhaft in Meiringen, welcher die Einwohnergemeindeversammlung von Meiringen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt seit Dezember 1956 in der Schweiz; seither ist sie in Meiringen gemeldet.

36. Bernard Albrecht Gerhard, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 12. September 1920 in Liebau (Deutschland), Dr. med., Arzt, wohnhaft in Köniz, Ehemann der Lisbeth Maria geb. Ruder, geboren am 5. Februar 1924 in Lahr (Deutschland), Vater eines minderjährigen Sohnes, welchem der Grosse Gemeinderat von Köniz das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1954 in der Schweiz; seit 1956 ist er in Köniz gemeldet.

37. Dorfner Irma Emilia, ungarische Staatsangehörige, geboren am 18. April 1909 in Budapest, ledig, Damenschneiderin, wohnhaft in Bolligen, welcher der Stadtrat von Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt seit 1935 in der Schweiz; von 1963 bis Februar 1967 war sie in Biel gemeldet und seither ist sie in Bolligen wohnhaft.

38. Hilden Raphael, deutscher Staatsangehöriger, geboren am 10. Dezember 1931 in Mülheim an der Ruhr (Deutschland), Lehrer, wohnhaft in Bern, Ehemann der Christa Maria geb. Rosa, geboren am 19. August 1939 in Schweinfurt (Deutschland), Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem der Stadtrat von Bern das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1953 in der Schweiz; seit 1961 ist er in Bern gemeldet.

39. Németh Judit Maria, ungarische Staatsangehörige, geboren am 10. Januar 1946 in Budapest, ledig, Lehrerin, wohnhaft in Grellingen, welcher die Einwohnergemeindeversammlung von Grellingen das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Die Bewerberin wohnt seit 1956 in der Schweiz; seit 1965 ist sie in Grellingen gemeldet.

40. Sartori Pierino, italienischer Staatsangehöriger, geboren am 25. Juli 1915 in Monselice (Italien), Fabrikant, wohnhaft in Münchenbuchsee, Ehemann der Edith geb. Spiegl, geboren am 24. April 1921 in Bern, welchem die Einwohnergemeindeversammlung von Münchenbuchsee das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1950 in der Schweiz; seit 1960 ist er in Münchenbuchsee gemeldet.

41. Wolf Kurt Hermann, österreichischer Staatsangehöriger, geboren am 11. Januar 1926 in Wien, Pressephotograph, wohnhaft in Biel, Ehemann der Anna Adele geb. Hofbauer, geboren am 3. Juli 1927 in Wien, Vater von zwei minderjährigen Kindern, welchem der Stadtrat von Biel das Gemeindebürgerrecht zugesichert hat.

Der Bewerber wohnt seit 1951 in der Schweiz; seit 1960 ist er in Biel gemeldet.

Strafnachlassgesuche

Sämtliche Strafnachlassgesuche werden stillschweigend nach den übereinstimmenden Anträgen des Regierungsrates und der Justizkommission erledigt.

Postulat des Herrn Grossrat Wenger — Unterkunftsverhältnisse der Bezirkswache Belp der Kantonspolizei

(Siehe Seite 469 hievor)

Wenger. Mit dem Bezirkschef der Kantonspolizei hatte ich eine Besprechung und musste hiefür sein Büro aufsuchen. Dort sah ich, in welch unzulänglichen Raumverhältnissen fünf Mann funktionieren müssen. In Köniz sind vier Mann, ebenso in Münsingen, und dort hat man die nötigen Büroräume, aber im Amtsbezirk Seftigen nicht. Nun werden im Schloss Belp Räume frei, weil der neue Statthalter nicht im Schloss wohnen wird. Dort könnte man dem Bezirkschef etwa drei Räume geben. Dann könnte man die Akten richtig ordnen. Jetzt ist alles stossweise aufeinander geschichtet. Das Suchen ist zeitraubend, die Registratur ist ungenügend. Mit genügend Büroräumlichkeiten würde eine zweckmässigere Diensteinteilung ermöglicht (geregelter Telephondienst, Entgegennahme von Strafanzeigen usw.). – Die Bezirkswache Belp muss dringend erweitert werden, denn sie hat einen neuen Dienst zugewiesen erhalten, der mit dem Flugplatz zusammenhängt. Ständig muss ein Mann dort sein. Der Fahndungsdienst und der Nachrichtendienst brauchen Raum, um richtig ausgeübt werden zu können. Statt einen Mann in Köniz zu haben können die Aufgaben auf der Bezirkswache zusammengefasst werden.

Die Regierung wird das Postulat entgegennehmen. Ich bitte Sie zuzustimmen.

Bauder, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Das gutgemeinte Postulat rennt offene Türen ein. Das Polizeikommando hat nämlich schon im Spätsommer, lange bevor das Postulat eingereicht wurde, erfahren, dass Gerichtspräsident Dr. Mösch, Belp, ein eigenes Haus baut und daher seine Dienstwohnung im Schloss frei wird. Sodann wird der neue Regierungsstatthalter voraussichtlich die frei werdende Dienstwohnung nicht beziehen. Am 4. September dieses Jahres, also einen Tag bevor das Postulat eingereicht wurde, haben die ersten grundlegenden Verhandlungen mit der Liegenschaftsverwaltung stattgefunden, und die Verhandlungen sind am 27. September zum Abschluss gekommen. Es wurde beschlossen, dass das Richteramt in die bisherige Wohnung des Gerichtspräsidenten verlegt wird und dass die dadurch frei werdenden Büroräume im Parterre der Kantonspolizei zur Verfügung gestellt werden. Damit erhält die Kantonspolizei im Schloss Belp geräumige, gut gelegene Räume für die Bezirkswache. Gerichtspräsident Dr. Mösch hat die Dienstwohnung im Schloss schon verlassen. Das Hochbauamt ist vor dem Abschluss der Projektierung der Renovationsarbeiten. Es wird bestimmt möglich sein, sofern nichts ganz Unvorhergesehenes dazukommt, der Kantonspolizei Belp die zugesprochenen Büroräume auf Ende dieses Jahres zur Verfügung zu stellen. – Wenn in ein paar Jahren die geplante Gesamtrenovation des Schlosses Belp durchgeführt wird, wird sich die Frage der Errichtung eines Neubaues für die Bezirkswache der Kantonspolizei stellen. Sie könnte auf einem Grundstück an der Rubigenstrasse gebaut werden, die schon im Besitze des Staates ist.

Das Problem, das nicht weltbewegend ist, ist also in jeder Beziehung gelöst, das Postulat ist erfüllt, bevor ihm der Grosse Rat zustimmen kann.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Herabsetzung des Wählbarkeitsalters für Mitglieder des Grossen Rates (Abänderung von Art. 13, Abs. 1 der Staatsverfassung)

(Siehe Nr. 33 der Beilagen)

Eintretensfrage

Freiburghaus (Laupen), Präsident der Kommission. Ich darf mich kurz fassen, denn diese Abänderung ist klein, hat mehr theoretische als praktische Auswirkungen. Bei der Behandlung des Vorstosses über die Wählbarkeit der Frauen ins Gericht wurde von Herrn Grossrat Abbühl beantragt, man möge das Wählbarkeitsalter der Grossräte von 25 Jahren auf 20 Jahre herabsetzen. Die Kommission, die dannzumal die Vorlage über die Wählbarkeit der Frauen behandelte, hat den Antrag entgegengenommen und hat in der folgenden Beratung eine Motion eingereicht, die erheblich erklärt wurde und dahinging, der Regierungsrat möge prüfen, ob es zweckmässig sei, das Wählbarkeitsalter der Grossräte herabzusetzen. Gleichzeitig wurde die Frage aufgeworfen, ob nicht das Wählbarkeitsalter für die Administrativ-Beamten, in erster Linie für die Regierungsräte und die Regierungsstatthalter, von 25 Jahren auf 20 Jahre herabzusetzen sei.

Nun liegt Ihnen der gemeinsame Antrag von Regierung und Kommission vor. Darnach soll man nur das Wählbarkeitsalter der Grossräte herabsetzen, nicht auch das der Regierungsstatthalter und Regierungsräte. Die untere Grenze von 25 Jahren würde nach wie vor für das Richteramt bestehen.

Eine grosse Minderheit der Kommission vertrat die Auffassung, man könnte auch das Mindestalter der Administrativbehörden herabsetzen. Das wäre eine Angleichung an die Bundesverfassung (Nationalräte und Bundesrichter). – Das ist in erster Linie eine theoretische Frage, weil es praktisch selten vorkommen wird, dass Männer unter 25 Jahren in den Grossen Rat gewählt werden. Trotzdem hat man sich entschlossen, das Alter herabzusetzen, denn damit wird vielleicht das Interesse der Jugend an der Politik gehoben. Ich glaube nicht, dass ein materielles Bedürfnis für die Abänderung besteht; gelegentlich wird aber vielleicht einmal ein Grossrat im Alter von weniger als 25 Jahren gewählt.

Guggenheim. Die sozialdemokratische Fraktion ist für Eintreten auf die Vorlage. Sie wird sich dem Antrag der Kommissionsminderheit anschliessen, wonach auch für richterliche und administrative Behörden das Wählbarkeitsalter auf 20 Jahre herabzusetzen wäre.

Laut Kommentar zum Staatsrecht, von Giacometti, erschienen 1948, hätten ausser Bern noch Freiburg, Neuenburg und Genf die Altersgrenze von 25 Jahren. Es scheint nicht unangebracht zu sein, wenn man auch in bezug auf die administrativen und richterlichen Behörden eine Angleichung an das eidgenössische Recht vornimmt. Ich werde dazu in der Detailberatung eingehender sprechen.

Das Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen.

Detailberatung

Ziff 1, Ingress

Angenommen.

Art. 13 der Staatsverfassung

Freiburghaus (Laupen), Präsident der Kommission. Bisher hat der Artikel 13 aus einem einzigen Alinea bestanden. Sie haben den Antrag von Regierung und Kommission gedruckt vor sich.

Schorer. Es tut mir leid, dass ich die Gedanken des Kollegen Guggenheim vorweg bekanntgeben muss. Seine Fraktion will das Mindestalter von 20 Jahren allgemein festlegen. Die grosse Mehrheit der freisinnig-demokratischen Fraktion kam zum gleichen Schluss. Wir sehen nicht ein, warum für die Wahlen in den Grossen Rat ein tieferes Alter festzusetzen ist als für die Wahl zum Gerichtspräsidenten. Wäre das nicht eine Disqualifikation unseres Rates?

Der Hauptgrund, generell auf 20 Jahre zurückzugehen, ist aber ein anderer. Wir haben in der bisherigen Staatsverfassung auf die Artikel 33 und 59 verwiesen, wo für die Besetzung von richterlichen Ämtern verlangt wird, dass der Kandidat bernischer Fürsprech oder Notar sein muss. Ganz automatisch wird man nicht einen 20jährigen Gerichtspräsidenten erhalten können, denn das Studium dauert bis zum Alter von 23 bis 25 Jahren. Es gibt solche, die das Studium mit etwas über 23 Jahren abschliessen. Wir haben grosse Schwierigkeiten, die Stellen zu besetzen. Ich sehe darum nicht ein, warum ein solcher junger Mann, wenn er die Voraussetzungen mitbringt, nicht soll als Gerichtspräsident eingesetzt werden können. Nach der jetzigen Regelung muss er ein bis zwei Jahre warten, und bis dann ist er längst an einem andern Platz. – Wir sollten das Wählbarkeitsalter ganz allgemein auf 20 Jahre reduzieren, vorbehältlich Artikel 33 und 59. Wir müssen nur im Absatz 2 den Zwischensatz streichen «die das 25. Altersjahr zurückgelegt haben». Wir beantragen folgende Formulierung.

«Wählbar als Mitglied des Grossen Rates sowie zu den in der Verfassung bezeichneten Stellen der administrativen und richterlichen Gewalt ist jeder stimmberechtigte Kantons- und Schweizerbürger. Vorbehalten sind die besonderen Bestimmungen der Artikel 33 und 59 hiernach.»

Ich bitte dem zuzustimmen. Wir haben vernommen, dass in der Kommission die Minderheit diese Auffassung vertreten hat.

Guggenheim. Ich danke dem Kollegen Schorer; er hat meinen Antrag vorweggenommen. Ich kann nur erklären, dass wir ihn unterstützen. Die 25 Jahre Altersgrenze sind ein Relikt aus dem alten römischen Recht. Im alten bernischen Zivilgesetzbuch finden wir die Beschränkung der Handlungsfähigkeit für die Leute unter 25 Jahren. Erst mit der Einführung des schweizerischen Zivilgesetzbuches ist die 20-Jahres-Grenze eingeführt worden, und zwar mit Widerstand des Kantons Genf, der eine internationale Angleichung auf das 21. Altersjahr hat einführen wollen. Trotzdem ist das 20. Altersjahr als Grenze gesamtschweizerisch festgelegt worden. Man hat also den Gedanken des römischen Rechtes verlassen. Daher scheint es angezeigt zu sein, wenn man auch in bezug auf das öffentliche Recht vom römischen Rechtsgedanken weggeht und sich dem deutschen Recht nähert, allerdings nicht in dem Sinne, wie es im Sachsenspiegel geschrieben ist, wonach das 12. Altersjahr bereits als Mannbarkeitsalter erklärt wurde.

Ich bitte, den Antrag Schorer, den ich zum meinigen mache, anzunehmen.

Freiburghaus (Laupen), Präsident der Kommission. Es ist nicht nötig, dass man in allem in den Kantonen die gleiche Regelung trifft, die in der Bundesverfassung enthalten ist. Aber die vorliegende Meinungsverschiedenheit ist nicht von sehr grosser Bedeutung, denn im Einzelfall ist es Sache der Stimmbürger zu entscheiden, ob sie einen stimmberechtigten Kantons- und Schweizerbürger von weniger als 25 Jahren wählen wollen. Das letztere wird wahrscheinlich nicht häufig vorkommen. Immerhin, vielleicht wird einmal ein so junger Mann gewählt und sein Amt gut versehen. Ich bitte aber, am Antrag von Regierung und Kommission festzuhalten.

Jaberg, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Nach dem Wortlaut der seinerzeitigen Motion war die Regierung beauftragt, die Frage der Herabsetzung des Wählbarkeitsalters für Mitglieder des Grossen Rates sowie für Inhaber der Stellen der administrativen Gewalt auf 20 Jahre zu überprüfen und dem Grossen Rat eine entsprechende Vorlage zu unterbreiten. Von den Inhabern richterlicher Stellen war nicht die Rede. Im Antrag der Herren Dr. Schorer und Guggenheim sind nun auch die richterlichen Behörden einbezogen worden.

Der Regierungsrat ist zum Schluss gekommen, dass man nur für die Grossräte das Wählbarkeitsalter auf 20 Jahre herabsetzen soll. Man ging davon aus, es sei wünschbar, dass jeder stimmfähige Bürger auf die Liste gesetzt werden kann, womit das Interesse der Jugend an der Politik gefördert werden könnte. In den Kantonen, wo das Wählbarkeitsalter schon längst 20 Jahre beträgt, sind kaum je Grossräte oder Kantonsräte im Alter von weniger als 25 Jahren gewählt worden. Bei den Nationalräten ist die jüngste Kategorie etwa 40 Jahre alt. – Die Regierung will der Motion in bezug auf das Alter der Grossräte Rechnung tragen.

In bezug auf die Vertreter der administrativen Gewalt (Regierungsstatthalter und Regierungsräte) kommt es praktisch nicht in Frage, dass Stimmfähige im Alter von 20 bis 25 Jahren gewählt werden. Der Nachweis der Befähigung für dieses Amt kann auf Grund der bisherigen Tätigkeit im Alter von 20 Jahren kaum erbracht werden, so dass dieser Fall kaum je eintreten wird. Darum haben wir

vorgeschlagen, nur das Wählbarkeitsalter der Grossräte herabzusetzen.

Nun wurde beantragt, für Regierungsstatthalter und Regierungsräte und auch für die Richter, die in der Verfassung genannt sind, das Wählbarkeitsalter herabzusetzen. Es handelt sich um Gerichtspräsidenten, Mitglieder des Obergerichtes, des Amtsgerichtes und des Geschworenengerichtes. Daneben haben wir aber eine Reihe von andern richterlichen Stellen oder Funktionären der Justiz, bei denen die Altersgrenze nicht in der Verfassung niedergelegt ist, sondern nur in den Gesetzen. Das trifft zum Beispiel für die Mitglieder des Gewerbegerichtes zu. In der Gerichtsorganisation ist ihr Wählbarkeitsalter auf 25 Jahre festgesetzt, ebenso für die Staatsanwälte und für die besonderen Untersuchungsrichter. Bei Annahme des Antrages Schorer wären also nicht alle Richter mit 20 Jahren wählbar, sondern nur die in der Verfassung genannten.

Mit Ausnahme der Mitglieder des Amtsgerichtes und der Geschworenengerichte (Laienmitglieder) können nur Leute mit abgeschlossenem juristischem Studium in die Gerichtsbehörden gewählt werden (bernische Fürsprecher oder Notare). Bis zum Abschluss des Studiums werden die Leute in der Regel 25 Jahre alt, so dass praktisch am heutigen Zustand keine Änderung eintreten würde. Jedenfalls ist mir kein Fall bekannt, wo die Barriere von 25 Jahren eine Rolle gespielt hätte, wenn ein Richter zu wählen war. – Abgesehen vom Erfordernis des juristischen Studiums ist doch eine gewisse Lebenserfahrung, zum Studium hinzu, für das Richteramt sehr wertvoll, so dass die Altersgrenze von 25 Jahren auch darin ihre Begründung hätte.

Die Regierung hält daher an ihrem Antrag fest. Um ein Bild über die Verhältnisse in andern Kantonen zu erhalten, müsste man schauen, ob dort, wo das Wählbarkeitsalter 20 Jahre beträgt, tatsächlich Leute im Alter von 20 bis 25 Jahren gewählt wurden. Ich könnte mir nicht vorstellen, dass das der Fall wäre. Bei dieser Situation fehlt die innere Begründung für eine Änderung. Ich bitte Sie, dem Antrag der Regierung zuzustimmen.

Le Président. Nous avons la situation suivante: Le Conseil-exécutif et la Commission proposent l'article 13 en 2 parties, tandis que M. Schorer élimine la restriction des 25 ans d'âge, de telle sorte que sa proposition tend à n'avoir plus qu'un seul paragraphe pour ces deux objets. Nous votons d'abord sur la proposition de la Commission et du Gouvernement.

Abstimmung

Für den Antrag der vorberatenden Behörden ..... 55 Stimmen
Für den Antrag Schorer ..... 57 Stimmen

Beschluss:

«Wählbar als Mitglied des Grossen Rates sowie zu den in der Verfassung bezeichneten Stellen der administrativen und richterlichen Gewalt ist jeder stimmberechtigte Kantons- und Schweizerbürger. Vorbehalten sind die besonderen Bestimmungen der Artikel 33 und 59 hiernach.»

Titel und Ingress

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme des Beschlussesentwurfes ..... 85 Stimmen (Einstimmigkeit)

Volksbeschluss über die Hilfeleistung an konzessionierte Eisenbahn- und Schiffahrtsunternehmungen gemäss Eisenbahngesetz des Bundes vom 20. Dezember 1957 sowie kantonalen Ergänzungsmassnahmen (dritte Privatbahnhilfe des Bundes von Fr. 150 000 000.— vom 1. März 1967)

(Siehe Nr. 32 der Beilagen)

Eintretensfrage

Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Wir kommen zum neuralgischen Punkt. In einer angesehenen Berner Zeitung hat man von Eisenbahngeschäften à la Mirage geschrieben. Ich glaube, das muss man richtigstellen. Auch wenn man dieses oder jenes kritisieren kann, darf man nicht zwischen der Mirage-Affäre und den bernischen Eisenbahngeschäften, wie sie bisher behandelt wurden, vergleichen. Im grossen und ganzen sind dem Rat jeweilen viele Unterlagen zugestellt worden. Es fragte sich nur, wann man dazu Stellung nehmen könne. Wir werden später Gelegenheit haben, uns darüber zu unterhalten. Man kann in guten Treuen unterschiedlicher Auffassung sein. Es ist absolut richtig, wenn der Rat dort etwas dazu sagt, wo es darum geht, das Geld zu verteilen.

Eine andere grundsätzliche Bemerkung: Ich glaube, wir müssen klar auseinanderhalten, was wir mit dem Volksbeschluss diskutieren und was wir im Anschluss bei den einzelnen Geschäften zu diskutieren haben. Der Volksbeschluss ist nicht das gleiche wie die Vorlage der Biel-Täuffelen-Ins-Bahn. Man könnte nicht einfach, wenn man gegen die BTI-Vorlage ist, ableiten, man müsse den Volksbeschluss bodigen, damit das nicht zustandekommt. Darüber werden wir später diskutieren.

Die Angelegenheit ist bei der Eidgenossenschaft anhängig. Zuerst wird über die Eisenbahngeschäfte beim Bund diskutiert. Sowohl die erste wie die zweite Eisenbahnhilfe, wo es auch um Globalkredite ging, sind zuerst im Bundeshaus behandelt worden. Dann haben die Kantone von dieser Hilfeleistung Gebrauch machen können. Es ist nicht so, dass unser Kollege Hans Mathys, seines Zeichens Direktor von zwei oder dreien dieser Bahnen, die im Vordergrund stehen, und der Sekretär des Verkehrsamtes allein die bernische Eisenbahnpolitik machen würden. Kollege Hans Mathys hat die Eigenschaft, sehr initiativ zu sein, aber das müssen wir ihm nicht ankreiden. Wir müssen die Gesuche für die Eisenbahnhilfe dem Bund unterbreiten; Fachleute des Bundes nehmen jeweilen zu den

einzelnen Geschäften Stellung, sofern Bundesbeiträge in Frage kommen. Es gibt auch Fälle, in denen sich der Bund nicht beteiligt. Daher hatten wir im Grossen Rat ab und zu Gelegenheit, uns zur Verteilung der Beiträge zu äussern, wie wir es auch in dieser Session wieder tun können. Es haben also nicht einzelne Personen darüber zu entscheiden.

Der Vortrag ist ziemlich ausführlich, gibt uns darüber Aufschluss, was seinerzeit mit dem Geld, das im Jahr 1959 bewilligt wurde, gemacht worden ist. Dann wird dargestellt, was auf Grund des Beschlusses von 1963 vorgekehrt wurde. Jetzt stehen wir vor dem dritten Kredit. Der Grosse Rat muss entscheiden, ob für die weitere Privatbahnhilfe 40 Millionen Franken zu gewähren seien. Wir verpflichten uns damit nicht, den Betrag zu brauchen. Der Katalog, der hier aufgeführt ist, sagt nichts aus. Er gibt nur eine Übersicht dessen, was man als erforderlich erachtet. Aber das wird dann im Detail vor den Grossen Rat kommen. Es war nötig, dass das Verkehrsamt eine Umfrage darüber machte, was im Kanton Bern ungefähr noch vorzukehren sei. Jetzt geht es darum, ob der Kanton Bern den Globalkredit von 40 Millionen Franken beschliessen soll, um dann von der Bundeshilfe profitieren zu können.

Die Staatswirtschaftskommission hat sich eingehend mit dem Problem befasst und beantragt Ihnen einstimmig, auf den Volksbeschluss einzutreten.

Martignoni. Nachdem wir zu Beginn der Sitzung ein Vorscharmützel erlebt haben, ist es richtig, wenn wir uns im Zusammenhang mit dem Vorschlag für die dritte Privatbahnhilfe ein paar grundsätzliche Gedanken über die bernische Eisenbahnpolitik machen. Ich habe mir ein paar Zahlen zusammengestellt. Zum Teil sind sie in der Botschaft enthalten, zum Teil habe ich sie vom kantonalen Verkehrsamt erhalten. Wir müssen uns im Gesamtzusammenhang vorstellen, welche Mittel der Staat Bern und welche der Bund für das Eisenbahnwesen aufwenden. Die Gesamtrechnung sieht, unter Weglassung der Beiträge für den Bahnhofumbau Bern, folgendermassen aus:

Durch den Volksbeschluss von 1959 ergaben sich Erneuerungen im Betrag von 25 Millionen, durch den zweiten Volksbeschluss, von 1963, solche von 60 Millionen. Der dritte Volksbeschluss, 1967/1968, der für 1971 bis 1976 gelten soll, ergibt Erneuerungen im Betrag von 40 Millionen Franken. In den 15 Jahren 1961 bis 1976 wird also der Staat Bern, wenn der dritte Volksbeschluss angenommen wird, 142 Millionen Franken für die Erneuerung und Sanierung seiner Privatbahnen (ohne BLS) aufwenden. Dazu kommen Bundesbeiträge und Beiträge von Nachbarkantonen im Betrage von 78 Millionen Franken. Das ergibt zusammen 220 Millionen Franken. Pro Jahr macht das einen Kapitaleinsatz von 15 Millionen Franken aus.

Dazu kommen die Betriebsdefizite. Im Durchschnitt der 15 Jahre rechnen wir mit 5 Millionen Franken für den Staat Bern. Dazu kommen 10 Millionen vom Bund, ergibt pro Jahr für die 15 bernischen Privatbahnen 15 Millionen Franken.

Der Kapital- und Betriebseinsatz der öffentlichen Hand für die bernischen Privatbahnen, ohne BLS, beläuft sich auf 30 Millionen Franken pro Jahr. Dieser Einsatz erfolgt für 700 Kilometer Schiene und gegenwärtig rund 35 Millionen Passagiere (die Güter wollen wir einfachheitshalber weglassen). Pro Passagier werden pro Jahr 85 Rappen ausgelegt. Um die Rechnung korrekt zu machen, nehmen wir statt den ganzen Kostenaufwand einen Verzinsungs- und Amortisationsbeitrag von 10 Prozent. So kommen wir auf 50 Rappen pro Passagier. Wir stehen also vor der Tatsache, dass der Staat (Bund und Kantone) jedem Bahnpassagier der bernischen Privatbahnen (ohne die BLS mitzurechnen) für jede Fahrt 50 Rappen zuschiesst und ihn so subventioniert. Es handelt sich um einen Durchschnitt. Man sollte das auseinandernehmen und die einzelnen Bahnen genauer untersuchen. Man wäre versucht, die Eisenbahnrechnung mit der Strassenrechnung des Kantons zu vergleichen, die uns mit dem Bericht über die Erhöhung der Motorfahrzeugsteuer unterbreitet wurde. Im Jahr 1965 sind demzufolge Aufwendungen allein vom Kanton, inklusive Nationalstrassen, im Betrag von 103 Millionen Franken zu verzeichnen. Diesen stehen 78 Millionen Einnahmen gegenüber, wovon 25 Millionen Bundesbeiträge für Nationalstrassen sind. – Wir wollen hier keinen Vergleich anstellen, sonst müsste ich ein volkswirtschaftliches und verkehrswirtschaftliches Kolleg lesen. Da müssten wir Experten beiziehen.

Lässt sich der Aufwand rechtfertigen? Wollen wir dem Bernervolk empfehlen, weitere Mittel für den öffentlichen Schienenverkehr einzusetzen, oder wollen wir eher das Strassennetz ausbauen und so den Privatverkehr fördern? – Diese Frage ist schon eindeutig beantwortet. Sie ist weitgehend durch die Gesetzgebung des Bundes und die kantonalen Beschlüsse präjudiziert. Das gilt zu einem grossen Teil auch für unsern Beschluss über die zweite Privatbahnhilfe, so dass unser Beschluss über die dritte Privatbahnhilfe (Volksbeschluss) zu einem grossen Teil präjudiziert ist. Ich glaube nicht, dass wir mit der Hilfe einfach aufhören können. Wenn ein Werk einmal angefangen ist, wie es bei der SZB, Einführung Bern, der Fall ist, können wir nicht mittendrin sagen, jetzt würden wir keinen Beitrag mehr geben. Es könnte sich sonst das ergeben, was sich bei der Worbentallinie abzeichnet, dass die Kapazität so ausgelastet ist, dass man daran denken muss, neben der Bahn Autobusse einzusetzen, um die Fahrpläne überhaupt einhalten zu können.

Ich bin der Meinung, dass man den Bestrebungen der Regierung nicht aus guten Gründen opponieren kann. Das hindert uns nicht, die einzelnen Bahnen daraufhin zu untersuchen, ob der volkswirtschaftliche Einsatz gerechtfertigt sei. In der Hinsicht müssen wir viel kritischer werden, als wir es bisher waren. Es muss ein tragbares Verhältnis zwischen dem Einsatz der öffentlichen Mittel und der Rentabilität, den Frequenzen, Entwicklungsmöglichkeiten usw. bestehen. Eine solche Rechnung wäre zum Beispiel bei den Chemins de fer jurassiens und bei der BTI sowie bei den oberaargauischen Bahnen am Platze gewesen. – Ein Beispiel: Für die SZB/VBW, Einführung im Bahnhof Bern, wird für die Gesamtsanierung ein Aufwand von 100 Millionen Franken nötig sein. Das betrifft eine Frequenz von jährlich 10 Millionen Passagieren. – Bei der BTI wird eine Gesamtsanierung, wie sie geplant ist, auf rund 40 Millionen Franken zu ste-

hen kommen, bei 830 000 Passagieren. – Man sieht da ein Missverhältnis. Da müssen wir uns überlegen, ob der Einsatz gerechtfertigt sei und ob wir nicht mit den heutigen Beschlüssen Präjudizien schaffen. – Wo die Arbeiten in vollem Gange sind, wie bei der Einfahrt der SZB in Bern, ist es richtig fortzufahren. In diesem Sinne unterstütze ich den Volksbeschluss. Ich könnte mich auch bereit erklären, wie es Herr Augsburger sagte, dass man die Staatswirtschaftskommission beauftragen würde, noch in dieser Session die dringendsten Geschäfte aus dem dritten Volksbeschluss herauszunehmen und zu behandeln und den Rest noch genau zu überprüfen, denn diese übrigen Geschäfte, im Betrag von ungefähr 25 Millionen Franken, sind nicht so dringlich, und es entsteht durch die Aufschiebung kein wachsender Schaden.

Kunz (Thun). Ich schliesse mich dem Alternativvorschlag von Kollege Martignoni an. Das Geschäft würde an die Staatswirtschaftskommission zurückgewiesen, und diese würde untersuchen, ob einzelne Positionen noch in dieser Session dem Rat zur Behandlung vorgelegt werden müssen. Für die restlichen Positionen würde eine Spezialkommission eingesetzt. Mir ist ein Rückweisungsantrag unsympathisch. Ich hätte lieber einen Verschiebungsantrag gesehen, weil ich glaube, dass der Grossteil der Ratsmitglieder grundsätzlich dem Geschäft zustimmen möchte. Man ist aber bestrebt – Kollege Haltiner hat es dargetan –, gewisse Auswirkungen des Geschäftes noch weiter zu untersuchen. Das trifft vielleicht nicht für alle Ratskollegen zu; zum Beispiel die, welche in der Staatswirtschaftskommission das Geschäft eingehend anschauen konnten, empfinden dieses Bedürfnis weniger. Der Brocken ist aber so gross, dass die zusätzliche Zeit, die wir für dessen Prüfung verwenden, gut angewendet wäre. – Zugegeben, das Geschäft ist präjudiziert. Aber das hindert uns nicht, grundsätzlich einige Positionen anzuschauen. Ich denke zum Beispiel an die Bahn Zweisimmen–Lenk, die man beibehalten will. Es fragt sich, ob man bei neuer Prüfung im Blick auf den Bau der Rawilstrasse noch zum gleichen Schluss käme. Ein Geschäft mit 40 Millionen Franken Ausgaben, die sich über viele Jahre verteilen, würde es ertragen, dass man sich damit noch während einigen weiteren Monaten befasst. Das würde auch die Situation für die Volksabstimmung verbessern. Immerhin, das Bernervolk ist sehr eisenbahnfreundlich, und die Ablehnung der Vorlage ist wahrscheinlich nicht zu befürchten. Die Verschiebung würde aber jedenfalls nicht schaden. Das steht im Zusammenhang mit der Motion Augsburger, die angekündigt wurde und die künftige Eisenbahnpolitik beschlägt. Diese Motion ist mir sympathisch; ich unterstütze sie zum vornherein. Ich glaube, wir könnten bereits die dritte Eisenbahnhilfe auch in den Gedanken dieser Motion einbauen. Es müssten schwerwiegende Gründe für die Dringlichkeit dieses Geschäftes geltend gemacht werden, dass der Aufschub nicht doch noch akzeptiert werden könnte.

Tschannen. Wie ich Herrn Martignoni verstanden habe, hat er nicht eine Alternativlösung gebracht. Er sagte nicht, er schliesse sich dem Antrag Augsburger an, sondern er brachte seinen eigenen Vorschlag. Es geht um den Volksbeschluss, worin wir bestimmen, dass wir für die Jahre 1971 bis 1976 40 Millionen Franken einsetzen. Über die einzelne Bahn wird noch gar nichts ausgesagt. Die entsprechenden Vorlagen werden sukzessive kommen.

Man sollte einmal eine Standortbestimmung vornehmen. Als alter Eisenbahner bin ich davon überzeugt, dass man mit der Bahnsanierung einmal fertig werden muss.

Kollege Martignoni hat ausgerechnet, dass wir das einzelne Billet um 50 Rappen verbilligen. Das ist nicht sehr viel. Die Bahn ist je länger je mehr ein Dienstleistungsbetrieb, die man einfach benötigt, ähnlich wie die Polizei, das Militär usw. einfach nötig sind. Sie müssen sich vom Rendite-Denken freimachen. Diese Rendite wird nicht mehr kommen. Das ist kein Novum für die Schweiz. Auch im Ausland, zum Beispiel in Deutschland usw., sind die Bahnbetriebe defizitär. Aber das spielt keine Rolle. Wesentlich ist, dass die Leute möglichst billig und schnell an den Arbeitsort geführt werden, wo sie das Sozialprodukt heben. Unser Gesundheitswesen rentiert auch nicht, aber wir sind froh um jeden, der wieder gesund wird. So erhalten wir eine andere Ausgangssituation.

Welche Änderung der Situation ergibt sich durch die Verschiebungsanträge? Ein Rückweisungsantrag wäre das Dümmste, denn an den 150 Millionen Franken, die der Bund in der dritten Stufe beschlossen hat (zuerst wurden 500 Millionen verlangt), partizipieren wir mit 40 Millionen. Wenn wir nicht mitmachen, erhalten sie andere Kantone. – Der Kanton Bern hat, vielleicht neben Appenzell, die verhältnismässig grössten Privatbahnlasten. Wir wollen nicht auf den Bundesbeitrag verzichten.

Im «Bund» ist ein Angriff von Erwin Ruchti gestartet worden. Wir kennen den Mann. Er hat in gewissen Sachen eine Einstellung, von der man sagen muss, es wäre ihm zu wünschen, er könnte einmal sachlichen Gründen zugänglich gemacht werden. Er bringt das nicht fertig. Herr Ruchti ist das Sprachrohr von Professor Meier. Dieser ist ein bekannter Eisenbahnfeind. Das muss einmal gesagt werden. Er hat Prognosen losgelassen, die immer wieder durch die Tatsachen widerlegt wurden. Zuletzt war das bei der Stansstad-Engelberg-Bahn der Fall, wo er ein grosses Fiasko voraussagte. Dabei hatte die Bahn zu wenig Rollmaterial, um den Verkehr zu bewältigen. Man muss nicht auf diese falschen Propheten hören. Ich bin der Meinung, dass wir den 40 Millionen zustimmen müssen, dies schon im Interesse des Kantons Bern, damit wir unsere Privatbahnen endgültig sanieren können. Über die einzelnen Projekte wollen wir diskutieren. Ich beantrage, auf den Volksbeschluss einzutreten.

Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Ich möchte Regierungsrat Huber nichts vorwegnehmen; er wird sich zur Angelegenheit äussern. Es ist aber nötig, dass man, wie das übrigens Kollege Tschannen gemacht hat, etwas richtigstellt. Es besteht eine Meinungsdifferenz zwischen Kollege Martignoni und Kollege Kunz. Herr Martignoni will jetzt dem Volksbeschluss zustimmen, aber nachher sei von Fall zu Fall zu schauen, ob das nötig sei, was in der Liste aufgeführt ist. – Auch ich bin der Meinung, dass man so vorgehen

sollte. Ich habe gegen die spätere Überprüfung des Einzelfalles nichts einzuwenden. – Aber es besteht ein Irrtum. Wenn wir jetzt hier zustimmen, legen wir uns auf das einzelne im Vortrag genannte Geschäft nicht fest. Man hat durch diese Aufzählung nur sagen wollen, man brauche ungefähr 40 Millionen Franken, wenn man das machen wolle, was dringend nötig sei. Ob wir dann alles beschliessen werden oder nicht, ist eine Angelegenheit für sich.

Vorweg etwas zur Motion Augsburger. Ich habe schon gesagt, ich stünde ihr nicht unsympathisch gegenüber. Aber wenn man rationalisieren will, muss auch die Kommissionitis irgendwo seine Grenzen haben. All die Kommissionen – ich muss das hier einmal sagen – kommen im Grunde genommen sehr spät in die Geschäfte hinein. Für die Vorbehandlung der Eisenbahngeschäfte braucht man in allererster Linie eine technische, betriebswirtschaftliche, wissenschaftliche Kommission. Ob nachher diese oder jene Kommission zum Ergebnis der Fachkommission Stellung nehme, ist meines Erachtens gehüpft wie gesprungen. Ich breche hier keine Lanze für die Staatswirtschaftskommission; das hat sie nicht nötig. Aber manchmal hat man die Auffassung, sie habe einen schlechteren Ruf als sie es verdient. Sie weist aber den Vorteil auf, dass sie nie zu einem Geschäft Stellung nehmen kann, ohne sich auch mit der Finanzierung befassen zu müssen.

Ich bin Kollege Tschannen dankbar, dass er gesagt hat, was die Bahn ist, nämlich ein Dienstleistungsbetrieb. Es gibt auch andere Dienstleistungsbetriebe, bei denen man auch nicht nachrechnet, welche Zulagen auf die Person gerechnet nötig sind. Stellen Sie sich vor, welches Chaos für die Stadt Bern entstünde, wenn die Vorortsbahnen von Bern den Personenpendelverkehr mit den Einzugsgebieten nicht mehr bewältigen würden. Durch die ganze Entwicklung hat die Bahn besonders im Vorortsverkehr vermehrte Bedeutung erhalten.

Wenn der Rat den 40 Millionen zustimmt, hat er sich auf die einzelnen Geschäfte noch nicht festgelegt.

Ich bin auch der Meinung, dass wir abstimmungspolitische Überlegungen anstellen sollen. Ich wäre gegen eine Salamitaktik, darin bestehend, dass man dem Volk ein kleineres Kreditbegehren und dafür bald wieder ein weiteres vorlegen würde. Wir wollen dem Bernervolk sagen, was unter der dritten Etappe der Privatbahnhilfe zu verstehen ist und was wir also ungefähr aufwenden müssen.

Augsburger. Ich möchte nicht heute zum zweitenmal die gleiche Platte auflegen und dann ein drittesmal, wenn meine Motion behandelt wird. Die Mehrheit unserer Fraktion ist der Auffassung, man solle dieses Geschäft laufen lassen, in der Meinung, dass man unserer Motion zustimme und dass man die Angelegenheit dann auf dem Wege über eine Spezialkommission (wie Herr Mischler sagte, ist in bezug auf die Verteilung der Gelder dann nichts präjudiziert) gründlich prüfe. Damit wir aber dem Geschäft mit gutem Gewissen zustimmen können, sollte vorher unsere Motion behandelt und nach unseren Wünschen angenommen werden. Wir haben dringliche Behandlung verlangt. Alle Votanten sagten, dass ihnen unsere Motion sympathisch sei. Könnte man nicht die Abstimmung auf morgen verschieben, bis die Regierung beschlossen hat, ob sie die Dringlichkeit annehme, worauf man die Motion mit wenigen Sätzen begründen könnte?

Le Président. Je constate que M. Augsburger fait une motion d'ordre en ce sens qu'il demande que la votation soit renvoyée à demain et qu'entretemps il ait la possibilité de développer sa motion. La discussion est donc limitée à cette motion d'ordre.

Bratschi. Ich glaube, das Vorgehen, das Herr Augsburger vorschlägt, ist richtig. Wir möchten nicht, dass jemand zustimmen muss, mit der Katze im Sack. Ich bin sehr für die Motion. Wir sollten sie beschliessen und für die Detailzuweisung eine Spezialkommission schaffen. So sind wir für die Volksabstimmung gut beraten.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, rapporteur du Conseil-exécutif. La question que nous avons à traiter est très importante, nous le reconnaissons. Permettez-moi tout d'abord de vous dire que les deux premières aides de la Confédération se sont montées à 240 millions de francs. Avec la troisième aide de la Confédération, ce sera un montant de 390 millions qui sera mis à disposition des chemins de fer privés de la Suisse. La première aide cantonale s'est montée à 42 millions, la deuxième à 60 millions et la troisième que nous vous demandons, à 40 millions. Ce sera donc, de la part du canton, une aide totale de 142 millions. Les montants sont donc d'importance. Il est dès lors bon que l'on soit renseigné un peu en détail.

Je me suis intéressé à calculer le montant approximatif qui sera investi dans nos chemins de fer privés bernois par les pouvoir publics de 1957 à 1977, c'est-à-dire pendant 20 ans que durera l'assainissement financier et technique de nos chemins de fer privés. Pendant ce laps de temps, c'est au minimum une somme de 400 millions de francs qui sera investie dans notre réseau de chemins de fer privés. Le tiers environ de ce montant sera constitué par les déficits d'exploitation et les deux tiers découleront de l'assainissement financier et technique.

M. Martignoni a parlé d'un montant de 30 millions de francs investi annuellement dans nos chemins de fer privés. Je voudrais compléter et dire que ce montant résulte des prestations du canton et de la Confédération.

Quelle sera l'évolution de la situation après 1977? Personne peut faire de pronostics. Toujours est-il qu'après la deuxième guerre mondiale nos chemins de fer privés étaient dans un état de décrépitude complet. Ce que nous entreprenons aujourd'hui, c'est une tâche de solidarité nationale et cantonale. Nous remettons sur pied nos chemins de fer privés. Je voudrais presque dire que nous les construisons de nouveau. Voilà pourquoi les montants que nous devons investir dans cette reconstruction peuvent paraître très grands. Ils le sont en réalité.

Il va de soi qu'en 1957, après l'introduction de la loi fédérale sur les chemins de fer, il n'a pas été possible de faire un budget général s'étendant sur 20 ou 25 ans pour l'assainissement global de tous

les chemins de fer privés de la Suisse. Le Conseil fédéral a décidé de procéder par étapes successives. Nous en sommes à la troisième étape.

On peut se demander à bon droit si une aide de cette ampleur est justifiée et s'il n'aurait pas été judicieux de remplacer l'un ou l'autre de nos chemins de fer privés par un service d'autobus. Il est vrai qu'il y a une douzaine d'années encore il était extrêmement difficile de prévoir le développement extraordinaire du nombre des véhicules à moteur. Vous vous souvenez qu'en 1947, aux Chambres fédérales, des esprits prévoyants ont annoncé qu'il y aurait un jour en Suisse 300 000 automobiles. On ne les a pas crus. Il y a 20 ans, des politiciens ont prédit qu'un jour nous devrions construire des autoroutes. On ne les pas crus non plus. On a dû construire ces autoroutes et, par manque d'une minutieuse planification, on a dépensé des millions de plus qu'on aurait dépensé si on s'était donné la peine de procéder à une planification dès 1947. Il va de soi que l'automobile sera demain, c'est-à-dire dans un avenir très rapproché, le moyen de locomotion de la grande majorité des habitants de la Suisse. Mais les grandes compagnies de chemins de fer gardent et garderont longtemps encore toute leur valeur. Cependant, les petites compagnies de chemins de fer privés, et spécialement celles qui ne sont pas placées sur des axes de trafic important, ont perdu et perdront encore de leur valeur. Je dois dire qu'il y a une seule de nos 16 compagnies privées qui transporte moins de voyageurs et de marchandises en 1965 qu'en 1930. Pour quelques-unes, le nombre des voyageurs ou des marchandises a augmenté de quelques pour-cent. Je dois dire encore que compte tenu de l'augmentation de notre population, du revenu national, du nombre de tonnes de marchandises transportées, on doit conclure que la majorité de nos compagnies de chemins de fer ont perdu de leur valeur en tant qu'entreprises de transports publics. En revanche, les compagnies situées dans des grandes villes, comme Berne ou Bienne, qui assument le rôle de chemins de fer de banlieue, assumé dans d'autres villes par le métro, le tram et les autobus, ont conservé toute leur valeur comme transports publics. M. Martignoni a dit avec raison qu'on investira à peu près cent millions de francs pour l'assainissement des SZB et des «Vereinigte Bern-Worb-Bahnen». Cet investissement peut paraître énorme, mais il se justifie pleinement, car ces deux lignes prendront une grande importance. Si nous laissions aller les choses et si nous remplacions ces chemins de fer par des autobus, nous devrions construire, dans 60 ou 70 ans, un métro qui nous coûterait 10 ou 20 fois plus cher que cet assainissement de cent millions.

Vous savez que le total des déficits d'exploitation annuels de nos 15 chemins de fer privés est en gros de 15 millions de francs. L'assainissement auquel nous procédons réduira le montant de ce déficit financier, du moins nous l'espérons. Nous ne savons pas quel sera l'avenir de nos chemins de fer privés, mais nous savons que l'aide financière et technique que nous accordons à ces chemins de fer depuis une douzaine d'années se justifie pleinement.

Vous savez que la Confédération a décidé, il y a une semaine, de revoir toute la question des tarifs voyageurs et marchandises. La Confédération a l'intention de faire tout son possible pour équilibrer les comptes d'exploitation de nos chemins de fer. Il y aura donc prochainement une augmentation des tarifs et cette augmentation contribuera, nous l'espérons, à diminuer les déficits d'exploitation de nos chemins de fer privés. Nous devons reconnaître en toute bonne foi que l'assainissement financier et technique de nos chemins de fer privés était et est une nécessité impérieuse. La modernisation de nos entreprises les rendra plus attractifs. La qualité et la quantité de leurs prestations en seront augmentées. Comme par le passé, nos chemins de fer privés restent des éléments indispensables de notre économie. Refuser cette troisième aide financière nous mettrait dans l'impossibilité de terminer les assainissements techniques de chemins de fer déjà entrepris. Ce serait également une mesure inéquitable vis-à-vis des chemins de fer qui n'ont pas encore profité des crédits de la Confédération et du canton pour procéder à leur restauration.

On a fait la proposition de renvoyer l'affaire à la Commission d'économie publique. Je n'en vois personnellement pas la nécessité. Le crédit de 40 millions, nous devons le voter et le faire voter par le peuple pour pouvoir procéder avec la Confédération à des conventions nous permettant de terminer l'assainissement et particulièrement la pose de la double voie sur le SZB entre Worblaufen et le tunnel qui passe sous la Schanze. Ce serait faux, politiquement, de scinder ce crédit de 40 millions, parce que nous devrions aller deux fois devant le peuple, parce que nous donnerions l'impression de ne pas être sûrs de notre affaire, parce que, finalement, ces 40 millions sont une nécessité impérieuse pour terminer l'assainissement de nos chemins de fer. Nous avons décidé, en 1959, avec l'aide de la Confédération, de construire une maison. Nous avons posé le premier étage, le deuxième étage, la moitié du troisième étage. Nous ne pouvons pas faire autrement que de terminer ce troisième étage et de mettre le toit sur la maison, sinon nous manquons à nos responsabilités.

Nous nous déclarons personnellement très satisfait de cette proposition qui est faite de mettre sur pied une commission spéciale qui examinerait la mesure de ces assainissements financiers. Nous devons faire cet effort supplémentaire vis-à-vis de notre peuple. Nous devons lui donner l'assurance que les crédits seront employés à bon escient. Le problème est grave, mais je pense que nous devons continuer l'aide commencée et que nous devons accorder cette nouvelle tranche de 40 millions de francs.

Hier wird die Beratung abgebrochen.

Schluss der Sitzung um 17 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Zweite Sitzung

Dienstag, den 7. November 1967, 9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 193 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Burri (Bern), Christen, Glatthard, Homberger, Nahrath; unentschuldigt abwesend sind die Herren Braunschweig und Gassmann.

Kanalisationen in Vechigen und Köniz; Beiträge

(Beilage Nr. 29, Seite 26; französische Beilage Seiten 27 und 28)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Wüthrich, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

Kredite für Privatbahnhilfe gemäss Volksbeschluss vom 8. Dezember 1963 und weitere Hilfeleistungsmassnahmen zugunsten konzessionierter Transportunternehmungen pro 1968

(Beilage Nr. 29, Seite 27; französische Beilage Seite 28)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

Oberaargauische Automobilkurse; Kantonsbeteiligung am Aktienkapital für technische Verbesserungen

(Beilage Nr. 29, Seite 28; französische Beilage Seite 29)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Drahtseilbahn Thunersee-Beatenberg; Darlehen für technische Verbesserungen

(Beilage Nr. 29, Seite 28; französische Beilage Seite 29)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Biel-Täuffelen-Ins-Bahn; Kredit für ein technisches Erneuerungsprogramm

(Beilage Nr. 29, Seite 28; französische Beilage Seite 30)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Neubau des Personenbahnhofes Bern; Kantonsbeteiligung an den teuerungsbedingten Mehrkosten

(Beilage Nr. 29, Seite 29; französische Beilage Seite 30)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Grossrat Schürch beantragt, die Ziffer 3 wie folgt zu formulieren: «Dieser Beitrag wird in der Erwartung geleistet, dass sich die Stadt Bern auf Grund der Vereinbarung vom 13. September 1956 mit einem Anteil von Fr. 3 776 470.— beteiligt.» Regierungsrat Huber nimmt diesen Antrag entgegen, worauf das Geschäft in Ziffer 1 und 2 gemäss Entwurf und in Ziffer 3 gemäss Antrag Schürch gutgeheissen wird.

Beschluss:

3. Dieser Beitrag wird in der Erwartung geleistet, dass sich die Stadt Bern auf Grund der Vereinbarung vom 13. September 1956 mit einem Anteil von Fr. 3 776 470.— beteiligt.

(Rest gemäss Beilage Nr. 29.)

Vereinigte Bern-Worb-Bahnen; Kredit für technische Verbesserungen gemäss Volksbeschluss vom 8. Dezember 1963

(Beilage Nr. 29, Seite 8)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Kanalisationen und Kläranlagen in Bannwil, Niederbipp, Scheuren, Moutier und Muri; Beiträge

(Beilage Nr. 29, Seiten 8 bis 12; französische Beilage Seiten 9 bis 12)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Wüthrich, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

ARA-Region mittleres Gürbetal; Beitrag

(Beilage Nr. 29, Seite 10)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Wüthrich, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Kanalisationen in Zollikofen, Büren a/A. und Saanen; Beiträge

(Beilage Nr. 29, Seiten 12 bis 14; französische Beilage Seiten 13 und 14)

Auf Antrag von Grossrat Schorer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, werden diese Geschäfte diskussionslos gutgeheissen.

Erneuerung der Wasserkraftkonzession für das Werk Mühleberg

(Beilage Nr. 29, Seite 14)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Schorer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission. Ferner sprechen dazu Grossrat Augsburger und Regierungsrat Huber, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Wasserverbund Seeland AG in Biel; Konzession für Grundwasserentnahme

(Beilage Nr. 29, Seiten 15 bis 24; französische Beilage Seiten 16 bis 24)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Schorer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission. Ferner sprechen dazu Grossrat Probst, der eine Ergänzung der Konzessionsbestimmungen postuliert, sowie Grossrat Kohler und Regierungsrat Huber. Auf Grund dieser Ausführungen zieht Grossrat Probst seinen Antrag zurück, worauf das Geschäft gutgeheissen wird.

ARA-Regionen Wangen a/A.-Wiedlisbach und Herzogenbuchsee; mechanisch-biologische Kläranlagen; Beiträge

(Beilage Nr. 29, Seiten 24 bis 27)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Schorer, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

Motion des Herrn Grossrat Augsburger — Neuüberprüfung der bernischen Eisenbahnpolitik

(Siehe Seite 601 hievor)

Le Président. Hier, nous avons renvoyé la suite de la discussion sur l'arrêté populaire concernant l'aide aux entreprises de chemins de fer jusqu'au moment où nous serions fixés au sujet de la motion du groupe PAB. Le Gouvernement a accepté ce matin l'urgence pour cette motion.

Augsburger. Ich glaube, nach all den Voten, die gestern gefallen sind, kann ich mich bei der Begründung der Motion der BGB-Fraktion sehr kurz fassen.

Vorab möchte ich Bezug nehmen auf die Äusserung von Herrn Kollega Mischler, wonach wir mit einer grossrätlichen Spezialkommission den Ratsbetrieb nicht rationalisieren würden. Herr Mischler bezog sich dabei auf den Vorstoss unseres Kollegen Bärtschi. Im Grundsatz hat Herr Mischler sicher recht. Wenn es aber um soviele Millionen geht, über deren richtige Verwendung in allen Teilen man sicher gelegentlich berechtigte Zweifel haben kann, glaube ich, sind wir es dem bernischen Steuerzahler schuldig, dass durch eine Kommission die Frage der bernischen Eisenbahnpolitik erneut einer gründlichen Prüfung unterzogen wird. Dabei möchte ich gleich betonen, dass die Meinung der BGB-Fraktion nicht etwa die ist, eine Kommission zu schaffen, die auf Ableben tagen sollte. Wir vertreten im Gegenteil die Ansicht, diese Kommission sollte den grossen Brocken «bernische Eisenbahnpolitik» erneut gründlich prüfen. Wenn die Kommission ihre Arbeit getan hat, wäre sie aufzulösen. Wir wissen, dass die Weichen in der Frage der Eisenbahnpolitik vor 10 Jahren gestellt worden sind. In 10 Jahren kann auf wirtschaftlichem wie auf verkehrstechnischem Gebiet sehr viel geschehen, so dass eine Überprüfung angezeigt ist. Mit der Annahme unserer Motion möchten wir die Gewähr haben, dass die Gelder, die wir hier sprechen, optimal verwendet werden. Wir unterschätzen keineswegs die Bedeutung der Eisenbahnen –, aber wir müssen untersuchen, was durch die Zeit überholt ist und was nicht.

In diesem Sinne bitte ich Sie, die Motion anzunehmen. Wir sind dies dem Bernervolk schuldig, nachdem wir mit einem Male einen Betrag von 40 Millionen Franken sprechen, der ja nur ein Tropfen auf einen heissen Stein ist, aber ein Tropfen, der schwer wiegt.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Le Conseil-exécutif a pris position ce matin sur cette motion. J'avais donné mon préavis qu'il fallait accepter l'urgence et accepter la motion comme postulat. Le Conseil-exécutif est d'avis qu'il faut accepter l'urgence et il a de lui-même modifié la dernière phrase de la motion. Je ne sais pas si le procédé est tout à fait usuel et bien en conformité avec la législation. Le Conseil-exécutif aimerait que la motion soit acceptée avec la modification suivante de la dernière phrase:

«In diesem Sinne wird verlangt, dass entsprechende Untersuchungen durch eine Spezialkommission des Grossen Rates ausgeführt werden.»

Pour le côté matériel, je veux simplement mentionner que M. Schneiter avait demandé l'institution d'une pareille commission, il y a 7 ans, et que sa motion avait été acceptée comme postulat. Lors du débat de la motion Schneiter, nous avions prié l'Office fédéral des transports de prendre position. Voici ce que cet Office nous avait entre autres répondu le 30 septembre 1960: «Soweit das Eisenbahngesetz (EG) Bestimmungen über dessen Vollzug enthält, können einer kantonalen Aufsichtskommission keine Befugnisse gegenüber den Behörden des Bundes und ihren Entscheidungen zukommen, weil ausschliesslich die Eisenbahnaufsichtsbehörde des Bundes zu entscheiden befugt ist.» Ceci simplement pour vous montrer que cette Commission aura plutôt un rôle politique et psychologique à jouer. Je salue personnellement la mise sur pied de cette commission et je voudrais prier M. Augsburger d'accepter cette petite modification telle que la demande le Conseil-exécutif.

Augsburger. Ich bin mit dieser Modifikation einverstanden. Es ist uns klar, dass wir mit unseren Forderungen nicht über den Bund hinausgehen können. Wenn eine Spezialkommission eingesetzt wird und es trotzdem Experten braucht – dieser Begriff ist übrigens nicht immer klar –, wird eine grossrätliche Spezialkommission sicher immer die Möglichkeit und das Recht haben, sogenannte Experten beizuziehen. In diesem Sinne schliesse ich mich den Ausführungen des Herrn Regierungsrates an.

Le Président. Plusieurs personnes ont demandé la discussion. Etes-vous d'accord d'ouvrir la discussion au sujet de cette motion non combattue? C'est le cas.

Haltiner. Ich bin gestern bei der Begründung meines Verschiebungsantrages nicht durchgedrungen. Die Diskussion hat aber immerhin gezeigt, dass sehr viele Ratskollegen ebenfalls ein ungutes Gefühl hatten, da man im Grunde genommen im Begriffe steht, einen Pauschalkredit von 40 Millionen Franken zu bewilligen, ohne zu wissen, was bis zum Jahre X genau geschehen wird. Es liegen noch soviele Unsicherheitsfaktoren über der Vorlage, die vorher einer Abklärung bedurft hätten, dass ich heute noch überzeugt bin, eine Verschiebung wäre das Richtige gewesen. Nachdem der Rat anders entschieden hat, bringt nun die Motion Augsburger immerhin eine Lösung in dem Sinne, dass man die Möglichkeit haben wird, die einzelnen Geschäfte – heute beispielsweise haben wir auf dem Wege von Direktionsgeschäften 20,5 Millionen Franken gesprochen – durch eine Sonderkommission vorberaten zu lassen, es sei denn, man meine mit der Spezialkommission die Einsetzung einer ständigen Kommission für Eisenbahnfragen, was jedoch kaum der Fall zu sein scheint.

Die freisinnige Fraktion unterstützt die Motion Augsburger, wie dies gestern schon Herr Kunz angedeutet hat. Ich möchte immerhin wünschen, dass man bei der Überprüfung – in der Motion steht «Neuüberprüfung», die Formulierung «Überprüfung» würde mir an sich genügen – auch die betriebswirtschaftlichen Komponenten nicht ausser acht lässt. In der Motion heisst es «nach volkswirtschaftlichen und planerischen Gesichtspunkten». In den Begriff «volkswirtschaftlich» möchte ich also ausdrücklich auch die betriebswirtschaftlichen Überlegungen eingeschlossen wissen. Es ist mir gleichgültig, ob man heute beschliesst, dass Experten beizuziehen sind, oder ob man auf diese Erwähnung verzichtet, da der Grosse Rat immer die Möglichkeit haben wird, von Fall zu Fall entsprechende Beschlüsse zu fassen.

Mit Rücksicht auf die Subventionseuphorie, in der wir leben, rechtfertigt sich eine Unterstützung der Motion. Wir sagen immer, wir würden Bundessubventionen oder eine andere Hilfe auslösen, vergessen aber, dass wir in der «Genossenschaft Eidgenossenschaft» selber auch wieder beteiligt sind. Diese Subventionseuphorie wird, wie wir gestern gehört haben, dazu beitragen, dass wir von 1957 bis 1977 rund 400 Millionen Franken für die bernische Eisenbahnhilfe unter diesem oder jenem Titel auslösen, ohne Berücksichtigung der Zahlen des Kollegen Martignoni, wonach wir täglich die Reisenden subventionieren. Wir stimmen also der Motion Augsburger zu.

Michel (Meiringen). Obschon ich mit der Motion nicht hundertprozentig einverstanden bin, sehe ich ein, dass sich daran nichts mehr ändern lässt. Auch die Frage in bezug auf die Experten ist erledigt. Ferner stellt sich die Frage nach weiteren Kommissionen. In diesem Zusammenhang möchte ich immerhin darauf hinweisen, dass wir eine kantonale Verkehrskommission haben mit den Subkommissionen Strassen, Eisenbahnen, Luftfahrt, Schifffahrt und Pipelines, und es wäre sicher angezeigt, auch Leute aus dieser Kommission in die nun vorgeschlagene grossrätliche Spezialkommission beizuziehen. Ich möchte daher hier lediglich den Wunsch anbringen, wenigstens die grossrätlichen Mitglieder der Eisenbahnkommission in die vorgesehene Spezialkommission zu wählen, was übrigens die Fraktionen in der Hand haben werden.

Kunz (Thun). Ich möchte dort anschliessen, wo Herr Grossrat Michel (Meiringen) aufgehört hat. Er hat gesagt, wir hätten eine ausserparlamentarische Verkehrskommission. Ich frage mich, ob man nicht auch die bestehenden parlamentarischen Kommissionen, die sich mit Verkehrsfragen befassen, irgendwie koordinieren sollte. Ich erwähne dies aus folgendem Grunde: Persönlich bin ich in der dritten Phase der Eisenbahnunterstützung, wie das auch Herr Haltiner war, für Verschiebung, obschon ich grundsätzlich der Meinung bin, dass die Eisenbahnhilfe notwendig und im grossen und ganzen in der Konzeption richtig ist. Wir müssen aber die

ganze Eisenbahnpolitik nicht isoliert betrachten, sondern im Zusammenhang mit den andern Verkehrsträgern des Kantons Bern. Dabei erinnere ich mich an die Situation auf dem Sektor Strassen, wo wir ebenfalls, wie bei der Eisenbahnpolitik, eine mittelfristige Planung haben. Die mittelfristige Planung bei den Strassen zeigt uns, dass, wenn wir unser Haupt- und Alpenstrassennetz in zehn Jahren ausbauen wollen, uns dies 500 Millionen Franken kostet. Das macht pro Jahr 50 Millionen Franken aus. Wenn wir diese Strassen – die bestehenden, nicht die neuen – innerhalb von 20 Jahren ausbauen wollen, kommen wir auf jährlich 25 Millionen Franken. Wir haben aber für den Ausbau unseres Haupt- und Alpenstrassennetzes nicht 25 Millionen Franken jährlich zur Verfügung, sondern nur 13 Millionen Franken. Wenn Sie diese Situation, die auch einen Verkehrsträger betrifft, betrachten und mit der Eisenbahnpolitik vergleichen, so glaube ich, ist in der bernischen Verkehrspolitik in bezug auf Eisenbahnen und Strassen ein Unterschied festzustellen, der nicht in Ordnung ist und der mit der Zeit zu Reibungen führen muss, wenn nicht die ganze Verkehrspolitik koordiniert wird. Es wäre eine falsche Politik, die Bahnen gegen die Strassen ausspielen zu wollen. Wie bereits erwähnt, muss man vielmehr eine Koordination zwischen Schiene und Strasse herbeiführen. Ich möchte deshalb der Regierung anregen, im Zusammenhang mit dem jetzt zur Beratung stehenden parlamentarischen Vorstoss die Frage zu prüfen, ob die Spezialkommission für Eisenbahnfragen, die nun vom Grossen Rat eingesetzt werden soll, nicht irgendwie in Koordination gebracht werden könnte mit der Strassenkommission oder ob eventuell ein Koordinationsorgan zu schaffen wäre oder eine gemeinsame Verkehrskommission statt einer Strassenkommission und einer Eisenbahnkommission. Ein genaues Studium dieser Frage lohnt sich, damit eine koordinierte, auf beiden Beinen gleich starke bernische Verkehrspolitik geschaffen wird.

Bratschi. Ich glaube, der bisherigen Diskussion entnehmen zu dürfen, dass der Grosse Rat, wie bis anhin, ein grosses Vertrauen aber auch eine grosse Liebe zu unseren Eisenbahnen empfindet. Das hat mich besonders gefreut. Die 40 Millionen Franken gemäss Volksbeschluss sind nämlich nicht angegriffen worden, wenn ich die Situation richtig verstanden habe; man wünscht vielmehr nur eine Überprüfung der Einzelausgaben in bezug auf einen richtigen Einsatz der Mittel. Es ist ganz klar, dass es sich hier um einen legitimen Wunsch des Grossen Rates handelt, dem durch Unterstützung der Motion Augsburger Rechnung getragen werden muss. Als Präsident der sozialdemokratischen Fraktion – ich kann nicht in ihrem Namen sprechen, da wir inzwischen keine Sitzung abgehalten haben – möchte ich die Motion wärmstens zur Annahme empfehlen. Auf der andern Seite empfindet man ein ungutes Gefühl wegen der «Kommissionitis», die langsam eintreten könnte, nachdem man anfängt, für dieses und jenes Kommissionen einzusetzen. Ich gebe zu, dass es nett ist, in einer Kommission zu sein und ab und zu eine Sitzung abhalten zu können, sofern die Sitzungen nicht zu zahlreich werden, was auch passieren kann. In dieser Beziehung bin ich nun fast der gleichen Meinung wie Herr Kunz. Wir hatten bis jetzt eine grossrätliche Strassenkommission, und nach meiner Meinung sollte die Kommission, die Herr Augsburger meint, auch eine grossrätliche Kommission sein – dann hat nämlich der Grosse Rat Vertrauen in die Kommission – und nicht eine technische Kommission, bei der wir die Experten gar nicht näher kennen. Ich möchte also festhalten, dass es eine grossrätliche Kommission sein sollte, und wenn wir eine grossrätliche Kommission wollen, so bin ich wiederum der Ansicht, sollte es nicht eine ad hoc Kommission sein, da diese Kommission immer wieder Eisenbahnfragen zu prüfen haben wird. Ich glaube und hoffe, dass wir in den nächsten 25 bis 50 Jahren immer noch mit Eisenbahnfragen konfrontiert werden. Nachdem wir schon eine Strassenkommission haben, die einen Teil des Verkehrsproblems behandelt und eigentlich bis jetzt nur auf einem Bein gegangen ist – ich muss das leider sagen, denn mit den Strassen allein lässt sich das Verkehrsproblem im Kanton Bern nicht lösen –, sollten wir in der Richtung weiterschreiten, die Herr Kunz angezeigt hat. Wir sollten dieser ständigen Kommission allgemeine Verkehrsfragen überbinden können, wozu auch Eisenbahnfragen gehören würden. Das ist nur eine Anregung – ich möchte damit nicht etwa die Motion Augsburger modifizieren –, die vielleicht in einer späteren Phase einmal zum Zuge kommen könnte. Damit hätten wir erreicht, was wir im Kanton Bern schon seit langem notwendig hätten, nämlich eine Kommission für allgemeine Verkehrsfragen, die aus Grossräten zusammengesetzt wäre und damit dem Verkehr dasjenige Gewicht gäbe, das er heute besitzt.

Hirt (Utzenstorf). Ich will keine langen Ausführungen machen, sondern nur noch einige grundsätzliche Fragen in die Diskussion werfen. Es geht nicht um die Motion Augsburger, sondern um die Frage, ob unsere bernische Eisenbahnpolitik richtig ist oder nicht. Wenn man sagt, der Grosse Rat bekunde seine Liebe zu den Eisenbahnen, und das sei recht schön, so habe ich nichts dagegen einzuwenden. Auch ich habe schon als Bube gerne mit Eisenbahnen gespielt. Wenn man aber eine Eisenbahnpolitik treibt, wie sie früher schon getrieben worden ist und wie es jetzt wieder der Fall zu sein scheint, muss man sich manchmal fragen, ob die volkswirtschaftlichen Aspekte, abgesehen von den betriebswirtschaftlichen, wirklich richtig gewertet werden. Ich kann mir nicht vorstellen, und meine Kollegen vom Bielersee mögen es mir nicht verübeln, wenn ich das jetzt sage, dass die Biel-Täuffelen-Ins-Bahn in der jetzigen Konzeption das richtige ist. Es tut mir leid, das erwähnen zu müssen. Ich glaube aber, dass sich dieses Verkehrsproblem noch anders lösen liesse, ohne dass es solche Unsummen an Geld kosten würde und ohne den Vorortsverkehrscharakter dieser Bahn zu missachten, die, ähnlich wie ein Tram, die Passagiere von und nach der Stadt zu befördern hat. Im Gebiet des Oberaargaus verhält es sich ähnlich. Sie können sich erinnern, wie der Kanton Solothurn schon damals den Bernern vorwarf, sie würden allzu sehr versuchen, ihre Bahnen und Bähnchen im Heimatstil zu erneuern. Auch dies muss hier gesagt sein, denn wir dürfen nicht vergessen, dass im Volke manches anders an-

geschaut wird, als wir es unter uns diskutieren. Die vorgesehene Kommission hat nach meiner Meinung vor allem die Aufgabe, die Eisenbahnpolitik neu zu konzipieren. Dabei gehe ich mit Herrn Dr. Bratschi einig, dass es sich um eine grossrätliche Kommission handeln sollte. Auch Herr Kollega Kunz hat recht, wenn er anregt, die verschiedenen Aspekte in bezug auf das Problem Schiene/Strasse zu koordinieren. Ich glaube, wir sind an einem Punkt angelangt, wo wir unsere Verkehrspolitik koordinieren müssen und wo wir untersuchen müssen, was sinnvoll ist, auch vom volkswirtschaftlichen Standpunkt aus gesehen.

Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission hat gestern noch eine kurze Sitzung abgehalten. Diese Sitzung war nach der gestrigen Diskussion notwendig.

Wir begrüssen es ausserordentlich, dass sich eine Kommission mit diesen Fragen befasst. Eine Überprüfung der Eisenbahnpolitik ist unbedingt erforderlich. Nachdem der Globalkredit von 40 Millionen Franken grundsätzlich beschlossen ist, kann meines Erachtens die Kommission noch rechtzeitig die Gesamtkonzeption überprüfen und sich Rechenschaft geben, wo diese Mittel eingesetzt werden müssen.

Als letzte Bemerkung möchte ich nur sagen: Ich bin angenehm überrascht, wie schnell heute morgen die Direktionsgeschäfte mit diesen Kreditgewährungen verabschiedet werden konnten. Ich hatte eine längere Diskussion erwartet, bin nun aber glücklich, dass es so reibungslos gegangen ist. Es ist sicher richtig, wenn man sagt, das Bernervolk habe Sympathie zu den Eisenbahnen, nur muss man sich rechtzeitig überlegen, wo diese gerechtfertigt ist und wo nicht.

Schürch. Ich möchte noch etwas sagen zu der bereits bestehenden kantonalen Verkehrskommission. Es ist Ihnen klar und bereits gesagt worden, dass die Verkehrskommission auch eine Eisenbahngruppe umfasst, die nicht eine völlig unbekannte Sache ist, auch Herrn Kollega Bratschi nicht, indem sie von seinem Vater präsidiert wird. So nur im Geheimen funktioniert also diese Eisenbahnsubkommission nicht. Sie befasst sich gegenwärtig mit der Ausarbeitung einer neuen Gesetzesvorlage über das Eisenbahngesetz.

Nun verstehe ich das Anliegen der Motion Augsburger durchaus und unterstütze es. Ich bitte aber, sich klar zu werden, was man von dieser Kommission will. Ich glaube, die bestehende Verkehrskommission, in der es auch Untergruppen für die Fragen des Strassenverkehrs und die Fragen des Luftverkehrs gibt, sollte als vorberatende Kommission, gewissermassen als Expertenkommission für den Regierungsrat, wenn man so sagen will, weiterfunktionieren können. Wenn dem so ist, sollte man aber unbedingt darnach trachten, dass nicht doppelspurig gefahren wird, das heisst dass nicht unnütze Arbeiten geleistet werden. Mir scheint, es wäre zu präzisieren, dass sich die grossrätliche Kommission zu bestimmten Vorlagen, selbstverständlich in einem weiteren Rahmen, äussern soll. Das ist bei der Eisenbahnpolitik unbedingt notwendig. Ich möchte vermeiden, dass man eine zweite Kommission, die mehr oder weniger eine halbe Expertenkommission wird, auch noch einsetzt, so dass dann auf zwei Geleisen gefahren würde, was sicher nicht gut wäre. Ich bin einverstanden, dass man auf zwei Beinen steht, aber ich bin nicht einverstanden, wenn man auf zwei Geleisen fahren will. Darum bin ich der Auffassung, man sollte die bestehende Eisenbahnkommission ruhig an ihren Vorarbeiten für ein neues Eisenbahngesetz weiterarbeiten lassen. Die grossrätliche Kommission wird dann schon anhand dieser Vorlage die Grundsätze vom politischen Standpunkt aus erneut überprüfen, was ihre spezielle Aufgabe ist. In ähnlichem Sinne sehe ich auch, dass man Folgerungen aus der Vorlage, die wir jetzt beraten, einer grossrätlichen Kommission zur Überprüfung aus politischer Sicht überträgt.

Mäder. Ich möchte vorausschicken, dass ich gegen die Motion Augsburger absolut nichts einzuwenden habe. Was mich jedoch veranlasst, hierher zu kommen, sind gewisse Voten, die jetzt gefallen sind. Auch die Biel-Täuffelen-Ins-Bahn wurde erwähnt, wobei die Situation so dargestellt wurde, als ob es fast selbstverständlich wäre, dass diese Bahn verschwinden sollte. Ich glaube, wenn man sich in der Gegend gut auskennt, wird man zu einem anderen Schluss kommen. Ich komme aus einem Quartier in Bern, das nicht von einem schienengebundenen Fahrzeug, sondern von einem Bus bedient wird. Ich bin nicht grundsätzlich gegen einen Busbetrieb, muss aber erwähnen, dass ein Busbetrieb von einer bestimmten Quartiergrösse an nicht mehr in der Lage ist, alle Passagiere aufzunehmen. Besonders mittags und abends können Sie bei uns einigen Anschauungsunterricht erhalten. Ich glaube, wenn man nochmals von vorne beginnen könnte, würde man verschiedenes anders machen. Aus diesen praktischen Beispielen können wir lernen. Persönlich bin ich der Meinung, es wäre ausserordentlich schade und würde später nicht verstanden, wenn man heute mit den sogenannten Vorortsbahnen «abfahren» würde. Schauen Sie einmal, wieweit oben die Autokolonne Täuffelen–Nidau heute schon an Sonntagen ansteht. Die Autobusse wären dann einfach in dieser Kolonne blockiert, und trotz ihrem Fahrplan kämen sie nicht mehr vom Fleck. Das ist die Wirklichkeit. Auch nach einer Verbreiterung der Strasse wird man nicht auf ein schienengebundenes Fahrzeug verzichten können.

Ich glaube, es ist richtig, eine Kommission zu bilden. Ich möchte aber jetzt schon gewisse Hoffnungen zerstreuen. Man wird sich auf alle Fälle sehr gut überlegen müssen, ob man schienengebundene Fahrzeuge verschwinden lassen will.

Steffen. Nachdem über die finanzielle Lage verschiedener Privatbahnen gesprochen worden ist, namentlich in dem Sinne, sie seien volkswirtschaftlich nicht mehr tragbar und müssten liquidiert werden, fühle ich mich verpflichtet, auch noch einige Worte zu sagen. Es ist mir bei diesen Voten fast vorgekommen, als ob diese Bahnen volkswirtschaftlich ebenso wenig tragbar seien wie der Flugplatz Bern-West! Es verhält sich in bezug auf das Flugplatzprojekt Bern-West ungefähr gleich, nur dass sich hier ein noch grösseres Defizit ergeben würde als bei unseren kleinen Privatbahnen. Wir dürfen auch nicht ausser acht lassen, dass die

Privatbahnen an die Tarife des Bundes gebunden sind und heute vornehmlich die volkswirtschaftliche Aufgabe erfüllen, die Arbeiter an ihre Arbeitsplätze und vom Arbeitsplatz wieder nach Hause zu bringen. Um eine Sendung von beispielsweise 40 bis 50 kg Gewicht auf dem Lande abzuholen, leistet die Bahn immer wieder ihre guten Dienste. Obschon ich nicht gegen den Lastwagenverkehr eingestellt bin, glaube ich dennoch nicht, dass solche Stückgutsendungen zu einem tragbaren Preis von einem Lastwagen transportiert würden. Dieser Punkt ist namentlich auch für die Landwirtschaft von grosser Bedeutung.

Im weiteren sollte einmal geprüft werden – es ist dieser Gedanke bereits früher einmal an dieser Stelle angedeutet worden –, ob es nicht möglich wäre, die Privatbahnen unter eine Decke zu bringen, so dass wir im Kanton Bern nicht so viele einzelne Bahnverwaltungen unterhalten müssten. Bestimmt würde durch eine Zusammenlegung des Verwaltungsapparates eine Rationalisierung und eine Verbilligung erreicht werden können. Das Studium dieser Frage wird eine wesentliche Aufgabe der zu bildenden Kommission sein.

Fafri. Es ist von Ratskollegen hier bereits gesagt worden, sie hätten schon als Buben gerne mit der Eisenbahn gespielt. Wie Sie wissen, bin ich von Beruf Lokomotivführer und habe alle Tage mit der Eisenbahn «zu spielen». Aber bei diesem Spielen fällt einem manchmal auch etwas ein.

Vorerst möchte ich den Wunsch anbringen, dass die Kommission, die Herr Dr. Augsburger einsetzen möchte, nicht etwa eine «Bähnlifresserkommission» werde. Mir tut nämlich das Herz weh, wenn ich sehe, wie in unserem Nachbarland Frankreich heute alle Schmalspurbahnen regelrecht verschwunden sind. Auf der Strecke Nyon–St. Cergue führt bis zur Schweizergrenze noch eine verhältnismässig gute Bahn, mit der auch viele Spörtler fahren. Kommt man dann nach Frankreich, so heisst es umsteigen in einen Autobus, der sich in einem miserablen Zustand befindet und in dem die Reisenden auch keinen Platz mehr finden, wie dies Kollege Mäder uns bereits geschildert hat. Die Reisenden sind dann gezwungen, lange anzustehen. Deshalb bin ich der Meinung, man sollte bei uns im Hinblick auf die Privatbahnen vorsichtig sein.

Ich will Ihnen ein kleines Beispiel vortragen: Die meisten von Ihnen sind sicher Automobilisten. Ich besitze auch einen Wagen, ziehe es aber vor, an Sonntagen mit der Bahn zu fahren, vielleicht, weil ich etwas spät das Autofahren erlernt habe und deshalb kein glänzender Automobilist bin. Eines Tages hatte ich nun mit dem Zug von Interlaken nach Bern zu fahren. Es rückte gegen die Abendstunden. Dabei ist mir auf der Strasse von Kiesen nach Wichtrach eine schöne «Festbeleuchtung» aufgefallen, die von einer stehenden Autokolonne herrührte, während ich zur gleichen Zeit im 125-Kilometer-Tempo in 16 Minuten von Thun nach Bern gefahren bin. Als ich dann in Bern bei einem grossen Bier erzählte, ich sei soeben in 16 Minuten von Thun nach Bern gefahren, wollte man mir dies vorerst nicht glauben, bis ich erwähnte, ich sei eben mit der Bahn gefahren. – Ich kann deshalb nicht begreifen, dass ein grosser Teil von Ihnen die noch verbliebenen kleinen Bahnen liquidieren will. Muss denn wirklich alles samt den grossen Lastwagen auf die Strasse, um diese noch mehr zu verstopfen? Ich bin der Meinung, dass Strasse und Bahn zusammengehören und nicht gegeneinander ausgespielt werden dürfen. Die Bahnen nehmen immer noch am wenigsten Raum ein und bringen innert kürzester Zeit am meisten Leute weg. Wenn wir nicht behutsam vorgehen, kann es soweit kommen, dass wir freie Geleise und leere Bahnen haben, aber verstopfte Strassen.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Je veux m'en tenir à l'ordre du jour. Il s'agit d'une commission du Grand Conseil que le Conseil-exécutif est chargé, par le Grand Conseil, de mettre sur pied. Cette commission devra étudier la répartition de ces 40 millions.

Abstimmung

Für Annahme der abgeänderten Motion Augsburger ..... Grosse Mehrheit

Beschluss:

Die verkehrstechnische und wirtschaftliche Entwicklung erfordert eine Neuüberprüfung der bernischen Eisenbahnpolitik. Für die Ausrichtung neuer Kredite an einzelne Unternehmungen müssen die Voraussetzungen nach volkswirtschaftlichen und planerischen Gesichtspunkten abgeklärt sein. In diesem Sinne wird verlangt, dass entsprechende Untersuchungen durch eine Spezialkommission des Grossen Rates durchgeführt werden.

Volksbeschluss über die Hilfeleistung an konzessionierte Eisenbahn- und Schiffahrtsunternehmungen gemäss Eisenbahngesetz des Bundes vom 20. Dezember 1957 sowie kantonalen Ergänzungsmassnahmen (Dritte Privatbahnhilfe des Bundes von Fr. 150 000 000 vom 1. März 1967)

Eintretensfrage

(Fortsetzung)

(Siehe Seite 610 hievor)

Jardin. Dans les informations que nous a données M. le Conseiller d'Etat Huber, il a dit que de 1957 à 1977 le canton de Berne consacrerait 400 millions de francs aux chemins de fer privés. Si on prend la peine de lire le rapport, on constate que la Confédération a versé aux chemins de fer privés 390 millions. A la page 4 du rapport il est dit que sur ces 390 millions, 30 % ont été utilisés par l'Etat de Berne, ce qui représente 117 millions. A ces 117 millions sont venus s'ajouter les différents crédits qui ont été votés par les arrêtés populaires, à savoir 142 millions, à condition – et je l'espère – que les 40 millions demandés aujourd'hui soient acceptés. 117 millions, plus 142 millions, cela représente 259 millions. De 259 millions à 400 millions,

il y aurait encore 140 millions. J'aimerais savoir si l'Etat de Berne a la possibilité de consacrer une telle somme aux chemins de fer privés et s'il peut me donner l'assurance que dans les 142 millions une petite part pourrait être consacrée au Jura. Je voudrais quand même rappeler que le Jura est une région touristique par excellence. On y trouve le calme, le repos et l'air pur. Il y aurait des passages à niveau à supprimer et je pense aussi au chemin de fer de l'Ajoie.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Je vous ai dit hier que je m'étais livré à certains calculs et à certains pronostics et que j'arrivais à la conclusion, me basant sur des chiffres sûrs, que la Confédération, le canton et, pour une toute petite part, la Ville de Berne dépenseraient de 1957 à 1977, un montant d'au minimum 400 millions de francs pour nos chemins de fer privés. Ce montant pourra aussi bien s'élever à 450, 460 ou 470 millions de francs. Je n'ai pas parlé du canton de Berne à lui seul. Le tiers environ de ce montant sera constitué par les déficits d'exploitation, et les $^2/_3$ découleront de l'assainissement financier et technique. Je me suis basé sur un déficit d'exploitation moyen, pour ces 10 prochaines années, d'a peu près 10 millions, ce qui fait 5 millions de moins que pour les années 1966 et 1967.

Il va de soi que s'il y a un petit passage à niveau à supprimer ou à protéger au moyen de barrières pour les chemins de fer jurassiens, les moyens financiers seront mis à disposition. Nos chemins de fer jurassiens ont eu le grand privilège d'être les premiers assainis de tous les chemins de fer privés du canton. Nous sommes maintenant en gros au bout de l'assainissement de ces chemins de fer.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

Detailberatung

Ziffer 1

Angenommen.

Ziffer 2

Mischler, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Zu Ziffer 2 möchte ich lediglich bemerken, dass im Beschluss steht: «Der Grosse Rat wird ermächtigt, den Kredit den einzelnen, um Hilfe nachsuchenden Unternehmungen im Einvernehmen mit den Bundesbehörden zuzuteilen.» Bei der Zuteilung der Kredite wird somit der Grosse Rat jeweilen noch das Wort haben.

Angenommen.

Titel und Ingress

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme
des Beschlussentwurfes ..... 127 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Motion des Herrn Grossrat Kohler — Trinkwasserversorgung Biel

(Siehe Seite 587 hievor)

Kohler. Lorsque, en septembre dernier, j'ai déposé la motion que j'ai l'honneur de développer devant vous, j'étais surtout inquiet de la santé de nos lacs. Vous me permettrez, en liaison avec ce problème, de vous dire ici l'inquiétude, l'angoisse même des populations de Bienne et du Seeland à l'égard de ce qui s'est passé la semaine dernière à Cressier. Ces événements n'ont rien à faire directement avec ma motion, mais ils y sont liés par le fait que nous devons tout mettre en oeuvre pour protéger nos lacs. Les mesures ne seront jamais suffisamment draconiennes. En effet, on a déclaré que toutes les mesures de sécurité imaginables avaient été prises et ordonnées à Cressier. Or, il a suffi d'un jour de pluie pour provoquer les dégâts qui ont été causés la semaine dernière. En effet, un seul jour de pluie a suffi pour qu'un séparateur d'huile se noie et ne fonctionne plus et ce qu'il en est résulté a été déversé dans un ruisseau qui s'est déversé lui-même dans la Thielle. Ce fait anodin en soi est inadmissible et les autorités, autant que la Compagnie Shell, en portent la responsabilité. Donc, la surveillance exercée et les mesures prises ne paraissent pas suffisantes. Nous attendons, de la part de nos autorités, qu'elles tirent au clair cette affaire, mais qu'elles en tirent aussi les conséquences.

Je me permets de fermer cette parenthèse pour aborder en quelques mots les éléments de ma motion.

Dans le courant de cet été, la Direction cantonale de l'énergie et de l'économie hydraulique a diffusé un rapport qui nous indiquait que la situation de l'eau de nos lacs était compromise. Les conclusions qui résultaient de ce rapport étaient les suivantes: Les phosphates amenés par les affluents du lac de Bienne étaient la cause principale d'un excès de fertilisation de l'eau, c'est-à-dire d'un surengraissement de l'eau qui favorise la formation d'algues et que cette eutrophisation irait en s'aggravant irréductiblement. L'adoucissement de l'eau potable et de l'eau d'usage par l'adjonction de phosphates constitue une méthode usuelle dans les ménages et dans les entreprises artisanales et industrielles, de sorte que journellement c'est par tonnes que des sels minéraux se déversent dans le lac de Bienne. Au vu de cette situation, les offices fédéraux ont déjà édicté des ordonnances. Par souci de maintenir la dernière réserve d'eau potable pour Bienne et sa région et afin d'aider au rétablissement de la salubrité du lac de Bienne, le Conseil-exécutif est invité à prendre les mesures suivantes:

– Le 26 avril de l'année dernière, l'Office fédéral de l'hygiène publique a adressé à tous les cantons une ordonnance contenant des prescriptions précises quant à l'utilisation de phosphates dans le traitement de l'eau. Il a été constaté que l'adjonction de phosphates peut amener une dégradation de la salubrité de l'eau. De ce fait, il faut absolument que des prescriptions cantonales soient mises en vigueur afin que ce fléau puisse être éliminé.

– L'adoucissement de l'eau potable par l'adjonction de phosphates ne doit être autorisé que pour les installations d'eau chaude, en limitant la quantité à 3 mg de phosphate par litre. Ces valeurs sont déjà fixées par la loi, étant donné qu'elles ont été déterminées par les directives concernant la qualité des eaux usées à évacuer, directives édictées en relation avec la loi fédérale sur la protection des eaux, promulguée le 1er septembre 1966 par le Département fédéral de l'intérieur. Si nous voulons assainir nos eaux, il serait temps de suivre strictement ces directives.

– Le phosphatage général de l'eau froide dans toutes les installations d'eau potable et d'eau d'usage, qu'il s'agisse de maisons à une famille, d'immeubles locatifs, d'entreprises artisanales ou industrielles, doit être strictement interdit si nous voulons lutter efficacement contre la fertilisation de nos lacs.

– L'octroi de concessions nécessaires à la construction de stations d'épuration d'eaux dont l'écoulement est en relation directe avec un lac, de même que l'octroi de subventions pour de telles installations ne doit intervenir que pour autant qu'il soit prévu un troisième échelon constitué par le déphosphatage. C'est uniquement par l'application de ce traitement complémentaire des eaux usées que l'équilibre biochimique de nos lacs pourra être rétabli.

– Les autorités cantonales et, le cas échéant, également les offices fédéraux devront être astreints – les bases légales sont déjà à disposition – à rechercher les causes du surengraissement des eaux de surface par des phosphates et à faire en sorte qu'il y soit remédié au plus vite. Les limnologues et spécialistes de la protection des eaux, qu'ils soient de Suisse ou de l'étranger, sont unanimes à dire que si l'on arrive à éliminer les phosphates se trouvant dans les affluents de nos lacs, le surengraissement cessera et le processus naturel d'auto-épuration de l'eau fonctionnera à nouveau.

Ne vaut-il pas la peine de s'attaquer avec toute notre énergie au problème de la protection des eaux lorsqu'un succès est assuré et que nous pouvons affirmer qu'un jour la santé de nos lacs pourra être rétablie. Les négligences du temps présent sont une hypothèque coûteuse, mais nous ne devons pas prendre la responsabilité du maintien de la salubrité de l'eau pour le présent seulement, mais surtout pour l'avenir.

Je vous prie, Messieurs, de bien vouloir accepter la motion que j'ai déposée.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. L'accident survenu à Cressier nous a également causé beaucoup de soucis. Il est clair que les responsables, à côté de la firme elle-même, sont les autorités neuchâteloises et ensuite la Confédération. Nous mettrons, en ce qui nous concerne, tous les moyens à disposition pour protéger nos populations le mieux possible contre les accidents qui se produiront encore malgré toutes les précautions qui seront prises. Je peux donc donner l'assurance à M. Kohler que nous prenons cet accident très au sérieux et que nous prierons Monsieur le Juge d'instruction neuchâtelois de nous transmettre un rapport pour être à même de renseigner ensuite les premiers intéressés qui sont les populations du Seeland et de Bienne.

Il est exact que ces dernières années la qualité des eaux du lac de Bienne a empiré du fait de l'apport toujours plus important de matières à base de phosphate et d'azote. Le récent rapport de notre laboratoire cantonal de la protection des eaux a attiré l'attention du public sur cet état de fait. La circulaire du Département fédéral du 19 juin 1967 faisant allusion à la détérioration des eaux de nos lacs démontre que les autorités fédérales prennent également ce problème très au sérieux. Si cette évolution se poursuit, nous serons dans l'obligation de construire des installations toujours plus compliquées et plus chères pour traiter l'eau de nos lacs et la rendre propre à la consommation.

Quoi qu'il en soit, la troisième phase constituée par l'épuration chimique des eaux usées, malgré les dépenses relativement onéreuses qu'elle occasionnera, tant en ce qui concerne la construction des installations que leur exploitation, devra être introduite ces prochaines années. Nous répondons comme suit à la motion déposée par M. Kohler:

Le Conseil-exécutif en accepte les points 1, 2 et 3. Il les considère comme partiellement réalisés. Dans une circulaire adressée aux communes le 5 janvier 1967, le chimiste cantonal de la Direction de l'économie publique du 26 avril 1966 stipule que seule l'eau destinée aux installations d'eau chaude peut être traitée au moyen de phosphate. En limitant le contenu en phosphate à 3 mg par litre, la quantité provenant de ces installations, comparées à celle apportée par les produits de lessive et les excréments humains, est réduite à des proportions insignifiantes.

Les mesures exigées aux points 1, 2 et 3 de la motion relèvent de la compétence de la Direction de l'économie publique. Celle-ci est disposée à faire publier les dispositions concernant l'usage de phosphate sous la forme d'un arrêté du Conseil-exécutif, afin de les faire mieux connaître aux intéressés et à l'opinion publique.

En revanche, dans sa formulation générale, le point 4 qui concerne notre Direction ne peut pas être accepté. Dans le canton de Berne, seule une petite partie de la population est raccordée à une station d'épuration d'eaux usées. La situation s'améliorera très sensiblement au cours des deux prochaines années et dès que la station d'épuration de Berne sera mise en service, ce qui sera le cas le mois prochain. Les fonds à disposition, on le sait, sont très limités. Ils doivent servir en premier lieu à la construction des installations mécano-biologiques. Dans ces deux premières phases d'épuration qui doivent, de toute façon, être réalisées avant l'épuration chimique, le 20 à 30 % du phosphate est éliminé. Lorsque la troisième phase d'épuration chimique sera appliquée, elle devra l'être en priorité dans les secteurs à forte production d'eaux usées, tels que les régions de Thoune et de Berne. De cette façon, les eaux du lac de Bienne seront protégées de la façon la plus efficace.

En ce qui concerne le point 5, nous nous référons à ce que nous avons dit sous point 4. Les émetteurs principaux de phosphate sont consti-

tués par les grandes agglomérations. Lorsque la totalité des eaux usées sera traitée dans nos stations d'épuration, les produits utilisés dans l'agriculture continueront à livrer une grande quantité de phosphate.

Le Conseil-exécutif accepte les points 1, 2, 3 et 5 de la motion de M. Kohler.

Kohler. Je remercie M. le Conseiller d'Etat Huber de la réponse qu'il m'a donnée et de vouloir bien accepter 4 des 5 points. Je ne fais pas une question de prestige du point 4. J'aurais souhaité qu'on l'accepte sous la forme d'un postulat, c'est-à-dire que le canton exprime sa volonté de s'attaquer également à la troisième phase de l'épuration. Je ne veux pas insister. La déclaration de M. le Conseiller d'Etat va tout de même dans ce sens.

Abstimmung

Für Annahme der Motion ..... Grosse Mehrheit

Motion des Herrn Grossrat Kästli (Ostermundigen) — Gebrauchswassermangel

(Siehe Seite 588 hievor)

Kästli (Ostermundigen). Da die Regierung bereit ist, meine Motion entgegenzunehmen, kann ich mich sehr kurz fassen.

In bezug auf die Kehrichtverwertungs- und Wasseranlagen bestehen beim Kanton schon klare Tendenzen zur regionalen Ordnung. Beim Gebrauchswasser überlässt man dies immer noch den Gemeinden. Wohl wird in den neueren Konzessionen die Bedingung aufgenommen, dass überschüssiges Wasser auch an andere Gemeinden abgegeben werden muss, doch führt der Begriff des überschüssigen Wassers immer zu Meinungsverschiedenheiten. Auch besitzen damit die Gemeinden mit überschüssigem Wasser gegenüber den Mangelgebieten ein Monopol, das sehr oft missbraucht wird. Es ist nicht nur Aufgabe des Kantons, Konzessionen zu erteilen, sondern auch die nötigen Bedingungen und Vorschriften zu einer gerechten und wirtschaftlichen Nutzung des Wassers zu erlassen.

Zur Illustration dieser Forderungen seien folgende Erfahrungen angeführt: Viele Gemeinden mit überschüssigem Wasser sind wohl bereit, Wasser abzugeben, und vertreten die Auffassung, dass sie das Wasser nicht billiger abgeben können, als sie dies ihren Abonnenten gegenüber tun. Dies sei nach dem Grundsatz des kostendeckenden Preises gerecht. Die Gemeinden, die das Wasser zu diesem Preis beziehen und die zusätzlichen Kosten für ihr eigenes Versorgungsgebiet hinzurechnen müssen, haben somit immer einen 50 bis 80 Prozent höheren Wasserpreis zu bezahlen. Sie sind auch nie in der Lage, eine Anlage zu erhalten, die amortisiert ist und die einmal einen billigen Kubikmeterpreis ermöglichen würde.

Um eine gerechte und wirtschaftliche Nutzung des Wassers zu gewährleisten, sollten, wo irgendwie möglich, Fassungsanlagen und Transportleitungen nur innerhalb von Zweckverbänden erstellt werden. Auch ist die Frage zu prüfen, wieweit bestehende Anlagen zwangsweise in einen Zweckverband eingegliedert werden können. Eventuell sollte der Kanton allgemeine Richtlinien über die Berechnung des «kostentragenden Kubikmeterpreises» aufstellen. Die immer knapper werdenden Trinkwasserreserven erfordern je länger desto mehr, dass der Staat eine weitsichtige Planung durchführt.

Der Regierung danke ich schon jetzt bestens für die Annahme meiner Motion, und Sie, werte Kollegen, bitte ich, der Motion zuzustimmen.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Le problème soulevé par M. le député Kästli est extrèmement important. Nous nous permettons de faire les quelques considérations suivantes – il va de soi que la motion est acceptée – :

Une ordonnance du Conseil-exécutif formulant des principes et des directives pour une répartition rationnelle des eaux d'usage, soumises à la souveraineté de l'Etat, sera édictée dans un proche avenir. Nous disposons pour ce faire des bases légales adéquates. Rappelons à cet égard l'article 130 b de la loi sur l'utilisation des eaux, en application duquel le Conseil-exécutif peut favoriser l'établissement en commun d'installations de captage et de distribution d'eau, lorsque l'intérêt d'une utilisation rationnelle de l'eau le commande. Lorsque les communes ne peuvent pas s'entendre, le Conseil-exécutif a la faculté d'ordonner la création de syndicats ou l'élargissement de ceux existants.

En outre, selon une pratique récente, les communes concessionnaires sont tenues, en cas de besoin, et pour autant que la capacité de rendement de leurs installations le permette, de céder sur la base d'un contrat leur excédent d'eau à d'autres communes ou syndicats, sans charges étrangères et au prix de revient. Sous réserve de l'augmentation de la quantité d'eau concédée, elles peuvent, en cas de nécessité, être astreintes à agrandir leurs installations de captage et de transport, naturellement aux frais des intéressés.

En revanche, l'établissement d'un véritable plan d'aménagement hydraulique au sens de l'article 127 LUE pour une distribution équitable des réserves d'eau ne sera possible que sur la base d'une carte détaillée des eaux souterraines et de plans d'aménagement régionaux bien au point. La Direction de l'économie hydraulique a présenté au Conseil- exécutif en septembre de cette année un programme d'établissement par étapes d'une carte des eaux de fonds, cela en application de la motion Wyss du 24 novembre 1965. Les travaux de mise en train ont commencé l'hiver dernier. Il nous sera possible, nous appuyant sur les résultats des travaux en cours, qui dureront plusieurs années, d'élaborer un plan d'aménagement hydraulique par région, puis pour l'ensemble du canton. Les différents genres d'utilisation des eaux seront classés selon leur importance qui pourra varier d'une région à l'autre. Mais en principe, l'approvisionnement en eau potable aura la priorité.

Par ces mesures et en appliquant les dispositions légales en vigueur, le Conseil-exécutif est

à même de favoriser l'approvisionnement et l'utilisation de l'eau dans le cadre de la région ou du syndicat. Notre Direction s'efforcera à l'avenir également de coordonner et d'encourager les recherches d'eaux souterraines, entreprises par les communes, les syndicats et les particuliers. Mais nous attendons des communes, en particulier de celles qui ne sont pas en mesure de s'approvisionner en eau à des conditions acceptables, qu'elles prennent l'initiative des opérations.

Le Conseil-exécutif accepte la motion de Monsieur Kästli.

Abstimmung

Für Annahme der Motion ..... Grosse Mehrheit

Interpellation des Herrn Grossrat Leuenberger — Inbetriebsetzung der Kläranlage der Stadt Bern

(Siehe Seite 592 hievor)

Leuenberger. Auch ich kann mich bei der Begründung meiner Interpellation kurz fassen, dies umso mehr, als Herr Regierungsrat Huber im Verlaufe des heutigen Vormittags bei den verschiedenen Diskussionen schon zweimal in erfreulicher Weise durchblicken liess, dass die Kläranlage von Bern nun doch in Betrieb genommen werden kann.

Ich möchte nur ganz kurz daran erinnern, dass schon vor längerer Zeit die Öffentlichkeit durch die Presse darauf aufmerksam gemacht wurde, dass bei der ARA Bern Probleme wegen der Klärschlammdeponie entstanden sind. Aus zuverlässiger Quelle war dann zu erfahren – dies war denn auch der Grund für die Einreichung meiner Interpellation –, es bestehe die Gefahr, dass die ARA Bern nach ihrer Fertigstellung wegen der offenen Frage in der Klärschlammangelegenheit nicht sofort in Betrieb genommen werden könne. Ich ersuche deshalb um Auskunft, wie es sich mit der Inbetriebnahme verhält und was zu einer raschmöglichsten Beseitigung allfälliger Hindernisse getan worden ist oder noch getan wird. Dem Vernehmen nach zeichnet sich eine provisorische Lösung ab.

Ich bitte Herrn Regierungsrat Huber, in seiner Antwort wenn möglich auch ein paar Hinweise zu geben, wie die definitive Lösung aussehen soll. Ich danke zum voraus für die Antwort.

Huber, Directeur des transports, énergie et économie hydraulique, Rapporteur du Conseil-exécutif. La station d'épuration de Neubrück de la ville de Berne sera mise en service encore cette année. Toutefois, une solution de fortune a été adoptée en ce qui concerne l'élimination des boues.

L'installation de séchage des boues, dont la construction aurait dû commencer en 1966/67, n'a pas pu être mise en chantier. On sait que la commune de Bremgarten, ainsi qu'un groupe de citoyens de cette localité ont formé opposition. La procédure est actuellement pendante devant le Conseil-exécutif et un rapport d'expertise de l'Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux et du Laboratoire d'essai des matériaux et de recherches, arrive à la conclusion qu'il était nécessaire d'éclaircir encore certaines questions – notamment celle de l'émission d'odeurs –. Des essais sont actuellement faits dans une station expérimentale près de St-Gall. Le permis de bâtir ne pourra être accordé que lorsqu'une solution aura été trouvée en ce qui concerne l'émission d'odeurs.

Provisoirement, les boues seront séchées partiellement au moyen de centrifugeuses, mises bénévolement à disposition par le Syndicat des ordures ménagères et des eaux usées de Bienne. Je voudrais remercier très sincèrement M. le maire de Bienne ici présent d'avoir bien voulu mettre ces installations à disposition de Berne. De cette manière, la station d'épuration des eaux de Berne pourra être mise en service vers la mi-novembre. Comme toute installation de cette envergure, sa mise en train devra se faire avec précaution et exigera un certain temps. On peut compter que l'entreprise fonctionnera en plein au début de l'année 1968. Sauf imprévus, les communes de Muri, Kehrsatz et partiellement la commune de Köniz y seront raccordées ce prochain été 1968.

Je voudrais faire encore une dernière remarque, c'est-à-dire une comparaison avec Cressier. Je pense que les eaux polluées de la ville de Berne qui vont chaque jour se déverser dans le lac de Wohlen et dans le lac de Bienne sans être épurées font chaque jour beaucoup plus de dégâts que l'accident qui est arrivé à Cressier.

Leuenberger. Ich bin befriedigt.

Wasserversorgung in Rüeggisberg; Beitrag

(Beilage Nr. 29, Seite 30,
französische Beilage Seite 31)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Weganlage in Schangnau; Beitrag

(Beilage Nr. 29, Seite 30;
französische Beilage Seite 31)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Interpellation des Herrn Grossrat Fleury — Hilfeleistung an die jurassische Landwirtschaft in dringlichen Fällen

(Siehe Seiten 590 und 591 hievor)

Fleury. Vu la situation financière précaire du canton, il est compréhensible que toute une gamme de restrictions de crédits soit imposée. Cependant, des mesures d'urgence ne s'appliquent pas sans provoquer de sérieuses difficultés dans le domaine économique. Lors d'une assemblée d'information réunissant les députés jurassiens, la commission agricole de l'ADIJ a dénoncé les conséquences néfastes des limitations de crédits pour le programme des améliorations foncières, indispensables à la viabilité de l'agriculture jurassienne. En dépit de certains progrès, il règne une inquiétude grandissante pour l'avenir de l'agriculture. L'endettement croissant de ce secteur économique est aussi une cause d'insécurité. L'accélération de l'importation des produits agricoles constitue une nouvelle menace. Il est indispensable de mettre à disposition les moyens nécessaires à certaines améliorations foncières. Je pense ici à la reconstruction de domaines ou à l'alimentation en eau de fermes de montagne. L'absence de ce précieux liquide est une des causes profondes de la désertion des domaines isolés. Les prix élevés de la main-d'oeuvre et du voiturage qu'impose un ravitaillement de fortune ne sont plus supportables aujourd'hui.

L'organe de la Fondation d'aide aux paysans est à même de mettre certains crédits à disposition, mais cette action n'est pas valable pour les corporations. Par ailleurs, la très lente procédure à suivre et le volumineux dossier de requêtes prouve que cette institution est handicapée par une limitation des crédits.

La promesse, à longue échéance, de l'aide précitée n'est pas de nature à éviter l'idée de désertion des campagnes. Il importe donc de trouver les solutions adéquates à cet état de choses.

Je remercie d'avance M. le Conseiller d'Etat Buri d'y prêter son concours.

Buri, Landwirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Meliorationskredite, die uns für Neuzusicherungen an Projekte zur Verfügung stehen, betragen zurzeit 80 Prozent der 7 Millionen Franken, die Sie letztes Jahr im Budget genehmigt haben. Das macht 5,6 Millionen Franken aus. Dieser Betrag wurde aufgestellt nach der Dringlichkeit der Projekte und auch nach der Grösse der Landesteile. Für den Jura kommen für 1967 im Tiefbau rund Fr. 560 000.— und im Hochbau rund Fr. 460 000.—, zusammen also rund Fr. 1 020 000.— in Betracht. Das entspricht etwa einem Fünftel des zur Verfügung stehenden Gesamtkredites. In das Budget für das Jahr 1968 haben Sie für das Meliorationswesen den gleichen Kredit aufgenommen wie 1967. Nachdem aber der Anteil des Juras für 1967 überdotiert ist, werden wir für 1968 hier eine Reduktion in Kauf nehmen müssen. Im letzten Quartal jeden Jahres muss man zudem für das nächste Jahr die Aufgaben in bezug auf die Auszahlungen und die Zusicherungen neu ordnen und einen Plan aufstellen. 90 Prozent der Kredite, die in den einzelnen Kreisen für neue Zusicherungen zur Verfügung stehen, sind für Unternehmen bestimmt, die schon längere Zeit angemeldet sind, sowie für baureife Projekte. Vom Gesamtkredit werden 10 Prozent zurückbehalten für ausserordentliche Fälle, beispielsweise für Wiederaufbauaufgaben während des Jahres, wie sie Herr Grossrat Fleury soeben erwähnt hat.

Es verhält sich nun natürlich so, dass die vorhandenen Mittel bei weitem nicht ausreichen, um alle angemeldeten Projekte subventionieren zu können. Heute besteht ein sehr grosser Überhang von Anmeldungen. Es sollte mindestens eine doppelt so hohe Kreditsumme zur Verfügung stehen, um einigermassen den Bedürfnissen entsprechen zu können, die heute im Meliorationswesen angemeldet werden. In der Landwirtschaft ist es so – der Herr Interpellant hat ebenfalls darauf hingewiesen –, dass Investitionen der öffentlichen Hand, des Bundes und des Kantons, erforderlich sind, um der Abwanderung der Landbevölkerung Einhalt zu gebieten.

Der Regierungsrat hat seit 1960 den Wiederaufbau von Heimwesen, der natürlich als dringlich behandelt werden muss, gefördert. Aus Meliorationskrediten wird aber nur die Differenz zwischen der Zusicherung der Brandversicherungsanstalt und der festgelegten Voranschlagssumme für den Wiederaufbau entschädigt. Vorzeitige Baubewilligungen können nur in dringenden Fällen erteilt werden. Im übrigen sind diese Projekte auch bei vorzeitiger Baubewilligung im Budgetkredit unterzubringen.

Mit der Einzelwasserversorgung in Berggebieten haben wir nicht die besten Erfahrungen gemacht. Wir haben nachher vielfach feststellen müssen, dass diese Wasserversorgungen qualitativ sehr mangelhaftes Wasser liefern, besonders in Trokkenzeiten oder infolge von Verschmutzungen. Aus diesen und andern Gründen hat man deshalb immer empfohlen, diese Wasserversorgungen in einem grösseren Projekt zusammenzufassen und das grössere Projekt in verschiedenen Subventionsetappen zur Ausführung zu bringen. Die Einzelhöfe im Jura müssen somit meistens in diese Gruppenwasserversorgungen einbezogen werden, die nur etappenweise nach Massgabe der zur Verfügung stehenden Kredite ausgeführt werden können. Gruppenwasserversorgungen kosten in der Regel sehr viel. Mit den heute zur Verfügung stehenden Budgetkrediten könnten unmöglich grosse Projekte in Angriff genommen werden. Ich habe dies schon den Herren gesagt, die wegen der Melioration im Grossen Moos interpellierten, und hier steht nun die Wasserversorgung am Chasseral-Nord zur Diskussion. Das sind Millionenprojekte. Sobald hier die erste Etappe in Angriff genommen wird, ist es klar, dass auch die weiteren Etappen folgen müssen. Solange uns das Budget nicht gestattet, unsere Meliorationskredite ganz wesentlich zu erhöhen, können wir nicht an die Verwirklichung dieser Projekte schreiten, da uns zur Finanzierung der weiteren Etappen die erforderlichen Mittel fehlen würden. Ich bedaure, dass es aus diesen Gründen nicht möglich ist, den berechtigten Wünschen des Herrn Grossrat Fleury zu entsprechen. Wir verstehen sein Anliegen voll und ganz und können nur hoffen, dass es die Finanzlage des Staates Bern gestatten werde, hier bald wieder

eine normale Situation zu schaffen. Ich möchte also mindestens zusichern, dass wir die aufgeworfene Frage in diesem Sinne weiterverfolgen werden.

Fleury. Je suis satisfait.

Schluss der Sitzung um 11.55 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Dritte Sitzung

Mittwoch, den 8. November 1967, 9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 188 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Braunschweig, Burri (Bern), Christen, Favre, Grimm, Homberger, Kämpf, Kautz, Klopfenstein, Meyer, Oeuvray.

Interpellation des Herrn Grossrat Houriet — Anbau der Ackerbohne

(Siehe Seite 591 hievor)

Houriet. Vous me permettrez de vous exposer un problème qui me tient à coeur et qui intéresse une bonne partie de nos agriculteurs.

En tant que Président de la société d'agriculture de mon district, j'ai maintes fois été sollicité pour intervenir auprès de la Direction de l'agriculture, afin que la prime pour la culture de la féverole soit accordée au même titre que celle de l'orge et de l'avoine. En date du 22 mai dernier, j'ai déposé une motion concernant cette culture. La Direction de l'agriculture m'a proposé de traiter cette affaire sous forme de postulat, ce que je fais aujourd'hui.

Je pense qu'il n'est pas indifférent que vous soyez orientés sur ce qu'est en fait la féverole. C'est une légumineuse cultivée en Europe depuis très longtemps et qui donne de très bons résultats. Il existe les variétés d'hiver et de printemps. Dans notre contrée, seules les féveroles de printemps présentent de l'intérêt. La féverole est riche en matières azotées et en amidon, ce qui lui confère une valeur fourragère comparable aux tourteaux oléagineux et lui permet de remplacer, dans les mélanges alimentaires, la farine de trèfle ou de luzerne. Elle est utilisée avec profit pour le bétail bovin, les porcs et les chevaux d'élevage. La féverole est une culture sarclée qui s'accommode de n'importe quel précédent. De plus, elle est un excellent précédent pour toute autre culture. Elle est en outre travaillée par le même parc de machines que celui des céréales. Dans les régions céréalières manquant de main-d'oeuvre, la féverole permet de réduire les cultures de pommes de terre, de betteraves, tout en maintenant un assolement rationnel. Quant au rendement de la féverole, celui-ci est des plus importants, puisqu'il se chiffre par 3 à 4 mille kilos à l'hectare.

Jusqu'à maintenant, on imposait l'obligation de mélanger la féverole à 10 % d'avoine pour obtenir un subside modeste. Cependant, il est prouvé que cette obligation est loin d'être judicieuse. En effet, lors du battage sur le champ, une grande partie d'avoine est perdue. D'autre part, la féverole arrivant à maturité plus tard que l'avoine, on enregis-

tre de grosses pertes dans cette céréale. Enfin, les paysans de la zone de montagne sont nettement défavorisés par rapport à ceux du plateau, ces derniers touchant la prime de culture pour le maïs et pour la féverole, alors qu'en zone de montagne le maïs ne mûrit pas. Voici une raison de plus pour demander l'octroi de la prime pour la culture de la féverole. Nous n'ignorons pas que l'octroi de cette prime est du ressort de la Confédération et non du canton. On sait par ailleurs que le canton a proposé cette prime à titre d'essai avec le mélange obligatoire de 10 % d'avoine. On nous dit que la situation financière de la Confédération ne permet pas d'augmenter le montant de la prime. Cette allégation me fait sourire, car depuis que j'ai été appelé à participer aux délibérations du Grand Conseil, j'ai pu constater que des sommes autrement plus importantes ont été dépensées. Il semble pourtant, à mon avis, que l'excellent rendement de la féverole, comme aussi ses qualités fourragères remarquables devraient inciter notre Direction de l'agriculture à prendre plus au sérieux la question de cette prime. Pour les modestes francs qu'elle représente, celle-ci devrait être octroyée. Je me permets de proposer à M. le Directeur de l'agriculture de revoir cette question et de faire en sorte que nos paysans obtiennent satisfaction.

Buri, Landwirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Bei den Anbauprämien für Futtergetreide (Gerste, Haferkorn, Mais, Einkorn, Emmer und Hirse) gemäss Artikel 120 des Landwirtschaftsgesetzes handelt es sich ausschliesslich um Bundesgelder, die aus den Preiszuschlägen auf importierten Futtermitteln beschafft werden. Der Zweck der Anbauprämie besteht darin, die Parität zwischen den Produktionskosten von inländischem Futtergetreide und den Gestehungskosten gleichwertiger Importware zu gewährleisten. Der Bauer, der sein Futtergetreide selber pflanzt, soll also nicht schlechter gestellt sein als der, welcher gleichwertige Importware zukauft. Es geht hier um eine reine Bundesmassnahme zur Erhaltung des Ackerbaus im Sinne des Landwirtschaftsgesetzes. Dem Wunsch des Motionärs könnte nur in Verbindung mit dem Bund entsprochen werden.

Die Ackerbohne ist eine alte Kulturpflanze, die bei uns, im Gegensatz zum Beispiel zu Deutschland, wegen der geringen Erträge, dem Blattlausbefall und den Ernteschwierigkeiten lange fast nicht mehr angepflanzt wurde. In den letzten Jahren war es möglich, verbesserte Sorten zu erhalten; sie sind ertragreicher, frühreifer, standfester und mit gutem Schotenschluss. Sie sind eine wertvolle Vorfrucht für Weizen, eine arbeitsextensive Kultur. Die Frucht kann mit dem Mähdrescher geerntet werden. Namentlich in Gegenden mit viel Getreidebau ist diese Kultur zusehends wieder zu Bedeutung gelangt, so in den Kantonen Waadt, Schaffhausen und auch in unseren Gegenden.

Seit mehr als zehn Jahren hat man an Konferenzen mit dem Bund versucht, für den Anbau dieser Frucht Anbauprämien zu erhalten. Aber die Abteilung Landwirtschaft hat hartnäckig an ihrer Stellungnahme festgehalten, und zwar mit folgender Begründung: Bei der Ackerbohne handelt es sich nicht um eine Futtergetreideart, sondern um eine Leguminose. Um Anbauprämien zu erhalten, müsste es sich aber um eine Getreideart handeln. Sodann werde die Kultur nicht durch Importe konkurrenziert. Schliesslich spiele der Anbau gesamtschweizerisch keine bedeutende Rolle. – Im Jahr 1966 hat die Abteilung Landwirtschaft, gestützt auf einen Vorschlag des Ackerbauleiters des Kantons Bern, ing. agr. Baumgartner, einen Vorschlag entgegengenommen, die Ackerbohne in dem Sinne einzubeziehen, dass Anbauprämien ausbezahlt werden, wenn mindestens 10 Prozent Hafer oder Futtergetreide darin sind. Es würde also analog vorgegangen wie bei der Prämiengewährung für Mischelfrucht (z. B. Futtergetreide und Brotgetreide). Die Abteilung für Landwirtschaft war einverstanden, diesen Vorschlag provisorisch zu übernehmen. Trotzdem im Jahr 1967 der Budgetkredit beim Bund etwas reduziert worden ist und damit die Anbauprämie von 400 Franken pro Hektare auf 375 Franken hat reduziert werden müssen, hat der Bund diese Subventionierung von Ackerbohnen, sofern 10 Prozent Futtergetreide dabei sind, beibehalten. Wir hatten den Eindruck, das sei ein begrüssenswertes Entgegenkommen. Das habe ich im Frühjahr Herrn Grossrat Houriet gesagt, und ich bin dankbar, dass er die Motion zurückgezogen hat. Ich erklärte, bei einer Interpellation restlos Auskunft zu geben, möchte aber nicht durch eine Motion verpflichtet werden, beim Bund zu intervenieren. Wir glauben, der Zeitpunkt hiefür wäre nicht günstig; wir müssten befürchten, dass der Versuch überhaupt wieder eingestellt werde.

Der Interpellant sagte, beim Dreschen gehe der Hafer weitgehend verloren. Wir hörten, das sei nicht der Fall, wenn man die Siebe entsprechend einstelle. Es handelt sich also um eine technische Massnahme beim Mähdrescher, die ich nicht genau abgeklärt habe.

Ich sichere dem Grossen Rat zu, dass der Kanton Bern im Sinne der Ausführungen von Herrn Grossrat Houriet sehr daran interessiert ist, dass gelegentlich doch die Ackerbohne allein auch einbezogen wird. Vorderhand wird sie nur angenommen, wenn 10 Prozent Futtergetreide dabei ist, und ich kann die Pflanzer nur ersuchen, sich an diese Vorschrift zu halten. Wir hoffen, dass mit der Zeit die Ackerbohne auch unter die beitragsberechtigten Futtergetreidesorten einbezogen werde.

Houriet. Je remercie M. le Directeur de l'agriculture de sa réponse. Mais, nous, les agriculteurs, nous ne sommes pas d'accord . . .

Le Président. Vous ne pouvez plus ouvrir la discussion, M. Houriet. Vous devez simplement dire si vous êtes satisfait ou non.

Houriet. Je ne suis pas satisfait.

Waldweg in Därligen-Stoffelberg; Beitrag

(Beilage 29, Seite 29)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Landkauf im Naturschutzgebiet Aarelandschaft Thun-Bern

(Beilage 29, Seite 27)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Postulat des Herrn Grossrat Michel (Brienz) — Steinwildkolonie Brienzergrat

(Siehe Seite 589 hievor)

Michel (Brienz). Ich stelle eingangs fest, dass vor Jahren Herr Brawand in der Angelegenheit einen Vorstoss machte. Aber nachdem die Situation mit der Kolonie Brienzergrat je länger je schlechter wird, habe ich mich gezwungen gefühlt, in der Sache auch zu intervenieren. In meinem Postulat setze ich mich mit einem Problem lokalen Charakters auseinander. Es betrifft die Gemeinden am rechten Brienzerseeufer (Ringgenberg, Niederried, Oberried und Brienz), die aber für unsere Gegend von grosser Bedeutung sind.

Als nach dem Ersten Weltkrieg im Weisstannental eine Steinwildkolonie angesiedelt wurde, wurde das begrüsst. Man wollte diese Tierart vor dem Aussterben schützen; der König der Alpen sollte in unserem Land wieder Fuss fassen. Gegen diese Bestrebungen richtet sich mein Postulat nicht. Ich befasse mich nur mit den Problemen, die sich in unsern Gegenden aus der Ansiedlung von Steinwild ergeben haben.

Im Jahre 1921 wurde am Harder in Interlaken eine Steinwildkolonie ausgesetzt, in der Absicht, der «Fremdenverkehrsmetropole Interlaken» eine neue Attraktion zu verschaffen. Die Kolonie hat sich aber im felsigen Gebiet, das fast nicht nutzbar war, nicht gehalten; sie hat sich bald ostwärts verzogen und hat schon im ersten Durchzug in den Gebieten oberhalb Ringgenberg, Niederried und Oberried Schaden verursacht. Die Tiere haben sich dann weiter hinauf verzogen bis auf die Brienzeralpen, Planalp, Rotschalp und in die Gegend der Wildbachverbauungen der Brienzer Wildbäche. Bekanntlich weiss das Steinwild das Gras der Alpen zu schätzen. Es ist milder als das rauhe Gras, das nicht genutzt wird. Da das Steinwild ausserordentlich zahm ist, begab es sich auf die Kuhweiden. – Neben den Äsungsschäden, die diese auf etwa 260 Stück angewachsene Kolonie verursacht, besteht in den Durchzugsgebieten grosse Steinschlaggefahr, wodurch das Alppersonal in der Gegend und das Personal der Wildbachverbauungen der Brienzer Wildbäche gefährdet wird. Es weiss keinen Moment, wann Steinlawinen herabkommen. Ausserdem wird das Vieh auf den Alpen gefährdet. Diesen Zustand können wir beim besten Willen nicht mehr dulden. Die Leute sind besonders ungehalten, seit, im letzten Sommer, eine Kuh durch eine Steinlawine getroffen wurde. Das Tier musste notgeschlachtet werden. Über die Entschädigung wurde noch nicht entschieden. Von Forstleuten und Jagdbeamten ist einwandfrei erkannt worden, dass die Steinlawine durch Steinwild ausgelöst wurde. Die Sache wurde dem Bund zur Prüfung überwiesen.

Wir sind nicht gewillt, die Alpen dem Steinwild preiszugeben. Wir müssen darauf bedacht sein, die Wildbachverbauungen instandzuhalten. Die Aufforstungsbestände dürfen nicht durch die Tiere geschädigt werden; sie gehören dem Staat oder dem Bund. Wir sind nicht ungeduldige Leute. Auf der Schattenseite von Brienz liegen unsere Alpen im eidgenössischen Banngebiet. Dort sind sehr grosse Bestände an Gemsen vorhanden. Der Forstdirektor kann bestätigen, dass wir selten Einsprache wegen der Schäden erheben. Wir lassen aber unser Leben nicht durch Steinschlag, verursacht durch das Steinwild, gefährden.

Ich danke dem Forstdirektor und der Regierung, dass sie bereit sind, mein Postulat entgegenzunehmen. Ich hoffe, man werde Mittel und Wege finden, der Plage ein Ende zu setzen.

Buri, Forstdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Gemäss Artikel 1 des Gesetzes über Jagd-, Wild- und Vogelschutz, vom 9. April 1967, ist es Aufgabe des Staates, unter anderem für die Erhaltung und Vermehrung des Wildbestandes der geschützten Tiere sowie für die Erhaltung und Erweiterung des natürlichen Lebensraumes der freilebenden Tierwelt zu sorgen. Nach dem Artikel 22 des Bundesgesetzes über Jagd-, Wild- und Vogelschutz unterstützt der Bund mit Beiträgen die Besiedlung der Alpengebiete mit Steinwild. Im Jahre 1921 hat der Wildpark Interlaken, in Zusammenarbeit mit dem Kurverein und dem Jägerverein, am Harder Steinwild ausgesetzt. Offenbar haben sich die Tiere am Harder nicht wohlgefühlt; sie sind ausgewandert und haben sich in der Gegend des Augstmatthorns niedergelassen. Bis zum Jahr 1949 ist die Steinwildkolonie dort auf ungefähr 150 Stück angewachsen. Schon damals wurden uns die ersten Schäden gemeldet. Ich habe dort die Heumähder angeschaut. Wir sahen, dass man die Entschädigung für den Heuausfall erhöhen musste. Ein Experte wurde beauftragt, den Schaden zu schätzen. Wir haben seine Expertise übernommen. Dann wurde mit den Gemeinden Niederried und Oberried ein Vertrag abgeschlossen. Wir bezahlen die Globalentschädigung, und die Gemeinden teilen die Gelder selber auf.

Um den Schaden, verursacht durch das Steinwild, nicht weiter anwachsen zu lassen, hat man am Augstmatthorn ständige Fallen zum Einfangen der Steinböcke erstellt. Jedes Jahr werden 10 bis 15 Steinböcke eingefangen. Die älteren Tiere kann man aber nicht mehr in andere Gebiet versetzen. Hiezu braucht man junge Tiere. Sie werden in den Kantonen Tessin, Freiburg, Waadt, Wallis ausgesetzt und in einzelne Tiergärten verbracht. Der Vertreter von Adelboden im Grossen Rat wünschte seinerzeit, dass man auch in ihrem Gebiet eine Kolonie gründe. So haben wir überall, wo es gewünscht wurde, Dienste geleistet.

Nachdem die Wildheuerei von Jahr zu Jahr weiter zurückgegangen ist, haben wir die Heumähder gekauft. Die Verhandlungen wurden vom Jagdinspektorat geführt, in der Meinung, dort hätten dann die Steinböcke Bewegungsfreiheit. Nachdem diese Heumähder aber nicht mehr gemäht wurden, ging

das Steinwild auch nicht mehr hinein. Es frisst lieber junges Gras als altes! Nun stehen wir vor dem Problem, in den Gebieten, wo wir ziemlich viele Mähder erworben haben, die Tiere anzulokken, dass sie dort äsen. Mit diesem Problem befasst sich unsere Jagdabteilung. Viele Tiere sind ins Gebiet des Brienzergrates abgewandert. Dort besteht nun eine Kolonie von etwa 100 Stück; sie hält sich oberhalb der Alpweiden auf, die regelmässig bestossen werden. Selbstverständlich wollten wir nicht die Bestossung der Alpen verhindern. Aber tatsächlich besteht in gewissen Gebieten, nicht überall, eine Gefährdung, nämlich dort, wo der Stein abbricht und über die Wände herabgeworfen wird, weil Steinböcke bei ihrem Spiel die Steine loslösen, oder weil Touristen unvorsichtig das Gebiet durchwandern. Nicht alles darf den Steinböcken zur Last gelegt werden. – Ich habe seinerzeit, nachdem Herr Grossrat Brawand hier interveniert hatte, das Gebiet besichtigt, und zwar bis hinauf zu den Gräten. Wir stellten fest, dass zweifellos durch die Steinböcke gewisse Schäden verursacht werden. Es können aber noch andere Ursachen bestehen. Zum Beispiel können Steine bei starkem Gewitter in Bewegung geraten. – Im Sommer 1965 – Herr Grossrat Brawand war dabei – sahen wir, dass Vorsorge getroffen werden musste. Es wurde eine Steinräumungsaktion eingeleitet. Die losen Steine wurden herabgeworfen, so dass man damit rechnen durfte, dass während einiger Zeit keine grösseren Unfälle mehr vorkommen werden.

Man hat uns vorgeschlagen, man solle mehr Tiere schiessen. Ein solches Gesuch liegt noch beim Bund, ist bis jetzt nicht beantwortet worden. Wir haben uns nicht dazu entschliessen können, den Jägern für jenes Gebiet das Jagdpatent zu erteilen. Man darf die Tiere, die jetzt einer gewissen Überalterung ausgesetzt sind, weil man die jungen Tiere einfängt und andernorts aussetzt, nicht planlos abschiessen, sondern man muss die ältesten Stücke ausmerzen und eine Verjüngung zustandebringen. Man kann heute auch mit Betäubungsgeschossen die Tiere anschiessen und sie in betäubtem Zustand kontrollieren. So hat man es in der Hand, die Überalterung der Kolonie zu überwachen. Wir werden prüfen, ob man diese neue Methode anwenden soll. Jedenfalls werden wir die Zahl der Tiere auf ein tragbares Mass herabsetzen. Das habe ich auch Herrn Grossrat Brawand bei der Besichtigung versprochen und das führen wir selbstverständlich durch. – Im übrigen haben wir gestützt auf den Artikel 45 Absatz 2 des Gesetzes den Schaden vergütet, wenn einwandfrei festgestellt werden konnte, dass ein Haustier durch Steinschlag geschädigt wurde. Aber das muss rechtzeitig gemeldet werden, damit der Schaden kontrolliert werden kann.

In diesem Sinne sind wir bereit, das Postulat Michel entgegenzunehmen. Wir werden die Steinwildkolonie weiter betreuen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Interpellation des Herrn Grossrat Baumberger — Waldzusammenlegung in der Gemeinde Utzenstorf

(Siehe Seite 470 hievor)

Baumberger. Durch die Waldzusammenlegung in Utzenstorf hat das idyllische, als besondere Naturschönheit geltende Oberholzbächlein weichen müssen. Der schöne, mit Gebüsch überdeckte Bach musste verlegt werden, um die Grundstücke anders einteilen zu können. Der Ertrag wird natürlich deshalb nicht grösser. Das neue Bachbett wurde auf die Westseite der N 1 verlegt. Gegen die Verlegung haben die Automobilisten, Natur- und Heimatschützler, auch die Jäger und Fischer opponiert. Ing. agr. Fritz Funk, der Redaktor der Schweizerischen Fischerei-Zeitung, hat mit Brief vom 25. Oktober unaufgefordert geschrieben, dass die Bachverlegung in Naturschutz und Fischereikreisen grossen Unwillen hervorgerufen habe. Ebenso haben die kantonalen Stellen für Fischerei, Jagd, Naturschutz und Gewässerschutz die Verlegung abgelehnt. Der Oberholzbach hat, weil er ein unverdorbener Naturbach ist, als besondere Naturschönheit gegolten. Der Bach ist in seiner natürlichen Art für die Grundwasserspeisung eines grösseren Grundwasserreservoirs nötig gewesen. Man bedenke, dass in diesem Gebiet die Stadt Grenchen ihre Wasserfassung hat. All das war wichtiger als eine schöne Einteilung des Waldes. Es war zu begrüssen, dass sich die Presse eingeschaltet hat. Artikel finden sich in der Tagwacht (19. August), im Emmentaler Blatt und in der Schweizerischen Fischerei-Zeitung (Nr. 11). Professor Marbach schrieb einen Artikel, betitelt «Und es geschah». Es entstand ein Projekt, das der heutigen Zeit spottet. Ich war seinerzeit kein ausgesprochener Gegner einer Verlegung, weil ich annahm, dass der ausführenden Organisation doch so viel Zutrauen entgegengebracht werden könne, dass auch ein neuer, schön angelegter Bach die Wunden der Gegner sofort wieder schliessen würde. Aber statt auf das Volk ein wenig Rücksicht zu nehmen, wurde der Bach in grosse Halbröhren gelegt. Früher plätscherte ein friedliches Gewässer durch den Wald. Heute ist der Bach, direkt neben der N 1, zu einer Lebensgefahr für alle geworden. Das erkannte man sofort, sonst hätte nicht folgende Warnung angeschlagen werden müssen: «Warnung, zügiger Bach mit glitschigem Grund, sehr gefährlich, für Unfälle aus Missachtung dieser Warnung wird nicht gehaftet.» Der Bach ist heute für Mensch und Tier eine Todesfalle. Für das Wild, das in diesen Fluss springt, gibt es kein Entrinnen mehr. Im Sammelschacht im Erli wurden schon viele Rehe, Hasen, Füchse, Igel und Hunde tot herausgefischt. Wie die Fischereizeitung berichtet, sind sogar zwei Rinder in diesem Bach umgekommen. Fische können in diesem reissenden Gewässer keine leben. Wenn ein Mensch in diesen Bach fallen würde, kann er voraussichtlich nicht gerettet werden. Dieser Bach stellt eine ernsthafte Gefahr für die Automobilisten dar. Am 30. Juli erschien folgende Meldung: «Aus noch unabgeklärter Ursache wurde am Sonntag nach 16 Uhr eine Autofahrerin bei ihrer Fahrt auf der Autobahn Zürich–Bern zwischen Kriegstetten und Kirchberg unsicher und fuhr mit ihrem Wagen in

einen reissenden Kanal. Dabei öffneten sich die Autotüren und die Autofahrerin ertrank in den Fluten. Sie konnte in Obergerlafingen nur noch als Leiche geborgen werden.» Sie hören also, aus dem Bächlein wurde ein Kanal, und dass er enorme Kraft hat, beweist die Tatsache, dass die Frau erst im Rechen nach ca. 5 Kilometer aus dem Wasser gezogen werden konnte. Vielleicht wäre Rettung möglich gewesen, wenn der Bach nicht gewesen wäre.

Warum wurde dem Projekt trotz der Opposition zugestimmt? Was gedenkt die Regierung vorzukehren, um diesen neuen Gefahrenherd zu beseitigen? Wird der Bach ins alte Bett zurückverlegt? Wer übernimmt die Haftung für die genannte Gefahr, und wer beseitigt den der heutigen Zeit unwürdigen Bau?

Professor Marbach schrieb im genannten Artikel :«Was geschah, ist hässlich, und solches bedarf im Staate der Aufklärung.» Die Fischer-Zeitung schrieb: «Warner und Öffentlichkeit haben allen Grund, von den Oberbehörden, die für den Natur- und Heimatschutz, den Gewässerschutz und den Autobahnbau zuständig sind, zu verlangen, dass der Fall Oberholzbach gründlich untersucht werde und dass, um weiterem Unheil vorzubeugen und den gesetzlichen Vorschriften Genüge zu leisten, nur eine Lösung möglich ist, die befriedigt, nämlich die Rückverlegung des Baches in den Wald, womit gleichzeitig diese Todesfalle verschwinden wird.» Ich stimme dem bei und bitte die Regierung um gründliche Prüfung.

Buri, Forstdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich hörte, dass man sich kurz fassen soll. Insbesondere ist auch gesagt worden, dass die Regierungsräte viel zu oft und zu lange reden würden. Aber in diesem Fall muss ich doch den Grossen Rat um etwas Aufmerksamkeit bitten.

Herr Grossrat Baumberger hat schwere Anschuldigungen vorgebracht. Die Angelegenheit ist zudem in der Presse besprochen worden. Ich mache nämlich gegenüber den Ausführungen von Herrn Baumberger wesentliche Vorbehalte. Einiges von seinen Darstellungen entspricht in keiner Weise dem, was ich selber gesehen habe. Der Oberholzbach, oder Sagebach oder Grünebach, wie er auch heisst, ist kein natürliches Gewässer. Es ist ein Industriekanal und nicht der schöne natürliche Bach, wie ihn Herr Baumberger geschildert hat. Ein natürliches Gewässer müsste man ganz anders behandeln. Dieser Industriekanal wird zwischen Oberburg und Burgdorf von der Emme abgezweigt. Er durchläuft die Stadt Burgdorf, ist dort teils zugedeckt, teils offen. Er fliesst auch in Burgdorf ziemlich stark und bildet dort, soweit er offen ist, eine Gefahr. Unterhalb Burgdorf teilt er sich, ein Teil fliesst Richtung Alchenflüh, der andere Teil durchfliesst das zusammengelegte Gebiet Richtung Gerlafingen, wo er sich wieder in einzelne Arme aufteilt, die nochmals der Industrie dienen, um endlich unterhalb Luterbach in die Aare einzumünden. Dass er in seinem alten Zustand infolge der dauernden Vernachlässigung der Unterhaltspflicht im Oberholzwald verschiedentlich Überschwemmungen anrichtete, habe ich selber gesehen. Diese Vernachlässigung des Unterhalts hat dazu geführt, dass der Bach mit der Zeit sich ein eigenes Bett geschaffen hat. Links und rechts wurde das Ufer immer angebrochen. Der ganze Kanal lag vielerorts höher als das umliegende Gebiet. Bei Eisbildungen im Bach wurde die Strasse Utzenstorf–Koppigen überschwemmt.

Das Wasser des Baches ist sehr schmutzig, das habe ich selber gesehen. Im Bach war kein einziger Fisch zu finden. Von stagnierendem Wasser sind gewisse Gebiete des Waldes abgestorben. Ich glaube nicht, dass dieses Wasser selbst für das Wild noch als Trinkwasser dienen kann.

Bei der Waldzusammenlegung ist die Sanierung des Kanals angestrebt worden. Die Totalsanierung im alten Bett hätte grosse Kosten verursacht. Je nach der Ausbaulänge hätte es 300 000 bis 700 000 Franken gekostet. Für die Zeit der Bauarbeiten hätte der Bach verlegt werden müssen, und im Wald hätte eine Schneise ausgehauen werden müssen, um mit Baumaschinen arbeiten zu können. Ausserdem hätte nach wie vor dieser Bachlauf die Waldarbeiten sehr erschwert. Alles hätte anders zusammengelegt, oder es hätten neue Brükken gebaut werden müssen. Das alles hätte viele Kosten verursacht.

Nun hat sich folgendes ergeben: Entlang der Autobahn hat ein waldloser Sicherheitsstreifen erstellt werden müssen. Da fragte man sich, ob dieser wertlose Streifen nicht den Kanal aufnehmen könnte. Diese Lösung fand schliesslich die Zustimmung aller Kreise. Damals hat niemand reklamiert. Vom 18. November bis zum 2. Dezember wurde das Weg- und Grabennetz und auch die Verlegung des Kanals in den Gemeinden Kirchberg, Ersigen, Koppigen, Zielenbach und Obergerlafingen öffentlich aufgelegt. Von den 7 Einsprachen hat sich keine gegen die Verlegung des Kanals gewendet. – Am 15. November 1961 fand die Hauptversammlung der Waldgenossenschaft Utzenstorf statt, die unter anderem über die Genehmigung des Weg- und Grabennetzes zu beschliessen hatte. Laut Protokoll haben sich 87 der anwesenden Waldbesitzer für die Genehmigung ausgesprochen. Niemand hat gegen die geplante Verlegung des Baches protestiert. Bei der Auflage der Autobahnstrecke, im Jahre 1962, langte ebenfalls keine Einsprache gegen die Verlegung ein. Jedoch hat der Jagd- und Wildschutzverein des Amtes Fraubrunnen gewisse Wünsche in bezug auf die Führung eingereicht und die Erstellung einer Wildtränke verlangt. Mit den Zusicherungen, die ihm gegeben wurden, war er zufrieden. – Am 4. November 1962 haben die Bürger von Utzenstorf mit 387 Stimmen – Herr Gemeinderatspräsident Hirt, Sie müssen das ja wissen – gegen 122 Stimmen die Beteiligung und die Übernahme der daraus erwachsenden Kosten (Waldzusammenlegung inklusive Verlegung des Kanals) beschlossen. 76 Prozent der Anwesenden haben also dafür gestimmt.

Man sagt, die Finanzierung hätte Millionen gekostet. – Durch den Bau der Autobahn, die die Waldparzellen durchschneidet, wurde Schaden verursacht. Es hätten für das ganze Waldgebiet 500 000 Franken Schaden vergütet werden müssen. Die Eidgenössische Oberforstinspektion hat erklärt, sie könne an die Kosten des Kanals bei der Waldzusammenlegung keinen Beitrag leisten. Das war ganz klar. Aus diesem Grunde ist nachher die Waldgenossenschaft an die Ersteller der Autobahn gelangt, mit dem Ersuchen, sie möchten, anstatt die

Fr. 500 000.— einzuwerfen, die Kosten der Kanalverlegung übernehmen. Mit Schreiben vom 13. Dezember 1961 hat das Eidgenössische Amt für Strassen- und Flussbau folgendes geantwortet: «Im Einvernehmen mit der Eidgenössischen Inspektion für Forstwesen, Jagd und Fischerei teilen wir Ihnen mit, dass wir der im Zusammenhang mit der Waldzusammenlegung Utzenstorf durchzuführenden Verlegung des Oberholzbaches aus dem Waldgebiet in ein parallel zur Autobahn verlaufendes neues Bachbett im Prinzip zustimmen. Die durch den Nationalstrassenbau anzulastenden Kosten für diese Bachkorrektion belaufen sich auf ca. Fr. 500 000.—, womit alle Beiträge des Nationalstrassenbaues an die Waldzusammenlegung abgegolten sind. Diese Kostenbeteiligung erfolgt unter der Voraussetzung, dass die Waldzusammenlegung tatsächlich zustandekommt und infolgedessen baldmöglichst mit der Ausholzung begonnen werden kann. Grundsätzlich ist auf eine kostensparende Ausführung zu achten.»

Das sind die Grundlagen. Die Verlegung des Kanals wurde also gründlich studiert. Sie ist von allen beteiligten Ämtern gutgeheissen und als wirtschaftlichste Lösung betrachtet worden. Die Planung wurde korrekt bekanntgegeben. Während den Auflagefristen und in den Abstimmungen sind keine Einwände erhoben worden. Erst nach der Beendigung der Waldzusammenlegung, im September/Oktober 1964, haben die Naturschutzvereinigung Unteremmental sowie die bernischen Fischenzenbesitzer sich gegen die Verlegung ausgesprochen. In diesem Zeitpunkt war die Neuzuteilung des Waldes schon erfolgt und trat am 1. September 1964 in Kraft. Wir konnten daher nichts mehr vorkehren. Man hätte sich eben früher melden sollen. Die Autobahn ist für die Übernahme der Verlegungskosten belastet worden, dies gemäss Artikel 38 des Nationalstrassengesetzes. – Die Rückverlegung des Kanals würde zweifellos auf gewaltige Opposition stossen und würde auch gewaltige Summen kosten.

Dass der Kanal in der heutigen Form eine gewisse Gefahr bedeutet, gebe ich zu. Ich bedaure auch, dass man Halbröhren brauchte, um den Bach zu fassen. Diese sind nun glatt geworden, und es ist nicht angenehm, wenn etwas hineinfällt. Aber ich frage mich, ob man nicht zurzeit, wo die Unfälle passierten, da und dort etwas zu nachlässig war. Ich habe kürzlich nochmals eine Besichtigung vorgenommen. Ob die Frau, die dort verunglückte, schon beim Aufprall auf die Pfosten tot war, oder ob Ertrinken die Todesursache war, ist nicht mehr feststellbar. Auf Rat des Büros für Unfallverhütung hat man dort den Zaun durch Spannung von Auffangseilen verstärkt. Der dortige Zaun ist offenbar oft überstiegen worden. Man kann auch durch eine Tür an den Bach gelangen. Dort haben sich des öftern Leute aufgehalten. Darum hat man die Warnungstafel angebracht. Auf der Waldseite ist neu, neben dem Drahthag, ein Grünhag gepflanzt worden. Er wird schnell wachsen, und dann wird er auch eine Schutzmassnahme gegen das Vordringen des Wildes bis zum Bach darstellen. – Das geschah alles in Zusammenarbeit mit dem Büro für Unfallverhütung und zusammen mit den Gemeindebehörden von Utzenstorf usw. Seit man an der N 1 Toiletten erstellt hat, wird der Wald weniger betreten.

Dass Rinder in den Bach gefallen sind, ist wahrscheinlich die Schuld der Eigentümer, denn wer Rinder laufen lässt, muss einen Zaun erstellen. Aber nun ist das Bächlein so abgeschrankt, dass eigentlich keine Unfälle mehr vorkommen sollten. Den Kanal vollständig zuzudecken, hätte wieder andere Gefahren mit sich gebracht.

Ich halte fest, dass die Projekte gemäss Meliorationsgesetz richtig publiziert wurden und dass innert Frist keine Einsprachen erfolgten. Die Arbeiten wurden plangemäss ausgeführt. Die Rückverlegung des Baches kommt nicht in Frage, weil das zu teuer wäre und sich ausserdem dagegen starke Opposition erheben würde. Man könnte noch prüfen, ob nicht weniger Wasser durch den Industriekanal gelassen werden könnte. Ich glaube, die Radwerkbesitzer wären damit nicht zufrieden.

Ich glaube, es wurde alles vorgekehrt, was zumutbar ist. Unglücklich ist, dass Halbröhren eingebaut wurden, anstatt eine senkrechte Wand zu bauen. Das kann man nicht mehr korrigieren. – Auf Grund all dieser Massnahmen und wenn der Grünhag gewachsen sein wird, darf man damit rechnen, dass sich keine neuen Unfälle ereignen werden.

Baumberger. Ich bin von der Antwort befriedigt.

Le Président. M. le député Hirt a demandé la discussion (Zustimmung).

Hirt (Utzenstorf). Ich bedaure, dass für die Behandlung dieses Geschäftes dreiviertel Stunden beansprucht wurden. Herr Baumberger hätte mich oder jemand in Utzenstorf fragen können, und dann hätte er die Auskunft erhalten, die ihm heute Regierungsrat Buri erteilt hat. Wahrscheinlich hat Herr Baumberger diese Propaganda im Blick auf die Nationalratswahlen gestartet.

Jenes Gewässer ist kein natürlicher Bach, sondern ein Kanal. Darin kann keine Kröte leben, denn das ist der Vorfluter von Burgdorf her. Die Grundwasserfassung für Grenchen hat man dort nicht mehr fassen können, weil das Wasser zuviel Kolibazillen enthielt. Das hätte Herrn Baumberger bekannt sein können.

Nun wurde der Bach überall eingezäunt. Auf der Autobahnseite waren Auffangseile vorhanden, bevor dort eine Frau verunglückte. Infolge unglücklichen Zufalls fuhr das Auto nicht ins Seil, sondern durch das Tor hinaus. – Bei jedem Gewässer entlang einer Strasse könnte jemand hineinfahren, und es ist nicht möglich, überall Einzäunungen zu erstellen und Drahtseile zu spannen. Natürlich ist es bedauerlich, wenn etwas passiert, aber jedes Gewässer bildet eine gewisse Gefahr.

Von den zwei Rindern, die in die Halbröhren gerieten, ist eines ertrunken, das andere kam wieder heraus.

Dann sagte man uns, es seien Rehe, Füchse und Hasen ertrunken. Der Schaden ist aber sehr klein. Es ist möglich, dass einmal ein Igel oder Hase unter dem Zaun durchschlüpft. Aber diese Sache darf man nicht dramatisieren. Der Kantonale Naturschutzverband hat sich von der Pressekampagne distanziert, die gestartet wurde. Sie ist von Herren inszeniert worden, die die Verhältnisse gar nicht kennen. Einer von diesen Herren hat auf der Burgdorfseite durch Abwasser die Fische vergiftet.

Gerade dieser schrieb dann in der Zeitung, durch die Bachverlegung könnten keine Fische mehr im Gewässer leben. In Wirklichkeit hatte es darin nie einen Fisch.

Natürlich wäre es schön gewesen, das Bachbett in Eichenschwellen zu verlegen. Die Autobahn-Ingenieure sagten aber, es dürfe nur so und so viel kosten. Die Gemeinde hat durch richterliches Verbot das Betreten des Kanalufers untersagt. Wer den Zaun übersteigt, wird gebüsst.

Schorer. Es geht um die Frage, ob man den Bach auch bei Verlegung so hätte neu schaffen können, wie er vorher war, nämlich als natürlichen Wasserlauf im Wald. Dem hält man entgegen, es sei nie ein natürliches Gewässer gewesen. Auch in bezug auf die Aare sagte man seinerzeit, sie habe keinen natürlichen Lauf mehr, man habe Mauern und Schwellen gebaut. Aber beim Oberholzbach hat jedermann den Eindruck, es sei ein natürliches Gewässer; und darum geht es. Warum hat man es in Röhren gelegt? Das hat namentlich nach dem Unfall zu reden gegeben. – Es ist richtig, dass man im Grossen Rat darüber gesprochen hat. Es gibt kaum eine Zeitung, die die Frage der Unfallverhütung nicht aufgeworfen hätte, und zwar schon bevor Herr Baumberger seine Interpellation einreichte. – Es geht darum, wie weit man bei solchen Veränderungen den Naturschutz berücksichtigen könne. Erfreulicherweise kann man in der Forstdirektion seit ein paar Jahren das Bestreben feststellen, von Amtes wegen die Wünsche des Naturschutzes zu prüfen und sich nicht nur mit Einsprachen auseinanderzusetzen. Wenn das weiter so geschieht, kann man die Diskussion mit einer gewissen Beruhigung abschliessen.

Baumberger. Ich möchte Kollege Hirt antworten. Ich kenne das Bächlein auch. Ich war nicht Gegner des Projektes, als es ausgeschrieben wurde. Aber ich beklage den jetzigen Zustand. Ich habe es nicht nötig, Herrn Hirt zu fragen, was ich machen soll. In unserem kantonalen Parlament dürfen wir berichten und unsere Meinung sagen.

Dekret über die Versicherungskasse der bernischen Staatsverwaltung

(Siehe Nr. 34 der Beilagen)

Eintretensfrage

Hächler, Präsident der Kommission. Die am 11. September ernannte 15gliedrige Kommission trat am 17. Oktober zur Beratung des Dekretes zusammen. Infolge Verhinderung von Grossrat Albrecht Eggenberger wurde von der Sozialdemokratischen Partei Grossrat Dr. Fritz Messer als Ersatzmitglied bezeichnet. Neben Herrn Regierungsrat Moser, Finanzdirektor, folgten die Herren Dr. Schmid, Vorsteher der Versicherungskasse, sein Adjunkt W. Egli, Dr. Kupper, Sekretär der Finanzdirektion, und Fürsprecher Jauch, Personalchef, den Verhandlungen.

Das geltende Dekret datiert vom 1. März 1954 und hat verschiedene Änderungen erfahren. Die Gründung der Versicherungskasse für das bernische Staatspersonal geht auf das Jahr 1920 zurück, indem am 9. November das Dekret über die Hilfskasse beschlossen und auf den 1. Januar 1921 in Kraft gesetzt wurde. In verschiedenen Etappen wurden die Bestimmungen der Versicherungskasse den neuzeitlichen Entwicklungen angepasst, und es darf hier vorweg gesagt werden, dass sich diese Einrichtung im Verlaufe der Jahre als äusserst segensreich erwiesen hat. Wenn auch hie und da der Kanton Bern als zurückhaltend bezeichnet war, darf bezüglich der Grundlage und Leistungen der Versicherungskasse für die Arbeitnehmer des Staates Bern erklärt werden, dass sie vorbildlich sind. Ich darf dies aus persönlichen Erfahrungen bestätigen: mein Vater war über 40 Jahre auf dem Grundbuchamt in Büren tätig, mein Schwiegervater ebenso lange als Gerichtsschreiber in Interlaken. Beidseitig wurden die Rentenleistungen von den treuen Dienern des Staates als auch von ihren Witwen dankbar entgegengenommen. Wenn auch mit dem Ausbau der AHV und anderer Fürsorgeeinrichtungen die Bedeutung der Versicherungskasse für das Staatspersonal etwas abgenommen hat, bin ich doch der Überzeugung, dass sie immer ein entscheidender Faktor für die Annahme einer Beamtung bleiben wird. Die Versicherungskasse zählt rund 6000 Versicherte und rund 2200 Rentenbezüger. Die Kapitalanlagen belaufen sich auf über 240 Millionen Franken.

Die vorliegende Revision hat folgende Hauptziele:

- Überführung zurzeit benachteiligter Sparversicherer in die Rentenversicherung;
- Erleichterung des Einkaufes in die Rentenversicherung;
- Zusammenfassung von Sparversicherung und Sparkasse;
- Verbesserung und Präzisierung einzelner Bestimmungen auf Grund der bisherigen Erfahrungen;
- verbesserter Versicherungsschutz;
- und schliesslich formelle Umgestaltung des bestehenden Dekretes.

Obschon die Frage aufgeworfen werden kann, ob mit der Revision nicht besser zugewartet werden sollte bis die 7. AHV-Revision abgeschlossen ist, haben die Vorinstanzen die feste Überzeugung, dass genügend Gründe vorliegen, auf die Vorlage heute einzutreten. Sie ist auf eine Eingabe des Staatspersonalverbandes vom 22. März 1966 zurückzuführen, die nach Sichtbarwerden verschiedener Unebenheiten ausgearbeitet worden ist.

Die Kommissionsberatungen führten schliesslich zu einer einstimmigen Annahme der vorliegenden bereinigten Fassung des Dekretes, und ich möchte Sie bitten, ebenfalls auf die Vorlage einzutreten. Die neue Regelung hat keine nachteiligen finanziellen Auswirkungen auf die Staatsrechnung.

Dabei möchte ich zu 4 Punkten vor der Detail-Beratung folgendes ausführen:

Witwenrente: Nach Artikel 43 beträgt die Witwenrente eines verstorbenen Mitgliedes mindestens 30 Prozent, höchstens 35 Prozent. Da gibt es Härten. Die Kommission kam besonders durch Intervention von Kollege Karl Geissbühler zum

Schluss, dass man eine Verbesserung vornehmen sollte. Er möchte die siebente AHV-Revision vorbeigehen lassen und erst später darauf tendieren, auf ein Minimum von 40 Prozent zu gehen. Im Moment hat er keinen formellen Antrag gestellt.

Kommissionsmitglied Grossrat Karl Geissbühler hat in der vorberatenden Sitzung erklärt, er verzichte gegenwärtig auf einen Antrag auf sofortige Verbesserung der Witwenrenten, erwarte aber, dass die Erhöhung des Minimums auf 40 Prozent bei der nächsten Revision, das heisst nach durchgeführter 7. AHV-Revision geprüft werde.

Die Kapitalanlage hat ebenfalls zu Diskussionen Anlass gegeben. Man hat gefragt, ob es richtig sei, das ganze Staatsvermögen bei der Hypothekarkasse anzulegen. Den Ausführungen von Finanzdirektor Moser konnten wir entnehmen, dass gegenwärtig die andern Grundlagen, die hier massgebend sind, ebenfalls überprüft werden, vor allem das Finanzverwaltungsgesetz. Es sei daher nicht angängig, im gegenwärtigen Zeitpunkt hier eine Änderung vorzusehen. Er hat aber zusichern können, dass eine gewisse Lockerung der starren Regelung möglich sein werde.

Schliesslich weise ich darauf hin, dass nach Artikel 3 Beamte, Angestellte und Arbeiter nichtstaatlicher Anstalten, Betriebe und Organisationen, die mit der Staatsverwaltung oder einer der Landeskirchen in ständiger enger Verbindung stehen, durch Beschluss des Regierungsrates in die Kasse aufgenommen werden können. Insgesamt waren Ende des letzten Jahres unserer Versicherungskasse 110 Betriebe mit rund 800 Renten- und Sparversicherten angeschlossen. Die Freizügigkeit, die in dieser Hinsicht besteht, ist anerkennenswert; sie bringt dem Staat keine Belastung.

Ich danke für die sachkundige, gründliche Vorarbeit aller Beteiligten, vor allem der kantonalen Finanzdirektion, der Verwaltungskommission der Versicherungskasse und dem neuen Vorsteher, Herrn Dr. Heinz Schmid. Gleichzeitig hoffe ich, dass die Versicherungskasse nach der Revision des Dekretes noch besser als bisher die Aufgabe für das bernische Staatspersonal erfüllen kann.

Geissbühler (Köniz). Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion empfehle ich Eintreten auf das Dekret. Das bestehende Dekret ist gründlich neu bearbeitet worden. Die Revisionspunkte, die berücksichtigt wurden, sind sehr bemerkenswert. Ich verweise auf den Artikel 33, der nun ein altes Unrecht an den sogenannten Sparversicherten gutmacht, indem sie, die vorher sehr benachteiligt waren, nun in einer neuen Form in die Versicherungskasse aufgenommen werden, nämlich als Rentner mit Vorbehalt; nach spätestens zwanzig Jahren werden sie gleichberechtigte Mitglieder wie die ordentlichen Rentenversicherten. Das ist ein gewaltiger Fortschritt. Ich habe mich als ehemaliger Sekretär des Bernischen Staatspersonalverbandes Dutzende Male mit Fällen von Sparversicherten herumschlagen und immer wieder sehen müssen, dass die Regelung nicht befriedigte. Die Sparversicherten waren bei Erhöhung der Versicherungssumme benachteiligt, so zum Beispiel im Jahr 1965, wo man die Löhne heraufsetzte, 22 Prozent in die Versicherungskasse einbaute. Dabei sind die Sparversicherten leer ausgegangen, nur die Rentenversicherten haben von der neuen Regelung profitiert. – Das wird durch die Neufassung von Artikel 33 ausgemerzt. Allein schon diese Neuregelung ist es wert, das Dekret zu genehmigen. Es sind aber noch andere Verbesserungen darin enthalten. Ich verweise auf den Artikel 47, Absatz 2 usw.

Der Kommissionspräsident hat darauf hingewiesen, dass man bezüglich der Witwenrenten eine Änderung vornehmen sollte. Ich habe das Problem mehrmals mit den Behörden diskutiert, namentlich mit den Kassenbehörden. Man sagte immer, man könne es sich nicht leisten, die Witwenrenten zu erhöhen. Wenn die siebte AHV-Revision durch ist und, wie man annimmt, auf den 1. Januar 1969 in Kraft tritt, wird man ohnehin unser Dekret den neuen Verhältnissen anpassen müssen. Ich habe daher darauf verzichtet, zu beantragen, es sei bei der jetzigen Revision für die Witwen ein höherer Prozentsatz festzulegen. Die Personalverbände werden aber wieder auf das Problem zurückkommen, namentlich im Hinblick darauf, dass beim Bund für die beiden Versicherungskassen des Personals der gleiche Revisionspunkt in Diskussion steht; sowohl der Bundesrat wie die Versicherungsbehörden sind einverstanden, dass die Witwenrente auf 40 Prozent erhöht wird, und zwar nicht mehr gestaffelt, mit einem Minimum und Maximum, sondern mit einem festen Betrag. Weil also Aussicht besteht, dass das in den nächsten Jahren verwirklicht wird, habe ich auf einen Antrag verzichtet.

Ich bitte den Rat im Namen der sozialdemokratischen Fraktion, auf das Dekret einzutreten und es zu genehmigen, wie es vorliegt.

Kunz (Wiedlisbach). Auch die freisinnige Fraktion ist für Eintreten. Gegenüber dem alten Dekret sind gewaltige Verbesserungen vorhanden.

Krauchthaler. In der Fraktion der Bauern-, Gewerbe- und Bürger-Partei sind Wünsche administrativer Art vorgetragen worden. Aber man hat zugestimmt, und ich beantrage im Namen der Fraktion Eintreten.

Das Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen.

Detailberatung

Art. 1 bis 85

Hächler, Präsident der Kommission. Der Artikel 6 zeichnet die Gliederung der Kassen neu auf. Man spricht von Rentenversicherung, von einer Sparkasse und von einer Unterstützungskasse.

Bei Artikel 33 verweise ich auf die verschiedenen Skalen für Versicherte mit und solche ohne Vorbehalt. Versicherte mit Vorbehalt treten nach zwanzig Beitragsjahren in die andere Kategorie über.

In Artikel 51 ist eine redaktionelle Bereinigung vorzunehmen. Der Absatz 2 soll lauten: «Die Abfindung wird am ersten Tag des Monats fällig, für den die Besoldung nicht mehr bezahlt wird.»

Im Artikel 63 geht es primär um Arztrechnungen und Rechnungen für Spitalaufenthalte. Es können Zuschüsse ausgerichtet werden, die im Durchschnitt gegen die Fr. 500.— betragen.

Im Abschnitt III, betreffend Finanzierung, ist vorgesehen, dass die andern angeschlossenen Arbeitgeber sämtliche Beiträge leisten, um den Staat zu entlasten.

Das bisherige Mitspracherecht von Seite der Versicherten wird bestätigt.

Der Artikel 81 regelt die Kapitalanlagen. Das hat man im Blick auf die momentane Situation unverändert bestehen lassen.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 51, Abs. 2

Die Abfindung wird am ersten Tag des Monats fällig, für den die Besoldung nicht mehr bezahlt wird.

Titel und Ingress

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme des
Dekretsentwurfes ..... 101 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Dekrete über die Teuerungszulagen für die Jahre 1967/68:

I.

Behördemitglieder und Staatspersonal

II.

Mitglieder des Regierungsrates

III.

Lehrer der Primar- und Mittelschulen

IV.

Rentenbezüger der Versicherungskasse und der Lehrerversicherungskasse

(Siehe Nr. 36 der Beilagen)

Eintretensfrage

Mäder, Präsident der Kommission. Leider ist es nicht gelungen, die Teuerung aufzuhalten. Wir haben hier eine Vorlage, die mit den interessierten Verbänden und mit der Regierung diskutiert wurde. Es ist im wesentlichen eine Verständigungsvorlage, indem alle interessierten Verbände dem Hauptpunkt, nämlich der prozentualen Teuerungszulage, zugestimmt haben. In andern Punkten sind wir nicht ganz gleicher Meinung. Aber im grossen und ganzen bin ich erfreut, dass auch diesmal die Regierung nicht eine Vorlage gebracht hat, welche die Teuerung nicht ausgleichen würde.

Die Teuerungszulage der Fixbesoldeten, sowohl bei den Gemeinden wie beim Kanton und beim Bund beruht auf zwei Phasen. Es wird nie eine vorschüssige Teuerungszulage ausbezahlt, sondern die Teuerungszulage, die im Durchschnitt der letztjährigen Teuerung bestand. Nachher wird am Jahresende eine Nachteuerung vergütet, indem man die durchschnittliche Teuerung des verflossenen Jahres berechnet. Das ist auch diesmal geschehen. Wir beantragen eine Nachteuerungszulage für das Jahr 1967 und die Teuerungszulage für das Jahr 1968. Das ist die Grundlage unseres heutigen Vorgehens.

Die 15köpfige Kommission für die Vorberatung der Teuerungszulagendekrete hat ihre Beschlüsse erfreulicherweise einstimmig gefasst. Das war ja nicht immer der Fall. Wir fussen auf dem bisherigen Teuerungsausgleich bei 224,5 Punkten, welcher Ausgleich bei 30,5 Prozent Teuerungszulage, die monatlich ausgerichtet werden, erreicht ist. Die neue durchschnittliche Teuerung ist mit 234,7, oder nach dem neuen Index mit 103,9 Punkten errechnet worden. Wir haben den Juni-Index für den Durchschnitt des Jahres genommen. Dieser Monat weist den Teuerungsindex auf, den ich nannte. Die Stadt Bern und der Bund errechnen einen Durchschnitt aus den Zahlen, die schon bekannt sind und treffen für die Monate Oktober, November und Dezember Schätzungen. Ich glaube, unser kantonales System lässt sich vertreten. Bisher hat der Juni-Index ziemlich genau dem Jahresdurchschnitt entsprochen.

Wir schlagen eine Nachteuerungszulage von 5 Prozent vor. Damit erreicht man einen Ausgleich bei 234,7 Punkten.

In bezug auf die Minimalgarantie und den Stichtag wurden in der Kommission Abänderungsanträge gestellt. Schon in der Besprechung mit den Verbänden lagen weitergehende Anträge vor. In bezug auf die Kinderzulage und die Familienzulage, die seit einigen Jahren gleichgeblieben ist, hat man sich geeinigt, keine Veränderung vorzunehmen. Man wird das ändern, wenn das ganze Dekret überprüft wird.

Es wurde in der Kommission beantragt, den Stichtag des 1. Dezember vorzuverlegen. Beim Bund und bei der Stadt Bern ist es der 1. Oktober. Was heisst Stichtag? Jeder Bedienstete, der vor dem 1. Dezember seinen Dienst beim Kanton verlässt, kommt nicht mehr in den Genuss der Nachteuerungszulage. Das ist eine gewisse Härte, denn auch der Bedienstete, der im Oktober seine Stelle beim Kanton verlässt, hat die Teuerung zu spüren bekommen. Darum wurde die Vorverlegung des Stichtages auf den 1. Oktober beantragt. Das wurde jedoch abgelehnt. Wir verzichten darauf, diesen Antrag hier wieder aufzurollen.

Die Minimalgarantie ist bei Fr. 10 000.— festgesetzt, das heisst jeder Bedienstete erhält eine Nachteuerungszulage von mindestens Fr. 500.—. – Bei der Eidgenossenschaft beträgt die Minimalgarantie Fr. 11 300.—, bei der Stadt Bern Franken 12 000.—. Wir haben für die Bediensteten die schlechteste Lösung unter den drei Gruppen. Die Erhöhung der Minimalgarantie wurde trotzdem abgelehnt.

In der Schlussabstimmung wurde der Vorlage zugestimmt. Wir freuen uns, dass sich Einstimmigkeit ergeben hat.

Die Teuerungszulagen werden von Zeit zu Zeit in die Löhne eingebaut. Das hat Bedeutung für die Versicherungskasse und auch für die Beiträge. Wir verzichten auch in diesem Fall, den Einbau

jetzt vorzunehmen, in der Meinung, dass das mit der siebenten AHV-Revision neu geregelt werden müsse. Wenn man also deren Ergebnis kennt, wird ein Einbau erfolgen.

Die interessierten Verbände haben bei der Finanzdirektion eine Eingabe für Reallohnerhöhung und weitere Verbesserungen eingereicht. Hierüber werden wir im Jahre 1968 reden müssen. Man verzichtet daher darauf, jetzt weitere Teuerungszulagen in die Versicherung einzubauen.

Die Rentenbezüger sollen gleich behandelt werden wie das aktive Personal. Auch für die Rentenbezüger steigt die Teuerung genau so wie für die andern. Wir haben die Meinung, dass die Rentenbezüger mindestens den gleichen Ansatz erhalten sollen.

Sie sehen aus der Vorlage, dass wir zwei Kategorien von Rentenbezügern haben. Das rührt daher, dass die einen Rentenbezüger vor 1965 pensioniert wurden. Das sind die Leute, die nicht mehr im aktiven Dienst gestanden sind, als im Januar 1965 die alte Besoldungsordnung neu gefasst wurde.

Die Nachteuerungszulage würde im Jahr 1967 5 Prozent ausmachen, für das Jahr 1968 kämen zu den 13,5 Prozent, die jetzt schon bezogen werden, 5 Punkte, was 18,5 Prozent ergibt, im Minimum Fr. 1850.—.

Das sind die Grundlagen für all die Dekrete, die jetzt zu genehmigen sind.

Die Kosten für die Zulagen betragen rund 10,5 Millionen. Wir bedauern das, denn wir sind ja finanziell nicht stark. Wir können es aber nicht den treuen Bediensteten vergelten lassen, dass der Staat knapp an Finanzen ist. Wir danken der Regierung, dass sie bereit ist, das zu ersetzen, was die Bediensteten durch die Teuerung verloren haben. Wir beantragen, auf die Dekrete einzutreten.

Arni. Die Teuerung ist ausgewiesen. Daher stimmt die BGB-Fraktion den vier Teuerungszulagedekreten zu. Sollten aber Abänderungsvorschläge eingebracht werden, zum Beispiel über die Erhöhung der Minimalgarantie oder Vorverlegung des Stichtages, müsste die Fraktion diese Anträge ablehnen. Man sollte die Ausgangslage für die zur Diskussion stehende Reallohnerhöhung und für den Einbau eines Teils der Teuerungszulagen für 1968 nicht mit solchen Anträgen belasten. Aus diesen Gründen empfehle ich Ihnen, den Teuerungszulagen zuzustimmen.

Bircher. Die sozialdemokratische Fraktion tritt einstimmig auf die vier Dekrete ein. Ich danke der Regierung im Namen des Staatspersonalverbandes für die Vorlage und danke Ihnen zum voraus für Zustimmung.

Krauchthaler. Wenn ich hier als Bauer ein paar Worte sage, geschieht es nicht, um der Stellungnahme unserer Fraktion zu opponieren. Aber als Selbständigerwerbender empfinde ich gegenüber dem Indexdenken ein gewisses Unbehagen. Mir ist klar, dass man das Teuerungsausgleichssystem für das Personal nicht einfach beseitigen kann, ohne etwas besseres zu haben. Immer, wenn man im Schweizervolk von Teuerung oder Teuerungsausgleich redet – ich behaupte nicht, es sei im Grossen Rat so –, schauen dreiviertel des Volkes mit mehr oder weniger vorwurfsvollen Blicken auf die Bauern, so als ob diese hauptsächlich die Teuerung verursachen würden. Das ist eine Verdächtigung, die schwer auf unserer jungen Bauerngeneration lastet. Man sollte mit solchen Diskriminierungen vorsichtiger sein. Ich will nicht in erster Linie die Bettagsbotschaft des Agrarstrukturzersetzungs-Zentrums Rüschlikon erwähnen, sondern feststellen, dass 8 Prozent der Durchschnittsausgaben der Schweizerfamilie in den Sack des Schweizer Bauern gehen. Das zeigt deutlich, dass im Landwirtschaftssektor keine grosse Teuerungsursache mehr liegen kann. Kein geringerer als alt Bundesrat Professor Dr. Fritz Wahlen hat festgestellt, dass keine Berufsgruppe so sehr wie die Landwirtschaft in den letzten zwanzig Jahren ihre Produktivitätssteigerung – sie beträgt nahezu 60 Prozent – dem Konsumenten weitergegeben hat. Die Bauern haben nur die Teuerung ausgeglichen.

Ein Wort zum Ankenberg: Kollege Schweizer ist jetzt nicht da, aber es hat mich gefreut, dass er in der Tagwacht die Verlautbarung des Zentralverbandes schweizerischer Milchproduzenten ohne Kommentar wiedergegeben hat und feststellte, dass durch Erhöhung der Rückerstattungspflicht 80 000 Tonnen aus dem Markt genommen werden. – Ich bitte, nicht hereinzufallen. Auch wir können uns ausrechnen, dass man ein Geschäft machen kann, wenn die Butter um Fr. 1.75 hinaufgeht und man dann mit der Propaganda für Margarine einsetzt und sagt, sie sei billiger und sogar besser. Das hat einen gewissen Erfolg, zwar nicht in erster Linie für die Konsumenten, aber für gewisse Geschäfte, die damit mehr verdienen. – Für die Bezüger der Teuerungszulagen ist es ein Leichtes, täglich 5 Gramm Butter mehr zu konsumieren und so den Butterberg zum Verschwinden zu bringen. 5 Gramm Butter mehr zu konsumieren, kostet für eine fünfköpfige Schweizerfamilie im Jahr Fr. 55.—. Wenn soviel mehr verbraucht würde, könnte der Butterberg verschwinden.

Im Herbst hatte ich während zwei Wochen einen jungen Burschen aus einer Berner Stadtfamilie am Tisch, aus einer Familie, die Butter kaufen kann, ohne dass das Budget angespannt würde. Er hat nach dem Nachtessen erklärt, wie herrlich es in einem Bauernhaus sei, wo man unbeschränkt Kartoffeln, Milch und Butter zur Verfügung habe. Ich sagte ihm, das sei das billigste, was man kaufen könne; er solle das zuhause erzählen, und wenn das überall erkannt würde, so würde der Ankenberg verschwinden.

Hächler. Ich glaube, was an uns liegt, werden wir versuchen, den Ankenberg abzubauen. Aber jetzt reden wir von der Teuerungszulage für das Staatspersonal. Ich bitte, den vier Vorlagen zuzustimmen. Wir finden, es sei richtig, dass die Staatsangestellten und vor allem auch die Pensionierten in den Genuss der Teuerungszulage kommen. Auch im Blick auf die Schwierigkeiten, die sich bei der Rekrutierung des Personals manchmal abzeichnen, ist dieser Ausgleich am Platze.

Abbühl. Erlauben Sie mir, dass ich beim Eintreten gegen eines der Dekrete ein grundsätzliches Bedenken anmelde. Unsere Regierungsräte sind Magistratspersonen. Ich erachte es als peinlich, wenn man jedes Jahr für diese, wie für das Staatspersonal, die Teuerungszulage auf den Rappen ge-

nau ausrechnet. Wir wollen die Regierungsräte recht besolden, aber statt jährliche Teuerungszulagen auszurechnen, von Zeit zu Zeit zum Beispiel um 5000 Franken mit der Besoldung hinaufgehen. Ich stelle hier keinen Antrag, bitte aber die Regierung und die Staatswirtschaftskommission zu prüfen, wie die Teuerung bei den Gehältern der Regierungsräte auf anderem Wege berücksichtigt werden könnte.

Haltiner. Als wir die Besoldungen der Regierungsräte im Zusammenhang mit den Nebenbeschäftigungen diskutierten, bestand keine so grosszügige Stimmung, wie sie bei Herrn Abbühl jetzt vorhanden ist. Ich bin mit seiner Auffassung einverstanden, aber das ist mehr eine optische Angelegenheit. Die Teuerung spürt die Regierung genau wie wir. Sie haben seinerzeit zugestimmt, dass auch die Regierungsräte in den Genuss der ordentlichen Teuerungszulagen kommen sollen. Dabei ist es bis heute geblieben.

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich möchte zuerst eine Dankespflicht erfüllen. Ich war in der Septembersession leider nicht aktionsfähig. Der Grosse Rat hat mir mit einem Blumengebinde seine besten Glückwünsche nach St. Gallen übermittelt. Ich danke dafür herzlich. Ich kann mich gegenüber dem Grossen Rat nicht revanchieren, das ist auch nicht nötig. Aber ich hatte Freude an der Aufmerksamkeit, und vielleicht hat der Brief und der Blumenstrauss auch etwas zu meiner Genesung beigetragen. In diesem Sinne herzlichen Dank! Ich bin froh, dass ich wieder bei Ihnen sein kann. Die Geschäfte drängen. Es tut mir leid, dass zwei wichtige Geschäfte verschoben werden mussten. Die beiden Gesetze waren fertig, bis auf die Detailberatung in der Regierung. Leider war es nicht möglich, sie im September meinem Stellvertreter zu übergeben. Ich hätte ein gewisses Interesse daran gehabt, das zu tun, und er hätte die Regierung im Rat bei der ersten Lesung vertreten. Er hätte dann vielleicht genau gleich wie beim Erdölbeschluss zwei grosse Fraktionen hinter sich gehabt und hätte so in der ersten Lesung beide Vorlagen vorläufig unter Dach gebracht. Aber Spass beiseite!

Gegen die Teuerungszulagendekrete besteht keine grundsätzliche Opposition, und das Eintreten ist unbestritten.

Herr Haltiner hat richtig bemerkt, dass seinerzeit beschlossen wurde, der Regierung die gleichen Teuerungszulagen zu gewähren wie dem Staatspersonal. Die fixen Entschädigungen gehen dafür in die Staatskasse. Was Herr Grossrat Abbühl will, entspricht der Praxis in der Privatwirtschaft. Namentlich bei den oberen Beamten der Banken wird die Teuerung nicht ausgeglichen, sondern alle zwei bis drei Jahre wird das Gehalt unter Berücksichtigung der Teuerung neu festgelegt. Wir wollen schauen, ob eine solche Lösung für die Regierung möglich sei, ich glaube zwar kaum, dass man eine andere Lösung werde treffen können. Man hat sich im Gesetz und in den Ausführungsbestimmungen so festgelegt, dass wir Mühe hätten, zu einer andern Lösung zu gelangen. Ich bin aber gerne bereit, das zu prüfen. Was an mir liegt, möchte ich im Namen des Regierungsrates für die Auffassung danken, dass die Regierung die Teuerungszulagen ebenfalls erhalten soll. Er spürt die Teuerung auch, genau wie das Staatspersonal. Was mich persönlich anbetrifft, so geben mir die 5 Prozent vielleicht die Möglichkeit, einen Teil der Spital- und Arztkosten zu zahlen. Ich danke dafür.

Le Président. Vous me permettrez d'exprimer à M. le Conseiller d'Etat Moser notre satisfaction de le voir en bonne santé. Nous sommes heureux qu'il ait retrouvé, avec la santé, son humour.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

I.

Dekret über die Gewährung von Teuerungszulagen für die Jahre 1967 und 1968 an die Behördemitglieder und das Staatspersonal

Titel und Ingress, Art. 1 bis 7

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme
des Dekretsentwurfes ..... 142 Stimmen
(Einstimmigkeit)

II.

Dekret über die Gewährung von Teuerungszulagen für die Jahre 1967 und 1968 an die Mitglieder des Regierungsrates

Titel und Ingress, Art. 1 bis 5

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme
des Dekretsentwurfes ..... 125 Stimmen
(Einstimmigkeit)

III.

Dekret über die Gewährung von Teuerungszulagen für die Jahre 1967 und 1968 an die Lehrer der Primar- und Mittelschulen

Titel und Ingress, Art. 1 bis 6

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme
des Dekretsentwurfes ..... 134 Stimmen
(Einstimmigkeit)

IV.

Dekret über die Gewährung von Teuerungszulagen für die Jahre 1967 und 1968 an die Rentenbezüger der Versicherungskasse und der Lehrerversicherungskasse

Titel und Ingress, Art. 1 bis 7

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme
des Dekretsentwurfes ..... 127 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Voranschlag 1968

Eintretensfrage

Ischi, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Ich hätte lieber ein anderes Geschäft als das Budget 1968 zugeteilt erhalten. Man hätte sich mit andern Vorlagen besser produzieren können. Ich habe Schwierigkeiten, zum Budget 1968 etwas zu sagen.

Man ist genau gleich wie letztes Jahr vorgegangen. Ich glaube, wir brauchen die grosse Diskussion, die wir beim Budget 1967 hatten, nicht zu wiederholen. Die Überlegungen sind die gleichen wie damals. Es geht schliesslich um die Finanzplanung, und dazu fühle ich mich weniger kompetent. Dazu möge sich der Finanzdirektor äussern.

Im Rat hat man vielleicht erwartet, dass gewisse Änderungen eintreten. Aber das Grundsätzliche ist eben noch nicht abgeklärt. Es fehlen uns noch einige Grundlagen, zum Beispiel die Spitalplanung, und wir wissen auch noch nicht, welche Beträge die Universität braucht. Darum blieb nichts anderes übrig, als das Budget nach der gleichen Konzeption wie 1967 zu machen.

Der Voranschlag führt die Sonderrechnung nicht mehr auf. Hingegen finden Sie im Budget das erstemal die Strassenrechnung. – Sie finden kursiv gedruckte Posten; das sind Durchlaufposten. – Das sind die Änderungen gegenüber den früheren Budgets.

Die Einnahmen und Ausgaben betragen je 721 Millionen Franken. Bei gleichem Steuersatz (2,2) ist das Budget ausgeglichen. Die Eingaben der Direktionen hatten ein Budgetdefizit von 67 Millionen ergeben. Dass wir jetzt ein ausgeglichenes Budget haben, zeigt Ihnen, dass die Finanzdirektion offenbar ganz grob gekämpft hat. Wir haben bei näherer Prüfung gesehen, dass man tatsächlich sehr rigorose Abstriche vollzogen hat.

Der Voranschlag 1968 bringt gegenüber dem Voranschlag 1967 eine Erhöhung der Einnahmen und Ausgaben um je 57 Millionen Franken. Die Mehrausgaben sind zur Hauptsache folgende: 22,5 Millionen für die Lehrerversicherungskasse, 1,2 Millionen Finanzausgleichsfonds, 8 Millionen Verzinsung der Staatsanleihen und der Kontokorrentschulden, Zinsvergütung auf Steuern 1,3 Millionen, Anleihenskosten 1 Million, Staatsbeiträge an Kliniken und Inselspital 1,2 Millionen (also zu den bisherigen 1,8 Millionen hinzu), Strassenbau 7,5 Millionen. – Wir nehmen an, dass uns die erhöhten Motorfahrzeugsteuern diese 7,5 Millionen wieder einbringen. In der Juragewässerkorrektion zeigt sich das Bedürfnis, den Kredit um 900 000 Franken zu erhöhen. In zahlreichen andern Posten ergeben sich Mehraufwände von zusammen 13,4 Millionen Franken, also total 57 Millionen Franken.

Anderseits sind Mehreinnahmen von 27,8 Millionen bei den Steuern budgetiert. Da ist der normale erhöhte Steuereingang berücksichtigt. Mitberücksichtigt sind da auch die Mehreinnahmen, die sich gestützt auf das Dekret betreffend Besteuerung der Fremdarbeiter und durch die neuen amtlichen Werte ergeben. – Nachdem wir das Dotationskapital der Staatsbanken erhöht haben, können wir von diesen 3,4 Millionen Franken mehr Zins erwarten. Sodann haben wir einen grösseren Anteil am Verrechnungssteuerertrag und an der eidgenössischen Stempelabgabe, nämlich rund Fr. 900 000.— mehr zu erwarten, ferner einen Mehrertrag aus dem eidgenössischen Alkoholmonopol von 2,5 Millionen. 7,5 Millionen mehr erwartet man aus den Motorfahrzeugsteuern und rund 15 Millionen aus verschiedenen andern Einnahmen. Man überprüft die Kostgelder, für die Heil- und Pflegeanstalten ist das bereits geschehen. Ebenso werden die Schulgelder unserer Techniken für ausserkantonale Schüler überprüft.

Die Baubeiträge sind im Budget mit 51 Millionen enthalten, nämlich für die Berufsschulen 0,5 Millionen, für die Bezirksspitäler 7 Millionen, für den Zivilschutz 3 Millionen, für die Schulhausbauten 8 Millionen, für den Strassenbau der Gemeinden 5 Millionen, für Trinkwasserversorgungen, Abwasser- und Abfallbeseitigung 18 Millionen (das entspricht dem Steuerzehntel, den wir speziell hiefür ausgeschieden haben), 7 Millionen für die Meliorationen und 2,5 Millionen für die Fürsorgedirektion, ergibt zusammen rund 51 Millionen.

Immer wieder müssen wir die Betriebsbeiträge an die Bezirksspitäler und das Inselspital prüfen. Sie betragen zusammen 12,5 Millionen. Das entspricht dem Betrag, den wir für 1967 ins Budget eingestellt haben, unter Einrechnung der 1 Million Nachkredit, den Sie in der jetzigen Session noch bewilligen sollten.

Die Staatswirtschaftskommission hat sich durch den Finanzdirektor darüber orientieren lassen, welche Überlegungen zu diesem Budget führten. Nach ausgiebiger Diskussion haben wir uns den Anträgen angeschlossen, und wir empfehlen Ihnen, dem Budget zuzustimmen.

Die Subventionen können variieren. Die Hälfte der Anleihen im Jahr 1968 soll zur beförderlichen Auszahlung der gesprochenen Staatsbeiträge verwendet werden. Je nach unseren Möglichkeiten zur Anleihensaufnahme wird das Budget dann eben entsprechend schlechter abschliessen (30 bis 40 Millionen). Nun rechnen wir aber mit den gegebenen Zahlen und hoffen, dass der Staat seine Auszahlungspflicht weitgehend werde abtragen können. Die Staatswirtschaftskommission empfiehlt Annahme des Budgets.

Zingg (Bern). Der Sprecher der Staatswirtschaftskommission hat zum Teil schon auf die Fragen Antwort erteilt, die ich zu stellen habe. Seine Ausführungen befriedigen aber nicht ganz. Er hat den Finanzplan 1967 bis 1972 erwähnt, von dem wir im Oktober 1966 Kenntnis genommen haben. Wir glaubten, auf Grund dieses Planes einigermassen klar in die Zukunft zu sehen. Auf Seite 5 steht: «Nachdem bisher jährlich für Schulhausbaubeiträge 10 Millionen Franken eingesetzt worden sind, erscheint ein Betrag von 12 bis 14 Millionen Fran-

ken nicht übersetzt, wenn damit ein Verzicht auf die bisherige zeitliche Staffelung der Beitragsauszahlung ermöglicht werden soll.» Auf Seite 142 des Voranschlages, Position «Staatsbeitrag an Gemeinden für Schulhausbauten» steht, dass in der Rechnung 1966 Fr. 10 413 000.— ausbezahlt wurden. Wir haben in den Voranschlägen 1967 und 1968 nur je 8 Millionen Franken. Es war also nichts mit den 12 bis 14 Millionen, die im Finanzplan vorgesehen waren.

Nun hat der Sprecher der Staatswirtschaftskommission erklärt, man habe verschiedenes, zum Beispiel die Universitätsbauten usw., noch nicht abschätzen können. Ich glaube aber, als man den Finanzplan aufstellte, hat man das alles schon gewusst. Ich finde, es sei nicht richtig, uns in den Glauben zu versetzen, es lasse sich durchführen, was man uns unterbreitet. Wenn man dann den Voranschlag anschaut, sieht man, dass von dem überhaupt nichts durchgeführt wurde.

Schlimmer ist es bei der Baudirektion. Auf Seite 182 steht: «Der Staatsbeitrag an die Gemeinden gemäss Strassenbaugesetz wurde in der Prognose unter der Annahme erhöht, dass auf die weitere Festsetzung von aufgeschobenen Auszahlungsterminen verzichtet wird. Bei der Baudirektion betragen die Staatsbeiträge an die Gemeinden, nach dem Gesetz über Bau und Unterhalt der Strassen, in der Rechnung 1966 9,8 Millionen, im Voranschlag 1967 5 Millionen und im Voranschlag 1968 wieder 5 Millionen.» – Da wurde uns etwas unterbreitet, das man sich schon damals hätte überlegen sollen. Zwar wurden Vorbehalte gemacht. Aber wir haben schliesslich gegenüber dem Volk eine Verantwortung. Wir haben den Finanzplan im Oktober 1966 benützt, um das Volk aufzuklären, und nachher zeigt sich, dass mit all dem vorläufig nichts ist. Ich bezweifle nicht, dass die besten Absichten bestanden, die Angelegenheit in Ordnung zu bringen. Wir sind in einer Finanzklemme. Ich habe ein gewisses Verständnis dafür, dass die in Kraft gesetzten Massnahmen nötig waren. Aber der Finanzplan, der uns unterbreitet wurde, sollte auf wirklicher Voraussicht basieren.

Linder. Der Voranschlag betont den Willen der Regierung, mit den Mitteln auszukommen, die zur Verfügung stehen. Dank, Anerkennung und Genehmigung sind hier am Platz. Ich möchte das Werk als Reklamebudget betiteln. Ob es halten kann, was es verspricht, hängt in erster Linie von uns ab. Mitverantwortlich sind die Gemeinden. Das betone ich im Blick auf ihre Forderungen. Wir müssen unsern schwergeprüften Finanzdirektor mit gutem Willen, Mut und Härte unterstützen. Jetzt müssen wir vor allem mit Mut vor die Öffentlichkeit treten. Wäre es nicht gut, wenn die 492 Gemeindeverwaltungen klar über die Alternative orientiert würden, entweder jetzt zu sparen oder mehr Geld zur Verfügung zu stellen? Der Bürger muss an der jetzigen Situation mehr Anteil nehmen. – Die Härte muss darin zum Ausdruck kommen, dass wir den Ausgabenhahn etwas zudrehen, dafür das Mischventil öffnen, damit vermehrte Mittel zur Verfügung stehen.

Hirt (Utzenstorf). Im Namen der Fraktion erkläre ich, dass wir für Eintreten sind. Wir haben am Budget nicht eitel Freude. Es kommt uns vor wie ein Patient mit Fieber, dem man dieses mit Aspirin auf 37 Grad herabdrückt. Aber damit ist die Ursache des Fiebers nicht behoben. Wir müssen eine richtige Therapie anwenden.

Für das vorliegende Budget sehen wir keine andere Lösung. Es darf sich auch nach aussen sehen lassen, aber man darf sich der wirklichen Situation nicht verschliessen. Für die mittelfristige Finanzplanung fehlen wesentliche Grundlagen. Man sollte jetzt nichts überstürzen, sondern schauen, wie die Rechnung 1968 dann abschliesst. Bis dann werden wir unter anderem auch wissen, wie der indirekte Finanzausgleich bewerkstelligt werden soll.

Abbühl. Für mich trägt das Budget immer noch den Zug der Hochkonjunktur. Heute, wo die Verhältnisse geändert haben, ist es mir unverständlich, warum man dem Budget nicht einen ausführlichen Vortrag anheftet. Für uns Grossräte ist es schwer, aus den vielen Zahlen heraus das zu merken, was man Finanzpolitik nennt, nämlich die Überlegungen, die sich die Finanzdirektion angestellt hat. Meiner Ansicht nach gehört in einen Budgetvortrag ein Überblick über die Finanzlage des Kantons. Ich möchte die finanzpolitischen Überlegungen kennen, die sich die Regierung auf Grund der Finanzlage gemacht hat. Wir stehen vor angespannter Finanzlage. Die Steuereingänge werden sich verkleinern. Das bernische Gewerbe arbeitet zum Teil zu Selbstkosten, zeitweise vermehren sich die Konkurse. Wir können voraussehen, dass die Steuereingänge rapid zurückgehen werden. Nicht zurückgehen werden aber unsere Aufgaben und Verpflichtungen. Die Steuereingänge werden meines Erachtens zu optimistisch beurteilt. Die neuen Steuerveranlagungen sind weitgehend bekannt, und das hätte es erlaubt, im Vortrag Überlegungen für die Zukunft anzustellen.

Hächler. Die freisinnige Fraktion tritt auf das Budget ein. Ich gehe mit meinen Bedenken nicht so weit wie der Vorredner. Vor Jahresfrist lehnte ich den Zusatzantrag ab, dahinlautend, man möchte die Schleusen öffnen und die Hälfte der neuen Anleihen für Beitragszahlungen verwenden. Diese Formel erscheint auch wieder im vorliegenden Budget. Ich glaube, wir dürfen diese nicht immer wieder anwenden, so wenig wie das die Gemeinden oder die Privathaushalte tun dürfen.

Wie wird die Rechnung 1967 aussehen? Wird das Budget im allgemeinen eingehalten, oder entsteht ein grösseres Loch? Das würde die Beurteilung des Budgets 1968 beeinflussen. Wir müssen uns auch fragen, ob der Kanton seine Aufgabe bei Einhaltung des vorliegenden Budgets noch voll erfüllen könne.

Wir reden viel von der Universitalität der Rechnung. Das sollte auch beim Budget gelten.

Wie wird die Rechnung 1967 voraussichtlich abschliessen? Soll weiterhin immer die Hälfte der neuen Anleihen zur Tilgung von Beitragsverpflichtungen verwendet werden? Es wäre besser, von der Umwandlung laufender Schulden in feste (konsolidierte) Schulden zu reden.

Tschannen. Die sozialdemokratische Fraktion ist für Eintreten auf das Budget. Es ist formell ausgeglichen. Aber man weiss, wie dieser Ausgleich zu-

standekam. Ich bedaure, dass die langfristige Finanzprognose auch diesmal nicht vorliegt. Es wurde erklärt, einiges sei erst im Wurf, die Spital- und die Universitätsplanung sowie die Regelung des indirekten Finanzausgleichs seien noch nicht überblickbar. Es ist schwer, das vorliegende Budget zu beurteilen, wenn man so viele grosse Unbekannte hat.

Um den Beitragsverpflichtungen nachzukommen, muss der Staat 30 bis 40 Millionen Franken aus Anleihen herbringen. Das befriedigt nicht. Aber der Stadt Bern oder zum Beispiel der Gemeinde Muri geht es gleich; sie müssen die Schulden vermehren.

Das Gesetz über die Abänderung von Beitrags- und Abgabevorschriften ist in Vorbereitung, ebenso das Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates. Mit dem Gesetz über die Abänderung von Beitrags- und Abgabevorschriften gehen wir um etwa 32 Jahre zurück (Wiederherstellungsgesetz vom Jahr 1935). Das bedeutet nichts anderes, als dass wir viele Aufgaben und Ausgaben des Staates beschneiden, weil man anders nicht durchkommt. Man regiert mit einem Notrecht, das heisst man sagt nicht mehr, welche Aufgaben dem Staat gestellt seien und welche Mittel es brauche, um ihnen gerecht zu werden. Ich teile die Auffassung von Kollege Abbühl, dass wir bezüglich der Steuereingänge auf dem Maximum angelangt sind. Es werden zudem Steuerentlastungen propagiert. Eine Kommission soll die Steuerveranlagungen verfeinern, damit die Steuern gerechter erhoben werden. Wir werden sehen, was dort herausschaut. – Sicher ist, dass wir uns in der heutigen Zeit nicht konjunkturgerecht benehmen. Wenn jedermann gut verdient, sollte man die Steuern aufbringen können, um die Aufgaben zu erfüllen, die wir bejahen.

Man sollte durch eine langfristige Finanzprognose und Inventarisation der Aufgaben des Staates ermitteln, wieviel Geld nötig ist.

Herr Linder sagte, der Einzelne müsse mehr zahlen, das heisst man müsse den Mischhahn öffnen. Er hat nicht gesagt, wen es angeht. Nicht jeder kann mit gleicher Kraft den Mischhahn öffnen.

Wir müssen uns hüten, die vornehmen Aufgaben des Staates zu vergessen, fast wieder zu einem Nachwächterstaat zu werden und zu sagen, so und so viel steht zur Verfügung, und damit fertig.

Ich habe mehrmals gesagt, man müsse in Gesetzen, die Ausgaben zur Folge haben, gleichzeitig die Finanzierung festlegen. Wenn die allgemeinen Mittel nicht ausreichen, müssen eben die Steuern erhöht werden. Ich war allerdings auch schon Gegner der Steuererhöhung, aber mitunter fehlte eben der Überblick.

Wir können den Staatshaushalt nicht mit dem Privathaushalt vergleichen. Beim ersteren haben sich die Einnahmen nach den Ausgaben zu richten, nicht umgekehrt. In ähnlicher Weise beschliessen die Gemeinden ein Budget, indem sie zuerst die Aufgaben bestimmen und nachher die Steueranlage berechnen. Wenn wir umgekehrt vorgehen, nähern wir uns wieder dem Nachtwächterstaat.

Man will die Schulden nun mit Schulden decken. Könnte der Staat nicht durch hinausgeschobene Beitragszusicherungen von der jetzigen Regelung wegkommen? Das gilt vor allem für Schulhausbauten. Die Subventionen würden nicht erst dann gesprochen, wenn die Abrechnung kommt, sondern wenn die Gemeinde einen fertigen Plan für ein Schulhaus einbringt, müsste der Staat sagen, wann die Subvention fällig wird. Das hätte den Vorteil, dass die Gemeinde entscheiden könnte, ob sie sich noch einige Jahre gedulden wolle. Nicht immer ist ein Schulhausbau ganz dringend. Man kann dem Lehrer in solcher Notlage zumuten, während einigen Jahren ein paar Kinder mehr in der Klasse zu haben als die Norm wäre. So könnten Aufgaben hinausgeschoben werden, und man hätte viel weniger Zinsen zu zahlen. Der Staat hätte es in der Hand zu sagen, die Wartefrist betrage zum Beispiel sechs Jahre. Dann weiss die Gemeinde, wann sie bauen kann, ohne grosse Bauzinsen zahlen zu müssen. Mich interessiert die Meinung des Finanzdirektors hierüber. Das lässt sich natürlich dort weniger gut verwirklichen, wo mehrere Gemeinden gemeinsam etwas bauen. Aber so unheimlich pressieren auch diese Projekte nicht. Man kann auch dort noch vier bis sechs Jahre zuwarten.

Wir sind für Eintreten.

Schluss der Sitzung um 12 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Vierte Sitzung

Mittwoch, den 8. November 1967,
14.15 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 182 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Braunschweig, Burri (Bern), Christen, Eggenberger, Freiburghaus (Laupen), Haltiner, Homberger, Jaggi, Meyer, Nahrath, Oeuvray, Roth (Münsingen), Schnyder, Schweizer (Bern), Staender, Wyss; unentschuldigt abwesend sind die Herren Geiser und Hofmann (Burgdorf).

Voranschlag 1968

(Fortsetzung)

(Siehe Seite 637 hievor)

Schürch. Auch vor gelichteten Bänken kann man seine Sache zu Protokoll geben, was ich nun tun will.

Ich möchte eine Bemerkung gegen den Schlagwortkrieg anbringen. Der eine sagt, der Staat dürfe nur soviel ausgeben, wie er einnehme, während der andere erklärt, der Staat müsse soviel einnehmen, wie er ausgebe. Beide Worte sind in dieser Abkürzung natürlich falsch. Das haben wir schon lange gemerkt. Es gibt aber immer wieder Kollegen die glauben, sie müssten hier das eine oder das andere vertreten. Das Primäre sind die Aufgaben und nicht die Ausgaben – darin sind wir uns doch alle einig –, und die Aufgaben sind eine Frage des politischen Entscheides. Aber wir sind uns, wie ich glaube, auch darin einig, dass parallel zur neuen Aufgabenstellung auch die Kosten geschätzt und die Finanzierung sichergestellt werden müssten, nur lassen wir nach dieser Einigkeit nicht viele Taten folgen. Bevor die Aufgaben übernommen werden, sollte man wissen, was sie kosten. Dabei ist ein Warnruf, der heute von einem meiner Vorredner ausgesprochen worden ist, sicher zu beherzigen: Wir sollten hier im Rate jeweils, bevor wir wiederum einem neuen, grossen und schönen Werk zustimmen, uns fragen, was diese Aufgabe kostet. Dabei sollte uns die Finanzdirektion behilflich sein. Nun gibt es aber auch Grenzen der Einnahmensteigerung. Es versteht sich von selbst, dass wir neue Einnahmen beschaffen müssen, wenn neue Aufgaben an uns herantreten. Deshalb ist auch das zweite Schlagwort nicht richtig, man müsse soviel einnehmen, wie man ausgeben wolle. Es gilt, ein anständiges Steuerklima für einen Kanton zu schaffen, der noch um einen Platz an der Sonne in der wirtschaftlichen Entwicklung des Landes kämpft.

Der Ausweg in die Verschuldung ist auch begrenzt. Ich komme auf dieses Argument zu sprechen, weil Kollega Tschannen heute mit einem gewissen Schmunzeln festgestellt hat, dass auch die Stadt Bern eine Mehrverschuldung in Kauf nehme. Ich gebe zu, dass sie dies tut, aber auch die Verschuldung ist begrenzt, und zwar schon ganz einfach deshalb, weil wir nicht mehr als einen bestimmten Prozentsatz – ich will nicht sagen wieviel – unseres Verwaltungsbudgets für Kapitalkosten «hinauswerfen» dürfen – ich will nicht sagen: zum Fenster hinauswerfen. In der Stadt Bern ist diese Grenze wahrscheinlich erreicht mit 10 Prozent des Gesamtaufkommens von 200 Millionen Franken, also mit 20 Millionen Passivzinsen. Dabei stellt sich auch das Problem der möglichen vermehrten Abschreibungen. Ich will darüber keinen langen Vortrag halten, möchte aber einen weiteren Gesichtspunkt geltend machen, der einer hemmungslosen weiteren Verschuldung entgegenstehen muss, nämlich die Rücksichtnahme auf den Kredit. Ich glaube nicht, dass die Stadt Bern einen noch so guten Kredit geniessen würde, wenn sie eine hemmungslose Schuldenwirtschaft getrieben hätte oder treiben möchte. Ich glaube auch nicht, dass der Kanton Bern einen noch so relativ guten Kredit hätte, wenn er eine solche Politik verfolgte. Schliesslich müssen wir auch an die kommenden Generationen denken. In dieser Beziehung bin ich jedoch anderer Auffassung als gewisse «Meistersparer», die immer mit Worten sparen, aber mit Taten nicht. Wenn ein Privater Investitionen vornimmt, so schreibt er diese nur sukzessive, in einer Reihe von Jahren ab und nicht die ganzen Investitionen bereits im Baujahr. Deshalb ist es durchaus am Platze, dass man in Zukunft Investitionen zum Teil kommenden Jahren belastet und nicht etwa glaubt, wie das hie und da empfohlen wird, man dürfe nur noch so viel bauen, wie aus den laufenden Einnahmen bezahlt werden kann.

Damit komme ich auf die Aufgaben zurück, und dies ist eigentlich auch der Grund, weshalb ich mich zum Worte gemeldet habe. Die Aufgaben, die der Kanton Bern übernehmen muss, bestehen zu einem sehr bedeutenden Teil in der Subventionierung von Gemeindeaufgaben. Über die Grösse dieses Engagements hat der Kanton trotz allen Bemühungen noch heute kein klares Bild, da er nicht weiss, was die Gemeinden vorkehren wollen. Ich habe letztes Jahr ein Postulat eingereicht und bin damit gegen etwelchen Widerstand von seiten der Regierung durchgedrungen, man sollte die Gemeinden veranlassen, ihre Dringlichkeitsprogramme aufzulegen und dem Finanzdirektor zu sagen, was sie im Laufe der nächsten 5 oder 10 Jahre zu tun gedenken. Diese Anregung wurde damals vom Herrn Finanzdirektor abgelehnt mit dem Hinweis darauf, es könnte dies in ein Wunschprogramm ausarten, indem die Gemeinden auch unnötige Projekte aufführen würden. Genau das darf natürlich nicht vorkommen. Die Gemeinden müssen sich nämlich auch überlegen, was sie ihrerseits in 5 oder 10 Jahren finanzieren können. Ich möchte nach wie vor Gewicht darauf legen, dass sich der Kanton endlich einmal ein Bild darüber macht, was ihm an Subventionszahlungen in den nächsten Jahren noch bevorsteht, damit er nachher wirklich auch mit einiger sachlicher Grundlage beurteilen kann, ob er an dem System, das er jetzt praktiziert und an dessen Rechtmässigkeit ich nach wie vor zweifle, nämlich gesetzliche Subventions-

zahlungen einfach bis auf 5 Jahre hinauszustellen, festhalten muss und in welchem Umfange. Dies ist der Grund, weshalb ich mir erlaubt habe, hier noch das Wort zu ergreifen.

Ich will noch etwas weiteres beifügen. Einer meiner Vorredner hat dem Finanzdirektor mehr oder weniger vorgeworfen, er sei bei den Steuerschätzungen zu optimistisch gewesen. Ich glaube das nicht. Ich habe nur einen Vergleich bei den Einkommenssteuern angestellt und dabei festgestellt, dass der Kanton von 1967 auf 1968 eine Erhöhung der Einkommenssteuereinnahmen um 30 Millionen Franken vorsieht, nämlich von 285 auf 315 Millionen. Das sind 10,5 Prozent. Zum Vergleich möchte ich erwähnen, dass die Stadt Bern in der gleichen Zeit von 62,8 Millionen auf 70 Millionen hinaufgehen will, also um 7,2 Millionen, was 11,4 Prozent entspricht und noch etwas optimistischer ist. Wie erklärt sich das? Die sich jetzt abzeichnende Entspannung in der Wirtschaft – ich möchte noch nicht von Rezession und Depression sprechen – wirkt sich noch gar nicht auf die Steuereingänge im Jahre 1968 aus, da diese Steuern noch auf Grund einer Veranlagungsperiode erhoben werden, in der die Wirtschaft noch stark überbeschäftigt war. Wenn die Wirtschaft heute gerade noch normal beschäftigt ist, wird sich dies erst in der folgenden Veranlagungsperiode auswirken. Deshalb möchte ich hier bitten, nicht jetzt schon auf Vorschuss in Krisenpanik zu machen. Dazu besteht absolut kein Anlass.

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Trotzdem kein Rückweisung- oder Nichteintretensantrag gestellt worden ist, will ich zum Voranschlag ein paar allgemeine Ausführungen machen und nachher zu den einzelnen Voten sprechen.

Allgemein möchte ich vorausschicken, dass der Voranschlag, der uns von den Direktionen gesamthaft eingereicht wurde, ein Defizit von 67 Millionen Franken vorsah. Wir waren der Auffassung, dass die Konzeption, die wir letztes Jahr festgelegt haben, nicht nur Gültigkeit haben soll für das Jahr 1967, sondern Ausfluss war der provisorischen Finanzprognose und des Finanzplans, den wir damals vorgelegt haben. Diese Konzeption soll gelten, bis die Grundlagen zu normalen Budgetvorbereitungen gelegt sind. Wie haben wir dann in der Folge pro 1968, gleich wie für 1967, ein ausgeglichenes Budget erhalten? Ich gebe zu, dass das ausgeglichene Budget pro 1968 konstruiert ist, gleich wie dies letztes Jahr der Fall war, da ihm dieselbe Konzeption, namentlich auch finanzpolitisch, zugrunde liegt. Wir haben das eingereichte Defizit weggebracht durch Vermehrung der Einnahmen; insbesondere wurden massive Mehreinnahmen vorgesehen bei den Steuern, dies auch mit Rücksicht auf das erhöhte Bruttosozialprodukt. Berücksichtigt wurden auch die neuen amtlichen Werte, die eine Erhöhung bei der Vermögenssteuer bringen. Vom 1. Januar 1968 an wurde auch das Dekret über die Fremdarbeitersteuern in Rechnung gestellt. Alle diese Faktoren haben uns bei der Budgetierung eine massive Erhöhung der Einnahmen gestattet. Neben diesen erhöhten Steuereinnahmen haben wir auch die neuen Motorfahrzeugsteuern und -gebühren. Auf der andern Seite werden die erhöhten Einnahmen, die aus diesem Posten resultieren, durch die erhöhten Strassenbaukosten aufgefangen. Soviel zur Einnahmenvermehrung, die wir in Rechnung gestellt haben, um ein ausgeglichenes Budget zu erreichen.

Zu den Ausgaben ist zu sagen, dass uns diese diktiert worden sind. Die Ausgabenseite wird je länger desto mehr beherrscht von den Beiträgen, die wir an Gemeinden und andere Beitragsempfänger gewähren. Heute geben wir von unseren Staatssteuern, wie dies erwähnt worden ist, zwei Drittel an Beiträgen aus. Dieser Prozentsatz steigt jedes Jahr an. Gesprächsweise habe ich darauf aufmerksam gemacht, dass wenn wir in unserem Beitragswesen auf diese Weise weiterfahren, in ein paar Jahren zur Lösung der staatseigenen Aufgaben nichts mehr übrigbleiben werde, höchstens noch so viel, um die Administration zu bezahlen, die zur Verteilung dieser Beiträge notwendig ist. Dies ist das Verhältnis zum Staatssteuereingang. Auch bei den andern Einnahmen steigt jedoch der Prozentsatz der Beiträge ständig an. Man kann sagen, dass 45 Prozent der Staatseinnahmen in Form von Beiträgen weggehen oder zwei Drittel der eigentlichen Staatssteuern. Dieser Umstand hat dazu geführt, dass wir, gleich wie letztes Jahr, die Beiträge plafonieren mussten, und zwar wurden in dieser Veranlagungsperiode die Bauaufgaben in gleicher Weise plafoniert wie letztes Jahr. Trotzdem haben wir um rund 18 Millionen Franken erhöhte Beitragsausgaben, allerdings nicht für Bauten, aber für Betriebskosten (Lehrerbesoldungen und verschiedene staatliche Einrichtungen). Bei den Betriebskosten haben wir somit gegenüber dem Vorjahr einen Steuerzehntel mehr an Ausgaben zu verzeichnen.

Das ist die Situation in bezug auf die Einnahmen- und die Ausgabenseite. Auf dieser Grundlage sind wir zu dem sogenannten ausgeglichenen Budget gekommen, das jedoch in Wirklichkeit ebenso wenig ein ausgeglichenes Budget ist wie dasjenige pro 1967. Ich werde darauf noch zurückkommen. Das Budget ist nur formell ausgeglichen. Die Rechnung wird anders aussehen, wie wir dies von den letztjährigen Diskussionen her kennen.

Ich komme nun auf eine Bemerkung zu sprechen, die Herr Grossrat Dr. Schürch angeführt hat, nämlich die massive Erhöhung der Steuern auf Grund der Erfahrungszahlen, die wir bis heute erhalten haben. Wir rechnen mit einem Mehreingang von 30 Prozent. Von diesen 30 Prozent haben wir aber schon 45 bis 50 Millionen im Budget pro 1967 berücksichtigt. Die 27 Millionen, mit denen wir zusätzlich rechnen, wenn die Veranlagungen durchgeführt sind, kommen erst im Jahre 1968 zur Auswirkung. Da wir bekanntlich mit den Steuerveranlagungen im ersten Veranlagungsjahr nicht durchkommen, werden viele Steuerpflichtige jetzt, im Jahre 1967, provisorisch eingeschätzt. Für das zweite Veranlagungsjahr ist dann zufolge der definitiven Einschätzung mit einem gegenüber dem Vorjahr erhöhten Steuereingang zu rechnen. Für 1968 rechnen wir mit rund 27 Millionen Mehreingängen, bezogen auf die 45 bis 50 Millionen, die im Budget bereits berücksichtigt sind, so dass wir nicht den vollen Steuermehrertrag von 30 Prozent ins Budget aufnehmen können, sondern bloss die Differenz zwischen dem, was bereits im Budget fi-

guriert und was die definitive Veranlagung ergibt. Pro 1968 rechnen wir also mit 27 Millionen und pro 1967 mit 20 Millionen Franken Mehrsteuern. Das würde bei dem ausgeglichenen Budget, das wir vorgewiesen haben, die Einnahmen pro 1967 verbessern. Ich sage: würde. Vermutlich wird diese Einnahmenvermehrung jedoch nicht eintreten, da wir heute morgen von den erwähnten 20 Millionen, mit denen wir im Jahre 1967 rechnen, bereits über eine Summe von 10,5 Millionen Franken verfügt haben. Die nachträglichen Teuerungszulagen des Personals, die Sie diesen Morgen bewilligt haben, müssen nämlich aus diesen 20 Millionen gedeckt werden. Ferner haben wir pro 1967 auch schon Nachkredite von 3 bis 4 Millionen Franken beschlossen oder von 5 Millionen Franken, wenn wir die Spitäler hinzurechnen. Somit sind von den 20 Millionen Franken bereits rund 15 Millionen aufgebraucht. Überdies wird im Betrag von 1 Million Franken für die Bezirksspitäler das Inselspital noch nicht eingerechnet sein, das in den letzten zwei bis drei Jahren ebenfalls Defizite von rund 5 Millionen Franken auszuweisen hatte. Darüber wird der Grosse Rat auch noch Beschluss fassen müssen. Daraus können Sie ersehen, dass die 20 Millionen Franken Steuermehreingang, mit denen wir pro 1967, verglichen mit dem Budget, rechnen, bereits aufgebraucht sind. Wenn dann trotzdem etwas mehr herausschauen sollte, haben wir noch eine grosse Lücke zu schliessen, die seit 1955 besteht. Auf Grund eines Grossratsbeschlusses vom Jahre 1948 oder 1949 sollten wir nämlich jedes Jahr aus der Finanzrechnung zur Tilgung aufgenommener Anleihen einen angemessenen Betrag zurückstellen. Wir haben dies nie getan, da wir das Geld nicht dem Staatskredit belasten wollten, um bei der Hypothekarkasse einen Fonds anzulegen, den wir zur Rückzahlung fälliger Anleihen verwenden könnten. Es wäre dies kaufmännisch keine elegante Rechnung gewesen. Ich möchte hier aber darauf aufmerksam machen, dass wir an die Tilgung der Staatsanleihen ebenfalls denken müssen. Ich kann mir nämlich die Situation ausmalen, die schon in einigen Jahren entstehen wird. Früher war es üblich, die Anleihen mit einer jährlichen Tilgungsrate zu amortisieren. Es waren dies die sogenannten Auslosungsanleihen. Bei der Fälligkeit der Anleihe wurde dann der Restbetrag konvertiert oder ausbezahlt. Das ist nicht mehr üblich. In den letzten Jahren wurden aber in der Schweiz – auch dieses Jahr wieder – jährlich Anleihen aufgelegt in einem Umfang von 3 bis 5 Milliarden Franken. Die ersten dieser Anleihen kommen nächstes und übernächstes Jahr zur Konversion zu einer Zeit, da der öffentliche Anleihensmarkt immer noch gleich stark belastet sein wird wie heute. Alle jene, die jetzt Anleihen konvertieren mussten, hatten dabei sehr grosse Mühe. Ich kenne Anleihen, die nicht einmal zu 20 Prozent konvertiert werden konnten, so dass die neuen Gelder, die man gleichzeitig beschafft hat, zu einem grossen Teil zur Rückzahlung der Anleihe verwendet werden mussten, die man konvertieren wollte. Die Stadt Bern allerdings hatte mit ihrer Anleihe noch Glück, da davon etwa 60 Prozent konvertiert worden sind. Ich muss deshalb hier sagen: Wenn wir einmal Gelegenheit haben sollten, in der Finanzrechnung wirklich einen effektiven Überschuss zu erzielen, beispielsweise im Jahre 1967, so kämen wir nicht darum herum, Rücklagen zu machen zur Rückzahlung fälliger und nicht konvertierter Anleihensquoten. Im andern Falle hätten wir eines Tages ein schlimmes Erwachen. Ich möchte darauf nur hinweisen, da sich diese Aspekte heute zeigen.

Wie wird nun die Rechnung für 1967 aussehen? Ich habe vorhin bereits erwähnt, dass wir hier, wie pro 1968, ein sogenanntes ausgeglichenes Budget haben. Gemäss Budget werden wir eine ausgeglichene Rechnung erhalten. Hinzu werden die Posten kommen, die wir jetzt auf dem Anleihensmarkt plazieren und die wir nicht zur Tilgung laufender zusätzlicher Verpflichtungen, die über das Budget hinausgehen, benötigen. Es werden dies im Maximum 20 Millionen Franken sein. Im Jahre 1967 werden wir also auf jeden Fall mit einem Defizit von 20 Millionen Franken rechnen müssen. Warum? Wir hatten 1966 ein Defizit von 80 Millionen Franken. Davon haben wir durch die Aufnahme einer Anleihe im Januar, die noch unter den alten Anleihensbeschluss von 100 Millionen Franken gefallen ist, 30 Millionen Franken tilgen können. Somit sind 50 Millionen Franken als ungedecktes Defizit geblieben, und um diesen Betrag hat sich die laufende Staatsschuld von im letzten Jahr 300 Millionen auf heute 350 Millionen Franken erhöht. Mit diesem Betrag haben wir also jetzt, im November 1967, unsere Kredite belastet. Ich habe immer wieder darauf hingewiesen, dass wir dies nicht mehr aufrechterhalten können. Deshalb gingen wir vor das Volk und erklärten: Mindestens die Hälfte dieser 300 Millionen Franken muss zur Tilgung der laufenden Schuld verwendet werden; sonst werden wir eines Tages nicht mehr in der Lage sein, unseren Verpflichtungen nachzukommen. Anfangs September haben wir eine zweite Anleihe im Betrage von 35 Millionen Franken aufgenommen. Diese Mittel dienten zur Erhöhung der Dotationskapitalien der Staatsbanken. Das Dotationskapital der Kantonalbank wurde ja bekanntlich um 25 Millionen Franken und dasjenige der Hypothekarkasse um 20 Millionen Franken erhöht. 45 Millionen Franken haben wir den beiden Banken entrichten müssen. Hätten wir das Geld nicht gehabt, hätten uns die Banken die 45 Millionen Franken unseren Krediten, die wir bei ihnen haben, belastet, und um so weniger Mittel wären uns verfügbar gewesen, um unseren Verpflichtungen nachzukommen. Wir hatten diesen Sommer das Glück, dass eine Institution im Emissionskalender zurückgetreten ist, also auf die Plazierung einer Anleihe verzichtet hat. Wir hätten daraufhin gerne diese 45 Millionen Franken plaziert. Man hat uns jedoch nur 35 Millionen Franken bewilligt, was immerhin nicht von der Hand zu weisen war. Damit konnten wir unsere Staatsbanken liquider gestalten. Wir konnten ihnen das Dotationskapital, das auf 45 Millionen Franken erhöht worden ist, teilweise geben, damit sie uns den Staatskredit aufrechterhalten oder sogar noch erhöhen können. Leider sind uns an beiden Orten 5 Millionen Franken ungedeckt geblieben, so dass vom Dotationskapital unseren laufenden Rechnungen 10 Millionen Franken belastet werden mussten. Auf Ende dieses Monats haben wir eine weitere Anleihe von 40 Millionen Franken angemel-

det. Wir haben darüber mit dem Syndikat verhandelt. Die Emissionskommission hat unsere Bedingungen nicht akzeptiert. Wir wünschten eine Plazierung zu 5 Prozent und zu einem Kurswert von 101 (100,4 plus Stempel), gleich wie bei der letzten Anleihe. Seither ist aber das viele Geld, das in die Schweiz gekommen ist, teilweise wieder nach dem Ausland abgeflossen oder durch andere Anleihen absorbiert worden, namentlich auch durch diejenigen des Bundes. Unsere Bedingungen lauten nun 5 Prozent zu pari, inklusive Stempel, also gleich wie bei der Anleihe der Stadt Bern. Das wäre plaziert. Eine Frage bleibt jedoch noch offen, nämlich ob wir diese 40 Millionen Franken in vollem Umfange erhalten werden oder nicht. Das Syndikat hat sich vorbehalten, je nach der Situation bis Ende dieses Monats, die 40 Millionen Franken auf 35 Millionen oder 30 Millionen zu kürzen, da gewisse Anleihen, die jetzt mit 5¼ Prozent über pari oder 5 Prozent zu pari auf den Markt kommen, gefährdet sind. Ich habe jedoch von einer Bank die Zusicherung erhalten, sie würde notfalls die Differenz bis zu den 40 Millionen Franken übernehmen, so dass wir mit diesem Betrag rechnen können.

Was machen wir damit? Gemäss einer Bestimmung im Budget des letzten Jahres, die auch im diesjährigen Voranschlag enthalten ist, wird die laufende Schuld um die Hälfte dieses Betrages ermässigt werden müssen. Mit dem Defizit des letzten Jahres ist ja die laufende Schuld bekanntlich auf 350 Millionen Franken angewachsen. Mit der einen Hälfte der 40 Millionen Franken würden wir also unsere Bankschulden etwas reduzieren, während wir die andere Hälfte zur Tilgung fälliger Beitragsverpflichtungen verwenden würden. Um diese 20 Millionen Franken würden wir somit die Bauplafonds, die für Schulhäuser, Gemeindestrassen, Kläranlagen usw. bestehen, überschreiten. Das ergäbe dann, theoretisch gesagt, ein Defizit von 20 Millionen Franken, allerdings ein gedecktes Defizit. Die Bezahlung wäre erfolgt durch die aufgenommene Anleihe. Dadurch würden also unsere laufenden Schulden nicht wieder erhöht. Dieses System ist budgetmässig, rechnungsmässig und wissenschaftlich gesehen voller Schönheitsfehler. Es ist aber ein praktisches System, das uns durch die Verhältnisse aufgezwungen ist in dem Sinne, dass wir nur das Geld brauchen können, das wir erhalten, ungeachtet dessen, ob wir hier Hunderte von Millionen Franken bewilligen. Es kommt also nicht darauf an, was wir bewilligen, sondern was wir zahlen können. Demzufolge können wir dann 20 Millionen Franken zusätzlich für die Bauplafonds verwenden, die letztes Jahr limitiert worden sind. Das ist die Situation für 1967.

Für das Jahr 1968 haben wir zwei Anleihen von je 40 Millionen Franken angemeldet, eine auf den Frühling und eine auf den Herbst. Ob und wie wir sie plazieren können, bleibt heute noch dahingestellt. Von diesen 80 Millionen Franken gehen 40 Millionen Franken ab an den laufenden Staatsschulden und um 40 Millionen Franken können wir die Bauplafonds gegenüber dem Budget erhöhen. Daran ersehen Sie an einem praktischen Beispiel, was wir letztes Jahr konzipiert haben. Ich glaube, dass wir auf diese Art zum Ziele kommen. Ich hoffe nur, dass wir die 300 Millionen Franken nicht erst in 6 oder 7 Jahren aufnehmen können, sondern möglichst bald, damit wir die laufenden Schulden, die sehr teuer am Zins sind, vermindern und die Fälligkeiten, die schon bis 1975 reichen, ein paar Jahre früher ablösen können.

Im Zusammenhang mit den Anleihen ist nun folgende Frage aufgetaucht: Wir haben einen Volksbeschluss, der uns ermächtigt, in den nächsten 3 bis 4 Jahren 300 Millionen Franken aufzunehmen. Nun vertraten einige meiner Kollegen in der Regierung die Auffassung, die einzelnen Direktionen sollten eigene Anleihen aufnehmen können, die Baudirektion zur Verwirklichung des kantonalen Strassenbauprogrammes eine Strassenbauanleihe von 80 bis 100 Millionen Franken, die Gesundheitsdirektion eine Anleihe für die Spitäler und Heilanstalten und die Verkehrs-, Energie- und Wasserwirtschaftsdirektion eine weitere Anleihe von ebenfalls 100 Millionen Franken für die Finanzierung von Kläranlagen. Ich habe meinen Herren Kollegen schon mehrmals erklärt: Das sind Illusionen. Es gibt nämlich zwei Phasen. Die erste Phase umfasst den Volksbeschluss. Gleich wie bisher, würde das Volk bestimmt einer Strassenbauanleihe oder einer Anleihe zugunsten der Spitäler oder der Errichtung von Kläranlagen zustimmen. Dann kommt aber die zweite Phase, in der wir versuchen müssen, die Anleihe auf dem Emissionsmarkt zu plazieren. Die Nationalbank hat mir letztes Jahr zugesichert, dass wir bei der gegenwärtigen Geldsituation – die Kreditrestriktionen sind inzwischen aufgehoben worden, aber die Lage am Kapitalmarkt hat sich nicht wesentlich verändert – jährlich mit etwa 50 Millionen Franken an den Anleihensmarkt gelangen könnten. Nun haben wir dieses Jahr vorerst einmal 30 Millionen Franken aufgenommen, dann 35 Millionen Franken zur Erhöhung der Dotationskapitalien, und jetzt werden wir nochmals mit 40 Millionen Franken an den Emissionsmarkt gelangen. Für nächstes Jahr sind vorgesehen: 2 Anleihen von je 40 Millionen Franken, und zwischenhinein werden wir vermutlich noch, ähnlich wie dieses Jahr, eine Anleihe auflegen müssen zur Wahrung unserer Interessen im Falle einer Erhöhung des Aktienkapitals der Bernischen Kraftwerke. Wenn Sie sich nun vorstellen, dass der Kanton Bern jährlich dreimal, die Stadt Bern ein- oder zweimal, ferner noch Biel, Burgdorf, Spiez, Köniz, die Elektrizitätswerke und die Banken Anleihen aufnehmen, wird es am Emissionsmarkt einmal heissen: Wir können nicht alles im Kanton Bern plazieren. In einem solchen Falle würden auch Spezialbewilligungen, auch wenn sie durch das Volk erteilt werden, nichts nützen, da wir das Geld auf dem Kapitalmarkt nicht erhalten könnten.

Ich bin immer noch der gleichen Meinung wie vor einem Jahr: Der laufende Betrieb des Staates, bis zu einem gewissen Grade einschliesslich bescheidener Investitionen, sollte durch die ordentlichen Einnahmen gedeckt werden, während wir für ausserordentliche Werke, wie für die Insel, die Universität oder gewisse Spitäler, Anleihen aufnehmen dürfen. Wir dürfen uns gewissermassen noch etwas verschulden. Herr Grossrat Schürch hat aber mit Recht auf folgende Tatsache hingewiesen: Wenn man allzu oft auf dem Anleihens-

markt auftritt, so wird man sich den Schuldner auf eidgenössischem Boden kritischer betrachten. Bis jetzt waren wir dort noch gut angeschrieben. Bei der Plazierung der September-Anleihe 1967 hat man uns erklärt, es sei direkt mystisch und unverständlich, wie der Kanton Bern in seiner Finanzsituation als erster mit einer Anleihe zu 5 Prozent und dazu noch über pari an den Markt gelangen könne. Von früher her bestehe da wahrscheinlich noch ein gewisses Zutrauen zum Kanton Bern, weshalb die Anleihe auch gezeichnet werde. Jetzt geht es darum, dieses gute Ansehen zu erhalten. Mit dem guten Ansehen haben wir jeweilen auch annehmbare Zinsbedingungen erzielen können. Wenn wir jährlich jedoch zwei- oder dreimal auf dem Emissionsmarkt auftreten und unser Zinsendienst im Übermass ansteigt, wie dies hier schon skizziert worden ist, so wird natürlich das Ansehen leiden. Dann wird das Geld teurer in einem Moment, wo wir es bitter nötig hätten, um unsere materiellen Aufgaben zu lösen. Wenn wir dann auf dem Anleihensmarkt nicht mehr weiterkommen, wird uns nichts anderes mehr übrigbleiben, als die Einnahmen nochmals Revue passieren zu lassen. Wir stehen im Begriffe, dies zu tun. Eine ganze Reihe kleiner Einnahmepositionen haben wir erhöht. Wir sind jetzt an einer Revision des Gebührentarifs, und ich hoffe, das Salzgesetz komme auch unter Dach, gleich wie das Dekret über die Besteuerung der Motorfahrzeuge.

In bezug auf die Schulgelder an den Techniken haben wir mit Solothurn verhandelt. Die Solothurner haben einer Vereinbarung sofort zugestimmt. Wir haben versucht, mit Neuenburg eine ähnliche Lösung zu treffen. Die Neuenburger haben uns jedoch erklärt: Wir schicken Ihnen weniger Techniker nach Biel, als Sie Handelsschüler nach Neuenburg. – Wir haben die Spitalgelder erhöht und studieren die Einführung eines Spitalrappens zur Finanzierung der Spitäler auf einer neuen Grundlage. Dieser Punkt wird gegenwärtig juristisch abgeklärt, ist aber wahrscheinlich verfassungsmässig nicht durchführbar. Mit diesen kleinen indirekten Einnahmen lösen wir aber die Probleme nicht. Dann kommen wir zu den Steuern. Die Steuern sind jedoch ein sehr heikles Instrument. Vor zwei Jahren haben wir hier heftig debattiert und gesagt: Zuerst wollen wir uns die Grundlagen ansehen. Es tut mir leid, dass die entsprechenden Gesetze erst in der Februarsession werden behandelt werden können. Wie soll ich aber mit einem zusätzlichen Steuerzehntel, der 18 Millionen Franken einbringt, wovon zwei Drittel an Beiträgen wieder weggehen und uns also nur noch 6 Millionen Franken verbleiben, all die grossen Hoch- und Tiefbauaufgaben lösen? Ein Steuerzehntel genügt somit nicht. Wir werden nur noch die Möglichkeit haben, die Steuern von 2,2 auf 2,5, also um drei Zehntel-Punkte zu erhöhen, nachher wird das Bernervolk zustimmen müssen. Wenn wir über den Steuersatz von 2,5 hinausgehen wollen, ist jedoch zu befürchten, dass das Bernervolk nicht mehr gerne ja sagen wird, ähnlich wie bei den zwei Ermächtigungsbeschlüssen. Das Abstimmungsergebnis würde wahrscheinlich knapp ausfallen, ja, wir müssten vorerst vermutlich einiges ebnen, bevor wir so weit kämen. Ich gebe zu: Darüber ist das letzte Wort noch nicht gesprochen, denn das Budget, das wir vorlegen, ist kein zukunftsfreudiger Voranschlag. Er bietet keine Möglichkeit, die Probleme zu lösen. Es ist ein Treten an Ort. Bis in zwei Jahren wollen wir die finanziellen Grundlagen mit unseren neuen Gesetzen ordnen und nachher eine Dringlichkeitsordnung aufstellen. Es wird auch dann nicht alles miteinander geschehen können, ebenso wenig wie heute. Wir werden Ihnen die entsprechenden Vorschläge unterbreiten. Das sind meine Bemerkungen zum Voranschlag, den wir Ihnen vorlegen.

Nun noch einige Worte zu den gefallenen Voten. Herr Grossrat Zingg, über Ihre Kritiken zum letztjährigen Finanzbericht, zur Finanzprognose, zur Finanzplanung und zum diesjährigen Budget, es sei alles unklar, kann man diskutieren. Wir führen die Prognosen und die Planung ständig weiter. Wenn wir eine Planung für 6 Jahre vorsehen, so planen wir nicht ausschliesslich für diese 6 Jahre, sondern laufend und über diese Zeit hinaus. Mit Ihren Bemerkungen, Herr Grossrat Zingg, haben Sie aber bis zu einem gewissen Grade recht. Prognosen und Planungen, wie wir sie letztes Jahr angestellt haben, sind immer problematisch, wie dies für alle Prognosen und Pläne der Fall ist. Wie haben wir letztes Jahr die Prognosen und die Planung aufstellen müssen? Es musste dies sehr kurzfristig erfolgen. Es ist beispielsweise unmöglich, eine genaue Finanzplanung über unsere Universität vom Ist-Zustand bis zum Ausbau auf dem Viererfeld in 6 oder 10 Jahren heute schon aufzustellen, in einem Moment, wo die Studentenzahlen äusserst rapid zunehmen, wo ständig neue Einrichtungen geschaffen werden müssen und wo sich der Bund mit dem Gedanken trägt, ob er den Kantonen etwas an die Hochschullasten geben will oder nicht. Das Definitivum nach dem dreijährigen Provisorium bei der Universität steht noch nicht fest. Die Universität wird uns dann voraussichtlich jährlich 150 Millionen Franken kosten. Daran will uns der Bund einen Beitrag von 35 Millionen oder 40 Millionen Franken leisten. Heute wenden wir dafür bloss 40 Millionen Franken auf. Wo nehmen wir die fehlenden 70 Millionen her? Solche Fragen werfen uns jede Finanzplanung und jede Prognose über den Haufen. Wenn der Gesundheitsdirektor kommt und sagt, für die Spitäler benötige er 300 Millionen Franken und es ist noch nichts vorhanden als diese Erkenntnis, wie können wir da jetzt schon etwas Definitives planen und budgetieren? Das ist schlechterdings unmöglich. Dieses Problem können wir ohne den festen Boden, den wir jetzt mit dem Finanzverwaltungs- und dem Finanzausgleichsgesetz schaffen wollen, nicht lösen. Wir werden uns aber Mühe geben, eine feste Grundlage zu bekommen. Früher hatten wir für Schulhausbauten jährlich 10 Millionen Franken im Budget. Diese 10 Millionen Franken konnten wir nur mit Bankkrediten zahlen. Wir mussten dann den Plafonds auf 8 Millionen Franken kürzen, um diese Aufwendungen aus den ordentlichen Einnahmen finanzieren zu können. Wenn wir durch Geld, das wir auf dem Anleihenswege beschaffen, zusätzliche Mittel freibekommen, so werden wir sie auszahlen. Wir haben fast 14 Millionen Franken auf Vorschuss ausbezahlt, als wir noch nicht ganz sicher waren, ob wir die Anleihe von 40 Millionen Franken plazieren könnten. Für Schulhausbauten

haben wir weit über 9 Millionen Franken zusätzlich zu den 8 Millionen Franken bezahlt, die im Budget enthalten sind, für Gemeindestrassen sind es zusätzlich 1,4 Millionen Franken nebst den 5 Millionen Franken gemäss Voranschlag, für Aufforstungs- und Wegprojekte 1,1 Millionen nebst 3 oder 4 Millionen, bei den Meliorationen bereits 2,1 Millionen nebst 7 Millionen, total somit 13,9 Millionen von einem Betrag von 20 Millionen Franken, über den wir Ende dieses Monats verfügen werden. Wir haben also Wort gehalten und können dies auch schwarz auf weiss beweisen. Ich gebe zu: Dieser Zustand ist rechnungstechnisch unerfreulich. Es ist ein vorübergehender Zustand, den wir ändern müssen. Wir werden hier gemeinsam ein System finden müssen, wonach man nur das bewilligt, was wir zahlen können. Heute bewilligen wir nämlich das Vierfache dessen, was wir auf dem ordentlichen Weg finanzieren können. Wie ist die Situation in bezug auf die Kläranlagen? Seinerzeit hatten wir dafür einen Budgetkredit von 5 Millionen Franken. Durch die Erhebung eines Steuerzehntels hat man diesen Posten auf 18 Millionen Franken erhöht. Jede Session bewilligen wir hier aber Kläranlagenprojekte von Dutzenden von Millionen Franken, während wir in der Rechnung nur ca. 18 Millionen unterbringen können. Das wird im neuen Finanzverwaltungsgesetz gelöst werden müssen. Bei der Bewilligung der Projekte wird das Geld vorhanden sein müssen. Der Finanzdirektor will dann nicht nachträglich in der ganzen Welt herumreisen müssen, um die andern drei Viertel noch zu beschaffen. Das beste wäre die Annahme einer Motion, wonach in Zukunft nur das bewilligt wird, was durch die vorhandenen Geldmittel sichergestellt ist. Eine solche Deckungsklausel kommt ins Finanzverwaltungsgesetz hinein. Sie werden Gelegenheit erhalten, dazu Stellung zu nehmen. Damit werden wir aus dieser unerfreulichen Situation herauskommen. Nachher haben wir die laufenden Schulden mit dem System, das wir bis jetzt praktizierten, abzutragen bis auf den Grad, wo wir dann mit einem ratenweisen Steuerbezug durchkommen. Wir werden also in Zukunft mit dem Geld schaffen, das wir zur Verfügung haben. Ich wiederhole nochmals: Selbstverständlich werden wir auch Anleihen aufnehmen dürfen, und vermutlich werden wir auch die Steuern erhöhen müssen. Dies wird aber auf einer sauberen Grundlage, wie wir sie jetzt schaffen, erfolgen müssen.

Herrn Grossrat Abbühl möchte ich sagen, dass es uns nicht möglich war, im diesjährigen Bericht materiell mehr zu erwähnen als letztes Jahr. Sie werden mehr vernehmen bei den beiden Gesetzesvorlagen und zum Voranschlag 1969. Ich bin mit Ihnen einverstanden, Herr Grossrat Abbühl: Ich bin auch nicht sicher, ob es immer so gehen wird wie heute. Ich wage die Behauptung, dass die Steuerveranlagungsperiode 1967/68 wahrscheinlich neue Rekordzahlen bringen wird. Es sind aber gewisse Anzeichen vorhanden, ohne von Rezession zu sprechen, wonach es nicht immer so weitergehen wird. Es könnten Löcher entstehen, und es würde mir dann leid tun, wenn wir soweit kämen, dass wir mehr Steuern budgetieren, als Steuern eingehen werden. Soweit dürfen wir den Optimismus auch nicht treiben.

Herrn Grossrat Hächler möchte ich sagen, dass auch uns alle diese Zauberkünste keine Freude bereiten und dass wir so rasch wie möglich zu einer neuen Lösung kommen müssen. Bei den heutigen Geldverhältnissen war dies aber praktisch die einzige Möglichkeit.

Herr Grossrat Tschannen, wir haben heute eine ausserordentliche Situation. Ich will die Gründe, die dazu geführt haben, nicht wiederholen, Die Methoden, mit denen wir versuchen, die Probleme vorübergehend zu lösen, sind alles andere als erfreulich. Wir sind daran, die Grundlagen zu ebnen. Wir sind uns ja darin einig, dass wir die Deckung festlegen müssen, wenn wir Ausgaben bewilligen, sei es in den Gesetzen oder in den Beschlüssen. Ihre letzte Anregung in bezug auf die Gemeinden hat hier zur Diskussion gestanden. Sicher erinnern Sie sich noch an den Antrag von Herrn Grossrat Hänsenberger zum Finanzbericht vom November 1965. Herr Hänsenberger hat später ein Postulat eingereicht, wonach die Regierung kein Recht habe, Subventionsgesuche, die bei ihr anhängig gemacht werden, zurückzuhalten, weil kein Geld vorhanden sei. Es bestehe ein Rechtsanspruch. Die Gesuche müssten von den Direktionen behandelt und an die Regierung zuhanden des Grossen Rates weitergegeben werden, der dazu Stellung zu nehmen habe, damit die Gemeinden wissen, ob ihr Projekt bewilligt ist oder nicht. Herr Grossrat Hänsenberger hat dann auch erklärt, falls eine solche Lösung budgetmässig nicht möglich wäre, könnte der Fälligkeitstermin hinausgeschoben werden. Das haben wir dann auch getan. Dieser Beschluss des Grossen Rates ist von der Justizdirektion als rechtsgültig anerkannt worden. Wir haben ihn in der Folge so gehandhabt, und ich bin der Meinung, dass wir ihn weiterhin anwenden, bis die neuen Grundlagen vorliegen. Das sollte in kurzer Zeit, im Laufe des nächsten Jahres, möglich sein. Wenn dann die Geldflüssigkeit wie heute anhalten wird, werden wir mit den alten Geschäften aufräumen und die weiteren Aufgaben auf einer neuen, soliden Basis anpacken können. Aber, Herr Grossrat Tschannen – ich habe dies auch Herrn Grossrat Hänsenberger gesagt –, ich gebe zu, dass die Gemeinden, wenn sie die Genehmigung für ein Projekt erhalten, aber mit dem Bericht, dass die Subventionszahlung erst später erfolgen werde, sich dann entscheiden müssen, ob sie das Projekt nun sofort verwirklichen wollen oder nicht. Wird beschlossen, erst in drei oder vier Jahren zu bauen, so besteht die Gefahr, dass die Projekte bis dahin überholt sind. Im Anschluss an die Annahme des Postulates Hänsenberger haben wir die Gemeinden darauf aufmerksam gemacht, bevor sie Projekte ausarbeiten liessen, sollten sie die Subventionsfrage abklären lassen. Diese Bekanntmachung ist auch im Amtsblatt erschienen. Ob sie gelesen worden ist, weiss ich nicht. Dieses Problem stellt sich, und ich kann Ihnen versichern, dass wir unser möglichstes tun, um diese Unzukömmlichkeiten zu beheben. Es geht dies in ähnlicher Richtung, wie Herr Grossrat Dr. Schürch im ersten Teil seines Votums ausgeführt hat.

Das sind meine Bemerkungen, die ich ganz allgemein zur Finanzsituation des Staates Bern und zum Voranschlag im besonderen zu machen habe. Ich bitte Sie, auf den Voranschlag einzutreten.

Nach meiner Auffassung sollte er in der vorliegenden Form genehmigt werden. Wenn wir an einem Ort etwas ändern würden, käme das Ganze ins Rutschen, und wir würden vor einem Scherbenhaufen stehen. Zum Schluss möchte ich noch sagen: Wir haben in dieses ausgeglichene Budget bei ca. 420 Millionen Franken bewilligten Verpflichtungen Beitragsleistungen von über 90 Millionen Franken eingebaut. Diese Beiträge pro 1968 für die Zahlung von eingegangenen Verpflichtungen sind eine sehr hohe Summe. Damit können wir das, was plafoniert ist, innehalten. Wir werden aber in der Lage sein, wenn wir die beiden Anleihen von je 40 Millionen Franken aufnehmen können, zusätzlich noch 40 Millionen Franken einzulösen. Nach den Unterlagen, wie sie uns für dieses Jahr zugegangen sind, sollten wir weitgehend den Verpflichtungen des Kantons für das nächste Jahr nachkommen können.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

Detailberatung

Strassenrechnung

Genehmigt.

Allgemeine Verwaltung

Genehmigt.

Präsidialverwaltung

Genehmigt.

Gerichtsverwaltung

Genehmigt.

Volkswirtschaftsdirektion

Genehmigt.

Direktion des Gesundheitswesens

Stähli. Auf Seite 58 des Voranschlages sehen wir, dass die Betriebsbeiträge an die Bezirksspitäler um Fr. 400 000.— erhöht werden. Ich möchte das dankend anerkennen, muss aber gleichzeitig beifügen, dass dieser Betrag nicht ausreichen wird, nachdem wir gezwungen sind, für 1967 zu den 6,5 Millionen Franken, die im Budget stehen, noch einen Nachkredit von 1 Million Franken zu gewähren. Die Situation wird auch im Jahre 1968 nicht besser sein. Sie wird sich eher noch verschlimmern.

Ich habe alles Verständnis dafür, dass eine Exekutive ein ausgeglichenes Budget vorlegt. Ich verzichte aus diesem Grunde auf die Einreichung eines Abänderungsantrages, möchte aber darauf aufmerksam machen, dass die Lage einzelner Bezirksspitäler alarmierend ist. Es wird sogar notwendig sein, vor der Verabschiedung der Übergangslösung, deren Beratung, wie wir gehört haben, für die kommende Februarsession vorgesehen ist, denjenigen Spitälern zu helfen, die sich in einer wirklichen Notlage befinden.

Ich muss ferner betonen, dass sich auch das Inselspital in keiner besseren Lage befindet als manches Bezirksspital. Auch hier fehlen die gesetzlichen Grundlagen.

Ich wäre dem Herrn Finanzdirektor ausserordentlich dankbar, wenn er uns in dieser Hinsicht ein paar Zusicherungen geben könnte.

Martignoni. Ich möchte eine ähnliche Frage aufwerfen wie Herr Kollega Stähli und dabei dem Herrn Finanzdirektor eine konkrete Frage stellen. Auf Seite 58 des Voranschlages sehen wir, dass bei den Positionen 944.11 und 944.32 vorsorgliche Kredite für zusätzliche Beiträge an Bezirksspitäler einerseits und vorsorgliche Kredite zur Deckung der entstehenden Defizite des Inselspitals anderseits aufgeführt sind. Ich möchte nun den Herrn Finanzdirektor fragen, auf welcher Rechtsgrundlage diese Zahlen beruhen. Ich bezweifle nämlich, dass hiefür überhaupt eine Rechtsgrundlage besteht. Es wäre sicher interessant, darüber Aufschluss zu erhalten.

Hirt (Biel). Ich möchte anschliessen an die Worte des Stadtpräsidenten von Biel, unseres Kollegen Stähli, und in dieser Angelegenheit gleich noch ein Stück weitergehen. Auf Seite 58 des Voranschlages sind in den Rubriken 944.10 und 944.11 die Betriebsbeiträge an die Bezirksspitäler festgelegt. In der Rechnung 1966 betrugen sie total 6,1 Millionen, im Voranschlag 1967 6,5 Millionen und im Voranschlag 1968 6,9 Millionen Franken. Dieser Posten ist also, wie Herr Grossrat Stähli gesagt hat, gegenüber dem letztjährigen Budget leicht erhöht worden, nämlich um 400 000 Franken. Es ist dies bestimmt anerkennenswert. Wir wissen aber auch, dass in einer der nächsten Sitzungen der bernische Grosse Rat das Direktionsgeschäft Nr. 6565 mit folgendem Wortlaut zu genehmigen hat: «Der Grosse Rat des Kantons Bern, auf Antrag des Regierungsrates, beschliesst: Zur Ausrichtung von zusätzlichen Betriebsbeiträgen an die bernischen Gemeinde- und Bezirkskrankenanstalten wird der Gesundheitsdirektion pro 1967 auf Konto 1400.944.1 (Betriebsbeiträge an Bezirksspitäler) ein Nachkredit von 1 Million Franken bewilligt.» Dieser Betrag ist vorgesehen, um diversen Spitälern vermehrte Betriebsbeiträge auszurichten. Man weiss von einem bedeutenden Spital im Kanton Bern, dass es sich in einer sehr prekären finanziellen Lage befindet. Die Betriebsdefizite sind so gross, dass die Spitalverwaltung zu unglaublichen Mitteln greifen musste, um nur die Löhne der Ärzte und des Personals zahlen zu können. Ich zitiere nur folgende Tatsachen: Damit die Löhne, die ich vorhin erwähnt habe, bezahlt werden konnten, mussten Gelder aus der Pensionskasse der Angestellten genommen werden sowie aus den AHV-Beiträgen, die von den Löhnen abgezogen worden waren und hätten weitergeleitet werden sollen. Letzten Endes mussten noch Gelder zurückgehalten werden von Steuerabzügen auf Fremdarbeiterlöhnen, die im direkten Verfahren abgezogen worden waren. Das sind sicher Machenschaften, die sich ein Privatbetrieb auf keinen Fall leisten dürfte. Bei einem Privatbetrieb müssten in einem solchen Falle die Bilanz beim Richter deponiert und der Konkurs angerufen werden. Die Situation pro 1967 soll jetzt durch den Nachkredit von 1 Million Franken, der später bewilligt wird, korrigiert werden. Nun frage ich mich: Wollen wir dieses ganze Spiel im Jahre 1968 wiederholen? Es

besteht nämlich keine Aussicht, dass sich das betreffende Spital sanieren kann. Ich glaube nicht, dass wir das tun dürfen und sollten.

Aus allen diesen Gründen stelle ich den Antrag, es sei die Position 944.11 um eine Million Franken auf 4,7 Millionen Franken zu erhöhen. Der Aufwandüberschuss von ca. 1 Million Franken, der nach Annahme meines Antrages im Voranschlag resultieren wird, darf vor dem Volke bestimmt verantwortet werden. Ich möchte noch beifügen, dass ich schon einmal an dieser Stelle gesagt habe, im Dringlichkeitsprogramm müssten unbedingt unsere Spitäler an erster Stelle stehen.

Bircher. Ich kann mich sehr kurz fassen. Nachdem meine Motion, die Sofort- und Übergangsmassnahmen vorsieht, die natürlich allein mit diesem Betrag von 1 Million Franken kaum finanziert werden können, angenommen worden ist, möchte ich hier nur meine Vorbehalte anbringen. Der Herr Finanzdirektor hat uns erklärt, welchen Weg wir beschreiten wollen. Ich möchte mir aber nicht nochmals vom Herrn Gesundheitsdirektor sagen lassen: Warum haben Sie denn bei der Beratung des Budgets nichts gesagt? – Wir hatten den Vorbehalt bereits vorher beim Herrn Finanzdirektor angebracht. Er hatte dasselbe erklärt, was er jetzt hier coram publico ausgeführt hat, nämlich mit dem Überschuss aus den Anleihen soll Geld freigemacht werden für Aufwendungen, die über das hinausgehen, was im Voranschlag vorgesehen ist. Ich möchte dies also hier gesagt haben, so dass man uns nicht nochmals wird vorwerfen können: Warum habt ihr euch nicht bei der Budgetberatung zum Worte gemeldet? – Wir haben es damals im Stillen gesagt, und jetzt möchte ich es sicherheitshalber auch öffentlich erklären.

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich muss Sie ersuchen, den Antrag Hirt (Biel) abzulehnen. Zu den gefallenen Voten kann ich folgendes sagen: Wir haben für die Bezirksspitäler ein Betriebsbeitragsgesetz vom Jahre 1949 und für das Inselspital einen Volksbeschluss vom Jahre 1961. Das sind die gesetzlichen Grundlagen, auf die sich die Beiträge an die Bezirksspitäler und an das Inselspital stützen. Wie stellt sich die Situation dar? Ich habe es im November letzten Jahres ausgeführt: Wenn wir dazu kommen, gesetzmässige Verpflichtungen, wie Beiträge für Schulhausbauten, den Gewässerschutz usw., zu reduzieren, auf welche die Beitragsempfänger einen Rechtsanspruch besitzen, können wir nicht auf der andern Seite immer wieder Beiträge erhöhen, die keinen gesetzlichen Boden haben. Nach dem Gesetz von 1949 würde es nämlich für die Bezirksspitäler zu einem Beitrag von 3,2 Millionen Franken reichen. Wir haben deshalb dieses Jahr das, was gesetzlich möglich ist, abgetrennt. Alles, was bisher mehr geleistet worden ist, war gesetzwidrig. Im Jahre 1956 habe ich als Fraktionspräsident zum ersten Male ein Postulat in dieser Frage eingereicht und darauf aufmerksam gemacht, jetzt seien wir bei den Betriebsbeiträgen an die Bezirksspitäler an der gesetzlichen Grenze angelangt, und die Gesundheitsdirektion sei zu beauftragen, die Frage zu prüfen, wie das Gesetz angesichts der ständig steigenden Kosten der Spitäler revidiert werden könnte. Das Postulat wurde angenommen. Das Budget für 1957 enthielt einen Beitrag, der die Grenze bereits überschritten hat. 1958 habe ich das Postulat rechargiert und bin dabei durch den heutigen Zivilschutzdirektor, Herr Walter König, unterstützt worden. Trotzdem ist nichts gegangen. Im Jahre 1960 bin ich Finanzdirektor geworden und musste feststellen, dass in bezug auf Biel irgendein Spezialabkommen gelten soll, das eine hälftige Defizitdeckung vorsieht, wofür aber keine Rechtsgrundlage besteht. Ich habe dies immer abgelehnt, aber jedes Jahr hat der Verband der Krankenanstalten höhere Beiträge verlangt. Ich will nicht sagen, diese höheren Beiträge seien nicht berechtigt gewesen. Ich sage nur: Es bestand eine Lücke. Man hat von der Gesundheitsdirektion ganz einfach die Defizite übernommen, die der Verband der Krankenanstalten zusammengestellt hat, obschon darin Defizite von Spitälern angemeldet waren, die selber nicht einmal ein Budget für ihr Spital aufgestellt hatten. Die Budgets, die der Verband der Krankenanstalten der Gesundheitsdirektion und der Regierung jeweils unterbreitet hat, waren somit sehr fragwürdig. Als Finanzdirektor habe ich immer wieder gegen die Erhöhung der Beiträge und gegen die hälftige Defizitdeckung opponiert, da sie gesetzwidrig ist. Man ist mir nicht gefolgt. Letztes Jahr war die Situation so, dass die Gesundheitsdirektion für die Finanzprognose der Spitalbeiträge 6,5 Millionen Franken angemeldet hat, welcher Betrag in der Folge auch ins Budget aufgenommen wurde. Hinterher kam der Verband der Krankenanstalten und erklärte, 6,5 Millionen Franken würden nicht genügen, es müssten 8,2 Millionen Franken sein, wobei der Spezialfall Biel noch ausgeschlossen wäre. Wir verlangten dafür eine Begründung und erhielten auf einem eineinhalbseitigen Brief eine fadenscheinige Argumentation, die wir nicht annehmen konnten. Wie kamen wir auf die 6,5 Millionen Franken? Im Vorjahr waren wir auf 6,1 Millionen. Wir haben dann ungefähr 7 Prozent Teuerung hinzugerechnet, so dass wir auf 6,5 Millionen Franken gekommen sind. Da wir über keine andern Unterlagen verfügten, haben wir auch dieses Jahr die Teuerung hinzugeschlagen und sind dann auf einen Betrag von 6,9 Millionen Franken gekommen. Ich gebe zu, dass höhere Begehren gestellt worden sind. Ich muss jedoch betonen, dass die 3,2 Millionen Franken unter der Rubrik 944.10 gesetzeskonform sind. Die 3,7 Millionen Franken dagegen, die in der Rubrik 944.11 figurieren und die dann mit dem ersten Betrag zusammen 6,9 Millionen Franken ergeben, sind gesetzwidrig. Deshalb haben wir diese Ausscheidung vorgenommen. Wir wollen hier einmal auf eine gesetzliche Basis kommen. Wenn die gesetzlichen Unterlagen vom Volk angenommen sind, kann der Grosse Rat über den Budgetkredit verfügen. Die gesetzlichen Grundlagen sollten dann auch so gefasst werden, dass der Grosse Rat die Kompetenz hat, Nachkredite zu bewilligen, wenn die 6,9 Millionen Franken nicht ausreichen sollten. Aber auch der Beitrag von 1 Million Franken, den Sie diese Woche noch beschliessen werden, ist gesetzwidrig. Ich unterstreiche nochmals: Man kann nicht dort, wo ein gesetzmässiges Recht auf Beiträge aller Art besteht, diese Beiträge kürzen, während man sie

dort, wo keine rechtlichen Unterlagen bestehen, noch erhöht.

Wie sehe ich die Lösung? Das Beitragsgesetz, das wir vorlegen werden, wird für die Spitäler eine Übergangslösung vorsehen, die gelten soll, bis die Spitalplanung mit den entsprechenden Anträgen unter Dach ist. Das sogenannte Wiederherstellungsgesetz, wenn man es so nennen will, sollte in der kommenden Februar- und Maisession Ihren Rat passieren und im Sommer noch die Volksabstimmung. Wird es angenommen, hätten wir im Verlaufe des Jahres 1968 vorerst einmal diese 6,9 Millionen Franken zur Verfügung. Sollte sich dann zeigen, dass dieser Betrag nicht ausreicht, so könnten wir weitergehen und auch noch einen Nachkredit auf gesetzlichem Boden gewähren. Das ist die Situation in bezug auf die Spitäler. Bis dann wird natürlich das Spital Biel wiederum in Geldnöten stecken. Ich habe nichts gegen die Bewilligung des Postens von 1 Million Franken. Im Gesetz werden wir eine Übergangsbestimmung schaffen müssen, um die Defizite des Bezirksspitals Biel und anderer Spitäler pro 1966 und 1967 zu decken. Auf diese Weise werden wir den Weg finden. Bis dahin wird man nicht darum herumkommen, einen Vorschuss zu gewähren. Das ist der Weg, wie ich ihn sehe, und etwas anderes gibt es nicht. Ich warte aber auf die Vorlage. Ich kann auch nicht alles selber machen.

Zum Inselspital möchte ich bemerken: Man sagt, das Inselspital sei eine selbständige Anstalt, der Staat Bern habe mit der Insel einen Vertrag, und sie sei unser Kantonsspital. Sie wissen, dass die Insel durch einen Kopfbeitrag und durch Gemeindebeiträge finanziert wird. Entsteht ein Defizit, so hat das Defizit bis jetzt der Staat übernommen. Jahrelang gab es keine Defizite, die Insel war in der Lage, aus ihrem eigenen Vermögen zu leben. Mit der Erweiterung des Spitals und mit der Verbindung zur Universitätsklinik hat sich das aber geändert. Seither reicht dort das Geld auch nicht mehr aus. Der Vertrag wurde alle fünf Jahre erneuert. Dummerweise wurde aber vereinbart, dass wir bis zu einem Maximalbetrag das Defizit beim Inselspital übernehmen. Wer zahlt, wenn es die Insel nicht kann und die Insel ein Kantonsspital ist? Offenbar zahlt in diesem Falle der Staat. Man hätte also sagen müssen, unter welchen Bedingungen man das Defizit übernimmt, und nicht einen Maximalbetrag festlegen sollen. Vor 6 Jahren ist der Vertrag mit einem Maximalbeitrag von 1,8 Millionen Franken angenommen worden, das heisst der Staat darf maximal einen Beitrag von 1,8 Millionen Franken gewähren. Das hat gereicht für die Defizitdeckung des ersten Jahres. Für die folgenden Jahre hat dieser Betrag nicht mehr ausgereicht, und heute sind die Inseldefizite auf rund 5 Millionen Franken aufgelaufen, die wir einmal zahlen müssen. Wir haben einfach immer den Beitrag von 1,8 Millionen Franken ausgerichtet. Am 31. Dezember letzten Jahres ist nun der Vertrag abgelaufen. Die Insel steht also gegenüber dem Nichts. Da der Vertrag abgelaufen ist, erhält sie auch die 1,8 Millionen Franken, die auf gesetzlicher Grundlage beruhten, nicht mehr. Es ist nun unmöglich, das Inselspital in dieser Situation einfach sich selber zu überlassen. Der Grosse Rat hat deshalb letztes Jahr beschlossen, der Insel einen Vorschuss in der bisherigen Höhe, das heisst einen Betrag von 1,8 Millionen Franken, zu gewähren. Im übrigen soll sich das Inselspital das Geld selber beschaffen. Beim Erlass des Wiederherstellungsgesetzes müssen wir dann prüfen, wie wir die Inseldefizite decken wollen. Gleich wie bei den Beiträgen an die Bezirksspitäler wird auch in diesem Falle das Bernervolk zustimmen müssen. Das ist der dornenvolle Weg, den wir jetzt zu gehen haben. Ich habe gemeint, es sollte möglich sein, Ihnen die Finanzplanung und dieses Beitragsgeschäft auf die gegenwärtige Session hin zu unterbreiten. Es tut mir leid, dass man zeitlich nicht durchgekommen ist. Ich hoffe nur, dass die Kommissionen und der Grosse Rat dann so speditiv arbeiten werden, dass die Vorlagen im Mai 1968 durchberaten sind und das Bernervolk nachher für diese Situation Verständnis aufbringen wird.

Aus den erwähnten Gründen haben wir denn auch unter der Rubrik 944.10 detailliert aufgeführt, welcher Beitrag auf gesetzlicher Grundlage fusst. In der Rubrik 944.11 ist dann der zusätzliche Beitrag pro 1968 (inklusive Teuerung und allfälliger Nachkredite) enthalten, der erst noch auf gesetzlichen Boden gestellt werden muss. Aus der Position 944.31 ersehen Sie, dass für die Insel gemäss Volksbeschluss vom 3. Dezember 1961 im Voranschlag 1968 kein Betrag ausgesetzt ist, da die gesetzliche Grundlage fehlt. Hingegen haben wir unter der Position 944.32 1,8 Millionen Franken aufgeführt gemäss Grossratsbeschluss vom Mai oder September letzten Jahres, die der Insel, wie bisher, vorschussweise ausbezahlt werden. Soviel zu dieser Angelegenheit.

Ich muss Sie bitten, den Antrag des Herrn Hirt (Biel) abzulehnen. Ich glaube aber, es wäre korrekt, wenn Herr Hirt seinen Antrag nach diesen Erklärungen zurückzöge.

Le Président. Je prie M. Hirt (Bienne) de déclarer s'il retire sa proposition ou s'il la maintient.

Hirt (Biel). Ich habe sehr grosses Verständnis für die Ausführungen des Herrn Finanzdirektors in dieser Angelegenheit, muss aber auf mein Votum und insbesondere auf dasjenige unseres Kollegen Bircher zurückkommen. Man hat uns letztes Jahr ungefähr im gleichen Sinne doziert wie heute. Gegangen ist aber nichts. In der Zwischenzeit ist in einem grossen, wichtigen Bezirksspital eine finanzielle Notlage eingetreten. Wir stehen heute also vor der gleichen Situation wie vor einem Jahr, und der Herr Finanzdirektor hat selber erklärt, er könne nicht garantieren, dass man mit dem Gesetz innert nützlicher Frist durchkomme. Ich zweifle persönlich auch daran. Aus diesem Grunde kann ich meinen Antrag nicht zurückziehen.

Ischi, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission hat den Voranschlag genehmigt und empfiehlt ihn zur Annahme, unter der Voraussetzung, dass man nicht anfängt, Einzelheiten daran zu ändern; denn die Konsequenzen, die daraus entstehen würden, wären enorm. Der Antrag des Herrn Hirt, so verständlich er an sich auch ist, kann deshalb seitens der Staatswirtschaftskommission nicht akzeptiert werden. Wir beantragen Ihnen ebenfalls Ablehnung des Antrages Hirt.

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich glaube, zwischen Herrn Hirt und mir besteht ein Missverständnis. Das neue Betriebsbeitragsgesetz kommt nicht bis im Juni nächsten Jahres. Dieser Meinung bin ich auch. Wir haben jetzt den ersten Band eines grösseren Werkes erhalten. Jedes grössere Werk hat aber bekanntlich mehrere Bände. Das Finanzverwaltungs- und das Beitragsgesetz gelangen aber bis zur Februarsession vor den Grossen Rat. Ich hoffe, dass sie im Mai verabschiedet werden können, worauf es am Bernervolk sein wird zu sagen, ob es das Wiederherstellungsgesetz, also das Beitragsgesetz, akzeptieren will oder nicht. Bis es soweit ist, werden wir eine Übergangslösung für Biel und die anderen Spitäler finden. Unsere Gesetze werden kommen; ob das andere kommt, weiss ich nicht.

Abstimmung

Für den Antrag
der vorberatenden Behörden .... 100 Stimmen
Für den Antrag Hirt (Biel) ..... 27 Stimmen

Justizdirektion

Genehmigt.

Polizeidirektion

Genehmigt.

Militärdirektion

Genehmigt.

Kirchendirektion

Genehmigt.

Finanzdirektion

Genehmigt.

Erziehungsdirektion

Graber. Meine Ausführungen betreffen die Position 2000.931, Staatsbeitrag an Gemeinden für Bibliotheken. Im Jahre 1963 hat der Regierungsrat eine kantonale Kommission zur Förderung des Bibliothekwesens eingesetzt, vor allem zugunsten der Jugend- und Volksbibliotheken. Diese kantonale Kommission hat sich die Mühe genommen, eine neue Konzeption und Organisation zu suchen, um das Bibliothekwesen im Kanton Bern attraktiver und vor allem moderner zu gestalten und auch Sachliteratur einzubauen. Diese Kommission hat nachher über die Erziehungsdirektion ihre Begehren angemeldet. Nicht zuletzt auch gestützt auf die Artikel 16 und 17 des Primarschulgesetzes hat sie sich der Aufgabe unterzogen, etwas Neues zu suchen. Zufolge der Teuerung hat der bisherige Beitrag von Fr. 250 000.— nicht mehr ausgereicht. Er hätte auf Fr. 300 000.— hinaufgesetzt werden sollen, und für eine komplette Erneuerung des Bibliothekwesens hätte ein Zusatzkredit von Franken 100 000.— gesprochen werden müssen. Das wären gesamthaft Fr. 400 000.— zugunsten des bernischen Bibliothekwesens, einschliesslich Jugend- und Volksbibliothek, gewesen. Aber auch hier ist die Guillotine im Hinblick auf die finanzielle Lage des Kantons gefallen. Man hat das Begehren zurückgewiesen und wiederum Fr. 250 000.— in den Voranschlag aufgenommen.

Mit Recht wird darauf hingewiesen, dass in anderen Zentren der Schweiz, in Basel, Genf, Lausanne und Zürich, das Bibliothekwesen modern angelegt wird. Es werden grosse Anstrengungen unternommen im Kampf gegen die Massenmedien und die Schundliteratur. Ich kann hier der Stadt Bern ein Kränzchen winden und festhalten, dass die Stadt Bern für ihre Volksbibliothek im Jahre 1961 Fr. 12 000.— aufgewendet hat, im Jahre 1962 waren es Fr. 65 000.—, im Jahre 1963 Fr. 200 000.–, in den Jahren 1964 und 1965 je Fr. 350 000.—, im Jahre 1966 Fr. 500 000.— und im Jahre 1967 sogar Fr. 600 000.—, nebst Fr. 200 000.—, welchen Betrag die Stadt Bern für die Universitätsbibliothek noch bereitzustellen hat. Man kann also sagen, dass die Stadt Bern annähernd 1 Million Franken für das Bibliothekwesen aufwendet. Ich muss mich nun fragen, wie es sich in den finanzschwachen Gemeinden verhält, die abseits der Konjunktur stehen, wo aber erwiesenermassen die gleiche Lesefreude besteht wie in der Stadt, nämlich 15 bis 20 Prozent Leser oder 3 bis 5 Bände je Kopf der Bevölkerung. Diese Zahlen sind in der ganzen Schweiz gleich, sofern Bibliotheken zur Verfügung stehen. Im Vergleich zum Gesamtbudget wäre ein Betrag von Fr. 100 000.— verschwindend klein. Ein solcher zusätzlicher Beitrag wäre aber in der Lage, eine sehr grosse Lücke im Kampfe gegen die Schundliteratur und die Massenmedien zu schliessen. Darüber sollte man sich unterhalten.

Ich will heute keinen Antrag stellen. Es wäre sicher jetzt nicht möglich, das Budget noch zu ändern. Nachdem sich aber die Finanzkommission auf den Standpunkt stellt, man müsse vielleicht sogar das Primarschulgesetz revidieren, um Subventionen herabzusetzen, möchte ich dem entgegenhalten, nächstes Jahr doch den Wünschen der erwähnten kantonalen Kommission zur Förderung des Bibliothekwesens ein vermehrtes Augenmerk zu schenken, deren Begehren sich auf fundierte Erhebungen stützen. Dieses Problem sollte zusammen mit der Erziehungsdirektion besprochen werden, um im Budget pro 1969 den Kredit in der Position 2000.931 entsprechend zu erhöhen. Ich möchte dieses Begehren jetzt schon angemeldet haben und werde mir erlauben, nächstes Jahr einen Antrag zu stellen, falls unser Anliegen von der Regierung nicht berücksichtigt wird.

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bin dankbar, dass Herr Graber keinen Antrag stellt. Ich bin bereit, die aufgeworfene Frage zu prüfen.

Genehmigt.

Baudirektion

Genehmigt.

Verkehrs-, Energie- und Wasserwirtschaftsdirektion

Genehmigt.

Forstdirektion

Genehmigt.

Landwirtschaftsdirektion

Stauffer (Gampelen). Gestatten Sie mir, Ihre Aufmerksamkeit für einige Minuten in Anspruch zu nehmen. Ich will einige Bemerkungen zum Abschnitt Landwirtschaftsdirektion anbringen. Wenn Sie die Doppelseite 6/7 des Voranschlages aufschlagen, stellen Sie fest, dass in den Ausgaben der Rechnung 1966 ein Betrag von 27,5 Millionen Franken figuriert, was 4,3 Prozent der Gesamtausgaben ausmacht. Im Voranschlag 1967 sind es 26,8 Millionen oder 4,04 Prozent der Gesamtausgaben und im Voranschlag 1968 sind es 27,8 Millionen oder nur 3,86 Prozent der Gesamtausgaben. Sie werden mir sagen, das sei gehüpft wie gesprungen, da bestehe kaum ein Unterschied. Dazu muss ich immerhin feststellen, dass der Anteil der Landwirtschaft im neuen Budget prozentual nochmals zurückgegangen ist. Ich hatte vorerst die Absicht, Ihnen hier eine Erhöhung um 1 Million Franken zugunsten des Meliorationswesens zu beantragen. Das vorliegende Budget ist aber so sakrosankt, dass es besser ist, nicht daran zu rütteln. Es ist alles so durchdacht, dass auch ich jetzt auf die Einreichung eines Antrages verzichten will. Immerhin möchte ich bemerken, dass wir mit diesem Betrag nicht mehr durchkommen. Im nächsten Budget werden die Beiträge an das Meliorationswesen – es sind 7 Millionen von 27 Millionen, die der Landwirtschaftsdirektion zur Verfügung stehen – erhöht werden müssen. Der Bund hat in seinem Voranschlag dem Kanton Bern ebenfalls 7 Millionen Franken für Meliorationen zugebilligt. Wir haben aber in unserem Meliorationsgesetz beschlossen, in gewissen Fällen weiterzugehen als der Bund. Wir wollen beispielsweise in Hanglagen und im Berggebiet auch Heimwesen sanieren, die nach Bundesvorschriften nicht mehr subventionsberechtigt wären, namentlich wenn sich auf einem kleinen Heimwesen eine vertrauenswürdige Familie befindet, wobei der Betriebsinhaber noch ein Nebenamt wie Wildhüter oder Förster innehat. Wir sind auch bereit, für die Bergstrassen, falls notwendig, 5 Prozent mehr Beiträge auszurichten als der Bund. Wir sind also nicht in der Lage, im Jahre 1968 den Beitrag entgegenzunehmen, den uns der Bund gerne geben möchte. Bei der Eisenbahnvorlage hat man erklärt, der Bund sei bereit, Geld zu geben, und wenn es der Kanton Bern nicht nehme, nehme es jemand anderes. Hier ist es genau dasselbe. Wir haben in unserem Voranschlag zu wenig hohe Kredite, um die Bundesmittel auszulösen, die uns zur Verfügung stehen würden.

Daneben haben wir unsere Berufsschulen. In dieser Session haben wir einen Betrag zum Ausbau des Waldhofes gesprochen. Auch andere Schulen wie Schwand usw. sollten ausgebaut werden, und zwei weitere landwirtschaftliche Schulen sollten errichtet werden. Ich glaube, es ist Ihnen bekannt, dass man diesen Herbst 90 junge Burschen zurückweisen musste, da in den landwirtschaftlichen Berufsschulen kein Platz mehr vorhanden war. Was würden Sie sagen, wenn Gewerbeschüler, die eine Lehrzeit absolvieren, vom Schulbesuch wegen Platzmangels einfach zurückgewiesen werden müssten? In der Landwirtschaft verhält es sich so, dass kein Obligatorium zum Berufsschulbesuch besteht. Hätte man das Obligatorium, müsste wahrscheinlich der Staat wohl oder übel dafür sorgen, dass die Leute eine Schule besuchen können. Man hatte seinerzeit Angst, eine solche Bestimmung ins Landwirtschaftsgesetz hineinzunehmen. Heute haben wir dafür diesen bedauerlichen Zustand.

Der Herr Finanzdirektor hat uns heute schon zwei- bis dreimal gesagt, es gebe noch einen anderen Weg, es sei noch irgendwo Geld vorhanden, womit noch etwas vorgekehrt werden könnte. Unser Meliorationsamt kann jedoch im nächsten Jahr nicht mehr Aufträge vergeben, als im Voranschlag Kredite zur Verfügung stehen. Darüber hinaus darf es nicht gehen, sonst verstösst es gegen das Gesetz. Das wollen wir auch nicht. Deshalb muss ich Ihnen empfehlen, im nächsten Budget zugunsten der Landwirtschaft einen Betrag aufzunehmen, der sich sehen lässt. Der Kanton Bern gilt noch ein wenig als Landwirtschaftskanton. Aus dem vorliegenden Budget mit einem bloss 4prozentigen Anteil der Landwirtschaft an den Gesamtausgaben könnte man dies jedoch nicht schliessen. Der Herr Finanzdirektor wird mir vielleicht antworten, die Meliorationen seien nicht eine Angelegenheit des Staates, daran gebe er nur Beiträge, der Staat habe andere Aufgaben, die eigentlichen Staatsaufgaben, die wichtiger seien und mehr forciert werden müssten als die sogenannten Subventionsaufgaben. Schlussendlich glaube ich aber doch, dass die Grundlagenverbesserung unserer Landwirtschaft eben auch eine Angelegenheit des Kantons ist. Es wäre zu begrüssen, wenn der Kanton Bern auch hierin einen Ehrenplatz einnähme und nicht immer am Schwanz der Schweizerkantone figurieren würde.

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Auch hier fehlt es dem Finanzdirektor nicht etwa am guten Willen. Ich habe Verständnis für das Begehren von Herrn Stauffer. Wir haben jahrelang 5,5 Millionen Franken bewilligt. Man sagte, wir sollten 15 Millionen Franken zur Verfügung haben, haben 8 Millionen bewilligt und diesen Betrag dann auf 7 Millionen Franken reduziert. Nun möchte ich auch hier darauf hinweisen, dass im Budget der Forstdirektion Fr. 1 800 000.— für Aufforstungs- und Wegprojekte enthalten sind. Wir haben bewilligte Projekte von rund 8 Millionen Franken. Es verhält sich also nicht so, dass wir nichts bewilligen würden. Diese Projekte dauern zeitlich viel länger als beispielsweise Schulhausbauten. Es sind solche auf weite Sicht, die manchmal 8 bis 10 Jahre beanspruchen können. Ähnlich ist es bei den Meliorationen. Für Aufforstungs- und Wegprojekte hatten wir wie erwähnt im Voranschlag der Forstdirektion einen Betrag von Franken 1 800 000.— zur Verfügung. Aus der Anleihe, die wir diesen Monat aufnehmen, haben wir zusätzlich 1,1 Millionen ausbezahlt, so dass wir für diese Projekte auf 2,9 Millionen Franken kommen. Wir bauen also die eingegangenen Verpflichtungen rasch ab. Beim Meliorationswesen haben wir gegenwärtig noch bewilligte Projekte im Betrage von 24 Millionen Franken. Wenn wir jährlich 7 Millionen Franken sprechen, so wird dieser Betrag in ungefähr 3½ Jahren abgetragen sein. Wenn wir aber auf dem Anleihenswege noch zusätzliche Mittel beschaffen können, werden wir in der Lage sein, weiterzugehen. Im Budget 1967 haben wir einen Po-

sten von 7 Millionen Franken. Aus dem erwähnten Anleihen haben wir jedoch vorschussweise für die Meliorationen bereits zusätzlich 2,1 Millionen Franken aufgewendet, so dass die Wartefristen sehr stark abgekürzt werden können. Wenn wir nächstes Jahr zu den Verpflichtungen von 90 Millionen Franken gemäss Voranschlag weitere 40 Millionen Franken auszahlen können, ergibt das die respektable Summe von 130 Millionen Franken. Dadurch werden unsere Verpflichtungen wesentlich rascher abgebaut, worauf wir an die Lösung neuer und vielleicht erweiterter Aufgaben herantreten können. Es werden uns aber noch zwei bis drei harte Jahre bevorstehen.

Ich danke Herrn Stauffer, dass er keinen Antrag gestellt hat.

Genehmigt.

Fürsorgedirektion

Genehmigt.

Gemeindedirektion

Genehmigt.

Schlussabstimmung

Für Genehmigung
des Voranschlages 1968 ..... 114 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Landerwerb in Kirchdorf

(Beilage Nr. 29, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Ischi, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Liegenschaftskauf in Bern

(Beilage Nr. 29, Seite 3)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Ischi, Mitglied der Staatswirtschaftskommission. Ferner sprechen dazu die Grossräte Winzenried und Wirz sowie Finanzdirektor Moser, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Landerwerb für den Bau des National- und Hauptstrassennetzes

(Beilage Nr. 29, Seite 3)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Ischi, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Motion des Herrn Grossrat Baumberger — Steuerabzug bei auswärtiger Verpflegung

(Siehe Seite 265 hievor)

Baumberger. In der von mir bereits im Mai eingereichten Motion habe ich verlangt, dass für die auswärtige Verpflegung und die Schichtarbeit der bisher geltende abzugsberechtigte Betrag nach Ziffer 17 c (ausserordentliche Gewinnungskosten) der Steuererklärung erhöht werde. Zur allgemeinen Beruhigung möchte ich vorweg betonen, dass dies keine Steuergesetzrevision mit sich bringt, sondern in die Kompetenz des Regierungsrates fällt.

Der Regierungsrat hat bis jetzt immer einen gewissen Betrag bewilligt. So konnten in den Steuerperioden 1959/60 und 1961/62 Fr. 1.50 je Tag und in den folgenden Steuerperioden 1963/64, 1965/66 und 1967/68 Fr. 2.20 in Abzug gebracht werden. Sie gehen sicher mit mir einig, dass diese Fr. 2.20 nicht mehr den Wert haben, den sie noch 1963 hatten. Bekanntlich hatten wir 1963 einen durchschnittlichen Index von 201,5 Punkten, Ende August 1967 aber bereits einen solchen von 236,5 Punkten. Sie sehen also, dass meine Motion berechtigt ist, schon wenn wir nur die Teuerung sehen und ihr Rechnung tragen wollen.

Nun möchte ich aber zu den veränderten Verhältnissen, wie sie heute bestehen, auch noch etwas sagen. Ein Problem in dieser Angelegenheit ist sicher das Wohnungswesen. Wenn wir vor Jahren noch die Möglichkeit hatten, in der Nähe des Arbeitsortes eine anständige Wohnung zu einem erschwinglichen Preis zu mieten, so ist dies heute nur noch mit Glück und Zufall möglich. Es ist deshalb so, dass der Arbeitnehmer im allgemeinen weitere Reisestrecken zurücklegen muss. Für alle diese Personen stellt sich nun sofort die Frage, ob sie während der Mittagspause noch nach Hause gehen können. Wenn nicht, so müssen sie infolge der auswärtigen Verpflegung vermehrte Auslagen auf sich nehmen. Die Zahl derjenigen Personen, die sich auswärts verpflegen müssen, nimmt ständig zu.

Noch ausgeprägter ist die Situation bei den Schichtarbeitern. Vor einigen Jahren hat die Schichtzulage, die ja bekanntlich als Lohn versteuert werden muss, ungefähr gleichviel ausgemacht wie auf der andern Seite abgezogen werden konnte. Früher wurde ein Zuschlag von 20 Rappen je Stunde bezahlt, was beim 8-Stunden-Tag Fr. 1.60 ausmachte. Davon konnten, wie gesagt, Fr. 1.50 wieder abgezogen werden. Heute hat die Industrie in dankbarer Weise die Schichtzulage wesentlich erhöht, weil vor allem immer grössere Schwierigkeiten entstanden sind, überhaupt noch tüchtige Arbeitskräfte für die Schichtarbeit zu gewinnen. Schichtarbeit ist in vielen Betrieben unbedingt erforderlich, damit die Maschinen rationell im 24-Stunden-Betrieb eingesetzt werden können. Aber ein Schichtarbeiter kann seine freie Zeit nicht mehr gestalten, wie er will, da er zum Beispiel im Dreischichtenbetrieb nur noch eine Woche lang den Abend frei hat, mit der anderseitigen Belastung, dass er anderntags bereits in aller Frühe um 5 oder 6 Uhr die Arbeit aufnehmen muss. Der Schichtarbeiter kann am kulturellen und politischen Leben praktisch nicht mehr aktiv teilnehmen.

Die Schichtzulagen, die nun ausgerichtet werden, betragen zum Beispiel in der Papierindustrie 30 Rappen je Stunde während des Tages und Fr. 1.35 je Stunde für die Nachtschicht. Auch in der Metallindustrie ist es ähnlich. Dort werden für die Früh- und Nachmittagsschicht je 20 Rappen pro Stunde und für die Nachtschicht Fr. 1.40 pro Stunde ausbezahlt. Diese Schichtzulagen bilden für den Arbeitnehmer einen merklichen Lohnanteil, und diese Lohnanteile werden voll und ganz versteuert. Wenn ich mit durchschnittlichen Zahlen rechne, so stelle ich fest, dass heute jeder Schichtarbeiter nur wegen der Schichtzulagen Fr. 800.— mehr steuerpflichtiges Einkommen aufweist als 1961. Ich glaube, auch hier ist die Berechtigung meiner Motion erwiesen.

Der Regierungsrat ist nun leider nicht bereit, mein Begehren als Motion entgegenzunehmen, sondern nur als Postulat. Dies bedaure ich aufrichtig. Da aber Verhandlungen auf eidgenössischer Ebene bevorstehen, bin ich mit der Umwandlung in ein Postulat einverstanden.

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Herr Motionär hat festgestellt, dass die Kompetenz zur Lösung dieser Frage in den Händen der Regierung liegt durch den Erlass einer Verordnung.

Ein Höchstbetrag für zusätzliche Verpflegungskosten wurde erstmals zum Zwecke der Vereinheitlichung der Praxis für die Veranlagungsperiode 1953/54 mit Fr. 1.50 je auswärtige Hauptmahlzeit bzw. Schichttag festgelegt. In den Vorjahren wurden die entsprechenden Abzüge im Einzelfall je nach Ermessen festgesetzt. Für die Veranlagungsperiode 1963/64 wurde dann der Ansatz, der zehn Jahre lang gleichgeblieben war, von Fr. 1.50 auf Fr. 2.20 erhöht, das heisst um 46,6 Prozent, obschon die Teuerung in diesen zehn Jahren lediglich 12,95 Prozent betragen hat. Mit dieser verhältnismässig starken Erhöhung auf Fr. 2.20 hat man die Teuerung bereits vorsorglich ausgleichen wollen. Rein indexmässig betrachtet, könnte man sich heute also auf den Standpunkt stellen, dass die massive Erhöhung des Ansatzes für die Veranlagungsperiode 1963/64 sehr wahrscheinlich ausreichen würde, um auch noch die Teuerung bis zum Jahre 1968 aufzufangen. Trotz dieser Situation hat die Steuerverwaltung schon vor der Einreichung der Motion Baumberger im Hinblick auf die Veranlagungsperiode 1969/70 den Verpflegungskostenabzug von Fr. 2.20 im Sinne einer angemessenen Erhöhung einer Überprüfung unterzogen. Seinerzeit schon hat man auf diesem und anderen Gebieten mit anderen Kantonen Fühlung aufgenommen, um mit der Zeit zu einer einheitlichen Praxis zu kommen. In diesem Sinne wurden bereits Vorarbeiten geleistet. Wir hoffen, diese Arbeiten so zu fördern, dass wir auf die Veranlagungsperiode 1969/70 hin eine Neuregelung erhalten. Sie werden sicher begreifen, dass die Regierung aus diesem Grunde freie Hand haben möchte und die Motion Baumberger nur in der Form eines Postulates entgegennehmen will. Wir sollten darnach trachten, uns vorerst auf eidgenössischem Boden zu einigen. Wir müssen noch abwarten, um zu sehen, wie sich die Verhältnisse bis Ende 1968 entwickeln. Ein Entscheid liegt dann in der Kompetenz der Regierung und wird in den Richtlinien zur Steuererklärung 1969/70 bekanntgegeben werden können.

Ich bin dem Herrn Motionär dankbar, dass er für diese offene Situation Verständnis hat und bereit ist, seine Motion in ein Postulat umzuwandeln. Er sieht ja, dass wir unser möglichstes tun.

Abstimmung

Für Annahme der Motion Baumberger
in der Form eines Postulates .. Grosse Mehrheit

Motion des Herrn Grossrat Fleury — Gewinnungskostenabzug in der Steuererklärung

(Siehe Seite 368 hievor)

Fleury. C'est sur la base de doléances bien légitimes que je me suis permis de commenter un des aspects de notre loi fiscale. Ma motion préconise en l'occurrence un réajustement des défalcations pour frais de déplacements jusqu'au lieu de travail. Je ne doute pas que mon intervention soit considérée par la Direction des finances comme un paradoxe face à la situation financière précaire de l'Etat. L'ingrate mission dont je m'acquitte appelle cependant certaines considérations. Afin de parfaire aux engagements de l'Etat, tels qu'ils découlent des arrêtés en vigueur, il n'est pas impossible de trouver de nouvelles ressources dans certains secteurs qui supporteraient volontiers la compensation du minime allègement que je suggère. Le but de ma motion n'est donc pas de provoquer une diminution des recettes, mais de promouvoir un équilibre fiscal. On me dira peut-être que dans la politique conjoncturelle de notre temps, le niveau de vie du contribuable a augmenté sensiblement. Je ne voudrais pas que l'on m'accuse de passer sous silence la démonstration d'un certain bien-être qui est étalé à l'occasion des week-ends et des festivités de tous genres. Tout cela est le reflet de notre vie contemporaine. Mais les apparences sont souvent trompeuses. Le salarié, le père de famille en l'occurrence, doit faire face à des charges sociales toujours plus grandes. La diminution marquée du pouvoir d'achat cause également des effets préjudiciables. Il est incontestable que les tendances inflationnistes affectent les milieux financièrement faibles de notre population. Le processus de la progression à froid de notre fiscalité ne répond plus à l'augmentation du coût de la vie. Notre loi fiscale n'est pas immuable. Il importe donc de procéder à une réadaptation de certaines normes. En ce qui concerne le salarié qui est appelé à se déplacer journellement à son lieu de travail, il est indispensable qu'il puisse dans une plus large mesure défalquer ses frais de voiture.

Qu'en est-il exactement des possibiltés de déduction? L'ordonnance du Conseil-exécutif du 17 novembre 1964 stipule qu'une déduction forfaitaire de fr. 400.— est admise et que les frais de déplacement sont déductibles dans la mesure où ils excèdent fr. 300.—. Ces derniers sont donc déjà compris dans la déduction en pour-cent de fr. 300.—, 200.—, et 100.—.

En règle générale, dit le guide, les frais de déplacement ne peuvent être défalqués que partiellement ou même pas du tout. Il importe donc, en toute équité, d'augmenter la déduction forfaitaire de fr. 400.—, d'une part, et, d'autre part, de réajuster les limites de fr. 300.— pour frais. Par ailleurs, le montant de fr. 0,25 au km qui est pris en considération ne répond plus aux conditions actuelles. Celui-ci devrait être porté à fr. 0,33, ainsi que cela est le cas pour le personnel de la Confédération.

Je pense que les amendements que je viens de citer ne grèveraient pas le budget cantonal dans de larges proportions. D'autre part, il est de notre devoir, à notre époque d'industrialisation, de tout mettre en oeuvre pour maintenir au mieux nos populations rurales en leur donnant la possibilité de contribuer à l'expansion économique. La désertion de la campagne pour la ville a déjà atteint un stade inquiétant. Il en découle aussi pour les grandes agglomérations des difficultés insurmontables, telles que l'ouverture de nouvelles classes et des projets de planification onéreux. Il va de soi que l'on ne peut remédier à cet exode qu'en donnant aux salariés, qui ont recours à la motorisation pour se rendre à leur travail, la possibilité de défalquer les frais y relatifs.

Au vu de ces considérations, je vous prie d'accepter ma motion.

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Regierung lehnt die Motion Fleury ab, auch in der Form eines Postulates, und zwar aus folgenden Gründen:

Ich habe vorhin, bei der Antwort auf die Motion Baumberger darauf hingewiesen, dass das Problem, das Herr Grossrat Baumberger aufgeworfen hat, durch eine Verordnung der Regierung gelöst werden könne. Beim Begehren des Herrn Fleury dagegen liegen die Verhältnisse ganz anders. Es geht darum, das bestehende Steuergesetz abzuändern. Ich habe früher hier bereits mehrmals erklärt: Ich lehne jeden Vorstoss ab, der schon heute darauf hintendiert, das Steuergesetz zu revidieren. Das neue Steuergesetz ist erst eine Steuerperiode in Kraft. Wir stehen nun mit diesem Gesetz in der zweiten Veranlagungsperiode, und schon kommt man mit Abänderungsanträgen, die sich absolut nicht aufdrängen. Aus dieser grundsätzlichen Überlegung muss ich den Vorstoss Fleury ganz allgemein ablehnen.

Bei der Motion Fleury geht es darum, in welchem Umfange der Unselbständigerwerbende die Gewinnungskosten soll abziehen können. Man war bei der letzten Steuergesetzrevision der Meinung, es komme nicht in Frage, alle Gewinnungskosten abziehen zu können. Als man seinerzeit dazu kam, den Gewinnungskostenabzug für Unselbständigerwerbende zu gestatten, fand man den Weg einer prozentualen Lösung. Bei der letzten Steuergesetzrevision wurde der Gewinnungskostenabzug für Unselbständigerwerbende wie folgt festgelegt: Für Ledige auf höchstens Fr. 1000.—, für Verheiratete auf höchstens Fr. 1200.— und mindestens Fr. 700.—. Das war der Grundsatz. Man glaubte dann, auch noch zusätzliche Abzüge für Fahrkosten, auswärtige Verpflegungskosten, Berufskleider usw. gestatten und im Gesetz einbauen zu können. Das ging nicht. Wir sind dann dazu gekommen, den prozentualen Abzug zu erhöhen und daneben nur gewisse ausserordentliche Kosten abziehen zu lassen. Für das kleine Drum und Dran, das nicht als ausserordentlich gelten kann, wurde dagegen der Abzug einfach auf Fr. 400.— begrenzt. Dabei sind wir bis heute geblieben. Ist einer gezwungen, das Motorfahrzeug zu benutzen, um zur Arbeit zu fahren, so bestehen auch hiefür besondere Vorschriften. Das ist speziell geregelt wie eine ganze Anzahl weiterer Einzelheiten. Nach unserer Auffassung rechtfertigt es sich nun nicht, wegen einer Position von Fr. 400.— schon drei Jahre nach Inkrafttreten des Gesetzes eine Motion für eine Gesetzesrevision entgegenzunehmen, die von mir aus gesehen hoffentlich noch in weiter Ferne liegt. Wenn wir anfangen, solche Begehren entgegenzunehmen – ich habe schon mehrmals darauf hingewiesen –, so haben wir in der nächsten Session bereits zwei Vorstösse für eine Steuergesetzrevision zu behandeln, in der übernächsten Session werden es 3 oder 4 sein, und wenn die Wahlen fällig werden, hätten wir plötzlich wieder 30 oder 35 persönliche Vorstösse auf diesem Gebiete, wie vor 4 oder 5 Jahren. Dem muss ich entgegentreten, und das ist denn auch der Grund, warum die Regierung die Motion Fleury ablehnt. Ich habe Verständnis für alle diese sozialen Belange, aber einmal muss man irgendwo verbleiben. Wir werden diese Fragen später wieder einmal prüfen, aber nicht jetzt und nicht in dem Tempo, das hier angeschlagen werden soll. Ich muss Ihnen den Antrag stellen, die Motion Fleury und auch ein allfälliges Postulat abzulehnen.

Abstimmung

Für Annahme der Motion Fleury	28 Stimmen
Dagegen	62 Stimmen

Motion des Herrn Grossrat Boss — Vermehrte Unterstützung der Gemeinden in der Lösung ihrer Aufgaben

(Siehe Seite 370 hievor)

Boss. Ich will versuchen, meine Motion in möglichster Kürze zu begründen.

Nirgends sind die Unterschiede in der Steuerkraft, auf den Kopf der Bevölkerung berechnet, so gross wie in den Randgebieten des Kantons. Man sieht dies am besten, wenn man aus den erschlossenen, stark besiedelten Gegenden hinausgeht in die wenig bevölkerten, abgelegenen Gebiete oder in die Gemeinden, wo der Fremdenverkehr nur durchfliesst, ohne die Dörfer wirtschaftlich zu befruchten, oder überhaupt in Gebiete, die abseits der grossen Verkehrsstränge, abseits von Bahn oder Strasse liegen.

Ich will nicht viele Zahlen bringen, muss aber doch einige hier anführen. Wenn wir die Steuerkraft je Kopf der Bevölkerung betrachten, so stellen wir im Amtsbezirk Interlaken – ein ähnliches Bild ergäbe sich auch für das Simmental, das Schwarzenburgerland oder das Oberemmen-

tal – im Jahre 1963 folgende Unterschiede fest: Interlaken Fr. 203.67, Grindelwald Fr. 173.85, Lütschenthal Fr. 46.16, Habkern Fr. 43.77 und Saxeten Fr. 41.40, bei einem kantonalen Durchschnitt von Fr. 154.43. Die meisten der Gemeinden, die ich zuletzt angeführt habe, sind nach Tragfähigkeitsfaktor in der untersten, der dritten Klasse eingestuft.

Wenn ich versuche, die Gemeinden, die ich mit meiner Motion ins Auge gefasst habe, gemeinsam zu charakterisieren, kann ich sagen: Es sind festzustellen geringe bis geringste Steuerkraft und stagnierende oder sogar rückläufige Bevölkerungszahlen bei gleichen öffentlichen Aufgaben wie in den anderen Gemeinden. Hinzu kommen aber hier noch das Problem des Anschlusses an den Verkehr und ein grosser Nachholbedarf auf allen Gebieten, da man seit Jahren kein grösseres öffentliches Werk in Angriff nehmen konnte. Genau in dem Zeitpunkt, wo die kantonalen Finanzen knapp geworden sind und die Subventionen nur noch mit Verzögerung ausbezahlt werden konnten, wodurch alle Subventionsbezüger durch die Schuldzinsen einen kalten Subventionsabbau in Kauf nehmen mussten, sind die Probleme dieser Gemeinden aus den verschiedensten Gründen plötzlich dringend geworden. Einmal sind an manchen Orten heute Ansätze von Fremdenverkehr vorhanden. Diese verlangen gebieterisch eine bessere Erschliessung, den Ausbau der Wasserversorgung, die Abwasserklärung und den Aufbau einer gut funktionierenden Feuerwehr. Die Notlage im Schulwesen, der Lehrermangel und der häufige Wechsel von Lehrkräften verlangen Um- und Neubauten von Schulhäusern und Lehrerwohnungen. Die zum Teil traurige Situation in der Alpwirtschaft ruft nach Alperschliessung, nach Alpmelioration. Die Lösung all dieser Probleme wird durch die Abgelegenheit, die auch höhere Transportkosten zur Folge hat, noch wesentlich erschwert. Eine weitere Verteuerung bei der Lösung dieser Aufgaben entsteht dadurch, dass man in gewissen Dörfern, wenn man etwas vorausplant, schon auf erhöhte Bevölkerungszahlen Rücksicht nehmen muss, also einen gewissen Fremdenverkehr, eine gewisse Gästezahl bei der Planung einbeziehen muss. Wenn ich erwähne, dass Isenfluh mit 50 Einwohnern und wo der Fremdenverkehr noch in den Kinderschuhen steckt, heute schon im Sommer 300 bis 400 Gäste hat, so kann man sich an diesem einzigen Beispiel vorstellen, wie hier zum Beispiel die Lösung des Abwasserproblems erschwert und verteuert wird. Trotzdem müssen auch in diesen Gemeinden die sich stellenden Aufgaben gelöst werden.

Stellt man den Finanzbedarf zusammen und vergleicht man ihn mit dem jährlichen Steuereingang in irgendeiner solchen Gemeinde, so sieht man keine Möglichkeit, dass das Gemeinwesen seine Aufgaben innert nützlicher Frist finanzieren könnte, ohne nachher eine Schuldenlast auf dem Buckel zu haben, die jede weitere Tätigkeit lähmen würde. Bei Isenfluh hat man mit dem Strassenbau seinerzeit wohl den letztmöglichen Augenblick wahrgenommen. Auch hier hat es die Intervention des Staates gebraucht durch die Übernahme der Strassenbauschuld, um der Gemeinde überhaupt zu ermöglichen, die jetzt folgenden Arbeiten in Angriff zu nehmen. Wäre dies nicht erfolgt, hätten alle weiteren Aufgaben (Wasserversorgung, Alperschliessung, Wegprojekte usw.) gar nicht in Angriff genommen werden können. Im Wallis, wo man viele solche Gemeinden hat, kennt man das System der zweiten Subventionierung, indem der Anteil, welcher der Gemeinde verbleibt, nachher noch ein zweites Mal durch den Kanton subventioniert wird, je nach dem Tragfähigkeitsfaktor der betreffenden Gemeinde. Die Beitragshöhe steigt dort in solchen Fällen sehr rapid an. Dieses System wird bei uns allerdings nicht gut gangbar sein. Der Weg bei uns dürfte darin zu suchen sein, die bestehenden Möglichkeiten (Finanzausgleich, Gemeindehilfsfonds) vermehrt zu speisen, aber auch vermehrt einzusetzen, um damit die Verschuldung dieser Gemeinden, wenn ich so sagen darf, an der Quelle zu bekämpfen, das heisst gar nicht erst einen Schuldenberg anwachsen und damit viele unfruchtbare Zinsen durch die Gemeinden zahlen zu lassen. Schon bei der Bauabrechnung sollte die Finanzierung so geregelt sein, dass der Anteil, welcher der Gemeinde verbleibt, für sie in einem tragbaren Rahmen ist.

Ich fasse zusammen: Die Oberflächengestaltung unseres Kantons bedingt, dass wir viele noch wenig erschlossene Gebiete haben. Die Dörfer in diesen Gegenden haben ihre Aufgaben zu lösen wie jedes andere Gemeinwesen. Diese Aufgaben sind zum Teil dringlicher als anderswo, weil die Finanzlage diese Gemeinden seit vielen Jahren gezwungen hat, die Realisierung der Projekte hinauszuschieben, bis es heute einfach nicht mehr anders geht. Ich möchte hier als Beispiele die Strassen nach Isenfluh und Saxeten anführen. An beiden Orten sind stellenweise die Strasse oder der Hang abgerutscht. Es ist daher schlechterdings unmöglich, die Lösung solcher Aufgaben weiterhin hinauszuschieben. Würde man hier weiter zuwarten, würde bei uns die gleiche Situation eintreten wie in den Dörfern im oberen Tessin. Ob Faido sterben heute viele Dörfer aus, ebenso im Centovalli. Wenn man das Erschliessungsproblem aufschiebt, gehen die Leute weg, und wer einmal weg ist, kommt nicht mehr zurück. Mit Steuererhöhungen kann man diese Arbeiten nicht finanzieren, höchstens die Abwanderung noch begünstigen. Ein Nebenverdienst kann in diesen Dörfern fast nur aus dem bescheidenen Tourismus stammen. Es ist daher notwendig, diese Probleme zu lösen.

Zum Schluss will ich nur noch ein Beispiel erwähnen: Der Urin der 300 Gäste von Isenfluh geht in den Dorfbach, der neben der einzigen Pension des Dörfchens hinunterfliesst. Sie können sich beim Heimgehen selber ein Bild machen, wie es in diesem Dorf zeitweise riechen muss, wo man heute versucht, den Fremdenverkehr etwas anzukurbeln.

Ich bitte die Regierung, diesen Problemen alle Aufmerksamkeit zu schenken, speziell auch im Hinblick auf das neue Beitragsgesetz. Ich bin bereit, meine Motion in ein Postulat umzuwandeln und danke der Regierung heute schon für ihre Arbeit zugunsten der Gemeinden, und Ihnen, meine Herren Kollegen, danke ich für die Aufmerksamkeit.

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich habe mich mit Herrn Grossrat Boss in bezug auf dieses Problem zu verständigen versucht. Ich habe Herrn Boss gesagt, ich sei bereit, die Motion in dem Sinne entgegenzunehmen, wie sie formuliert ist, nämlich als Postulat. Gemäss Auftrag des Grossen Rates vom November letzten Jahres stehen wir übrigens im Begriffe, die Fragen des indirekten Finanzausgleichs zu prüfen. Wir haben ja eine Kommission bestellt zur Neuordnung des Beitragswesens. Das ist der indirekte Finanzausgleich. Beim Studium des Problems haben wir nun gesehen, dass wir nicht darum herumkommen, den direkten Finanzausgleich auf einen neuen Boden zu stellen. Der direkte Finanzausgleich liegt dann vor, wenn gestützt auf eine bestimmte Steueranlage einfach ein Beitrag aus dem Finanzausgleichsfonds oder aus dem Gemeindeunterstützungsfonds zur ganz allgemeinen Lösung der Probleme einer Gemeinde ausgerichtet wird. Der indirekte Finanzausgleich strahlt nachher derart auf den direkten aus, dass wir wahrscheinlich beides in einem Gesetz zusammenfassen werden. Was Herr Grossrat Boss hier anregt, wird dann automatisch geprüft werden müssen. Wenn wir den indirekten Finanzausgleich tangieren, was sehr wahrscheinlich ist, werden wir nicht darum herumkommen, dem direkten vermehrte Mittel zuzuführen. Ich bin Herrn Boss dankbar, dass er jetzt nicht in seiner Motion verbindlich vorschreiben will, die Regierung solle dieses und jenes tun. Bei der Komplexität des Problems wäre es falsch, jetzt vorweg etwas Konkretes zu beschliessen, wenn wir mit einer Vorlage auf dieser breiten Grundlage vor den Rat kommen werden. Ich bitte Sie, der in ein Postulat umgewandelten Motion zuzustimmen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Schluss der Sitzung um 17 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Fünfte Sitzung

Donnerstag, den 9. November 1967, 9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 189 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Barben, Braunschweig, Burri (Bern), Christen, Favre, Grimm, Häberli, Hirt (Utzenstorf), Homberger, Trachsel, Wiedmer.

Motion des Herrn Grossrat Schürch — Besoldung der kantonalen Lehrkräfte

(Siehe Seite 368 hievor)

Schürch. Ich möchte, dass die Regierung ein Dekret über die Lehrerbesoldungen erlässt, wozu sie durch das Lehrerbildungsgesetz verpflichtet ist. Es ist vielleicht nicht ganz normal, die Regierung durch eine Motion an eine gesetzliche Pflicht zu mahnen; aber ich hörte, die Regierung wolle das Dekret überhaupt nicht erlassen. Dieser Gegenstand muss den Rat beschäftigen.

In der ursprünglichen Fassung von Artikel 6 Absatz 4 des Gesetzes über die Ausbildung der Lehrer steht: «Die Besoldung (Seminarlehrer) richtet sich nach den jeweils gültigen Erlassen über die Besoldung der Beamten des Staates.» In der zweiten Lesung jenes Gesetzes, am 31. Januar 1966, haben wir hier über diese Frage diskutiert, und zwar auf Grund eines Antrages von Kollege Dübi. Er hat damals ausgeführt, er sehe nicht recht ein, wieso die Besoldungen der Seminarlehrer sich als einzige im Kanton nach denen der Beamten richten sollen; es entstünden Reibereien zwischen den verschiedenen Lehrerkategorien, indem die eine gegen die andere ausgespielt werde, wenn die Einreihung in eine Besoldungskategorie des Staatspersonals erfolge, die für die Lehrer unter Umständen etwas höher oder tiefer ist als die Kategorie von Staatsbeamten, die dort eingereiht sind. Das ist ein unwürdiges Spiel. Es ist eine Zwängerei zu meinen, man könne die Funktion der Lehrer genau gleich bewerten wie die der Beamten. – Dann hat Herr Dübi auf den wichtigen Punkt hingewiesen, dass die Besoldungen aller Gymnasiallehrer höher sind als die der Seminarlehrer, wodurch man mit der Rekrutierung der letzteren in grosse Schwierigkeiten gerät. Ich kann als Mitglied der Seminarkommission des deutschen Kantonsteils bestätigen, dass dem so ist. Gerade kürzlich hat der Präsident des Schweizerischen Wissenschaftsrates in einem sehr interessanten Artikel auf diesen Engpass bei den Lehrerbildungsanstalten und auf die ungeheure Wichtigkeit hingewiesen und betont, wie wichtig es sei, in den höheren Mittelschulen diesen Engpass zu überwinden, denn es nütze nichts, Millionen für die Hochschulen auszugeben, wenn die Studenten nicht richtig ausgebildet aus der Mittelschule kommen. – Darum haben wir allen Anlass, die ausgezeichnete Lehrer-

bildungstradition des Kantons Bern weiterzuführen und zeitgemäss auszubauen. Dazu braucht es Geld. Man muss den Gymnasial- und Seminarlehrern ein Gehalt offerieren können, das sie veranlasst, sich ihrer Aufgabe mit grösstem Einsatz zu widmen und die Seminarausbildung zu heben.

Auf den Antrag von Kollege Dübi hat der Rat den Artikel 6 Absatz 4 des Lehrerbildungsgesetzes abgeändert. Anstelle des Satzes, die Besoldung richte sich nach den Erlassen über die Beamtenbesoldungen, hat der Rat beschlossen, der Grosse Rat ordne die Besoldung durch Dekret. – Der damalige Erziehungsdirektor Moine wusste, was das bedeutete. Die Regierung war nicht überrumpelt, sie wusste, dass das eine relativ komplizierte Aufgabe sein werde. Er sagte: «Il peut paraître logique de mettre sur le même pied maîtres de gymnases et maîtres d'écoles normales. Cependant cela provoquerait une complication administrative, avec l'obligation de présenter un décret spécial.»

Die Regierung hat gesagt, es werde ein besonderes Dekret nötig sein. Dann hörten wir, man könnte sich eventuell auf den Standpunkt stellen, der gesetzliche Auftrag, ein Dekret über die Seminarlehrergehälter zu erlassen, sei bereits erfüllt, indem die Seminarlehrer im Besoldungsdekret der Staatsbeamten inbegriffen seien. Diese Auffassung zu vertreten, wäre eine Schlaumeierei, die zu benützen wir unserer Regierung nicht zutrauen wollen. Auf alle Fälle würden wir sie nicht akzeptieren. Es ist unbestritten, dass für die Besoldung aller Lehrer, nicht nur der Kantonsschullehrer, eine besondere, dekretsmässige Lösung geschaffen werden muss, die den Besonderheiten dieses Berufsstandes entspricht. Einer Ihrer Kollegen, der dem Lehrerstand angehört, sagte lachend, man könne es so sagen, die Besoldungen der mit den langen Ferien müssen in besonderem Dekret geregelt werden. Damit wollte er sagen, das gelte für die Lehrer aller Schulstufen, weil dort besondere Umstände herrschen. Es geht nicht darum, sie höher zu heben als andere, sondern sie der Eigenart des Berufes entsprechend richtig einzuteilen und zu besolden.

Nun hat man auf das Dekret gewartet. Ich mache der Regierung keinen Vorwurf dafür, dass es noch nicht vorliegt. Ich würde ihr aber einen solchen machen, wenn sie erklären würde, es liege vor. Das wäre die erwähnte Schlaumeierei. Ich wäre auch mit der Antwort nicht einverstanden, man werde nie ein solches Dekret schaffen. Das ginge gegen den Wunsch des Rates.

Der Grosse Rat ist es sich schuldig, eine solche Situation nicht auf sich beruhen zu lassen. Ich bin der Auffassung – bessere Belehrung vorbehalten –, dass er sich auch nicht damit abfinden könnte zu sagen, man nehme meinen Vorstoss als Postulat an, denn dann müsste die Regierung die aufgeworfene Frage lediglich prüfen und darüber berichten. In meiner Motion werfe ich aber keine Frage auf, sondern stelle eine Forderung. Es ist gar nicht zu prüfen, ob man das Dekret erlassen soll oder nicht. Darum bin ich nicht in der Lage, jetzt schon die Motion fallen zu lassen und sie in ein Postulat umzuwandeln. Immerhin wäre es falsch, sofort im Husarenritt ein Dekret zu provozieren. Ich sehe die Schwierigkeiten. Ich bitte die Regierung, sich zu überlegen, ob sie nicht beides tun könne, nämlich gewisse Anpassungen der Seminarlehrerbesoldungen ins Auge zu fassen und uns gleichzeitig zuzusichern, dass sie daran gehen wolle, das Dekret über die Lehrerbesoldungen auszuarbeiten. Dass hiefür einige Zeit benötigt wird, verstehe ich. Aber ich wäre nicht einverstanden, dass man diese Arbeit auf die lange Bank schieben würde.

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Zur Motion Schürch kann ich folgendes sagen: Wir haben auch in der Regierung und in der Finanzdirektion zur Kenntnis genommen, was im Zusammenhang mit dem Lehrerbildungsgesetz beschlossen worden ist. Es ist uns gar nicht darum gegangen, irgendetwas zu unterschlagen oder zu unterdrücken oder irgendeinem Beschluss nicht Folge geben zu wollen. Aber das Geschäft hat eine formelle und eine materielle Seite, wie es Herr Grossrat Dr. Schürch hat durchblicken lassen. Formell ist es tatsächlich so, dass man in der zweiten Lesung sagte, man solle für Seminarlehrer und Lehrer an der Kantonsschule eine besondere Regelung treffen. Der Erziehungsdirektor hat das wahrscheinlich in dem Sinne zur Kenntnis genommen, wie es hier ausgeführt wurde. Aber man könnte rechtlich darüber diskutieren, wenn es heisst, die Besoldung sei in einem Dekret zu ordnen. Wenn nämlich die Meinung die war, es müsse ein besonderes Dekret erlassen werden, hätte das im Gesetz seinen Niederschlag finden müssen, indem man gesagt hätte «ein besonderes Dekret». Das könnte man auch nach Auffassung der Justizdirektion formaljuristisch einwenden. Aber es geht ja nicht um diese formelle Seite, sondern schon damals ging es um die materielle Seite. Auf die werde ich noch zurückkommen.

Zum Wunsch, es sei ein besonderes Dekret für die Seminarlehrer, vielleicht für die Lehrerschaft überhaupt zu machen: Jahrelang hatte man für jede Berufskategorie ein besonderes Dekret. Als die Teuerungszulagen fast jedes Jahr wiederkehrten, war man froh, dass man nicht für jede Berufskategorie ein besonderes Dekret hatte, sondern diese Zulagen für die Beamten und Angestellten des Staates in einem einzigen Dekret regeln konnte. Wir haben immerhin für die Teuerungszulagen noch vier Dekrete. Im Jahr 1947 ist es gelungen, ein Besoldungsdekret zu schaffen, in welchem alles enthalten ist, mit Ausnahme der Besoldungen für die Regierungsräte. Die wurden, gestützt auf eine Initiative, durch Gesetz herausgenommen. Ebenfalls nicht im Besoldungsdekret, mit dem Anhang von 20 Besoldungsklassen, sind die Gehälter der Professoren der Hochschule geordnet (dort liegen besondere Verhältnisse vor), sowie die Besoldungen der Pfarrer (weil auch dort namentlich in bezug auf das Anstellungsverhältnis und die Naturalien besondere Verhältnisse vorliegen). Aber alles andere hat man seit 1947 zusammengenommen, um bei der Festsetzung der Besoldungen jeweilen nicht nur vertikale Vergleiche innerhalb der einzelnen Berufskategorien, sondern auch horizontale Vergleiche zwischen den Kategorien anstellen zu können, wodurch man eine einigermassen gerechte Lösung erhält. – Das Dekret von 1947 wurde mehrmals verlängert, letztmals im Jahr 1964, in welchem Jahr wir den Anhang neu gestaltet haben. Damals stand zur Diskussion, ob man noch besondere Dekrete schaffen wolle (neben

denen für Professoren, Geistliche und Regierungsräte), nämlich für die Gerichtspräsidenten, für richterliche Personen überhaupt, ferner für Technikumslehrer und Landwirtschaftslehrer. Auch diese Gruppen verlangten nämlich ein besonderes Dekret, nicht nur die Seminarlehrer. Das wurde abgelehnt. Man sagte, wir seien aus den erwähnten Gründen froh, alles zusammen zu haben und dass die Vergleichsmöglichkeit vertikal und horizontal bestehe.

In der Presse ist die Angelegenheit nicht genau gleich publiziert worden, wie sie hier im Rate dargestellt wurde. Hier sagte man, es sei ein unwürdiges Spiel, das mit den verschiedenartigen Besoldungen beim Staatspersonal getrieben werde, und man stellte Vergleiche an mit Schulen, deren Träger die Gemeinden sind. In der Presse hiess es, es sei der Lehrerschaft der kantonalen Lehrerseminarien unwürdig, in diesem Anhang aufgeführt zu werden. In diesem Anhang ist aber, vom Obergericht und Gerichtspräsidenten bis hinab in die 20. Besoldungsklasse alles beieinander. Im Grossen Rat wurde diese Aversion, gemäss Tagblatt des Grossen Rates, nicht so spitz ausgedrückt.

Ich bin mit Herrn Grossrat Schürch einverstanden. Gesetzgeberisch könnten wir in Wortklauberei machen. Der Grosse Rat muss entscheiden, ob er weitere Berufskategorien, insbesondere die Seminarlehrer, aus dem Gesamtdekret herausnehmen und für sie ein neues Dekret schaffen, oder ob er es mit der Herausnahme der Professoren, Geistlichen und Regierungsräte bewenden lassen will. Im ersteren Fall würden noch verschiedene andere Kategorien sich auch melden. Das zur formellen Seite.

Nun zur materiellen Seite: Wir werden wieder einmal an eine Revision des Dekretes und des Anhangs herantreten. Aber wenn wir heute eine Kategorie herausnehmen, wird die Diskussion über das ganze Dekret aufgerollt, und zwar nicht nur formell, sondern auch materiell. Hierzu sind sehr starke Ansätze vorhanden. Seit der Reallohnerhöhung von 1964 sind wir mit dem jeweiligen Teuerungsausgleich durchgekommen. Die Teuerungszulage beträgt nun 18,5 Prozent, für einzelne Pensioniertenkategorien 23,5 Prozent. Wenn die Teuerung im Jahr 1968 unverändert weitergeht, wären wir Ende des nächsten Jahres auf 23,5 Prozent Teuerungszulage. Von dieser Zulage bezahlen die Versicherten keine Prämie. Wahrscheinlich kommt im nächsten Jahr der Moment, wo wir die Teuerungszulage teilweise in die Versicherung einbauen müssen.

Wir sind im Kanton in bezug auf Besoldungen und Versicherungen nicht so unabhängig, wie wir es gern sein möchten. Im Bund diskutiert man gegenwärtig über Reallohnerhöhungen. Ich weiss nicht, ob sie ab 1968 oder ab 1969 allenfalls in Kraft gesetzt werden, aber etwas wird jedenfalls beschlossen werden. Das wird für uns der Moment sein, die Reallöhne zu verbessern und die Teuerungszulagen ganz oder teilweise in die Versicherung einzubauen.

Gegenwärtig wird im Bund die siebente AHV-Revision diskutiert. Wenn diese unter Dach ist, müssen die Ansätze für die Rentenversicherung überprüft werden. Heute beträgt das Rentenmaximum 65 Prozent. Wenn die geltenden Teuerungszulagen und die Reallohnverbesserung mitversichert würden, kämen die untersten Besoldungsklassen, inklusive AHV, auf ein Ruhegehalt von weit über 100 Prozent der früheren Bezüge, nämlich voraussichtlich auf etwa 120 Prozent. Darum werden wir das wieder anpassen müssen. Wahrscheinlich kämen die Beamten der 16. oder 17. Besoldungsklasse ohne diese Anpassung auf 100 Prozent Ruhegehalt, immer inklusive AHV. Ob wir das alles dann auf den 1. Januar 1969 werden regeln können, steht noch nicht fest.

Ich lehne die Motion nicht aus Wortklauberei, nicht aus formellen Gründen ab, die man vorbringen könnte, sondern aus materiellen Gründen. Den Seminarlehrern und den Lehrern der Kantonsschule ist es nämlich grundsätzlich gleich, ob sie in einem besonderen Dekret oder im Gesamtdekret erwähnt sind. Sie wollen einfach mehr Lohn. Auch Herr Dr. Schürch hat darauf das Gewicht gelegt. Er erachtet die Löhne als ungenügend. Aber mit dem gleichen Begehren kommen die Technikumslehrer und die Landwirtschaftslehrer. All diese sind in zwei bis drei Besoldungsklassen eingereiht. Wir könnten es auf dem materiellen Boden nicht verantworten, Ihnen auf die Februarsession ein Dekret für die Seminar- und Kantonsschullehrer vorzulegen, um deren Besoldung zu erhöhen. Wir müssten die ganze Berufskategorie neu ordnen. Wenn wir aber dort hinaufgehen, kommen die Gerichtspräsidenten, und alle Kategorien bis zur Überklasse A müssten gehoben werden. Das würde zur Revision des Besoldungsdekretes und des Anhanges führen. – Das ist der Grund, warum ich die Motion ablehne. Im nächsten Jahr ist ein ganzer Komplex von Problemen zu lösen, und man kann daher nicht vorweg diese Gruppe herausnehmen.

Ich habe Herrn Dr. Schürch gesagt, er möge in dieser Situation damit einverstanden sein, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. Wir haben die Sache in Bearbeitung. Wir sind bereit, auf Ende des Jahres überall, wo wir das Gefühl haben, wir seien nicht à jour, durch Beförderungen aufs äusserste zu gehen, was wir nach den bestehenden Vorschriften tun können. Dann kommen auch die Seminarlehrer und Kantonsschullehrer zum Zuge, aber nicht im Sinne der Umgehung des Besoldungsdekretes, sondern durch Beförderungsmassnahmen, gemäss Antrag der Erziehungsdirektion. Wir wollen nicht durch einen Regierungsratsbeschluss den Anhang aus den Angeln heben. Wir gehen in den obern Kategorien so weit, wie wir können. Dort haben wir etwelche Möglichkeiten. Soviel ich weiss, sind wir mit den Seminarlehrern grundsätzlich einig, und wir sind in Verhandlungen mit den übrigen Lehrerkategorien, den Technikumslehrern und den Landwirtschaftslehrern und auch mit den übrigen Kategorien, wo wir das Gefühl haben, wie es Herr Grossrat Schürch geschildert hat, wir seien im Rückstand. Wir wollen jedoch keine Motion, die uns heute schon verpflichtet, weitere Kategorien auf den 1. Januar aus dem Dekret herauszunehmen. Wir sind bereit, den Seminarlehrern und den übrigen, die in Frage kommen, auf Grund der Möglichkeiten, die uns das Dekret bietet, entgegenzukommen. Das sollte Herrn Dr. Schürch von mir aus gesehen befriedigen. Ich erkläre, dass wir auf Beginn des neuen

Schuljahres auch ohne neues Dekret etwas vorkehren wollen. Die Frage, ob wir ein Spezialdekret machen sollen,„ wollen wir im Gesamtrahmen lösen, wie ich es vorher geschildert habe.

In diesem Sinne bitte ich Herrn Grossrat Schürch, meinem Wunsch nachzukommen und die Motion in ein Postulat umzuwandeln, denn was er materiell will, wird gelöst, wenn vielleicht auch nicht in vollem Umfang, so doch in weitem Mass. Das geschieht auch auf verschiedenen anderen Gebieten. Die Motion müsste die Regierung ablehnen, ein Postulat kann sie entgegennehmen.

Schürch. Ich bin nicht einfach einverstanden. Es wäre eine Verwechslung zu meinen, ich sei der Sekretär des Besoldungsausschusses der Seminarlehrer. Ich kämpfe hier primär für die klare Trennung der Ordnung für die Lehrerschaft und der Ordnung für die übrigen Beamten. Darum redet der ganze Vortrag über die Teuerungszulagen, den Einbau der Reallohnerhöhungen, der AHV usw. am Thema vorbei. Natürlich steht im Hintergrund der Wunsch – das habe ich gesagt –, eine gewisse Besserstellung der Seminarlehrer zu erreichen. Es handelt sich um eine Berufskategorie, die man nicht gleich behandeln sollte wie das übrige Staatspersonal.

Gestatten Sie mir etwas über die Würde der Seminarlehrer zu sagen. Es geht nicht darum, wie es anscheinend in der Presse stand, die Würde der Seminarlehrer ertrage es nicht, im gleichen Dekret wie die andern Staatsbeamten zu figurieren. Was unwürdig ist, ist das Seilziehen, das wir immer wieder zwischen der Lehrerschaft und den Beamten erleben. Um das zu vermeiden und auch um die Quervergleiche, die an sich sehr wertvoll sind und die man immer machen kann, weniger scharf werden zu lassen, wäre die Herausnahme dieser besonderen Kategorie, die besondere Arbeitsverhältnisse aufweist, aus dem generellen Dekret wertvoll und nötig. Das war bei der Gesetzesberatung die Meinung des Grossen Rates.

Nun zur Frage, ob man bereit sei, die Besoldungen der Seminarlehrer, gemäss ihren besonderen Bedürfnissen, die anders sind als die der andern Beamten, anzupassen. Diese Bereitschaft habe ich aus den Äusserungen des Regierungssprechers nicht entnehmen können. Ich habe dafür Verständnis, dass man in der jetzigen Situation das nicht ohne weiteres vorkehren kann. Aber ich vermisse die grundsätzliche Zusicherung, dass man bei der Neuauflage des Dekretes dem Grundsatz, der im Lehrerbildungsgesetz steht, zum Durchbruch verhelfe und die Lehrerbesoldungen auf ein anderes System stellen wolle. Darum bin ich nicht in der Lage, auf die Motion zu verzichten. Ich bitte meine Ratskollegen, sich zu äussern. Unter Umständen lässt sich eine Lösung finden. Ich will nicht etwa Porzellan zerschlagen, wenn wir genügend Zusicherungen für die besondere Behandlung erhalten.

Le Président. M. Schürch maintient, en tout cas provisoirement, sa motion, de telle sorte que la discussion est ouverte.

Kiener. Auch ich habe die Motion Schürch unterzeichnet. Sie wirft Probleme auf, die man nicht sofort erkennt. Es besteht ein unerhörter Mangel an Lehrern für die Gymnasien, die Techniken, die landwirtschaftlichen Schulen. Die Seminarien und Gymnasien müssen vergrössert werden, aber der Lehrernachwuchs ist einfach nicht vorhanden. Als Mitglied der Seminarkommission kann ich bestätigen, dass wir grossen Mangel an qualifiziertem Nachwuchs haben. Es ist aber sehr wichtig, an den Mittelschulen, vor allem auch am Seminar, geeignete Lehrer zu haben. Da spielt einfach der Lohn ebenfalls eine wesentliche Rolle. An Regierungsstatthaltern, Schulinspektoren, Oberrichtern usw. hat man im allgemeinen nicht so sehr Mangel. Das dürfte man berücksichtigen. Im Jahr 1947 hat man die vom Finanzdirektor erwähnte Neuregelung getroffen; aber heute bestehen andere Verhältnisse als damals. Mir scheint, man sollte nochmals prüfen, ob nicht alle Lehrer, inklusive Kindergärtnerinnen, in einem besonderen Besoldungsdekret behandelt werden könnten. Hiefür wären Gründe vorhanden. – Ohne präzise Zusicherungen in bezug auf die berechtigten Lohnbegehren der Seminarlehrerschaft kann man nicht ohne weiteres auf die zwingende Form der Motion verzichten. Man hat die Seminarlehrer besoldungsmässig eine Zeitlang nicht gut gestellt. Das hat letzten Endes eine grosse staatspolitische Bedeutung. Wer jahrelang bei gleichen Aufgaben 2 bis 3000 Franken weniger Lohn hat als sein Kollege am Gemeindeseminar, wird sicher teilweise nicht sehr gouvernemental eingestellt sein. Ich bitte, der Angelegenheit die grösste Aufmerksamkeit zu schenken.

Bircher. Ich wäre jetzt der Sekretär dieser Leute. Ich bin über die Stimmung bestens im Bild und bin in etwas schwieriger Lage. Formaljuristisch möchte ich die Geschichte nicht abdrehen. Der Finanzdirektor hat vorsichtig gesagt «man könnte». Aber wenn der Rat etwas eindeutig zum Ausdruck bringt – was er will, geht aus der Diskussion und dem Grossrats-Tagblatt hervor –, sollte man das nachher nicht formaljuristisch abdrehen, sonst müsste man solche Dinge eben in Zukunft so festlegen, dass diese Möglichkeit nicht mehr besteht. Aber auf dieser Basis wollen wir nicht verhandeln, denn niemand will den andern über die Ohren hauen. Was wir wollten, ist eindeutig bekannt.

Wenn man nur für die Seminarlehrer ein Dekret machen wollte, wäre das zu eng. Mir würde die Zusicherung genügen, dass man das prüfen wolle. Es geht um eine grössere Gruppe, auch die Technikumslehrer drängen nach Besserstellung. Für die Landwirtschaftslehrer ist die Situation die gleiche. – Ich habe den Finanzdirektor so verstanden, man wolle einen kräftigen Schritt tun. In der Richtung wurden auch bei anderer Gelegenheit Zusicherungen gegeben. Wir haben erreicht, dass man eine Anpassung vornehmen wird, das ausmerzt, was am meisten geschmerzt hat. Wenn die Motion in ein Postulat umgewandelt würde, wäre die Frage des Dekretes nicht etwa abgewürgt, und wir würden mit Zustimmung zum Postulat nicht etwa den formaljuristischen Überlegungen zustimmen, dahingehend, dem Gesetz sei ja schon Genüge getan, weil die Regelung für die Seminarlehrer in jenem andern Dekret enthalten sei, sondern diese Fragen bleiben offen und können jederzeit aufgegriffen werden.

Ich möchte jetzt versuchen, den Niklaus von der Flüe zu spielen und sage: Ich wäre froh, wenn wir genügend klare Zusicherungen hätten. Diese wur-

den meines Erachtens in den Ausführungen des Finanzdirektors in finanzieller Hinsicht gegeben. Ich wenigstens habe das so verstanden, vielleicht weil ich schon bei andern Verhandlungen hierüber mehr gehört habe. Eine Besserstellung im Rahmen des im Augenblick Möglichen soll, wie wir hörten, erfolgen. Das Dekret könnten wir sowieso für diese Anpassung nicht frühzeitig genug erhalten; diese muss im Rahmen der alten Regelung vorgenommen werden. Die betroffene Kategorie will nicht länger warten. Darum sage ich: Die Zusicherung haben wir. Damit ist aber die Frage des Dekretes nicht fallen gelassen, und wir hätten es nicht etwa unter der Hand akzeptiert, dass man sie formaljuristisch abdrehen kann. Das beabsichtigt sicher auch die Regierung nicht. – Wir würden also die Katze nicht im Sack kaufen, denn es würde ein kräftiger Schritt erfolgen, und wir wüssten, dass die Frage des besonderen Dekretes nicht abgeschrieben ist, sondern im Rahmen der Gesamtüberprüfung, die im nächsten Jahr kommen muss, in Betracht gezogen wird.

Schürch. Ich will nicht den Filibuster spielen, aber klar zu Protokoll geben: Meine Motion verlangt, dass der Regierungsrat beauftragt werde, dem Grossen Rat beförderlich den Entwurf eines Dekretes über die Besoldungen der kantonalen Lehrkräfte zu unterbreiten. – Ich habe also nicht verlangt, dass man die Seminarlehrer herausnehme, also nur an die denke. Ich gebe zu, dass der Wunsch von der Seminarlehrerschaft her gekommen ist. Ich verstehe daher das Missverständnis. Das führt mich dazu, dank der Geburtshelferdienste von Kollege Bircher, zu einem freundschaftlichen Kompromiss zu gelangen. Der Wagen würde sicher überladen, wenn man für die relativ kurze Zeit nicht nur die in der Motion erwähnten Besoldungen der kantonalen Lehrkräfte an Seminarien und an der Kantonsschule Pruntrut, sondern auch der Landwirtschaftslehrer, der Technikumslehrer und verschiedene andere Kategorien neu regeln müsste. Wenn der Finanzdirektor im Sinne der Ausführungen von Kollege Bircher zusichern kann, man wolle die besondere Lösung für alle kantonalen Lehrkräfte ins Auge fassen, bin ich bereit, meine Motion in ein Postulat umzuwandeln. Wenn hingegen die Zusicherung nicht gegeben werden kann, kann ich diese Umwandlung nicht vornehmen. Es geht in meiner Motion noch nicht um die Frage der Besoldung. Ich bin für die Zusicherung für Verbesserungen im Rahmen des bestehenden Dekretes dankbar. Damit kann ich mir aber nicht den Grundsatz abkaufen lassen, wonach die Lehrerbesoldungen künftig in einem besonderen Dekret zu ordnen sind.

Mäder. Das Dekret, von dem wir reden und das vom Grossen Rat in einer früheren Sitzung verlangt wurde – vielleicht durch ein Zufallsmehr, vielleicht weil man zu wenig aufmerksam war –, spielt keine Rolle. Man darf sich nämlich keine Illusionen machen: Ob die Lehrerbesoldungen in einem separaten Dekret oder im Gesamtdekret niedergelegt sind, spielt absolut keine sehr grosse Rolle. Die Zahlen werden ohnehin verglichen. Es wird bei der separaten Regelung einfach etwas komplizierter, den Vergleich anzustellen; aber das Dekret wird man jedenfalls doch konsultieren.

Zugegeben, es besteht Mangel an Seminarlehrern, auch an andern Lehrern. In andern Berufskategorien herrscht aber das gleiche Problem. Tüchtige Handwerker und tüchtiges administratives Personal ist ebenso rar. Ich glaube, das Argument des Mangels genügt einfach nicht, um eine besondere Behandlung zu begründen. Wir werden nächstes Jahr, gleichgültig, ob wir ein oder zwei Dekrete haben werden, die Zahlen genau prüfen, und das ist doch eigentlich die Quintessenz. Zwei Dekrete zu schaffen, hat keine grosse Bedeutung. Wichtig ist, die Besoldungseinstufung zu überprüfen und entsprechend der Leistung vorzunehmen.

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich muss noch einmal auf die formaljuristische Seite zurückkommen. Wenn man in der Diskussion sagt, für die Seminarlehrer müsse ein besonderes Dekret bestehen, und wenn das nicht den Niederschlag im Gesetz gefunden hat, so ist es doch praktisch so, dass der klare Wortlaut des Gesetzes gilt und nicht das, was vorher diskutiert wurde. Das wollen wir festhalten. Die Regierung muss sich an das Gesetz halten.

Es hat mich verwundert, vom Motionär am Schluss zu vernehmen, man könne die Technikumslehrer und die Landwirtschaftslehrer auch ins neue Dekret hineinnehmen, es stehe ja in der Motion, der Regierungsrat werde beauftragt, ein Dekret über die Besoldungen der kantonalen Lehrkräfte auszuarbeiten. Diese Wendung verstehe ich im Blick auf die formale Juristerei, oder wie man dem sagen möge, nicht. Im Absatz 1 der Motion ist nur von den Seminarlehrern die Rede, ebenso bei der Gesetzesberatung. Nun sagt man, das Alinea 3 sei so weit gefasst, dass man alles hineinnehmen könne. Das sind formaljuristische Widersprüche.

Herr Grossrat Dr. Schürch hat im zweiten Votum das Gewicht auf die formelle Seite gelegt und gesagt, man wolle die Lehrer aus besonderen Gründen aus der allgemeinen Besoldungsordnung herausnehmen. Materiell spiele das keine Rolle. Herr Dr. Schürch ist dann von Herrn Kiener sekundiert worden; die beiden haben sich in das geteilt, was der Motionär vorher verlangte. Also spielt beides eine Rolle, und ich nehme zu beidem Stellung.

Wie die Motion vorliegt, muss ich sie ablehnen. Ein Postulat könnte ich nach wie vor annehmen. Es geht darum: Wollen Sie heute, schon vor einer künftigen allgemeinen Revision, sich für eine besondere Regelung für die Lehrer entscheiden? Wenn ja, legen wir ein Dekret vor, denn wir sind dann durch die Motion gebunden, für die Lehrer eine besondere Vorlage zu schaffen, wobei wir die andern Lehrerkategorien mit hineinnehmen können oder nicht. Aber dann werden sich die Gerichtspräsidenten, das Personal der Gerichte und andere Kategorien melden. Warum sollten Sie für die eine Kategorie heute etwas beschliessen, das gleiche Problem aber für andere Kategorien offen lassen? Weil das ein unglückliches Vorgehen wäre, habe ich angeregt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. Dann wollen wir prüfen, welche weiteren Kategorien wir aus dem Anhang zum Besoldungsdekret herausnehmen wollen. Die Argumentation der Lehrer hat eine gewisse Berech-

tigung. Aber das gleiche kann man den andern auch zubilligen.

Wenn ich sehe, dass es vorteilhaft ist, das ganze Schulpersonal herauszunehmen, werden wir das tun. Ob die Technikumslehrer im gleichen Falle sind wie das übrige Schulpersonal, von Primarschulen bis Gymnasial- und Kantonsschulen, kann ich nicht sagen.

Die Lehrerschaft war vor zwei Jahren, als wir das Lehrerbesoldungsgesetz abänderten, recht froh, dass man im Gesetz verankerte, wenn die Besoldung des Staatspersonals hinaufgehe, passe der Grosse Rat die Besoldungen der Lehrer entsprechend an. Darum hat man gekämpft. Vorher musste man jeweilen eine Volksabstimmung durchführen. Die Lehrerschaft war immer froh, wenn sie gleichzeitig mit dem Staatspersonal die Teuerungszulagen erhalten hat. Jetzt tendiert man auf eine selbständige Ordnung, weil besondere Verhältnisse vorhanden seien.

Herrn Grossrat Kiener muss ich in bezug auf die Besoldungen sagen, dass wir nicht nur in den Besoldungskategorien 1 bis 4, sondern überall Personalmangel haben. Überall drängen sich Verbesserungen auf, nicht nur bei der Lehrerschaft. Diese stellt zugegeben einen Spezialfall dar. Aber bei den Pfarrern verhält es sich ähnlich. Um Techniker nachzuziehen, braucht man gute Technikumslehrer. Im nächsten Jahr muss der ganze Fragenkomplex einmal überprüft werden, und da will man nichts durch einen Vorentscheid präjudizieren. Es steht dem Grossen Rat frei, wenn wir soweit sind, zu sagen, was man aus dem allgemeinen Dekret herausnehmen solle. Das werden wir prüfen. Weitere Zusicherungen kann ich nicht abgeben.

Schürch. Ich halte an der Motion fest.

Abstimmung

Für Annahme der Motion	31 Stimmen
Dagegen	95 Stimmen

Motion des Herrn Grossrat Hächler — Staatsrechnung

(Siehe Seite 369 hievor)

Hächler. Verschiedene Diskussionen in den letzten Sessionen, die sich immer wiederholten, und auch die Antwort der Regierung hat mich veranlasst, am 17. Mai eine Motion einzureichen, die verbesserte Grundlagen für die Finanzplanung, insbesondere auch für den Voranschlag, eine wirksame Finanzkontrolle, eine einheitliche Auszahlungsordnung für Beiträge und Subventionen und eine klare Regelung mit einheitlichen Grundsätzen für die Nachkredite verlangt. In der gestrigen Diskussion hat sich gezeigt, wie nützlich eine solche Grundlage wäre. Sie drängt sich bei der heutigen Lage geradezu auf. Ich sehe darin eine Stärkung der Finanzdirektion im Kampf um den Mitteleinsatz. Wir konnten in den letzten Jahren immer wieder feststellen, wie stark die Rechnungsergebnisse von den Voranschlägen abweichen. Wir haben gestern gehört, dass die Finanzplanung noch auf bescheidenen Grundlagen ruht. Diese sollte ausgebaut werden. Aber auch die Finanzkontrolle muss ausgebaut werden, wenn sie diesen Namen verdienen soll.

Nach meiner Ansicht sind die Grundlagen zu verbessern. Die einheitliche Auszahlungsordnung drängt sich auf, weil wir immer wieder sehen, dass in jeder Direktion andere Formulierungen gewählt werden. Das sind Unebenheiten, um nicht zu sagen Ungleichheiten.

Man hat seinerzeit bei der Behandlung des Verwaltungsberichtes der Baudirektion das Postulat Haltiner angenommen, das wenigstens innerhalb der Baudirektion die einheitliche Formulierung betreffend die Auszahlungen anstrebt. Diese Angleichung sollte sich auf alle Direktionen erstrecken.

Auch bei den Nachkrediten sehen wir immer wieder, wie unterschiedlich sie uns präsentiert werden. Auch da sollte man einheitliche Regelungen haben. Für grössere Nachkredite sollte man eine eingehendere Begründung erhalten, mit Gegenüberstellung des schon bewilligten Kredites.

Die Diskussionen haben immer wieder gezeigt, wie brennend das Problem ist. Ich bin überrascht, dass die Regierung meinen Vorstoss nur als Postulat entgegennehmen will. Ich kann mich nicht zum vornherein mit der Umwandlung einverstanden erklären, möchte zuerst die Antwort von Finanzdirektor Moser anhören. Gerade die Finanzdirektion hätte grosses Interesse daran, dass man ihr den Rücken stärkt, um die Voraussetzungen für eine gute Finanzplanung auf lange Sicht in der Hand zu haben.

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Wunsch des Motionärs, zur formellen und materiellen Verbesserung der Staatsfinanzen beizutragen, ist zu begrüssen. Die meisten Begehren, die im Motionstext aufgezählt sind, sind aber erfüllt oder entsprechende Massnahmen sind eingeleitet. Darum, und weil in der Motion zu wenig genau gesagt wird, zu was die Regierung verpflichtet wäre, möchten wir die Wünsche nur als Postulat entgegennehmen. All diese Anregungen werden im Zusammenhang mit der Schaffung des neuen Finanzverwaltungsgesetzes und des Beitragsgesetzes geprüft.

Der Motionär verlangt die Überprüfung der Budgetgrundlagen. Diese werden von den Direktionen geliefert und gestützt auf das Vorjahresergebnis zusammen mit den betreffenden Abteilungen jeweils eingehend besprochen. Eine bessere Grundlage kann man sich meines Erachtens nicht vorstellen. Die direkt Beteiligten können ihre Bedürfnisse am besten beurteilen. In Frage steht einzig, was unter Umständen im Budget zusätzlich zu berücksichtigen ist, zum Beispiel die zusätzlichen Teuerungszulagen. Sie wurden im Budget 1968 in gleicher Höhe wie 1967 aufgeführt, damit nicht ein grosses Loch entsteht. Wir hätten auch Landankäufe berücksichtigen können, für welche die Verhandlungen laufen, aber noch nicht abgeschlossen sind (zum Beispiel Tierspital). Solche Positionen erhöhen die Budgetbeträge wesentlich. Gerade daraus entstehen jeweilen die grossen

Differenzen zwischen Budget und Rechnung. Vieles ist bei Aufstellung des Budgets noch pendent. Soll man hiefür einen grösseren Reserveposten für Unvorhergesehenes ins Budget aufnehmen? Das sind Ermessensfragen. – Die Budgetgrundlagen können für die Zukunft nicht wesentlich verbessert werden.

Der Vergleich Budget und Rechnung: Es ist zu berücksichtigen, dass das Budget eineinzweitel Jahre vor Abschluss des Rechnungsjahres erstellt wird.

Der Motionär wünscht die Überprüfung der Wirksamkeit der Rechnungskontrolle. Dieses Begehren ist nicht ganz klar. Gemeint ist wahrscheinlich die Kreditkontrolle. Eine solche ist vorhanden, indem keine Anweisungen visiert werden, wenn die entsprechenden Kredite im Budget nicht vorhanden sind, oder wenn sogar die Kredite überhaupt fehlen. Der Artikel 29 des Finanzverwaltungsgesetzes sagt im Absatz 3: «Bis zur Bewilligung der Nachkredite dürfen die Kredite des Voranschlages nicht überschritten werden.» Das wird gehandhabt. Wenn Herr Grossrat Hächler dieses Vorgehen meint, so ist sein Wunsch schon erfüllt. Im Finanzverwaltungsgesetz werden wir immerhin eine Neuordnung beantragen. Wir haben darüber schon mehrmals gesprochen, und eine neue Motion ist für diesen Punkt nicht nötig, denn wir haben das schon akzeptiert. Der Grosse Rat hat das im November des letzten Jahres beschlossen. Übrigens, bevor wir das heutige Finanzinspektorat geschaffen haben (im Finanzverwaltungsgesetz) hatte der Kanton Bern eine Finanzkontrolle, nicht eine Finanzinspektion. Jetzt müssten wir also vom Finanzinspektorat wieder zur Finanzkontrolle übergehen. Das müssen wir gründlich anschauen.

Zur Festlegung der Dringlichkeit der Aufgaben, die zu erfüllen sind: Im staatseigenen Hoch- und Tiefbau werden die Arbeitsprogramme der Direktionen in bezug auf die Dringlichkeit geprüft, und entsprechend wird das Programm bereinigt. Nicht der staatseigene Hoch- und Tiefbau macht uns Schwierigkeiten, sondern wir können den beitragsberechtigten Hoch- und Tiefbau nicht überblicken, weil uns hiezu die Grundlagen fehlen. Diese wollen wir beschaffen.

Zur einheitlichen Auszahlung von Beiträgen und Subventionen: Herr Grossrat Hächler hat im November letzten Jahres auf die Uneinheitlichkeit hingewiesen. Ich habe bestätigt, dass das unbefriedigend sei. Aber das können wir jetzt nicht ändern, denn die Fälligkeiten basieren auf dem Grossratsbeschluss von 1964. Seither hat man nicht auf allen Gebieten der Beiträge an Hoch- und Tiefbauten das gleiche Bewilligungsdatum festgelegt, und man hat auch nicht gleich viel zum voraus bewilligt. Wir bewilligen zum Beispiel beim Gewässerschutz das vierfache dessen, was wir bezahlen können. Entsprechend müssen die Fälligkeitstermine hinausgeschoben werden. Ähnlich verhält es sich beim Schulhausbau. Anerkennenswerterweise hat das Meliorationsamt darauf hin tendiert, den Überhang an Verpflichtungen abzubauen und künftig nur so viel zu bewilligen, wie man im Jahresbudget unterbringen kann. Solange wir bezüglich der Fälligkeitstermine das System von 1964 haben, bringen wir keine einheitliche Auszahlungsordnung zustande. Wenn wir aber gestützt auf die Gesetzgebung, die in Bearbeitung ist, die Ausführungsvorschriften ausarbeiten, soll in diesem Zusammenhang auch eine Verbesserung der Auszahlungsordnung geprüft werden.

Im November des letzten Jahres wurde ein Postulat eingereicht, man möge mit den zusätzlichen Mitteln, die wir erhalten, vorweg die finanzschwachen Gemeinden berücksichtigen. Das könnte nicht geschehen, wenn man gleichzeitig einheitliche Auszahlungstermine festlegen wollte.

Zum Wunsch der einheitlichen Grundlagen für Nachkredite: Die Grundsätze sind vorhanden und werden angewendet (Art. 29 des Finanzverwaltungsgesetzes). Wir sind bestrebt, die Nachkredite einzuschränken. In den letzten zwei bis drei Jahren hat die Regierung die Nachkredite von fast 10 Millionen jährlich auf etwa 3 Millionen reduzieren können. Ganz werden wir sie nie vermeiden können. – Beim Grossen Rat ist die Situation folgende: Haben wir letztes Jahr die Nachkredite auf dem Sektor der Bezirksspitäler vermeiden können? Der Grosse Rat hat auf Grund des Gesetzes über Spitalbaubeiträge 16 Millionen beschlossen. Oder haben wir es verweigern können, die Strassenrechnungen zu zahlen, die aufgelaufen sind und unter anderem die Behebung von Frostschäden betreffen? Nein, es sind Millionen Nachkredite entstanden, allein schon in diesem Sektor. Nachkredite wird es bei ausserordentlichen Verhältnissen immer geben. Ich denke an Landankäufe, an die Teuerung, an Sturm- und Brandschäden, usw. Der Grosse Rat hat jeweilen Gelegenheit, zu diesen Nachkrediten kritisch Stellung zu nehmen, das heisst, sie abzulehnen oder zu bewilligen.

An sich sind wir froh, wenn uns der Grosse Rat in unserem Bestreben unterstützt, Übersicht zu gewinnen. Ich glaube, dass wir diese mit den neuen gesetzlichen Grundlagen erhalten werden. Einiges wurde schon vorgekehrt. Aber die Forderung nach Festlegung von Dringlichkeiten und nach einer einheitlichen Auszahlungsordnung usw. können wir nicht in der imperativen Form der Motion entgegennehmen. Wir werden jedoch Gelegenheit haben, beim Finanzverwaltungsgesetz und beim Subventionsgesetz diese Begehren, falls sie dort nicht berücksichtigt sein sollten, entgegenzunehmen. In diesem Sinne möchte ich Sie bitten, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. Wir sollten uns im Stadium der Gesetzesrevision jetzt nicht durch Motionen festlegen, weil das den Entwurf eines wohldurchdachten Gesetzes erschwert, ganz abgesehen davon, dass diese Entwürfe Ihnen schneller vorgelegt werden, als die Motion erfüllt werden könnte.

Hächler. Ich danke dem Regierungsrat. Es geht nicht darum, Schwierigkeiten in das dornenvolle Gebiet zu tragen, sondern darum, eine gewisse Schützenhilfe zu leisten. Da sich bei der Beratung der Gesetzesrevisionen Möglichkeiten bieten, die Wünsche anzubringen, soweit sie nicht berücksichtigt sind, bin ich einverstanden, meine Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Den Vorsitz übernimmt Vizepräsident Nobel.

Präsident. Der Verband landwirtschaftlicher Genossenschaften hat zwei Harassen Äpfel ins Rathaus gebracht, mit der Bitte, der Grosse Rat möge sich bedienen. Das ist sicher eine schöne Geste dieses Verbandes; wir danken herzlich dafür.

Motion des Herrn Grossrat Zingg (Bern) — Zahlungsaufschub der Bausubventionen an die Gemeinden

(Siehe Seite 370 hievor)

Zingg (Bern). Mit meiner Motion möchte ich den finanzschwachen Gemeinden helfen. Ich glaubte, es sei nötig, zu diesem Zweck Gesetzes- oder Dekretsbestimmungen zu ändern. Nun habe ich aber gesehen, dass man mit den gegenwärtigen Bestimmungen durchkäme. Wir können den finanzschwachen Gemeinden deshalb helfen, weil der Finanzausgleichsfonds auf über 30 Millionen Franken angestiegen ist. Der Grosse Rat hat im Jahre 1952/53 nie daran gedacht, dass wir einen solchen Mammutfonds schaffen würden und dabei die wahren Bedürfnisse der finanzschwachen Gemeinden vernachlässigen könnten. Das tun wir aber heute, wenn wir weiter zulassen, dass die finanzschwachen Gemeinden die Zinsen für Darlehen bezahlen müssen, weil ihnen die gesetzlichen Subventionen für einige Jahre vorenthalten werden. Als in den Jahren 1952/53 der Finanzausgleich geschaffen wurde, haben sich alle Fraktionen gegen eine Fondswirtschaft gewendet. Der Präsident der damaligen Kommission, der heutige Nationalrat Etter (BGB-Fraktion), hat sich bereit erklärt, die Begrenzung des Fonds zu überprüfen, um den Bedenken gegen die Fondswirtschaft Rechnung zu tragen. Bei der freisinnigen Fraktion war es der damalige Finanzdirektor der Stadt Bern, Herr Kuhn, der sich gegen die übermässige Erhöhung des Fonds aussprach. – Im Gesetz finden wir keine Bestimmung, die eine Begrenzung des Fonds vorsähe, obschon man darüber gesprochen hat. Die Regelung ist ins Dekret verlegt worden. Man sagt im Paragraph 12 Ziffer 2 wenn der Fonds den Betrag von 15 Millionen Franken überschreite, sei der Regierungsrat ermächtigt, den Mehrbetrag zur Aufbesserung der Beiträge an die finanzschwachen Gemeinden zu verwenden. – Laut Ziffer 3 kann man durch Beschluss des Grossen Rates bis auf 8 Millionen hinuntergehen. – Vom heutigen Fonds können also für die finanzschwachen Gemeinden durch die Regierung 15 Millionen zusätzlich gebraucht werden, oder durch Beschluss unseres Rates sogar 22 Millionen. Das ist vollständig legal, im Gegensatz zu Dingen, die wir gestern von Regierungsrat Moser hörten.

Schon allein der Zins dieses Fonds ermöglicht eine namhafte Unterstützung der finanzschwachen Gemeinden, denn der Zins von 30 Millionen dürfte mindestens eine Million Franken ausmachen. Es ist höchste Zeit, dem Willen des Grossen Rates, der bei der Schaffung des Finanzausgleiches vorhanden war, zu entsprechen.

Zu Beginn der Septembersession hat Herr Grossrat Martignoni geschrieben: «Es wäre zu schön, um wahr zu sein. Dieser Fonds müsste ja auch über die entsprechenden Mittel verfügen.» Ich will Ihnen nun aber den ganzen Absatz, den Herr Martignoni schrieb, vorlesen. Er hat über die ganze Session und auch über meine Motion geschrieben und sagte unter anderem: «In den Gemeinden und in der breiten Öffentlichkeit mehren sich die kritischen Stimmen über die restriktiv gewordene Subventionspraxis des Kantons, der nicht nur die Auszahlung gesetzlich verankerter Staatsbeiträge immer weiter hinausschiebt, sondern sich auch in Härtefällen viel zugeknöpfter zeigt als ehedem. Tatsächlich sind es gerade die schwerbelasteten Gemeinden, die in besonderem Masse betroffen werden, da sie ja die Zinsenlasten der ihrer Finanzlage angemessenen hohen Kantonssubvention zu tragen haben.» Das stimmt genau mit dem überein, was ich über die Sache zu sagen habe. Mit dem, was er nachher sagt, bin ich allerdings nicht einverstanden: «Ob freilich diese Zinsenlast einfach auf den Finanzausgleichsfonds überwälzt werden könne, wie dies ein Vorstoss anregt – wäre zu schön um wahr zu sein. Dieser Fonds müsste ja auch über die entsprechenden Mittel verfügen.» Diese letzten Worte sind mir nicht verständlich. Ich weiss nicht, ob Herr Martignoni die Höhe des Fonds nicht kennt oder glaubte, diese Mittel seien gebunden. Wenn schon das Dekret sagt, dass man die Mittel durch Regierungsratsbeschluss bis auf 15 Millionen und nach Grossratsbeschluss sogar bis auf 8 Millionen verbrauchen dürfe, muss sicher auch dafür gesorgt werden, dass man sie dem Fonds entnehmen kann. Wenn es anders wäre, würden wir die Gesetze für die Katze machen, und einen solchen Vorwurf wird der Grosse Rat sicher nicht auf sich sitzen lassen wollen.

Nun war Regierungsrat Moser so freundlich, mich zu einer Besprechung meiner Motion einzuladen. Ich danke ihm dafür auch an dieser Stelle. Ich erhielt den Eindruck, er stehe meiner Motion sympathisch gegenüber. Er erklärte, das Hinausschieben der Subventionszahlungen könnte nicht noch lange praktiziert werden. Sein Hauptargument aber war, das Vorgehen, das ich mit meiner Motion vorschlage, sei mit der Systematik des Finanzausgleichs nicht vereinbar. Dieses Hauptargument hat mich nicht stark beeindruckt. Ich muss die Gegenfrage stellen, wie der Grossratsbeschluss vom 11. November 1964 in die Systematik unserer Gesetzgebung passe. Der Regierungsrat sagte zwar gestern, das sei in Ordnung, aber ich weiss, dass verschiedene Rechtsgelehrte daran zweifeln. Bei der Behandlung jenes Beschlusses hat zum Beispiel unser Kollege Achermann darauf aufmerksam gemacht, dass es zwei Arten von Beiträgen gebe, solche, bei denen die Höhe in das Ermessen der Regierung oder des Grossen Rates falle, und solche, bei denen die Höhe des Beitrages auf einem Rechtsanspruch beruhe. Unter die letzteren seien die Schulhausbausubventionen zu zählen. Kollege Achermann fragt, ob in diesen Fällen der Subventionsempfänger nicht sagen könne, er habe auf den Beitrag einen Rechtsanspruch und wünsche, dass dieser jetzt ausbezahlt werde.

Ich habe gestern gehört, der Regierungsrat habe in der Fraktion der BGB-Partei gesagt, meine

Motion sei überflüssig, weil ja alle Subventionen ausbezahlt worden seien. Was wir aber gestern von ihm gehört haben, stimmt mit dem nicht überein. Im übrigen hat er mir persönlich gesagt, dass die Gemeinde Pieterlen die Finanzdirektion für die Subventionen betrieben habe. Damit ist doch gesagt, dass die Subvention nicht ausbezahlt worden sei. – Auf die wichtige Frage des Rechtsanspruchs, die Kollege Achermann bei der Behandlung des Beschlusses gestellt hat, ist der Finanzdirektor nicht eingetreten.

Nun haben wir also auf der einen Seite gewaltige Mittel. Wir haben das Gesetz und das Dekret über den Finanzausgleich, die die Benützung dieser Mittel bis auf 15 respektive 8 Millionen hinunter erlauben. Man könnte also 15 bis 22 Millionen verbrauchen. Ich glaube nicht, dass man alles heranziehen müsste, um den finanzschwachen Gemeinden besser zu helfen. Aber den finanzschwachen Gemeinden kann glücklicherweise geholfen werden. Die Gemeinden haben diese Hilfe nötig. Es liegt nur an uns, sie ihnen zukommen zu lassen. Das kostet den Staat keinen Rappen aus den allgemeinen Finanzen. Wir benützen für diese Hilfe nur die Mittel, die dafür vorgesehen sind. Wenn an Sie die Frage gerichtet wird, ob Sie meiner Motion zustimmen wollen, dann empfehle ich Ihnen: Manne stönd uf, steht ein für die finanzschwachen Gemeinden.

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich weiss schon, wer bei der Abstimmung aufstehen wird, Herr Grossrat Zingg; aber ich beharre doch darauf, dass die Motion abgelehnt werde.

Unser bernisches Finanzausgleichsrecht unterscheidet zwischen dem sogenannten indirekten und dem direkten Finanzausgleich. Beide Massnahmen bezwecken die Milderung der grossen Steuerbelastungsunterschiede unter den bernischen Gemeinden. Dieses Ziel soll indirekt erreicht werden durch Abstufung der Beiträge des Staates für bestimmte Gemeindeaufgaben oder der Gemeindebeiträge an den Staat unter Berücksichtigung der finanziellen Tragfähigkeit der Gemeinden. Über den indirekten Finanzausgleich haben wir in der letzten Novembersession gesprochen. Wir werden jetzt zur Neuregelung des indirekten Finanzausgleichs gelangen, weil er sich so ausgewachsen hat, dass darob der Kanton seine eigenen Aufgaben nicht mehr lösen kann. – Das Ziel soll auch durch den direkten Finanzausgleich erreicht werden. Dieser erfolgt durch Gewährung von ungebundenen Beiträgen an die Gemeinden mit hoher Steueranlage.

Der indirekte Finanzausgleich knüpft an bestimmte Aufwendungen der Gemeinden an, an die der Staat Beiträge leistet, zum Beispiel Baubeiträge an Schulhäuser oder Gemeindestrassen, usw. Der direkte Finanzausgleich besteht seinem Wesen nach in allgemeinen Beiträgen an die Gemeinden. Man stellt dabei nicht auf die einzelne Aufwendung ab. Anknüpfungspunkt für die Berechtigung und die Bemessung ist einzig eine überdurchschnittlich hohe Steueranlage (entsprechend den Voraussetzungen des Finanzausgleichsgesetzes und des Dekretes). Bei einer Steueranlage von 2,8 und mehr erhalten die Gemeinden je nach ihrer Steuerkraft und ihren Aufgaben Beiträge. Ich will die technische Seite über diese Beiträge aus dem direkten Finanzausgleich nicht darstellen, sondern komme jetzt auf die Motion von Herrn Grossrat Zingg zu reden.

Der Zinsendienst der Gemeinden stellt eine der vielen Ausgaben der Gemeinden dar. Die Gemeinden müssen zur Finanzierung von Schulhausbauten Darlehen aufnehmen und diese verzinsen und abzahlen. Diese Zinsenlast führt nicht notgedrungenerweise zur Erhöhung der Steueranlage. Die Zinsen, die für die Bauaufwendungen zu zahlen sind, subventionieren wir ebenfalls. Die einen Gemeinden erzielen in den vorausgegangenen Jahren Einnahmenüberschüsse, andere erfahren eine Erhöhung ihrer Steuerkraft, wieder andere können Einsparungen machen, so dass alles im Fluss ist, auch bei den Gemeinden, die aus dem direkten Finanzausgleich Mittel erhalten. Es befinden sich also nicht alle ausgleichsberechtigten Gemeinden in der gleichen Finanzsituation. Während beim indirekten Finanzausgleich Subventionsansätze von 5 bis 75 Prozent oder entsprechende Betriebskostenbeiträge bestehen, je nach der Steuerkraft der Gemeinden, ist es beim direkten Finanzausgleich so, dass die Gemeinde je nach der Finanzsituation, einfach einen bestimmten Beitrag erhält.

Aus folgendem wesentlichen Grunde lehne ich die Motion ab: Der Beitrag aus dem Finanzausgleichsfonds war ursprünglich dazu bestimmt, dass die Gemeinden ihre Steueranlage sollen senken können. Das war vielfach nicht möglich, weil immer neue Aufgaben kamen und man die zusätzlichen Mittel einfach brauchte. Selten hat eine Gemeinde, wie es eigentlich beabsichtigt war, den Finanzausgleich gebraucht, um die Steueranlage zu senken. Heute beziehen 270 von den 492 Gemeinden Geld aus dem Finanzausgleichsfonds. Das ist eine grosse Zahl. Aber nach unsern Berechnungen könnten heute 100 von diesen 270 Gemeinden ihre Steueranlage senken, wenn sie wollten. Sie tun es nicht, weil sie dann den Finanzausgleich vielleicht nicht mehr hätten. Wir mussten daher zur Massnahme greifen, dass wir den Gemeinden, die die Steueranlage senken könnten, es aber nicht tun, die Beiträge kürzen. – Wie soll man unter diesen mannigfaltigen Gegebenheiten bei den Gemeinden den Zinsendienst für den Betrag der fälligen Subventionen übernehmen? Sie sehen sofort, dass der Antrag von Herrn Zingg im System des direkten Finanzausgleichs ein Fremdkörper wäre.

Es verhält sich doch praktisch gesehen folgendermassen: Bei allen Gemeinden, die mit der Steueranlage herunterkönnten, aber auch bei den andern, nimmt der Staat schon heute, entsprechend den Rechnungsgrundlagen und der Steuerkraft der Gemeinden, einen teil des Zinses ab. Wohl erfährt vielleicht der Zinsendienst durch die Hinausschiebung des Fälligkeitstermines der Subventionen eine Erhöhung. Aber dann erhalten sie schon heute mehr aus dem Finanzausgleichsfonds. Diese Zinsen werden bei der Berechnung des Betrages aus dem Finanzausgleichsfonds eingerechnet. Vielleicht ist nicht der ganze Betrag damit voll gedeckt.

Etwas anderes müssen wir ernsthaft bedenken. Wir haben Subventionssätze bis 75 Prozent. Viele Gemeinden erhalten beinahe das Maximum. Den

Rest müssen sie selber bezahlen. Die Gemeinden, die im indirekten Finanzausgleich 75 Prozent erhalten, sind die, welche auch im direkten Finanzausgleich das Maximum erhalten. Von diesem können sie die Bauzinsen und die Annuitäten zahlen. Im extremen Fall kann eine Gemeinde, theoretisch gesehen, praktisch 100 Prozent der Baukosten erhalten. Wir haben mehrmals festgestellt, das sei ungesund, könne nicht aufrechterhalten werden. Wir sind daran, das zu ändern.

Herr Grossrat Schürch hat ein Postulat eingereicht, wonach man die Finanzplanung der Gemeinden einverlangen soll, um zu sehen, was dringlich ist und was nicht. Ich habe das Postulat mit Bedenken angenommen, weil ich Schwierigkeiten sah. Ich sagte, ich wüsste nicht, wozu wir im Kanton diese Listen einsammeln sollten, denn wir kommen auf anderem Wege zum gleichen Ziel. Wir werden über den Finanzausgleich feststellen können, welches Programm die Gemeinden haben, die am Finanzausgleich teilhaben. Bei den andern Gemeinden hätten wir wahrscheinlich Schwierigkeiten, die Unterlagen zu erhalten; es handelt sich hauptsächlich um grössere Gemeinden. Mit einem Zirkular bringen wir die Unterlagen nicht her. – Die Tatsache, dass in gewissen Situationen bis zu 100 Prozent bezahlt wird, beweist, dass wir bremsen müssen, und zwar auch aus staatspolitischen Gründen, denn solche Verhältnisse heben das Verantwortungsbewusstsein im Volke nicht. Bei Vorträgen im Lande herum habe ich festgestellt, dass man erwartet, die Bremse werde angezogen.

Den Mammutfonds von 30 Millionen Franken brauchen wir wahrscheinlich. Ich sehe keine Möglichkeit, den indirekten Finanzausgleich neu zu ordnen, ohne dass wir den direkten auch überprüfen. Ich habe schon gestern gesagt, wahrscheinlich werden wir aus dem Ganzen ein einziges Gesetz machen, weil das alles zusammenhängt. Dann brauchen wir beim direkten Finanzausgleich mehr Mittel. Wir kommen dann mit dem Steuerzehntel nicht aus. Für die Übergangszeit, das heisst bis die Neuregelung in Kraft tritt, brauchen wir dann das Geld, das schon vorhanden ist.

Herr Grossrat Zingg sagte, ich hätte in der Fraktion erklärt, man habe alles eingelöst, was angemeldet wurde, ich hätte aber gestern gesagt, nein, es seien noch so und so viele Fälligkeiten vorhanden. – Das ist nicht so zu verstehen. Ich habe in der Fraktion erklärt, alles was uns von den Direktionen als fällig angemeldet wurde, sei bis zum September bezahlt worden. Aber es bestehen noch 400 Millionen Franken Fälligkeiten. Diese verursachen uns Kopfschmerzen. – Die Fälle von Lengnau und Pieterlen kenne ich bestens. Es hat nicht nur an der Finanzdirektion gefehlt. – Der Engpass ist im Oktober und im November. Wir haben jetzt 350 Millionen laufende Kredite beansprucht. Bis Ende des Jahres werden die Kredite so ausgeschöpft sein, dass wir nichts auszahlen können, bevor die neuen Steuern eingehen. Sobald wir Geld hatten, haben wir bezahlt.

Herr Grossrat Zingg wünscht nun, dass man die Zinsen übernehme, die sich aus den hinausgeschobenen Fälligkeiten ergeben. Das wäre ein Fremdkörper im indirekten Finanzausgleich. Wenn wir das schon koordinieren wollen, sollte man uns die Neuordnung nicht durch vorgängige Annahme einer Motion erschweren. Darum können wir die Motion nicht annehmen. Die Umwandlung in ein Postulat hätte keinen Sinn, denn es wird der bestimmte Antrag gestellt, man solle die Zinsen, die auf den hinausgeschobenen Fälligkeiten entstehen, übernehmen. Bis heute hat aber noch keine Gemeinde aus diesem Hinausschieben mehr Zinsen bezahlen müssen. Wir trachten danach, mit der Hälfte der 300 Millionen Franken, die wir aus Anleihen erhalten werden, die Fälligkeiten laufend einzulösen und sogar die Fälligkeitstermine zu verkürzen, so dass praktisch gesehen wahrscheinlich niemand mehr Zinsen zu bezahlen haben wird, vielleicht von Einzelfällen abgesehen, in denen aber kein Rechtsanspruch besteht. Diese Fälle kennen wir auch; aber diese lassen sich nicht auf dem von Herrn Zingg vorgeschlagenen Wege behandeln. Darum muss ich die Motion und müsste ich ein allfälliges Postulat ablehnen.

Messer. Mir scheint der Entscheid des Regierungsrates, die Motion abzulehnen, hart zu sein, und zwar aus folgenden Überlegungen. Im Kanton Bern besteht das Problem der finanzschwachen Gemeinden. 270 Gemeinden haben eine Steueranlage von 2,8 oder mehr und sind daher berechtigt, Geld aus dem Finanzausgleich zu erhalten. – Könnte man eventuell die Grenze von 2,8 auf 2,6 herabsetzen? Dadurch kämen etwa 100 weitere Gemeinden in den Genuss des Finanzausgleiches. – Im Finanzausgleichsfonds hatten wir Ende 1966 annähernd 30 Millionen Franken. Dieses Jahr kommen wieder fast 8 Millionen hinzu. Es besteht da ein Zusammenhang mit den Steuereingängen. Diese können etwas zurückgehen. – Wir haben Gemeinden mit Steueranlagen von 0,5 und im Simmental gibt es Gemeinden mit 4,4. Daraus ergibt sich auch ein Problem, das wir später einmal werden untersuchen müssen.

Nun möchte Herr Zingg, dass die Zinsenlasten, die aus aufgeschobenen Subventionszahlungen erwachsen, vom Finanzausgleich übernommen werden. Das sollte man meines Erachtens prüfen. Warum hat nicht die Regierung die Geste gemacht, das wenigstens als Postulat anzunehmen?

Ich bitte Sie, der Motion zuzustimmen.

Wenger. Die sozialdemokratische Fraktion hat sich eingehend mit der Motion Zingg befasst und hat einstimmig beschlossen, ihr zuzustimmen. Die Auffassung des Finanzdirektors in bezug auf das künftige Vorgehen haben wir leider nicht gekannt. – Der Hauptgrund für die Motion Zingg ist das Hinausschieben der Subventionszahlungen. Dieses besteht bei den Direktionsgeschäften noch heute. In den Zusicherungen heisst es zum Beispiel, der Betrag werde 1975 ausbezahlt. Aus diesen Tatsachen entstand die Motion Zingg. Der Finanzdirektor hat die Aufgabe zu sparen; wir sind ihm nicht böse, wenn er das anstrebt, sondern wollen ihm helfen. Wenn er aber sagt, es gebe Gemeinden, die anspruchsvoll seien und nicht bereit wären zu sparen, muss ich dazu ein Fragezeichen machen. Wir haben gestern die Begründung der Motion Boss gehört. Er hat Gemeinden aufgezählt, von denen man sicher nicht verlangen kann, sie sollten noch mehr sparen. Der Steuerfuss hat bei diesen das

Maximum des Tragbaren erreicht. Massgeblich für den Steuerzahler ist eben der Steuerfuss. Diesen muss man vergleichen. Natürlich kann der Finanzausgleich nicht alles vollständig ausebnen. Aber jetzt sind die Unterschiede noch zu gross. Wir sind alle Bürger des selben Kantons.

Die Subventionen, die erst nach einigen Jahren ausbezahlt werden, haben eben im Moment der Zusicherung nicht 100 Prozent Barwert, sondern vielleicht 80 Prozent.

Der Finanzdirektor sagte, über den direkten Finanzausgleich komme ein Teil dieser Differenz wieder herein. Das mag sein, aber der Ausfall ist dennoch gross. Der Finanzdirektor will für kommende Zeiten zum Fonds Sorge tragen. Man wird aber in der kommenden Gesetzgebung den indirekten Finanzausgleich nicht ganz abschaffen können. Eigentlich sollte der Staat mit der Auszahlung der Subvention auch den Zinsendienst leisten. – Anfänglich hat mir die Motion nicht sehr gefallen, weil mir schien, der Finanzausgleichsfonds gehöre den Gemeinden, und der Staat müsse den Zinsendienst leisten. Wenn wir die Staatssteuern nicht rechtzeitig bezahlen, müssen wir ja auch Verzugszinsen entrichten. Nur der Staat zahlt keinen Verzugszins auf dem, was er den Gemeinden gemäss Grossratsbeschluss an Subventionen schuldet. Wenn der Staat diese Zinsen nicht zahlen kann, sollte man, scheint mir, das Geld dort nehmen, wo es vorhanden ist. Die Beanspruchung des Finanzausgleichsfonds tut niemandem weh. Wir sind daher der Auffassung, dass man der Motion zustimmen sollte. Wenn der Staat später wieder die Subventionen rechtzeitig auszahlt, wird die Motion gegenstandslos.

Würsten. Als Gemeindebeamter und Grossrat bin ich froh, dass das Anliegen von Herrn Zingg, betreffend Subventionsauszahlung des Staates, hier diskutiert werden kann. Der Terminierungsbeschluss wird eine neue Sorge für den Finanzhaushalt der Gemeinden bringen, indem die Schuldzinsen auf dem Baukredit auch für die Zeit des Verzuges des Staates für die Bezahlung der Subvention getragen werden müssen. Wir haben in der BGB-Fraktion vom Finanzdirektor vernommen, dass die Subventionen, die Ende September fällig waren, bezahlt worden sind. Allerdings musste eingewendet werden, dass die Geschäfte der einzelnen Direktionen nicht rechtzeitig der Finanzdirektion übergeben wurden. Mit der Beendigung der grossen, laufenden Bauarbeiten in den Gemeinden wird es in den nächsten Jahren dem Staate kaum möglich sein, auf dem Subventionssektor seinen Verpflichtungen sofort nachzukommen, wenn die Bauabrechnungen der Gemeinden eingereicht werden. Daher ist es gut, jetzt zu schauen, was vorgekehrt werden kann, um den Gemeinden die befürchtete vergrösserte Baukreditlast abzunehmen. Da weist die Motion Zingg auf die Möglichkeit hin, die hinausgeschobenen Staatsbeiträge aus dem Finanzausgleichfonds zu bevorschussen. Weil dieser Fonds aber zweckgebunden und für die finanzschwachen Gemeinden reserviert ist, dürfen wir diese Gelder wahrscheinlich nicht ohne weiteres zur Zahlung von Verpflichtungen des Staates brauchen. Ich jedenfalls hätte in der Beziehung Bedenken. Wer zahlt die Zinsen für die bevorschussten Gelder? Ist das der Staat, oder sind es die Gemeinden, oder will man die Gelder zinslos geben? – Ich habe ein weiteres Bedenken, wenn man versucht, über den Finanzausgleich die Subvention rasch zu erhalten. Aber die privaten Subventionsempfänger – ich denke an die Meliorationen – müssten trotzdem warten und unter der Zinsenlast der aufgeschobenen Subventionszahlung fast austrocknen.

Haben wir nicht noch andere Möglichkeiten, um den schwerbelasteten Subventionsempfängern (Gemeinden und Private) entgegenzukommen? Ich erinnere an das Postulat, das die BGB-Fraktion im Jahr 1966 eingereicht hat; ich habe es damals begründet, und es wurde angenommen. Darin habe ich die Festsetzung von individuellen Fälligkeitsterminen für die einzelnen Subventionen verlangt, und zwar unter Berücksichtigung der Finanzlage der Subventionsansprecher, seien es Gemeinden oder Private. Bei den Gemeinden könnte man zum Beispiel den Auszahlungstermin für die Subvention unter Berücksichtigung der Steuerkraft und der Tragfähigkeit der Gemeinde vorverschieben, das heisst, die starre Ordnung, wie sie in den Subventionsbeschlüssen, denen wir in jeder Session zustimmen, für alle Gemeinden, ohne Rücksicht auf die finanzielle Situation, zum Ausdruck kommt, sollte man durch eine lockere Ordnung ersetzen, wie ich es im Postulat im Namen der BGB-Fraktion begründet habe. Man sollte also differenzieren. – Wenn der Finanzdirektor hier nochmals verbindlich erklärt, dass künftig beim Festsetzen der Fälligkeitstermine auf die Finanzlage der Subventionsansprecher, der öffentlichen und der privaten, Rücksicht genommen werde, so müsste ich die Motion ebenfalls ablehnen, weil das, was sie zwingend wünscht, mit einer solchen Erklärung bereits erfüllt wäre. Sollte der Finanzdirektor aber diese Zusicherung nicht noch einmal geben, so würde ich der Motion Zingg im Interesse der finanzschwachen Subventionsnehmer zustimmen. – Ich empfehle Ihnen, meiner Überlegung zu folgen, also die Antwort des Finanzdirektors in Ihrem Entscheid über die Motion Zingg zu berücksichtigen.

Zuber. Die Motion Zingg ist für alle finanzschwachen Gemeinden von grosser Bedeutung. Zu denen gehört die grosse Zahl der Gemeinden des Berner Oberlandes. Es ist ganz einfach so, dass der Beschluss auf Erstreckung der Subventionsauszahlungen dem Sinn und Zweck des Finanzausgleichdekretes zuwiderläuft; denn was damals geschaffen wurde, wird mit dieser Erstreckung teilweise zunichte gemacht, indem die Subventionsansätze, die in den Gesetzen enthalten sind, sich, auf den Barwert gerechnet, stark reduzieren.

Der Motionär verlangt nichts anderes, als dass man wirklich nur den finanzschwachen Gemeinden diese Zinsverluste vergüte. Die Erstreckung der Subventionszahlungen an finanzstarke und mittelstarke Gemeinden würde von der Motion Zingg nicht betroffen. Diese Gemeinden sind durchaus in der Lage, die Zinsen zu tragen. Sie können auch eher Darlehen aufnehmen, oder Darlehen auflegen usw. Die kleinen, finanzschwachen Gemeinden sind viel weniger beweglich in der Geldbeschaffung.

Wohl kann man sagen, die Gemeinden sollen mit Bauen zuwarten bis kurz vor dem Auszahlungstermin. Das mag da und dort möglich sein, zum Beispiel bei Schulhausbauten kann man mit dem Trennen einer Klasse gelegentlich zuwarten. Im Tiefbau, vor allem bei den ARA-Projekten, ist das Zuwarten aber nicht möglich, denn diese Anlagen müssen an bestimmten Terminen in Betrieb genommen werden. Meist schliessen sich mehrere Gemeinden zusammen, und darum kann nicht eine einzelne Gemeinde mit der Verwirklichung ihres Projektteils zuwarten, weil sie die Zinsverluste nicht tragen will.

Ich bin mit dem Finanzdirektor einig, dass man nicht Gemeinden berücksichtigen sollte, die an der Grenze der finanzschwachen sind (Steuerfuss 2,8 oder 2,9). In der Richtung lässt die Motion Zingg alle Möglichkeiten offen. Der Motionär sagt, man solle die Bestimmungen so ergänzen, dass seinem Wunsch sinngemäss entsprochen werde. Ich könnte mir vorstellen, dass die Bestimmungen so ergänzt würden, dass der Zinsverlust erst bei einer Steueranlage von 3,2 vergütet würde. Dann kämen für diese Vergütung weniger als 270 Gemeinden in Betracht, denn sehr viele Gemeinden haben einen Steuerfuss von 2,8 bis 3,1.

Ich bin überzeugt, dass wir mit der Annahme dieser Motion einem Unbehagen, das im Bernerland besteht, Rechnung tragen würden, und ich bitte, ihr zuzustimmen.

Freiburghaus (Rüfenacht). Ich freue mich, dass Herr Zingg sein Herz für die finanzschwachen Gemeinden seit längerer Zeit entdeckt hat. Ich erinnere mich, wie er sich vor fünfzehn Jahren vor dem Volk, in den Zeitungen und im Grossen Rat mit dem Problem der finanzschwachen Gemeinden auseinandergesetzt hat. – Das Problem, das die Motion anvisiert, dürfen wir aber nicht überschätzen. Ich habe mir genaue Unterlagen geben lassen. Der Zinsendienst der wirklich stark belasteten Gemeinden wegen Subventionen, die noch nicht fällig sind, ist nicht sehr gross. Jedenfalls macht das für die Gemeinden mit dem höchsten Finanzausgleich nicht viel aus. Die höchstbelasteten Gemeinden fangen nämlich gar nicht zu bauen an, wenn die Subvention nach Fertigstellung nicht fällig ist. Das Problem besteht natürlich trotzdem. Aber es ist ja noch nicht sehr lange her, seit man die Weichen über die Fälligkeitstermine gestellt hätte (11. November 1964). Wenn der Staat im nächsten Jahr oder schon für dieses Jahr den Zinsendienst übernehmen würde, so würde das meines Erachtens nicht sehr viel ausmachen. – Dass aber das Zinsproblem in den Gemeinden, gesamthaft gesehen, eine unerhört grosse Rolle spielt, kann niemand bestreiten. Wir haben Gemeinden, die die Hälfte des Steuereingangs für den Zinsendienst aufwenden müssen. Dann ist natürlich die Angst vor weiterer Verschuldung gross. Eine Gemeinde des Berner Oberlandes hat mir geschrieben, der Gemeindeverband möge dahin wirken, dass die Zinssätze nicht noch weiter erhöht werden! – Es wäre nicht richtig, wenn wir die Unzufriedenheit nicht richtig sehen wollten, die sich auf Grund des Dekretes über die Fälligkeitstermine ergeben hat.

Gemäss Grossrats-Tagblatt war der Präsident der Staatswirtschaftskommission, der Finanzdirektor und der Grosse Rat bei Beratung jenes Dekretes der Meinung, das Fälligkeitsdekret erlasse man, damit der Kanton genau budgetieren könne. Dem hat der Grosse Rat zugestimmt, glaubte aber, das beschränke sich auf kurze Zeit. Ich habe damals dem Präsidenten der Staatswirtschaftskommission gesagt, ich hätte Bedenken, das werde dann weitergehen. Er hat geantwortet: «Ich wurde gefragt, ob wir uns bewusst seien, wie ungeheuer weit der Beschluss gehe. Wir können nicht bei der Budgetberatung ausserordentliche Massnahmen fordern und bei den neuen Krediten sagen, der Beschluss gehe zu weit...» – Das Dekret ist nur für die Budgetgestaltung gemacht worden. Der Finanzdirektor hat in der Antwort ungefähr das gleiche gesagt. Er sagte, man sei sich nicht ganz klar, um was es gehe, denn man wisse nicht genau, welche Verpflichtungen im nächsten Jahr eingelöst werden müssten. – Der Grosse Rat hat dann das Dekret angenommen. Jetzt haben wir Subventionsgeschäfte, in denen die Subvention im Jahr 1975 fällig wird. An so lange Fristen hat niemand gedacht. Ich mache niemandem einen Vorwurf, wir sind von den Verhältnissen überrumpelt worden. Wir wollten in guten Treuen zur Sache schauen. Ich gebe Herrn Zingg recht, wenn er sagt, man hätte auf Grund des Dekretes flexibler vorgehen können. Wir haben beim Regierungsrat seit einem Jahr eine Audienz gewünscht. Man hätte vorschlagen können, es sei eine einfache Dekretsänderung zu beschliessen. Ich bin überzeugt, dass ihr niemand opponiert hätte. Man hätte vorschlagen können, in § 11 den Sonderfonds auf 2 Millionen Franken zu verdoppeln, durch Abzweigung vom Gesamteingang. Auch den Gemeindeunterstützungsfonds, der auf 2 Millionen Franken limitiert ist, hätte man dann verdoppelt. Das sind zwei Fragen, über die der Regierungsrat allein entscheidet. Auf Grund der Kenntnis der Spitzenbelastungen kann er sagen, die Unterlagen seien gegeben, man mache ein einfaches Reglement. Dann hätten wir die Diskussion hier nicht gebraucht. Weil gewisse Leute gegen die Fonds waren, haben wir uns vehement gegen die Dekretssonderfonds eingesetzt. Ich habe in Vorträgen gesagt, wir wollten dem Regierungsrat ermöglichen, en passant etwas geben zu können, wo er zum Geben gesetzlich nicht verpflichtet ist. Damit wären wir im Rahmen des Dekretes geblieben.

Ich bin nicht unglücklich, dass Herr Zingg die Motion gestellt hat, müssen wir doch in kurzer Zeit das Problem ohnehin neu legen. – Nun wird die Motion aufrechterhalten. Ich hätte die Umwandlung in ein Postulat gerne gesehen. Wie der Finanzdirektor sagte, muss die Frage im Gesamtrahmen diskutiert werden. Es ist aber ein starkes Stück, wenn der Finanzdirektor sagt, es gebe Gemeinden, die im indirekten Finanzausgleich 75 Prozent für Schulhausbauten erhalten und 25 Prozent im direkten Ausgleich. In ähnlicher Weise könnte man sagen, der Kanton Uri erhalte 95 Prozent an den Nationalstrassenbau, und zusammen mit andern Subventionen ergäben sich dann 130 Prozent. Die Gemeinden, die im indirekten Finanzausgleich 75 Prozent erhalten, erhalten auch aus dem direkten Ausgleich am meisten. Wenn man das dann auf den Schulhausbau umlegt, können sich zusammen über 100 Prozent ergeben.

Aber die Gemeinden haben natürlich noch andere Aufgaben als nur die, für welche gemäss Gesetz Subventionen bezahlt werden. Sie müssen die Gemeindeverwaltung usw. bezahlen. Mit solchen Umlagerechnungen darf man nicht operieren, sonst kommen wir nirgends hin. Es geht um die Spitzen. Wir wollen das Gesamte neu aufrollen.

Niemand wird wohl der Meinung sein, dass ich, der ich seinerzeit so sehr um den Finanzausgleich gekämpft habe, die Motion ablehnen werde. Wir wollen sehen, was Herr Zingg weiter sagt. Ich jedenfalls werde dem Vorstoss zustimmen.

Michel (Meiringen). Herr Zingg will mit seiner Motion offenbar den finanzschwachen Gemeinden helfen. Das wollen wir alle auch. Aber auf die Art, wie er es vorschlägt, geschieht es nicht ganz gerecht. Man nähme danach eine einzelne Aufwendung und würde danach den Finanzausgleichsbeitrag respektive den Sonderbeitrag bemessen. Das wäre gegenüber den andern Gemeinden nicht richtig, die auf Grund anderer Faktoren beitragswürdig wären. Für die Bemessung eines Beitrages müssen alle Faktoren berücksichtigt werden. Man könnte warten, bis der Finanzausgleichsfonds eine solche Höhe hat, dass er es erlaubt, den allgemeinen Satz zu erhöhen. Das aber ist nicht nötig, weil wir ja das Finanzausgleichsgesetz in Bearbeitung haben, welches eine bessere Lösung bringen soll. Ich würde also zuwarten. Die Motion könnte ohnehin nicht verwirklicht werden, bevor das Finanzverwaltungsgesetz in Kraft ist.

Herr Freiburghaus hat gesagt, Herr Zingg könnte die Motion in ein Postulat umwandeln. Wenn der Finanzdirektor bereit wäre, ein solches anzunehmen, wäre glaube ich der Sache am besten gedient, vorab den Gemeinden, denen wir helfen wollen.

Staender. Herr Zingg hat in seinem Motionstext geschrieben: «Anderseits müssen die Gemeinden, für die der Finanzausgleich Geltung hat, die aufgeschobenen Subventionen für ihre Bauaufgaben verzinsen. Das bedeutet eine schwere Belastung . . .» Dazu stelle ich fest, dass auch die Gemeinden, für die der Finanzausgleich nicht wirkt, aus der aufgeschobenen Subventionszahlung Verluste erleiden. Das Thema, das vom Motionär angeschnitten wird, interessiert in diesem Spezialsektor alle Gemeinden. Es wäre nicht ganz korrekt, wenn man einen Teil der Gemeinden in dem Sinn separat behandeln würde, dass man ihnen in bezug auf die Verzinsung entgegenkäme, während dann die andern Gemeinden dem Staat gratis Darlehen gäben, aber von dieser Zinsvergütung ausgeschlossen wären. Wegen der Beschränkung auf ein kleines Gebiet befriedigt mich die Motion nicht vollständig, und ich könnte ihr in dieser Form nicht zustimmen.

Hänzi. Nachdem in der Diskussion Lengnau und Pieterlen erwähnt wurden, möchte ich das wiederholen, was ich in der Maisession sagte, als eine Anzahl Direktionsgeschäfte für Kläranlagen genehmigt wurden. Ich wiederhole die Zahlen. Dannzumal war Regierungsrat Huber hier. Ich kann an einem konkreten Beispiel zeigen, welche Zinsenlast bei den Gemeinden entsteht, wenn die Staatsbeiträge, speziell für Kläranlagen, jahrelang nicht bezahlt werden. Wir haben dannzumal das Projekt für unsere Gemeinde bewilligt. Beteiligt waren insgesamt zwei solothurnische und zwei bernische Gemeinden. An das Projekt von 25 Millionen muss die Gemeinde Lengnau 3,6 Millionen und Pieterlen 2,8 Millionen bezahlen. Wir erhielten Staatsbeiträge zugesichert, zahlbar frühestens 1972. Das ist dann umgewandelt worden in «spätestens 1974». Aber wenn nun tatsächlich die Staatsbeiträge, nehmen wir an, erst Ende 1972 bezahlt werden, entsteht der Gemeinde Lengnau eine Zinsenlast von Fr. 257 663.—, für Pieterlen eine solche von Fr. 263 647.—, für beide zusammen von Fr. 521 310.—. Wir können uns nicht so einstellen, wie es Herr Freiburghaus hat durchblikken lassen, denn bei uns sind die Arbeiten im Gang, der Kredit ist von der Bank bewilligt. Wir müssen laufend Zahlungen leisten. Wir figurieren unter den finanzschwachen Gemeinden. Ich bin mit Herrn Staender einverstanden, das Problem stellt sich für alle Gemeinden, wenn so grosse Verzögerungen eintreten.

Wir haben das Dekret vom 11. Mai 1965, also nicht etwa ein veraltetes Dekret. Darin wird im Paragraphen 19 über die Ausrichtung der Staatsbeiträge gesagt: «Die Staatsbeiträge an Wasserversorgungen, Abfallbeseitigungsanlagen werden entsprechend dem Fortschritt der Arbeiten gestützt auf bezahlte Abrechnungen ausgerichtet.» Natürlich sind wir zufrieden, wenn bei so grossen Projekten wie diesem etappenweise die Abrechnung erstellt und eingegeben werden kann. Wenn dem Dekret nachgelebt werden kann, wird es, hoffen wir, nicht erst Ende 1972 zur Ausrichtung von Staatsbeiträgen kommen, sondern schon früher. – Ich wollte Ihnen zeigen, wie sich die Rechnung gestalten kann, wenn die Staatsbeiträge allzu lange nicht bezahlt werden.

Zingg (Bern). Ich bin gefragt worden, ob ich bereit wäre, meine Motion in ein Postulat umzuwandeln. Ich glaube nicht, dass das richtig wäre. Ich wäre mit der Zinszahlung für so lange einverstanden gewesen, bis das Gesamtgesetz unter Dach ist. Ich verstehe die Herren, die aus finanzstarken Gemeinden kommen. Ich habe auch die Unterlagen nachgelesen und habe gesehen, dass der Regierungsrat sagt, man werde in einem Jahr über die Sache diskutieren; was die Staatswirtschaftskommission beantrage, würde genügen, und das wolle man ein Jahr lang durchführen. Nachher würden wir Bericht erhalten und könnten beschliessen, ob wir das verlängern, ergänzen oder wieder abschaffen wollen. – Das muss man auch überlegen und berücksichtigen, wenn man diese Fragen diskutiert. In Artikel 3 des Gesetzes steht: «Soweit die vom Finanzausgleich jährlich zuzuschiessenden Mittel nicht für Beiträge nach Artikel 1 Absatz 1 beansprucht werden, kann der Regierungsrat darüber in anderer Weise zugunsten schwerbelasteter Gemeinden verfügen, insbesondere durch Zuweisungen an den Gemeindeunterstützungsfonds.» Man hat das Gefühl, es sei für die finanzschwachen Gemeinden zu wenig gemacht worden.

Herr Freiburghaus hat mir eins ans Bein wischen wollen, indem er an die Diskussion vor fünfzehn Jahren erinnerte. Ich war kein begeisterter Anhänger der Finanzierung, wollte eine andere

haben, wünschte, dass die Liegenschaftenbesitzer mehr zum Zuge kämen. Aber das ist nun passé. An und für sich habe ich für die Lage Verständnis. Sie müssen mir beweisen, dass Sie es auch haben. Sie müssen das Gesamte ansehen, und daher sollten Sie der Motion zustimmen. Ich wäre einverstanden, dass die von mir gewünschte Lösung nur als Übergangslösung gelten würde, bis die Verhältnisse gesetzlich neu geregelt sind.

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich habe auch noch einiges zu bemerken. Gegenüber Herrn Dr. Messer möchte ich sagen, dass ich sehr grosses Verständnis für die finanzschwachen Gemeinden habe. Ich glaube, wir werden mit unserem neuen Gesetz eine Lösung finden, die besser ist als die bisherige. Wenn wir bis auf 75 Prozent Subvention gehen und dann noch den direkten Finanzausgleich funktionieren lassen, so können gewisse Gemeinden ihre Probleme dennoch nicht lösen, ähnlich wie der Kanton Uri die restlichen 2 Prozent nicht aufbringen kann, wenn man ihm an die Gotthardstrasse 98 Prozent vergütet. Ähnlich kann die Gemeinde Guggisberg für die Strasse nach Sangernboden nicht 25 Prozent aufbringen. Ähnlich ist die Situation für die Strasse im Eriz, trotz direktem und indirektem Finanzausgleich. Darum schreiten wir zur Revision der betreffenden Gesetze. Aber jemand muss schliesslich zahlen, darauf hat auch Herr Grossrat Staender hingewiesen. Man darf dann nicht nur an die finanzschwachen oder mittelstarken Gemeinden denken, sondern muss die Lage der reichen Gemeinden auch würdigen. Es fragt sich, ob diese im Hinblick auf die grossen Aufgaben, die sie selber zu lösen haben, so weit gehen können. Jedenfalls lässt sich das Problem nicht einseitig lösen.

Die Regierung und der Grosse Rat haben den Willen bezeugt, die unbefriedigenden Zustände betreffend Hinausschieben der Fälligkeitstermine zu beseitigen. Durch die grossen Beiträge haben wir die laufenden Kredite des Staates so strapaziert, dass wir in der Finanzklemme sind und die Beitragstermine bis 1975 hinausschieben mussten. Das ist der Grund, warum wir in einem Ermächtigungsbeschluss die Kompetenz zur Aufnahme von 300 Millionen Anleihen verlangten. Haben Sie verfolgt, wer gegen diese Vorlage stimmte? Die 13 Amtsbezirke, in denen die am schwersten belasteten Gemeinden sind, haben die Vorlage verworfen. Was soll man da denken? Ich habe innert zwei Jahren vom Oberhasli bis in die Ajoie 60 Vorträge gehalten und dabei immer festgestellt, dass in den finanzschwachen Gemeinden nicht etwa nur über den Finanzausgleich diskutiert wird, sondern es hiess immer, der Staat solle sich nach der Decke strecken, wie es die Gemeinden auch tun müssen. Das ist der Grund, warum in vielen Amtsbezirken die Ermächtigungsanleihe verworfen wurde, abgesehen von Fällen mangelnder Information. Daran müssen wir denken. Damit ist dem Tempo, in welchem man den direkten und den indirekten Finanzausgleich entwickelte, eine Grenze gesetzt.

Herrn Grossrat Messer mache ich darauf aufmerksam, dass die Motion nichts darüber aussagt, wer das Geld erhält, sondern es heisst einfach «finanzschwache Gemeinden». Das sind die mit einer Steueranlage von 2,8 und mehr. Von den 270 Gemeinden, die vom Finanzausgleich profitieren, könnten 100 die Steueranlage herabsetzen. Bei diesen mussten wir ja die Beiträge des Finanzausgleichs kürzen. Wo ist nun die Grenze der finanzschwachen Gemeinden? Wir studieren dieses Problem in dem Gesetz, das wir in Bearbeitung haben. Wir untersuchen, ob wir für die Berechtigung auf 2,5 hinuntergehen sollen, um den direkten Finanzausgleich zu verstärken. Das Problem können wir aber ohne die finanzstarken Gemeinden nicht lösen. Jedenfalls wird nicht nur der Staat bezahlen, was die finanzschwachen Gemeinden mehr erhalten, sondern wahrscheinlich geht es den finanzstarken Gemeinden auch an den Kragen, und das wird eine unerfreuliche Auseinandersetzung abgeben.

In diesem Sinne habe ich aus der Diskussion heraus, die hier gelaufen ist, sagen müssen: «Mir schwant nichts Gutes für die neuen gesetzlichen Grundlagen, die wir schaffen wollen.» Das hier ist ein Testfall. Wenn der Grosse Rat die Motion annimmt, können wir unser Finanzverwaltungsgesetz und unser Beitragsgesetz in die Schublade versenken. Dann fahren wir so weiter wie bis heute. Darauf läuft ja die Sache taktisch hinaus.

Den Herren Wenger und Freiburghaus muss ich sagen, dass unsere Vorarbeiten längst im Gange sind. Der Verband Bernischer Gemeinden wird angehört werden. Ich glaubte, das sei im August möglich, doch wurde ich dann krank und aus gesundheitlichen Gründen konnte ich das Geschäft nicht weiter verfolgen. So ist nun die Novembersession gekommen. Sie sehen, ich habe noch andere Geschäfte zu behandeln. Am guten Willen hat es nicht gefehlt. Sie werden aber noch zum Zuge kommen. Ohne eine wirklich schlüssige materielle Grundlage den Verband zu einer Konferenz einzuladen, hätte keinen Sinn. Die Revision des Dekretes genügt nicht, wie es Herr Freiburghaus selber angetönt hat.

Der Staat muss heute für die Zahlung der Staatsbeiträge die Fälligkeitstermine hinausschieben, weil ihm die nötigen Mittel fehlen. Er ist so finanzschwach wie die finanzschwachen Gemeinden. Es geht praktisch um die Schaffung einer neuen Grundlage. Jetzt will man, weil ein Fonds da ist, schnell Geld verteilen. Man wird aber sehr froh sein, wenn man für die Überbrückung zum neuen Ausgleichsgesetz Mittel hat, um zu helfen, und diese nicht erst beschaffen muss.

Finanzschwach wären nach der Motion alle Gemeinden mit einer Steuerlage von 2,8 und mehr. Wir würden dann noch hinuntergehen. Wenn man aber sieht, was sich viele Gemeinden alles leisten können an schönen Schwimmbädern usw., und dass sie vom Staat Subventionen erhalten, der selber das Geld nicht hat und nicht einmal seine eigenen Aufgaben lösen kann, so ist das nicht in Ordnung. Herr Grossrat Würsten, ich stehe zu dem, was ich letztes Jahr versprochen habe. Wenn wir auf dem Anleihensweg nicht nur die 50 Millionen jährlich erhalten, wie es die Nationalbank sagte, sondern jedes Jahr 100 Millionen, so ist in drei Jahren der Überhang abgelöst, vorausgesetzt, dass wir gestützt auf das neue Gesetz nicht immer das vierfache dessen bewilligen, was wir zahlen kön-

nen. Das Geld, das wir durch die Anleihen erhalten, brauchen wir. Wir können dieses Jahr 20 Millionen Franken flüssig machen für Sachen, die aufgeschoben wurden. Diesen Betrag zahlen wir aus. Bisher haben wir von den 20 Millionen, die wir verteilen können, schon 13 Millionen ausbezahlt. Mehr ist uns gar nicht angemeldet worden. Wir werden nachher auszahlen, was wir können. Ich hoffe, nächstes Jahr können wir 40 Millionen, zu den 100 Millionen, die wir im Budget haben, auszahlen, so dass wir die Fälligkeitstermine laufend verkürzen können. Das also werden wir zahlen, wenn wir das Geld haben, und damit gelangen wir auf einen sauberen Boden.

Dass wir den Härtefällen Rechnung tragen, Herr Grossrat Würsten, ist selbstverständlich.

Herr Grossrat Zuber hat gesagt, die Motion beziehe sich nur auf die wirklich finanzschwachen Gemeinden. Welche sind das? Alle Gemeinden mit einer Steueranlage von 2,8 und mehr gelten als finanzschwach. Wir müssten dann abstufen. Jetzt eine Vorlage für die Zinsvergütung zu machen, während das neue Gesetz über das Beitragswesen in Bearbeitung ist, wäre nicht zweckmässig. Das Problem können wir im Zusammenhang mit dem neuen Gesetz diskutieren. Wenn wir jetzt beschliessen, der Staat müsse den Zins übernehmen, ist ein Präjudiz geschaffen. Und das muss ich ablehnen.

Herr Grossrat Freiburghaus hat gesagt, man hätte aus dem Grossratsbeschluss von 1964 etwas anderes gemacht. Dieser sei nur für ein Jahr gedacht gewesen und habe nur eine Budgetfrage regeln wollen. Natürlich, wir hatten bis Ende 1964 die Unterlagen über die Verpflichtungen. Aber dass das nur ein Budgetproblem und nicht auch ein Finanzproblem war, hat hier niemand geglaubt. Ich habe nämlich gesagt, wir müssten in Zukunft ausrechnen, was im Budget Platz hat und was nicht. Das war ein materielles Problem, darüber wollen wir uns im klaren sein. Kein Mensch hat daran gedacht, dass das in einem Jahr erledigt wäre. Herr Grossrat Haltiner hat damals einen Ergänzungsantrag eingereicht und verlangt, es müsse in Zukunft jedes Jahr im Staatsverwaltungsbericht darüber berichtet werden, wie sich der Beschluss auswirke. Wir haben dann aber im nächstfolgenden Jahr im Staatsverwaltungsbericht nichts gesagt, weil wir keine Grundlagen, keine Erfahrungen hatten. Daraufhin haben wir aber den Finanzbericht 1965 und den Bericht 1966 vorgelegt, und darüber hatten wir jeweilen eine breite Diskussion.

Nun wurde gesagt, man hätte gedacht, diese Regelung sei nur für kurze Zeit in Kraft. Sie hat jetzt für 1965 bis 1967 gegolten. Im Februar kommen wir zu einem neuen Gesetz, welches diese Frage neu ordnet. Nun sollten Sie keinen schrägen Nagel einschlagen, indem Sie sagen, die Zinsen, die da entstehen – diese wollen wir ja mit den Anleihen vermeiden –, hätte der Staat zu übernehmen. Wie gesagt, im Februar wird der Grosse Rat zur neuen Gesetzesvorlage Stellung nehmen können. Daher muss ich die Motion ablehnen.

Ich wiederhole gegenüber Herrn Grossrat Hänzi, dass, wenn wir die 300 Millionen Franken Anleihen statt in sechs Jahren schon in drei Jahren erhalten, die Sache in zwei bis drei Jahren erledigt ist. Bis 1970 ist dann der aufgetürmte Überhang abgelöst, vorausgesetzt, dass wir im neuen Beitragsgesetz neue Grundlagen schaffen und nicht viermal mehr bewilligen, als wir bezahlen können.

Wenn Sie etwas anderes wollen, können Sie es beschliessen. Wenn wir aber auf solcher Grundlage an die Beratung der beiden neuen Gesetze herantreten müssten, würde sich die Regierung fragen, ob sie diese dem Grossen Rat überhaupt vorlegen wolle.

Aus diesem Grunde lehnen wir die Motion ab.

Abstimmung

Für Annahme der Motion	50 Stimmen
Dagegen	78 Stimmen

Postulat des Herrn Grossrat Morand — Kontrolle der öffentlichen Gelder

(Siehe Seite 589 hievor)

Morand. A la session de mai 1967, ma motion demandant l'institution d'une commission parlementaire permanente d'étude et de contrôle de l'utilisation des deniers publics fut rejetée, non à cause des objectifs proposés, mais parce qu'on estima que la création d'une nouvelle commission n'était pas le moyen indiqué pour atteindre ces objectifs. On craignit également les conflits de compétence possibles entre la Commission d'économie publique et cette nouvelle commission. La définition des tâches de chacun de ces organismes, qui devaient se compléter, parut trop difficile, voire impossible. Néanmoins, au nom de la Conférence des présidents, M. Nobel déclara que la Commission d'économie publique s'efforcera à l'avenir de suivre les objectifs fixés par ma motion. Je ne voudrais pas mettre en doute les bonnes intentions de la Commission d'économie publique pour éviter les exagérations dans les dépenses et exercer ainsi un contrôle parlementaire efficace et nécessaire. Mais il faut bien admettre que depuis quelques années, par la multiplication extraordinaire des affaires à examiner, cette Commission est surchargée. Je pense qu'aucun de ses membres ne pourra me contredire à ce sujet. L'examen qu'elle fait subir à chaque affaire qui lui est soumise me paraît insuffisant à cause de sa surcharge et une organisation qui me paraît inadaptée. Certaines exagérations, certaines solutions onéreuses admises dans le passé et qui sont cause pour une grande part de la détérioration des finances de l'Etat démontrent sans contestation possible qu'une Commission d'économie publique mieux à même de remplir son rôle aurait pu parer aux plus criantes anomalies et aux plus exhorbitants dépassements de crédits auxquels nous avons assisté et qui ne doivent plus se renouveler à l'avenir. Le Parlement doit disposer d'une Commission d'économie publique adaptée aux nouvelles et importantes exigences d'aujourd'hui et capable, non seulement de soumettre à un examen sérieux les dossiers qui lui sont soumis et de les retourner avec opposition si elle le juge nécessaire,

mais encore de prendre des initiatives, proposer des solutions nouvelles, demander des études complémentaires bien définies. Je crois qu'il n'est pas inutile de relire les attributions que confère à cette commission le règlement du Grand Conseil. Elle est chargée de vérifier le compte d'Etat, le budget, les demandes de crédits supplémentaires, les propositions d'emprunts, le rapport sur l'administration de l'Etat et la gestion des Directions du Conseil-exécutif et de présenter sur ces objets des rapports au Grand Conseil. Il est dit aussi qu'elle doit veiller à ce que les crédits votés reçoivent l'emploi voulu et ne soient pas dépassés. Elle propose au Grand Conseil les moyens de remédier aux défectuosités et aux abus qu'elle constate dans l'administration.

En novembre 1966, à cet article 38 il a été ajouté que la Commission d'économie publique est aussi chargée de vérifier les propositions de dépenses, pour autant qu'une autre commission n'ait pas été désignée à cet effet, et les projets qui lui sont soumis par le Conseil-exécutif, d'entente avec la Conférence des présidents.

Ma demande de mise à l'étude de la réorganisation de la Commission d'économie publique concerne donc bien moins une nouvelle définition de ses tâches que la définition des moyens d'accomplir ces tâches. Cette réorganisation devrait avoir pour objectif essentiel de donner à cette Commission les possibilités de remplir son mandat. Jusqu'à ce jour, elle s'y est efforcée avec une conscience digne d'éloges, mais son organisation actuelle, sa formation sont dépassées par l'importance et la quantité des problèmes à traiter et des dossiers à examiner. Dans sa formation actuelle, le contrôle parlementaire qu'elle est à même d'exercer me paraît insuffisant. C'est la raison pour laquelle, par voie de postulat, je propose que le Conseil-exécutif mette à l'étude sa réorganisation. Je prie le Grand Conseil de bien vouloir soutenir ma proposition.

Eingelangt sind folgende

Motionen

I.

Nach der heute geltenden Regelung werden von den Bezirksbeamten die Regierungsstatthalter, die Gerichtspräsidenten (und Amtsrichter) sowie die Betreibungs- und Konkursbeamten durch das Volk, die Gerichtsschreiber, die Grundbuchverwalter und die Amtsschaffner durch den Regierungsrat gewählt.

Die Volkswahl der Regierungsstatthalter und der Richter ist nach ihrer Stellung und der Art ihrer Tätigkeit vollauf gerechtfertigt und soll in keiner Weise angetastet werden.

Dagegen sprechen gewichtige Gründe dafür, sie für die Betreibungs- und Konkursbeamten abzuschaffen und dem Regierungsrat zu übertragen.

Die Natur der ihnen obliegenden Tätigkeit vermag eine Volkswahl nicht zu rechtfertigen. Im Vordergrund steht die fachliche Eignung zu diesem Amt. Der Betreibungs- und Konkursbeamte muss vor allem fähig sein, alle Vorkehren des Schuldbetreibungsrechtes sachgerecht durchführen zu können. Es liegt deshalb im Interesse der Gläubiger und Schuldner, dass diese Beamtung durch einen Bewerber besetzt wird, der sich über das beste Fachwissen auszuweisen vermag. Demgegenüber treten politische Überlegungen in den Hintergrund. Gleich wie bei den Gerichtsschreibern, Grundbuchverwaltern und Amtsschaffnern wäre es deshalb im richtig verstandenen Interesse, der Bürger, wenn die Wahl durch den Regierungsrat vorgenommen werden könnte.

Die Übertragung der Wahlkompetenz an den Regierungsrat würde es diesem zudem ermöglichen, gestützt auf Artikel 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 30. Juni 1935 über Massnahmen zur Wiederherstellung des finanziellen Gleichgewichts im Staatshaushalt sachlich gerechtfertigte Rationalisierungsmassnahmen durchzuführen. Es wird diesbezüglich auf den Verwaltungsbericht der Justizdirektion pro 1966, Seite 83 Ziffer 5 verwiesen.

Der Regierungsrat wird deshalb beauftragt, § 4 des Einführungsgesetzes für den Kanton Bern zum Bundesgesetz vom 11. April 1891 über Schuldbetreibung und Konkurs dahin abzuändern, dass die Betreibungs- und Konkursbeamten durch den Regierungsrat gewählt werden.

7. November 1967

Hügi
und 10 Mitunterzeichner

II.

Bei der Abnahme der Tank- und Ölfeuerungsanlagen wird leider immer wieder festgestellt, dass durch die örtlichen Feuerpolizeibehörden ungleiche Massstäbe angewandt werden. In meiner beruflichen Tätigkeit stosse ich laufend auf grosse Unregelmässigkeiten.

Um wenigstens auf unserem Kantonsgebiet eine straffere Ordnung zu erhalten, schlage ich folgendes vor:

1. Eine kantonale Kontrollstelle zur Abnahme der Tank- und Ölfeuerungsanlagen.
2. Diese Kontrollstelle prüft nebst der fachmännischen Installation und der Einhaltung der Vorschriften auch die Verbrennung des Heizöls, damit gleichzeitig gegen die Luftverunreinigung angekämpft werden kann.
3. Diese Kontrollstelle muss mit den nötigen Messinstrumenten ausgerüstet sein. Das Personal soll sich aus erfahrenen Fachleuten zusammensetzen.

Der Regierungsrat wird beauftragt, dem Grossen Rat Vorschläge zu unterbreiten, damit diese Kontrollstelle geschaffen werden kann. Damit können wir wirksam gegen die Wasserverschmutzung und gegen die Luftverunreinigung ankämpfen.

8. November 1967

Zingg (Brügg)
und 35 Mitunterzeichner

Werden auf den Kanzleitisch gelegt.

Eingelangt sind folgende

Postulate

I.

Gemäss Artikel 121 des Steuergesetzes und § 15 des Dekretes über die Veranlagung der direkten Staats- und Gemeindesteuern kann der Einwohnergemeinderat gewisse Aufgaben im Steuerwesen an eine Gemeindesteuerkommission übertragen.

In der Praxis zeigt sich nun immer wieder, dass viele Mitglieder von Steuerkommissionen ihren Pflichten infolge mangelnder Sachkenntnis nicht gewachsen sind.

Der Regierungsrat wird eingeladen zu prüfen, ob nicht alle zwei Jahre unter Aufsicht der Kantonalen Steuerverwaltung Kurse zur Ausbildung von Mitgliedern von Gemeindesteuerkommissionen durchgeführt werden sollten.

8. November 1967

Marti
und 35 Mitunterzeichner

II.

Die geltende bernische Staatsverfassung stammt aus dem Jahr 1893. Sie ist in verschiedenen Einzelpunkten revidiert worden. Nachdem die Revision der Bundesverfassung in Angriff genommen worden ist, scheint es angezeigt, auch das kantonale Grundgesetz insgesamt zu überprüfen und den neuen Gegebenheiten anzupassen.

Der Regierungsrat wird eingeladen, die nötigen Vorarbeiten für die Gesamtrevision der bernischen Staatsverfassung rechtzeitig an die Hand zu nehmen.

8. November 1967

Hächler
und 17 Mitunterzeichner

III.

Die bernischen Ergebnisse der Nationalratswahlen werden jeweils mit sehr grosser Verspätung veröffentlicht. Bei den Wahlen 1967 standen beispielsweise die Einzelergebnisse im Kanton Zürich am Montagabend fest, diejenigen des Kantons Bern dagegen zwei Tage später. Bei allem Verständnis für bernische Gemächlichkeit bedarf dieser Zustand unbedingt der dringenden Überprüfung.

Der Regierungsrat wird deshalb eingeladen zu prüfen, mit welchen Massnahmen sich die von allen Seiten erwünschte Beschleunigung der Auszählung der Wahlergebnisse erzielen lässt.

8. November 1967

Mischler
und 43 Mitunterzeichner

Werden auf den Kanzleitisch gelegt.

Eingelangt sind folgende

Interpellationen

I.

Die Wahlen in den Nationalrat haben einmal mehr bestätigt, dass das Auszählungssystem, wie wir es in unserem Kanton kennen, nicht zu befriedigen vermag.

Was gedenkt der Regierungsrat zu unternehmen, damit in Zukunft die Auszählung der Nationalratswahlzettel und die Namen der gewählten Kandidaten rascher ermittelt werden können?

6. November 1967

Nobel

II.

Laut Presseberichten überlief am Donnerstag den 2. November 1967 infolge starker Regenfälle ein Ölabscheider in der Raffinerie Cressier, was einen Ölalarm auslöste weil Brennstoff in die Zihl floss. Dieser Ölalarm löste im ganzen Seeland heftige Diskussionen aus wegen allfälliger Verschmutzung des Bielersees.

Ich bitte den Regierungsrat um Auskunft:

a) Stimmt es, dass die Raffinerie Cressier über keine fahrbare Pumpstation zum Absaugen grösserer Ölmengen verfügt?

b) Was gedenkt der Regierungsrat zu unternehmen, nachdem die Sicherheitsmassnahmen offensichtlich ungenügend sind, um einer Verschmutzung des Bielersees durch Öl vorzubeugen?

8. November 1967

Marti
und 34 Mitunterzeichner

Gehen an die Regierung.

Eingelangt sind folgende

Schriftliche Anfragen

I.

In Schlagzeilen der Schweizerpresse wurde Ende September 1967 gemeldet, dass der Jura-Attentäter Boillat mit dem, ihm, von der Behörde beschlagnahmten, eigenen Pass nach Spanien flüchtete.

Freunde von Boillat hätten den Pass unter der Nase der Polizei entwendet.

Boillat flüchtete bekanntlich 1966.

Bis jetzt hat noch keine schweizerische Behörde auf den, aus Spanien gemeldeten, oder schon vorher bekannten Passdiebstahl reagiert.

Der Regierungsrat wird gebeten, dem Grossen Rat Auskunft zu erteilen.

1. Betrifft dieser Passdiebstahl eine bernische Amtsstelle?

2. Welche Vorkehrungen wurden in dieser Angelegenheit bis heute getroffen?

6. November 1967

Fankhauser (Toffen)

II.

Einmal mehr hat die Auszählung und Zusammenstellung der Wahlresultate bei den Nationalratswahlen im Kanton Bern übermässig viel Zeit in Anspruch genommen.

Diese in der Öffentlichkeit stark kritisierte Tatsache lässt vermuten, dass die Organisation der Auszählung und die Übermittlung der Ergebnisse nach Bern, nicht nach zeitgemässen Gesichtspunkten erfolgt.

Der Regierungsrat wird daher freundlich eingeladen, folgende Fragen zu beantworten:

1. Warum wurden die Wahlresultate erst am Mittwochnachmittag ermittelt und bekanntgegeben?

2. Was gedenkt der Regierungsrat zu tun, um in Zukunft bei kantonalen und eidgenössischen Wahlen, die Ergebnisse der Öffentlichkeit rascher mitzuteilen?

6. November 1967

Abbühl

III.

En rapport avec les récentes élections au Conseil national, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux deux questions suivantes:

1⁰ Combien d'électeurs ont utilisé le vote par correspondance

a) dans le Jura?

b) dans l'ancien canton?

2⁰ Berne a été le dernier canton de la Suisse à fournir les renseignements détaillés. Le Conseil-exécutif ne pense-t-il pas, qu'à l'avenir, il serait bon de moderniser le mode de contrôle et de récapitulation des résultats? Par exemple:

Les communes envoient leurs résultats à leur préfecture, puis pour l'ensemble du Jura, un préfet serait chargé de recueillir les renseignements de ses collègues. Une même décentralisation pourrait être envisagée pour les autres régions du canton. On faciliterait et on accélérerait ainsi le travail de la Chancellerie cantonale.

6 novembre 1967

Jardin

(Der Regierungsrat wird gebeten, betreffend die Nationalratswahlen auf folgende Fragen zu antworten:

1. Wieviele Wähler haben von der Stimmabgabe auf dem Korrespondenzweg Gebrauch gemacht

a) im Jura?

b) im alten Kantonsteil?

2. Bern hat die einzelnen Wahlergebnisse als letzter Kanton der Schweiz bekanntgegeben. Hält der Regierungsrat nicht dafür, dass eine Modernisierung des Kontroll- und Ausmittlungsverfahrens am Platze wäre?

Die Gemeinden würden z. B. ihre Ergebnisse dem zuständigen Regierungsstatthalteramt übermitteln, und ein Regierungsstatthalter würde beauftragt, die Ergebnisse aus dem gesamten Jura zu sammeln. Eine gleiche Dezentralisierung könnte für die andern Landesteile vorgesehen werden. Auf diese Weise liesse sich die Arbeit der Staatskanzlei vereinfachen und beschleunigen.)

IV.

Vor über einem Jahr stellte der Regierungsrat in Aussicht, dass zur Kontrolle der Luftverschmutzung durch die Zementfabrik Reuchenette Kontrollmassnahmen durchgeführt würden.

Wie der Gemeinderat von Péry ausführt, hat er sich am 15. Juni 1966 und am 16. Juni 1967 schriftlich bei der Volkswirtschaftsdirektion nach dem Stand dieser Massnahmen erkundigt, ohne jedoch eine Antwort zu erhalten.

Der Gemeinderat von Péry führt weiter aus: «Cette manière de faire n'est pas sans nous étonner, pour le moins. La population s'enquiert régulièrement auprès des autorités communales des progrès réalisés dans cette pénible affaire et nous devons absolument être à même de fournir une réponse valable.»

Der Rgierungsrat wird um die Beantwortung folgender Fragen ersucht:

1. Aus welchen Gründen wurden die Schreiben der Gemeindebehörden von Péry – wovon eines über ein Jahr zurückliegt – nicht beantwortet?

2. Sind die in Aussicht gestellten Kontrollmassnahmen durchgeführt worden?

3. Liegen Ergebnisse vor, die zu bestimmten Schlussfolgerungen führen?

7. November 1967

Schwander
und 1 Mitunterzeichner

V.

Die Erfahrungen bezüglich der Benützung von Motorfahrzeugen bei der Jagd zeigen, dass viele Jäger in ganz unvernünftiger Art und Weise davon Gebrauch machen.

Schon anlässlich der Gesetzesberatung in der vorberatenden Kommission und später im Grossen Rate wies man auf diese Möglichkeit hin. Dies war auch der Grund, weshalb in Artikel 38 Absatz 2 des Gesetzes über Jagd, Wild- und Vogelschutz die Forstdirektion mit dem Erlass von einschränkenden Bestimmungen über die Verwendung von Transportmitteln zur Ausübung der Jagd beauftragt wurde.

Die Regierung wird höflich um Auskunft ersucht, wann mit dem Erscheinen dieser Weisungen gerechnet werden kann?

8. November 1967

Wyss

Gehen an die Regierung.

Hier wird die Beratung abgebrochen.

Schluss der Sitzung um 11.50 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Sechste Sitzung

Montag, den 13. November 1967, 14.15 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 190 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Barben, Eggenberger, Frutiger, Homberger, Mürner, Peter, Rohrbach, Thomann, Villard; unentschuldigt abwesend ist Herr Voisin (Porrentruy).

Postulat des Herrn Grossrat Morand — Kontrolle der öffentlichen Gelder

(Fortsetzung)

(Siehe Seite 589 hievor)

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Finanzdirektion hat sich letztes Jahr zum Postulat Haltiner betreffend Schaffung einer Finanzkommission, und anfangs dieses Jahres zur Motion Morand betreffend Schaffung einer ständigen grossrätlichen Kommission zur Prüfung der Ausgaben und zur Aufstellung von Sparvorschlägen ausführlich geäussert. Sie hat sich darüber auch in Eingaben zuhanden der Staatswirtschaftskommission, des Regierungsrates und der Präsidentenkonferenz geäussert. Sie hat darauf hingewiesen, dass es vor allem Sache der Staatswirtschaftskommission selber und der Präsidentenkonferenz und des Grossen Rates sei, zu diesen Vorschlägen Stellung zu nehmen. Die Staatswirtschaftskommission hat das in ihrem Schreiben vom 25. August 1966 an die Präsidentenkonferenz getan und Vorschläge für die Neufassung von Artikel 38 des Geschäftsreglementes vorgelegt. Diese Änderung des Geschäftsreglements ist am 8. Februar 1967 vom Grossen Rat genehmigt worden. Die Motion von Herrn Grossrat Morand aber wurde am 8. Mai 1967 mit grossem Mehr abgelehnt.

In seinem Postulat vom 11. September dieses Jahres wünscht nun Herr Morand – der der Auffassung ist, die Staatswirtschaftskommission sei überlastet – von der Regierung, dass sie im Einverständnis mit der Präsidentenkonferenz eine Reorganisation der Staatswirtschaftskommission sowie eine neue Umschreibung ihrer Aufgaben prüfe und die Staatswirtschaftskommission ermächtige, jedesmal dann, wenn sie es als nötig erachte, provisorische Subkommissionen zu bilden.

Was die von Herrn Grossrat Morand erwähnte Überlastung der Staatswirtschaftskommission betrifft, so müssen die Mitglieder dieser Kommission nach unserer Auffassung selber darüber befinden, ob das der Fall ist. Wir haben allerdings in dieser Hinsicht noch nie Klagen der Mitglieder der Staatswirtschaftskommission gehört, trotzdem ihre Beanspruchung, besonders die des Präsidenten, erheblich ist. Herr Grossrat Morand sollte im speziellen bekanntgeben, warum er zu dieser Auffassung gelangte. Er hat das getan, aber vielleicht mehr in allgemeinen Ausführungen.

Unseres Erachtens liegen gegenwärtig keine Gründe vor, die die Reorganisation und Neuumschreibung der Aufgaben der Staatswirtschaftskommission als besonders dringlich erscheinen lassen. Diese Kommission bemüht sich, sich durch gelegentliche Aussprachen mit der Regierung oder einzelnen Direktionsvorstehern über die wichtigsten Aufgaben und Probleme der einzelnen Direktionen zu orientieren. Auf diese Weise wird der Überblick über die Direktionsgeschäfte zweifellos erleichtert. Zur Einsetzung von provisorischen Subkommissionen ist die Staatswirtschaftskommission schon heute ermächtigt. Ob aber dadurch die Arbeit erleichtert wird, scheint uns sehr fraglich, denn die Ergebnisse der Beratung dieser Subkommission sind keineswegs verbindlich, und deshalb können sich dann in der Gesamtkommission wiederum umfangreiche Diskussionen ergeben.

Wir haben den Eindruck, Herr Grossrat Morand sei darüber, wie sich die Arbeit in der Staatswirtschaftskommission praktisch abwickelt, vielleicht nicht ganz orientiert; denn seine sicher gutgemeinten Revisionsvorschläge sind zum Teil schon erfüllt. Zu einem andern Teil würden sie die Arbeit der Kommission nach unserer Auffassung eher erschweren.

Der Regierungsrat empfiehlt, das Postulat abzulehnen, dies nicht zuletzt, weil wir mit zahlreichen neuen Kommissionen die Finanzprobleme des Staates nicht lösen können. Sie bringen uns auf jeden Fall kein neues Geld, im Gegenteil. Aber die vielen Vorstösse, die in der Richtung gehen, wie sie Herr Grossrat Morand anvisiert, sind ein Zeichen dafür, dass etwas unternommen werden muss. Ich bin überzeugt, dass sich vieles verbessern wird, wenn durch die zwei neuen Gesetze die materiellen Grundlagen für die Finanzpolitik geschaffen sind. Dann wird man sehen, ob die Staatswirtschaftskommission noch weiterhin ihre Aufgabe lösen kann, oder ob dann vielleicht neue Gremien zu schaffen sind. Aber heute, wo man die Finanzen in Organisation und Verwaltung im Blick auf die Finanzklemme, in der wir uns befinden, eher straffen sollte, ist eine Erweiterung des Verwaltungsapparates nicht wünschenswert. Das sind die Hauptmotive, aus denen heraus die Regierung das Postulat ablehnt.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates ..... Minderheit
Dagegen ..... Grosse Mehrheit

Interpellation des Herrn Grossrat Gullotti — Treibstoffbezugs-Genossenschaft des Personals der Staatsverwaltung

(Siehe Seite 590 hievor)

Gullotti. Wie Sie aus meiner Interpellation ersehen können, ist im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 11. August 1967 eine Publikation erschienen, die eine gewisse Kritik hervorgerufen hat. In der Publikation stand, dass eine Treibstoffversor-

gungs-Genossenschaft des Personals der Staatsverwaltung in Bern gegründet worden sei, die bezwecke, eine eigene Anlage zu betreiben und Benzin usw. für ihre Fahrzeuge zu möglichst günstigen Preisen abzugeben.

Meine Interpellation bezweckt, eine Aussprache darüber herbeizuführen, wie weit man mit solchen Selbsthilfeorganisationen gehen soll. Ich halte persönlich dafür, es sei nicht nötig, dass das Staatspersonal eine solche Genossenschaft gründe. Wir haben genügend etablierte Unternehmen, die aus dieser Branche leben müssen.

Ich weiss, dass sehr oft in Verwaltungen ein gemeinsamer Einkauf organisiert wird. Aber das ist bisher nicht gerade auf der Basis geschehen wie im vorliegenden Fall.

Bevor ich meine Interpellation einreichte, habe ich sie der interfraktionellen Gewerbegruppe des Rates unterbreitet. Sie ist mit grosser Mehrheit der Auffassung, man sollte solche Gründungen vermeiden. Auch der Handwerker- und Gewerbeverband der Stadt Bern, der Kantonalbernische Gewerbeverband, der Autogewerbeverband sowie der Fahrrad- und Motorfahrrad-Gewerbeverband des Kantons Bern verstehen die Gründung dieser Genossenschaft nicht.

Hätte ich eine Motion einreichen sollen? Der Entscheid war nicht einfach. Ich fand, der Weg der Interpellation sollte vorläufig genügen. Man sollte die Rollen ein wenig verteilen und die Unternehmen, die aus dem Verkauf des Brennstoffes leben, auch leben lassen. Ich bin der Auffassung, es bestehe keine Notwendigkeit für die genannte Benzin-Handelsstelle.

Man sagte mir, es bestehe keine rechtliche Möglichkeit, das zu verbieten. Das mag bis zu einem gewissen Grade stimmen. Ich halte dafür, man könne auf die Genossenschaft verzichten, auch wenn die rechtlichen Voraussetzungen gegeben wären; denn moralisch sind sie unter keinen Umständen vorhanden.

Mich und einen grossen Kreis interessiert es zu vernehmen, was der Regierungsrat zu diesem Vorgehen sagt. Vertritt er nicht auch die Auffassung, es sei viel besser, beim Staatspersonal dahin zu wirken, dass auf solche Unternehmen verzichtet wird? Wohin würden sie führen? Andere Berufsgruppen könnten ähnliches vorkehren. Aber wir können nicht einen legalen Handel ausschalten für einen Teil von Leuten, die man nachher privilegieren will. Ich bin dem Regierungsrat zu Dank verpflichtet, wenn er seine Meinung bekanntgibt. – Die Gründung dieser Genossenschaft ist ein Missbrauch. Der Name «Treibstoffversorgungs-Genossenschaft des Personals der Staatsverwaltung» könnte glauben machen, es sei ein Unternehmen des Staates. Diese Genossenschaft hat sozusagen einen öffentlich-rechtlichen Titel. Das gehört sich nicht. Diese Auffassung ist immer vertreten worden, auch wenn derartige Gründungen durch das Bundespersonal ins Auge gefasst wurden. Kann man nicht auf solch unnötige Institutionen verzichten?

Moser, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Genossenschaft heisst «Treibstoffbezugs-Genossenschaft des Personals der Staatsverwaltung». Es ist also nicht eine Einrichtung des Staates; ein Irrtum ist formell nicht möglich.

Eine Rücksprache mit Beamten, die dieser Treibstoffbezugs-Genossenschaft des Staatspersonals angehören, hat ergeben, dass Tankstellen bestehen, die ihren Dauerbezügern von Benzin Preisermässigungen oder Rabatte gewähren, ferner dass verschiedene Firmen auch auf dem Platze Bern eigene Tankstellen haben und ihrem Personal Benzin zu einem reduzierten Preis abgeben. Das Staatspersonal, das von derartigen Ermässigungen nicht profitieren kann, hat sich deshalb bei dieser Sachlage bei einer Benzinfirma erkundigt, ob ihm ebenfalls auf seinen Bezügen eine Preisermässigung eingeräumt werde. Die Firma hat in der Folge dem Staatspersonal Ermässigungen für den Bezug von Öl und Benzin sowie für die Schnell-Lavage an einer bestimmten Tankstelle zugesichert. Für diese Vergünstigung haben sich rund 150 Beamte, die ihren Wagen für den Weg zum Arbeitsort oder privat benützen, angemeldet. Die in Frage stehende Firma, die die Ermässigung zugesichert hat, hat in der Folge diese Zusicherung wieder zurückgezogen. Die Gründe sind uns bekannt; ich möchte sie hier nicht erläutern.

Das Personal hat sich mit dieser Entwicklung nicht abfinden können. Es hat sich daher entschlossen, eine eigene Tankstelle zu errichten. Für die Erstellung dieser Tankstelle hat der Staat ein Baurecht im Wankdorf eingeräumt. Um die Mittel für die Tankstelle zu erlangen, haben sich die Leute zusammengeschlossen und im Sinne von Artikel 828 OR eine Genossenschaft gegründet. Die Einrichtungen sind gekauft und der Betrieb wurde anfangs Oktober aufgenommen. Der Regierungsrat hatte keine Veranlassung, dem Personal diese Aktion zu verbieten. Unseres Erachtens kann bei der Beteiligung eines Beamten oder Angestellten an einer Treibstoffbezugs-Genossenschaft, wie im vorliegenden Fall, nicht von Berufsausübung im Sinne von Artikel 11 Absatz 2 des Beamtengesetzes gesprochen werden, wo es heisst:«Dem Beamten ist jede Nebenbeschäftigung verboten, durch die seine Amtstätigkeit beeinträchtigt wird, . . .» Würde man anders entscheiden, wäre die Beteiligung eines Beamten an der Migros-Genossenschaft, an der Konsum-Genossenschaft oder auch an einer Baugenossenschaft ebenfalls bewilligungsbedürftig, weil das auch Beteiligungen an einer Genossenschaft sind.

Wir verweisen darauf, dass die Frage der Beteiligung an Erwerbsgesellschaften für die Mitglieder des Regierungsrates bei der Beratung von Artikel 11 des Beamtengesetzes im Grossen Rat diskutiert wurde, dies im Zusammenhang mit der Initiative über die Nebenbeschäftigungen des Regierungsrates (Grossrats-Tagblatt 1961, Seite 812 ff). Der Grosse Rat hat damals einen Antrag Brodbeck abgelehnt, der lautete: «Ebenfalls ist die Zugehörigkeit als Aktionär, Obligationär, stiller Teilhaber usw. zu einer Firma nicht gestattet, wenn damit ihre Amtsführung beeinflusst werden könnte.» Also nicht einmal Grossrat Brodbeck hat so weit gehen wollen, die Beteiligung an einer Gesellschaft zu untersagen, die den Handel, das Gewerbe oder einen freien Beruf konkurrenzieren würde. Im vorliegenden Fall war unseres Erachtens eine regierungsrätliche Bewilligung nicht erforderlich, abgesehen davon, dass mit dem Erwerb eines Beteiligungsrechtes und bei der Mitwirkung in der Verwaltung einer Gesellschaft wohl nicht von der Aus-

übung eines Nebenberufes gesprochen werden kann.

Die Justizdirektion hat in ihrer speziellen Stellungnahme diese Haltung bestätigt. Wollte man den Staatsbeamten derartige Beteiligungen untersagen oder sie von einer entsprechenden Bewilligung durch den Regierungsrat abhängig machen, müssten klare gesetzliche Grundlagen geschaffen werden.

Die Regierung ist der Auffassung, dass diese Genossenschaft dem Gewerbe keinen wesentlichen Einnahmensausfall bringen werde. Wenn auf die «grossen Besoldungen» des Staatspersonals aufmerksam gemacht wird, die den Benzinbezug ohne Preisermässigung gestatten würden, müsste das Personal darauf hinweisen, dass die Gehälter gerade in diesen Privatfirmen mit eigenen Tankstellen weit über den Ansätzen der Gehälter des Staatspersonals liegen. Ich glaube persönlich auch nicht, dass diese Gründung, Herr Grossrat Gullotti, Schule machen und das Gewerbe schädigen werde. Aber es besteht heute einmal die Tendenz, für alles mögliche Genossenschaften zu bilden. Das hat man in den letzten Jahren gesehen. Man hat Einkaufsgenossenschaften sowie Verkaufsgenossenschaften gegründet, wo man Mitglied werden konnte. Hier nun gründet am Rande des Geschehens das Staatspersonal eine Genossenschaft, durch die es das Benzin etwas billiger einkaufen kann. Warum das verbieten, was in breitem Rahmen auf wichtigeren Gebieten Schule macht! Die Regierung kann das nicht verhindern.

Ich weiss, dass ich den Interpellanten mit meiner Antwort nicht befriedigen kann. Wenn man da etwas machen wollte, müssten klare gesetzliche Grundlagen geschaffen werden, wobei sich dann wahrscheinlich eine umfassende Diskussion ergeben würde.

Gullotti. Ich bin von der Antwort nicht befriedigt.

Dekret betreffend die Errichtung von Pfarrstellen

(Siehe Nr. 37 der Beilagen)

Eintretensfrage

Ischi, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Es geht um neue Pfarrstellen in Herzogenbuchsee und Strättligen. Der Synodalrat und unsere Kirchendirektion sind nicht darauf erpicht, möglichst rasch viele neue Pfarrstellen zu errichten. Von den acht Gesuchen, die vorlagen, werden uns zwei zur Annahme empfohlen. Schon angesichts des Mangels an Pfarrern müssen wir in jedem Fall die Dringlichkeit prüfen.

Herzogenbuchsee ist eine grosse Kirchgemeinde. Sie umfasst 14 Einwohnergemeinden. Neben der Kirche in Herzogenbuchsee wird noch an 12 verschiedenen Orten Predigt gehalten. Es sind 11 Schulen mit jährlich ungefähr 150 bis 160 Unterweisungsschülern, in vier Unterweisungsklassen, zu betreuen. Ferner erteilen die Pfarrer von Herzogenbuchsee an zwei Sekundarschulklassen den Religionsunterricht.

Basierend auf die Volkszählung 1960 ergeben sich in der Kirchgemeinde Herzogenbuchsee rund 3000 Seelen pro Pfarrer. Die Norm wären als Maximum 2500. Man beantragt darum eine vierte Pfarrstelle.

In Strättligen ist die Situation ähnlich. Durch Dekret vom 17. November 1966 haben wir die neue Organisation der Kirchgemeinde Thun behandelt. Damals wurde die Kirchgemeinde Strättligen geschaffen. Dieses Gebiet ist in starker Entwicklung begriffen; es ist schon heute stark bevölkert. Auch hier ergeben sich pro Pfarrer über 3000 Konfessionsangehörige. Es gelten hier die gleichen Überlegungen wie für Herzogenbuchsee.

Die Staatswirtschaftskommission empfiehlt Ihnen, auf das Dekret einzutreten und ihm zuzustimmen. Der Staat muss für die neuen vollamtlichen Pfarrer je Fr. 25 100.— bezahlen.

Das Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen.

Detailberatung

Art. 1 und 2

Angenommen.

Titel und Ingress

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme
des Dekretsentwurfes ..... 108 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Dekret über die Besoldungen der Geistlichen der bernischen Landeskirchen

(Siehe Nr. 38 der Beilagen)

Eintretensfrage

Ischi, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Der Pfarrmangel bringt uns auch Schwierigkeiten bei Stellvertretungen. Bei kurzer Vertretung besteht die Praxis, damit Pfarrer aus einer Nachbargemeinde zu betrauen. Wenn kein neuer Pfarrer für eine vakante Stelle gefunden wird, muss man Pfarrverweser und Hilfspfarrer einsetzen. Diese müssen während ziemlich langer Zeit wirken. Das zwingt uns, nicht universitätstheologisch ausgebildete Verweser einzusetzen (Missionare, Prediger, Diakonen usw.). Diese sind nach Gesetz nicht definitiv wählbar. Die Arbeit des Pfarrverwesers ist aber die gleiche wie die eines vollamtlichen Pfarrers. Hingegen ist die Besoldung sehr unterschiedlich. Wir entschädigen die Pfarrverweser mit einem festen Betrag, ohne Rücksicht auf die Leistung des Stellvertreters. Das Dekret, das wir Ihnen vorlegen, möchte das korrigieren, indem man berücksichtigt, wie lange ein Pfarrverweser gewirkt hat.

Für Pfarrverweser soll von vier Dienstjahren an die Besoldungsordnung des Staates zu spielen beginnen. Ausserdem soll der Regierungsrat die Möglichkeit haben, die bisherige Tätigkeit eines Stellvertreters, sei es als Missionar, sei es als Prediger, Diakon usw., zu berücksichtigen und dem bei der Bemessung der Dienstalterszulagen Rechnung zu tragen.

Was vorliegt, ist das Resultat der Verhandlungen zwischen Kirchendirektion, Finanzdirektion und kirchlichen Oberbehörden. Die Staatswirtschaftskommission empfiehlt Ihnen, auf die Änderung einzutreten.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

Detailberatung

Abschnitt 1, Ingress

Angenommen.

§ 14

Ischi, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Der Absatz 1 sieht vor, die vierjährige Dienstzeit zu berücksichtigen, um die Pfarrerbesoldung spielen zu lassen. Nach den vier Dienstjahren würde der Betreffende in die sechste Besoldungsklasse, mit drei Alterszulagen, eingeteilt, und nach acht Alterszulagen wäre er auf dem Maximum.

Angenommen.

§§ 2 und 3

Angenommen.

Abschnitt II

Angenommen.

Titel und Ingress

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme
des Dekretsentwurfes ..... 128 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Dekret über die Kirchensteuern

(Siehe Nr. 39 der Beilagen)

Eintretensfrage

Oesch, Präsident der Kommission. Der Vortrag und der Dekretsentwurf sind seit einem halben Jahr in Ihrem Besitz. Mit dieser Dekretsrevision will man den Weg für den Finanzausgleich unter den bernischen Kirchgemeinden ebnen. Die Finanzlage der gesamten Kirchgemeinden des Kantons ist gut, für einzelne Kirchgemeinden aber schlecht. Der Finanzausgleich soll daher Sache der Kirchgemeinden bleiben und wird in diesem Dekret nicht behandelt. Um aber einen richtigen Massstab zu erhalten, sollten zuerst einheitliche Berechnungsgrundlagen für den Steuerbezug geschaffen werden.

Nach dem heutigen Dekret kann der Steuerbezug auf zwei Arten erfolgen. Beim direkten Bezug in Prozenten der Staatssteuer wird dem Pflichtigen der Betrag gesondert ausgeschieden. Beim indirekten Bezug zahlt die Gemeinde ihren errechneten Beitrag als Zuschuss, ohne dass die Steuer beim Pflichtigen ausgeschieden wird. Die Kirchensteuer ist im direkten Steuerbezug einfach in der Gemeindesteuer eingeschlossen. Gemäss Vortrag haben wir 272 Kirchgemeinden mit direktem Steuerbezug und 220 mit indirektem Steuerbezug.

Die Untersuchung hat ergeben, dass dem Kirchensteuerbezug grosse Mängel anhaften. Besonders sind solche im Meldewesen vorhanden. Die Steuern von juristischen Personen werden oft falsch berechnet. Die Ablieferung von Nach- und Strafsteuern usw. werden oft falsch behandelt. Beim Zuschusssystem wird den Angehörigen anderer Konfessionen die Rückerstattung auf ihr Verlangen ausgehändigt.

Das neue Dekret ist von einer ausserparlamentarischen Kommission behandelt worden, in der die drei Landeskirchen, der Gemeindeverband, der Gemeindeschreiberverband und die Verwaltung vertreten waren.

Das Dekret ist übersichtlich gestaltet. Die Berechnung der Kirchensteuer ist in Prozenten der Staatssteuer möglich. Die Kantonalbank und die Hypothekarkasse werden steuerpflichtig. Beträge unter Fr. 2.— sollen im neuen Dekret nicht mehr erhoben werden. Die Bezugsgebühr für den Einzug der Kirchensteuer ist auf maximal 5 Prozent festgelegt. Die Kirchendirektion wird ermächtigt, bei Unstimmigkeiten und Streitigkeiten die Kirchenrechnung zu überprüfen. Schliesslich wird das Zuschusssystem abgeschafft und es ist nur noch der direkte Steuerbezug möglich.

Die Kommission beantragt Ihnen einstimmig, auf das Dekret einzutreten.

Fuhrer. Die BGB-Fraktion beantragt Ihnen, auf das Dekret einzutreten. Verschiedene kleine Abänderungsanträge werden wir bei der Detailberatung noch einreichen.

Zuber. Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion beantrage ich Ihnen Eintreten auf die Vorlage. Am Dekret sind alle drei bernischen Landeskirchen interessiert. Die Aufgaben der Kirchen sind in den letzten Jahren gewaltig gewachsen, so dass seit längerer Zeit die Kollekten und Vermögenserträgnisse nicht zur Erfüllung der Aufgaben genügen, selbst nachdem der Staat durch die Besoldung der Geistlichen eine grosse Aufgabe abgenommen hat. Das Recht zur Erhebung von Kirchensteuern ist indirekt in Artikel 83 der Staatsverfassung enthalten, wo allerdings nur gesagt ist, dass niemand Steuern für Kultuszwecke bezahlen müsse, der nicht einer Religionsgemeinschaft angehört. Gehört er aber einer solchen an, ist indirekt gesagt, dass er zur Steuerzahlung angehalten werden kann. Aber auch das Gesetz über die Organisation des Kirchenwesens, vom 6. Mai 1945, setzt im Artikel 57 das Recht der Kirchgemeinden, Steuern zu erheben. Schliesslich ist im Steuergesetz von 1944, Artikel 192, gesagt, dass die Kirchgemeinden das Recht zur Erhebung von Steuern haben.

Die Revision des Dekretes hat sich vor allem aufgedrängt, weil beim geltenden System das Zuschusswesen nicht mehr genügt. Nicht selten sind Kirchgemeinden in ihren Rechten geschmälert worden, weil die Einwohnergemeinde gleichzeitig mit dem Steuerbezug für die Gemeinde einen Anteil als Kirchensteuern bezieht und ihn der Kirchgemeinde (sogenannter Zuschuss) abliefert. Häufig war es so, dass bei nachträglichen Veranlagungen, bei Vermögensgewinnsteuern, bei Lotteriegewinnen und bei Nachsteuern usw. die Ablieferungen an die Kirchgemeinde nicht oder nur teilweise erfolgt sind.

Die Kirchgemeinden erheben die Steuern im Rahmen von 10 Prozent der Staatssteuern. Das würde mit dem Dekret nicht wesentlich ändern.

An Synodalverhandlungen ist wiederholt auf die Revisionsbedürftigkeit des Dekretes hingewiesen worden. Solange ungleiche Voraussetzungen für den Steuerbezug gelten, kann der angestrebte Finanzausgleich nicht geschaffen werden.

Ich danke dem Kirchendirektor, Regierungsrat Moser, für die Erhebungen, die die Grundlagen für den Finanzausgleich für die kirchliche Ebene schaffen. Ich bin ermächtigt, im Namen des Synodalrates Zustimmung zum Dekret zu erklären und bitte, ihm mit einzelnen Abänderungen, die von unserer Fraktion noch vorgeschlagen werden, zuzustimmen.

Staender. Namens der freisinnigen Fraktion beantrage ich Eintreten auf das Dekret. Wir haben in der Detailberatung verschiedene Fragen diskutiert, und es werden Abänderungsanträge gestellt werden, zum Beispiel zu Artikel 25, wo die Formulierung, dass die Vergütung der Gemeinden für den Bezug der Kirchensteuern von höchstens 5 Prozent den Tatsachen nicht gerecht wird.

Graber. Die Kirchensteuer wird seit dreissig Jahren in Prozenten des Staatssteuerbetrages errechnet. Hätte man nicht im Zusammenhang mit der Revision des Dekrets prüfen sollen, ob die Gemeinden separat veranlagt werden sollen? Man müsste nicht die Kirchensteuer in Relation zur Staatssteuer bringen, sondern es würde eine direkte Berechnung vorgenommen. Mit dem jetzigen System sind nämlich Nachteile verbunden, die allerdings nicht schwerwiegen. Wenn Gemeindesteuerteilungen vorgenommen werden, sind in bezug auf die Kirchensteuer besondere Berechnungen durchzuführen. Die könnten vermieden werden, wenn die Kirchgemeinde wie die Einwohnergemeinde mit eigener Steueranlage rechnen könnte. Nach dem geltenden Recht müssen die Kirchensteueransprüche durch hypothetische Staatssteuerteilung berechnet werden, um so die Bemessungsgrundlage für den Kirchgemeindesteueranteil zu finden. Auch in anderer Beziehung wäre die separate Veranlagung weniger kompliziert als die Prozentrechnung auf dem Staatssteuerbetreffnis.

Ein weiterer Nachteil ist folgender: Als der Grosse Rat die Steueranlage von 2,1 auf 2,0 herabsetzte, hat er gleichzeitig auch für die Kirchgemeinden eine Reduktion der Steuern, die sie im Budget hatten, um 5 Prozent beschlossen. Wenn die Staatssteuer heraufgesetzt wird, steigen automatisch die Kirchensteuern. Zwar könnte die Kirchensteuer korrigiert werden, aber es geschieht nicht.

Hat man auch geprüft, ob dieses direkte System anwendbar wäre?

Hächler. Ich hätte eine spezielle Frage grundsätzlicher Art, die sich nicht gegen das Eintreten wendet. Sie betrifft das Kapitel E, Austritt aus der Landeskirche. Mir scheint, dass man die Formalitäten hiefür nicht unbedingt ins Dekret aufnehmen müsste, denn im Artikel 83 der Staatsverfassung steht: «Die näheren Ausführungen dieses Grundsatzes (betreffend Steuerzahlung) sind Sache der Gesetzgebung.» Es scheint mir richtig, dass wir uns über diesen Grundsatz beim Eintreten aussprechen. Je nach der Antwort der Regierung würde ich mir vorbehalten, bei der Detailberatung einen Streichungsantrag einzureichen; er würde sich auf die Artikel 30 bis 33 beziehen.

Im Steuergesetz wollen wir in keiner Art und Weise Sanktionen für Leute vorsehen, die ihre Steuerpflicht nicht erfüllen; solche Sanktionen wird man eher indirekt vorsehen können. Es ist auch nicht richtig, dass man im Zusammenhang mit der Kirchensteuer die grundsätzliche Frage der Zugehörigkeit zur Kirche aufwirft. Ich bitte die Regierung um eine Präzisierung.

Moser, Kirchendirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich stelle fest, dass kein Nichteintretensantrag gestellt worden ist.

Zum Problem, das Herr Grossrat Graber aufwirft: Wir haben seit dreissig Jahren nicht ein System, sondern haben drei Systeme. Wir revidieren dieses Dekret, damit man bei einem allfälligen innerkirchlichen Finanzausgleich auf einheitlichen Boden abstellen kann. Bei den heutigen Grundlagen wäre das nicht möglich. Wir haben nämlich nicht nur den Steuerbezug in Prozenten der Staats- oder Gemeindesteuern, bei dem die Kirchgemeinden zum Beispiel 10 Prozent der Staatssteuern oder der Gemeindesteuer erheben. Es wäre auch möglich, dass jede Kirchgemeinde die Steuern selber festlegen und mit eigenem Steuerrodel selber beziehen würde, ähnlich wie man die Gemeindesteuern bezieht. Die Gemeinden hätten sich damit nicht zu befassen. Aber das wollen die Kirchgemeinden nicht, denn sie haben das Gefühl, man würde damit einzelne Steuerpflichtige zum Austritt aus einer der Landeskirchen veranlassen. Darum will man das indirekte System, das wir heute kennen (Bezug in Prozenten der Staats- oder Gemeindesteuer). Das dritte System ist das, welches lange in vielen Kirchgemeinden Anwendung fand, bei welchem die politische Gemeinde der Kirchgemeinde einfach einen Pauschalbetrag zur Erfüllung ihrer Aufgaben gab. Die Kirchgemeinde sagte, sie benötige so und so viel, und die Einwohnergemeinde beschloss den Betrag. Dieses System können wir nicht mehr aufrechterhalten. Es hat ideal funktioniert, als die politischen Gemeinden mit den Kirchgemeinden identisch waren. Das trifft heute selten zu. Darum kann dieses System nicht zur Zufriedenheit funktionieren, es sei denn, dass in einer Kirchgemeinde nur Angehörige einer einzigen Konfession wohnen. Wenn aber Angehörige von drei Konfessionen vorhanden sind, verursacht die Verteilung des Pauschalbetrages auf die ein-

zelnen Kirchen Schwierigkeiten. Daher müssen wir das System der Pauschalabfindungen ausmerzen. – Um den Finanzausgleich auf einheitlichen Boden zu stellen, wünschen wir den direkten Steuerbezug der Kirchgemeinden in Prozenten der Staatssteuern. Ich gebe zu, andere Systeme hätten auch Vorteile, aber die Kirchgemeinden wollen jene Systeme aus den erwähnten Gründen nicht einführen. Da wir sehr unterschiedliche Steuerbelastungen haben, müssen wir die Grundlagen für den Finanzausgleich schaffen. Diese liegen nun vor. Das System wird deshalb keine Schwierigkeiten bieten, weil wir wahrscheinlich bis ins Jahr 1969, ausgenommen die grossen Gemeinden, die Gemeindesteuerrechnungen zusammen mit den Staatssteuerrechnungen mit der eigenen Datenverarbeitungsanlage schreiben werden. Bern, Biel und Thun haben ihre eigenen Systeme. In den übrigen Gemeinden bringen wir, auch im Blick auf den ratenweisen Staatssteuerbezug, alles auf die Staatssteuerveranlagung. Dort können wir den Variationen (drei Landeskirchen usw.) Rechnung tragen, können automatisch die Kirchensteuern ausrechnen, so dass das System einfacher funktionieren wird, als es von gewissen Gemeinden aus heute aussieht.

Ich bitte, dem System, wie wir es konzipiert haben, im Blick auf den innerkirchlichen Finanzausgleich zuzustimmen.

Zum Votum von Herrn Grossrat Hächler ist folgendes zu sagen: Die Grundsätze des Kirchengesetzes über Eintritt und Austritt aus der Landeskirche werden durch das Steuerdekret nicht tangiert. Das Kirchengesetz legt diese Formalitäten fest. Im Kirchensteuerdekret müssen wir uns an das Gesetz über die Kirchenorganisation anlehnen. Ich denke nicht nur an die Steuerpflicht, sondern auch an das Stimmrecht. Dem Grundsatz nach ist das Organisationsgesetz über das Kirchenwesen vom Jahr 1945 massgebend. Wir müssen die Koordination herstellen, und in einer Verordnung werden wir das technisch in dieser Weise ordnen. Ich bitte Herrn Hächler, dafür Verständnis zu haben, dass wir bei der Steuerpflicht, die hier neu geordnet wird, uns an die Bestimmungen des Kirchengesetzes über Ein- und Austritt zu halten haben. Daher ist man um die teilweise Wiederholung dieser Bestimmungen nicht herumgekommen.

Das Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen.

Detailberatung

Art. 1 bis 17

Angenommen.

Art. 18

Tschannen. Der Absatz 3 beginnt mit den Worten: «Die Kirchgemeindeversammlung kann anordnen . . .» Das bezieht sich auf die Bezugsfrist. Die weitaus meisten Steuerrechnungen sehen so aus, dass bis 1970/71 die mechanische Datenverarbeitung eingeführt werden kann, so dass hintereinander aufgeführt werden: Staatssteuer, Gemeindesteuer, Kirchensteuer, dann vielleicht Kehrichtabfuhr, Feuerwehrsteuer. – Wenn man es der Kirchgemeindeversammlung anheimstellen würde, ob sie Verzugszinsen erheben wolle, würde das zu unhaltbaren Zuständen führen, weil für die Staatssteuer und die Gemeindesteuer Verzugszinsen zu erheben sind. Der Satz von 4 Prozent bei Zahlungsverzug ist ohnehin überholt, denn bei diesem Satz ist es interessant, die Steuern nicht rechtzeitig zu bezahlen. Ich beantrage folgenden Absatz 3:

«Auf Kirchensteuern, die während der Bezugsfrist nicht bezahlt werden, wird der Verzugszins zu dem für die Staatssteuer geschuldeten Prozentsatz geschuldet.»

Ich bitte, dem zuzustimmen.

Oesch, Präsident der Kommission. Ich kann, wahrscheinlich im Namen der Kommission, dem Antrag Tschannen zustimmen.

Moser, Kirchendirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bin einverstanden.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 18 Abs. 3

Auf Kirchensteuern, die während der Bezugsfrist nicht bezahlt werden, wird der Verzugszins zu dem für die Staatssteuer geschuldeten Prozentsatz geschuldet.

Art. 19 bis 21

Angenommen.

Art. 22

Würsten. Ich beantrage, im Absatz 1 die Worte «einschliesslich der Nach- und Strafsteuern» zu streichen. Der Begriff Kirchensteuern umfasst auch die Nach- und Strafsteuern. Wenn man anfängt, Steuerarten einzeln aufzuzählen, sollte man diese Aufzählung abschliessend vornehmen und dann müsste man die Vermögensgewinnsteuern berücksichtigen, denn wir wissen aus der Handhabung der Kirchensteuer, dass die Gesuche um Erlass der Vermögensgewinnsteuern zu Auseinandersetzungen zwischen Gemeinderat und Kirchgemeinderat führen können; vielfach geht es da um recht hohe Summen. Im neuen Dekret sollte man Unklarheiten ausmerzen. Man müsste am Schluss des Absatzes 1 beifügen «und übrigen Steuern» oder «und der Vermögensgewinnsteuern». Besser aber ist es, die Worte «einschliesslich der Nach- und Strafsteuern» zu streichen. Ich empfehle Ihnen, meinem Streichungsantrag zuzustimmen.

Moser, Kirchendirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Begriff der Kirchensteuern umfasst alle Arten von Steuern. Das ergibt sich auch aus dem Artikel 8 des vorliegenden Entwurfes. Nun hat man schon im geltenden Dekret, im Paragraphen 21, der den Erlass der Kirchensteuern regelt, Nach- und Strafsteuern ausdrücklich erwähnt. Diese Regelung, die jeden Zweifel ausschliesst, ist nun ins neue Dekret hinübergenommen worden. An und für sich könnte man den besondern Hinweis auf die Nach- und Strafsteuern fallen lassen. Nachdem er aber seit 1945 im Kirchensteuerdekret steht, könnte die Streichung zur Annahme führen, Nach- und Strafsteuern seien nach neuer Ordnung vom Erlass ausgeschlossen. Man sollte den Absatz stehen lassen, wie er im Entwurf enthalten ist. Es geht nicht um ein sehr wichtiges Problem.

Abstimmung

Für den Antrag
der vorberatenden Behörden ..... 63 Stimmen
Für den Antrag Würsten ..... 18 Stimmen

Art. 23 und 24

Angenommen.

Art. 25

Staender. In Artikel 25 steht geschrieben, dass die Vergütung an die Einwohnergemeinden und gemischten Gemeinden, die den Einzug der Kirchensteuern besorgen, höchstens 5 Prozent betragen soll. Ich beantrage Ihnen, im Sinne der Vereinheitlichung das Wort «höchstens» zu streichen. Aus meinen Feststellungen auf einer Gemeindesteuerverwaltung weiss ich, dass mit einer Provision von 5 Prozent für die Arbeit des Inkassos und der Steuerteilungen (in Köniz sind es deren über 1000) die Kosten knapp oder gar nicht gedeckt werden. Viele Gemeinden rechnen offenbar gar nicht aus, was ihnen die Arbeit, die sie für die Kirchgemeinde besorgen, kostet. – Zahlreiche Gemeinden haben anders geregelte Entschädigungen als die hier vorgesehene. Die Gemeinde Biel zum Beispiel verrechnet für die Steuererträge, die nach dem Verfall eingehen, eine höhere Provision, dies wegen der Extrabemühungen. Es gibt sodann Gemeinden, die Pauschalentschädigungen beziehen; diese müsste man in Prozent umrechnen. Die Stadt Bern erhält 3 Prozent. Aber da besorgt das Kirchmeieramt den Steuerbezug. Die Leistung der Stadt ist also nicht die gleiche wie in andern Gemeinden. – Mit der Bestimmung «höchstens 5 Prozent» würde wahrscheinlich Verwirrung ins Verhältnis zwischen Einwohnergemeinde und Kirchgemeinde gebracht. Sie sollten nicht in ein Feilschen um den Prozentsatz geraten. Mit einheitlicher Regelung bei 5 Prozent würde das erreicht. Mein Antrag entspricht auch einem Wunsch des Verbandes bernischer Steuerverwalter, die mit diesen Angelegenheiten am meisten zu tun haben.

Oesch, Präsident der Kommission. Dieser Antrag wurde in der Kommission ausgiebig behandelt; er wurde mit 13:3 Stimmen abgelehnt. Dieses Opfer müssen wir den politischen Gemeinden zumuten. Es kann vorkommen, dass die politischen Gemeinden bedeutend mehr als 5 Prozent verlangt haben. Dem müssen wir einen Riegel schieben.

Moser, Kirchendirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich bitte Sie, das «höchstens» beizubehalten. Viele politischen Gemeinden sind der Auffassung, dass, wenn die Kirchgemeinde ihre Kirchensteuer in bescheidenem Rahmen hält, sie dann möglichst voll in den Besitz dieser Steuer kommen soll. Ich musste Verhandlungen führen, wo 5 oder mehr Prozent erhoben werden, und zwar auch auf Steuern einzelner juristischer Personen, die in die Millionen gingen. Dort ergab sich eine unvernünftig hohe Bezugsprovision. Darum ist eine Begrenzung nötig. Die politischen Gemeinden können aber die Bezugsprovision tiefer halten.

Tschannen. Ich habe angenommen, der Antrag Staender werde akzeptiert. Ich bin erstaunt, dass der Kommissionspräsident und der Kirchendirektor ihn ablehnen. Ich unterstütze den Antrag Staender. Die Kirchgemeinde hat mit dem Einzug der Steuer überhaupt nichts mehr zu tun; sie erhält den Betrag in Raten und zuletzt die Schlussabrechnung. Jede Steuerveränderung führt die politische Gemeinde durch. Dann ist es nicht zuviel, 5 Prozent Provision zu geben. Wer damit zu tun hat, weiss, wieviel Arbeit der Einzug der Kirchensteuer verursacht. 5 Prozent Provision sind keineswegs zuviel. Wenn es im Dekret heisst «höchstens 5 Prozent», so muss die Höhe der Provision im Einzelfall bestimmt werden. Man weiss nur, dass man nicht über 5 Prozent hinausgehen kann. Ich empfehle Ihnen, das Wörtchen «höchstens» herauszustreichen.

Abstimmung

Für den Antrag
der vorberatenden Behörden ..... 36 Stimmen
Für den Antrag Staender ..... 72 Stimmen

Beschluss:

Die mit dem Einzug der Kirchensteuer betrauten Einwohner- oder gemischten Gemeinden haben Anspruch auf eine Vergütung von 5 Prozent der abgelieferten Kirchensteuern.

Art. 26

Angenommen.

Art. 27

Würsten. In Absatz 2 wird vorgesehen, dass für Leistungen der Gemeinden an die Kirchgemeinde und umgekehrt Vereinbarungen über die gegenseitige Benützung von Anlagen abgeschlossen werden sollten. Das ist in Ordnung. Der Absatz 3 schreibt vor, dass solche Vereinbarungen dem Regierungsrat zur Genehmigung vorgelegt werden müssen. Meines Erachtens hat es keinen Sinn, die Regierung damit zu belasten, wenn die Gemeinde und die Kirchgemeinde über die Vergütungsfrage einig sind. Ich möchte diese Genehmigungspflicht auf die Fälle beschränken, wo keine Einigung erreicht werden kann und beantrage Ihnen daher, den Absatz 3 durch folgende Formulierung zu ersetzen:

«Streitigkeiten in bezug auf Vereinbarungen im Sinne von Absatz 2 entscheidet die Kirchendirektion.»

Moser, Kirchendirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wir sind im Grundsatz mit dem Abänderungsantrag Würsten einverstanden, möchten nur redaktionell folgendes ändern:

«Vereinbarungen im Sinne von Absatz 2 unterliegen der Genehmigung der Direktion des Kirchenwesens.»

Angenommen.

Art. 28

Schädelin. Ich glaube, im Artikel 28 ist in bezug auf die Verwendung der Kirchensteuern etwas vergessen worden. Es ist richtig, dass die Kirchgemeinde ihre Steuergelder nur für das verwenden darf, wozu sie von Gesetzes wegen oder durch Beschluss der Gemeindeversammlung ermächtigt ist.

Die Kirchgemeinde setzt sich aber ihre Aufgaben nicht unbedingt selber im Reglement. Das Kirchgemeindereglement ist vielfach nur ein Organisationsreglement. Die Aufgaben werden der Kirche auch nicht durch gesetzliche Erlasse gestellt, denn die Kirche ist in eigenen Angelegenheiten unabhängig. Sie setzt sich die Aufgaben. Diese sind in der Kirchenverfassung enthalten. Dort wird zum Beispiel in Artikel 2 gesagt, dass die Kirchen der Not zu steuern haben, also eine soziale Aufgabe erfüllen müssen. Die Kirchgemeinde Bern wollte die Herberge zur Heimat mit Subventionen unterstützen. Der Regierungsstatthalter sagte, das sei eine soziale Aufgabe, und das sei nicht Sache der Kirche, sondern des Staates. Es kam zu einem Entscheid durch den Regierungsrat. Die Regierung fand, die Auszahlungen dieser Subvention sei gemäss Artikel 2 der Kirchenverfassung zulässig. – Für die Verwendung des Geldes sollte also auch die Kirchenverfassung massgebend sein. Darum beantrage ich Ihnen, in Artikel 28 Absatz 1 zu sagen:

«. . . verwendet werden, die der Kirchgemeinde durch staatliche Erlasse, durch die Kirchenverfassung oder durch das eigene Reglement sowie durch besondere, . . .»

Mit der Einschiebung der Worte «durch die Kirchenverfassung» kann man nicht wieder auf unrichtige Gedanken kommen, die dann langwierige Entscheide provozieren können.

Moser, Kirchendirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich glaube, der Antrag Schädelin sei überflüssig. Es wäre sogar ein Schönheitsfehler, im Kirchensteuerdekret auf die Kirchenverfassung zu verweisen. Diese stützt sich auf staatliche Erlasse, basiert auf dem Kirchengesetz von 1945, worin allen drei Landeskirchen ihr eigenes Leben garantiert ist, so dass wir nicht noch ausdrücklich die Kirchenverfassung, die rein innerkirchliche Bedeutung hat, im Kirchensteuerdekret erwähnen müssen. Herr Schädelin sagt selber, am Schluss sei dann richtig entschieden worden. Künftig sollten sich also keine Schwierigkeiten mehr ergeben. Ich lehne den Antrag ab, da ich als Kirchendirektor darauf bedacht sein muss, dass wir nur ausserkirchlich legiferieren.

Schädelin. Ich will natürlich nicht etwas in diesen Artikel hineinnörgeln. Was aber der Kirchendirektor sagt, ist nicht vollständig logisch. Er befürchtet, da auf ein innerkirchliches Gebiet zu gelangen. Der Staat sagt aber in einem Dekret, für was die Kirche die Gelder brauchen dürfe und für was nicht. Nachdem auch die Justizdirektion sich fragen musste, was eigentlich rechtens sei, sollten wir hier Klarheit schaffen. Das ist nicht systemwidrig, denn wir greifen da ohnehin ins Innerkirchliche ein. Nachher reden wir ja noch von Beschlüssen der Gemeindeversammlungen. Wenn Sie meinen Antrag ablehnen, nehmen wir immerhin zu Protokoll, dass die Regierung es anerkennt, wenn die Kirchgemeinde sich bei ihren Aufgaben und Ausgaben auf die Kirchenverfassung stützt.

Moser, Kirchendirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wenn Herr Grossrat Schädelin, um ganz sicher zu sein, die Kirchenverfassung nennen will, so müsste er auch die Kirchenordnung aufführen, die vor der Verfassung käme, und dann hätten wir die staatlichen Gesetze, die Kirchenordnung und überhaupt alles zu erwähnen, insbesondere auch die innerkirchlichen Erlasse der andern Landeskirchen. Meines Erachtens genügt es, auf die gesetzlichen Erlasse des Staates zu verweisen.

Abstimmung

Für den Antrag
der vorberatenden Behörden ..... 74 Stimmen
Für den Antrag Schädelin ..... 16 Stimmen

Art. 29 und 30

Angenommen.

Art. 31

Hubacher. Aus der Erfahrung kann ich sagen, dass es mit dem Kirchenaustritt nicht immer logisch zugeht. Es kann nämlich passieren, dass man als Präsident des Kirchgemeinderates einen Brief erhält, worin steht: «Ich gebe hiermit den Austritt aus der Kirche, den Besuch eines Pfarrers wünsche ich nicht. Senden Sie mir bitte die Bestätigung.» Mich würde interessieren, ob nicht verhindert werden sollte, dass man so einfach aus der Kirche austreten kann. Ich weiss, dass die Mitgliedschaft bei einer Kirche freiwillig ist, aber es wäre der Sache würdig, beim Austritt einen Grund anzugeben. Könnte man nicht verlangen, dass der, welcher austreten will, wenigstens sagt warum. Dann stellt nämlich der, welcher einen solchen Brief schreiben will, weitere Überlegungen an und sieht unter Umständen vom Austritt ab.

Oesch, Präsident der Kommission. Den Artikel 31 hat die Kommission nicht diskutiert, ich kann daher Herrn Hubacher nicht im Namen der Kommission antworten. Er gab sich indirekt aber selber die Antwort, indem er sagte, die Mitgliedschaft bei der Kirche sei freiwillig. Es wird schwierig sein, hier einen Riegel einzubauen.

Moser, Kirchendirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich glaube, wir wollen den Artikel so bestehen lassen, wie er vorliegt. Nach Kirchengesetz genügt ein einfaches Schreiben nicht. Wer austreten will, muss ein Formular persönlich unterschreiben, er muss vor dem Kirchgemeindeschreiber die Austrittserklärung abgeben, oder er muss seine Unterschrift notariell beglaubigen lassen. Beides tut der, welcher austreten will, nicht gerne. Dann überlegt er sich den Austritt zweimal. Ich glaube nicht, dass im Kirchensteuerdekret formuliert werden könne, es müsse einer das wahre Motiv darlegen, das ihn zum Austritt veranlasst. Für das Steuerdekret ginge das zu weit. Wenn die Voraussetzungen für den Austritt nach Kirchengesetz erfüllt sind und der Kirchgemeinderat den Austritt akzeptiert, ist er vollzogen; und wenn der Kirchgemeinderat allenfalls nein sagt, kann der Betreffende im Einspracheverfahren seiner Austrittserklärung Nachachtung verschaffen. Das Begehren von Herrn Grossrat Hubacher dürfen wir, so verständlich es innerkirchlich sein mag, im Steuerdekret nicht verwirklichen.

Angenommen.

Art., 32 bis 36

Angenommen.

Titel und Ingress

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme
des Dekretentwurfes ..... 123 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Organisation der Direktion der Volkswirtschaft, Abänderung des Dekretes vom 18. Februar 1959

(Siehe Nr. 31 der Beilagen)

Eintretensfrage

Stauffer (Büren), Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Das Kantonale Amt für Gewerbeförderung (früher Gewerbemuseum) wurde im Jahr 1869 gegründet. 1920 wurde es verstaatlicht und der Volkswirtschaftsdirektion unterstellt. Die Zentrale des Amtes ist im Kornhaus, das der Stadt Bern gehört. Das Amt betreibt eine Gewerbebibliothek, eine technologische Sammlung und führt jährlich eine Anzahl Ausstellungen durch, die dem bernischen Gewerbe dienen sollen. Vor allem bekannt sind die Weihnachtsausstellungen im Dezember. – Dem Amt sind zwei Schulen unterstellt, die Keramische Fachschule Bern und die Schnitzler- und Geigenbauerschule Brienz.

Im Zusammenhang mit dem Umbau des Kornhauses, der seit längerer Zeit zur Debatte steht, hat sich für den Staat Bern mehr und mehr die Frage nach der Existenzberechtigung des Gewerbemuseums gestellt. Wohl hat man im Jahre 1941 den Aufgabenkreis mit der neuen Aufgabe der Gewerbeförderung und der Betriebsberatung erweitert. Die Erweiterung ist aber nur auf dem Papier gestanden. Tatsächlich ist sie bis heute nicht verwirklicht worden. Die Gründe liegen in den damaligen Kriegsverhältnissen und in der Hochkonjunktur, die nach dem Kriege folgte.

Das Amt für Gewerbeförderung ist daher ein Gebilde mit wenig Zusammenhang geblieben. Im Zeitpunkt des Rücktrittes von Dr. Kohler, Vorsteher, hat der damalige Volkswirtschaftsdirektor, Bundesrat Gnägi, mit der Stadt Bern Verbindung aufgenommen, um zu prüfen, ob das Gewerbemuseum durch die stadtbernische Gewerbeschule übernommen werden könne. Die Stadtbehörden haben sich für die Vorschläge des Staates sehr aufgeschlossen gezeigt, weil auch sie der Meinung waren, dass sich eine Änderung einfach aufdränge. Alle Fragen haben im Sinne unserer Volkswirtschaftsdirektion mit der Stadt Bern gelöst werden können.

Bevor man an die Vorarbeiten für die Revision des Dekretes herangetreten ist, hat die Direktion mit dem bernischen Gewerbe Fühlung genommen. Sowohl der kantonale wie der städtische Verband haben gefunden, dass die Beibehaltung des Amtes in seiner jetzigen Form keinem Bedürfnis mehr entspreche. Sie haben der Reorganisation zugestimmt und lediglich gewünscht, dass das Amt für Gewerbeförderung, das sich im Bedarfsfall mit bedrängten Gewerbezweigen befassen soll, im Dekret weiterhin als Einrichtung des Kantons beibehalten werden sollte. Man war der Meinung, dass Herr Dr. Kohler jetzt nicht ersetzt werden müsse. In bezug auf die Brienzer Schule ist die Reorganisation schon vollzogen. Das Amt für Gewerbeförderung soll als Abteilung unserer Volkswirtschaftsdirektion erhalten bleiben, wobei die Stelle des Vorstehers nicht besetzt wird, weil unser Gewerbe zurzeit gar keine Beratungsstelle nötig hat. Im Bedarfsfalle stehen nämlich auch noch Universitätsinstitute zur Verfügung. Auch im Blick auf die Staatsfinanzen kann auf die Besetzung des Amtes verzichtet werden. – Wie das Amt soll auch die Vorsteherstelle im Dekret verankert bleiben, damit sie wieder besetzt werden kann, wenn es nötig werden sollte.

Die andern Aufgaben des Amtes, wie Gewerbebibliothek, gewerbliche Ausstellungen, Betreuung der technologischen Sammlung, Aufsicht über die Keramikfachschule, die Schnitzler- und Geigenbauerschule dürfen nicht zur Diskussion stehen. Die Keramikfachschule soll als Spezialschule der Städtischen Gewerbeschule angegliedert werden. Die Aufgabe dieser Schule als kantonale Ausbildungsstätte wird von der Massnahme nicht berührt. Es soll eine Kommission von Fachleuten gebildet werden, die die Schule in Zukunft betreuen wird, wie das schon heute bei andern Spezialabteilungen der bernischen Gewerbeschule der Fall ist.

Die Schnitzler- und Geigenbauschule in Brienz soll kantonale Fachschule bleiben. Sie ist bereits dem Amt für Berufsbildung unterstellt worden. In der Kommission ist neben den Geigenbauern und den Berufsmusikern auch ein Vertreter der Gemeinde Brienz.

Die Gewerbebibliothek soll von der stadtbernischen Gewerbeschule übernommen werden. Sie bleibt im Kornhaus.

Die Gewerbeschule soll weiter auch mit der Durchführung gewerblicher Ausstellungen betraut werden. Diese sollen dem ganzen bernischen Gewerbe dienen. Vor allem die Weihnachtsausstellungen, das wird in der Vorlage betont, sollen im bisherigen Rahmen veranstaltet werden.

Die Neuordnung soll, soweit es die Keramische Fachschule, die Gewerbebibliothek und das Ausstellungswesen betrifft, in einem Vertrag zwischen der Stadt und dem Kanton geregelt werden.

Die Unterstellung der Brienzer Fachschulen unter das Amt für Berufsbildung ist durch eine Verfügung des Regierungsrates schon vollzogen worden und hat sich bewährt.

Die Staatswirtschaftskommission beantragt Ihnen, auf das Dekret einzutreten.

Zingg (Bern). Die sozialdemokratische Fraktion stimmt für Eintreten, was aber nicht selbstverständlich ist. Wir hätten es vorgezogen, das Amt in ein solches für Wirtschaftsförderung auszubauen, statt es einschrumpfen zu lassen. – Wie wir hörten, haben mit dem Personal vorgängig der Umwandlung des Amtes keine Besprechungen stattge-

funden; es ist schriftlich vor fertige Tatsachen gestellt worden.

Hat die Stadt feste Zusicherungen gegeben? Soviel ich weiss, sind die Abmachungen noch nicht definitiv. Es ist merkwürdig, dass dieses Dekret geschaffen wird, bevor über die Übernahme der Aufgabe Greifbares vorliegt. Wir möchten hierüber mehr erfahren.

Ist das Weiterbestehen der Bibliothek, der technologischen Sammlung und des Ausstellungswesens gesichert? Der Präsident der Gewerbeschule ist stark mit Arbeit belastet; es ist daher nicht selbstverständlich, dass er weitere Aufgaben übernehmen kann. Wir hoffen, die Regierung werde eindeutig Auskunft geben können.

Besonders liegt uns die wirtschaftliche Förderung am Herzen. Unsere Fraktion hat diesbezüglich eine Motion eingereicht. Wir hoffen in einem späteren Zeitpunkt auf das Dekret zurückkommen zu können.

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Zu den Ausführungen von Herrn Grossrat Zingg: Wir haben das Amt für Gewerbeförderung nicht aufgehoben, sondern behalten es im Dekret bei; wir wollen nur den Vorsteherposten vorläufig nicht mehr besetzen. Diese Abmachung haben wir mit dem Bernischen Gewerbeverband und demjenigen der Stadt Bern getroffen. Es besteht vorläufig kein Bedürfnis, dieses Amt wieder zu besetzen. Wenn es aber nötig wird, sind wir sofort bereit, wieder einen Vorsteher zu wählen.

Betreffend die Beamten und Angestellten, die auf dem Gewerbemuseum tätig sind, laufen mit der Stadt Besprechungen. Der Kanton hat den Angestellten des Amtes zugesichert, dass sie mindestens unter den Bedingungen, wie sie beim Kanton gearbeitet haben, auch bei der Stadt sollen arbeiten können. Dies werden wir durchzusetzen versuchen. Wir haben mit Gemeinderat Dübi, Vorsteher des Schulwesens der Stadt Bern, und mit Direktor Müller, Vorsteher der Gewerbeschule, Verhandlungen aufgenommen. Die Herren haben uns versprochen, unserem Wunsch zu entsprechen. – Wir haben nicht mit jedem einzelnen Angestellten gesprochen, aber mit Herrn Tschabold, der das Amt für Gewerbeförderung ad interim weiterführt, haben wir alles genau festgelegt. – Die Tätigkeit des Amtes für Gewerbeförderung (Ausstellungen, Bibliothek usw.) soll wie bisher weitergeführt werden. Auch das ist eine Bedingung, die wir gegenüber der Stadt Bern gestellt haben. Den Vertrag des Staates mit der Stadt Bern, vom Jahre 1921, haben wir gekündigt. Es ist sicher richtig, dass diese Institutionen, die in einem Gebäude der Stadt sind, von ihr selbst übernommen werden. Sie ist auch dazu bereit. Für die Keramische Fachschule, die gegenwärtig im Spitalacker untergebracht ist, sind die Räumlichkeiten im neuen Gewerbeschulhaus Schänzlihalde vorgesehen.

Nach meinem Dafürhalten wird das Amt für Gewerbeförderung, wenn es unter der Leitung der Stadt steht, im gleichen Sinn und Geist weitergeführt werden können. Die Keramische Fachschule aber wird in Räumen untergebracht sein, in denen sie ihre Aufgabe besser lösen kann als in den veralteten, engen Räumlichkeiten im Spitalacker.

Die Lösung, die die Regierung vorschlägt, wird sich zum Vorteil des Amtes für Gewerbeförderung auswirken.

Was die Umbenennung in ein Amt für Wirtschaftsförderung betrifft, wie Herr Grossrat Zingg es angedeutet hat, werde ich Stellung nehmen, wenn die Motion behandelt wird.

Ich bitte, dem Dekret zuzustimmen.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

Detailberatung

I, § 3

Stauffer (Büren), Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Da die Schnitzler- und Geigenbauschule vom Kanton geführt wird, aber nicht dem Amt für Gewerbeförderung unterstellt bleibt, müssen ihre Aufgaben und auch der Beamtenstab im Organisationsdekret erwähnt werden.

Angenommen.

II, Ingress

Angenommen.

§ 16

Stauffer (Büren), Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Der Abschnitt umfasst eine Bestimmung, die den neuen Aufgabenkreis des Amtes für Gewerbeförderung umschreibt. Als Leiter wird ein Vorsteher vorgesehen, dem das nötige Personal beigegeben werden soll. Die Stelle wird vorläufig nicht besetzt.

Angenommen.

§ 17

Stauffer (Büren), Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Die Schnitzlerschule besteht weiter als kantonale Fachschule und ist daher im Organisationsdekret aufzuführen. Sie ist dem Amt für Berufsbildung unterstellt. Die besondere Bedeutung dieser Schule für die Volkswirtschaft jener Region rechtfertigt die Verankerung im Dekret ohnehin.

Angenommen.

§ 18

Angenommen.

§ 19

Stauffer (Büren), Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Brienz ist weiterhin der Sitz der beiden Schulen. Sie werden dem Amt für Berufsbildung unterstellt. Eine besondere Aufsichtskommission wird beide Schulen betreuen. In der Kommission werden Vertreter des Schnitzlereigewerbes, des Geigenbaus und der Berufsmusiker vertreten sein. Wie bisher, wird die Gemeinde Brienz einen Vertreter in die Kommission abordnen.

Angenommen.

III

Stauffer (Büren), Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Der Absatz 2 von § 32 schafft die Rechtsgrundlagen für den Erlass von Schulreglementen für die Techniken und die Fachschulen, die bisher dem Amt für Gewerbeförderung angegliedert waren.

Angenommen.

IV

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Das Dekret wird auf den 1. Januar 1968 in Kraft treten.

Angenommen.

Titel und Ingress

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme
des Dekretentwurfes ..... Einstimmigkeit

Kantonales Versicherungsamt. Nachkredite 1967

(Beilage 29, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Technikum Biel, Kredit

(Beilage 29, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren), Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Motion des Herrn Grossrat Strahm — Krankenversicherung

(Siehe Seite 468 hievor)

Strahm. Gemäss Artikel 2 des Gesetzes vom 28. Juni 1964 über die Krankenversicherung, richtet der Staat an die sogenannten Berechtigten Beiträge an die Krankenkassenprämien aus. Berechtigt sind Personen, deren Einkommen eine bestimmte Grenze nicht überschreitet. Die Einkommensgrenze ist in einem Dekret vom 16. September 1964 niedergelegt und beträgt momentan Fr. 6300.— (Ziff. 21 b der Steuererklärungen). Im Jahr 1944 hat der Grosse Rat eine Motion von Herrn Grossrat Oppliger, Biel, abgelehnt, der die Einführung der obligatorischen Krankenversicherung im Kanton Bern verlangte. Man war damals der Ansicht, es sei möglich, den Gedanken der Krankenversicherung ohne Obligatorium zu fördern. Zu diesem Zweck hat man im Jahr 1948 ein Gesetz über die Förderung der freiwilligen Krankenversicherung geschaffen. Während im Jahre 1940 nur ca. 30 Prozent der Bevölkerung gegen Krankheit versichert waren, sind es heute über 80 Prozent. Das Gesetz hat also wesentlich dazu beigetragen, dass heute im Kanton Bern der Prozentsatz der Krankenversicherten in verhältnismässig kurzer Zeit von 30 Prozent auf 80 Prozent gestiegen ist.

Das Gesetz hat namentlich den Minderbemittelten den Weg zur Krankenversicherung geöffnet. Es hat dazu beigetragen, den Gedanken der Krankenversicherung in weitesten Kreisen der Bevölkerung populär zu machen.

Im Jahr 1964 ist das Gesetz zur Förderung der Krankenversicherung revidiert worden. Die Beiträge der Berechtigten wurden wie folgt festgelegt:

Bei der Krankenpflegeversicherung Fr. 14.40 bis Fr. 30.— pro Jahr, bei der Krankengeldversicherung Fr. 6.— bis Fr. 18.— pro Jahr. Neu ist ein Beitrag für Spitalversicherung eingebaut worden, mit höchstens Fr. 6.— pro Jahr. In diesem gesetzlichen Rahmen hat man mit Dekret vom 6. September 1964 die zurzeit geltenden Beiträge festgelegt, und zwar für Krankenpflegeversicherung Franken 27.60 pro Jahr, für Krankengeldversicherung Fr. 12.—, für Spitalgeldversicherung Fr. 3.60 pro Jahr, für Personen gemäss § 1 (Alleinstehende) für Krankenpflegeversicherung Fr. 14.40, für Krankengeldversicherung Fr. 7.20, für Spitalgeldversicherung Fr. 3.60 pro Jahr.

Somit könnte der Grosse Rat mit der Abänderung des Dekretes beschliessen, die Beiträge heraufzusetzen, ohne dass das Gesetz geändert werden müsste. Die Erhöhung könnte betragen: für Krankenpflegeversicherung Fr. 2.40 pro Jahr, für Krankengeldversicherung Fr. 6.— pro Jahr, für Spitalgeldversicherung Fr. 2.40 pro Jahr.

Die Einkommensgrenze wurde im Jahr 1964 mit Fr. 6300.— viel zu niedrig angesetzt. Die Folge war, dass der Zweck des Dekretes über die freiwillige Krankenversicherung nicht erreicht wurde. Die jährlichen Mehrkosten sind im Jahr 1964 mit 2,7 Millionen Franken errechnet worden. Sie haben aber nur Fr. 250 000.— betragen. – Die Zahl der Berechtigten hat sich nicht verdoppelt, wie vorausgesagt, sondern ist zurückgegangen. Man kann sagen, es sei recht, dass der Staat Geld gespart hat. Diese Einsparung war aber nicht beabsichtigt, denn damit ist der Zweck des Dekretes über die Förderung der freiwilligen Krankenversicherung nicht erreicht worden.

Die kantonalen Prämienbeiträge sind eine wertvolle Hilfe für Leute mit kleinen Einkommen. Ihre Wirksamkeit wurde stark vermindert durch die Teuerung und durch die massive Erhöhung der Krankenkassenbeiträge. Der Anteil des Staatsbeitrages an die Prämien ist, wenn man den Teuerungsindex berücksichtigt, auf etwa die Hälfte gesunken. Eine Korrektur drängt sich daher auf.

Ähnlich verhält es sich mit der Einkommensgrenze von Fr. 6300.—. Seit der Inkraftsetzung des revidierten Dekretes im Jahre 1964 ist die Teuerung um rund 17 Prozent gestiegen. Es muss eine Anpassung vorgenommen werden, sonst sinkt die Zahl der Berechtigten weiterhin sehr stark. Das wird die Erhebung, die am 1. Januar stattfinden wird, zeigen. Prämienberechtigt sind schon jetzt nur alleinstehende Personen, AHV-Rentner, Witfrauen. Diese haben meist ein kleines Einkommen und meistens keine Rente. Ein Hilfsarbeiter mit zwei oder drei Kindern fällt für den Bezug der Staatsbeiträge ausser Betracht. Gerade hier wäre die Versicherung der ganzen Familie gegen Krankheit wichtig. Das Dekret muss daher geändert werden.

Zu den einzelnen Punkten der Motion folgendes:

1. Als Sofortmassnahme müssen die höchstzulässigen Prämienbeiträge an die Berechtigten gemäss Dekret vom 16. September 1964 in Kraft gesetzt werden. Dazu braucht es eine Änderung des Dekretes durch Beschluss des Grossen Rates.

2. Die Einkommensgrenzen sind der Teuerung anzupassen. Dafür ist ebenfalls der Grosse Rat zuständig. Es müsste im Dekret eine neue Einkommensgrenze festgelegt werden. Auch die Kinderabzüge müssen der Teuerung angepasst werden.

3. Die bisherigen Staatsbeiträge sind durch die Teuerung stark entwertet worden. Sie sollten durch Änderung des Gesetzes den heutigen Verhältnissen angepasst werden. Dazu braucht es ein wenig Zeit. Möglicherweise gibt es andere Punkte im Gesetz, die auch revidiert werden müssen.

4. Die Erhebung über die Zahl der Berechtigten wäre um ein Jahr hinauszuschieben. Sie wäre am 1. Januar 1968 fällig. Das fällt ins erste Jahr der Steuerveranlagung. Das ist ungünstig, weil in diesem Zeitpunkt die Steuerveranlagungsbehörden überlastet sind. Die nächste Erhebung sollte also am 1. Januar 1969 erfolgen, und dann wieder alle vier Jahre wie bis anhin.

Ich bitte den Rat, der Motion in allen Punkten zuzustimmen.

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich glaube, in dem Zusammenhang darf wieder einmal darauf hingewiesen werden, dass das kantonale Gesetz über die Krankenversicherung sich bisher sehr segensreich ausgewirkt hat. Im Jahr 1966 sind 3,1 Millionen Franken Staatsbeiträge ausgerichtet worden und im Kanton sind 80 Prozent der Bevölkerung gegen Krankheit versichert.

Die vier Punkte, die Herr Grossrat Strahm angeführt hat, möchte ich wie folgt kommentieren.

1. Inkraftsetzung der höchstzulässigen Prämienbeiträge an berechtigte Personen: Gemäss Gesetz ist der Grosse Rat zuständig diese Dekretsänderung vorzunehmen. Im Verlaufe des nächsten Jahres werden wir eine entsprechende Vorlage unterbreiten mit Inkrafttreten auf 1. Januar 1969. Das gleiche gilt für die Erhöhung und Anpassung der Einkommensgrenzen an die Teuerung und für das Hinausschieben der neuen Erhebung, bis das Dekret revidiert ist. Das letztere haben wir übrigens schon in die Wege geleitet; dazu ist ja nur ein Regierungsbeschluss nötig.

Der letzte Punkt beschlägt die Anpassung der Staatsbeiträge. Hierzu ist die Änderung des gesetzlichen Rahmens nötig.

Die Regierung ist bereit, die Punkte 1, 2 und 4 der Motion als Sofortmassnahme zu realisieren und den Punkt 3, betreffend Gesetzesänderung, auch als Motion anzunehmen. Den Zeitpunkt hierzu wollen wir aber noch etwas hinausschieben; da die Gesetzesrevision noch andere Punkte umfassen muss, vor allem die Prüfung der Frage, ob die Ausrichtung des sogenannten Tuberkulosefrankens noch begründet sei. Weiter soll die Erhebung des Statistischen Amtes über die Entwicklung der Struktur der Spitalpflegekosten abgewartet werden. Bei der Gesetzesrevision wird die neue Entwicklung eventuell berücksichtigt werden müssen.

Im übrigen werden Sie begreifen, dass ein Gesetz, das erst auf 1. Januar 1965 revidiert worden ist, nicht wegen eines einzigen Punktes sofort wieder revidiert werden kann. Durch etwelchen Aufschub tritt kein Schaden ein.

In diesem Sinne ist die Regierung bereit, die Motion Strahm in allen Teilen entgegenzunehmen.

Abstimmung

Für Annahme der Motion ..... Grosse Mehrheit

Motion des Herrn Grossrat Schaffter — Lohnanspruch im Krankheitsfall

(Siehe Seite 588 hievor)

Schaffter. Par la motion que j'ai déposée à la session de septembre 1967, j'ai demandé au Conseil-exécutif de prendre toutes mesures utiles pour que, sans charges nouvelles pour le salarié, celui-ci puisse recevoir le cent pour cent de son salaire en cas de maladie.

Dans un état moderne, le but de l'assurance sociale est de garantir l'existence économique du travailleur et de sa famille, en le dédommageant de la perte ou de l'immobilisation de sa puissance de travail. Par sa nature, l'assurance sociale est une oeuvre de prévoyance que les pouvoirs publics se doivent de soutenir et d'organiser avec une attention continue.

Si dans notre pays des lois tendent à garantir à chacun une pension de vieillesse, des soins de santé et une certaine compensation des charges entraînées par l'éducation des enfants, il est encore bien des domaines où notre sécurité sociale se révèle nettement insuffisante. C'est le cas notamment en ce qui concerne la compensation de la perte de salaire en cas de maladie. Il est vrai que dans la plupart des secteurs de l'économie, la participation de l'entreprise aux primes d'assurances payées par l'employé permet à ce dernier d'obtenir une indemnité journalière lorsque la maladie l'empêche de travailler. Le montant de cette indemnité journalière est fonction des primes que le salarié verse chaque mois ou chaque quinzaine en vue de couvrir les risques d'une perte de salaire. Cela signifie que l'employé reste libre de s'assurer plus ou moins bien contre une perte de salaire éventuelle. Dans la

pratique, on constate que les salariés reçoivent en cas de maladie des indemnités journalières variant de 65 à 80 % de leur salaire réel. Ceci n'est pas normal, car nous estimons que, bien loin d'être diminués, les besoins matériels d'une famille sont encore plus aigus lorsque la maladie retient le père loin de son travail.

Tout salarié a droit à la compensation intégrale de la perte de salaire qu'il subit. On nous rétorquera qu'il est pratiquement possible d'assurer le cent pour cent du revenu, et qu'il appartient à l'ouvrier de le faire sans lésiner sur le montant des primes qu'il devra payer. Si mathématiquement la chose paraît possible, sa réalisation se heurte presque toujours à des difficultés insurmontables. Les hauses continuelles des cotisations de toutes sortes, et notamment des primes d'assurances, pèsent toujours plus lourdement dans le budget des familles d'ouvriers. Pour nombre de salariés, surtout pour ceux dont le revenu est malheureusement encore insuffisant, il est pratiquement impossible de s'assurer suffisamment contre la maladie. La situation actuelle est bien loin de donner satisfaction. Il convient donc de l'améliorer en prenant toutes mesures utiles pour que le salarié reçoive le cent pour cent de son salaire en cas de maladie. Ce droit au salaire intégral doit être garanti à chacun. L'Etat n'agit d'ailleurs pas autrement à l'égard de ses employés qui reçoivent leur salaire complet lorsqu'ils sont malades.

Il ne m'appartient pas de suggérer des solutions, mais je pense que les pouvoirs publics devraient étudier sérieusement le problème, et finalement proposer des textes législatifs à même de réaliser l'objet de ma motion. Celui qui est malade a suffisamment de soucis, et il n'est pas normal qu'une diminution de son revenu lui apporte encore de nouvelles difficultés d'ordre financier. Si les entreprises, comme d'ailleurs les salariés eux-mêmes, doivent contribuer dans une mesure supportable à la garantie du salaire total en cas de maladie, il appartient en revanche à l'Etat d'assurer par la loi cette indispensable sécurité sociale. C'est la raison pour laquelle je vous demande, Messieurs, d'accepter ma motion.

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Motion lädt den Regierungsrat ein, das Nötige vorzukehren, damit der Arbeitnehmer im Krankheitsfall ohne Mehrbelastung den vollen Lohn erhält. Dieses Begehren beschlägt das Arbeitsrecht. Im Bundesblatt Nr. 40, vom 5. Oktober 1967, ist die Botschaft des Bundesrates über die Revision des 10. Titels des Obligationenrechts, betreffend den Arbeitsvertrag, enthalten. Nach geltendem Recht hat der Arbeitgeber, wenn die Voraussetzungen von Artikel 335 des Obligationenrechtes erfüllt sind, den Lohn für eine verhältnismässig kurze Zeit auszuzahlen. Im Revisionsentwurf heisst es: «Für eine beschränkte Zeit.» Für den Fall von Krankheit und Unfall wird der Artikel 335 des Obligationenrechts ergänzt durch den Artikel 130 des Bundesgesetzes über die Kranken- und Unfallversicherung, vom 13. Juni 1911. Wenn der Dienstpflichtige bei einer anerkannten Krankenkasse versichert ist und der Dienstherr wenigstens die Hälfte der Versicherungsprämie auf eigene Kosten zahlt, darf der Arbeitgeber im Krankheitsfalle das von der Kasse gewährte Krankengeld vom geschuldeten Lohn abziehen. In der Praxis ist darüber hinaus sogar die volle Abgeltung der Lohnzahlung des Arbeitgebers anerkannt worden, sofern der Arbeitgeber wenigstens die Hälfte der Prämien bezahlt und damit einigermassen befriedigende Taggeldversicherungen von seiten der Krankenkasse ermöglicht.

Über den Artikel 335 des Obligationenrechts hat Professor Schweingruber im Jahre 1960 einen Kommentar geschrieben. Er kommt darin auf Seite 84 zu den genau gleichen Schlüssen, wie ich sie jetzt vorgetragen habe.

Solche Lösungen sind in steigendem Masse in Gesamtarbeitsverträgen und in Normalarbeitsverträgen aufgenommen worden und für Arbeitnehmer, die nicht der obligatorischen Unfallversicherung angeschlossen sind, auch auf die Arbeitsverhinderung bei Unfall ausgedehnt worden. Diese Massnahmen sind zum Teil in Gesamtarbeitsverträgen aufgenommen worden, wie zum Beispiel bei den Modistinnen. Der Bundesrat hat solche Regelungen auch in Normalarbeitsverträgen aufgestellt, zum Beispiel in demjenigen für Privatgärtner.

Demgegenüber hat der Dienstpflichtige nach Artikel 130 Absatz 2 des KUVG keinen Anspruch auf Lohnzahlung, wenn er bei der SUVAL obligatorisch versichert ist und der Dienstherr ihm die Prämienzahlungen leistet.

Wie ich aus dem veröffentlichten Entwurf zur Revision des zehnten Titels des Obligationenrechts ausgeführt habe, bleibt im grossen und ganzen die gleiche Regelung wie bisher.

In Zukunft ist auch vorgesehen, dass es die Aufgabe der Gewerkschaften und der Arbeitgeberverbände sei, bei Abschluss von Gesamtarbeitsverträten die Lohnzahlungen bzw. die Krankenversicherungen mit genügend Taggeldern und entsprechenden Prämien selbständig regeln zu können.

Auf bundesrechtlicher Basis ist alles gemacht worden, was auf diesem Sektor vorgekehrt werden kann. Der Kanton kann nicht in eigener Kompetenz legiferieren. An sich könnten die Kantone nach Artikel 2 des KUVG die Krankenversicherung für Arbeitnehmer ganz oder teilweise durch Gesetz einführen oder die Gemeinden dazu ermächtigen. Nach Artikel 8 unseres bernisch-kantonalen Gesetzes über Krankenversicherung vom 28. Juni 1964, hat der Kanton die Kompetenz den Gemeinden eingeräumt. So haben wir zum Beispiel in der Gemeinde Biel auf Grund dieser Kompetenz ein Teilobligatorium.

Allerdings muss ich sagen, dass durch die Einführung einer solchen obligatorischen Krankenversicherung die Anwendung von Artikel 335 des Obligationenrechts und seine Abgeltung durch einen Gesamtarbeitsvertrag, mit Prämienbeiträgen der Arbeitgeber, nicht berührt wird, im Gegenteil, die Lohnzahlungspflicht des Arbeitgebers gemäss Artikel 335 bleibt weiter bestehen.

Weiter ist zu beachten, dass bei Einführung des Obligatoriums die Arbeitgeber nach Artikel 2 KUVG zu Prämienbeiträgen an die Krankenversicherung der Arbeitnehmer nicht verpflichtet werden können.

Gestützt auf die Ausführungen ist festzustellen, dass die Forderungen der Motion Schaffter nicht

erfüllt werden können. Daher bin ich gezwungen, und der Regierungsrat hat einstimmig beschlossen, diese Motion abzulehnen. Das besagt nicht, dass es die Regierung nicht begrüsse, wenn weiterhin die Berufsverbände ihre bisherigen Bemühungen um Verbesserung der Lohnzahlungen während der Krankheit, auf Grund der Gesamtarbeitsverträge, weiterführen.

Ich bitte den Grossen Rat, die Motion Schaffter abzulehnen.

Abstimmung

Für Annahme der Motion ..... Minderheit
Dagegen ..... Grosse Mehrheit

Schluss der Sitzung um 16.50 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Siebente Sitzung

Dienstag, den 14. November 1967,
9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 190 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Barben, Eggenberger, Frutiger, Grimm, Hächler, Haegeli (Bern), Homberger, Rohrbach, Roth (Münsingen); unentschuldigt abwesend ist Herr Schaffter.

Motion des Herrn Grossrat Gassmann — Mindestferien von drei Wochen für alle Arbeitenden

(Siehe Seite 587 hievor)

Motion des Herrn Grossrat Haegeli (Tramelan) — Ferienanspruch der Arbeitnehmer

(Siehe Seite 588 hievor)

Gassmann. Notre époque de haute technicité, qui se traduit certes par des productions records mais aussi par une accélération croissante des cadences de travail et une déshumanisation toujours plus poussée des travailleurs, appelle une compensation à cette course à l'abrutissement de l'homme. C'est l'indispensable réduction de la durée du travail et le droit aux vacances. Celles-ci doivent permettre de réduire les conséquences physiques du surmenage, de défatiguer le muscle et de calmer les nerfs. Elles visent d'abord à donner au travailleur la possibilité de reconstituer son potentiel de force et d'énergie au travail. Il faut bien sûr permettre à l'homme rivé à sa machine, cloué à sa place de travail, de reprendre simplement son souffle. Cependant, les vacances ne doivent pas être uniquement considérées comme une mesure d'hygiène du travail. Le salarié, en dehors de son labeur quotidien qui l'attache à son usine, à son bureau, à son atelier, a droit aussi à la vie de l'esprit. Il doit pouvoir participer à l'édification de la cité et à la vie de la communauté, selon ses possibilités et ses goûts. La promotion de l'homme passe aussi par la promotion de l'ouvrier. Le muscle, les nerfs, mais surtout l'esprit exigent donc que le travailleur, le salarié, puisse bénéficier chaque année d'une période durant laquelle il soit libre de tout souci professionnel. Le droit aux vacances est donc un postulat social de première importance.

Deux instruments sont à la disposition des salariés pour réaliser ce postulat: La loi et les contrats collectifs de travail.

Il convient d'affirmer d'emblée que ces deux moyens sont complémentaires et non antagonistes et que le but de la politique des contrats collectifs

n'est pas d'empêcher ou d'entraver le développement de la législation sociale. La loi fédérale sur le travail, du 13 mars 1964, entrée en vigueur en 1966, fixe le minimum légal des vacances à 2 semaines, et l'article 341 du Code des obligations permet aux cantons de légiférer pour la prolongation à 3 semaines. Plusieurs cantons ont déjà fait usage de cette possibilité. Notre canton n'a pas actuellement de dispositions légales réglementant le droit aux vacances pour l'ensemble des travailleurs. Le moment est venu de combler cette lacune et de compléter ainsi, dans un domaine important, notre législation sociale.

Certes, de nombreux salariés du canton sont déjà au bénéfice d'arrangements contractuels dont les avantages sont aussi grands, voire plus grands que ceux qui découleraient de l'adoption de ma motion. Une réglementation légale de ce problème se justifie cependant pleinement pour les quelques motifs suivants. Grâce à la lutte menée jusqu'à maintenant par les syndicats ouvriers, et en raison des succès déjà obtenus dans ce domaine, l'opinion publique et le patronat lui-même sont maintenant acquis au principe du droit aux vacances. Il est donc nécessaire d'en prévoir la concrétisation par une loi. On ne peut cependant nier le fait que certains secteurs économiques du canton ne sont que partiellement organisés. D'autres groupes économiques ne sont pratiquement pas organisables et les ouvriers de ces secteurs sont souvent des salariés qui travaillent dans les conditions les plus défavorables et qui accomplissent les besognes les plus ingrates. Or, si tous les aménagements dans le domaine social étaient laissés aux bons soins des seuls signataires des conventions collectives, ces travailleurs ne bénéficieraient d'aucun avantage du progrès social. C'est donc un devoir impérieux de l'Etat de veiller à l'amélioration de leur sort et d'assurer la défense de leurs intérêts.

On sait aussi que les femmes, qui participent de plus en plus à la vie économique du pays, de même que les jeunes, n'adhèrent que difficilement à un syndicat professionnel. Ils doivent cependant, au nom de la simple équité, participer eux aussi au progrès social. On ne saurait les laisser pour compte.

Le moindre signe de récession économique peut entraîner la dénonciation d'un accord contractuel. C'est une menace permanente. Il est donc d'une évidente nécessité pour les travailleurs d'inscrire dans la loi les avantages obtenus par les contrats collectifs. C'est une mesure de protection que l'Etat doit prendre dans l'intérêt des travailleurs, certes, mais également dans l'intérêt de l'économie du canton en général.

Accorder par la loi 3 semaines de vacances à tous les salariés du canton, c'est éliminer également certaines inégalités qui deviennent facilement des injustices, et supprimer ainsi parfois au sein d'une même entreprise jalousies et dissensions.

L'Etat doit également assurer une protection particulière à la famille. Donner à son chef la possibilité de lui consacrer 3 semaines par an, c'est là, semble-t-il, une redevance de la communauté à la famille, et une récompense à la femme au foyer qui ne devrait plus aujourd'hui faire l'objet de viles marchandises.

Quelques arguments qui devraient permettre à ceux qui entendent véritablement défendre le progrès social d'appuyer ma motion.

Je voudrais maintenant faire une remarque et une suggestion d'ordre formel.

Une remarque d'abord: Le Gouvernement, s'il s'oppose à ma motion, accepte cependant comme postulat la motion du groupe socialiste qui traite du même problème, sans aller aussi loin. J'y décèle donc l'accord de principe du Gouvernement pour mettre sur pied une législation visant à réglementer les vacances des travailleurs. C'est là une innovation intéressante qui mérite d'être saluée et qui montre bien que le Gouvernement entend concrétiser et généraliser dès aujourd'hui par une loi cantonale le droit aux vacances des travailleurs.

Une suggestion ensuite: Une loi cantonale sur les vacances ne concerne pas seulement les travailleurs, mais également l'ensemble des employeurs, des entreprises du canton. C'est dire que tous les secteurs de notre économie sont directement intéressés à la mise en vigueur d'une telle législation. Or, lorsque l'Etat envisage la réfection d'une remise dans une école d'agriculture ou la construction d'une annexe provisoire à un bâtiment hospitalier, les députés reçoivent un rapport précis et détaillé de la Direction intéressée, ce qui leur permet de se faire une opinion valable et d'opérer un choix en toute connaissance de cause. Nous n'avons reçu aucune documentation en ce qui concerne notamment le nombre des bénéficiaires éventuels de cette nouvelle loi, les entreprises qui devraient s'y soumettre, les exceptions qu'il y aurait lieu de prévoir, la situation actuelle avec les contrats collectifs, les conséquences économiques éventuelles pour l'ensemble du canton, etc.

Je me permets donc de suggérer à M. le Directeur de l'économie publique de renvoyer sa réponse à une session ultérieure, comme cela se fait d'ailleurs à d'autres occasions, afin de permettre à l'administration de publier un rapport destiné à l'information des députés qui prendront, alors seulement, des décisions qui seront lourdes de conséquences, mais que le monde du travail attend maintenant avec une certaine impatience.

J'attends également avec intérêt la réponse de M. le Directeur de l'économie publique à la suggestion que je viens de faire.

Le Président. Dois-je considérer la proposition de M. Gassmann comme une motion d'ordre? Tel semble être le cas.

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wie ich Herrn Gassmann verstanden habe, regt er an, seine Motion erst in einer nächsten Session beantworten zu lassen. Er wünscht, dass die Regierung vorher noch einen Bericht über die Gesamtarbeitsverträge, die Ferienordnungen usw. erstatte. Ich muss Herrn Gassmann sagen, dass ich mich an den Inhalt der Motion zu halten habe und nicht einen andern Auftrag entgegennehmen kann. Ich muss zur Motion, wie sie textlich abgefasst ist, Stellung nehmen. Wenn Herr Grossrat Gassmann einen Bericht über die von ihm erwähnten Punkte wünscht, muss ich

ihn bitten, einen neuen parlamentarischen Vorstoss einzureichen, worin er genau angibt, was er als Ergänzung zu seiner Motion noch verlangt. Ich bin gerne bereit, einen solchen Vorstoss in einer späteren Session auf Grund des neuen Textes zu beanworten. Heute bin ich nicht in der Lage, die Behandlung der Motion zu verschieben, sondern werde Ihnen die Stellungnahme der Regierung hiezu heute kekanntgeben. Wenn der Rat etwas anderes beschliessen will, liegt das natürlich in seinem Ermessen.

Zingg (Bern). Ich möchte Herrn Gassmann auffordern, seine Motion zurückzuziehen. Er wird dann Gelegenheit haben, eine neue Motion einzureichen, und wir würden heute nur die Motion Haegeli (Tramelan) behandeln.

Le Président. M. Gassmann maintient-il sa motion d'ordre?

Gassmann. J'aurais aimé que M. le député Haegeli puisse aussi développer aujourd'hui sa motion, afin qu'on puisse en connaître la substance. Le Gouvernement, ayant entendu les arguments que nous avons à proposer, pourrait ensuite préparer un rapport pour une meilleure information des députés.

Je maintiens ma motion d'ordre qui consiste à demander au Gouvernement de différer sa réponse.

Abstimmung

Für den Ordnungsantrag
Gassmann ..... Minderheit
Dagegen ..... Grosse Mehrheit

Haegeli (Tramelan). Lors de la session de septembre de cette année, le Groupe socialiste a déposé une motion invitant le Gouvernement à soumettre au Grand Conseil bernois un projet de loi réglant le droit aux vacances des travailleurs. Le texte de la motion renseigne sur la manière dont sa réalisation est souhaitée.

Je suis chargé par le Groupe socialiste de motiver cette motion. Permettez-moi tout d'abord de faire quelques observations de principe.

Le parti socialiste et les organisations syndicales du canton de Berne désirent que soit réalisée une réglementation des vacances qui garantisse aux travailleurs le droit à un congé annuel de 3 ou, selon l'âge, de 4 semaines. Pour différentes raisons qu'il n'est pas possible d'exposer ici, nous estimons que la solution doit consister en un échelonnement permettant d'assurer 4 semaines de congé annuel aux travailleurs d'un certain âge. Le slogan «3 semaines de vacances pour tout le monde» ne permet pas de réaliser ce postulat justifié. La réalisation de la 4ème semaine de vacances n'est pas possible par acte législatif. La loi sur le travail limitant le droit de législation du canton à 3 semaines, la 4ème semaine doit donc être réglée par voie contractuelle. Cela étant, il faut tirer les conclusions nécessaires.

Pour les raisons énoncées, nous sommes de l'avis que dans la question des vacances la loi et le contrat collectif peuvent se compléter très harmonieusement. Notre proposition ne met donc pas du tout le contrat collectif en opposition avec la loi. Nous connaissons l'importance des réglementations contractuelles, non seulement pour les travailleurs et les employeurs, mais aussi pour notre économie tout entière. Aussi notre proposition tient-elle compte des dispositions contractuelles déjà existantes dans le domaine des vacances. Il est vrai que ces dispositions sont fort différentes les unes des autres et que les travailleurs ne bénéficient pas tous de prestations sociales réglées contractuellement. La loi doit donc suppléer aux lacunes. Si la situation était partout ce qu'elle est dans l'horlogerie, par exemple, nous pourrions nous passer d'une réglementation par la loi. Or, comparativement à la solution progressiste dont bénéficient les travailleurs de ce secteur, d'autres branches sont malheureusement encore en retard. Ces régimes de vacances très différents sont évidemment cause de malaises et de mécontentements. Ils rendent le recrutement de main-d'oeuvre difficile. Un rapprochement des régimes moins favorables aux autres s'impose donc.

La loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce, dite loi sur le travail, prévoit aux articles 63 et suivants certaines modifications à des lois fédérales existantes. Ainsi, l'article 64 modifie l'article 341bis du Code des obligations, en lui donnant la teneur suivante: L'employeur est tenu de donner des vacances dont la durée minimum sera de 3 semaines par an pour les jeunes travailleurs jusqu'à 19 ans révolus, et pour les apprentis jusqu'à 20 ans révolus, et de 2 semaines pour les autres travailleurs, Les cantons peuvent prolonger la durée des vacances jusqu'à concurrence de 3 semaines.

La loi fédérale sur le travail ne règle donc pas les vacances de manière exhaustive, mais elle confère aux cantons le droit de prolonger la durée des vacances jusqu'à concurrence de 3 semaines. Plusieurs cantons ont déjà fait usage de ce droit. La conséquence est que plusieurs branches d'économie connaissent, malgré des accords contractuels existants, des droits aux vacances très différents. Nous citons à ce propos entre autres l'industrie des machines et des métaux.

Signalons en passant que la réglementation selon la loi fédérale que je viens de citer n'est pas une invention socialiste, mais le fait d'une décision du Parlement fédéral à majorité bourgeoise. Le but était de rendre difficile la réalisation d'un droit à 4 semaines de vacances.

Notre motion tend en principe à charger le Gouvernement d'établir un projet de loi sur les vacances. Il s'agirait d'obtenir 2 semaines de vacances de la première à la 4ème année de service, 3 semaines dès la 5ème année de service dans la même branche ou après 28 ans révolus. Les années d'apprentissage devraient être considérées comme années de service. Cette proposition permettrait de régler la 4ème semaine de vacances par voie contractuelle là où elle n'est pas encore réalisée. Cette solution ne serait pas en contradiction avec les réglementations conventionnelles sur le point d'être conclues dans les villes de Berne, Bienne et Thoune.

Nous savons que dans l'agriculture, par exemple, les conditions ne sont pas les mêmes que dans l'industrie et l'artisanat où le droit aux vacances est

réglé par convention collective. Notre motion laisse ouverte la question du champ d'activité, de sorte que la possibilité existe de faire une exeption pour l'agriculture. Nous reconnaissons que dans cette branche il convient de trouver une solution particulière. Dès lors, nous n'entendons pas la soumettre au même régime que les autres secteurs.

Ceux qui parmi vous se donneront la peine d'étudier sérieusement le texte de la motion pourront constater qu'elle est fondée sur des réalités. Nous nous sommes efforcés de trouver une solution qui laisse suffisamment de jeu aux contrats collectifs, tout particulièrement en ce qui concerne la 4ème semaine de vacances pour les ouvriers âgés et fidèles. Personne ne contestera qu'il serait justifié de leur accorder de plus longues vacances.

En tenant compte des années d'apprentissage comme années de service, ainsi que nous le suggérons, nous ramenons l'égalité entre les ouvriers qualifiés, les semi-qualifiés et les manoeuvres. A cet égard, nous considérons que notre proposition est bien étudiée.

Nous présentons ainsi au Grand Conseil une requête pouvant également rallier les suffrages des partisans les plus absolus du contrat collectif.

Je souligne une fois encore que cette motion ne fera nullement concurrence aux réglementations conventionnelles, mais qu'elle les complétera harmonieusement.

Nous savons que le Gouvernement est prêt à accepter cette motion sous forme de postulat. Le Groupe socialiste s'est prononcé à ce sujet et s'est déclaré d'accord d'accepter ce changement, tout en le regrettant. Nous espérons toutefois que la réalisation de notre requête trouvera votre compréhension.

Au nom du Groupe socialiste, je vous prie de bien vouloir accepter cette motion transformée en postulat.

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Mit der Motion Gassmann und der, wie wir gehört haben, in ein Postulat umgewandelten Motion Haegeli wird verlangt, dass der Kanton Bern von der im revidierten Artikel 341bis Absatz 2 des Obligationenrechts enthaltenen Befugnis Gebrauch mache, den Ferienanspruch der Arbeitnehmer auf drei Wochen auszudehnen. Bevor ich materiell auf die Motion und das Postulat eintrete, will ich kurz die formalrechtliche Bedeutung skizzieren. Die eidgenössischen Ferienvorschriften wurden im neuen Arbeitsgesetz festgelegt, wobei, wie ich bereits erwähnt habe, der Artikel 341bis Absatz 2 des Obligationenrechts abgeändert worden ist. Obschon diese Bestimmungen im Arbeitsgesetz stehen, gehören sie zum Obligationenrecht und haben auch zivilrechtlichen Charakter. Was heisst das? Das heisst nichts anderes, als dass ein Arbeitnehmer den Zivilprozessweg beschreiten muss, wenn er seinen Anspruch auf drei Wochen Ferien durchsetzen will und der Arbeitgeber ihm diesen Anspruch nicht ohne weiteres gewährt. Es steht dies im Gegensatz zum Gesamtarbeitsvertrag, wo diese Frage vertraglich geregelt ist.

Die zweite Konsequenz der Motion Gassmann und auch des Postulates Haegeli ist die, dass eine entsprechende Ferienregelung für alle Arbeitnehmerkategorien, also auch für die Landwirtschaft, gelten soll. Herr Haegeli hat wohl gesagt, man könnte im Einführungsgesetz die Landwirtschaft davon ausnehmen. Ich frage mich aber, ob wir mit einem kantonalen Einführungsgesetz einfach eidgenössisches Recht abändern könnten. Diese Frage müsste jedenfalls noch juristisch abgeklärt werden.

Es ist mir auch noch nicht ganz klar, wie die Materie bei einer Annahme des Postulates Haegeli geordnet werden könnte. Entweder müsste ein eigentliches Feriengesetz geschaffen oder das Einführungsgesetz zum Obligationenrecht abgeändert werden. Der rechtliche Charakter eines solchen Gesetzes könnte aber auf keinen Fall geändert werden, so dass jeder Streitfall, der aus der Ferienregelung entstehen würde, auf dem Zivilprozessweg ausgetragen werden müsste.

Zur Motion Gassmann, die drei Ferienwochen ohne Ausnahme verlangt, oder zum Postulat Haegeli, das eine Abstufung nach Dienstjahren und Alter vornehmen will, möchte ich folgende Überlegungen zu bedenken geben: Die schweizerischen und damit auch die bernischen Arbeitsverhältnisse sind heute zum grössten Teil durch Gesamt- oder Normalarbeitsverträge geordnet. Dieser Zustand hat sich schon seit über zehn Jahren bewährt. Die Verträge sind das Ergebnis von Verhandlungen zwischen Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen. Ihr wesentlicher Bestandteil ist die Regelung der Ferienfrage. Auf diese Art war es bis heute immer möglich, die verschiedenen Massnahmen, die in den Gesamtarbeitsverträgen festgehalten sind, auf die einzelnen Berufsgruppen zuzuschneiden. Man konnte sich den ständig wechselnden konjunkturpolitischen und volkswirtschaftlichen Gegebenheiten rasch anpassen, ohne Gesetzesänderungen vornehmen zu müssen. Die Grosszahl dieser Verträge gewähren den Arbeitnehmern heute schon nach einer bestimmten Anzahl Dienstjahre einen Anspruch auf 3, zum Teil auch auf 4 Wochen Ferien. Der Regierungsrat ist deshalb der Meinung, der Regelung des Ferienanspruchs auf dem Wege der Gesamt- und Normalarbeitsverträge sei, sicher nicht zuletzt auch im Interesse der Arbeitnehmer, der Vorzug zu geben. Gegenüber der gesetzlichen ist die vertragliche Regelung vor allem viel beweglicher und kann den verschiedenartig gelagerten Verhältnissen weit besser Rechnung tragen. Die Motion Gassmann, die sehr starr gefasst ist und den dreiwöchigen Ferienanspruch unbedingt einführen will, würde die Aktionsfreiheit der Sozialpartner, sowohl der Arbeitnehmer wie der Arbeitgeber, allzu sehr einengen. Aus diesem Grunde hat die Regierung einstimmig beschlossen, die Motion Gassmann abzulehnen. Dagegen ist sie bereit, die in ein Postulat umgewandelte Motion Haegeli zur Prüfung entgegenzunehmen, da sie mehr Möglichkeiten aufzeigt und auch auf die Dienstjahre und das Alter Rücksicht nimmt. Die Regierung kann aber heute noch nicht sagen, welcher Weg zu beschreiten wäre. Wie ich bereits erwähnt habe, könnte eine Regelung eventuell über ein selbständiges kantonales Arbeitsgesetz oder über ein Einführungsgesetz zum Obligationenrecht erfolgen. Ich bitte Sie also, die Motion Gassmann abzulehnen und das Postulat Haegeli im Sinne meiner Ausführungen anzunehmen.

Winzenried. Es ist nicht das erste Mal, dass wir uns hier im Rate über die Frage eines kantonalen Feriengesetzes auseinandersetzen. Schon der letzte Vorstoss vom damaligen Herrn Grossrat und Parteisekretär und jetzigen Regierungsrat Erwin Schneider hat sowohl den Gewerkschaften wie auch den Arbeitgebern Sorgen bereitet. Seit dieser Diskussion sind viele Jahre der Hochkonjunktur vergangen, und auch in unserem Kanton wurde in vielen Gesamtarbeitsverträgen die dritte Ferienwoche gegenseitig vereinbart. Aber nicht nur in der Industrie beim Abschluss von Gesamtarbeitsverträgen, sondern auch in vielen Vereinbarungen lokaler Art zwischen Vertretern der Gewerkschaften und des Gewerbeverbandes konnten befriedigende Lösungen getroffen werden.

Ich gebe ohne weiteres zu, dass wahrscheinlich in bezug auf Ferienregelung noch nicht alle Wünsche erfüllt sind, aber wahrscheinlich auch nie restlos erfüllt werden können. An einer kürzlichen Aussprache mit verantwortungsbewussten Gewerkschaftsvertretern wurde bestätigt, dass dort, wo die Ferienfrage noch nicht nach ihren Intentionen gelöst ist, mindestens Gespräche im Gange sind und laufend Vereinbarungen und Lösungen getroffen werden können, die, wie es nicht anders zu verantworten ist, auch die wirtschaftlichen Möglichkeiten mitberücksichtigen.

Ich bin eigentlich erstaunt, dass die Vorstösse für eine gesetzliche Ferienregelung in unserem Kanton wiederum von sozialdemokratischer Seite kommen, die doch den engsten Kontakt mit den Gewerkschaften haben sollte und wissen müsste, dass die Gewerkschaften an einer gesetzlichen kantonalen Ferienregelung gar kein Interesse haben können, da ihnen damit einmal mehr ein Verhandlungsgegenstand beim Abschluss von Gesamtarbeitsverträgen entgleitet.

Bei der Ablehnung der sozialdemokratischen Vorstösse geht es den Arbeitgebern in keiner Art und Weise in erster Linie um die materielle Frage der Gewährung von drei Wochen Ferien, sondern wir sehen mit grosser Besorgnis die Entwicklung kommen, die vernünftige Gespräche unter Sozialpartnern immer mehr einengt, indem uns die Traktanden, die wir miteinander zu besprechen haben, durch den Gesetzgeber vom Verhandlungstisch abserviert werden. Ich erinnere nur daran, dass die Frage der Arbeitszeit weitgehend gesetzlich geregelt ist, dass wir in unserem Kanton die Kinderzulagen gesetzlich festgelegt haben, dass wir Feiertage in einem Gesetz fixiert haben und dass nun als nächstes auch der Staat vorschreiben soll, welche Feriendauer zu gewähren sei. In einem weiteren Schritt wird wahrscheinlich dann der Lohn vom Staat vorgeschrieben werden müssen, und bereits ist eine gesetzliche Regelung in der Wohnungsfrage angekündet. Ich kann mir gut vorstellen, dass von Unternehmerseite aus eines schönen Tages erklärt wird, jetzt bleibe uns so wenig an Verhandlungsgegenständen übrig, dass wir die Notwendigkeit vertraglicher Regelungen nicht mehr einsähen. Wir nähern uns dann einem System, das zum Beispiel in England zu einer ganz unerfreulichen wirtschaftlichen und politischen Situation geführt hat, wo extreme Elemente Unruhe in die Betriebe bringen und wo sukzessive einst blühende Industrieunternehmungen wegen Fehlens der Rücksicht auf die wirtschaftlichen Gegebenheiten ruiniert werden und wo die Gespräche unter den Sozialpartnern verstummt sind. Aber es ist noch ein anderer Grund, der uns von Arbeitgeberseite her sehr grosse Sorgen macht, nämlich die Tatsache, dass wir mit weiter fortschreitendem Staatsdirigismus auch unseren dringend notwendigen Sozialpartner schwächen. Es kommt nach meiner Auffassung nicht von ungefähr, dass sich die Gewerkschaften über ein abnehmendes Interesse an ihrer Organisation und somit über einen schwindenden Mitgliederbestand beklagen müssen; denn es war in der Vergangenheit ja gerade die Stärke der Gewerkschaftsbewegung, dass sie bei Verhandlungen über materielle Punkte der Arbeitsbedingungen – und dazu gehört bei weitem nicht nur etwa der Stundenlohn – ihren Mitgliedern immer und immer wieder Erfolge melden konnte. Glauben Sie mir, verehrte Herren, die Bereitschaft von Arbeitgeberseite zu Zugeständnissen wird immer kleiner, je mehr der Staat durch Gesetzesvorschriften in die Verhandlungsgrundlagen eingreift, denn dadurch wird das Gesetz einfach zur maximalen Norm. Diejenigen Herren Ratskollegen, die sich an die Entstehungsgeschichte unseres kantonalen Kinderzulagegesetzes erinnern, wissen noch, dass damals der gesetzliche Weg eigentlich nur wegen Fehlens von Verhandlungsbereitschaft einer bestimmten Gewerbegruppe gesucht werden musste. Ich glaube feststellen zu dürfen, dass man aus den damaligen Erfahrungen die Konsequenzen gezogen hat und dass heute auch der Gewerbeverband und die meisten Berufsverbände bereit sind, wenn dies nicht schon getan wurde, über die Ferienfrage mit den Gewerkschaften Vereinbarungen abzuschliessen, die den Bedürfnissen der Arbeitnehmer Rechnung tragen. Ich erwähne dies, damit nicht später etwa eine «Dolchstosslegende» über ein kantonales Feriengesetz entstehen kann; denn die Bereitschaft von Arbeitgeberseite (industrieller und gewerblicher) zu Vereinbarungen ist in vollem Umfange vorhanden. Das zeigt übrigens auch die kürzlich von der Paritätischen Kommission unseres kantonalbernischen Grundsatzabkommens getroffene Vereinbarung, die sowohl vom kantonalbernischen Handels- und Industrieverein, wie vom Kantonalverband bernischer Arbeitgeberorganisationen, wie vom Kantonalverband bernischer kaufmännischer Vereine wie vom Schweizerischen Werkmeisterverband einstimmig ratifiziert wurde. Da diese Stellungnahme zur gesetzlichen Ferienregelung nach meiner Auffassung von ausschlaggebender Bedeutung ist, möchte ich Ihnen doch kurz vom Inhalt dieser Empfehlungen Kenntnis geben, wobei ich besonderen Wert darauf lege, festzustellen, dass damit die materiellen Forderungen der sozialdemokratischen Motion, wie sie heute von Herrn Kollega Haegeli dargelegt worden sind, vollinhaltlich übernommen wurden. Durch die Vertreter der vorhin genannten Organisationen wurde folgendes festgehalten:

Durch die immer weitergehende gesetzliche Regelung von Arbeitsbedingungen werden der bewährte Grundsatz der Gespräche unter den Sozialpartnern und die daraus folgenden vertraglichen Abmachungen mehr und mehr in Frage ge-

stellt. Die Paritätische Kommission des Grundsatzabkommens empfiehlt deshalb, im Kanton Bern anstelle einer neuen gesetzlichen Ferienregelung an der bisherigen vertraglichen festzuhalten, womit den besonderen Verhältnissen besser Rechnung getragen werden kann. Sie vertritt vor allem die Auffassung, dass die Betriebstreue in der Festsetzung angemessen berücksichtigt werden soll. Allen Arbeitnehmern sollen spätestens nach fünfjähriger Dienstdauer beim gleichen Arbeitgeber drei Wochen bezahlte Ferien gewährt werden. Sie hofft, dass diese Empfehlung sowohl beim Abschluss individueller Dienstverträge wie in den Gesamtarbeitsverträgen berücksichtigt wird.

Ich möchte immerhin feststellen, dass dieses bedeutende Dokument unter anderem auch die Unterschrift des Präsidenten des Kaufmännischen Vereins, der gleichzeitig Präsident der Sozialdemokratischen Partei des Kantons Bern ist, Herrn Nationalrat Tschäppät, trägt. Einem sukzessiven Ausbau in Richtung auf eine Ferienverlängerung für alte, bewährte Mitarbeiter sind damit alle Möglichkeiten offengelassen. Ich glaube, es erübrigt sich hier, dass ich mich mit den Gewerkschaftsvertretern in eine Diskussion über die grundsätzlichen Probleme unserer schweizerischen Vertragspolitik einlasse, denn wir wissen uns in bezug auf das Prinzip in jedem Belange absolut einig. Unsere Meinungen gehen allerdings auseinander in bezug auf ihre, allzu rasche, Bereitschaft, bei jeder Gelegenheit den Staat für eine unnötige und unzweckmässige Erteilung von Nachhilfestunden zu Hilfe zu rufen. Ich glaube, die Gewerkschaftsbewegung und ihre verantwortungsbewussten Spitzenfunktionäre sollten sich in Zukunft wieder etwas mehr auf ihre eigene Kraft besinnen und vielleicht auch eine etwas genauere Interessenabgrenzung zwischen ihren Zielen und den Ideologien der Sozialdemokratischen Partei durchführen, damit es nicht immer wieder vorkommt, wie wir es jetzt wiederum erleben, dass unter dem Druck von Parteiinteressen die Gewerkschaftsvertreter hier im Rate zu einer Stellungnahme gezwungen werden, die weder ihrer inneren Überzeugung noch dem Interesse ihrer gewerkschaftlichen Bewegung entspricht und im Grunde genommen sowohl die Gewerkschaftsbewegung wie die Arbeiterorganisationen schwächt.

Mit dieser grundsätzlichen Standortbestimmung lehnen wir sowohl die Motion Gassmann wie das Postulat der sozialdemokratischen Fraktion ab, da wir überzeugt sind, dass wir selber ohne Staatsintervention mit den Gewerkschaften in der Lage sind, vernünftige Lösungen zu treffen, die aber auch wirtschaftlich vertretbar sind.

Nun noch ein Wort zum Postulat Haegeli. Hier ist unsere Begründung etwas differenzierter. Nachdem ich vorhin die grundsätzliche Stellungnahme unserer Fraktion zur Frage «Gesetz oder Vertrag» dargelegt habe, kann ich mich hier kurz fassen.

Ich möchte lediglich erklären, dass uns auch das Postulat der sozialdemokratischen Fraktion nicht in unser Konzept zum Problem der Gespräche unter Sozialpartnern passt. Seit vielen Monaten führen wir mit den Gewerkschaften Gespräche über eine vernünftige vertragliche Ferienregelung in unserem Kanton. Ich darf feststellen, dass diese Gespräche im Geiste der gegenseitigen Verständigungsbereitschaft verliefen und dass als Resultat der direkten Kontaktnahme an vielen Orten erfreuliche Fortschritte erzielt wurden und neue, vertragliche Vereinbarungen über die Ferienfrage abgeschlossen werden konnten.

Wir wissen aber auch, dass wir noch nicht alle Kreise erfasst haben und es immer wieder Arbeitgeber gibt, die direkte Verhandlungen ablehnen, dass es aber vor allem gerade die christlich-sozialen Gewerkschaften waren, die uns durch ihre verständnislose Haltung in der Grundsatzfrage «Vertrag oder Gesetz» unnötige Schwierigkeiten machten.

Ich darf hier einmal mehr erklären, dass sowohl von den Arbeitgeberverbänden wie vom Gewerbeverband der Wille und die Bereitschaft bestehen, nach neuen Wegen zu suchen, um den Staat nicht mit einer Aufgabe zu betrauen, die er ganz einfach nicht so befriedigend lösen kann, wie dies bei gegenseitigen Vereinbarungen möglich ist.

Wir können uns deshalb auch für das Postulat der sozialdemokratischen Fraktion nicht begeistern, obschon wir wissen, dass wahrscheinlich parteipraktische Überlegungen eine grosse Rolle gespielt haben. Wir müssen es ablehnen, da es in seinen materiellen Punkten bereits zum Teil erfüllt ist oder auf dem besten Wege ist, realisiert zu werden. Die formellen Auswirkungen sind aber so, dass dadurch unser bewährter Weg verlassen wird und wir aus rein parteitaktischen Überlegungen der Sozialdemokraten nicht Hand bieten können zu einem Balanceakt zwischen Vertrag und Gesetz.

Unsere Stellungnahme beruht aber vor allem auch auf der gewerkschaftlichen Erklärung und der Bereitschaft der Arbeitgeber, dass beide Teile gewillt sind, bevor der Staat mit einem neuen Feriengesetz eingreifen soll, alle Möglichkeiten der vertraglichen Vereinbarungen auszuschöpfen, was bis heute noch nicht der Fall ist.

Im Namen der freisinnigen Fraktion stelle ich deshalb den Antrag, sowohl die Motion Gassmann wie das Postulat der sozialdemokratischen Fraktion im Sinne einer klaren Standortbestimmung in bezug auf die Frage «Gesetz oder Vertrag» abzulehnen.

Blaser (Zäziwil). Die BGB-Fraktion hat gestern zu beiden Motionen eingehend Stellung genommen. Sie kam zum Entschluss, beide Vorstösse aus grundsätzlichen Erwägungen abzulehnen. Unsere Fraktion ist mit den Wirtschaftsverbänden der Ansicht, dass die Ferienregelung auf dem Boden des Vertrages, das heisst in freier Vereinbarung zwischen den Sozialpartnern, gelöst werden soll. Wir dürfen ja feststellen, dass die Ferienfrage nach dem heutigen Kompetenzbereich mit der sozialen Entwicklung Schritt hält und nicht auf dem Minimum des Obligationenrechtes zurückgeblieben ist. Über die Verträge stehen heute viele Arbeitnehmerkategorien im Genuss von sogar vier Wochen Ferien. Die gespannten Verhältnisse auf dem Arbeitsmarkt haben in den letzten Jahren auch mit den letzten rückständigen Dienstverhältnissen aufgeräumt. Es besteht deshalb in keiner Weise die Notwendigkeit zu einer gesetzlichen Regelung. Mit einem Feriengesetz würde eines der letzten Aktionsfelder, welche die Sozialpartner noch einigermassen frei be-

ackern dürfen, aufgegeben. Nachdem die Verhandlungsmargen über das neue Arbeitsgesetz und über viele andere öffentliche Erlasse ohnehin auf ein Minimum zusammengedrängt worden sind, sollte doch wenigstens bei der Ferienfrage noch ein möglichst grosser Rest frei bleiben. An einer möglichst grossen Verhandlungsmarge sind nämlich nicht nur die Arbeitgeber, sondern auch die Gewerkschaften und die übrigen Arbeitnehmerorganisationen interessiert. Je mehr das Dienstverhältnis öffentlich reglementiert wird, desto weniger Positives werden die Arbeitnehmerorganisationen aus den Verhandlungen mit den Sozialpartnern heimbringen können und umso mehr wird man nachher an ihrer Existenzberechtigung zweifeln. Das ist ja mit ein Grund, warum die Gewerkschaften selber dem Vertrag im Prinzip den Vorzug geben.

Die vertragliche Regelung hat aber auch volkswirtschaftlich gesehen ihre Vorteile, indem das Leistungsprinzip weit besser gewahrt werden kann als über das Gesetz. Es ist doch erfreulich, dass die Arbeitnehmer selber je länger desto deutlicher verlangen, dass nicht einfach die Präsenz oder der Diensteintritt, sondern vielmehr die effektive Leistung lohn- und ferienmässig honoriert werden soll. Mit einer gesetzlichen Gleichmacherei wird diesem Wunsch nicht Rechnung getragen. Es ist auch daran zu denken, dass, wenn die Arbeitgeber zu einem Feriengesetz verpflichtet werden, das diktierte Ferienminimum je länger desto mehr zu einem Maximum wird, und viele Arbeitnehmer werden damit geschädigt. Ein Feriengesetz muss automatisch zu einer Nivellierung führen, auch wenn gewisse Abstufungen statuiert werden. Ich weiss, dass verschiedene Gewerkschafter mit mir genau gleicher Meinung sind. Mit der Motion Gassmann sind sie aber in einen politischen Konflikt hineingezogen worden. Die sozialdemokratische Fraktion hat mit der gemilderten Motion Haegeli einen Ausweg gesucht, der nach unserer Auffassung keine Lösung bringt. Wenn die Sozialpartner dem Vertrag in der Ferienfrage den Vorzug geben, ist es nicht nur konsequent, sondern auch ehrlich, wenn die Motion Haegeli auch als Postulat abgelehnt wird. Wir dürfen uns nicht der Illusion hingeben, dass mit der Annahme eines Postulates, mit dem ja die Regierung nichts anfangen kann, eine Initiative etwa verhindert werden könnte. Es ist so, dass eine Ferieninitiative schon lange herumspukt. Ich bin überzeugt, dass sie früher oder später kommen wird, muss aber sagen, dass ich sie nicht scheue, wenn man auf allen Bänken, losgelöst von rein parteipolitischen Überlegungen, den Mut aufbringt, die vertragliche Regelung zu verteidigen, die den Arbeitnehmern mindestens soviel bringt, wenn nicht mehr, und die auf jeden Fall gerechter und volkswirtschaftlich sinnvoller ist. Unsere Fraktion begrüsst es, wenn sich die Sozialpartner weiter zusammenfinden und das Problem gründlich behandeln. Ich bin sicher, dass auf diesem Wege allfällige Lücken, die noch bestehen, geschlossen werden können und dass jedenfalls für die Zukunft sich auf diesem Wege, sozial und wirtschaftlich gesehen, gerechtere Lösungen finden lassen.

Mischler. Zu allererst möchte ich für das Verständnis, das man hier dem Gesamtarbeitsvertrag gegenüber zum Ausdruck bringt, danken. Es ist fast rührend, wie man sich hier für den Vertragsgedanken ausgesprochen hat.

Ich glaube, ich brauche vor dem Grossen Rat kein Bekenntnis mehr abzulegen, auf welcher Seite ich stehe. Wir haben uns hier manches Mal auseinandergesetzt. Sie kennen meine Auffassung ganz genau. Sie kennen auch die Auffassung des bernischen Gewerkschaftskartells, aber auch die Auffassung weiter Kreise der sozialdemokratischen Partei. Ich bin ein absoluter Befürworter des Gesamtarbeitsvertrages dort, wo es darum geht, die Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Privatwirtschaft zu regeln. Ich möchte hier aber einmal mit aller Deutlichkeit erklären, dass es Sachen gibt, die man über den Gesamtarbeitsvertrag nicht regeln kann. Darum haben wir in den Gewerkschaften den Grundsatz aufgestellt «Gesetz und Gesamtarbeitsvertrag». Ich betone jedoch nochmals, dass wir für die Regelung der Lohn- und Arbeitsbedingungen in der Privatwirtschaft die gesamtarbeitsvertragliche Regelung vorziehen.

Politik ist die Kunst des Möglichen. Wenn die Sozialpartner unter sich wären, könnte man das, was heute morgen gesagt worden ist, vollständig unterstreichen, wobei ich allerdings darauf aufmerksam machen muss, dass bei den Verhandlungen über den Gesamtarbeitsvertrag nicht in einer Art und Weise gebremst werden darf, dass man schlussendlich in Schwierigkeiten gerät, wenn auf der andern Seite politische Vorstösse kommen. Wir wären natürlich bedeutend günstiger dagestanden in bezug auf die Auseinandersetzung «Gesetz oder Vertrag», wenn da und dort die vertraglichen Lösungen etwas fortschrittlicher wären, als das heute der Fall ist. Ich möchte damit nicht sagen, dass wir jetzt unbedingt den Gesetzgeber als Hilfeleister in Anspruch nehmen wollen. Ich will damit nur sagen, dass wir beispielsweise im metallverarbeitenden Gewerbe und an anderen Orten seit Jahren darüber diskutieren, ob es nicht auch dort an der Zeit wäre, um das hier als Beispiel zu nennen, für alte, treue Arbeiter die vierte Ferienwoche zu realisieren, wie das in der Industrie weitgehend der Fall ist. Damit habe ich angetönt, worum es eigentlich bei dieser Auseinandersetzung geht. Man kann das Postulat der sozialdemokratischen Fraktion und die Motion Gassmann nicht in den gleichen Kübel werfen. Es besteht ein ganz wesentlicher Unterschied, da die in ein Postulat umgewandelte Motion unserer Fraktion ganz einfach den Verhandlungen, wie wir sie jetzt gepflogen haben, nicht zuwiderläuft. Herr Kollega Winzenried hat darauf aufmerksam gemacht, er bedaure ausserordentlich, dass die Gewerkschaften so schnell bereit seien, einfach in die Politik einzulenken und dann gewissermassen mit «schitteren» Knien daherkämen und nicht mehr wüssten, wo sie stünden. Von mir aus betrachtet zur Rechten, also die Linken, werden es bestätigen, dass der Sprechende bei den Auseinandersetzungen mutig dagestanden ist. Wenn wir diesbezüglich nicht miteinander gesprochen hätten, würden wir heute nicht über eine Motion und ein Postulat diskutieren, sondern dann hätten wir eine Ferieninitiative. Man hat nämlich am Parteitag der Sozialdemokratischen Partei ganz einfach den Antrag gestellt, man möchte nun eine Initiative lancieren, die drei Wochen Ferien für alle verlangt. Uns geht es nicht um drei Wochen Ferien

für alle, sondern um eine gestaffelte Ferienregelung, die im Endeffekt etwa so aussehen sollte wie diejenige, die wir heute in der Uhrenindustrie haben. Es ist ganz selbstverständlich, dass beispielsweise im Jura, wo die Uhrenindustrie und die Maschinen- und Metallindustrie beheimatet ist, die Leute Vergleiche ziehen zwischen den Regelungen in den beiden Industriegruppen und sich dann sagen: Das kann doch nicht weiterhin so andauern, wir müssen eine richtige Ordnung treffen. – Es ist ausserordentlich schwierig, dem einfachen Arbeiter alle diese Zusammenhänge darzulegen, da es für ihn letzten Endes darum geht, auf welche Art er zu dem kommt, was er als angemessen betrachtet. Als dieser Vorstoss am sozialdemokratischen Parteitag eingereicht wurde, gab die Parteileitung zur Antwort: Wir werden mit den Gewerkschaften zusammensitzen und prüfen, was diesbezüglich getan werden kann. – Nicht nur die Parteileitung und die Gewerkschaften sind zusammengekommen, sondern wir haben auch Kontakt mit den Arbeitgebern aufgenommen und die Verhandlungen weitergeführt. Ich kann mich noch gut erinnern, wie ein Vertreter der Arbeitgeber erklärt hat: Meine Herren von den Gewerkschaften, wir lassen uns jetzt nicht unter Druck setzen, dass von politischer Seite Vorstösse unternommen werden. Unter dem Druck politischer Vorstösse könnten wir nicht so gut miteinander verhandeln. – Es gab dann Gott sei Dank andere Kreise, die der Ansicht waren, auf diese Weise könne man die Angelegenheit nicht abtun, man müsse vielmehr miteinander reden. Es ist richtig, wie Herr Kollega Winzenried bemerkte, dass man einige Fortschritte erzielt hat. Im Gewerbe und in der Industrie liegen aber die Verhältnisse anders als in bezug auf den Kaufmännischen Verein, da wir einige Schwierigkeiten bekommen hinsichtlich des Geltungsbereichs bestehender Gesamtarbeitsverträge. Hier werden wir noch eine Lösung suchen müssen.

Dann kam der zweite Parteitag vor den Nationalratswahlen. Böse Zungen haben sogar behauptet, wir hätten dort in bezug auf die Ferienfrage ein Zugeständnis gemacht. In der Propaganda zu den Nationalratswahlen haben wir überhaupt nichts über die Ferienregelung gesagt. Wir hatten das auch nicht notwendig. Wir sind aber nochmals zusammengesessen und haben uns gefragt: Was wollen wir jetzt in dieser Angelegenheit tun? Der politische Vorstoss kommt, es muss deshalb irgendetwas gehen. – Daraufhin ist unsere Motion entstanden, die der vertraglichen Regelung in keiner Art und Weise zuwiderläuft. Sie enthält ungefähr das, was wir mit den Arbeitgebern gegenwärtig diskutieren.

Herrn Kollega Blaser möchte ich sagen, dass ich es nicht glauben kann, dass die gesamte BGB-Fraktion das Postulat ablehnt. Ich wäre zum mindesten dankbar gewesen, wenn er gesagt hätte, die BGB-Fraktion habe mehrheitlich diesen Standpunkt vertreten. Wenn Sie das Postulat ablehnen, werden Sie den extremen Kreisen in dieser Angelegenheit den allerbesten Dienst erweisen, da dann nämlich nicht die Leute, die mit extremen Lösungen kommen, gezüchtigt werden, sondern die Gewerkschaften. Sie werden dann genau das Gegenteil dessen erreichen, was Sie anstreben. Wir wollen mit unserem Postulat den politischen Vorstoss in einen Kanal leiten, der uns die gleiche Beweglichkeit lässt, wie das vorher der Fall war in bezug auf die Gespräche, die wir mit den Arbeitgebern führen. Ich möchte Sie dringend bitten: Lehnen Sie das Postulat nicht ab, tun Sie uns das nicht an, nachdem wir in harter Arbeit versucht haben, den Vertragsgedanken so gut als möglich zu retten! Wenn Herr Regierungsrat Tschumi sagt, er wisse noch nicht genau, wie man den Weg finden werde, so wollen wir ihm dabei bestimmt mithelfen. Das wird gar nicht schwierig sein. Wir sind ja im Kanton Bern in dieser Beziehung nicht die ersten. Durch die Annahme unseres Postulates kann aber vielleicht verhindert werden, was in anderen Kantonen eingetreten ist, wo man nachher über die Initiative den Slogan «3 Wochen Ferien für alle» akzeptiert und damit den Gewerkschaften die Möglichkeit genommen hat, für die alten, treuen Arbeitskräfte die vierte Ferienwoche zu realisieren.

Wir stehen gegenwärtig in Bern, Thun und Biel vor den Vertragsabschlüssen. Die Arbeitgeber sind bereit, diesen Wünschen einigermassen zu entsprechen. In den Verträgen steht aber der Vorbehalt: Wenn die Ferieninitiative kommen sollte, wird die vierte Ferienwoche wieder hinfällig. – Nun sagt man, die Initiative werde trotzdem kommen. Es besteht aber ein Unterschied, ob man uns zwingt, in diesen politischen Weg einzuspuren. Unsere Leute würden sich in dem Moment ganz einfach sagen: Jetzt hat der Rat nicht einmal mehr das abgewogene Postulat entgegengenommen, somit haben wir keine andere Möglichkeit, als den Weg der Initiative zu beschreiten. – Dann gibt es eine vollständig andere Ausgangsbasis in bezug auf die Initiative, als dies der Fall sein wird, wenn Sie das Postulat annehmen, das den vertraglichen Verhandlungen in keiner Art und Weise zuwiderläuft.

Das sind einige Ausführungen zu diesem Thema. Ich bitte Sie dringend: Helfen Sie mit, das zu retten, was noch zu retten ist! – Ich betone nochmals, dass unser Postulat den Vertragsgedanken nicht stört. Ich ersuche Sie deshalb, ihm zuzustimmen.

Herrn Kollega Winzenried möchte ich noch sagen: Soweit werden wir nicht gehen, dass wir etwa anfangen wollten, in den Räten über die Lohnfrage in der Privatwirtschaft zu diskutieren. Da kennen wir sowohl die kantonalen Parlamente wie das eidgenössische Parlament zu gut. Ich glaube, darüber brauchen wir auch keine weiteren Worte zu verlieren. Wir sind uns aber alle zusammen einig, dass wir zum Gesamtarbeitsvertrag Sorge tragen müssen; denn der Gesamtarbeitsvertrag ist für die schweizerische Wirtschaft von ausserordentlich grosser Bedeutung. Wenn Sie jedoch das Postulat ablehnen, erreichen Sie genau das Gegenteil. Das Postulat bringt uns die Möglichkeit, weiterzuverhandeln, auch wenn politische Vorstösse kommen sollten.

Schädelin. Ich komme hierher mit zwei Fragen und aus einer gewissen Sorge um das Postulat.

Es ist eine Motion Haegeli eingereicht worden, die eine Gesetzesvorlage verlangt. Herr Regierungsrat Tschumi hat die Schwierigkeiten und Vorbehalte gegenüber gesetzlichen Lösungen dargelegt und nachher erklärt, als Postulat könne er die Motion entgegennehmen. Dann kam der verwunderliche Schluss, dass der Regierungsrat einer

gesamtarbeitsvertraglichen Lösung den Vorzug gebe und im übrigen nicht wisse, wie vorzugehen sei. Bedeutet das nicht mit anderen Worten, dass der Regierungsrat die Motion nur deshalb als Postulat entgegennimmt, weil ein Postulat die Regierung zu nichts mehr verpflichtet, so dass der ganze Vorstoss, über den jetzt so grundsätzlich gesprochen wird, einfach in die Luft verflattert, wie dies schon mit manchem Postulat geschehen ist? Meine Sorge ist somit, der parlamentarische Vorstoss «Postulat» könnte von Jahr zu Jahr mehr abgewertet werden, da man weiss, als Postulat kann man die Frage nachher liegen lassen. Das ist denn auch der Grund, warum mancher Motionär in diesem Rate an einer unhaltbaren Motion festhalten muss. Er weiss, dass sein Anliegen als Postulat nachher einfach verloren geht.

Die Sorge um das Gewicht dieses parlamentarischen Vorstosses veranlasst mich zu einer Doppelfrage, nämlich zur Frage an die Sozialdemokraten, ob sie von der Antwort, man gebe der gesamtarbeitsvertraglichen Lösung den Vorzug, befriedigt sein können und sich nicht sagen müssen, das sei ja ein Schlag in die Luft gewesen, und umgekehrt zur Frage an die Regierung, was sie eigentlich tun will, wenn das Postulat angenommen wird. Wir haben die Äusserung gehört, dass offenbar doch nur gesamtarbeitsvertragliche Lösungen in Betracht gezogen werden. Das entspräche aber im Grunde einer Ablehnung von Motion und Postulat.

Villard. J'ai suivi ces débats avec beaucoup d'intérêt. Je partage entièrement le point de vue exprimé par notre collègue, M. Schädelin, que je remercie pour ce qu'il vient de dire pour clarifier une situation qui est parfois difficile à comprendre, puisque très souvent on cherche à opposer la voie contractuelle à l'inscription dans la loi. Lorsque des progrès ont été acquis, il est bon qu'ils soient inscrits de façon claire et nette dans une loi. Il s'agit, me semble-t-il, d'une question d'équité pour les travailleurs. On nous dit qu'ils sont peu nombreux, mais il en est qui ne bénéficient pas toujours des progrès réalisés par une branche ou par l'autre sous l'impulsion des syndicats. Je donne mon approbation à la motion de M. Gassmann, parce qu'elle a le mérite de la clarté, de l'équité; 3 semaines de vacances obligatoires pour tous, ce qui ne veut pas dire que les travailleurs âgés n'auraient pas droit à une 4ème semaine de vacances.

On oublie un autre problème très important. C'est celui des jeunes. Les jeunes apprentis, les jeunes travailleurs, qui sont encore en âge de croissance, de développement physique, n'ont-ils pas besoin, au rythme où se passe souvent le travail aujourd'hui dans les usines, de ces 3 semaines de vacances qui me paraissent – évidemment j'appartiens à une profession favorisée dans ce domaine – un très strict minimum? Il nous faudrait entendre à ce sujet l'avis des gens les plus qualifiés, c'est-à-dire des médecins. Je crois qu'ils vous diraient sans autre que, non pas 3 semaines, mais un minimum d'un mois de vacances est une nécessité absolue de nos jours.

Un de nos collègues m'a presque arraché des larmes lorsqu'il a lancé un appel à ceux qui se préparent à rejeter la motion de M. Gassmann et qui ont promis aussi de rejeter le postulat du groupe socialiste.

Je salue cette amélioration des relations dont témoigne un appel aussi chaleureux, mais cela n'a pas toujours été ainsi. Je me rappelle de l'exemple de mon père qui dut quitter son syndicat sous la pression patronale, pour avoir les quelques petits sous d'augmentation nécessaires pour élever sa famille. Si les relations sont meilleures aujourd'hui, il faut s'en réjouir, mais il ne faudrait pas oublier la nécessité d'une lutte énergique.

Quant à moi, je voterai la motion Gassmann que j'approuve pour le besoin d'équité dont elle témoigne à l'égard des jeunes que nous oublions. Si cette motion est repoussée, je voterai aussi le postulat du groupe socialiste.

Hirt (Utzenstorf). Ich bin hierher gekommen, um einige grundsätzliche Überlegungen anzubringen.

Es verhält sich schon so, dass die BGB-Fraktion, Herr Kollege Mischler, praktisch einstimmig zum Schluss gekommen ist, sowohl die Motion wie das Postulat abzulehnen, und zwar entgegen der Bereitschaft des Herrn Volkswirtschaftsdirektors, das Postulat als solches anzunehmen. Wir haben nämlich gefunden, es sei ehrlicher, wenn man beides ablehne, nachdem man zum Schluss kam, dass man dem Vertragsgedanken so oder so den Vorzug gibt. Wenn man den Vertragsgedanken vorzieht, muss man auch konsequent sein und beides ablehnen, selbst im Bewusstsein, dass eine Initiative kommt. Gerade weil wir glauben, dass eine Initiative kommen wird, ist es sauberer, wenn wir nachher sagen können: Wir sind berechtigt, gegen die Initiative anzutreten, wir haben nämlich schon das Postulat abgelehnt, von der Motion gar nicht zu reden. – Dadurch ergibt sich eine viel sauberere Linie. Es liegt auf der Hand, dass man nun aus solchen Fragen ein Politikum macht. Das war nicht von den Gewerkschaften so gewollt, sondern das hat sich durch die Motion Gassmann aus der Situation einfach ergeben. Das verstehen wir gut. Wir sind aber zum Schluss gekommen, um konsequent zu sein und auch eine zu erwartende Initiative zu bekämpfen, müssten wir jetzt auch zum Postulat nein sagen, so leid es mir persönlich tut. Denn ich weiss, dass die Gewerkschaften sicher im Sinne eines Ausgleichs gearbeitet haben. Ich stehe hier nicht hintan – ich habe das schon einmal getan –, ganz offiziell zu erklären, dass die Gewerkschaftspolitik immerhin dazu geführt hat, dass wir bis heute in der Schweiz von Streiks verschont geblieben sind. Das ist ein kolossales Aktivum, das zwischen den Sozialpartnern zustande gekommen ist und das wir nicht vergessen wollen. Das darf man hier auch wieder einmal sagen. Wenn die BGB-Fraktion zu einer Ablehnung gekommen ist, dann aus den grundsätzlichen Überlegungen, wie ich sie jetzt ausgeführt habe.

Bircher. Man könnte erklären, ich solle mich nicht in diese Diskussion hineinmischen, ich sei jetzt ganz auf der Seite des Staatspersonals. Das wäre die einfachste Lösung. Ich habe aber 28 Jahre lang am Zustandekommen von Gesamtarbeitsverträgen mitgearbeitet, und mindestens 20 Jahre lang haben sie bestanden. Ich habe immerhin in einer Reihe von Branchen den Arbeitsfrieden über 20 Jahre hinaus ausbauen helfen, nebst anderen Kollegen. Wenn nun hier die Verhältnisse so dargestellt werden, als ob man bei einer Annahme

des Postulates die Gesamtarbeitsverträge in Frage stellen würde, so muss ich dazu doch etwas sagen. Gestern hat mich ein bürgerlicher Gymnasiallehrer gefragt: «Wie in Gottes Namen, kommen Sie dazu, nicht einfach für «3 Wochen Ferien für alle» einzustehen? Das ist mir völlig unverständlich. Es ist dies doch das Ferienminimum, das jedermann haben sollte.» Im Volke draussen ist diese Meinung viel verbreiteter als man annimmt. Schlagworte sind immer verständlicher, besonders wenn sie einfach sind, als das komplizierte Uhrwerk, welches das Gesamtarbeitsvertragswesen bildet. Das Gesamtarbeitsvertragswesen hat sich aber auch erst so entwickeln können, nachdem wir gewisse gesetzliche Minimalgrundlagen gelegt hatten, so vor allem in den Wirtschaftsartikeln. Wir mussten ein Fundament haben; dieses hatte vorher nicht bestanden.

Herrn Villard möchte ich sagen, dass die Jugendlichen nach dem Gesetz einen Anspruch auf drei Wochen Ferien haben. Wir haben die Jugendlichen also nicht vergessen.

Wenn man nun sagt, man müsste sowohl die Motion Gassmann wie das Postulat der sozialdemokratischen Fraktion ablehnen, so möchte ich doch versuchen, einen Unterschied aufzuzeigen. Drei Wochen Ferien für alle bedeutet, dass auf Arbeitgeberseite die vierte Ferienwoche nachher nicht mehr diskutiert werden will. Man wird sich ganz einfach sagen: Jetzt ist eine generelle Lösung getroffen worden, die uns keinen Verhandlungsraum mehr lässt, folglich werden wir über die Ferienfrage für einige Zeit auch nicht mehr diskutieren. Was dagegen im jetzigen Postulat vorgeschlagen wird, ist die Schaffung einer Grundlage, die vertraglich in den meisten Fällen ohnehin bereits besteht und die als Fundament zu zementieren wäre, auf der dann die vertraglichen Lösungen weiterentwickelt werden könnten. Ein solches Fundament ist die Voraussetzung für Vertragsverhandlungen. Damit wird dem Vertragsgedanken auch nicht der geringste Abbruch getan. Mit diesem Fundament wird ermöglicht, solchen entgegenzutreten, die eventuell weniger entgegenkommend sein möchten, sobald der Sturm vorüber ist. Ich kann Ihnen sagen, dass ich über 20 Jahre lang erlebt habe, wie die Verhandlungspartner manchmal erklärt haben: Es ist doch nicht notwendig, diese Frage gesetzlich zu regeln. – Hat man sich dann gegen eine gesetzliche Regelung ausgesprochen, so war man nachher in den eigentlichen Verhandlungen nicht mehr bereit, die Konsequenzen zu ziehen und zu zeigen, dass die Frage auf dem Vertragswege ebenso gut geregelt werden kann. Das ist denn auch der Grund, warum die Idee des Gesetzes auf diesem Gebiete noch nicht gestorben ist. Es gibt eben noch Leute, die eine andere Auffassung vertreten, als sie hier Herr Winzenried und Herr Hirt zum Ausdruck gebracht haben, und die keinen Minimalanspruch, wie ihn übrigens das eidgenössische Gesetz vorsieht, anerkennen wollten. Es hindert den Vertragsgedanken nicht, dass jetzt im eidgenössischen Gesetz ein Minimalferienanspruch enthalten ist. Es geht um einen Aufbau auf dem Zementsockel, den das Gesetz darstellt.

Herr Schädelin möchte ich antworten, dass das Postulat uns freie Hand lässt, wo gewisse Mindestnormen fixiert werden sollen, ob in einem selbständigen Gesetz oder in einem Einführungsgesetz oder anderswo, auf die sich dann die Vertragsverhandlungen abstützen könnten. Es ist wichtig, dass wir zu Lösungen kommen, die von allen Kreisen akzeptiert werden können. Es gibt heute viele Leute, die einer einheitlichen gesetzlichen Ferienregelung ohne weiteres zustimmen würden und darin auch keine Gefährdung des Arbeitsfriedens erblicken. Wir leisten dem Arbeitsfrieden jedoch keinen Dienst, wenn wir grundsätzlich zu allem nein sagen; wir würden vielmehr Wasser auf die Mühlen jener leiten, denen am Arbeitsfrieden gar nicht so sehr gelegen ist. Ich bitte Sie daher, es sich nochmals zu überlegen, bevor Sie nein sagen zu einem Postulat, das die Regierung verpflichtet zu prüfen, auf welchem Wege eine minimale Basis zementiert werden könnte, ohne dabei die vertragliche Entwicklung zu stören.

Schwander. Sie kennen vielleicht den Bericht, der von einer Studiengruppe der Uhrenindustrie herausgegeben worden ist und worin die Zukunft studiert wird. Die Studiengruppe bestand aus dem ehemaligen Minister Gérard Bauer, sodann aus dem Direktor des Observatoriums Neuenburg und aus Direktoren der Uhren- und der Maschinenindustrie. Ferner gehörten dieser Studiengruppe an: Pierre Götschin, Professor an der Universität Lausanne, Max Petitpierre, alt Bundesrat, und Leute von Banken usw. Die Studiengruppe hat versucht, die Zukunft zu erforschen. Ich möchte das Büchlein, herausgegeben von der FH (Fédération Horlogère), Ihnen allen als Kopfkissenlektüre empfehlen. In dieser Broschüre heisst es zum Beispiel über die Zukunft der Freizeitgestaltung: «1985 oder auch schon früher werden die 40-Stunden-Woche und jährliche Ferien von mindestens vier Wochen eine normale Erscheinung sein.» Dann heisst es weiter – dies ist vielleicht schon etwas dicke Post –, für ein späteres Stadium seien vorgesehen 30 Stunden pro Woche, 40 Wochen pro Jahr und 35 Arbeitsjahre im Leben. Freizeit werde resultieren aus kürzeren Arbeitstagen, längeren Wochenenden (3 Tage), längeren Ferien (12 Wochen mit Urlaub und Feiertagen) – also jeder sein eigener Lehrer in bezug auf die Ferien! – und einem sogenannten Sabbatjahr (Urlaub während eines ganzen Jahres zum Reisen oder zur Weiterbildung).

Wenn man sieht, wie grosszügig diese Kreise der Uhren- und Maschinenindustrie die Ferien für die Zukunft bemessen, müssen wir uns sagen, dass die beiden Anträge, die hier gestellt worden sind, sehr bescheiden lauten. Ich glaube nicht, dass man dem Grossen Rat den Vorwurf machen könnte, er würde der Zeit vorauseilen und in dieser Sache «jufeln», wenn er den eingereichten Vorstössen zustimme.

Ich habe dies hier vorgebracht, um meine Stellungnahme zu den beiden Vorstössen zu begründen. Ich werde sowohl der Motion Gassmann wie dem Postulat Haegeli zustimmen.

Imboden. Es ist sicher sehr leicht und einfach, aber auch sehr populär, eine Motion auf drei Wochen Ferien für alle einzureichen. Man pickt damit ein Stück aus unserem Sozialdienst heraus, das für die Einreichung einer Motion nicht viel zu tun gibt. Es gäbe Probleme, die bedeutend schwieriger zu lösen sind. Solche Probleme haben auch die Gewerkschaften. Die Gewerkschaften haben die Auf-

gabe, alles im Auge zu behalten und für alles zu sorgen. Sie können nicht nur einen einzigen Stein aus der Krone herauspicken.

Ich möchte anknüpfen an ein Votum, das hier abgegeben worden ist, wonach es der Vater früher sehr schwer gehabt habe. Ich kann mich auch noch an jene Zeiten erinnern. Ich will jetzt nicht darauf zurückkommen und lange davon reden. Ich möchte nur sagen, dass damals weder die Alten noch die Jungen Ferien hatten, und der Lohn war ganz wesentlich kleiner. Man war schon froh, wenn man überhaupt nur arbeiten konnte. Ebenso froh sind wir alle, dass diese Zeiten überwunden sind und wir hoffen sicher alle, dass sie nicht wiederkehren. Wenn wir nun im Ferienwesen etwas ändern, ist es dann notwendig, dass wir gleich 3 Wochen Ferien für alle fordern müssen? Könnten wir nicht auch hier vorgehen wie auf den anderen Gebieten unserer Sozialgesetzgebung und unseres Sozialdienstes, wo wir jeweils einen Stein auf den andern tischten? Ich glaube, auch in der Ferienfrage wäre eine solche Lösung angezeigt, und zwar mit gestaffelten Ferien von zwei bis vier Wochen.

Wir haben gehört, dass man einmal auch an die Jungen denken sollte. Ich glaube, dass man an die Jungen denkt, da man ja bei zwei, zum Teil bei drei Wochen Ferien anfängt. Ich möchte hier den Gedanken anknüpfen: Wir wollen auch an die Alten denken, die früher keine Ferien hatten und in der heutigen Arbeitshetze eine Erholung mindestens so notwendig haben wie die Jungen.

Ich möchte Sie also bitten, dem Postulat zuzustimmen, damit die Leute, die befürchten, man komme auf dem Wege des Gesamtarbeitsvertrages nicht vorwärts, mindestens eine gewisse Sicherung erhalten.

Wisard. Le débat que nous avons eu a été des plus intéressants. On ne peut que se féliciter de l'égard que le patronat a vis-à-vis des syndicats. Ceci est réjouissant. Mais un petit fait a été soulevé par plusieurs orateurs. Il semble que la solution la plus simple serait de donner 3 semaines à tout le monde. Alors, pourquoi faire compliqué puisque l'on peut faire simple? C'est pour cette raison que j'appuie la motion Gassmann.

Le Président. Je n'ai plus d'orateurs sur ma liste. Je donne cependant la parole à M. Mischler qui veut donner une réponse précise.

Mischler. Ich bin Herrn Kollega Schädelin noch eine Antwort schuldig. Wenn er fragt, wie wir es eigentlich mit unserem Postulat meinten, kann ich ihm sagen: Von unserer Seite aus ist es ernst. Wir haben nicht die Absicht, irgendwie Theater zu spielen. Wenn unsere Fraktion der Umwandlung der Motion in ein Postulat zugestimmt hat, dann auf Grund von zwei Überlegungen: Vorerst ist zu berücksichtigen, dass der zweite Teil der Motion an und für sich schon Postulatscharakter hat, indem dort steht: «Folgende Regelung des Ferienanspruches ist anzustreben.» Damit haben wir die Möglichkeit offen lassen wollen, in den Verhandlungen über die Aufstellung der Normen darüber zu diskutieren. Ferner haben wir gesehen, dass es zu berücksichtigen gilt, dass die Ferien in der Landwirtschaft durch Normalarbeitsvertrag geregelt sind. Hätte man keine Umwandlung vorgenommen, wäre der Eindruck entstanden, man wolle tel quel eine Lösung, die für alle Gültigkeit habe. Ich glaube jedoch, dass es notwendig ist, in den Verhandlungen beispielsweise auf die Verhältnisse in der Landwirtschaft Rücksicht zu nehmen. Aus diesem Grunde haben wir der Umwandlung der Motion in ein Postulat zugestimmt.

Grundsätzlich möchte ich nochmals betonen: Wenn Sie den Gewerkschaften für das, was sie bisher geleistet haben, danken wollen – ich glaube, Sie haben diesbezüglich einen Dank verdient –, müssen Sie dem Postulat zustimmen, um die Gewerkschaften nicht in die dümmste Situation hineinzumanövrieren, die entstehen könnte.

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Herr Grossrat Schädelin hat mich gefragt, was ich mit dem Postulat anfangen würde, falls es überwiesen werden sollte. Ich kann ihm folgendes antworten: Wenn das Postulat angenommen wird, behandle ich es als Postulat. Ich habe im Sinn, die Sozialpartner zu einer Besprechung einzuberufen, um mit ihnen auf Grund der heutigen Diskussion die Frage zu erörtern. Zu welchen Ergebnissen wir kämen, weiss ich nicht. Auf alle Fälle würde ich etwas tun.

Abstimmung

Für Annahme der Motion Gassmann	19 Stimmen
Dagegen	110 Stimmen

Für Annahme des Postulates Haegeli (Tramelan)	79 Stimmen
Dagegen	61 Stimmen

Interpellation des Herrn Grossrat Kopp — Sozialer Wohnungsbau

(Siehe Seite 591 hievor)

Kopp. Wohnbaufragen sind immer aktuell. Sie gehen jeden Bürger etwas an. An öffentlichen Vorträgen und in Zeitungen, an Parteiversammlungen und in Wahlprogrammen spielen sie regelmässig eine grosse Rolle. Wohnungsfragen sind aber auch lebenswichtig für die Alten, die Invaliden, kinderreiche Familien, für eine gewisse Schicht der Bevölkerung, für Neuvermählte.

Zweck meiner Interpellation ist es aber nicht, das Gesamtproblem des Wohnungsbaus, speziell des sozialen Wohnungsbaues, aufzurollen. Meine Ziele sind viel bescheidener. Ich möchte nur einen einzelnen Punkt einer Abklärung entgegenführen. Es betrifft, wie aus dem Text der Interpellation hervorgeht, die Beiträge der Gemeinden an die im eidgenössischen Gesetz vorgesehene Zinsverbilligung. Das ist allerdings ein wesentlicher Punkt.

An und für sich besitzen wir in diesem eidgenössischen Gesetz ein ausgezeichnetes Mittel, den sozialen Wohnungsbau zu fördern. Es sichert den Bauwilligen von Bund, Kanton und Gemeinden Zinszuschüsse im Ausmass von 2 Prozent an die Gesamtinvestitionen zu, für Alters- und Invalidenwohnungen sogar Zinszuschüsse von 3 Prozent,

was sehr zu begrüssen ist. Damit sind aber gewisse Mängel verbunden, auf die ich jetzt zu sprechen komme. Nicht umsonst sind ja auch im Grossen Rate immer wieder Diskussionen geführt worden über die Anwendung des Gesetzes und des kantonalbernischen Volksbeschlusses. Das ist um so erstaunlicher, als ja die nötigen Kredite auf Bundes- und Kantonsebene nur darauf warten, eingesetzt zu werden. Sie werden in höchst bescheidener Weise beansprucht.

Der frühere Volkswirtschaftsdirektor des Kantons Bern, Herr Bundesrat Gnägi, hat bei solchen Diskussionen jeweils hier im Saale die Hände verworfen und gerufen: Macht um Gottes Willen etwas, mobilisiert die Gemeinden, nützt die Möglichkeiten aus, beansprucht die Kredite! – Aber eben gerade an den Gemeinden fehlt es oft. Was geschieht, wenn einem kleineren oder grösseren Bauvorhaben, dem vom Bund aus freie Fahrt gewährt wird, in der Gemeinde Schwierigkeiten gemacht werden? Das ist die Kernfrage meines Vorstosses.

Es ist einigermassen begreiflich, dass eine Gemeinde, die auf 20 Jahre hinaus bis zu einem Prozent oder mehr an die Gesamtinvestitionen eines grossen Wohnbaues bezahlen soll, nicht unbesehen alles hinnehmen will, was geplant wird. Es werden Befürchtungen geäussert, es könnten unerwünschte ortsfremde Elemente in grosser Zahl in die Gemeinde ziehen. Ferner wird befürchtet, dass einzelne Mieter armengenössig werden und die Gemeinde in einem späteren Zeitpunkt belasten könnten, was aber hinfällig wird, seitdem wir im Kanton Bern in der sozialen Fürsorge den Lastenausgleich kennen und nur die Gesamtheit der Gemeinden belastet wird. Solche Befürchtungen bei den Gemeindebehörden könnten gelegentlich einem noch so schönen Projekt zum Verhängnis werden. Es schwebt mir bei meiner Interpellation etwas vor, das nebenbei auch wesentliche gesundheitliche Ziele verfolgt.

Deshalb richte ich die Frage an den Volkswirtschaftsdirektor, inwieweit eine Gemeinde dazu verhalten werden kann, ihre gesetzlichen Beiträge zu leisten, wenn alle Voraussetzungen für die Ausführung eines Bauprojektes vorhanden sind: Ausgewiesenes Bedürfnis, Bauland, ausführungsreife Pläne, Kapitalbeschaffung.

Die gesetzlichen Grundlagen scheinen durchaus dafür zu sprechen, dass sich eine Gemeinde ihrer Pflicht nicht entziehen kann. Der Artikel 4 des kantonalbernischen Volksbeschlusses lautet: «Die Gemeinde des Bauortes hat sich an den kantonalen Zinszuschüssen durch Übernahme eines Anteils von 30 bis 60 Prozent zu beteiligen.» Der bernische Stimmbürger, der dem Volksbeschluss vom 17. April 1966 über die Bereitstellung finanzieller Mittel zur Förderung des Wohnungsbaues zugestimmt hat, war sicher der Meinung, dass mit dem Artikel 4 alles klar geordnet sei. Er könnte es nicht verstehen, wenn durch Interpretation eine anscheinend durchaus klare, gesetzliche Bestimmung umgangen würde.

Sollte aber einer Gemeinde ausgewiesenermassen nicht zugemutet werden können, grössere Zinszuschüsse auf längere Zeit zu gewähren, so entsteht die weitere Frage, ob nicht der Kanton in diesem Falle in die Bresche springen müsste. Der Artikel 3 Absatz 3 des erwähnten Volksbeschlusses bestimmt: «Die Zuschüsse werden zu einem Drittel vom Bund und zu zwei Dritteln vom Kanton übernommen. Die kantonale Leistung setzt in jedem Einzelfalle die Zusicherung von Bundeshilfe voraus.» Man könnte aus diesem Text herauslesen, dass der Bundeszuschuss regulär gewährt wird, wenn die Bedingungen erfüllt sind, und dass es Sache des Kantons ist, seinen Beitrag mit oder ohne Gemeinde aufzubringen.

Es ist just Gegenstand meiner Interpellation, den Regierungsrat zu einer Stellungnahme in dieser Sache zu bewegen. Es wäre der Sache gedient und würde gewisse Bauinteressenten beruhigen, wenn der Volkswirtschaftsdirektor bereit wäre, bei einer renitenten Gemeinde – entschuldigen Sie diesen Ausdruck – zu intervenieren, um das Funktionieren des Gesetzes zu erreichen. Wäre aber der Regierungsrat der Auffassung, dass es im Belieben der Gemeinde liegt, durch Verweigerung ihres Beitrages an Zinszuschüsse Wohnbauprojekte zu verunmöglichen, so wäre der ganze Volksbeschluss im Grunde genommen eine Farce, und der gutgläubige Stimmbürger müsste sich einmal mehr in aller Form betrogen fühlen.

Müsste sich bedauerlicherweise der Regierungsrat selber angesichts der Gemeindeautonomie geschlagen geben, so ist er doch vielleicht in der Lage, andere Massnahmen vorzuschlagen, um den sozialen Wohnungsbau in solchen Gemeinden zu fördern, eventuell schon dadurch, dass das kantonale Büro, das sich mit dem sozialen Wohnungsbau befasst, angewiesen würde, seine Aufgabe mehr darin zu sehen, Bauinteressenten verständnisvoll beratend beizustehen, statt alle nur möglichen Hindernisse aufzurichten. Es ist wichtig, die zum Glück bei uns auch auf diesem Gebiete noch vorhandene Privatinitiative zu fördern, besonders auch auf dem mir besonders naheliegenden Gebiet des Wohnungsbaues für Alte und Invalide. Auf die Antwort des Regierungsrates bin ich gespannt.

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich muss Herrn Grossrat Kopp schon von Anfang an sagen, dass meine Antwort nicht so ausfallen wird, wie er sie von mir erwartet. Herr Kopp nimmt Bezug auf Ziffer 4 des Volksbeschlusses vom 17. April 1966 über die Bereitstellung finanzieller Mittel zur Förderung des Wohnungsbaues und fragt mich, ob die Bestimmungen über die Beteiligung der Gemeinden am kantonalen Beitrag nicht absolut bindend seien. Der Herr Interpellant sagt sogar, dass, wenn ich heute etwas anderes sage als das, was er, Herr Kopp, als richtig erachtet, die Annahme des Volksbeschlusses eine Farce gewesen sei, da man dem Stimmbürger die Wahrheit vorenthalte. So ungefähr habe ich die Worte von Herrn Kopp aufgefasst. Ich möchte ihn aber darauf aufmerksam machen, dass zu jedem Volksbeschluss auch eine Botschaft verschickt wird. Der Stimmbürger soll nicht nur den Volksbeschluss, sondern auch die Botschaft lesen, wozu sie ja da ist. Auf den Seiten 21 und 22 der damaligen Botschaft, die an das Volk ging, heisst es wörtlich: «Der beiliegende Volksbeschluss beschränkt sich zur Hauptsache auf die Festlegung der vom Staat und den Gemeinden zu erbringenden Leistungen. Da die Bekämpfung der Wohnungsnot in erster Linie eine

kommunale Aufgabe darstellt, wird die Unterstützung nach bisherigem Brauch davon abhängig gemacht, dass sich auch die Gemeinden an den Massnahmen angemessen beteiligen. Dem Grundsatz nach haben sie gesamthaft die Hälfte der kantonalen Aufwendungen für die Verbilligung der Mietzinse zu übernehmen.»

Als Parallele dazu möchte ich einen Bundesbeschluss erwähnen. Auf Grund des Bundesbeschlusses über den sozialen Wohnungsbau in den Berggebieten (Wohnbausanierungen) gewähren der Bund und der Kanton Beiträge, wenn die Initiative von der Gemeinde ausgeht. Leider muss ich Herrn Kopp sagen, dass ich keine Möglichkeit sehe, hier etwas zu ändern. Wenn ich aber hier die Gemeindeautonomie irgendwie in Zweifel ziehen würde, kämen andere Herren Grossräte an diese Tribüne um mir zu sagen, was man unter Gemeindeautonomie zu verstehen habe. Sie würden sich mit aller Entschiedenheit dagegen verwahren, dass der Kanton den Gemeinden befehlen könnte, was sie vorkehren sollten. Man würde erklären, es seien vorab die Gemeinden, die die Wohn- und Mietverhältnisse in ihren Gemeinden kennen, und sie seien in erster Linie in der Lage zu entscheiden, wer würdig sein soll, Kantons- und Gemeindebeiträge zu erhalten, um Wohnungen zu erstellen. Deshalb bin ich der Meinung, dass die Gemeinden nicht gezwungen werden können, sich an Massnahmen zu beteiligen, die vom Bund vorgesehen sind. Es würde dies sicher auch nicht den Zielsetzungen des kantonalen Volksbeschlusses vom Jahre 1966 entsprechen. Ich muss daher dem Herrn Interpellanten sagen, dass ich keine Möglichkeit sehe, auf Grund der jetzt vorhandenen gesetzlichen Grundlage die Gemeinden bindend zu verpflichten, ihre Wohnungsprobleme zu lösen, oder ihnen Weisungen zu erteilen.

Damit glaube ich, auch schon die zweite Frage beantwortet zu haben. Herr Kopp möchte wissen, welche Rechtsmittel dem Kanton zur Verfügung stehen würden. Wenn keine Rechtspflicht besteht, können wir auch keine Rechtsmittel vorsehen, um die Gemeinden irgendwie zu beeinflussen, im Wohnungsbau voranzugehen. Ich kann hier nichts anderes machen, als mein Vorgänger, der die Gemeinden immer wieder aufgerufen hat: Macht etwas dort, wo wirklich Wohnungsnot besteht, geht voran, ergreift die Initiative, die Mittel beim Bund und beim Kanton sind vorhanden!

Herr Grossrat Kopp hat noch die Frage aufgeworfen, welche weiteren Möglichkeiten der Regierungsrat sehe, um den sozialen Wohnungsbau, insbesondere für Alte und Invalide, zu fördern. In seinem Interpellationstext erwähnt Herr Kopp, dass das Bundesgesetz vom 19. März 1965 über Massnahmen zur Förderung des Wohnungsbaues im Artikel 7 Absatz 2 bestimmt, dass für Alterswohnungen mit ein bis zwei Zimmern, für Invalidenwohnungen sowie für Wohnungen mit 5 und mehr Zimmern, die für kinderreiche Familien bestimmt sind, die Bundeshilfe bis auf 1 Prozent der Gesamtinvestitionen erhöht werden kann. Demgemäss bestimmt Ziffer 3 Absatz 2 des Volksbeschlusses vom 17. April 1966, dass die jährlichen Verbilligungszuschüsse unter Beteiligung des Kantons und der Gemeinde bis zu 3 Prozent der Gesamtinvestition erreichen können. Einschränkend schrieb der bisherige Artikel 14 Absatz 1 der bundesrätlichen Verordnung vor, dass mit Zuschüssen verbilligte Wohnungen nur durch Familien bezogen werden können, wobei man unter einer Familie die beiden Elternteile und in der Regel Kinder versteht, die mit den Eltern in Wohngemeinschaft leben. Dieser Grundsatz galt bisher auch für die erhöhten Ansätze. Mit Bundesratsbeschluss vom 12. September 1967 wurde der Artikel 14 abgeändert, wobei der Absatz 1 durch folgenden Satz ergänzt wurde: «Alleinstehende Altersrentner, Witwen und Witwer dürfen Einzimmerwohnungen beziehen, wenn sie eine grössere, für eine Familie geeignete Wohnung freigeben.» Ich glaube, dass durch diese Lockerung die Wünsche erfüllt worden sind, die gerade von seiten des Kantons immer wieder vorgetragen worden waren.

Ich komme zum Schluss. Es tut mir leid, dass ich Herrn Grossrat Kopp nicht eine positivere Antwort erteilen kann. Immerhin hoffe ich, dass sein Vorstoss in der Richtung gewirkt hat, dass die Gemeinden wieder einmal auf die Möglichkeiten aufmerksam gemacht worden sind, die ihnen von Kantons- und Bundesseite zur Förderung des Wohnungsbaues zur Verfügung stehen. Es stimmt, dass wir im Kanton Bern noch Gemeinden haben, in denen der Wohnungsbau weiter gefördert werden sollte. Ich möchte daher von dieser Stelle aus an die betreffenden Gemeinden appellieren, ihre Pflichten in dieser Richtung nicht allzu sehr zu vernachlässigen.

Kopp. Aus den Ausführungen von Herrn Volkswirtschaftsdirektor Tschumi habe ich deutlich verspürt, dass es ihm daran gelegen ist, den Wohnungsbau, insbesondere den sozialen, zu fördern. Die Frage der Gemeindeautonomie hat man schon früher gekannt. Weshalb konnte man dann im Volksbeschluss schreiben, die Gemeinde des Bauortes habe sich zu beteiligen? Das ist eine ganz imperative Formulierung. Sie begreifen, dass ich deshalb nicht einfach sagen kann, ich sei von der Antwort befriedigt.

Interpellation des Herrn Grossrat Graf — Wahl von Fortbildungsschullehrern im Jura

(Siehe Seiten 591 und 592 hievor)

Graf. Permettez-moi d'abord d'apporter une précision et une correction au texte qui vous a été soumis en langue allemande. Le texte de langue française parle «d'égilibilité des maîtres d'écoles professionnelles», alors que le texte allemand parle de «Fortbildungslehrer». Ce n'est pas tout à fait la même chose. Il aurait fallu dire «Gewerbeschullehrer». C'est quelque chose d'essentiellement différent, puisque les uns enseignent aux jeunes gens qui ne font précisément pas d'apprentissage, tandis que les autres enseignent aux jeunes gens qui font un apprentissage.

Concernant l'interpellation, le texte même indique selon quels principes on procède en général pour élire les maîtres d'écoles professionnelles, à savoir: on leur demande une formation de maîtres primaires, de maîtres secondaires et en principe la

participation aux cours spéciaux institués par l'Ofiamt. On nomme aussi des licenciés dans ces écoles, parce que l'éligibilité de ces maîtres n'est pas subordonnée à un texte de loi, mais simplement à des recommandations. Cependant, il est de tout intérêt que l'enseignement qui est donné aux apprentis le soit par des maîtres formés spécialement, plutôt que par des maîtres primaires qui se sont formés en autodidactes. J'ajoute que l'importance de l'enseignement à l'école professionnelle est marquée financièrement par le fait que le canton a établi des directives selon lesquelles le salaire de ces maîtres professionnels doit être de fr. 1300.— à fr. 1800.— plus élevé que celui des maîtres secondaires. Cela implique donc une formation de base sérieuse et évidemment aussi une expérience mise au service d'un enseignement qu'on considère donc comme plus difficile que l'enseignement secondaire.

Je suis conscient du fait qu'on ne peut pas toujours nommer dans les écoles professionnelles des maîtres qui sont licenciés ou qui ont suivi les cours organisés par l'Ofiamt. Ces derniers ne sont pas très nombreux et parfois on nomme à leur place des maîtres primaires ou secondaires. Le représentant du Gouvernement nous a dit qu'on oblige ces maîtres à suivre des cours spéciaux afin de développer leur formation.

Il est arrivé ces derniers temps à Delémont et à Porrentruy que, malgré la présence d'un candidat porteur du certificat de l'Ofiamt, on a nommé un maître primaire. Le porteur du certificat fédéral a été élu ensuite à St-Imier, mais je ne sais si cette nomination n'a pas été faite plutôt par gain de paix. On pourra nous dire que l'élection de Delémont et de Porrentruy a été faite selon le droit des communes de disposer d'elles-mêmes. Cela est vrai. Mais il n'en reste pas moins que le Gouvernement a certainement dû entériner la décision prise par la commission. Si le Gouvernement entérine une décision par laquelle on engage un candidat qui n'est pas en possession du certificat fédéral, alors qu'un tel candidat se présente, on peut se demander s'il est nécessaire que le canton sacrifie d'assez fortes sommes pour que certains de ses ressortissants puissent aller à Lausanne suivre des cours spéciaux.

On a nommé dernièrement à Delémont un maître d'école professionnel tout juste possesseur du diplôme de maître primaire, alors que deux éléments jurassiens suivent précisément en ce moment le cours d'un an pour la formation de maîtres professionnels, à Lausanne. Je me demande si cette nomination hâtive était vraiment justifiée et s'il n'aurait pas été indiqué de procéder à une nomination provisoire en attendant que les deux jeunes gens qui suivent actuellement le cours de Lausanne aient terminé leur année. Il ne m'appartient pas de critiquer le candidat élu; je ne le connais pas. Il me semble simplement qu'il eût été de bonne guerre et intéressant pour l'école professionnelle d'attendre un peu.

J'aimerais poser quelques questions:

Le Gouvernement peut-il entériner sans autre des décisions de cet ordre?

Le Gouvernement n'entend-il pas veiller à ce que l'enseignement dans les écoles professionnelles soit donné par des candidats en possession du certificat fédéral?

Enfin, le Gouvernement, qui consacre d'assez fortes sommes à la formation de ces maîtres, ne juge-t-il pas bon de jeter un regard un peu plus approfondi sur le travail qui se fait à Lausanne?

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Frage, die Herr Grossrat Graf hier aufgeworfen hat, hat die Volkswirtschaftsdirektion, besonders das Amt für berufliche Ausbildung, bereits seit einiger Zeit beschäftigt. Es handelt sich um die Wählbarkeit von Lehrern an die Gewerbeschulen. Wir wissen, dass in Delsberg und Pruntrut Lehrer an die Gewerbeschulen gewählt worden sind, die den Kurs des Biga nicht besucht hatten. Dieser Kurs wird bekanntlich für die welsche Schweiz in Lausanne und für die deutschsprachige Schweiz in Bern durchgeführt.

Unser Amt für berufliche Ausbildung hat die Wahlbehörden für diese Lehrkräfte auf diese Tatsachen aufmerksam gemacht. Ich möchte auch noch beifügen, dass sich der Vorsteher der Gewerbeschule Delsberg, Herr Roger Jardin, der als Grossratsmitglied unter uns sitzt, sich auf dem Amt über die Wählbarkeit der Lehrer erkundigt hat und genauestens unterrichtet worden ist. Dennoch fiel die Wahl dann auf einen Bewerber, der den Kurs des Biga in Lausanne nicht besucht hatte.

Herr Grossrat Graf fragt nun, welche Möglichkeiten wir von der Volkswirtschaftsdirektion aus hätten, um solche Wahlen in Zukunft zu verhindern. Ich muss ihm leider sagen – es wurde dies hier früher schon festgestellt –, dass die gesetzlichen Voraussetzungen heute nicht gegeben sind, wonach wir von der Regierung oder von der Erziehungsdirektion aus die Schulkommissionen auffordern könnten, diesen oder jenen Lehrer zu wählen. Im neuen Bundesgesetz vom 20. September 1963 über die Berufsbildung wird im Artikel 26 lediglich bestimmt, dass der Unterricht an Berufsschulen durch fachlich und pädagogisch genügend ausgebildete Lehrkräfte zu erteilen sei. Beigefügt wird dann noch, dass nähere Vorschriften über die Anforderungen an diese Lehrkräfte durch Verordnung geregelt werden sollen. Eine solche Regelung ist aber bis heute überhaupt noch nicht erlassen worden. Wir haben nachher vom Kanton aus gewisse Richtlinien für die Einstufung der Hauptlehrer in der Besoldungsordnung und über ihre Wählbarkeit herausgegeben; dies ebenfalls in französischer Sprache für den Jura. Aber, wie gesagt, sind dies leider nur Richtlinien. Es sind keine gesetzlich bindenden Vorschriften. Nun unterliegt es natürlich gar keinem Zweifel, dass die beiden jurassischen Gewerbeschulen, in denen die von Herrn Grossrat Graf geschilderten Tatbestände eingetreten sind, sich um diese Richtlinien wenig oder nichts gekümmert haben. Man ersah dies schon aus der Tatsache, wie namentlich die Stelle an der Gewerbeschule Delsberg ausgeschrieben wurde. In der Ausschreibung stand: «Seront pris en considération les candidats en possession du diplôme d'instituteur primaire ou secondaire ou ceux possédant la maturité commerciale ou la licence ès-sciences commerciales et économiques . . .». Am Schluss steht dann noch: «. . . ainsi que ceux qui ont suivi les cours organisés par l'Ofiamt.» Man sieht also, dass schon durch

die Ausschreibung der Stelle die Wahl in einer gewissen Richtung beeinflusst werden wollte.

Die Situation ist heute folgende: Wir sind daran, ein kantonales Einführungsgesetz zum Berufsbildungsgesetz zu schaffen. Wir werden versuchen, auf kantonalem Boden gewisse gesetzliche Grundlagen aufzunehmen, damit ein Lehrer, der den Kurs des Biga besucht hat, in erster Linie wählbar ist. Ich werde im weiteren nochmals beim Biga vorstellig werden, damit endlich die versprochene Verordnung, die auf Grund des Bundesgesetzes herausgegeben werden soll, veröffentlicht wird. Wir werden also eine gesetzliche Ordnung auf kantonalem Boden anstreben und hoffen, dem Grossen Rate bis Ende 1968 eine Vorlage vorlegen zu können. Herr Grossrat Graf wird dann auch die Möglichkeit haben, zu unseren Anträgen Stellung zu nehmen.

In diesem Sinne möchte ich seine Interpellation beantwortet wissen und bedaure, dass wir heute seinem Begehren nicht besser entsprechen können.

Le Président. M. Graf est invité à dire s'il est satisfait ou non de la réponse.

Graf. Je suis satisfait.

Le Président. M. Jardin a demandé à faire une déclaration personnelle.

Jardin. M. Graf a interpellé tout à l'heure. Je dois dire que ses déclarations ne sont pas tout à fait exactes. Dans le premier cas, il ne s'agissait pas simplement d'un maître primaire, mais d'un candidat possesseur d'une maturité et, en plus, d'un certificat d'un cours accéléré pour instituteurs.

Dans le deuxième cas, le candidat était titulaire d'une maturité. En plus de cela il se préparait aux examens en vue de l'obtention du diplôme de maître secondaire. Il n'a malheureusement pas eu de chance lors des examens. Il a enseigné pendant 4 ans à l'école secondaire de Delémont; pendant la même période, il a enseigné également à l'école professionnelle. Il est marié et a deux enfants. C'était un candidat de valeur. Je pense qu'il était humain de le nommer à l'école professionnelle.

Je suis étonné de l'intervention de M. Graf. En effet, les trois personnes qui suivent le cours de l'Ofiamt à Lausanne actuellement ne termineront qu'au printemps. Le candidat qui a été nommé donne 35 heures d'enseignement par semaine. On ne pouvait pas le prier de donner ses cours jusqu'au printemps et ensuite le renvoyer.

Je comprends cependant que M. Graf intervienne, car, sauf erreur, un de ses neveux suit le cours à Lausanne. Or, on travaille souvent beaucoup plus pour soi que pour autrui.

En ce qui concerne les diplômes délivrés à Lausanne, rien ne me prouve qu'un instituteur qui aura obtenu ce diplôme sera supérieur à un pédagogique qui a déjà plusieurs années de pratique.

D'autre part, je tiens à vous dire que les mises au concours sont faites par le secrétaire de la commission de surveillance; je n'y suis pour rien. Cette mise au concours est progressive. Nous partons du diplôme primaire, secondaire, maturité, licence, pour arriver au point final, c'est-à-dire le certificat fédéral. Je pense que l'intention est donc bien de donner une place de valeur aux titulaires de ce certificat fédéral. Mais au moment où les places ont été mises au concours, il n'y en avait pas.

Interpellation des Herrn Grossrat Moser — Brandfälle in landwirtschaftlichen Liegenschaften

(Siehe Seite 592 hievor)

Moser. Brandfälle, die auf Kurzschluss oder mangelhafte elektrische Anlagen zurückzuführen sind, haben immer wieder grosse Schäden verursacht. Ich habe die Zahlen der bernischen Brandversicherungsanstalt vor mir. Im Jahre 1964 waren es 43 Brandfälle, an welche die BVA Fr. 670 000.— vergütet hat, im Jahre 1965 36 Brandfälle mit einer Entschädigungssumme von Fr. 270 000.— und im letzten Jahr 36 Fälle mit einer Auszahlung von Fr. 1 950 000.—. In den Jahren 1959 bis 1963 – alles infolge elektrischen Kurzschlusses – waren es total 162 Fälle mit einer Vergütung von 2,7 Millionen Franken. In einer Mitteilung der BVA steht, dass wegen Brandeinwirkungen täglich Fr. 50 000.— bis Fr. 60 000.— an Werten zerstört werden. Im letzten Absatz dieser Mitteilungen steht wörtlich: «Muss das so sein? Nein, Brände können weitgehend verhütet werden. Jeder kann und muss mithelfen, Brände zu verhüten.»

In dieses Kapitel gehört auch die Kontrolle unserer elektrischen Anlagen. Nach den Vorschriften sind alle 6 Jahre Gebäudekontrollen in bezug auf die elektrischen Anlagen durchzuführen. Ich habe mich auch gefragt, wieviel Zeit jemand aufwenden muss, um ein Gebäude zu kontrollieren. Man kommt auf durchschnittlich eine Stunde je Gebäude, so dass in der Regel 6 Gebäude täglich kontrolliert werden könnten. Ich möchte nun den Herrn Regierungsrat anfragen, ob es nicht möglich wäre, diese Kontrollen anstatt nur alle sechs Jahre eventuell alle 3 bis 4 Jahre durchzuführen. Ich bin überzeugt, dass bei einer häufigeren Kontrolle die Zahl der Brandfälle gesenkt werden könnte. Ich glaube, dass sich eine solche Massnahme rechtfertigen würde, wenn man an die Werte denkt, die durch Feuer zerstört werden, wobei namentlich im Oberland die Schatzungen für ältere Holzhäuser vielfach sehr niedrig sind, so dass im Schadenfall für einen Wiederaufbau bedeutende Summen investiert werden müssen.

Für eine Antwort auf die von mir aufgeworfene Frage wäre ich der Regierung dankbar.

Tschumi, Volkswirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Herr Grossrat Moser hat auf eine Erscheinung aufmerksam gemacht, welche die Brandversicherungsanstalt in letzter Zeit wirklich beschäftigen musste.

Die Zahl der Brandschadenfälle zufolge elektrischer Kurzschlüsse belief sich immer zwischen 10 und 20 Prozent, bezogen auf die gesamten Brandschäden. Im Durchschnitt der Jahre 1956 bis 1965 waren es bei uns 12 bis 15 Prozent, was auch dem gesamtschweizerischen Mittel entspricht. Vom

Jahre 1965 mit 12 Prozent schnellten dann im Jahre 1966 die Schäden auf 30 Prozent hinauf, eine Quote, die man vorher überhaupt nie gekannt hatte. Die Brandversicherungsanstalt hat mir mitgeteilt, dass diese Quote eine Ausnahme darstelle und man sich deswegen nicht zu ängstigen brauche. Vor allem seien in den Zahlen für 1966 vier Grossbrände enthalten, die natürlich die Schadensumme wesentlich hinaufgetrieben haben. Die BVA glaubt, dass sich das, was wir im Jahre 1966 erlebt haben, in absehbarer Zeit nicht wiederholen werde.

Die sicherheitstechnischen Grundsätze, nach denen die elektrischen Installationen kontrolliert werden, basieren nicht auf kantonalen, sondern auf eidgenössischen Vorschriften. Es sind die Hausinstallationsvorschriften des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins. Diese Vorschriften haben die Erstellung, den Betrieb und den Unterhalt elektrischer Einrichtungen zum Gegenstand. Sie sind in den fünfziger Jahren neu überarbeitet und am 1. Juli 1961 vom Eidgenössischen Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement genehmigt worden. Verbindliche Weisungen über die Kontrolle der Hausinstallationen sind in einem Reglement des Eidgenössischen Starkstrominspektorats enthalten. Dieses Reglement schreibt vor, dass nach der Installation eine sogenannte Abnahmekontrolle durchzuführen sei und dass nachher periodische Kontrollen vorgenommen werden sollen, bei landwirtschaftlichen Betrieben in der Regel in Zeiträumen von höchstens sechs Jahren, wie dies Herr Moser vorhin selber festgestellt hat.

Nun wünscht Herr Grossrat Moser, dass der Zeitraum dieser Kontrollen verkürzt werde. Wie ich vorhin erwähnt habe, ist es Aufgabe des Bundes, diese Kontrollen anzuordnen. Ich bin gerne bereit, diese Frage an die Brandversicherungsanstalt weiterzuleiten und sie zu beauftragen, mit dem Elektrotechnischen Verein die Angelegenheit abzuklären. Herrn Grossrat Moser werde ich nach der Session schriftlich über das Ergebnis unterrichten.

Präsident. Herr Moser ist berechtigt, eine Erklärung abzugeben.

Moser. Ich bin befriedigt.

Strassenbauprogramm 1968

(Siehe Nr. 40 der Beilagen)

Eintretensfrage

Kunz (Thun), Präsident der Strassenkommission. Die Strassenkommission legt Ihnen das Programm für das Jahr 1968 vor. Es ist ein Jahresprogramm. Das widerspricht dem Versprechen, das man abgegeben hat, wonach man dem Grossen Rat Zweijahresprogramme vorlegen werde. Der Grund hiefür ist auf den Wunsch der Finanzdirektion zurückzuführen, das Strassenbauprogamm mit der Steuerveranlagung zu koordinieren, damit man bei den neuen Budgetberatungen sieht, welche Mittel für die Strassen zur Verfügung gestellt werden können. Die Strassenkommission hat diesem Wunsche gerne stattgegeben, da sie das Gefühl hat, dass die Mittel, die gegenwärtig vor allem für die Haupt- und Alpenstrassen zur Verfügung stehen, nicht genügen. Die mittelfristige Planung, welche die Verwaltung durchgeführt hat, hat nämlich ergeben, dass allein die Sanierung der bestehenden Haupt- und Alpenstrassen, ohne wesentlich neue Strassenzüge, vielleicht mit Ausnahme von Lyss–Schönbühl und Taubenloch, 500 Millionen Franken kostet, das heisst, wenn man die Sanierung in zehn Jahren durchführt, man für die Haupt- und Alpenstrassen, ohne die Verbindungsstrassen, jährlich 50 Millionen Franken brauchen würde. Auch die Strassenkommission hat sofort eingesehen, dass dies nicht realisierbar ist. Sie hat dann das Programm reduziert und erklärt: In diesem Falle werden wir das Haupt- und Alpenstrassennetz in einer längeren Zeitperiode ausbauen, in 16 bis 17 Jahren, und verlangen dafür jährlich 30 Millionen Franken. Auch das war nicht möglich. Der Grosse Rat hat bei den Budgetberatungen für die Haupt- und Alpenstrassen nur einen Betrag von 13 Millionen Franken festgelegt. Diese 13 Millionen Franken, die uns jährlich zur Verfügung stehen, würden bedingen, dass wir das bestehende Haupt- und Alpenstrassennetz in 38 Jahren ausbauen würden. Das wäre natürlich vollständig unrealistisch, denn das Strassennetz selber nützt sich viel rascher ab, so dass man mit der Sanierung schon wieder beginnen müsste, bevor man den Ausbau zu Ende führen konnte. Wir verfügen aber im Augenblick nicht über zusätzliche Mittel, so dass wir uns für das nächste Jahr noch mit diesen 13 Millionen Franken zufriedengeben müssen.

Beim Verbindungsstrassennetz steht die Lage weniger schlimm. Wir haben in der Strassenkommission den Grundsatz aufgestellt, in Zukunft drei Teile für die Haupt- und Alpenstrassen und zwei Teile für die Verbindungsstrassen zu verwenden. Das würde bedingen, dass in Zukunft für die Haupt- und Alpenstrassen 30 Millionen und für die Verbindungsstrassen 20 Millionen Franken zur Verfügung stünden. Im Programm 1968 sieht man für die Verbindungsstrassen einen Betrag von 17 Millionen Franken vor, was im Vergleich zum Haupt- und Alpenstrassennetz eine verhältnismässig viel kleinere Reduktion darstellt. In das Programm das Ihnen vorgelegt wird, sind auch die Verbindungsstrassen aufgenommen worden, die schon im Bau sind oder die baureif sind oder wofür die Projektierung und die Landkäufe bereits vorgeschritten sind. Man hat den Grundsatz aufgestellt, vor allem die Staubfreimachung, die Unfallverhütung, die Behebung von Frostschäden sowie die Beseitigung der Niveauübergänge voranzutreiben.

Nach diesen Grundsätzen sind wir zu unserem Strassenbauprogramm 1968 gekommen, das sich auf die Anträge der einzelnen Kreise stützt. Die Anträge der einzelnen Kreise gingen allerdings weit über das zulässige Mass hinaus. Ungefähr zwei Drittel der Wünsche mussten von der Verwaltung gestrichen werden.

Ich erlaube mir, nur ein paar kurze Worte zu den strittigen Punkten zu verlieren, die in diesem Programm enthalten sind. Der Hauptpunkt ist wahrscheinlich die «berühmte» Strasse Lyss-Schönbühl. Die Strassenkommission war von Anfang an der Meinung, die Strasse Lyss–Schönbühl als Parallelstrasse zur bestehenden Strasse neu anzulegen. Aus diesem Grunde hat man die Korrektion der Strasse Lyss-Schönbühl nicht in die mittelfristige Planung aufgenommen, sondern nur den neuen Strassenzug. Erst als unsere Mittel für den Strassenbau drastisch gekürzt werden mussten, erkannte man, dass es unmöglich ist, das Strassenstück Lyss–Schönbühl neu anzulegen. Ein neues Trasse dieser Strasse kommt nämlich auf 130 Millionen Franken zu stehen. Wie ich vorhin ausgeführt habe, stehen uns für die Haupt- und Alpenstrassen jährlich 13 Millionen Franken zur Verfügung, so dass bei einer Aufnahme des Projektes Lyss–Schönbühl alle anderen Strassenkredite für die Haupt- und Alpenstrassen für die nächsten 10 Jahre blockiert wären. Ein solches Zurücksetzen aller anderen Strassenwünsche ist natürlich ein Ding der Unmöglichkeit. Aus diesem Grunde wurde die Frage ventiliert, ob man nicht wenigstens an der bestehenden Strasse Korrekturen vornehmen könnte. Die Regierung, vor allem die Baudirektion, befasst sich im Moment mit dieser Frage. Ein Entscheid steht noch aus. Wir haben freilich im Strassenbauprogramm für Lyss–Schönbühl einen Kredit von 500 000 Franken zur Verfügung. Ob dieser Betrag für die Projektierung der neuen Strasse oder auf andere Art verwendet wird, ist noch nicht entschieden. Ich möchte nur sagen, dass man wegen der unhaltbaren Situation gezwungen war, einen Betrag für diese Strassenstrecke aufzunehmen. Nach meiner Auffassung wird der Entscheid von der finanziellen Lage abhängen. Persönlich hoffe ich, dass sich die finanzielle Situation so entwickeln wird, dass man in der Lage sein wird, diesen Strassenzug neu anzulegen, so dass auf einen Ausbau der bestehenden Strasse wird verzichtet werden können.

Ähnlich ist die Situation beim Taubenloch. Auch dafür steht ein Kredit zur Verfügung, der vorerst für den Ausbau der alten Strasse und sodann für die Projektierung verwendet werden soll. Man vertritt in der Strassenkommission die Auffassung, dass die Taubenlochstrasse nicht nur aus verkehrspolitischen, sondern auch aus staatspolitischen Gründen mit allem Nachdruck vorangetrieben werden muss.

Für zwei Strassen, nämlich die rechtsufrige Brienzerseestrasse und die Simmentalstrasse, hat man Mittel zum Ausbau der bestehenden Strassen vorgesehen, obschon an beiden Orten Parallelstrassen gebaut werden sollen, die linksufrige Brienzerseestrasse und ein neues Trasse der Simmentalstrasse. Man ist der Meinung, dass hier die bestehende Strasse korrigiert werden müsse, weshalb dafür entsprechende Mittel ins Strassenbauprogramm 1968 aufgenommen wurden.

In bezug auf die Erizstrasse ist zu sagen, dass das eingereichte Postulat berücksichtigt wird. Man hat Fr. 200 000.— für die Staubfreimachung und für das Anlegen von Ausstellbuchten vorgesehen. Dieser Betrag wird natürlich in keiner Weise genügen. Auch in den vergangenen Jahren wurden jeweils einige Mittel zur Sanierung dieser Strasse zur Verfügung gestellt. Man will jetzt aber die Strasse staubfrei und besser befahrbar machen.

Ein strittiger Punkt ist noch die Strasse Zweilütschinen–Grindelwald. Es verbleiben hier noch zwei Brücken, die saniert werden müssen. In das Programm 1968 konnte allerdings nur eine dieser Brücken aufgenommen werden. Man hofft, die zweite Brücke im nächsten Programm berücksichtigen zu können.

Das waren in kurzen Zügen die Kernstücke des neuen Strassenbauprogramms 1968. Obschon die Mittel zur Sanierung des Haupt- und Alpenstrassennetzes absolut ungenügend sind, hat es keinen Wert, gegen dieses Programm zu opponieren. Es sind dies die Mittel, die uns auf Grund der Budgetsituation zur Verfügung gestellt werden können, und man hat versucht, mit diesem Geld das möglichste zu machen. Im Auftrage der Strassenkommission beantrage ich Ihnen Zustimmung zum Strassenbauprogramm 1968.

Binggeli. Ich komme nicht etwa hierher, um dem Strassenbauprogramm 1968 zu opponieren; im Gegenteil, die grosse Arbeit der Strassenkommission verdient Anerkennung. Man sieht an diesem Programm, wie vielfältig die Strassenwünsche und -projekte sind.

Ich muss leider einmal mehr auf eine Verbindungsstrasse in der Gemeinde Guggisberg aufmerksam machen. Es ist die Strasse Kalchstätten–Guggersbach, die den Kanton Bern mit dem Kanton Freiburg verbindet. Diese Strasse führt ausschliesslich durch landwirtschaftliches Gebiet. Die Landwirte dieser Gegend treiben vor allem Grasbau. Durch den Automobilverkehr, besonders an Sonntagen, entsteht hier ein derartiger Staub, dass das Futter zeitweise praktisch ungeniessbar wird. Diese Strasse wird überdies vom Militär benutzt, das vom Waffenplatz Thun nach dem Schwarzsee fährt. Ich möchte nun hier den Wunsch anbringen, diese Strasse in nächster Zeit so gut als möglich zu sanieren. Sollte das Geld für eine vollständige Sanierung nicht ausreichen, so sollte wenigstens daran gegangen werden, die Strasse durch eine Oberflächenbehandlung staubfrei zu gestalten. Ich bitte die Strassenkommission und den Herrn Baudirektor, dieser Strasse alle Aufmerksamkeit zu schenken.

Häberli. Ich habe eine kurze Anfrage an den Herrn Baudirektor zu richten, die für unsere Gegend von ziemlich grosser Bedeutung ist.

Vor zwei Jahren wurde ein Umfahrungsstrassenprojekt Lyss–Kerzers aufgelegt. Nun stehen die Gemeinden Kallnach, Bargen und Niederried im Begriffe, Güterzusammenlegungen vorzunehmen. Der erste Wunschtag ist bereits vorüber, und das Land für die Umfahrungsstrasse ist vom Staate aufgekauft worden. Jetzt wäre der zweite Wunschtag fällig. Nun hängt es hier nicht allein vom fehlenden Geld ab, dass man nicht weiterfahren kann, sondern auch davon, dass man überhaupt nicht weiss, ob jetzt diese Strasse gebaut wird. Ich möchte daher den Herrn Baudirektor anfragen, wieweit man mit der sogenannten Seelandtangente ist und wie es in bezug auf diese Um-

fahrungsstrasse steht, damit die Leute der erwähnten Gemeinden wissen, ob sie mit ihren Güterzusammenlegungen weiterfahren können. Ich wäre dem Herrn Baudirektor dankbar, wenn er mir darüber Auskunft geben könnte.

Stalder. Ich möchte das unterstreichen, was der Herr Kommissionspräsident vorhin ausgeführt hat. In der Strassenkommission ist gehörig über die 17 Millionen Franken diskutiert worden, die für die Verbindungsstrassen verwendet werden sollen. Diese Summe ist vorübergehend notwendig geworden, da wir mit dem Ausbau der Verbindungsstrassen gerade im Kreis II noch sehr im Rückstand sind. Wenn Sie das Programm zur Hand nehmen, stellen Sie fest, dass noch sechs Strassenstücke staubfrei gemacht werden müssen. Ich bin dem Herrn Baudirektor und der Baudirektion sehr dankbar, dass sie nun rasch an die Ausführung dieser Projekte herantreten. Wir sind uns selbstverständlich bewusst, dass man nachher wieder mehr Mittel für die Hauptstrassen wird aufwenden müssen, wie dies der Herr Kommissionspräsident ebenfalls ausgeführt hat.

Das vorliegende Strassenbauprogramm 1968 wurde von der Strassenkommission zusammen mit der Baudirektion gründlich studiert. Ich darf Ihnen daher mit ruhigem Gewissen empfehlen, diesem Programm zuzustimmen.

Brawand. Ich möchte dem Präsidenten der Strassenkommission, Herrn Grossrat Kunz, danken, dass er erklärt hat, die Sanierung der Brükken zwischen Interlaken und Grindelwald, der sogenannten Staldenbrücken, werde bald zum Abschluss kommen.

Ich habe im Jahre 1962 eine Motion zur Sanierung der Staldenbrücken eingereicht, worin ich gesagt habe, diese Brücken würden noch bis in die Zeit des Pferdefuhrwerkverkehrs zurückreichen. Der Verkehr, der heute nach Grindelwald rollt, ist Ihnen bekannt. Am Stichtag im August waren es 5500 Fahrzeuge, davon etwa 60 Cars. Die alten Holzbrücken erlauben eine Maximalbelastung von 12 Tonnen. Von den ausländischen Cars wird diese Vorschrift allerdings nicht beachtet. Unsere schweizerischen Lastenzugchauffeure werden dagegen von den Polizeiorganen angezeigt, wenn sie ohne die notwendigen Vorkehren über die Brücke fahren. Dadurch entsteht ungleiches Recht und ein Zankapfel, der auch dem Richteramt zur Last fällt.

Die neuen Brücken, die nun gebaut werden, sind grosszügig konzipiert. Ich möchte dafür dem Baudirektor und den Bauorganen herzlich danken. Bei diesem Strassenstück verhält es sich nun aber gleich wie mit einer Kette. Eine Kette ist nur so stark wie ihr schwächstes Glied. Die neuen Brücken nützen also nichts, bis nicht auch die letzte Brücke saniert ist. Ich möchte daher den Herrn Baudirektor dringend bitten, die letzte Brücke unbedingt für das Bauprogramm 1969 vorzumerken.

Steffen. Ich vermisse im Strassenbauprogramm 1968 das Teilstück Gümmenen–Bern. Nachdem die Autobahn Bern–Lenzburg eröffnet worden ist, hat der Lastwagenverkehr aus der Westschweiz auf diesem Strassenstück schlagartig zugenommen. Es herrscht hier zeitweise eine ausgesprochene Verkehrskalamität. Besonders wenn man gezwungen ist, hinter einigen Lastwagen zu fahren, kann man kaum damit rechnen, innert einer halben Stunde bis nach Bern zu gelangen, da ein Vorfahren praktisch unmöglich ist. Ich habe ein Projekt gesehen, das eine Kriechspur vorsieht. Im vorliegenden Programm habe ich dieses Projekt jedoch vermisst. Ich hoffe immerhin, dass in nächster Zeit auch in bezug auf dieses Strassenstück etwas geschehen werde.

Kohler. A propos de ce programme d'aménagement des routes pour 1968, je me permets de poser une question à M. le Directeur des travaux publics en ce qui concerne la route T 6. Il est prévu un montant d'un million 1/2 pour la route du Taubenloch pour la remise en état partielle de l'ancienne route. Je pense qu'il est important que M. le Conseiller d'Etat nous dise si cette remise en état partielle se fera en tenant compte d'une conception générale à 4 pistes ou s'il s'agit simplement d'un aménagement de la route actuelle qui pourrait éventuellement être remise en cause si la conception à 4 pistes venait à être réalisée.

Je voudrais en outre me permettre la remarque suivante: J'ai exprimé ma déception de constater que la construction de la nouvelle route du Taubenloch n'avait pas pu être envisagée. Je suis conscient du fait que les travaux ne peuvent pas être faits plus vite que cela est possible, mais je voudrais profiter de cette discussion pour demander à M. le Directeur des travaux publics de bien vouloir nous donner les assurances que lors de la discussion du prochain programme de 2 ans on puisse compter sur des crédits pour cette nouvelle route du Taubenloch.

En outre, je dois faire une remarque générale au sujet d'un problème qui nous préoccupe tous. En effet, la route No 6 doit être aménagée dans son ensemble et ne fait pas partie du programme des routes nationales, ce qui signifie donc que son aménagement coûtera fort cher au canton. On a énuméré des chiffres pour le tronçon de Lyss à Schönbühl de l'ordre de 100 à 120 millions de francs. On peut énumérer également des chiffres importants pour le tronçon de Bienne à Sonceboz. Si l'on continue à traiter dans nos programmes routiers ces différents tronçons en s'efforçant de partager équitablement entre les 5 arrondissements du canton un crédit de 30 millions par année, ce qui représente par arrondissement à peu près 6 millions par année, on peut se demander quand ces deux tronçons de routes principales, qui sont toutes deux contenues dans le secteur du 3ème arrondissement, pourront être construits entièrement. Je pense qu'il est nécessaire de rechercher de nouvelles solutions pour pouvoir réaliser ces constructions dans un laps de temps relativement court. Il me paraît que, dans cet ordre d'idées, le canton devrait prendre des contacts avec la Confédération et obtenir d'elle que, compte tenu de la réalisation d'ensemble, elle soit prête à prendre en charge ou en tout cas à s'engager pour l'avenir à prendre dans son programme futur des routes nationales ce tronçon de la route T 6.

C'est dans ce sens que je voudrais prier M. le Directeur des travaux publics d'intervenir auprès de la Confédération.

Hier wird die Beratung abgebrochen.

Schluss der Sitzung um 12 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Achte Sitzung

Dienstag, den 14. November 1967, 14.15 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 169 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Barben, Braunschweig, Dübi, Eggenberger, Fafri, Freiburghaus (Laupen), Frosio, Frutiger, Graber, Grimm, Grob, Hächler, Hadorn, Haegeli (Bern), Homberger, Jaggi, Kästli (Bolligen), Keller, Klopfenstein, Mischler, Nahrath, Rohrbach, Schädelin, Schweizer (Bern), Stauffer (Gampelen), Wirz; unentschuldigt abwesend sind die Herren Christen, Geiser, Haegeli (Tramelan), Schaffter.

Strassenbauprogramm 1968

Eintretensfrage

(Fortsetzung)

(Siehe Seite 701 hievor)

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Vorab möchte ich Herrn Grossrat Kunz als Präsident der Strassenkommission für seine Berichterstattung über das Strassenbauprogramm 1968 herzlich danken.

Herr Grossrat Binggeli stellt die Strasse Kalchstätten–Guggersbach, also die Verbindungsstrasse zum Kanton Freiburg, zur Diskussion. Es ist uns bekannt, dass dort in bezug auf die Staubfreimachung noch einiges vorzukehren bleibt. Im Rahmen des Verwaltungsberichtes haben wir Ihnen in Form einer Tabelle Auskunft über den Stand dieser Arbeiten im Kanton Bern gegeben. Es ist unser Bestreben, auf diesem Sektor ganz besonders auch im Jahre 1968 die Arbeiten voranzutreiben. Ich muss in diesem Zusammenhang erwähnen, dass es nicht immer damit getan ist, nur einen Teerbelag zu erstellen. Sehr oft muss auch der Unterbau neu angelegt werden, was die Kosten eines Projektes natürlich sofort wesentlich erhöht.

Herrn Grossrat Brawand kann ich sagen, dass die Sanierung der letzten Staldenbrücke beförderlich erfolgen soll. So, wie wir dieses Werk begonnen haben, werden wir es auch zu einem guten Ende führen.

Herrn Grossrat Steffen kann ich mitteilen, dass wir die Situation kennen, wie sie seit der Expo eingetreten ist. Tatsache ist, dass sich seit dem Ausbau der Strasse Murten–Lausanne auf der einen Seite und der Verlängerung der Autobahn bis nach Lenzburg auf der andern Seite der Lastwagenverkehr auf der Strecke Murten–Bern ausserordentlich gesteigert hat. Besonders der Gümmenenstutz erweist sich für einen fliessenden Ver-

kehr als grosses Hindernis. Das ist auch der Grund, weshalb wir hier eine Kriechspur errichten wollen. Im übrigen müssen wir uns in bezug auf den Ausbau dieser Strasse noch etwas gedulden. Ich kann mit dem besten Willen nicht alles auf einmal in Angriff nehmen. Ich werde heute noch Gelegenheit erhalten, etwas mehr über die finanzielle Situation im Strassenbau zu sagen. Es ist nicht schwer, Forderungen aufzustellen; viel schwieriger ist es dagegen, diese zu erfüllen.

Auf die Anfrage von Herrn Grossrat Kohler kann ich antworten, dass wir hinsichtlich der Taubenlochstrasse mitten in der Projektierung einer Neuanlage stehen. Die Projektierungsarbeiten schreiten sehr gut voran. Ich hoffe, dass sie bis Ende dieses Jahres fertig sind. Wie Ihnen bekannt ist, beabsichtigen wir für das Taubenloch auf der einen Seite die Erstellung einer Neuanlage und auf der andern Seite den Ausbau der bestehenden Strasse, so dass wir am Schluss eine vierspurige Autobahn erhalten werden. Damit wir wegen der Neuanlage nicht in Rückstand kommen, wollen wir schon im Jahre 1968 – dafür sind nämlich die 1,5 Millionen Franken vorgesehen – die alte Strasse sanieren, wo dies ohne allzu starke Behinderung des Fahrzeugverkehrs möglich ist. Wir beginnen also im Jahre 1968 mit der Sanierung der Taubenlochstrasse, und ich hoffe, in der Lage zu sein, in der Februarsession in bezug auf die Neuanlage eine klare Auskunft zu geben. Bis dann werden die Projektierungsarbeiten bestimmt beendet sein. Wir werden die Pläne im Korridor vor dem Ratssaal aushängen, so dass die Herren Grossräte darin Einsicht nehmen können.

Herr Grossrat Häberli hat eine Frage in bezug auf die Seelandtangente gestellt. Ich muss ihm antworten, dass während des Studiums einer Umfahrungsstrasse für Aarberg unerwartet Probleme aufgetaucht sind. Eine südliche Umfahrung kam aus topographischen Gründen nicht in Betracht. Bei der nördlichen Umfahrung hat sich das Problem der Querung der SBB-Linie westlich von Aarberg gestellt. Damit wurde die Frage aufgerollt, ob Bargen miteinbezogen werden soll. In Kallnach sind die Studien für eine Güterzusammenlegung im Gange; auch hier hat die Planung der Strasse mithineingespielt. In der Folge hatte der Kanton Freiburg zu prüfen, wie und wo wir mit unserer Strasse die Kantonsgrenze erreichen sollen. Auch die Gemeinde Fräschels hat eine Güterzusammenlegung im Tun, und Kerzers hat die Ortsplanung bearbeitet. Das ist die Situation. Unsere Studien haben gezeigt, dass alle diese Probleme am besten im Zusammenhang mit einer zukünftigen Neuanlage gelöst werden können. Deshalb ist der südwestliche Teil der Seelandtangente von Kerzers bis Lyss entstanden. Der Strassenplan 1:5000 wurde öffentlich aufgelegt. Die Einsprachen der Privaten sind nicht sehr schwerwiegend. Das Verfahren können wir nicht weiterführen, weil der Schutz der Grundwasserzone westlich von Aarberg noch zu lösen ist. Im Gebiet der Güterzusammenlegungen von Kallnach wurde freihändig Land erworben. Der Landbedarf ist weitgehend gedeckt. Der nordöstliche Teil der Seelandtangente von Lyss bis zur N 5 bei Büren an der Aare wurde später bearbeitet. Als die General Motors Biel in Studen ihre grosse Anlage projektierten, musste man sofort prüfen, ob dieser Lagerplatz nicht ins zukünftige Trasse zu liegen komme. Die geprüften Varianten zeigten aber, dass unsere Einsprache zurückgezogen werden konnte. Dann folgte die Güterzusammenlegung Schwadernau. In einer engen Zusammenarbeit mit dem Meliorationsamt haben wir schlussendlich ein Trasse gefunden. Im Wegnetzplan, den das Meliorationsamt aufgelegt hat, ist diese Neuanlage enthalten. Alles Land wurde im Neuzuteilungsverfahren erworben. In Büren an der Aare entstand in der Folge Widerstand. Da diese Angelegenheit nicht sehr dringend ist, haben wir sie bis jetzt nicht weiterverfolgt. Die ganze Strecke vom Anschluss an die N 1 bei Kerzers über Aarberg–Lyss bis zum Anschluss an die N 5 bei Büren an der Aare ist geplant. Wir überwachen die Entwicklung in der Region. Um nicht unnötig Wellen zu erzeugen, haben wir die Weiterbearbeitung der Planung vorläufig einmal eingestellt. Die kritisierten Stellen sind im Zusammenhang mit den Güterzusammenlegungen sichergestellt. Wenn wir die Transjurastrasse mit in Rechnung stellen, ist auch die Seelandtangente ein Bestandteil dieses Zusatzprogrammes. Sie wird dem Verkehr von Westen nach Osten dienen. Wir müssen aber auch hier sagen: Das ist zum Teil noch Zukunftsmusik. Es ist uns gegenwärtig unmöglich zu erklären, dass wir hier im Rahmen eines Zusatzprogrammes etwas erreichen können. Wir sind daher gezwungen, diese Studien noch etwas beiseite zu legen. Wichtig ist, dass wir nun einmal versuchen, das Dringendste unter Dach zu bringen.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

Detailberatung

1. Hauptstrassen / Talstrassen

Genehmigt.

2. Hauptstrassen / Alpenstrassen

Genehmigt.

3. Verbindungsstrassen

Genehmigt.

Schlussabstimmung

Für Annahme des
Strassenbauprogrammes 1968 .... 127 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Gemeindestrasse in Lauterbrunnen; Beitrag

(Beilage Nr. 29, Seite 18;
französische Beilage Seite 19)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Delaplace, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Kantonale Land- und Hauswirtschaftliche Schule Waldhof; Kredit

(Beilage Nr. 29, Seite 19)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Horst, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Beleuchtung von Staatsstrassen in Zollikofen; Beitrag

(Beilage Nr. 29, Seite 19;
französische Beilage Seite 20)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Delaplace, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Wasserverbauung in Kandersteg; Mehrkosten

(Beilage Nr. 29, Seite 19;
französische Beilage Seite 20)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Delaplace, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Gemeindestrassen und Gehwege in Muri bei Bern; Beitrag

(Beilage Nr. 29, Seite 20)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Delaplace, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Hals-, Nasen- Ohrenabteilung, Augenklinik und Hals-, Nasen- und Ohrenklinik; Kredit

(Beilage Nr. 29, Seite 20;
französische Beilage Seite 21)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Horst, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Kinderspital; Kredit

(Beilage Nr. 29, Seite 21;
französische Beilage Seite 22)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Horst, Mitglied der Staatswirtschaftskommission. Ferner sprechen dazu die Grossräte Schürch, Bircher und Gullotti sowie Baudirektor Schneider. Grossrat Bircher stellt zuhanden des Protokolls fest, dass es in der Begründung zu diesem Geschäft heissen sollte: «... eine Abteilung für schwerkranke Frühgeborene und Neugeborene einzurichten, die bis jetzt im Kinderspital nicht existiert», anstatt «... eine Abteilung für kranke Frühgeborene und Neugeborene einzurichten, die bis jetzt in Bern nicht existiert», und Grossrat Gullotti ersucht, im Protokoll festzuhalten: Wir wünschen, dass die beiden Institutionen (Säuglings- und Mütterheim und Kinderspital) zusammenarbeiten. – Nach dieser Aussprache wird das Geschäft einstimmig genehmigt.

Gehwege in Biglen; Beitrag

(Beilage Nr. 29, Seite 21;
französische Beilage Seite 22)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Delaplace, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Gemeindestrasse in Rüschegg; Beitrag

(Beilage Nr. 29, Seite 22;
französische Beilage Seite 23)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Delaplace, Mitglied der Staatswirtschaftskommission. Ferner sprechen dazu Grossrat Fuhrer und Baudirektor Schneider, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird.

Strassenbeleuchtung und Gehwege in Bätterkinden; Beiträge

(Beilage Nr. 29, Seite 22;
französische Beilage Seite 23)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Delaplace, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Gemeindestrasse in Ittigen; Beitrag

(Beilage Nr. 29, Seite 23;
französische Beilage Seite 24)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Delaplace, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Gemeindestrassen in Oberbipp, Boécourt und Rüegsau; Beiträge

(Beilage Nr. 29, Seiten 23 bis 25;
französische Beilage Seiten 25 und 26)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Horst, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

Gehwege in Bern; Beitrag

(Beilage Nr. 29, Seite 25;
französische Beilage Seite 27)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Horst, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

II. Juragewässer-Korrektion; Nachkredit

(Beilage Nr. 29, Seite 7)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Horst, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Postulat des Herrn Grossrat Hubacher (Für die Kommission zur Behandlung des Dekretes betreffend Organisation der Baudirektion) — Schaffung eines Baugrundkatasters

(Siehe Seite 469 hievor)

Hubacher. Das vorliegende Geschäft ist kein hochpolitisches; trotzdem muss ich Sie ersuchen, sich mit der besonderen Materie auseinanderzusetzen.

Bei der seinerzeitigen Behandlung des Organisationsdekretes der Baudirektion ist die Frage aufgetaucht, ob es nicht wertvoll wäre, die vielen Baugrunduntersuchungen, die im Rahmen des nationalen Strassenbaus notwendig wurden, in einem «Kataster» zusammenzutragen.

Gestatten Sie mir, dass ich kurz auf die Frage der Baugrunduntersuchung eintrete. Genau wie jeder Arzt in das Innenleben gesunder oder kranker Menschen Einblick nimmt, bevor er seine Diagnose stellt und mit seiner Behandlung einsetzt, wird der moderne Baufachmann, namentlich der Bauingenieur, Einblick in das Erdreich nehmen, bevor er seine Dispositionen trifft.

In einer ersten Stufe erfolgt das mit der sogenannten Rammsondierung: Dort werden normierte Sonden in den Boden hinuntergerammt, und durch Feststellung des auftretenden Rammwiderstandes kann ein Aufschluss über das angetroffene Material in den verschiedenen Tiefen erhalten werden.

Eine weitere Untersuchung kann mit einer Bohrung angestellt werden:

Diese hat zum Ziel, das Bodenmaterial an die Oberfläche zu bringen, damit es sichtbar wird und so einen Aufschluss gestattet.

Das durch Bohrung aus beliebigen Tiefen geförderte Material kann dann anschliessend durch Laboruntersuchungen weitere Aufschlüsse liefern:

Beispielsweise können auf diesem Weg Angaben über das spezifische Gewicht, die Durchlässigkeit des Wassers, die Zusammendrückbarkeit, die Aggressivität des Bodens und anderes mehr erhalten werden.

Bohrungen und Rammsondierungen ergänzen sich und werden deshalb nebeneinander im Rahmen einer umfassenden Bodenuntersuchung angeordnet.

Aus diesen paar wenigen Angaben soll ersichtlich sein, dass eine Bodenuntersuchung eine sehr eingehende, aufschlussreiche Abklärung darstellt, die auf alle Zeiten hinaus dienlich sein kann.

Heute werden Bodenuntersuchungen namentlich im Nationalstrassenbau gemacht. Es geht dort darum, Abklärungen über Aufschüttungen und Setzungen des Materials zu machen, um allenfalls den Unterbau richtig zu konzipieren. Ferner wird man Bodenuntersuchungen bei allen Industriebauten anordnen, weil gerade dort, wo grosse Nutzlasten auftreten, Abklärungen über die Fundation von grosser Bedeutung sind. Richtig durchgeführte Bodenuntersuchungen können mithelfen, Geld einzusparen, indem dadurch die zweckmässigste und preisgünstigste Fundation gewählt werden kann. Auch im Wohn- und Siedlungsbau kommt man immer mehr und mehr dazu, Bodenuntersuchungen zu machen, weil auch dort die Fundationsfragen entscheidend sind. Heute müssen vielfach Überbauungen auf Geländen projektiert werden, wo die Bodenverhältnisse nicht ideal sind. All diese Anwendungen zeigen, dass Bodenuntersuchungen eine moderne und wertvolle Grundlage für nahezu alle Bauvorhaben darstellen.

Wenn wir in unserem Postulat die Schaffung eines Baugrundkatasters anregen, so tun wir das nicht, ohne uns darüber eine Vorstellung zu machen.

Die erste Aufgabe des Baugrundkatasters soll sein, dass alle Bodenuntersuchungen grundsätzlich registriert werden. Hier tritt eine Schwierigkeit auf, nämlich die, dass neben den öffentlich in Auftrag gegebenen Baugrunduntersuchungen auch die privaten in die Registrierung einbezogen werden sollten. Ich bin mir bewusst, dass es sich hier um eine juristische Frage handelt und möchte den Wunsch zum Ausdruck bringen, dass man der Lösung dieser Aufgabe vollste Aufmerksamkeit schenkt. Der Nutzen scheint mir gross zu sein.

In der Folge könnte man eine zweite Aufgabe des Baugrundkatasters darin erkennen, dass alle Baugrunduntersuchungsberichte archiviert werden, und drittens sollten sie auch sowohl für die öffentliche Hand wie für alle ausgewiesenen privaten Baufachleute zugänglich sein. Diese Frage wird, im Sinn wie die erste, auch eine juristische Abklärung nach sich ziehen. Es dürfte meines Erachtens klar und deutlich erkenntlich sein, dass der Baugrundkataster nicht nur für öffentliche Bauvorhaben dienen kann, sondern ebenso für private. Genau wie die geistigen Erkenntnisse, die ja auch der Nachwelt überlassen werden und von denen wir alle profitiert haben und immer wieder profitieren, sollten die Bodenuntersuchungsergebnisse zu einem Baugrundkataster zusammengetragen werden und unseren Nachkommen dienen.

Abschliessend möchte ich die Vorteile eines Baugrundkatasters wie folgt zusammenfassen:

1. Der Baugrundkataster soll eine Orientierungsmöglichkeit für künftige Bauvorhaben darstellen. Ich könnte mir gut vorstellen, dass er auch dazu beiträgt, ungerechtfertigte Landkäufe zu verhindern, indem Landpreise nicht ungeachtet guter oder schlechter Bodenverhältnisse bezahlt werden sollten.

2. Die Bodenuntersuchungen sind meistens sehr teuer. Es wäre meines Erachtens schade, wenn sie verloren gingen, denn jede einzelne Untersuchung stellt ein Steinchen in einem Mosaik zu einer grossflächigen Baugrundbeurteilung dar.

3. Ich bin überzeugt, dass auch von geologischer Seite Interesse an einem Baugrundkataster besteht, denn Abklärungen über die Oberflächenbeschaffenheit können auch zur geologischen Beurteilung wesentlich beitragen.

4. Baugrunduntersuchungen auf Nachbargrundstücken bilden ausserordentlich wertvolle Vergleichsmöglichkeiten, denn durch Interpolation der Ergebnisse lassen sich allenfalls Unstimmigkeiten in den Resultaten neuer Untersuchungen feststellen. Nachbarliche Baugrunduntersuchungen helfen somit, die Zuverlässigkeit von Bodenuntersuchungen zu erhöhen.

Für jeden Baufachmann dürfte die Schaffung eines Baugrundkatasters ohne Zweifel eine ausserordentlich wertvolle Einrichtung darstellen. Dass ein derartiger Kataster auf privater Ebene aufgezogen wird, scheint mir undenkbar zu sein. Aus diesem Grunde glaube ich, dass der Kanton die richtige «Katasterinstanz» ist und ersuche Sie, verehrte Herren Ratskollegen, dem Postulat zuzustimmen.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Herr Grossrat Hubacher hat dargelegt, wie notwendig es ist, dass im Kanton Bern die Schaffung eines Baugrundkatasters an die Hand genommen wird. Wir stehen diesem Wunsch sympathisch gegenüber und sind auch bereit, das Postulat entgegenzunehmen. Die Beweggründe sind folgende:

Wenn man bedenkt, dass die Ergebnisse zahlreicher Bodensondierungen und -untersuchungen, die der Staat im Laufe der Jahre für den Strassenbau, den Hochbau, das Meliorationswesen und die Grundwasserforschung bezahlt hat, verlorengehen, entspricht die Schaffung eines Baugrundkatasters einem dringenden volkswirtschaftlichen Bedürfnis. Der Regierungsrat ist deshalb bereit zu prüfen, wie sich die Idee des Postulates verwirklichen lässt.

Wie Ihnen bekannt ist, haben die Schweizerische Geologische und die Schweizerische Geotechnische Kommission im Jahre 1964 eine Schweizerische Sammelstelle geologischer Dokumente gegründet. Die Aufgabe dieser Sammelstelle besteht darin, eine möglichst umfassende Dokumentation über die Geologie der Schweiz aufzubauen. Sowohl das Kantonale Autobahnamt als auch das Kantonale Tiefbauamt und die fünf Oberingenieurkreise sind angewiesen, diese Sammelstelle nicht nur zu unterstützen, sondern auch zu konsultieren. Bis der Austausch von Dokumenten und Untersuchungen richtig eingespielt ist, vergeht einige Zeit. Erst müssen die Unterlagen zusammengetragen und gesammelt werden.

Wie Ihnen ebenfalls bekannt ist, hat der Grosse Rat in der Novembersession 1965 die Motion Wyss erheblich erklärt und den Regierungsrat beauftragt, innert nützlicher Frist eine Karte über die öffentlichen Gewässer ausarbeiten zu lassen. Deren Nutzung bildet gemäss Artikel 1 und 2 des Wassernutzungsgesetzes ein Hoheitsrecht des Staates. Der Regierungsrat erklärte sich bereit, eine hydrogeologische Karte für den Kanton Bern im Sinne der Motion Wyss ausarbeiten zu lassen. Nun hat sich gezeigt, dass die Ausarbeitung dieser Karte ohne Verwendung der bisher erarbeiteten Resultate finanziell nicht tragbar wäre. Die geologische Abteilung der Direktion für Verkehr, Energie- und Wasserwirtschaft hat deshalb seit einem halben Jahr mit dem Aufbau einer hydrogeologischen Dokumentation begonnen. Die meisten der bisher gesammelten Dokumente (ca. 500 an der Zahl) sind natürlich nicht nur in hydrogeologischer, sondern auch in prospektions- und baugrundgeologischer Hinsicht bedeutend. Die Direktion für Verkehr, Energie- und Wasserwirtschaft teilte uns mit, dass ca. 70 Prozent aller Bohrungen, Schürfungen und Baugrunduntersuchungen Resultate aufweisen, die in die hydrogeologische Karte verarbeitet werden sollten. Da in einer Karte nur wenige Daten eingetragen werden können, sollten die erwähnten Dokumente in die zugehörige Sammlung aufgenommen werden, damit sie, sobald die wasserwirtschaftliche Rahmenplanung aufgenommen werden kann, zur Verfügung stehen.

Bei der bestehenden Finanzknappheit kann es sich der Staat nicht leisten, für die Erstellung eines Baugrundkatasters einen umfangreichen Apparat aufzuziehen. Es muss daher eine Lösung gesucht werden, die keine oder nur eine ganz geringe Personalvermehrung mit sich bringt und trotzdem gute Dienste leisten kann.

Die Schweizerische Sammelstelle geologischer Dokumente hat mit zahlreichen rechtlichen und

organisatorischen Schwierigkeiten zu kämpfen, und es wird ihr leider von weiten Kreisen ein gewisses Misstrauen entgegengebracht. Diese Umstände haben die Direktion für Verkehr, Energie- und Wasserwirtschaft bewogen, im Interesse einer raschen Förderung der Arbeit an der hydrogeologischen Karte vorläufig eine kantonsinterne Dokumentation aufzubauen, in die auch alle nichthydrogeologischen Dokumente, die von der kantonalen Verwaltung in Auftrag gegeben worden sind, aufgenommen werden sollen, damit wenigstens diese nicht verloren gehen. Der Geologe der Wasserwirtschaftsdirektion, Herr Dr. Blau, ist Verbindungsmann zwischen seiner Direktion und der Schweizerischen Sammelstelle geologischer Dokumente. Sobald diese die grössten Anfangsschwierigkeiten überwunden haben wird, dürfte mit ihr eng zusammengearbeitet werden.

Der Regierungsrat ist der Auffassung, dass es nicht in Frage kommt, im Bereich des Kantons Bern beide Einrichtungen nebeneinander funktionieren und somit eine Doppelspurigkeit entstehen zu lassen. Es müssen daher folgende zwei Möglichkeiten geprüft werden: Die Schweizerische Sammelstelle geologischer Dokumente übernimmt für den Kanton Bern die Funktion, die sonst eine kantonale Stelle für den Baugrundkataster zu übernehmen hätte. Damit würde der Kanton von dieser Aufgabe entlastet. Oder: Der Kanton Bern baut die begonnene geologische Dokumentation weiter aus und stellt ein Doppel der Kartothek der Schweizerischen Sammelstelle geologischer Dokumente zur Verfügung.

Noch eine weitere Frage muss geprüft werden. Herr Grossrat Hubacher möchte, dass nach Möglichkeit neben den durch die öffentliche Verwaltung in Auftrag gegebenen Bodenuntersuchungen auch diejenigen privater Bauherren durch den Baugrundkataster erfasst werden sollten. Das würde eine Gesetzesbestimmung voraussetzen. Viele Bundesländer Deutschlands, die Vereinigten Staaten, Kanada und andere Länder besitzen solche Gesetzesbestimmungen, wonach die Abgabe aller geologischen Dokumente an eine Sammelstelle verlangt wird. Im bernischen Gesetz über die Gewinnung mineralischer Rohstoffe (Bergwerksgesetz) vom 4. November 1962 werden die Schürfer, Erschliesser und Ausbeuter von Erzen, Kohle, Erdöl, Erdgas, und anderen festen, halbfesten, flüssigen oder gasförmigen Kohlenwasserstoffen und von Mineralien für die Erzeugung von Atomenergie sowie zum Abbau von Salzlagerstätten verpflichtet, die Resultate der Messungen und Ergebnisse (einschliesslich der Bohrungen) mit Beilage von Karten und Profilen der Forstdirektion einzureichen.

Im Interesse von Wirtschaft und Wissenschaft sollte es möglich sein, die Abgabe aller geologischen Dokumente im weitesten Sinne gesetzlich zu verlangen.

Ich wollte mit diesen unvollständigen Hinweisen auf die Komplexität der Aufgabe aufmerksam machen, die dem Staat durch die Annahme des Postulates überbunden wird. Oder anders ausgedrückt: Ich muss den Herrn Postulanten bitten, uns einige Zeit zur Prüfung einzuräumen. In diesem Sinne ist der Regierungsrat bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Postulat des Herrn Grossrat Parietti — Autobahnen

(Siehe Seiten 589 und 590 hievor)

Parietti. Nous savons, M. le Conseiller d'Etat, que vous avez décidé de donner une suite bienveillante au postulat que j'ai déposé le 14 septembre 1967. Les motifs que j'invoque, je les commente donc brièvement. Ce qui m'a décidé en premier lieu à intervenir dans cette question, c'est le fait que toutes les matières premières nécessaires à la construction des routes en béton peuvent être obtenus dans le canton. J'ai parlé d'une différence du coût de construction de 5 à 10 % entre les deux systèmes. Si les routes en bitume sont, à la construction, un peu meilleur marché, cela vient du fait que l'on tolère une épaisseur de revêtement moindre. Avec l'emploi de bitume, les résultats de récentes soumissions cantonales prouvent qu'en fondation également les frais de revêtement rigide de 20 cm. correspondent à ceux d'un revêtement flexible de 19 cm. Dans ces conditions, on peut admettre que le coût au m² serait équivalent si les tolérances étaient les mêmes pour les deux systèmes. D'autre part, d'après l'expérience acquise par d'autres pays qui ont essayé les deux systèmes, les frais d'entretien du revêtement en béton sont beaucoup moins élevés. Il est établi qu'un revêtement noir de 20 cm. au moins, exposé à un trafic intense, entraînera des frais d'entretien plus importants que des dalles en béton.

Je vous rends attentif au fait que l'article 55 de la nouvelle loi fédérale sur les routes nationales impose au canton tous les frais d'entretien de ses routes; il doit en outre contribuer par 10 à 20 % aux frais de construction des routes de première classe, des routes alpestres et des auto-routes.

La Confédération a donc intérêt à construire à bon compte, puisque le coût de construction frappera surtout le budget fédéral, tandis que les frais d'entretien seront à la charge des cantons. Ceci doit nous inciter à rechercher des solutions de construction durables et demandant le moins d'entretien.

On admet que le m² de revêtement en béton de 20 cm. d'épaisseur coûte actuellement fr. 20.—. Le coût du combustible étranger (charbon, mazout) nécessaire lors de la fabrication de ciment est de l'ordre de 80 centimes par m². Le fer brut étranger utilisé comme adjonction à la ferraille du pays représente 8 centimes et le mastic pour les joints, 2 centimes, ce qui donne un total de 90 centimes par m², ce qui est minime.

Je pense aussi que la sécurité de celui qui utilise les routes en béton ne doit pas nous laisser indifférent. Le béton est de 3 à 5 fois plus clair que le revêtement en matière souple. Les accidents – et les statistiques le prouvent – sont plus fréquents de nuit que de jour et 3 fois moins nombreux sur les routes bétonnées que sur les routes en bitume.

Cela provient indiscutablement du fait que les obstacles qui se trouvent sur les routes bétonnées se voient beaucoup plus vite. Même en cas de mauvais temps, la route claire est visible. Elle s'éclaire aisément et ne miroite jamais. Le béton clair réfléchit la lumière sans éblouir. La rugosité du béton caractérise la surface des routes construites en cette matière. Il est établi que l'usure n'atteint pas 1 mm. en 10 ans, ce qui fait que cette rugosité pratiquement inusable en fait le revêtement préféré de toutes les pistes d'essai. Pour les motifs que je viens d'invoquer et pour d'autres qu'il serait trop long d'énumérer ici, je vous demande de donner une suite favorable à mon postulat et de faire l'impossible pour utiliser le ciment comme matière première pour les constructions de nos routes, ce qui contribuera à la bienfacture de cellesci et à augmenter la sécurité des usagers de la route et à faire de substantielles économies d'entretien.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. In meiner Antwort auf das Postulat von Herrn Grossrat Parietti will ich mich auf einige grundsätzliche Bemerkungen beschränken.

Herr Grossrat Parietti ersucht den Regierungsrat, beim Autobahnbau Betonbeläge statt die etwas billigeren Teerbeläge zu verwenden. Zur Begründung führt er an, die Betonbeläge kämen den Kanton nur etwa 5 bis 10 Prozent teurer zu stehen und wären dafür im Unterhalt viel billiger. Im übrigen bestehe die Möglichkeit, den Zement im Kanton selber zu beschaffen; für die Teerbeläge dagegen müssten die Rohmaterialien aus dem Ausland importiert werden. Für diese Argumentation habe ich volles Verständnis.

Beide Belagsarten haben jedoch Vor- und Nachteile. Keine ist der andern derart überlegen, dass zum voraus und ein- für allemal festgelegt werden könnte, welche gewählt werden muss. Die Lebensdauer beider Belagstypen hängt weitgehend von der Dimensionierung der Deckenstärke und der darunter liegenden Schicht sowie von der Qualität der Bauausführung ab. Es stimmt nicht, dass flexible Beläge wesentlich höhere Unterhaltskosten verursachen als Betonbeläge. Letztere werden in der Regel auf Strecken vorgesehen, auf denen geringe Setzungen zu erwarten sind. Betonbeläge können nämlich nachträglich nur sehr schwer korrigiert werden, im Gegensatz zu den flexiblen Belägen, bei denen das ohne weiteres möglich ist.

Beim Nationalstrassenbau wird der Belagstyp auf Grund von technischen und wirtschaftlichen Kriterien festgelegt. Die Kantone unterbreiten dem Eidgenössischen Amt für Strassen- und Flussbau jeweils ihre Vorschläge. Wenn das Amt mit den Vorschlägen des Kantons nicht einiggeht, wird verhandelt. Kommt keine Einigung zustande, entscheidet der Bund. So hat das eidgenössische Amt z. B. bei der N 1 Bern–Zürich entschieden, dass von Bern bis zur Verzweigung der N 1 und der N 2 bei Härkingen ein flexibler Belag und von dort bis Zürich ein Betonbelag zu erstellen sei.

Ein anderes Beispiel kann bei der N 6 angeführt werden. Da diese entlang der Talebene des kiesigen Untergrundes wegen wenig Setzungen erwarten lässt, haben wir dem Eidgenössischen Amt für Strassen- und Flussbau vorgeschlagen, die N 6 bis in die Gegend von Spiez mit einem Betonbelag zu versehen. Das Bundesamt hat diesem Vorschlag zugestimmt.

Anhand dieser beiden Beispiele ist ersichtlich, dass bei der Wahl zwischen den beiden Belagsarten nicht nur wirtschaftliche, sondern vor allem auch technische Faktoren ausschlaggebend sind und demzufolge berücksichtigt werden müssen.

Im Sinne dieser Ausführungen kann das Postulat des Herrn Grossrat Parietti angenommen werden.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Schluss der Sitzung um 15.25 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Neunte Sitzung

Mittwoch, den 15. November 1967, 9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 196 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Barben, Frutiger, Hirt (Utzenstorf), Homberger.

Postulat des Herrn Grossrat Krähenbühl — Erizstrasse

(Siehe Seite 598 hievor)

Krähenbühl. Es ist mir klar, dass bei der gegenwärtigen finanzpolitischen Situation Sonderwünsche auf dem Sektor des Strassenbaues nicht besonders populär sind. Wenn ich mir trotzdem gestatte, hier mit einem solchen Wunsch vor den Rat zu treten, geschieht es deshalb, weil es sich um eine Existenzfrage einer kleinen Berggemeinde im Thuner Westamt handelt. Viele von Ihnen kennen das Eriz, das Hochtal von 10 km Länge, östlich der Schwarzenegg, ein Tal, das nur durch die Erizstrasse erschlossen ist, um die es sich hier handelt. – Bis vor etwa 10 Jahren war das eine Gemeindestrasse. Die Gemeinde Eriz zählt etwa 600 Einwohner; sie ist eine der finanzschwächsten Gemeinden des Kantons und wurde durch die Last dieser Gemeindestrasse fast erdrückt. Ich anerkenne dankbar, dass der Staat vor etwa 10 Jahren die Strasse übernommen hat. Leider ist sie noch in einem sehr schlechten Zustand. Nur das äusserste Stück, von Richtung Schwarzenegg her, in der Länge von etwa 1½ Kilometern, ist gut ausgebaut worden, und auch in der Mitte befindet sich ein gutes Strassenstück. Aber der ganze Rest von ungefähr 8 bis 9 Kilometern Länge ist noch in schlechtem Zustand. Es muss erwartet werden, dass bis zum Vollausbau der Strasse noch viele Jahre vergehen werden. Wir wissen ja, dass die Strassenbaukredite gegenwärtig sehr beschränkt sind. Die Strasse bietet topographisch grosse Schwierigkeiten. Ein sehr grosser Teil der Strasse verläuft an Steilhängen. Sie ist kurvenreich und weist grosse Steigungen auf. Bisher war es nur eine wassergebundene Strasse. Bei Regenfällen ist sie häufig in erbärmlichem Zustand. Das Schlimmste ist, dass sie an vielen Stellen nur 3½ bis 4 Meter breit ist. An engen Stellen mit Autos zu kreuzen, erfordert akrobatische Fähigkeiten. Am schlimmsten ist es, wenn Cars kreuzen sollten.

Die Strasse ist die einzige wirtschaftlich praktikable Verbindung der Berggemeinde mit dem Kanton. In den letzten Jahren hat der Verkehr auf der Erizstrasse stark zugenommen. In Eriz sind, bei 600 Einwohnern, 100 Autos. Zwei bis drei Dutzend Einwohner arbeiten auswärts und fahren jeden Tag weg. Ein Postauto befährt die Strasse achtmal im Tag. Ausserdem fahren zahlreiche Lastwagen. Der Staat Bern hat im Eriz etwa 250 Hektaren Wald; jährlich finden grosse Holztransporte statt. Im Frühjahr und Herbst werden ca. 1500 Rinder mit Lastwagen hin- und hergeführt.

Die Strasse hat an Bedeutung zugenommen. Das Eriztal wird immer mehr zu einem Ausflugszentrum. Es gab Sommertage, an denen 600 Privatautos in das Eriztal fuhren. – Das gleiche gilt für den Winter. Vor einem Jahr wurde ein Skilift eröffnet. Er hat in der ersten Saison etwa 15 000 Besucher angezogen, die grössten Teils mit Autos kamen. Es gab Tage, an denen 400 Autos ins Eriztal fuhren. Gerade im Winter ist die Strasse aber wegen der Schneewälle auf beiden Seiten noch schwieriger zu befahren. Sie ist dem Verkehr nicht mehr gewachsen. Wenn der Ausbau im bisherigen Tempo weitergeht, werden viele Jahre verstreichen, bis die Strasse ausgebaut ist. Es ist daher nötig, Sofortmassnahmen zu treffen. – Es geht darum, den Verkehr flüssiger zu gestalten, denn wenn beim Kreuzen immer das eine Auto anhalten muss, entstehen grosse Stauungen. Ich halte dafür, dass es mit verhältnismässig bescheidenen Mitteln möglich ist, wesentliche Verbesserungen zustande zu bringen. Es geht darum, an den schmälsten Stellen die Böschung abzutragen und dann die Strasse überall ein wenig zu verbreitern. Das erachte ich als eine Sofortmassnahme. Der weitere Ausbau der Strasse kann nachher auf längere Zeit verteilt werden. Ebenfalls eine Sofortmassnahme wäre die Staubfreimachung.

Für das Jahr 1968 hat eine Tranche von Franken 200 000.— ins Strassenbauprogramm aufgenommen werden können. Damit kann ein Teil der Sofortmassnahmen getroffen werden.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Am Schluss der Postulatsbegründung hat Herr Grossrat Krähenbühl darauf aufmerksam gemacht, dass zum Ausbau der Erizstrasse ein Betrag von Fr. 200 000.— im Strassenbauprogramm enthalten ist. Damit wäre eigentlich die Antwort schon erteilt. So wie die Verhältnisse liegen, werden wir jedoch dem Wunsch von Herrn Grossrat Krähenbühl nicht ganz entsprechen können, sondern wir werden nach und nach vorgehen müssen.

Durch die Erstellung des Skiliftes hat die Strasse vermehrte Bedeutung erhalten. Ich darf aber ohne jemanden treffen zu wollen sagen, dass im Moment, wo der Staat die Strasse übernommen hat, die Ansprüche an diese gestiegen sind. Zweifellos ist diese Strasse wichtig, und wir werden uns bemühen, den Ausbau zu fördern. Als der Kanton Bern die Strasse im Jahre 1959 übernahm, wurde durch Ingenieur Bühlmann ein Ausbauprogramm erstellt, das die Verbreiterung der engen Teilstrecken auf 5,2 Meter und die durchgehende Erstellung einer Schotterträńkung vorsah. Die Kosten, ohne Landerwerb, beliefen sich auf Franken 1 584 000.—.

Nach der Übernahme der Strasse wurde mit dem etappenweisen Ausbau auf 5,5 Meter Breite begonnen. Da sich wegen dem steilen Gelände sehr hohe Baukosten ergaben, konnten infolge der beschränkten finanziellen Mittel bisher nur 1,8 Kilometer ausgebaut werden. Die Eröffnung eines Skiliftes

im Innereriz brachte sodann im Winter 1966/67 eine massive Verkehrssteigerung, welche vermehrte Verkehrsstörungen und -gefährdungen mit sich brachte. Deshalb prüfte der Kreisoberingenieur schon im letzten Sommer, ob nicht an Stelle des langfristigen Vollausbaues der ganzen Strecke möglichst bald Verkehrsverbesserungen durch Vermehrung der Ausweichmöglichkeiten und Befestigung der Fahrbahnfläche erzielt werden könnten. Die Prüfung ergab im ganzen 38 Ausweichmöglichkeiten, die das Kreuzen von Cars oder Postautos mit Personenwagen innerhalb der vorhandenen Sichtdistanzen ermöglichen würden. Ferner wurde die Staubfreimachung durch Aufbringen einer Bitumenkiesschicht auf die ganze Länge von 7780 Metern in der Gemeinde Eriz vorgesehen. Die Teilstrecke auf dem Gemeindegebiet Oberlangenegg, von 1350 Metern Länge, ist schon durchgehend auf 5,20 Meter Breite ausgebaut und staubfrei gemacht worden.

Die Schaffung der 38 Ausweichstellen auf Sichtdistanz käme nach einer generellen Kostenschätzung von Ende September 1967 auf Fr. 348 000.— zu stehen.

Die Staubfreimachung durch Einbau einer Heissmischtragschicht von 5 Zentimetern oder einer Schottertränkung von 5 Zentimetern unter gleichzeitiger Planie mit Profilausgleich und leichter Hebung der Aussenränder in den Kurven würde für die 3260 Meter lange Strecke Losenegg–Linden (Halten) Fr. 128 000.— kosten. Für die 3000 Meter lange Strecke Linden–Innereriz (Moosboden) käme sie auf Fr. 120 000.— zu stehen.

Die dringenden Korrektionen auf der 420 Meter langen Strecke Halten–Linden mit Ausbau auf 5,50 Meter würden Fr. 210 000.—, und diejenigen auf der 560 Meter langen Strecke Moosboden–Säge–Innereriz, mit zwei neuen Brücken, Franken 280 000.— kosten.

Zusammengefasst ergäben sich folgende Kosten für die dringlichsten Ausbauarbeiten:

	Fr.
Schaffung von Ausweichstellen	348 000.—
Staubfreimachung	248 000.—
dringende Korrektionen	490 000.—
Total	1 086 000.—

Nun verlangt aber das Postulat unter Punkt 1, dass die engsten Stellen der Erizstrasse im Sinne einer Sofortmassnahme so saniert werden, dass überall 2 Autos, ohne anzuhalten, kreuzen können. Das würde 3 bis 4 mal mehr kosten. Wenn wir aber die engsten Stellen so ausbauen würden, dass auf Sichtdistanz ein Car und ein Personenwagen ohne anzuhalten kreuzen könnten, wäre dem Carverkehr zum neuen Skilift im Innereriz besser gedient als mit einem Ausbau, bei dem überall an den engsten Stellen zwei Personenwagen kreuzen könnten. Die Erizstrasse ist nämlich überall eng, wo sie noch nicht korrigiert ist. Sodann steht ein Betrag von 3 bis 4 Millionen Franken einfach nicht zur Verfügung. Es ist dem Baudirektor nicht angenehm, das immer wieder sagen zu müssen. Sie wissen, wie wenig Geld uns zur Verfügung steht. Sie haben gestern das Strassenbauprogramm auf der Basis von 32 Millionen Franken genehmigt. Wenn wir nicht Gefahr laufen wollen, dass in gewissen Gegenden des Kantons überhaupt nichts unternommen wird, dürfen wir uns nicht an einem Ort «überbauen», sondern wir wollen das zur Verfügung stehende Geld so verteilen, dass alle Landesgegenden einigermassen bedient werden.

Wenn wir während fünf Jahren jedes Jahr Fr. 200 000.— für die Erstellung der 38 Ausweichstellen auf Sichtdistanz und für den Ausbau von zwei Strecken mit zwei neuen Brücken sowie für die Staubfreimachung auf 6260 Meter zur Verfügung stellen könnten, dürfte die Gemeinde Eriz zufrieden sein. Der rege Verkehr auf der engen Erizstrasse würde es nämlich verhindern, mehr als Fr. 200 000.— im Jahr zu verbauen. Weil wir weder im Zweijahresprogramm 1968/69 noch im Arbeitsprogramm 1967/68 für die Erizstrasse etwas aufnehmen konnten, dürfte es noch eine Reihe von Jahren dauern, bis die Erizstrasse saniert ist.

Der Regierungsrat nimmt das Postulat entgegen, wenn es sich auf die Schaffung von 38 Ausweichstellen, auf die Staubfreimachung und auf die dringenden Korrektionen im Gesamtkostenbetrag von Fr. 1 086 000 —, gemäss unsern Ausführungen, beschränkt.

Soweit das Postulat aber eine Sanierung aller engsten Stellen der Erizstrasse im Sinne einer Sofortmassnahme verlangt, muss es abgelehnt werden.

Krähenbühl. Ich danke dem Baudirektor bestens für die Auskunft und für die Bereitschaft der Regierung, einem wesentlichen Teil des Postulates zu entsprechen. Ich erkläre mich damit einverstanden, den Punkt 2 des Postulates fallen zu lassen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates .... Grosse Mehrheit

Postulat des Herrn Grossrat Hirsbrunner — Revision der Submissionsverordnung

(Siehe Seite 590 hievor)

Hirsbrunner. In Paragraph 20 Absatz 2 der neuen Submissionsverordnung steht, dass der Kanton Bern seine Beschaffungen ebenfalls im Efta-Raum machen könne. Das will heissen, dass wir unsere Steuergelder verwenden können, um Aufträge im Efta-Raum zu vergeben. Ich fand, das Vorgehen sei verfrüht und habe mir daher erlaubt, mein Postulat einzureichen.

Im Vorschlag für die Submissionsverordnung steht weiter, dass man das günstigste Angebot berücksichtigen sollte. Wenn man diese Praxis anwenden würde, würde praktisch der Grossteil der Aufträge des Kantons Bern ins Ausland vergeben. Portugal, das auch ein Efta-Land ist, hat Lohnansätze von etwa einem Franken. Wir wollen nicht die Löhne kritisieren, aber festhalten, dass wegen der grossen Lohndifferenzen erhebliche Schwierigkeiten erwachsen. Ich glaube nicht, dass ein Berner ein Interesse daran hätte, dass man wegen dieser Lohndifferenz Aufträge, die das

bernische Gewerbe sehr wohl ausführen könnte, ins Ausland vergibt. Man würde damit auch dem Staat und den Gemeinden schaden, denn von den Aufträgen, die ins Ausland vergeben werden, gehen nachher keine Steuern ein.

Die Submissionsverordnungen haben auch schon andere Kantone stark beschäftigt. Wenn man den Absatz 2 von Paragraph 20 bestehen liesse, wäre der Kanton Bern der erste, der solche vorschreiben würde. Bisher hatte es unser Kanton mit solchen Beschlüssen nicht sehr eilig. Ich ersuche die Ratskollegen, dem Problem alle Beachtung zu schenken.

In der Botschaft des Bundesrates vom 5. Februar 1960 steht folgendes: «Nach Absatz 4 dieses Artikels werden die regionalen und lokalen Behörden nur insoweit zur Durchführung unmittelbar verpflichtet, als die zentralen Staatsorgane sie im Rahmen ihrer gesetzlichen Befugnisse dazu anhalten können.» Das ist deutlich: es ist eine Empfehlung, ein Wunsch des Bundesrates, und nicht eine Verpflichtung.

Im Efta-Bulletin stand am 2. März 1967 folgendes: «Regionale und lokale Verwaltungen fallen daher insoweit unter die Bestimmung des Artikels 14 des Efta-Vertrages, als die zentralen Regierungsbehörden einen direkten Einfluss auf ihre Beschaffungstätigkeit ausüben können.»

Diese beiden Zitate zeigen, dass der Kanton Bern nicht in die genannten Verpflichtungen einbezogen ist, denn der Bund kann keinen direkten Einfluss auf unsere Beschaffungen ausüben. Daher bin ich der Meinung, man sollte den Absatz 2 von Paragraph 20 weglassen. Ich stehe damit auf dem Boden der Gesetzmässigkeit; denn die Bundesbehörden haben nur einen Wunsch geäussert und den Kantonen noch keine Verpflichtung auferlegt. Bis das eine Verpflichtung wird, werden bestimmt noch Jahre vergehen.

Handeln wirklich alle Efta-Staaten vertragskonform? Das ist nicht der Fall. Die Engländer haben die Devisenzuteilung für Ferienaufenthalte im Ausland gekürzt. Die englischen Feriengäste sind für unsere Fremdenindustrie aber wichtig. Die Devisenzuteilung wurde ihnen auf Fr. 600.— pro Jahr reduziert. Darunter hatte besonders der Kanton Bern zu leiden. – Ein Beispiel aus Österreich: Die Schweiz könnte nach Österreich preisgünstige Baumwollgarne verkaufen, dank der Rationalisierung unserer Betriebe. Da Österreich teurer produziert, hat es seine Industrie durch Festsetzung eines Mindestpreises geschützt, womit die Schweiz als Efta-Lieferant für Österreich ausfällt. Diese Exporte betrugen immerhin etwa 21 Millionen Franken pro Jahr.

Gleiche Rechte dürfen wir für uns beanspruchen. Daher empfehle ich, den genannten Absatz 2 aus der Submissionsverordnung zu streichen. Wir behalten dann einen guten Trumpf in der Hand, wenn die Devisenzuteilung der Engländer für Ferien in der Schweiz zur Diskussion steht. Wir können unsere Industrie nur schützen, wenn wir solche Gelegenheiten wahrnehmen.

Ich ersuche Sie, dem Postulat zuzustimmen.

Hier wird dieses Traktandum unterbrochen.

Wahl von zwei Vertretern in den Ständerat

Den Vorsitz übernimmt Vizepräsident Nobel.

Nobel, Vizepräsident. Es sind zwei Vertreter des Kantons Bern in den Ständerat zu wählen. Die Fraktionen schlagen gemeinsam Regierungsrat Dewet Buri (bisher) vor. Sodann schlagen die Freisinnige Grossratsfraktion und die Fraktion der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei Herrn Grossratspräsident Maurice Péquignot vor. Die Sozialdemokratische Grossratsfraktion schlägt Herrn Grossrat Armand Gobat, Sekundarschulvorsteher in Tavannes, vor. Wird das Wort zu diesen Wahlen gewünscht?

Augsburger. Im Namen der Fraktion der BGB-Partei möchte ich zur heutigen Ständeratswahl folgende Erklärung abgeben:

Die Stellung der BGB-Fraktion ist im Falle der heutigen Ständeratswahl sicher nicht besonders beneidenswert, haben wir doch auf der einen Seite ein eigenes Eisen im Feuer und anderseits sagt man, wir spielten den Schiedsrichter für die Vergebung des zweiten Sitzes, würden also die Weichen stellen. Weichen zu stellen ist sicher eine verantwortungsvolle Aufgabe, und die BGB-Fraktion steht auch heute zu ihrer Verantwortung und hat ihren Entscheid ohne jede Bindung und in aller Freiheit getroffen.

Es ist sicher am Platze, vorab Herrn Ständerat Jeanneret für sein Wirken für unser Land und für unsern Kanton in den vergangenen 8 Jahren zu danken. Er war Politiker und bedeutender Wirtschaftsvertreter zugleich. Er verdient Anerkennung für seine mutige Haltung in der Jurafrage, eine Haltung, die ihm persönlich verschiedentlich Widerwärtigkeiten bereitet hat. Besondere Verdienste hat Herr Jeanneret für das Uhrenstatut, hat er doch mitgeholfen, eine Ordnung zu schaffen, die für eine bedeutende jurassische Wirtschaftsgruppe von grösster Wichtigkeit ist. Unsere besten Wünsche begleiten Herrn Jeanneret in seinen politischen Ruhestand.

Unsern Dank verdient auch Herr Ständerat Dewet Buri, der die Interessen des Kantons Bern in der Ständekammer immer aktiv und zielbewusst vertreten hat und als Verbindungsglied zur Regierung hat wirken können. Herr Ständerat Buri stellt sich heute zur Wiederwahl. Die BGB-Fraktion schlägt ihn einstimmig vor und schätzt sich glücklich, feststellen zu dürfen, dass er auch in andern Fraktionen Unterstützung findet.

Zur Ersatzwahl für Herrn Jeanneret: Hier stehen für unsere Fraktion die grundsätzlichen Aspekte im Vordergrund, obwohl wir sagen müssen, dass sicher auch der personellen Seite ihre Bedeutung zukommt. Ein erster Grundsatz ist die Zuerkennung des Sitzes an den jurassischen Landesteil. Dieser Grundsatz wird von allen Fraktionen geteilt, was einem Bekenntnis zum Jura gleichkommt. Die freiwillige Würdigung und Rücksichtnahme auf die besondere Stellung des jurassischen Landesteils ist sicher viel höher zu werten als ein verfassungsmässiger Zwang. – Als weitern Grundsatz hat die BGB-Fraktion zu beachten, welche Kandidatur den politischen Verhältnissen im Jura bestmöglich entsprechen kann. Wenn sich die BGB-Fraktion mit grosser Mehr-

heit zugunsten von Grossratspräsident Péquignot entschieden hat, so in erster Linie, weil die Freisinnige Partei im Jura wesentlich stärker ist als die Sozialdemokratische Partei, und ihre Distanzierung gegenüber dem Separatismus Anerkennung verdient. Das Ergebnis der letzten Nationalratswahlen hat zudem im jurassischen Volk einen Trend feststellen lassen, den man nicht übersehen kann. Schliesslich hat die BGB-Fraktion, und mit ihr der Rat, verschiedentlich von eindeutigen Erklärungen von Herrn Grossrat Péquignot Kenntnis nehmen können, worin er sich für die Einheit unseres Kantons ausgesprochen hat. Wir sind sicher, dass er auch in Zukunft bei diesem mutigen Bekenntnis bleiben wird.

Der Entscheid der BGB-Fraktion zugunsten von Herrn Péquignot heisst nicht, dass unsere Partei für den sozialdemokratischen Anspruch überhaupt kein Verständnis und für die Kandidatur von Herrn Grossrat Gobat keine Sympathie hätte. Sie begreift es, dass die Sozialdemokratie im Ständerat ihre Stimme auch sollte geltend machen können. Ständeratswahlen sind kantonale Wahlen, und mit wenigen Ausnahmen Volkswahlen. Die Verantwortung für einen Zustand, der die Sozialdemokraten nicht befriedigen kann, liegt sicher an sich nicht bei der BGB-Partei, sondern anderswo. Es wäre nicht in Ordnung, wenn man uns für den Zustand den Schwarzpeter in die Tasche stossen würde. Falls der Kanton Bern Volkswahlen kennen würde, wäre es keineswegs sicher, dass die Sozialdemokratie als anerkannte grosse Partei wirklich einen Vertreter delegieren könnte.

Ich habe am Anfang erklärt, dass wir bei der Besetzung des zweiten Sitzes nur einen, leider nicht zwei Kandidaten unterstützen können. Damit ist ganz klar, dass wir die eine Gruppe enttäuschen müssen. Ich möchte aber sagen, dass wir uns ganz zweifellos wie bisher auch in Zukunft bemühen werden, mit allen aufbauwilligen Kräften in unserm Land loyal zusammenzuarbeiten.

Haltiner. Die Freisinnige Fraktion unterstützt zunächst die Kandidatur von Regierungsrat Ständerat Dewet Buri für die nächste Amtsperiode im Ständerat. Sie hat seine Arbeit im Ständerat verfolgt. Ich kann bestätigen, dass er in wichtigen Kommissionen vorzügliche Arbeit als bernischer Staatsmann geleistet hat (Aussenpolitische Kommission, Militärkommission, ständige PTT-Kommission des Ständerates).

Wir möchten uns dem Dank des Vorredners an Herrn Ständerat Jeanneret anschliessen. Er hat sein Amt unter schwierigen Verhältnissen übernommen und hat es gut zu Ende geführt.

Es ist, wie Herr Augsburger sagte, üblich, dass jeweilen ein Mandat für den Ständerat dem Jura zukommt. Das ist eine Konzession an die sprachliche Minderheit und einen Landesteil. Der Sitz wird von der Freisinnigen Fraktion beansprucht. Wir stellen als Kandidaten den gegenwärtig amtierenden Grossratspräsidenten, Maurice Péquignot auf. – Zur Begründung des Anspruchs stellen wir zwei staatspolitische Überlegungen in den Vordergrund: Das Berner Volk ist in seiner überwiegenden Mehrheit nicht sozialdemokratisch. Die Standesstimme des Kantons Bern im Ständerat soll der Ausdruck der Gesamthaltung sein. Die proportionale Vertretung spielt im Nationalrat und soll dort spielen. – Die Freisinnigen – das ist die zweite Überlegung staatspolitischer Art – stellen in der jurassischen Deputation, die gegenwärtig eine wichtige Rolle hat, mit einem Drittel der 33 jurassischen Grossräte das stärkste Kontingent.

Ich erlaube mir, Ihnen unsern Kandidaten, Grossratspräsident Maurice Péquignot, anhand von einigen kurzen Lebensdaten, namentlich seiner Laufbahn als Politiker, vorzustellen:

Herr Péquignot ist im Jahre 1918 als Bürger von Les Pommerats geboren. Er ist Freiberger. Schon mit 20 Jahren war er, zunächst passiv, in die Politik eingetreten, und zwar als Gemeindeschreiber von Epiquerez. Im Jahre 1947 wurde er nach Saignelégier als Lehrer gewählt (nicht zu verwechseln mit dem waadtländischen Ort Saint Légier); das jurassische Saignelégier liegt ungefähr auf dem Breitengrad von Buchs im Kanton St. Gallen. Im Jahr 1950 wurde er Gemeindesekretär der Gemeindeversammlung in Saignelégier; bereits 7 Jahre nach seiner Wahl zum Lehrer wurde er dort Gemeindepräsident. Im Jahr 1954 hat ihn das Vertrauen des Amtsbezirks in den Grossen Rat gebracht. Seither vertritt er den Amtsbezirk Freiberge hier als freisinniger Grossrat. Er hatte Gelegenheit, sich weitgehend mit den Problemen und Geschäften des bernischen Staates vertraut zu machen, indem er in der ständigen Justizkommission und in der wichtigen Staatswirtschaftskommission Einsitz genommen hat. Er hat sich durch seriöse, kontinuierliche Berichterstattung über die Ratsarbeit in den Zeitungen des Jura ausgezeichnet.

Im Jahr 1965 ist er mit Ihrem Vertrauen zum zweiten Vizepräsidenten des Grossen Rates gewählt worden, ein Jahr später zum ersten Vizepräsidenten, und gegenwärtig ist er Grossratspräsident. Sie wissen, dass er in seiner Eigenschaft als zweiter Vizepräsident das welsche Idiom in einer Rede zur 150-Jahresfeier zur Vereinigung von Jura und Stadt Biel mit dem Staat Bern, am 18. November 1965 im Berner Münster zum Ausdruck gebracht hat. Als zweiter Vizepräsident und als Jurassier hat er in seiner Rede der Zusammenarbeit, dem inneren Glauben und der Einheit im Schoss des Kantons Bern das Wort gesprochen.

Wir haben es bei Maurice Péquignot mit einer typischen Laufbahn eines politischen Milizsoldaten zu tun, wie es in unserem Lande üblich ist. Er ist in der Gemeinde geformt worden und ist von der Region in die kantonale Politik gestiegen. Er ist menschlich und charakterlich bestens gerüstet, um seinen Heimatkanton in der eidgenössischen Standeskammer zu vertreten und für ihn Ehre einzulegen. Die freisinnige Fraktion empfiehlt Ihnen, neben Dewet Buri Herrn Maurice Péquignot zum Ständerat zu wählen. Wir danken schon jetzt für das Vertrauen, das Sie ihm entgegenbringen.

Walter. Au nom de quelques députés indépendants ou non-alignés, je me permets de faire la déclaration suivante concernant la candidature jurassienne au Conseil des Etats. Le droit du parti radical au siège jurassien au Conseil des Etats se justifie par le résultat des élections au Conseil National où ce parti a recueilli un nombre important de suffrages. D'autres part, la dé-

faite électorale du parti socialiste dans le Jura où il a perdu le quart de ses voix ne lui permet guère de revendiquer ce siège, bien que, sur le plan fédéral, sa représentation à la Chambre haute soit insuffisante. Personnellement, il me semble aussi regrettable que dans la propagande en faveur de M. Gobat, candidat socialiste, dont je reconnais les mérites, on insiste spécialement sur son antiséparatisme militant à un moment où de sérieux efforts de conciliation et de compréhension sont entrepris.

Nous estimons par contre qu'en désignant M. Péquignot comme candidat au lieu de M. Simon Kohler, plébiscité de manière spectaculaire par les Jurassiens, puisque beaucoup d'entre eux mettent en lui l'espoir d'une réconciliation, le parti radical a passé outre à la volonté clairement exprimée des Romands jurassiens et biennois. Si notre canton maintient le système périmé de l'élection des Conseillers aux Etats par le Grand Conseil, il me semble qu'une telle élection devrait tout aux moins tenir compte de la volonté populaire. Nous ne méconnaissons nullement les grands mérites de M. Péquignot dont vous appréciez tous la fermeté et le tact à la tête de notre parlement cantonal, mais, compte tenu des circonstances, nous voterons pour M. Simon Kohler qui nous paraît être la personnalité la plus apte à représenter le Jura et le canton.

Bratschi. Zuerst gebe ich bekannt, dass die sozialdemokratische Fraktion beschlossen hat, den bisherigen Ständerat, Dewet Buri, auch weiterhin zu unterstützen.

Zur Wahl des andern Ständerates muss ich weiter ausholen, denn das hat eine politische und eine persönliche Seite. Auf der politischen Seite sind drei Aspekte vorhanden, die bestimmend ins Gewicht fallen. Das Ständeratsmandat ist ein eidgenössisches Mandat. Es ist daher sehr wesentlich, wie die politische Situation unserer Eidgenossenschaft aussieht. Da komme ich nicht um die wesentliche Feststellung herum, dass die Sozialdemokratische Partei und die Gewerkschaften aus den Nationalratswahlen wiederum als stärkste Fraktion hervorgingen. Mit 50 Sitzen bildet sie im Nationalrat, der die Volksvertretung darstellt, die stärkste Gruppe (ein Viertel der Nationalräte). Heute sind die Sozialdemokraten und die Gewerkschaften ein massgebender Faktor in der eidgenössischen Politik. Sie tragen an der Regierung Verantwortung mit, zu gleichen Teilen wie die Freisinnigen und die Christlich-sozialen, nämlich mit je zwei Bundesräten, und ähnlich wie die Bauernfraktion, mit einem Bundesrat.

Gestatten Sie mir festzustellen, dass man immer gerne bereit ist, den Sozialdemokraten und Gewerkschaften diesbezüglich Pflichten zu überbinden, dass man aber dann, wenn es darauf ankommt, ihnen ihr Recht zukommen zu lassen, ihnen die entsprechenden Rechte leider gerne vorenthält. Ein klassisches Beispiel ist die Ständeratswahl. Seit Jahrzehnten sind wir Sozialdemokraten und Gewerkschafter im Ständerat untervertreten. Heute geht es sogar so weit wie in den Zwanzigerjahren, als böse politische Kämpfe die Eidgenossen entzweit hatten und aus prinzipiellen Erwägungen aus den Räten verdrängt wurden.

Trotzdem heute die politische Situation vollständig anders ist, herrschen im Ständerat noch die gleichen archaischen Zustände wie vor 40 Jahren: 2 Sozialdemokraten auf 44 Ständeräte! Wenn man nur einigermassen proportional gehen wollte, sollten die Sozialdemokraten 11 Ständeräte haben, damit diese Kammer so funktioniert, wie das Volk es gemäss seiner politischen Zusammensetzung im Grunde genommen wünscht.

Der zweite politische Aspekt ist der, dass die zwei Ständeräte im eidgenössischen Parlament den Kanton Bern vertreten sollen. Es ist deshalb auch sehr wesentlich, wie die politische Situation im Kanton Bern ist. Da möchte ich feststellen, dass die Sozialdemokratische Partei und die Gewerkschaften auch im Kanton Bern die stärkste Gruppe sind, wie es die Nationalratswahlen gezeigt haben. Mit 12 Mandaten ist sie die weitaus stärkste Partei im Kanton Bern, ist gerade doppelt so stark wie die Freisinnige, mit 6 Mandaten, die jetzt auch den Anspruch auf den zweiten Ständeratssitz erhebt.

Ich glaube, als stärkste Bevölkerungsgruppe im Kanton Bern haben die Sozialdemokraten und die Gewerkschaften einen legitimen Anspruch darauf, den Kanton Bern auch im Ständerat mit einem Mandat zu vertreten.

Der dritte Aspekt ist ebenfalls ein politischer. Man sagt zutreffend, der zweite Ständeratssitz müsse dem Jura zukommen, also von einem Jurassier besetzt sein. Das ist selbstverständlich. Aber es ist für uns alle selbstverständlich, dass der betreffende Jurassier genau gleich wie der Vertreter des alten Kantonteils nicht nur seinen Teil vertritt, nämlich Herr Buri nicht nur den alten Kantonsteil und der Ständerat aus dem Jura nicht nur den Jura. Ich glaube, es verhält sich so, dass die beiden Ständeräte den ganzen Kanton vertreten müssen.

Nun erhebt sich die Frage, wer dazu prädestiniert sei, das zu tun. Da glaube ich, dass gerade diejenigen Jurassier, die für die Einheit des Kantons seit Jahr und Tag eintreten, am besten dazu prädestiniert sind, das Amt zu übernehmen.

Ein Wort, das über jede Parteipolitik hinausgeht: Wenn Sie heute einen Mann desavouieren, der seit 20 Jahren für die Einheit unseres Kantons einsteht, bei einem schrecklichen Kampf gegen Perphidie und Verleumdung, dann desavouieren Sie mit ihm alle berntreuen Bevölkerungsteile im Jura. Lassen Sie sich etwas gesagt sein: Wenn der Kanton Bern seine Freunde im Jura verliert, ist mehr als nur der Jura verloren.

Damit komme ich zur persönlichen Seite der Wahlen. Unser Kandidat ist Armand Gobat. Er ist 1912 in Crémin (Jura) geboren, und ist als Bauernbub auf einem kleinen Heimetli aufgewachsen. Er wurde Lehrer, zuerst in Pruntrut, machte später das Sekundarlehrerpatent und ist seit 1947 in Tavannes Sekundarlehrer und seit 1964 Directeur de l'Ecole secondaire de Tavannes. Er hat verschiedene politische Ämter in Tavannes ausgeübt, war unter anderem Gemeinderat. Er bekleidet militärisch den Grad eines Majors. Er bekleidet kirchliche Ämter in der protestantischen Kirche im Jura. Er ist Vizepräsident der Union patriotique jurassienne, der Organisation, die seit Jahren die Freunde des Kantons Bern im Jura um sich

schart. Seit 20 Jahren steht Armand Gobat für die Einheit des Kantons Bern ein, ein Kampf, der an keinem spurlos vorbeigeht. Er kann als Repräsentant der bernischen freien Bevölkerung im Kanton Bern bezeichnet werden.

Zusammenfassend: Politisch und persönlich ist es durchaus gerechtfertigt, Armand Gobat die Stimme als Ständerat zu geben.

Die jetzige Session ist für mich die letzte als Grossratsmitglied, und ich erlaube mir daher zum Schluss folgendes zu sagen: Wir sind eine Demokratie und sind seit Jahrhunderten gewohnt, zu diskutieren, Meinungen auszutauschen und gemeinsame Lösungen zu finden. Als Partner und Eidgenosse ist jede Partei gewohnt, ihren Teil im Interesse des Volksganzen beizutragen. Das trifft auch für die Sozialdemokraten zu. Aber das kann auf die Dauer natürlich nicht immer nur in einem einseitigen Geben und einem einseitigen Nehmen bestehen. Das gegenseitige Verstehen verträgt eine solche Einseitigkeit auf die Dauer einfach nicht. Wir Sozialdemokraten und Gewerkschafter haben in den letzten Jahren bewiesen, dass wir – jetzt richte ich das Wort an die Bauernfraktion – gerade für die bäuerlichen Belange immer grosses Verständnis aufgebracht haben. Ich erinnere an das Landwirtschaftsgesetz, das Grundgesetz Ihrer Landwirtschaftspolitik. Darf ich Sie daran erinnern, dass im Jahre 1947 ohne die starke Unterstützung des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes das Landwirtschaftsgesetz vom Volk nie angenommen worden wäre! Sie kennen die Situation. Ich habe beste Zeugen, die mich über die damaligen Verhältnisse informiert haben. Ich will sie nicht nennen, Sie können selber abschätzen, wie sie heissen. Damals, verehrte Kollegen aus der Bauernfraktion, war die Annahme des Landwirtschaftsgesetzes ein ernstes Anliegen der Bauernsame. Die Sozialdemokraten und Gewerkschafter hatten dann offene Ohren. Als ich als junger Grossrat Ende der Fünfzigerjahre hieher kam, stand hier das Einführungsgesetz zum Landwirtschaftsgesetz zur Diskussion und kam nachher vor die Volksabstimmung. Auch damals haben die Sozialdemokraten und Gewerkschafter offene Ohren gehabt und die bäuerlichen Anliegen unterstützt. Das kann ich bezeugen, weil ich selber im Namen der Sozialdemokraten für die Annahme des Einführungsgesetzes zum Landwirtschaftgesetz referiert habe.

Heute sind wir Sozialdemokraten und Gewerkschafter vor Ihnen mit einem ernsten Anliegen, nämlich wir bitten Sie darum, uns unsere angemessene Vertretung im Ständerat zu geben. Ich frage Sie als Bauernfraktion an: Sind Sie die, die uns das verwehren?

Meine sehr geehrten Herren, ich bitte Sie, auf dem Stimmzettel Armand Gobat zu schreiben. Ich danke.

Nobel, Vizepräsident. Nachdem auch Herr Simon Kohler vorgeschlagen wurde, wünscht der Chef der freisinnigen Fraktion, Herr Haltiner, noch eine Erklärung abzugeben.

Haltiner. Ich danke Kollege Walter für das Vertrauen, das er unserer Fraktion entgegenbringt, indem er Kollege Simon Kohler vorschlägt. Selbstverständlich ist Simon Kohler bestens qualifiziert und ist mit sehr gutem Wahlresultat aus den Nationalratswahlen hervorgegangen. Das war mit ein Grund, warum uns die Auswahl schwer wurde; wir hatten «embarras de richesse». Wir mussten unter unsern Kandidaten auswählen. Aber zwingende staatspolitische Überlegungen führten dazu, dass wir die Kandidatur Simon Kohler nicht in den Vordergrund rücken konnten, ganz einfach deshalb, weil es ein langjähriger Grundsatz bei uns ist, dass mindestens einer der beiden bernischen Standesvertreter nicht aus der Regierung bestellt wird. Damit tragen wir einer weit verbreiteten Meinung Rechnung, die im Vorstoss von Kollege Martignoni in dieser Woche erneut zur Diskussion gestellt worden ist.

Mit dem nochmaligen Dank für das Vertrauen, das unserer Fraktion vom Landesring der Unabhängigen entgegengebracht wird, möchte ich Kollege Walter sagen: Leitet dieses Vertrauen auf die Schiene von Maurice Péquignot.

Nobel, Vizepräsident. Es wird nur ein Stimmzettel ausgeteilt, das heisst es gibt für die Wahl der Ständeratsvertretung nur einen Wahlgang.

Ergebnis der Wahl:

Bei 196 ausgeteilten und 196 wieder eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer und ungültig 2, in Betracht fallend 194, also bei einem absoluten Mehr von 98 Stimmen, wird im ersten Wahlgang gewählt:

Herr Dewet Buri ..... mit 152 Stimmen
Weiter haben Stimmen erhalten:
Herr Maurice Péquignot ..... 94 Stimmen
Herr Armand Gobat ..... 77 Stimmen
Herr Simon Kohler ..... 24 Stimmen
Herr Fritz Moser ..... 6 Stimmen
vereinzelte ..... 6 Stimmen

Für den zweiten Sitz hat keiner der Kandidaten das absolute Mehr erreicht.

Nobel, Vizepräsident. Ich gratuliere Herrn Dewet Buri für die Wiederwahl (Beifall).

Für das zweite Mandat ist ein zweiter Wahlgang nötig. Gemäss Artikel 79 des Geschäftsreglementes stehen im zweiten Wahlgang höchstens doppelt so viele Bewerber in der Wahl als noch Stellen zu besetzen sind, und zwar sind es diejenigen mit den höchsten Stimmenzahlen. Im zweiten Wahlgang fallen also nur noch die zwei Kandidaten in Betracht die im ersten Wahlgang am meisten Stimmen erhalten haben, nämlich Maurice Péquignot und Armand Gobat.

Ergebnis der Wahl:

Bei 192 ausgeteilten und 190 wieder eingelegten Wahlzetteln, wovon leer und ungültig 7, in Betracht fallend 183, hat Stimmen erhalten und ist gewählt:

Herr Maurice Péquignot ..... 108 Stimmen

Herr Armand Gobat erhielt ..... 75 Stimmen

Somit ist Grossratspräsident Maurice Péquignot gewählt (Beifall).

Ich möchte dem neugewählten Vertreter des Standes Bern im Ständerat recht herzlich gratulieren. Ich weiss, dass er dort unsern Kanton so würdig vertreten wird, wie er auch unsern Rat leitet. Die Vereidigung findet im Ständerat statt.

Postulat des Herrn Grossrat Hirsbrunner — Revision der Submissionsverordnung

(Fortsetzung)

(Siehe Seite 712 hievor)

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Herr Grossrat Hirsbrunner hat im Verlaufe der Postulatsbegründung festgestellt, dass die Berichterstattung im Staatsverwaltungsbericht nicht den Tatsachen entsprochen habe. Ich glaube, diese Bemerkung hätte bei der Behandlung des Staatsverwaltungsberichtes gemacht werden müssen. Ich unterstreiche aber, dass wir uns nicht einer Berichterstattung befleissigt haben, die nicht den Tatsachen entspräche. Sie werden das aus meiner Antwort bestätigt erhalten.

Herr Grossrat Hirsbrunner befasst sich mit dem Paragraphen 20 des Revisionsentwurfes zur Submissionsordnung. Dieser Entwurf ist durch die Baudirektion überarbeitet und vom Regierungsrat am 7. November dieses Jahres einstimmig genehmigt worden. Die neue Verordnung bestimmt im Paragraphen 20 unter dem Randtitel «Bevorzugungen», dass unter gleich günstigen Angeboten dasjenige des Bewerbers den Vorzug erhalten soll, der im Kanton Bern Wohnsitz oder eine Geschäftsniederlassung hat (§ 20, Abs.1, lit. a), oder der einheimische Erzeugnisse und Baustoffe verwendet. – Der Paragraph 20 Absatz 2 enthält eine Einschränkung der Vergebungsregel, indem es dort heisst: «Abweichende zwischenstaatliche Vereinbarungen bleiben vorbehalten.» Auf diese Einschränkung bezieht sich das Postulat von Herrn Grossrat Hirsbrunner. Es verlangt, der Regierungsrat soll diese Abweichung von der Vergebungsregel streichen, weil man die Auswirkungen eines solchen Vorgehens auf eidgenössischer Ebene noch nicht kenne und weil auch noch keine kantonale Behörde diesen Schritt gewagt habe.

Im Auftrag des Regierungsrates stelle ich fest, dass allein der Regierungsrat zum Erlass einer revidierten Submissionsordnung kompetent ist, und dass es ungewöhnlich wäre, wenn sich der Grosse Rat vor ihm mit diesem Geschäft befasst hätte. – Was die erwähnte Einschränkung von Paragraph 20 betrifft, die Gegenstand des Postulates ist, so wird damit nur das Rundschreiben des Bundesrates vom 27. Dezember 1966, das an die Kantonsregierungen gerichtet wurde, befolgt. Darin hat der Bundesrat folgendes festgehalten: «Das Stockholmer Übereinkommen zur Errichtung der Europäischen Freihandelsassoziation (Efta) ist nach Genehmigung durch die Eidgenössischen Räte am 3. Mai 1960 in Kraft getreten. Die darin für den internen Zollabbau und für die Beseitigung der mengenmässigen Beschränkungen vorgesehene Übergangsperiode läuft am 3. Dezember 1966 ab, womit auch die Bestimmung in Artikel 14 des Übereinkommens, betreffend die öffentlichen Unternehmungen, voll in Kraft treten wird. Diese Vorschrift verpflichtet die Mitgliedstaaten, dafür zu sorgen, dass die öffentlichen Unternehmungen durch ihre Praktiken die einheimische Produktion nicht bevorzugen und Lieferanten oder Käufer in andern Mitgliedstaaten nicht diskriminatorisch behandeln. Die Efta-Minister haben an ihrer Tagung vom 27. und 28. Oktober 1966 in Lissabon die in diesem Artikel enthaltenen Verpflichtungen in dem Sinne ausgelegt, dass beim Einkauf durch die öffentliche Hand einheimische Waren und andere Waren mit Efta-Ursprung gleich zu behandeln seien und dass die Aufträge nach kaufmännischen Gesichtspunkten vergeben werden müssen.» Der Bundesrat betont sodann in seinem Rundschreiben, dass der Artikel 14 des Efta-Vertrages als unmittelbar Anwendung findender Teil eines zwischenstaatlichen Vertrages für die Schweiz verbindlich ist und sämtliche widersprechenden schweizerischen Vorschriften ersetzt. Der Bundesrat ersucht die Kantone zu prüfen, in welcher Form diese Verpflichtung am zweckmässigsten und im Sinne des Efta-Vertrages möglichst angemessen ins Recht der Kantone übernommen und mindestens in der Praxis der Behörden berücksichtigt werden kann. Er bittet die Kantone auch um möglichst baldige Mitteilung des Ergebnisses dieser Prüfung.

Der Regierungsrat hat auf Antrag der Finanzdirektion mit Brief vom 21. Februar 1967 den Bundesrat wissen lassen, dass er dem Rundschreiben bei der bevorstehenden Revision der bernischen Submissionsverordnung Rechnung tragen werde, was wir dann auch getan haben. Die Baudirektion ist für die Verfassung der Submissionsordnung zuständig. Der im Paragraphen 20 Absatz 2 der Verordnung vorgesehene Vorbehalt abweichender zwischenstaatlicher Vereinbarungen gibt den vom Bundesrat angerufenen völkerrechtlichen und staatsrechtlichen Grundsatz wieder, dass die Staatsverträge den Bestimmungen des Landesrechtes vorzugehen haben. Der Regierungsrat des Kantons Bern wäre nicht legitimiert gewesen, entgegen den Bestimmungen des Efta-Vertrages in der Submissionsordnung zu verfügen, dass Lieferungen aus dem Kanton Bern gegenüber solchen aus dem Efta-Raum den Vorzug erhalten sollen. Eine solche Anordnung wäre rechtswidrig und wirkungslos. Die in Paragraph 20 der Verordnung vorgesehene Bevorzugung bernischer Firmen und einheimischer Erzeugnisse darf deshalb gegenüber Lieferanten aus Efta-Staaten nicht angewendet werden. Die Pflicht zur Gleichbehandlung gilt übrigens nicht nur für den Kanton Bern, sondern für alle schweizerischen Gemeinden und Kantone, wie auch für die Eidgenossenschaft selber.

Aus diesen Gründen muss der Regierungsrat das Postulat ablehnen.

Christen (Bern). Ich komme hieher, um zum rechtlichen Aspekt der Frage eine kurze Erklärung abzugeben. Aus den Äusserungen des Regierungsrates ist jetzt hervorgegangen, dass die Regierung angenommen hat – jedenfalls der Baudirektor nimmt es an –, das Schreiben, das von der

Eidgenossenschaft an die Kantone gerichtet worden ist, begründe für den Kanton eine rechtliche Verpflichtung, dem Staatsvertrag Rechnung zu tragen, und zwar in dem Sinne, dass jene Verpflichtung in der kantonalen Submissionsverordnung verankert werde. Diese Rechtsauffassung ist unrichtig. Die Eidgenossenschaft, die einen Staatsvertrag abgeschlossen hat, ist rechtlich verpflichtet, den darin enthaltenen Bestimmungen Rechnung zu tragen. Das betrifft die Eidgenossenschaft für alle Aufträge, die sie selber zu vergeben hat. Hier aber haben wir uns mit kantonalen Angelegenheiten zu beschäftigen, indirekt auch mit Gemeindeangelegenheiten, denn die kantonale Submissionsverordnung hat auch Auswirkungen auf die Gemeindesubmissionsverordnungen, die ja zum Teil in Abänderung begriffen sind. Niemand wird behaupten wollen, dass es Pflicht der Gemeinden wäre – ich mache alle Gemeindepräsidenten auf diesen Aspekt der Sache aufmerksam –, bei ihren Submissionen die Efta-Staaten zu berücksichtigen, denn dazu sind sie auf Grund des genannten Staatsvertrages nicht verpflichtet.

Wenn man verpflichtet wäre, so zu handeln, wie es in jenem Schreiben des Bundesrates angeregt wurde, dann wäre es ja auch gar nicht nötig, jenen Paragraphen 20 in die Submissionsverordnung aufzunehmen, denn dann würde der Staatsvertrag ohnehin internen Gesetzesbestimmungen vorgehen.

Das Schreiben der Eidgenossenschaft an die Kantonsregierungen ist sehr vorsichtig abgefasst und auch das, was hier verlesen worden ist, beweist in gar nichts die Rechtsverpflichtung des Kantons, den genannten Passus in eine Submissionsverordnung aufzunehmen. Die Eidgenossenschaft hat sich nämlich gehütet, das zu verlangen. Sie hat einfach gesagt, man solle die Massnahmen prüfen, die es ermöglichen, auch im Gebiet der Eidgenossenschaft den Verpflichtungen aus dem Efta-Vertrag Rechnung zu tragen. – Wir haben hier nicht über die Zukunft des Efta-Vertrages zu diskutieren, das ist eine eidgenössische Angelegenheit. Aber ich glaube, wir sind uns alle darin einig, dass wir nicht wissen, wie lange der Efta-Vertrag noch wesentliche Ausstrahlungen haben wird. Es ist daher wahrscheinlich nicht dringend nötig, dass der Kanton Bern in einer neuen Submissionsverordnung etwas verankert, das unnötig ist und wozu rechtlich gar keine Verpflichtung besteht.

Lädrach. Trotzdem die Regierung das Postulat ablehnt, möchte ich zustimmen. Die Fraktion der BGB-Partei tut das fast einstimmig. Wir haben das Postulat sehr eingehend behandelt und sind zu den selben Schlüssen wie Kollege Christen gekommen.

Wir haben aus der Postulatsbegründung gehört, dass der Absatz 2 von Paragraph 20 der Submissionsverordnung gestrichen werden sollte, weil durch diese Bestimmung das Gewerbe wesentlich konkurrenziert würde. Der Kanton Bern hat sicher ein grosses Interesse an einer gesunden Wirtschaft. Zu dieser gehört auch ein gesundes Gewerbe. Wir sind nicht der Meinung, im Gewerbe solle der Konkurrenzkampf ausgeschaltet werden. Eine gesunde Konkurrenz ist absolut nötig. Aber wir sollten nicht durch Unterangebote ausgeschaltet werden, die aus Ländern mit wirtschaftlich ganz andern Verhältnissen und Grundlagen stammen. Sie wissen zum Beispiel welch schwierige Situation sich vor einem Jahr wegen den grossen Windfallschäden auf dem Holzmarkt ergab. Wenn wir Hand bieten, dass sich die Konkurrenz aus den Efta-Staaten noch mehr auswirkt, werden sich solche Situationen künftig wesentlich verschärfen. Die PTT und die BKW brauchen jährlich 120 000 bis 140 000 Stangen. Die werden schon heute zu grossem Teil vom Ausland eingeführt; von schweizerischen Lieferanten wird nur gekauft, wenn billigere Angebote vorliegen. Es ergäbe sich eine wesentliche Erleichterung auf unserm Holzmarkt, wenn man diese Stangen in der Schweiz kaufen würde, statt sie einzuführen.

Ich bitte Sie, diesem Postulat zuzustimmen. Wenn dann einmal der Bundesrat klar sagt, in unserer Submissionsverordnung müsse die betreffende Bestimmung eingebaut werden, sind wir immer noch früh genug, das zu tun. So gut wir können, wollen wir dem vorläufig abwehren. Ich bitte Sie, dem Postulat zuzustimmen.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Sie werden es mir nicht verübeln, wenn ich auf die Einwendungen antworte.

Herr Grossrat Christen stellt sich auf den Standpunkt, wir seien mit dem Paragraphen 20 voreilig gewesen; rechtlich sei dieses Vorgehen nicht nötig gewesen. Ich will etwas anderes sagen: Hervorgerufen durch dieses Postulat diskutieren wir heute über etwas, das den Grossen Rat primär gar nichts angeht. Für die Submissionsordnung ist nur die Regierung zuständig. Ich habe in früherem Zusammenhang darauf aufmerksam gemacht, dass entgegen der bisherigen Praxis der Baudirektor das Vernehmlassungsverfahren in Gang gesetzt hat, ohne dass er es hätte tun müssen. Wir haben Wert darauf gelegt, die Meinungen des Gewerbes und der verschiedensten Verbände über unsern Verordnungs-Entwurf zu kennen. Aber das heisst noch keineswegs, dass wir uns mit den erhobenen Einwänden solidarisieren müssen. Der Regierungsrat war in seinem Beschlusse frei. Auf Antrag der Baudirektion hat er dem Verordnungsentwurf am 7. November zugestimmt. Insofern glaube ich, hat der Grosse Rat, auch wenn er das Postulat annehmen würde, gar keine Möglichkeit, darüber zu befinden, denn die Submissionsordnung ist von der Regierung einstimmig beschlossen. Die Regierung konnte sich zweimal äussern, schriftlich und mündlich, und war dann einstimmig mit unserer Auffassung einverstanden.

Der Postulant hat darauf aufmerksam gemacht, es wäre nicht nötig gewesen, dass der Regierungsrat schon in dieser neuen Submissionsordnung dem Wunsch des Bundesrates gerecht geworden wäre. – Ich glaube, man hätte mir als verantwortlichem Baudirektor bei anderem Vorgehen mit Recht vorwerfen können, er habe den Tendenzen, die im europäischen Raum in Erscheinung treten, nicht Rechnung getragen. – Unser Vorgehen bedeutet nicht, dass wir den Kanton Bern zum Freiwild der Efta-Staaten machen würden, und es heisst auch nicht, dass wir die legitimen Interessen von Industrie und Gewerbe missachten werden. Kein Mitglied des Grossen Rates kann dem Baudirektor vorwerfen, dass er während seiner Tätigkeit die legitimen Interesse dieser Kreise verletzt hätte. Ich

bin aber immer bestrebt, dem Rechnung zu tragen, was an Neuem auftritt und sich im europäischen Raum auf politischem Gebiet bewährt hat. Würde ich anders handeln, müsste ich mich selber als konservativ bezeichnen.

Unsere Industrie und auch zum Teil das Gewerbe haben die Tendenz, über die Landesgrenzen hinaus wirtschaftlich vorzustossen, wie auf der andern Seite andere Staaten bestrebt sind, in der Schweiz Fuss zu fassen. Diese Erscheinung wird sich mit der Zeit verstärken, denn der europäische Raum wird langsam zu einem einheitlichen Wirtschaftsraum werden. Dieser Entwicklung muss man eine gewisse Beachtung schenken. Ich wiederhole; das bedeutet keineswegs, dass man die legitimen Interessen der Wirtschaft unseres Kantons nicht berücksichtigen werde. Aber der Entwicklung, die hier platzgreift, können wir nicht einfach ausweichen.

Herr Grossrat Lädrach hat auf die Verwendung des Holzes aufmerksam gemacht. Ich fühle mich auch hier in guten Schuhen. Es war der Baudirektor, der bei einer Vorlage, die nächstens vor den Grossen Rat kommt (Bau der Station Röhrswil) vorgesehen hat, diesen Bau in Holz zu erstellen, und dies gerade im Hinblick auf die grossen Windfallschäden. Die Landwirtschaftsdirektion war mit meinem Vorschlag sehr einverstanden. Es kommt jetzt nur noch darauf an, zu welchen Bedingungen wir vom Staat das Holz erhalten können. Der Preis muss im Vergleich zu den Preisen für andere Baustoffe in vernünftigem Rahmen bleiben. Weil es sich um einen staatseigenen Bau handelt, kann der Staat da eine Geste machen und das Holz billig zur Verfügung stellen. Auch hier also bemühen wir uns, den Schwierigkeiten, die teilweise im Gewerbe auftreten, gerecht zu werden. – Ich werde heute noch Gelegenheit haben, in bezug auf unsere Vergebungspraxis einige Ausführungen zu machen.

Ich bitte die Juristen im Saal, zu sagen, ob man diesem Postulat überhaupt zustimmen könne. Das zu beurteilen, ist nicht meine Sache. Im Auftrag der Regierung beantrage ich Ihnen, es abzulehnen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates ..... 87 Stimmen
Dagegen ..... 62 Stimmen

Interpellation des Herrn Grossrat Willemain Strasse Mervelier — La Scheulte

(Siehe Seite 179 hievor)

Willemain. Il y a quelques mois, j'ai déposé une interpellation au sujet de la route Mervelier–La Scheulte. Cette route se trouve encore à l'heure actuelle dans un état lamentable. Des pourparlers ont eu lieu il y a 2 ans environ entre la Direction des travaux publics, l'ingénieur en chef du 5ème arrondissement, les autorités communales de Mervelier et celles de La Scheulte à propos de l'aménagement de cette route sur territoire cantonal. Cette route, pour des raisons diverses, présente un intérêt tout particulier. Elle est d'abord la seule voie d'accès au petit village de La Scheulte, ainsi qu'à la magnifique région de la Hohe Winde, très fréquentée en toutes saisons, surtout par les touristes. Bien aménagée, elle pourrait assurer un développement réjouissant du tourisme dans toute la région. C'est également une excellente voie de jonction qui pourrait assurer la liaison avec le canton de Soleure, par la vallée de la Dünnern, sur Balsthal, Oensingen et la route principale Olten–Soleure, ou encore par le Passwang sur Laufon–Bâle.

Pour toutes ces raisons, je demande à M. le Directeur des travaux publics s'il est prêt à reprendre cette affaire en mains.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Mit einem gewissen Recht macht Herr Grossrat Willemain auf den schlechten Zustand der Strasse Mervelier–La Scheulte (Solothurner Kantonsgrenze) aufmerksam. Er wünscht Auskunft darüber, ob die Baudirektion bereit sei, diese Angelegenheit aufzugreifen, nachdem vor etwa zwei Jahren eine Regelung mit den Gemeindebehörden von Mervelier und La Scheulte stattgefunden hat. Mein Amtsvorgänger auf der Baudirektion hat nach den erwähnten Verhandlungen im Oktober 1965 den Gemeinden Mervelier und La Scheulte einen maximalen Ausbaubeitrag, unter Vorbehalt der Genehmigung durch den Grossen Rat, zugesichert. Ferner ist er beim Eidgenössischen Militärdepartement vorstellig geworden, um einen Bundesbeitrag erhältlich zu machen; denn die Strasse wird periodisch von Rekrutenschulen benutzt, um sich auf Schiessplätze zu begeben. Leider hat in der Folge das EMD den Beitrag abgelehnt, sich aber bereit erklärt, effektive Militärschäden zu vergüten, welche auf ausserordentliche Inanspruchnahme der Strasse durch Militärfahrzeuge zurückzuführen sind, und die durch den Feldkommissär festgestellt werden. Die Gemeindebehörden haben bisher keine solchen Schadenmeldungen eingereicht, und damit hat man auch nicht beim EMD vorstellig werden können. Bei der Scheltenstrasse handelt es sich um eine Gemeindestrasse, die unbedingt in nächster Zeit saniert werden muss. Wir sind bereit, an den Ausbau Staatsbeiträge zu leisten, in Anwendung von Artikel 39 des Gesetzes über den Ausbau und Unterhalt der Strassen, vom 2. Februar 1964. Das kantonale Tiefbauamt ist zu Beginn dieses Jahres durch uns beauftragt worden, zusammen mit den beiden Gemeinden die Ausbauprobleme zu studieren. Wir sind darüber orientiert, dass die bisherigen Ausbauvorschläge wegen den hohen Kosten nicht weiterverfolgt werden können. Wir zweifeln nicht daran, dass man bei gegenseitigem gutem Willen eine Lösung wird finden können, die technisch annehmbar und die vor allen Dingen auch finanziell tragbar ist. Für das laufende Jahr müssen wir es allerdings beim blossen Unterhalt bewenden lassen. Der Staat stellt aber den Wegmeister und leitet Staatsbeiträge. Wir haben keinen anderen Weg, als mit Subventionen zu helfen.

Willemain. Je suis satisfait.

Interpellation des Herrn Grossrat Willemain Verunstaltung des Ortschaftsbildes durch Fernsehantennen

(Siehe Seite 373 hievor)

Willemain. J'ai déposé, il y a quelques mois, une interpellation au sujet des antennes de TV.

De plus en plus, l'image de nos localités se dépare d'une forêt d'antennes de TV de toutes les formes et de toutes les grandeurs imaginables. Le nombre des abonnés à la TV ne cesse d'augmenter et l'introduction prochaine de la TV en couleur laisse entrevoir la nécessité d'installer des antennes supplémentaires appropriées qui viendront s'ajouter à celles qui existent déjà. Nous nous demandons si les autorités cantonales ne devraient pas envisager dès maintenant des mesures tendant à éviter que le désordre sur nos toits n'augmente encore.

Le Conseil-exécutif peut-il dès lors me dire:

1° S'il existe déjà des dispositions légales suffisantes qui permettraient d'uniformiser la pose, la forme et l'envergure des antennes de TV?

2° Si cela n'était pas le cas, s'il ne juge pas le moment venu d'édicter des prescriptions-cadres propres à sauvegarder l'esthétique de nos localités par rapport aux antennes de TV et qui encouragerait l'installation d'antennes collectives.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Herr Grossrat Willemain weist darauf hin, dass unsere Ortschaften je länger je mehr durch TV-Antennen in allen möglichen Formen und Grössen verunstaltet werden. Da die Zahl der Fernseh-Abonnenten zudem ständig steigt, frägt er sich, ob die kantonalen Behörden nicht bereits Vorkehren treffen sollten, damit die Unordnung auf unsern Dächern nicht noch grösser wird.

Zu Frage 1: Konzessionsbehörde für Fernseh-Empfangsanlagen ist der Bund. Die Konzession berechtigt den Inhaber, eine technisch ausreichende Empfangsanlage, inklusive Antenne, zu erstellen und zu betreiben.

Der Artikel 65 der bundesrätlichen Vollziehungsverordnung I, vom 1. Juni 1942, zum Bundesgesetz betreffend den Telegraphen- und Telephonverkehr hat folgenden Wortlaut:

«Die Kantons- und Gemeindebehörden können Vorschriften darüber aufstellen, welchen Anforderungen Aussenantennen in bezug auf die Bau- und Feuerpolizei und den Heimatschutz zu entsprechen haben. Diese Vorschriften gelten, soweit sie von der PTT-Verwaltung genehmigt sind, als integrierende Bestandteile der Konzessionsbestimmungen.

Die Kantons- und Gemeindebehörden sind berechtigt, mit Zustimmung der PTT-Verwaltung vom Konzessionär zu verlangen, dass vorschriftswidrige Aussenantennen abgeändert oder beseitigt werden. Weigert sich der Konzessionär, so kann die PTT-Verwaltung ihm eine Busse auferlegen oder die Konzession entziehen. Die zuständige Kantons- oder Gemeindebehörde kann überdies die zwangsweise Abänderung oder Entfernung der Anlage auf Kosten des Konzessionärs anordnen».

Zwischen den oft widerstreitenden technischen Anforderungen an eine Aussenantenne und den Belangen des Heimatschutzes kann die Lösung nur auf dem Wege der Interessenabwägung gefunden werden. Die Bundesverwaltung erachtet als mit dem eidgenössischen Recht vereinbar kantonale oder kommunale Vorschriften über das Bewilligungsverfahren, das Verbot von mehr als einer Antenne pro Haus, die Beschränkung des Ausmasses der Antennen auf das technisch Notwendige (keine Prestige-Antennen), ein Verbot der Aussenantennen schlechthin nur unter der Voraussetzung, dass die Gemeinde im Verbotsgebiet (Quartier oder Stadt) für die zu einem guten Empfang nötigen Gemeinschaftsanlagen sorgt.

Zu Frage 2: Das bernische Dekret über das Baubewilligungsverfahren, vom 9. Februar 1966, verlangt in Paragraph 2 Absatz 1 lit. n) eine kleine Baubewilligung der zuständigen Gemeindebehörde für «private Antennenmasten». Sobald Belange des Heimat- oder Naturschutzes berührt werden, ist das Gesuch vor dem Entscheid der zuständigen Direktion des Regierungsrates vorzulegen. Da jede Verunstaltung eines schutzwürdigen Orts- oder Landschaftsbildes einem polizeiwidrigen Zustand gleichkommt, haben es bernische Gemeinden, selbst wenn sie keine besonderen reglementarischen Grundlagen geschaffen haben, in der Hand, die Baubewilligung für verunstaltende Aussenantennen zu verweigern. Ausserdem sind unsere Gemeinden nach Artikel 83 des Einführungsgesetzes zum Zivilgesetzbuch und Artikel 5 Ziffer 5 des Bauvorschriftengesetzes ermächtigt, besondere Reglemente für den Orts- und Landschaftsschutz aufzustellen. In ihnen können einschränkende Vorschriften über Anzahl, Grösse und Form der Aussenantennen enthalten sein. Ein vorbildliches Reglement über Aussenantennen besitzt die Gemeinde Aarberg, während sich in der Gemeinde Thun eines in Vorbereitung befindet.

Die Baudirektion sieht im neuen Bauvorschriftengesetz, dessen Entwurf soeben von einer ausserparlamentarischen Kommission durchberaten worden ist, im Interesse der Rechtssicherheit vor, den Regierungsrat und die Gemeinden ausdrücklich zu ermächtigen, Vorschriften über Ort, Art, Grösse und Anzahl der Aussenantennen für Radio- und Fernsehempfang und über die für die Benützung von Gemeinschaftsantennen notwendigen Anschlüsse und Durchleitungen aufzustellen.

Zusammenfassend kann ich Herrn Grossrat Willemain antworten, dass die Gemeinden schon heute über genügend rechtliche Kompetenzen verfügen, um das Ortsbild vor Verunstaltung durch Aussenantennen wirksam zu schützen, und dass zum Erlass von Rahmenvorschriften des Regierungsrates zur Zeit eine einwandfreie gesetzliche Grundlage fehlt: sie soll jedoch im neuen Bauvorschriftengesetz geschaffen werden.

Willemain. Je suis satisfait.

Interpellation des Herrn Grossrat Favre — Taubenlochstrasse

(Siehe Seite 374 hievor)

Favre. La route du Taubenloch est de plus en plus encombrée par des poids lourds, d'une part, et, d'autre part, par des automobilistes qui circulent lentement. Il n'est pas rare que les automobilistes se trouvant derrière ces véhicules doivent rouler sur plusieurs kilomètres à une vitesse de 30, voire 20 km à l'heure. Ils ne peuvent pas dépasser, parce qu'il y a du trafic en sens inverse. En outre, il y a passablement de contours qui sont masqués. La circulation n'est donc pas fluide et cela crèe des dangers importants, car il y a toujours des automobilistes intrépides qui, agacés par la lenteur du véhicule qui précède, prennent des risques et dépassent dans un contour masqué.

L'aménagement de la route à 4 pistes proposé par notre collègue Raoul Kohler, et qui a fait l'objet d'une motion acceptée par le Grand Conseil, est encore au stade de l'étude. Son exécution ne pourra en tout cas pas être terminée avant plusieurs années. Il y a donc lieu de remédier à cette situation. Quelles sont les mesures qui pourraient être prises pour éviter un tel encombrement? Il existe un peu au-dessus de la bifurcation d'Evilard, sur la droite de la route, un emplacement qui revêt une certaine importance. Il me semble qu'il pourrait être quelque peu agrandi et qu'une place d'évitement pourrait être constituée. Il y aurait lieu de poser à proximité de cette place un signe portant la mention «place d'évitement». On pourrait peut-être aussi poster de temps en temps un gendarme à proximité de cette place, afin qu'il veille à ce que les véhicules roulant lentement se mettent sur cette place. Etant donné qu'il existe une obligation légale imposant aux conducteurs de véhicules lents de faire place aux véhicules plus rapides, les véhicules lents seraient donc tenus de faire un arrêt lorsqu'ils seraient suivis d'une colonne de voitures. Je dois dire qu'actuellement déjà des conducteurs de camions avisés font un arrêt à cet endroit lorsqu'ils sont suivis d'une colonne de voitures. Malheureusement ils ne sont pas nombreux.

Il existe également plus haut sur le parcours, sur la droite de la route, un emplacement qui pourrait aussi constituer une place d'évitement.

Ce que je demande, ce n'est pas la construction de places d'évitement selon les règles de l'art, mais l'établissement de places provisoires permettant une circulation normale.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Ausbau der Taubenlochstrasse wird vermutlich mehrere Jahre in Anspruch nehmen. Herr Grossrat Favre machte in diesem Zusammenhang darauf aufmerksam, dass es zur bessern Verkehrsabwicklung angebracht wäre, bis zur Beendigung der Bauarbeiten diese Strasse mit provisorischen Ausweichstellen zu versehen. – Sie wissen, dass die Taubenlochstrasse sich in einer sehr engen Schlucht befindet. Bauliche Massnahmen für die Strassenanlage, ohne wesentliche Behinderung des Verkehrs, sind ganz aussordentlich schwierig. Die unangenehme Steigung behindert den Verkehrsablauf. Ich verstehe Herrn Grossrat Favre, dass er durch seine Interpellation zu erfahren wünscht, wie diese Schwierigkeiten beseitigt werden. Er verweist auf die Ausweichstellen auf der Gotthardstrasse und auf der Monte-Ceneri-Strasse. Diese sind mit dem Signal 316 avisiert. Wir müssen uns aber klar sein, dass diese Ausstellplätze lang sind. In der Taubenlochstrasse ähnlich vorzugehen, wäre sehr schwierig. Wenn die Ausweichplätze nicht lange genug sind, können Lastwagen und Lastenzüge nicht überholt werden. Da das Anfahren in der Steigung heikel ist, würde eine verkehrshemmende Wirkung erzielt, das heisst der Verkehr wäre noch mehr behindert als es schon der Fall ist. Weiter würde das bedeuten, dass auf diesen Ausweichstellen die schweren Fahrzeuge wegen dieser verkehrshemmenden Wirkung nicht anhalten dürften. Im Kanton Tessin hat man die Erfahrung gemacht, dass nur günstig gelegene Ausstellplätze von Lastwagen benützt werden können. Solche können wir im Taubenloch ohne grosse Anstrengungen überhaupt nicht bauen. Die heute bestehenden Ausstellplätze im Taubenloch sind ungenügend, und zwar weil sie zu kurz sind. Deren Vergrösserung kommt wegen der hohen Baukosten nicht in Frage. Damit würde nämlich der Ausbau der Taubenlochstrasse behindert, weil die Erweiterung auf Kosten des Betrages gehen würde, der uns gesamthaft für diesen Strassenbau zur Verfügung steht. Ich habe gestern schon erklärt, dass wir an diese Aufgabe herantreten. Wir haben im Strassenbauprogramm für das nächste Jahr 1,5 Millionen dafür vorgesehen. Ich bitte um Ihr Verständnis. Wir wollen diese Ausweichstellen nur deshalb nicht bauen, weil sie zu teuer sind.

Favre. Je ne suis pas satisfait.

Interpellation des Herrn Grossrat Hirt (Biel) — Strasse Lyss — Schönbühl

(Siehe Seite 470 hievor)

Hirt (Biel). Mit meiner Interpellation kommt einmal mehr die Strassenführung Lyss–Schönbühl zur Sprache. Der Präsident der Strassenkommission, Herr Grossrat Kunz, hat in seinem Eintretensreferat zum Strassenbauprogramm für 1968 erneut festgestellt, dass eine neue Vierspurbahn in der nächsten Zeit infolge der Finanzknappheit im Kanton nicht in Frage komme.

Nachdem schon in der Septembersession Grossrat Räz bei der Behandlung des Verwaltungsberichtes der Baudirektion Klagen in der Richtung meiner Motion, die damals schon deponiert war, an die Baudirektion gerichtet hat, die dann durch den Baudirektor in den grossen Zügen behandelt worden sind, kann ich mich heute in der Begründung sehr kurz halten.

Ende August sind in der Tagespresse verschiedene alarmierende Artikel betreffend den Ausbau der Strasse Lyss–Schönbühl erschienen. Diese Artikel haben auf die Bevölkerung des Seelandes und

deren Behördemitglieder sehr beunruhigend gewirkt. Ist der Regierungsrat bereit, dem Grossen Rat und damit auch der Öffentlichkeit erschöpfend Auskunft darüber zu geben, was nun mit der vom Grossen Rat am 21. September 1965 erheblich erklärten Motion Droz geschieht, ferner wie und wann der Regierungsrat den Ausbau der alten Strasse zu finanzieren gedenkt? Für präzise Beantwortung dieser beiden Fragen bin ich dem Regierungsrat sehr dankbar.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es liegt mir daran, zur Strasse Schönbühl–Lyss einige Bemerkungen anzubringen, weil ich Ihnen in der letzten Session versprochen habe, zu prüfen wie weit es unter Umständen in Frage kommen könnte, die bestehende Strasse auszubauen, nachdem die vierspurige neue Anlage zu teuer wäre. Wir sind heute in der Lage, über den Ausbau der bestehenden Strasse Auskunft zu geben, und das auf Grund von Plänen, die unser Oberingenieur des Kreises III ausgearbeitet hat.

In der Zwischenzeit hat auch die Besprechung stattgefunden, die die Verkehrsverbände und die Vertreter der Gemeinden von Lyss und Schüpfen verlangt haben. Vom Baudirektor wurde bei diesem Anlass die Zusicherung gewünscht, dass die vierspurige Bahn sehr rasch gebaut und auf den Ausbau der bestehenden Strasse verzichtet werde. – Sie erinnern sich daran, dass ich mich schon in der letzten Session auf den Standpunkt stellte, eine solche Zusicherung könne weder in der einen noch in der andern Richtung abgegeben werden, bevor wir die ganze Frage richtig geprüft hätten. Das haben wir jetzt getan.

Ich habe an jener Konferenz versprochen, dass ich die Interessenten in dem Moment wieder empfangen werde, wo wir mit unsern Arbeiten am Ende sind, das heisst dann, wenn wir den Ausbau der bestehenden Strasse im Plan aufgezeichnet haben werden. Diese Besprechung ist auf Ende dieses Monats angesetzt.

Sie ist nötig, denn es kommt heute darauf an, dass man in bezug auf die Strasse um Verständnis wirbt. Ich habe erklärt, von mir aus gesehen wäre es eine sehr einfache Angelegenheit, wenn ich Ihnen den Plan für den Ausbau der Strasse als vierspurige Bahn unterbreiten könnte. Das würde ich persönlich sehr gerne tun. Unter Berücksichtigung jedoch, dass dieses Projekt sehr viel Geld kostet, hat es sich aufgedrängt, wie das schon früher gesagt wurde, dass wir den Ausbau der bestehenden Strasse ins Auge fassen, was wesentlich billiger ist. Das haben wir getan. Ich habe darauf aufmerksam gemacht, dass nach unseren Schätzungen die vierspurige Bahn ungefähr 120 bis 130 Millionen Franken erfordern würde, und dass die Finanzierung und auch der Landerwerb noch nicht sichergestellt wären. Diese Faktoren sind für die Beurteilung der Frage von entscheidender Bedeutung. – In bezug auf den Landerwerb haben wir heute folgende Situation: In der Gemeinde Rapperswil hat im Güterzusammenlegungsverfahren das Land für eine dreispurige Strasse gesichert werden können, dies gemäss dem Strassenplan, der aufgelegt war. Für die Erweiterung auf vier Spuren fehlt das Land. Auch in der Gemeinde Schüpfen bildete der Strassenplan für eine dreispurige Strasse die Grundlage für den Landerwerb. Das Güterzusammenlegungsverfahren ist noch nicht abgeschlossen. Die Bedürfnisse für eine vierspurige Strasse können hier weitgehend befriedigt werden. Die Gemeinde hat also hier die nötigen Vorkehren getroffen. – In der Gemeinde Deisswil sind die angestrebten Güterzusammenlegungen bis heute am Widerstand der Eigentümer gescheitert. – In der Gemeinde Wiggiswil ist die Situation genau gleich wie in Deisswil. In diesen beiden Gemeinden hat für die Autobahn kein Land sichergestellt werden können. – In den übrigen von der Autobahn betroffenen Gemeinden haben einzelne freihändige Landkäufe getätigt werden können. Die Umlegungen sind zum Teil als Vorstufe mit dem Meliorationsamt diskutiert worden. Die geschilderte Situation in der Landerwerbsfrage ermöglicht es nicht, in absehbarer Zeit an den Bau der vierspurigen Bahn zu denken. Es ist schwer, die Gemeinden zu Güterzusammenlegungen zu bringen. Zwar steht uns das Expropriationsrecht zur Verfügung. Aber wir haben auch auf dem finanziellen Sektor Schwierigkeiten. Diese Angelegenheit ist nicht einfach.

Zur Frage der Finanzierung: Die Finanzierung kann unseres Erachtens nur gelöst werden, wenn es gelingt, die nötigen Mittel zu beschaffen. Da möchte ich ein paar Bemerkungen einschalten. Es ist für den Baudirektor gegenwärtig eine äusserst unangenehme Aufgabe, alle Strassenprobleme vor dem Parlament immer wieder mit dem Hinweis auf die Finanzen beantworten zu müssen. Meiner ganzen Veranlagung und Aktivität entsprechend möchte ich über genügend Geld verfügen und damit bauen, aber ich kann es nicht, weil ich kein Geld habe.

Wenn wir alle aktuellen Strassenbauprobleme zusammenfassen und berechnen, was wir für diese in den nächsten zehn Jahren an Mitteln nötig hätten, zusammen mit dem ordentlichen Strassenbauprogramm, gelangen wir auf ungefähr eine Milliarde Franken. Pro Jahr würde ich also 100 Millionen Franken brauchen. Nun ist mir empfohlen worden, zu versuchen, mit Hilfe von Anleihen das Geld zu beschaffen, um so den Strassenbau forcieren zu können, der auch vom Standpunkt des Arbeitsmarktes dringend wäre. Die Konkurrenzverhältnisse sind nämlich im Tiefbau heute vollkommen anders als noch vor einem Jahr. In gewisser Beziehung herrscht Arbeitsmangel. Wir könnten mehr machen, denn das Tiefbaugewerbe hätte die Kapazität, viel grössere Leistungen zu vollbringen. Auch unsere Ingenieure könnten mehr leisten. Auch ihre Beschäftigungslage ist nicht mehr so günstig wie noch vor kurzer Zeit.

Nun sind auf dem Anleihensmarkt die Verhältnisse aber äusserst schlecht. Ich will nicht wiederholen, was Ihnen der Finanzdirektor doziert hat, nur darauf hinweisen, dass die Strassen im Kanton Bern nicht ohne jede Rücksicht auf die Bedürfnisse der andern Direktionen gebaut werden können. Ich könnte mich sehr populär machen, wenn ich ohne Rücksichtnahme auf diese andern Bedürfnisse einfach sagen würde: Geld her. – Aber das will und kann ich nicht, weil auch im Kanton Bern die Strassen nicht ohne Berücksichtigung der Finanzlage gebaut werden können.

Wenn der Kanton unter schwersten Bedingungen für alle seine Bedürfnisse im Jahre knapp 90 bis 100 Millionen Franken auf dem Anleihensweg plazieren kann, und man weiss, dass der Gewässerschutz und die Spitäler ebenfalls mit mehr Mitteln dotiert werden müssten, als es möglich ist, ist es schwer, für die Strassen mehr Geld unterzubringen. Der Anleihensweg fällt vorderhand für uns einfach ausser Betracht. Wir müssen uns demzufolge auf der Grundlage der 32 Millionen Franken bewegen. Ich habe schon erwähnt, es sei unser Bestreben, mit diesen 32 Millionen möglichst viel zu bauen. Anders vorzugehen, haben wir keine Möglichkeit.

Ich habe gesagt, ich würde pro Jahr 100 Millionen Franken brauchen. Dieser Betrag würde besonders durch den Bau der Transjurastrasse provoziert, die auf Bernerboden rund 400 Millionen Franken erfordern würde (56 km); der Kanton Solothurn müsste dafür 120 Millionen aufwenden (27 km). Die Strasse von Boncourt bis Oensingen wird allein rund 520 Millionen Franken kosten. Sie wissen, was wir für die Taubenlochstrasse brauchen. Alles zusammen sind das insgesamt gegen 100 Millionen Franken. Dann kommt, wie bekannt ist, die Autobahn Schönbühl–Lyss, wofür wir rund 130 Millionen Franken nötig hätten. – Ich erinnere daran, dass wir zusammen mit der Strassenkommission gewünscht haben, für die nächsten zehn Jahre auf der Grundlage eines Strassenbauprogramms von 500 Millionen Franken zu disponieren. Wir mussten die Summe aber auf 250 Millionen reduzieren. Der Betrag erfährt nun durch die vom Grossen Rat beschlossene Erhöhung der Motorfahrzeugsteuern einen gewissen Zuschlag. Dies ermöglicht uns, 7,5 Millionen Franken mehr auszugeben, dass wir also mit 32 bis 33 Millionen Franken rechnen können. – Das ist die Lage in bezug auf unsere Finanzen.

Nun stellt sich für uns die Notwendigkeit zu überprüfen, wie wir weiter vorgehen wollen. Wie ich es beurteile, wird der Kanton Bern vorläufig nicht in der Lage sein, die Strasse Schönbühl–Lyss vierspurig zu bauen, weil dafür keine Möglichkeiten vorhanden sind. Da wir die Strassenbauten nicht mit Anleihen finanzieren können, sehen wir uns genötigt, einen andern Weg einzuschlagen und die bestehenden Strassen auszubauen. Sie leisten uns dann während einigen Jahren noch ihren Dienst. Die Frequenzen sind zwischen Schönbühl–Lyss lange nicht so gross wie auf der Jurafuss-Strasse zwischen Biel und Solothurn, welch letztere Strasse heute schon doppelt so viel Verkehr zu bewältigen hat wie die Strasse Lyss–Schönbühl. Das wird praktisch noch einige Jahre so bleiben, mindestens bis 1975, wo diese Strasse alsdann von der N 5 abgelöst werden wird. Vorher wird die vierspurige Strasse bestimmt nicht gebaut werden können.

Ich habe Herrn Grossrat Droz in der Septembersession, bei der Debatte über den Verwaltungsbericht der Baudirektion gesagt, es wäre logisch gewesen, die Strasse Lyss–Schönbühl nach dem Bau der Autobahn Biel–Lyss in Angriff zu nehmen. Ich will nicht auf die Details zurückkommen. Wir sind durchaus bereit, im Sinne der Motion Droz vorzugehen, wenn dies finanziell möglich wird. Ausserdem dürfen wir nicht ausser acht lassen, dass die Autobahn, die von Lyss nach Schönbühl errichtet werden müsste, keine Nationalstrasse, sondern eine kantonale Autobahn wäre, und dass sich dadurch die Subventionsfrage ganz anders stellen würde. Nationalstrassen werden mit 84 Prozent subventioniert. Für kantonale Strassen erhalten wir normalerweise nur 30 Prozent. Dazu könnten wir, weil es eine Neuanlage wäre, weitere 10 Prozent bekommen, zusammen also 40 Prozent. Alles andere müssten wir selber aufbringen, also einen Betrag von mindestens 65 Millionen, wenn nicht gar 70 Millionen Franken.

Wir haben durch unser Kreisoberingenieurbüro den Ausbau der bestehenden Strassen planen lassen. Es zeigt sich dabei, dass man für die nächsten Jahre eine finanziell gut tragbare Lösung anstreben muss. Ich werde das auch den Gemeindebehörden von Schüpfen und Lyss darlegen und ihnen auseinandersetzen, warum man diesen Weg beschreiten soll. Das vorliegende Ausbauprojekt des Kreisoberingenieurs III stellt nach unserer Meinung eine sehr weitgehende Lösung dar. Wir werden anhand weiterer Studien und Untersuchungen überprüfen lassen, ob sie teilweise noch reduziert werden könnte. Wir könnten uns zum Beispiel vorstellen, dass man auf gewissen Teilstrecken auf die vorgeschlagenen Radstreifen verzichtet. Wichtig ist, dass das vorhandene Verkehrsbedürfnis und die geforderte Verkehrssicherheit auf einen Nenner gebracht werden. Überall, wo die Verkehrssicherheit heute gefährdet ist, müssen wir so rasch wie möglich eingreifen und dafür sorgen, dass die Gefährdung verschwindet. Das können wir nur durch Sanierung der bestehenden Strecken erreichen.

Wie ich bereits ausgeführt habe, zeigt sich nun, dass wir mangels Sicherstellung des Landerwerbs und wegen der Finanzierung noch Jahre zuwarten müssen, bis die vierspurige Autobahn kommt. Daher wäre es, von uns aus gesehen, einfach unverantwortlich, die Zwischenzeit untätig verstreichen zu lassen. Den Landeigentümern in den Gemeinden Rapperswil, Münchenbuchsee, Deisswil und Wiggiswil, die eher gegen den Ausbau der bestehenden Strasse eingestellt sind, darf man das relativ bescheidene Opfer, das mit dem Ausbau der bestehenden Strasse verbunden ist, zumuten. Die sich in der Ortsplanung abzeichnenden Entwicklungen (Industriegebiete) fordern sogar den Ausbau der bestehenden Strasse als Zubringer zu den Autobahnen. Bei Kosthofen ist die Beseitigung des Niveauüberganges dringend. Es verhält sich keineswegs so, dass, wenn wir auf den generellen Ausbau der bestehenden Strasse verzichten würden, dann an dieser nichts gebaut werden müsste. Wir müssten dennoch Mittel hineinstecken. Das wäre nicht sehr zweckmässig. Wenn wir doch noch auf die vierspurige Bahn warten müssen, so wäre es besser, jetzt an den Totalausbau der bestehenden Strasse heranzutreten (10,5 m Breite, unter Berücksichtigung der Randstreifen). Dieser Ausbau würde den Kanton mit ungefähr 16 Millionen Franken belasten. Das zählt bei der jetzigen Finanzlage und ist sicher eine gute Lösung bis zu dem Augenblick, wo wir an den Bau der vierspurigen Bahn herantreten können.

Diese Auskunft kann ich im Zusammenhang mit der Interpellation Hirt abgeben. Ich bedaure,

dass ich nichts anderes sagen kann. Die dargelegten Verhältnisse sind dermassen schlüssig, dass sich der Baudirektor nicht einfach darüber hinwegsetzen kann.

Hirt (Biel). Ich bin von der Antwort befriedigt.

Interpellation des Herrn Grossrat Ueltschi — Submissionsvergebungspraxis

(Siehe Seite 591 hievor)

Ueltschi. Der Zweck meines Vorstosses liegt nicht darin, eine unsachliche und polemisierende Diskussion heraufzubeschwören und den Rat damit hinzuhalten, wie es gelegentlich passiert, sondern der Sache als solcher zu dienen.

Die bestehende Submissionsordnung, das heisst die Verordnung betreffend die Vergebung von Arbeiten und Lieferungen für den Staat, für seine Verwaltungen und für seine Anstalten, vom 16. Januar 1934, mit den Abänderungen vom 16. Februar 1966, ist nicht überall gleichmässig angewendet worden, was zur Folge hatte, dass ganz besonders in gewerblichen Kreisen eine gewisse Unruhe und Unsicherheit Platz gegriffen hat. Seit längerer Zeit ist Kritik an unserer kantonalen Submissionsordnung geübt worden, und zwar nicht nur von Seite der Unternehmerschaft, sondern auch von Behörde- und Verwaltungsseite. Ich glaube, es ist nicht wegzudiskutieren, dass die nun über 30 jährige Submissionsverordnung den heutigen Verhältnissen weitgehend nicht mehr überall Rechnung trägt. Daran zu gehen, eine neue Submissionsordnung aufzustellen, war sicher ein Gebot der Zeit.

In diesem Zusammenhang sei festgestellt, dass in den einzelnen Verwaltungen nicht ganz gleichmässig vorgegangen wird. Ich persönlich kann das nicht überprüfen, weil mir nicht alle Unterlagen zur Verfügung stehen. Es ist eine gewisse Rechtsunsicherheit entstanden, die zu einer gewissen Willkür führen könnte. Diese Unsicherheit hat sich nicht nur bei den privaten Aufträgen ausgewirkt, sondern man hat sich nachher auch gefragt, ob bei der Vergebung von Gemeindeaufträgen, die schlussendlich vom Kanton subventioniert werden, auch eine Ungleichheit festzustellen sei. Weniger auf dem Sektor der Baudirektion als vielmehr auf dem Gebiet des Meliorationswesens hat man gelegentlich unterschiedliche Behandlung der Korporationen feststellen können. Es fragt sich, ob der Kanton hier überhaupt zuständig sei, grundlegend normierend einzugreifen, und ob nicht der Zweck der Submissionsordnung durch eine gewisse einseitige Anwendung vereitelt worden sei.

Nachdem Verwaltung und Behörden grundlegend die Tendenz haben, bei der Vergebung von Arbeiten die billigste Offerte zu berücksichtigen, hat gelegentlich in gewerblichen Kreisen die Vermutung Platz gegriffen – ich sage ausdrücklich die Vermutung, ich behaupte es nicht –, gelegentlich werde eben der Billigste nicht berücksichtigt, sondern es komme ein anderer zum Zuge, und man hat sich gefragt, ob das wirklich mit rechten Dingen zugehe. Diese Frage ist also gelegentlich aufgetaucht. Ich möchte hier festhalten und meiner persönlichen Meinung in dem Sinne Ausdruck geben, dass ganz bestimmt gelegentlich einmal zwingende Gründe da sein können, wonach der Billigste nicht berücksichtigt werden kann. Das wäre dann der Fall, wenn eine Firma ungenügend leistungsfähig ist, weil sie nicht die nötigen technischen Einrichtungen hat, oder weil zum vornherein gewisse Garantien für die Einhaltung der Bautermine usw. fehlen, wenn man also mit einer Firma schlechte Erfahrungen gemacht hat.

Ich betone in diesem Zusammenhang, dass der Verwaltung in der Beziehung zum vornherein ein gewisser Spielraum eingeräumt werden muss. Schlussendlich trifft die Verwaltung für die Durchführung der Aufträge eine gewisse Verantwortung, genau wie die beauftragte Baufirma auch. Es wäre wünschbar, wenn uns der Baudirektor einmal in kurzen Zügen seine Konzeption hierüber bekannt gäbe. Ich bin überzeugt, es würde damit der Öffentlichkeit ein Dienst erwiesen, und eine gewisse Unsicherheit auf dem Gebiete würde vielleicht beseitigt.

Im weitern würde mich interessieren, wann die neue Submissionsverordnung in Kraft tritt. Man hat da und dort – das ist vielleicht das Schlussbukett der ganzen Interpellation – hören müssen, dass die Tiefbaufirmen in erster Linie zum Handkuss kommen sollen, die in ihren Verwaltungsräten die gewichtigsten Politiker haben; das wären die, die in Bern Schaum schlagen.

Ich bitte den Baudirektor, uns über die Handhabung der Submissionsordnung durch die Baudirektion kurz zu orientieren.

Schneider, Baudirektor, Berichterstaater des Regierungsrates. Ich danke dem Interpellanten, dass er das an sich heikle Thema sachlich behandelt hat und werde mich bemühen, ebenso sachlich zu antworten. Herr Grossrat Ueltschi hat im Verlauf der Interpellationsbegründung im ganzen vier Fragen gestellt. Ich will versuchen, Auskunft zu geben. Ihn interessiert, nach welchen Kriterien die Bauarbeiten an die Unternehmer vergeben werden. Die Arbeitsaufträge des Staates an die Unternehmer werden auf Grund der Subventionsordnung erteilt. Als ich die Antwort auf die Interpellation entwarf, war noch die alte Submissionsordnung aus dem Jahre 1934 in Kraft, und ich erteile jetzt gestützt auf diese Grundlagen Antwort. Es wird aber auch in bezug auf die neue Submissionsordnung nicht anders sein. Auch dort werden die Grundsätze, die hier dargelegt werden, in ähnlicher Weise Gültigkeit haben.

Die Verordnung ist Ihnen bekannt. Sie bestimmt, dass die Vergebung an fachtüchtige und leistungsfähige Bewerber zu angemessenen Preisen zu erfolgen habe. Als angemessener Preis gilt: Berücksichtigung des Aufwandes eines wirtschaftlich arbeitenden Unternehmers (Material, Arbeit, Unkosten, Risiko und einen zu den Leistungen in

angemessenem Verhältnis stehenden Verdienst), dies gemäss Paragraph 1 der Submissionsverordnung. In diesem Rahmen steht der vergebenden Stelle grundsätzlich die Auswahl unter Bewerbern frei. Sie lässt sich durch die Preiswürdigkeit des Angebotes, die vorhandene Gewähr für einwandfreie Ausführung, geordnete Geschäftsabwicklung sowie durch Rücksicht auf frühere befriedigende Leistungen und billige Abwechslung unter den geeigneten Bewerbern leiten. – Das sind die Grundsätze unserer Baudirektion. Die werden auch entsprechend gehandhabt. Bei gleicher Preislage und Qualität ist den einheimischen Erzeugnissen und Baustoffen der Vorzug zu geben. Auch das machen wir. Es wird mir für die Zeit, wo ich als Baudirektor amtierte, niemand das Gegenteil beweisen können.

In bezug auf die Frage 2, ob die Kriterien von allen kantonalen Verwaltungsstellen einheitlich angewendet werden: Da möchte ich nur einen Satz sagen. Ich mache darauf aufmerksam, dass die Submissionsverordnung für alle kantonalen Verwaltungsstellen in gleicher Weise verbindlich ist. Die Kriterien, die ich bei der Behandlung der Frage 1 aufgeführt habe, sind bei allen staatlichen Arbeitsvergebungen massgebend. Ausgenommen ist Paragraph 1 Absatz 4 der Submissionsverordnung, in bezug auf Arbeiten der staatlichen Anstalten für den eigenen Bedarf, die zur Hauptsache mit Anstaltsinsassen ausgeführt werden. Aber das fällt praktisch überhaupt nicht ins Gewicht.

Erlauben Sie mir, eine Bemerkung anzubringen. Es wird sich darum handeln, in der neuen Submissionsordnung die bewährten Grundsätze der alten Ordnung beizubehalten. Ich persönlich bin aber der Meinung, dass die freie Konkurrenz spielen muss und dass bei mehreren günstigen Angeboten eine gewisse Abwechslung unter den Bewerbern zu beachten ist. Dieser Weg ist richtig.

Mit Rücksicht auf die gespannte Finanzlage des Staates haben wir versucht, der im Rat immer wieder erhobenen Forderung, es sei die Submissionsordnung im Sinne der Senkung der Baukosten anzuwenden, gerecht zu werden. Sie wissen, dass sich die Interessen im Raume stossen. Das lässt sich nicht verhindern, und dass ich als Baudirektor bei einer ordnungsmässig eingeleiteten Vergebung günstige Angebote vorziehe, wird man hoffentlich auch begrüssen.

Ich darf in diesem Zusammenhang darauf aufmerksam machen, dass wir im Jahre 1965 eine Konferenz mit den Vertretern des kantonalbernischen Gewerbes und mit dem Bernischen Baumeisterverband durchgeführt haben, wo die Fünfprozentklausel von Paragraph 23 der Submissionsordnung besprochen wurde. Es handelt sich darum, auf die Staatsfinanzen Rücksicht zu nehmen. Im Einverständnis mit den genannten Berufsverbänden hat der Regierungsrat in einer Zwischenrevision vom 16. Februar 1966 diese Fünfprozentklausel aufgehoben. Das wissen die Verbände. Dem Sprechenden ist nicht bekannt, dass seither die bestehende Submissionsverordnung im staatlichen Bereich nicht beachtet worden wäre.

Zur Frage, ob die Gemeinden verpflichtet seien, sich bei den subventionierten Bauten an die kantonale Submissionsregelung zu halten: Bei den Arbeiten und Lieferungen, die nicht vom Staat vergeben werden, an denen er sich aber mit Subventionen beteiligt, sind die Bestimmungen der Submissionsordnung dann anwendbar, wenn der Grosse Rat oder der Regierungsrat dies im betreffenden Subventionsbeschluss ausdrücklich vorgeschrieben hat (Artikel 1 Absatz 3 der alten Submissionsordnung). Bei den von der kantonalen Baudirektion vorbereiteten Subventionsbeschlüssen wird die Anwendung der Submissionsvorschriften regelmässig zur Bedingung gemacht. Soweit ich orientiert bin, ist das bei den Subventionen des Meliorationsamtes nicht der Fall.

Die letzte Frage lautet: Welche Gründe veranlassen die Baudirektion bei der Vergebung von Bauarbeiten, die günstigste Offerte gelegentlich nicht zu berücksichtigen? Die geltende Submissionsordnung schreibt nicht die Berücksichtigung der günstigsten Offerte vor, sondern stellt der vergebenden Stelle die Auswahl aus der Zahl der preislich angemessenen Offerten frei. Es ist für uns selbstverständlich, dass dabei im Interesse des Staatshaushaltes die Bauarbeiten möglichst günstig vergeben werden sollen. Dabei wissen und beachten wir, dass die billigste Offerte nicht immer auch die günstigste ist. Der Sprechende ist bei Arbeitsvergebungen sehr darauf bedacht, all diese Faktoren zu berücksichtigen. Der verlangte Preis ist mit der angebotenen Qualität und dem vorgeschlagenen Ausführungstermin zu vergleichen. Ferner verlangt die Submissionsordnung eine billige Abwechslung unter den Bewerbern, was wir ebenfalls beachten. – Im Strassenbau kommt es vielleicht am meisten vor, dass sich für einen bestimmten Auftrag eine ganze Reihe von Unternehmern bewerben, dass aber einer über eine lange Zeit immer der günstigste, auch preislich der billigste ist. Es wäre naheliegend, dass der Baudirektor alle Aufträge diesem gäbe, eben weil es der billigste ist. Nun muss ich Ihnen gestehen, dass ich das im Interesse einer vernünftigen Verteilung der Aufträge nicht immer mache. Wenn ein Auftragnehmer hintereinander 3 bis 4 Aufträge erhalten hat, die auch summenmässig ins Gewicht fallen, so nehme ich nachher einen anderen – das habe ich schon getan und werde es auch künftig so praktizieren –, weil ich finde, auch hier müsse eine gewisse Verteilung platzgreifen. Ich gebe zu, dass man so, frankenmässig, vielleicht nicht immer die billigste Lösung trifft, aber ich bemühe mich, bei dem, der in Frage kommt, Preisreduktionen zu erreichen. Ich habe dabei Erfolg, so dass die Situation für den Staat am Schluss doch noch befriedigt. – In anderen Fällen haben bei mir Gemeinden interveniert, weil auf ihrem Platz arbeitsmässig eine schlechte Situation bestand. Sie haben verlangt, dass eine Firma berücksichtigt werde, an der die Gemeinde besonders interessiert ist, zum Beispiel weil das Durchhalten des Arbeiterbestandes in Frage gestellt war. – Unter derartigen Umständen habe ich gelegentlich einer notleidenden Firma den Auftrag gegeben, obwohl ihre Offerte zunächst frankenmässig nicht die billigste war. Dabei wurden aber Preiskonzessionen eingehandelt, so dass sich die Auftrags-

erteilung für den Staat schliesslich finanziell verantworten liess. Auch gegenüber den am Anfang günstigeren Offertstellern liess sich das verantworten, weil sie in der vorangehenden Zeit schon mehrere Aufträge erhalten hatten. In dem Falle, auf den sich Herr Grossrat Ueltschi bezieht, konnte die betreffende Firma nicht berücksichtigt werden, weil sie preislich nicht in den ersten Rängen stand. Wenn eine Firma allzuweit hinten ist, kann ich sie einfach nicht ohne Grund voranstellen.

Das ist unsere Vergebungspraxis. Man darf daraus ableiten, dass wir diese sehr heikle Aufgabe umsichtig an die Hand nehmen und versuchen, möglichst allen Aspekten gerecht zu werden. Dass wir das nicht in allen Fällen können, wissen wir, und das ist schlussendlich das Risiko, das wir an unserer Stelle tragen müssen.

Ueltschi. Ich bin von der Antwort befriedigt.

Nobel, Vizepräsident. Nach der Beantwortung der Interpellation Hirt durch den Regierungsrat hätten einige Ratsherren die Diskussion gewünscht. Da zwischenhinein die Wahlresultate bekanntgegeben wurden, wurde es offenbar übersehen, dass sich die Herren gemeldet haben, und wir sind dann in der Behandlung der Traktandenliste einfach weitergefahren. Nun beantrage ich Ihnen, auf die Interpellation Hirt zurückzukommen und darüber am Nachmittag die Diskussion walten zu lassen, sofern der Rat zustimmt. (Zustimmung)

Schluss der Sitzung um 12 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Zehnte Sitzung

Mittwoch, den 15. November 1967,
14.15 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 160 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Achermann, Ast, Barben, Blaser (Zäziwil), Blaser (Uebeschi), Braunschweig, Bühler, Cattin, Christen, Eichenberger (Langnau), Fankhauser, Freiburghaus (Rüfenacht), Frutiger, Grimm, Hirsbrunner, Hirt (Utzenstorf), Hofmann (Büren), Hofmann (Burgdorf), Homberger, Jacot des Combes, Kämpf, Kohler, König, Lädrach, Leuenberger, Mischler, Moser, Nahrath, Nikles, Oesch, Reber, Roth (Münsingen), Rüegsegger, Schneider, Schnyder, Schweizer (Bern), Tschudin, Voisin (Porrentruy), Wirz, Wüthrich.

Interpellation des Herrn Grossrat Hirt (Biel) — Strasse Lyss — Schönbühl

(Fortsetzung)

(Siehe Seite 721 hievor)

Droz. Ich danke dem Vizepräsidenten und dem Regierungsrat, dass sie mir Gelegenheit geben, zur Interpellation Hirt zu sprechen.

Heute morgen hat der Baudirektor die Interpellation sozusagen aus der Sicht des Finanzdirektors beantwortet. Ich begreife ihn. Wenn man kein Geld hat, kann man keines ausgeben, kann all das, was projektiert ist, nicht in vollem Umfang ausführen. Trotzdem bin ich mit der Beantwortung der Interpellation nicht zufrieden. Ausgangspunkt der Diskussion um die Biel-Bern-Strasse war die Verbreiterung der Moospinte-Strasse (die jetzige Strecke Schönbühl-Schönbrunn). Dort wollte man Fr. 600 000.— für die Verbreiterung hineinstecken, ohne Landerwerb. Das hat Herrn Grossrat Räz bewogen zu erklären, das sei viel zu teuer, sei ausserdem eine unnütze Ausgabe, denn wenig daneben komme die neue Autobahn zu liegen, und es wäre besser, damit jetzt anzufangen. – Nachher sagte ich: Wenn schon eine Autobahn kommt, wollen wir nicht die gleiche, die zwischen Biel und Lyss besteht, die ausserordentliche Gefahren aufweist. Sie wurde als zweispurige Strasse gebaut. Wegen dem grossen Verkehr wurden drei Spuren gemacht, wobei die Zweispurigkeit in Richtung und Gegenrichtung abwechselte. Sie wissen, welche Unglücke dort entstanden sind.

Ich hatte durch eine Motion verlangt, die Strasse Lyss-Schönbühl sei vierspurig zu erstellen. Ich habe nie eine Autobahn im Sinne einer Nationalstrasse 1. Klasse verlangt. Ich habe eine vierspurige Bahn verlangt und immer erklärt, dass man vom vier Meter breiten Mittelstreifen sehr wohl Umgang nehmen könnte.

Ich sehe nicht ein, warum man nicht eine Strasse bauen könnte wie in Neuenburg, nach Colombier und St-Blaise, wo man auch vier Spuren hat.

Zwei Beispiele aus neuester Zeit, da Nationalstrassen gebaut worden sind: Auf dem Worblen-Viadukt hat man keinen vier Meter breiten Mittelstreifen, und auf dem Teilstück Freudenbergplatz–Muri hat man nur eine Leitplanke, um Terrain zu gewinnen. Sie sehen, es geht auch so.

Der Bau der vierspurigen Bahn Lyss–Schönbühl ist nicht unbedingt nur eine Frage der Zeit. Bern–Biel ist eigentlich verkehrstechnisch besser dran als Bern–Thun, denn Bern–Thun verfügt über eine Strasse durch das Gürbetal und eine über Münsingen. Von Bern nach Biel kann man über Frieswil–Aarberg, Frienisberg–Lyss durch das Lyssbachtal, oder auch über Schönbrunn–Büren. Man hat also mehr Möglichkeiten. Daher glaube ich, sei der Ausbau der Strasse Schönbrunn–Schönbühl nicht unbedingt dringend, auch nicht wenn der Autoverkehr zunimmt. Man könnte den Verkehr bewältigen. Wenn man schon die Strasse Lyss–Schönbühl ausbauen will, dann soll es von Anfang an recht geschehen. Ich warne davor, gleich vorzugehen wie bei der Bern-Thun-Strasse, wo man gegen alle Empfehlungen der Automobilverbände die Strasse durch die Ortschaften und von Anfang an zu schmal gebaut hat. Man hätte sie übrigens gar nicht breiter bauen können. Die Folgen sehen wir nun: Wir müssen eine ganz neue Strasse erstellen, und zwar entlang der Aare. – Ich glaube, dass das auf die Dauer auch zwischen Biel und Bern der Fall sein müsste.

Ich habe gesagt, der Baudirektor habe mehr aus der Sicht des Finanzdirektors gesprochen. Natürlich erhalten wir, wenn wir eine Nationalstrasse 1. Klasse bauen, vom Bund eine Subvention von 84 Prozent. Wenn aber der Kanton eine Strasse baut, gibt es nur ca. 30 Prozent. Aber die Strasse, welche der Kanton baut, ist auch ganz wesentlich billiger als eine Nationalstrasse 1. Klasse. Da frage ich mich, ob das nicht der billigere Weg wäre. Daher möchte ich den Baudirektor bitten, nach dieser Richtung hin noch eine Berechnung anzustellen.

Es tut mir leid sagen zu müssen, dass der Eindruck aufkommt, man wolle durch die neueste Planung, durch die Ausbesserung und Verbreiterung der bisherigen Strasse, meine Motion einfach umgehen. Ich glaube, das wäre nicht das richtige, denn schlussendlich hat der Grosse Rat seinerzeit meiner Motion zugestimmt.

Die Spitze des Autoverkehrs ist noch nicht erreicht, weil die Autos immer komfortabler und billiger werden. Das Auto ist heute ein Haushaltgegenstand wie ein Waschautomat, ein Radio oder ein Fernsehapparat. Wenn sich jemand einschränken muss, wird er es auf allen Gebieten tun, nur nicht beim Auto. Dem müssen wir Rechnung tragen. Ich bin von der Antwort des Baudirektors nicht befriedigt.

Horst. Herr Grossrat Droz hat das Beispiel St-Blaise angeführt, als Muster, wie man bauen könnte. Das ist nicht stichhaltig. Erstens führt die Strasse auch durch Dörfer. Zweitens muss eine solche Strasse sicher richtungsgetrennt sein, sonst ist die Strasse bei hohen Geschwindigkeiten zu gefährlich. Ich bin auch der Meinung, dass man auf einen Mittelstreifen verzichten und eine andere Verkehrstrennung erstellen kann.

Ich bitte zu prüfen: Wenn man die bestehende Strasse ausbaut, gibt es ein Verkehrshindernis über Jahre hinaus. Wenn wir nach Bern fahren, haben wir Verkehrshindernisse. Es wird ein neuer Belag eingebaut. Auf der Seite, wo der Verkehr gestoppt wird, gibt es sehr lange Stauungen. Wäre es nicht viel klüger, wenn man die vierspurige Strasse richtungsgetrennt planen würde, und zwar auf der ganzen Linie, und dann einmal die eine zweispurig ausbauen würde? Ich denke an die Nationalstrasse in der Gegend von Chur. Dort wurde so vorgegangen. Es ist keine ideale Lösung. Die einzige ideale Lösung ist die richtungsgetrennte Vierspurstrassse. Aber man hätte eine Teillösung, die man, wenn der Verkehr zunimmt, durch weitern Ausbau verbessern könnte. Der Verkehr nimmt stark zu. Die Fachleute haben sich verrechnet. – Man könnte die Zweispurstrasse ohne Behinderung durch den Verkehr bauen und würde auch nicht den Verkehr behindern.

Ich bitte, diese Lösung zu prüfen. Der vorläufige Zweispuren-Ausbau wäre wahrscheinlich nicht viel teurer als das, wofür man jetzt das Geld einsetzen möchte.

Räz. Wir sind aus folgenden Gründen beunruhigt: Nach der letzten Zusammenkunft mit den Verkehrsverbänden und den interessierten Gemeinden ist laut Protokoll vermerkt worden, dass vorläufig nichts Wichtiges entschieden werde, bevor definitiv die Projektierungsarbeiten und die Berechnungen für die Verbreiterung der Strasse abgeschlossen seien. Heute konnten wir nach der Antwort auf die Interpellation Hirt feststellen, dass die Sache schon ziemlich weit vorangetrieben ist. Der Baudirektor hat gesagt – so wenigstens habe ich ihn verstanden –, die Verbreiterung der Strasse müsse in Angriff genommen werden, weil die andere Lösung jetzt finanziell zu teuer und der Landerwerb Schwierigkeiten bereiten würde.

Dazu möchte ich folgendes sagen: Man kann nicht behaupten, der Landerwerb biete Schwierigkeiten, bevor man mit den Leuten verhandelt hat. Wenn man verhandelt, sieht man, dass der Landerwerb möglich ist. Auch die Linienführung müsste nochmals besprochen werden. Wenn man diese vielleicht noch etwas verlegen würde, wäre auch dort die Möglichkeit vorhanden, zu einem Ziel zu gelangen.

Zur Finanzierung: Ich glaube, wir können heute weder auf die 130 Millionen für den Ausbau der Autobahn, Zusammenschluss Lyss–Schönbühl, abstellen, wie uns seinerzeit gesagt wurde, noch auf die Verbreiterungskosten von 16 Millionen Franken. Wir müssen dann alle Kosten einander gegenüberstellen, und wenn wir nicht definitive Kostenvoranschläge mit ganz genauen Unterlagen haben, können wir das eben heute nicht tun und daher nicht zum Entschluss kommen, es sei der Verbreiterung zuzustimmen.

Wir haben schon zwei Motionen mit grossem Mehr angenommen. Wenn Sie nun etwas anderes planen und bauen wollen als hier beschlossen wurde, so brauchen wir überhaupt nicht nach Bern zu kommen und hier zwei bis drei Wochen zu

opfern. Ich bin der Auffassung, dass wir die Sache nicht überstürzen sollten. Wir sollten uns reichlich Zeit nehmen und bis zum Februar abwarten, ohne etwas herauszunehmen und an eine Verbreiterung zu schreiten, sonst werden die interessierten Gemeinden erneut in ein Unbehagen geraten und sich erneut rühren müssen. Es wird dann bis Ende des Jahres nicht ruhig bleiben. Man sollte also die Februar-Session abwarten und dann auf die gefassten Beschlüsse zurückkommen. Wenn diese dann anders ausfallen, so bin ich deswegen nicht unglücklich; ich kann mich unterziehen. Aber solange die Motionen erheblich erklärt sind, sollte man nicht an ein anderes Projekt herantreten.

Stauffer (Gampelen). Über die Strecke Schönbühl–Lyss hat man hier schon manchmal gesprochen. Einer der schwierigsten Punkte ist die Durchfahrt in Schüpfen und anschliessend ein Stück in Bundkofen, das auch in die Gemeinde Schüpfen gehört, und wo auch eine Geschwindigkeitsbeschränkung besteht. Von Schönbühl her kommt man auf gerader Strecke direkt nach Schüpfen, und daraus ergibt sich für den Automobilisten immer ein gefährlicher Augenblick, denn plötzlich ist man über die Tafel, welche die Geschwindigkeitsbeschränkung anzeigt, hinaus. Schon oft wurde geschrieben, das sei eine Autofalle. – Ich weiss nicht, wie man das mit dem Ausbau der Strasse beheben könnte. Quer über die Strasse führt ein ziemlich reger Verkehr, weil gegenüber dem Bahnhof ziemlich viel gebaut worden ist. Es würde sich lohnen, in erster Linie solche Sachen zu prüfen, wenn man die bestehende Strasse ausbauen will, damit Hindernisse wie die Durchfahrt in Schüpfen behoben werden.

Ich bin nicht gegen den Ausbau solcher Strassen. Wir haben noch andere Kantonsstrassen, die in ähnlichem Zustande sind. Der Lokalverkehr wird auch dann noch gross sein, wenn wir einmal eine separate Autostrasse haben, denn von Lyss bis Schönbrunn gibt es keine Abfahrt von der Autobahn. Der Verkehr, der sich zwischen Lyss und Schüpfen und nach Münchenbuchsee abwickeln wird, bleibt auf der bestehenden Strasse. Ich empfehle Ihnen, sich nicht dagegen zu wehren, wenn man an der Strasse etwas baut. Aber es soll nichts Wesentliches vorgekehrt werden, bevor man weiss, was inbezug auf die neue Strasse geschehen soll.

Gerber. Ich hätte einen Gesichtspunkt darstellen wollen, der noch nicht beleuchtet worden ist. Die Bevölkerung an der Autostrasse sagt sich auch, dass wir auf die Dauer sehr daran interessiert seien, eine gut ausgebaute Nord-Südverbindung im Kanton zu haben. Wir haben beschlossen, den Ausbau der Taubenlochstrasse zu forcieren und überhaupt den Durchgang durch den Jura zu verbessern. Die logische Konsequenz ist, die Strasse weiterzuführen über Lyss und Bern. Es wäre falsch, bevor man gründliche Studien abgeschlossen hat, einfach hier 16 bis 20 Millionen Franken zu investieren, um am Schluss zu sagen, es sei eine Fehlinvestition, man müsse die vierspurige Autostrasse doch haben, das andere genüge nicht. Das ist das, was die anwohnende Bevölkerung beunruhigt. Sie hat das Gefühl, man plane nicht auf weite Sicht, sondern verbreitere die Strasse, womit der Verkehr in den Dörfern jedoch nicht saniert werde, besonders nicht in Lyss, wo es praktisch fast nicht möglich sein wird, die Strasse so zu verbreitern, wie es der Baudirektor heute angekündigt hat. Bevor man da einsetzt, sollte man gründliche Studien, für die Verbreiterung wie für die vierspurige Strasse, anstellen, und sich erst dann endgültig entscheiden. Vielleicht sieht man dann die Probleme der Strasse Delle-Biel-Bern-Rawil einmal noch besser als es heute der Fall ist.

Schneider, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Herr Grossrat Droz, ich war auch nicht zufrieden, Ihnen heute morgen diese Antwort geben zu müssen. Ich hätte hier viel lieber erklärt, dass wir sofort mit der vierspurigen Bahn beginnen werden. Das liegt aber nicht alles in meinem Willen und auch nicht darin begründet, dass ich nicht imstande wäre, auf weite Sicht zu planen; sondern ich muss den Ball zurückgeben und auf Grund der Diskussion einfach sagen, der Grosse Rat soll die Verantwortung übernehmen.

Wir sind ohne weiteres bereit, auf alles zu verzichten, was in der Richtung des Ausbaus der alten Strassen tendiert, wenn der Grosse Rat heute erklärt, dass die vierspurige Bahn in Angriff genommen werden soll, sobald das Geld vorhanden ist. – Aber so einfach, Herr Grossrat Räz, ist die Angelegenheit doch nicht. Ich bitte sehr, nicht den Eindruck zu erwecken, in bezug auf diese vierspurige Bahn sei alles in Ordnung. In der letzten Session hat Herr Grossrat Bärtschi ungefähr das Gegenteil von dem gesagt, was jetzt Herr Grossrat Räz ausführte. Die beiden Grossräte müssen sich jetzt miteinander auseinandersetzen, auch über die Frage des Landerwerbs. Wenn es sich verhält, wie es Herr Räz darstellte, können wir morgen zum Notar gehen und verurkunden. Unsere Organe haben mit den Landeigentümern verhandelt, sie sind mit ihnen schon sehr früh in Kontakt getreten. Die Schwierigkeiten sind gross. Ich bitte, hier nicht Vorwürfe zu erheben. Ich habe in der letzten Session sehr eindeutig erklärt, dass wir mit unsern eigenen Organen überprüfen werden, wie weit der Ausbau der bestehenden Strasse sich verantworten lässt. Es wurde nichts unternommen, das einen Hinweis dafür gäbe, die vom Grossen Rat angenommene Motion werde ignoriert. Ich habe heute morgen gesagt, dass ich mit den Verkehrsverbänden und den Gemeindevertretern von Lyss und Schüpfen zusammengesesssen bin und ihnen das genau gleiche erläutert habe. Das steht deutlich im Protokoll.

Unsere Vorarbeiten sind noch nicht so weit, dass wir mit dem Bau schon Ernst machen können. Ich will zuerst noch mit den Verkehrsverbänden und den beiden Gemeinden reden, wie ich es versprochen habe. Nachher werden wir sehen, wie wir weiterkommen. Aber falls Sie als Parlament das abgekürzte Verfahren vorziehen, muss der Grosse Rat beschliessen, dass wir in bezug auf die Überprüfung der alten Strasse nichts mehr unternehmen und im Sinne der Wünsche von Herrn Grossrat Droz mit der Inangriffnahme der vierspurigen Bahn zuwarten sollen, bis das Geld vorhanden ist. Das wird gemäss meinen Ausführungen von heute morgen in zehn bis fünfzehn Jahren der Fall sein. Das Parlament muss darüber entscheiden, damit

ich von der Verantwortung entbunden bin. Meine Aufgabe bleibt es allerdings weiter, nach den bestmöglichen Lösungen zu suchen und solange ich nicht davon überzeugt bin, dass der beschrittene Weg schlecht ist, bin ich gewillt, ihn zu verfolgen und Ihnen allenfalls entsprechende Anträge zu stellen. Es darf dabei nicht der Eindruck entstehen, als ob wir engherzig wären, und es nicht begrüssen würden, wenn auf längere Sicht geplant wird. Ich bilde mir ein, für Planung einen gewissen Sinn zu haben und bereit zu sein, an grosszügige Lösungen heranzutreten, sofern bei Ihnen in bezug auf die Mittelbewilligung die gleiche Grosszügigkeit vorhanden ist.

Herr Grossrat Droz sagte, ich hätte wie ein Finanzdirektor, nicht wie ein Baudirektor gesprochen. Das ist möglich. Aber in diesem Punkt sind eben der Baudirektor und der Finanzdirektor eng miteinander verbunden. Auch ich habe das Kunststück noch nicht fertiggebracht, ohne den Finanzdirektor Wesentliches zu machen. Ich muss Geld haben, und wenn dieses nicht zur Verfügung gestellt wird, hört das Bauen auf.

Herr Grossrat Horst hat gesagt, man könnte in der Richtung der vierspurigen Bahn Vorarbeiten treffen, indem man vorläufig nur zwei Bahnen bauen würde. Ich wäre dazu sofort bereit, wenn die nötigen Mittel bewilligt würden und ich für den Landerwerb jede Unterstützung fände. Die zweispurige Bahn in Angriff zu nehmen, ist nämlich nur dann möglich, wenn das Land für vier Spuren gesichert ist, abgesehen davon, dass wir auch da erhebliche Mittel brauchen. Wir brauchen mindestens 75 bis 80, vielleicht 90 Millionen Franken. Baut man auf diese Weise, kommt die gesamte Bahn viel teurer zu stehen. Es gibt Fachleute die sagen, dass wenn man zweibahnig baue und den Ausbau auf vier Spuren vorsehe, die Gesamtkosten sich ganz bedeutend erhöhen. Die vorläufig zweispurige Bahn würde dreiviertel der Kosten betragen, die für die von Anfang an zu erstellende vierspurige Bahn aufgewendet werden müssten. Ich bezweifle, dass es möglich wäre, den Landerwerb sofort durchzuführen; denn sonst hätten wir in der Zwischenzeit das Nötige vorkehren können.

Ich weiss, dass mit dem Ausbau der Strasse Schönbühl–Lyss die Nord-Süd-Verbindung tangiert wird. Ich bin daran interessiert, eine möglichst gute Verbindung zu erhalten und kann dennoch kein Wort von dem zurücknehmen, was ich heute morgen sagte. Es liegt mir absolut fern, den Willen des Grossen Rates zu missachten. Ich bin nicht besonders empfindlich, aber mir im Zusammenhang mit den bereits durchgeführten Studien solches zu unterschieben, ist doch etwas zu stark. Das geht an die Adresse von Herrn Grossrat Räz. Ich lege Wert darauf, über diese wichtigen Fragen auf sachlichem Boden zu reden. Eine andere Antwort kann ich leider nicht erteilen.

Le Président. M. Imboden a demandé à pouvoir faire une déclaration. Je lui donne la parole.

Imboden. Ich weiss, dass man, nachdem der Regierungsrat gesprochen hat, nicht wieder eine Diskussion aufziehen soll. Aber er hat in seiner Antwort einen Brief erwähnt, der auch uns im Oberland beunruhigt. Wir wollen nicht Landesteile gegeneinander ausspielen. Als Mitglied der Strassenkommission weiss ich, dass wir in erster Linie danach trachten müssen, den Kuchen auf den ganzen Kanton zu verteilen. Wenn man verlangt, die ganzen Mittel des Kantons seien für die Strasse Lyss–Schönbühl zu reservieren, kriegt man es langsam mit der Angst zu tun. Wir hörten auch Ausführungen über die Taubenlochschlucht. Auf dem Programm steht auch die Grimselstrasse, die Brienzerseestrasse, die Umfahrung von Interlaken und von Thun, der Ausbau der Simmentalstrasse. Zwei Dörfer des Oberlandes haben überhaupt noch keine Strassenzufahrt. Man sollte doch im Oberland auch einiges bauen. – Es geht nicht darum, die Landesteile gegeneinander auszuspielen. Ich legte Wert darauf, das zu erklären, um Ihnen zu zeigen, dass in allen Landesteilen dringende Bauaufgaben vorhanden sind.

Interpellation des Herrn Grossrat Eichenberger (Bolligen) — Übergangsheime

(Siehe Seite 590 hievor)

Eichenberger (Bolligen). Warum begründe ich eine Interpellation betreffend die sogenannten Übergangsheime? Ich denke nicht nur an Alkoholgefährdete, sondern an Gefährdete im weitern Sinne des Wortes. Das Wohl der Gefährdeten liegt mir sehr am Herzen.

Ich möchte kurz die Rechtsgrundlage, das Bedürfnis, den Zweck, die Führung und die Finanzierung eines Übergangsheimes skizzieren. Die Rechtsgrundlage wäre im Fürsorgegesetz vom 3. Dezember 1961 gegeben (Artikel 135, 139 und 158), auch im GEV vom 3. Oktober 1965. Dieses Gesetz sieht in Artikel 61 und 65 vor, dass man den Gefährdeten mit entsprechenden Heimen sollte helfen können.

Die Fürsorgeorgane, auch Private und Vormünder, überhaupt alle die, welche willens sind, solchen Leuten zu helfen, sehen, wie schwer es ist, gefährdeten Leuten geeignete Unterkünfte zu verschaffen. Es verursacht uns wenig Mühe, jemandem einen Arbeitsplatz zu vermitteln. Aber es ist überaus schwer, Plazierungen für Kost und Logis zu finden. Der Rückfall vieler Gefährdeten ist darauf zurückzuführen, dass sie keine geeignete Unterkunft haben. Besonders Schichtarbeiter sind in der Beziehung schwer gefährdet. Sie haben unzeitigen Arbeitsbeginn, unzeitigen Arbeitsschluss und unregelmässige Essenszeit. Das alles trägt dazu bei, dass die Leute es schwer haben, einen Kostplatz zu erhalten. Sie haben auch unzeitige Freizeit, haben manchmal während des Tages frei und wissen nicht, was in der Zeit machen; sie sind auf sich selber angewiesen. Darum bin ich auf den Gedanken gekommen, im Kanton Bern, besonders in der Agglomeration von Bern, sei ein Übergangsheim zu fordern. Das Bedürfnis für ein

solches Heim wird sicher keiner meiner Ratskollegen bestreiten können. Alle, welche mit solchen Leuten zu tun haben, wissen, dass das einem Bedürfnis entspricht.

Übergangsheime wären in erster Linie für Alkoholgefährdete gedacht, aber sicher auch für andere, für unbeholfene Leute, für Alleinstehende, für Bevormundete und auch für solche, die nicht bevormundet sind.

Ein Beispiel: Ein lediger Sohn mit seiner Mutter zusammen. Sie umsorgt ihn. Wenn sie stirbt und der Sohn keine weitern Angehörigen hat, hat er es schwierig, weiter zu bestehen. Ich denke auch an Entlassene aus Heil- und Pflegeanstalten, aus Spitälern, die manchmal auch nur sehr schwer eine Unterkunft finden. Ich denke auch noch, in Ausnahmefällen, an aus dem Gefängnis Entlassene.

Wir finden bald niemanden mehr, der sich dieser Leute annimmt, das heisst ihnen Kost und Logis gibt.

Ich denke auch an eine besondere Kategorie von Leuten, die solche Übergangsheime benötigen. Das sind die, welche medikamentöse Alkoholentwöhnungskuren absolvieren, unter Antibusschutz stehen und dieses Medikament unter Kontrolle einnehmen. Auch für die ist es ein Bedürfnis, ein solches Übergangsheim zu haben.

Ich denke auch an Geschiedene, die manchmal zu schwach sind, ihre Unterhaltsbeiträge an die geschiedene Frau und an den Amtsvormund, für die Kinder, auszurichten. Auch für solche wäre ein Übergangsheim sehr geeignet, indem der Lohn auf freiwilliger Basis von den Hauseltern verwaltet werden könnte. Die Unterhaltsbeiträge würden weitergeleitet, und mancher würde weniger straucheln, wenn solche Möglichkeiten vorhanden wären.

In der Stadt Biel und im Kanton Aargau hat man solche Übergangsheime. Sie sind gut besetzt. Es besteht sogar Platzmangel.

Ein Übergangsheim, wie ich es mir vorstelle, wäre keine Konkurrenz zu bestehenden Heimen. Es hätte nicht den gleichen Charakter wie der Tannenhof, der vorzüglich geleitet wird und sich sehr gut für die Leute eignet, die dort sind. Das Heim, das wir gerne hätten, wäre für solche Leute gedacht, die von diesem Heim aus in den Arbeitsprozess eingegliedert sind.

Jede verbummelte Arbeitsstunde wirkt sich volkswirtschaftlich ungünstig aus. Wir hätten, wenn wir ein solches Heim besässen, jederzeit die Kontrolle über diese Leute.

Anhand eines Beispiels kann ich zeigen, wie schwer es manchmal für Männer ist, eine geeignete Unterkunft zu finden. Ich habe für einen Bevormundeten ein Mansardenzimmer mit Kochgelegenheit gefunden. (Er wünschte selbst zu kochen.) Das ging eine Zeitlang gut. Der Mann hatte keine Freunde, er hat sich nur schwer andern Leuten anschliessen können. Er ist wieder der Trunksucht verfallen, und man hat andere Massnahmen ergreifen müssen. Ich habe den Mann in einem andern Zimmer plaziert, wieder in einer Mansarde, wo er selber kochen konnte. Der Zimmervermieter hat dann mit dem Zimmermieter die Wirtschaften besucht. Das war ein ungeeignetes Vorgehen. Gerade dieses Beispiel zeigt deutlich, dass wir für solche Männer ein Übergangsheim haben sollten.

Wer soll ein solches Heim gründen? Das kann ein Gemeindeverband sein, ein Regionalverband, eine Genossenschaft oder ein Verein. Aber alle diese Organisationen brauchen die Hilfe des Staates. Darum frage ich die Regierung, in welcher Art sie den Gemeinden oder Gemeindeverbänden finanziell, vielleicht auch in anderer Art, beistehen will. In Köniz, Zollikofen und in der Stadt Bern sind Vorstösse zur Schaffung eines solchen Übergangsheimes unternommen worden. In Bolligen wird die Frage eines solchen Heimes ebenfalls erwogen. Darum möchten wir, dass auch die Regierung sich intensiv mit dieser Frage befasse und mithelfe, solche Heime zu gründen, denn die gesetzlichen Grundlagen sind, wie ich eingangs erwähnt habe, vorhanden. Ich danke allen meinen Ratskollegen, wenn sie in ihrer Gegend Bestrebungen zur Gründung eines solchen Heimes tatkräftig unterstützen. Der Regierung danke ich, wenn sie einverstanden ist, die Schaffung solcher Heime zu fördern. Ich frage noch einmal, ob und in welcher Art sie es tun möchte.

Blaser, Fürsorgedirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Herr Interpellant führt verschiedene Bestimmungen des Fürsorgegesetzes auf, unter anderem Artikel 135. Dort ist die Rede von Einrichtungen zur Beratung und Betreuung, sowie Behandlung von Alkoholgefährdeten und Alkoholkranken. Darunter versteht man die bereits vorhandenen Fürsorge- und Beratungsstellen für Alkoholgeschädigte. Das sind die Trinkerheilstätten Eschenhof, Witzwil, Nüchtern, Wysshölzli (für Frauen), psychiatrische Kliniken und psychiatrische Poliklinik. Hoffentlich wird dazu bald auch noch die Spitalstation für Alkoholkranke kommen.

Sodann hat der Interpellant Artikel 139 des Fürsorgegesetzes zitiert. Danach ist es Pflicht des Staates und der Gemeinden, dafür zu sorgen, dass die öffentliche Fürsorge zur Erfüllung ihrer Aufgaben die nötigen Heime und Anstalten zur Verfügung hat. Es heisst dort: «Zur Erfüllung der öffentlichen Fürsorge.» Deshalb kann der Artikel 139, juristisch gesehen, nicht von den privaten Fürsorgestellen für ihren Bedarf an Heimen und Anstalten zitiert werden. – Der Artikel 158, der zitiert wurde, kann für die private Trinkerfürsorge nicht angerufen werden, denn der Artikel behandelt nur die Betreuung in der öffentlichen Armenfürsorge.

Dann hat der Interpellant das Gesetz über Erziehungs- und Versorgungsmassnahmen zitiert, das sich mit dem gleichen Problem befasst. Nach Artikel 61 dieses Gesetzes hat der Staat dafür zu sorgen, dass die nötigen Anstalten zum Vollzug der Massnahmen gemäss Gesetz über Erziehungs- und Versorgungsmassnahmen zur Verfügung stehen. Das sind Erziehungs- und Arbeitsanstalten, Trinkerheilanstalten und geschlossene Versorgungsheime. All die Anstalten sind im Kanton Bern schon vorhanden.

Die Wohnheime für Alkoholgefährdete, wie sie der Interpellant anvisiert, gehören nicht zu den Anstalten, die der Artikel 61 des Gesetzes über Erziehungs- und Versorgungsmassnahmen aufführt. – Mit Artikel 135 des Gesetzes über Erziehungs- und Versorgungsmassnahmen sind nur die geschlossenen Versorgungsheime gemeint, wie zum Beispiel Sonvilier.

Nun stehen in Bern und Umgebung zur vorübergehenden Unterbringung von Alkoholgefährdeten und anderen Gefährdeten und für Strafentlassene verschiedene Unterkünfte zur Verfügung, nämlich verschiedene Heilsarmeeheime für Männer und Frauen, die Herberge zur Heimat, die Passantenherberge Junkerngasse, das Zufluchtshaus Heimgarten, das Martahaus und die Passantenherberge am Burgerspital, das Arbeitsheim Nusshof und das Arbeitsheim Tannenhof, die zu Witzwil gehören.

Im Martahaus in Biel, das seit 1955 in Betrieb ist, sind Männer und Frauen untergebracht. Dieses Haus muss als Musterbetrieb für Unterkunft, Verpflegung und als Betreuungsstätte für diese Art von Kranken gelten, von denen der Interpellant gesprochen hat. Man glaubte in der Stadt Bern, dass dort die Verwirklichung von etwas ähnlichem möglich wäre. Von 1959 bis 1962 wurde etwas ähnliches wie das Ankerheim angestrebt, aber alle Projekte haben sich zerschlagen. In Bern oder seiner Umgebung ein solches Heim zu erstellen, ist weiterhin die Absicht der damit beschäftigten Kreise. In diesem Jahr ist im Stadtrat von Bern ein entsprechendes Postulat eingereicht worden. Ähnliche Vorstösse erfolgten, soviel wir wissen, auch in Köniz und Zollikofen. Der Interpellant hat das erwähnt. Man denkt an die Angliederung eines solchen Heimes, mit 20 bis 25 Plätzen für Männer, an ein bestehendes Heim am Rande der Stadt oder in einer Vorortsgemeinde.

Der Regierungsrat unterstützt die Bestrebungen zur Schaffung solcher Heime. Die Initiative muss aber von den direkt interessierten privaten Organisationen, in Verbindung mit den betreffenden Gemeinden, ausgehen. Das weiss der Initiant. Das entspricht dem Gesetz, wonach Staat und Gemeinde zur Bekämpfung des Alkoholismus die betreffenden Projekte nicht selber an die Hand nehmen, sondern private oder öffentliche Körperschaften bei solchen Vorhaben unterstützen. Dabei sollten die Gemeinden vorangehen, denn sie stehen dem Problem näher als der Staat. Diese sollten also Organisationen mobilisieren, die die Aufgabe erfüllen und dann die Unterstützung durch Gemeinde und Staat auslösen.

Die Gemeinden wissen auch, dass solche Aufwendungen, gemäss Fürsorgegesetz, in die Lastenverteilung einbezogen werden können. Der Staat trägt 70 Prozent der Aufwendungen, die Gemeinden tragen, nach Massgabe der Wohnbevölkerung und der Steueranlage, 30 Prozent. Wenn es sich um Umbau- und Einrichtungsbeiträge der Gemeinden von mehr als Fr. 10 000.— handelt, müssen sie bei der Fürsorgedirektion das Gesuch stellen, es sei die Abschreibung und der Zins zur Lastenverteilung zuzulassen.

Am liebsten möchte ich dem Interpellanten sagen, die Institution X im Kanton Bern solle das Problem an die Hand nehmen und ein solches Heim fördern. Eine Gemeinde soll Abrechnungsstelle sein und ein Gesuch an den Staat richten. Aber ich muss das gleiche sagen wie der Baudirektor: Die Planung und der Bau solcher Heime muss insoweit eingeschränkt werden, als die jetzige Finanzlage des Staates den Behörden bei der Behandlung solcher Gesuche Zurückhaltung auferlegt.

Imboden. Ich bin von der Antwort befriedigt.

Bezirksspital Aarberg; Mehrkosten für Spitalerweiterung

(Beilage 29, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Michel, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Städtische Schwesternschule Engeried-Bern; Neubau einer Schulanlage

(Beilage 29, Seite 3)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Michel, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Bezirksspital Porrentruy; Staatsbeitrag an die Erstellung eines Personalhauses

(Beilage 29, Seite 4)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Michel, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Anstalt Balgrist in Zürich; Teuerungsbeitrag

(Beilage 29, Seite 4)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Michel, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Städtische Pflegerinnenschule Engeried, Bern; Betriebsbeitrag

(Beilage 29, Seite 5)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Michel, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird, unter Ersetzung des Wortes «frühestens» durch «spätestens» in Ziffer 2.

Bezirksspital Herzogenbuchsee; Spitalneubau

(Beilage 29, Seite 6,
französische Beilagen Seite 5)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Michel, Mitglied der Staatswirtschaftskommission. Ferner spricht dazu Grossrat Kautz. Ihm antwortet Gesundheitsdirektor Blaser, worauf der vorgelegte Antrag gutgeheissen wird, unter Ersetzung des Wortes «frühestens» in «spätestens» in Ziffer 2.

Bernische Heilstätten Heiligenschwendi und Solsana, Saanen; Vertragsgenehmigung

(Beilage 29, Seite 7)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Michel, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Aufnahme bestimmter Nierenerkrankungen auf die Liste der langdauernden Krankheiten

(Beilage 29, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Michel, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Gemeinde- und Bezirkskrankenanstalten, Betriebsbeiträge; Nachkredit

(Beilage 29, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Michel, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Schluss der Sitzung um 16 Uhr

Der Redaktor:
W. Bosshard

Elfte Sitzung

Donnerstag, den 16. November 1967, 9 Uhr

Vorsitzender: Präsident Péquignot

Anwesend sind 185 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind die Herren Ast, Barben, Cattin, Favre, Frutiger, Grimm, Hächler, Haegeli (Bern), Homberger, Meyer, Nahrath, Rohrbach, Voisin (Porrentruy); unentschuldigt abwesend sind die Herren Gassmann und Guggenheim.

Vereinbarung zwischen den Kantonen Bern und Freiburg betreffend die Fischerei in den Grenzgewässern der Sense und der Saane; Genehmigung

(Beilage Nr. 29, Seite 27)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Stauffer (Büren), Mitglied der Staatswirtschaftskommission. Ferner sprechen dazu die Grossräte Steffen und Schorer sowie Forstdirektor Buri. Grossrat Steffen stellt fest, dass es im Artikel 10 der Vereinbarung im Interesse der Klarheit heissen sollte: «Von beiden Kantonen ist jährlich ein Mindestquantum von je 4000 Forellensömmerlingen auszusetzen» anstatt «Von beiden Kantonen ist jährlich ein Mindestquantum von 4000 Forellensömmerlingen auszusetzen.» Präsident Péquignot macht den Rat darauf aufmerksam, dass im französischen Text die Formulierung unzweideutig ist. Sie lautet: «Chacun des deux cantons . . .». Das Geschäft wird in diesem Sinne einmütig gutgeheissen.

Dekret über die Bernische Lehrerversicherungskasse

(Siehe Nr. 35 der Beilagen; die Beschlüsse sind nachstehend nur aufgeführt, soweit sie anders lauten als die in der Beilage gedruckten gemeinsamen Anträge des Regierungsrates und der Kommission.)

Eintretensfrage

Geissbühler, Präsident der Kommission. Wir haben im Jahre 1965 ein neues Lehrerbesoldungsgesetz erlassen. Dort steht im Artikel 18: «Der Grosse Rat erlässt ein Dekret über die Lehrerversicherungskasse.» Das war somit ein fest umschriebener Auftrag, und die Regierung hat denn auch unverzüglich die notwendigen Vorarbeiten an die Hand genommen. Dabei entstanden verschiedene Schwierigkeiten, auf die ich bereits in der Kommissionsberatung zum Lehrerbesoldungsgesetz hingewiesen hatte. Ich hatte nämlich geltend gemacht, dass die Bernische Lehrerversicherungskasse nicht eine staatliche Institution sei wie die Versicherungskasse der bernischen Staatsverwaltung. Die Bernische Lehrerversicherungskasse ist eine öffentlichrechtliche Institution mit juristischer Eigenpersönlichkeit, die nicht ohne das Einverständnis der Beteiligten verstaatlicht werden kann. Man hatte damals nicht auf mich hören wollen. In der Folge haben sich die von mir prophezeiten Schwierigkeiten prompt eingestellt, indem sich die versicherten Lehrer dagegen wehrten, dass nun plötzlich ihre Kasse verstaatlicht werden soll, ohne dass sie als Versicherte etwas dazu zu sagen hätten. Es wurde dann mit der Lehrerschaft, das heisst mit den Versicherten, verhandelt, worauf die grossrätliche Kommission noch in der letzten Legislaturperiode bestellt und zu einer Sitzung eingeladen wurde. Nachher traten nochmals Schwierigkeiten auf, die nun aber, wie ich glaube, mit dem vorliegenden Dekretsentwurf aus der Welt geschafft sind, so dass wir an die Beratung des Dekretsentwurfes herantreten können.

Um in der Zwischenzeit die versicherten Lehrer in bezug auf die versicherten Besoldungen auf Grund der Besoldungsrevision vom Jahre 1965 gegenüber dem Staatspersonal nicht zu benachteiligen, erteilte der Grosse Rat am 8. Februar 1966 dem Regierungsrat die Kompetenz, bis zum Inkrafttreten des neuen Dekretes über die Bernische Lehrerversicherungskasse eine provisorische Regelung zu treffen. Das geschah dann durch Regierungsratsbeschluss vom 22. März 1966.

Die Kommission hat den Dekretsentwurf eingehend beraten und empfiehlt ihn unverändert, mit einer Ausnahme, zur Genehmigung. Den einzigen Abänderungsantrag werde ich in der Detailberatung erläutern.

Im Namen der einstimmigen Kommission beantrage ich Ihnen, auf das Dekret einzutreten und es nach den Anträgen der Kommission gutzuheissen.

Staender. Ich darf hier bekanntgeben, dass die freisinnige Fraktion diesem Dekretsentwurf, wie er aus den Beratungen der Kommission hervorgegangen ist, zustimmt. Ich möchte die Gelegenheit benützen, um im Namen der bernischen Lehrerschaft – allerdings ohne direkten Auftrag, aber ich empfinde dazu das Bedürfnis – für dieses Dekret zu danken. Danken möchte ich insbesondere, dass die Eigenpersönlichkeit der Kasse gewahrt wurde, wie dies bereits der Herr Kommissionspräsident in seinem Eintretensreferat geschildert hat.

Das Dekret bringt der bernischen Lehrerschaft in keiner Art eine sichtliche oder fühlbare materielle Verbesserung. In den Auseinandersetzungen zwischen der Lehrerorganisation und den staatlichen Instanzen ging es im wesentlichen darum, einmal, wie schon erwähnt, der Kasse ihre teilweise Autonomie zu erhalten und im übrigen

durch Verhandlungen zu einem Kompromiss zu gelangen hinsichtlich der Forderungen auf eine Vereinfachung des Systems und des Verfahrens, die vor allem von der Finanzdirektion gestellt wurden.

Die Bernische Lehrerversicherungskasse ist eine Selbsthilfeorganisation, deren Wurzeln bis ins Jahr 1818 zurückgehen. Als Versicherungskasse mit modernerem Gesicht datiert sie aus dem Jahre 1902 und ist somit ungefähr 20 Jahre älter als entsprechende Institutionen kommunaler und staatlicher Personalkategorien. Mit Rücksicht auf die Tradition wäre eine Gleichschaltung, wie sie beabsichtigt war, unverständlich gewesen. Im Anschluss an die Verhandlungen und die Abstimmung zum Lehrerbesoldungsgesetz im Jahre 1965 erschien im «Bund» eine Sonderseite mit einem ziemlich auffälligen Titel, der lautete: «Pensionen der Lehrer geben zu reden.» Durch diese Sonderseite wurde der Eindruck erweckt, die Lehrerschaft strebe über ihre Versicherungskasse irgendwelche Vorteile an oder stelle übersetzte Forderungen. Ein Untertitel mit dem Wortlaut «Sonderzug der bernischen Lehrerschaft» hat diesen Eindruck noch verstärkt. Nachdem man aber den Text gelesen hatte, konnte man feststellen, dass davon keine Rede war. Unter dem Begriff «Sonderzug» war subsumiert, die Lehrerversicherungskasse sei etwas Besonderes auf Grund ihrer langen Geschichte und ihrer Entstehung; in bezug auf Forderungen oder Ansprüche war aber nichts besonderes festgehalten. Ich möchte hier mit allem Nachdruck betonen, dass es der Lehrerschaft im Zusammenhang mit diesem neuen Dekret zu keiner Minute darum ging, sich gegenüber anderen Personalkategorien irgendeinen Vorzug zuzuschanzen, sondern es ging ihr lediglich um die Erhaltung der teilweisen Autonomie. Das war das primäre Anliegen. Bei einer genauen Prüfung des neuen Dekretes muss man sogar feststellen, dass gewisse Versicherungsbedingungen der Lehrerschaft gegenüber früheren Regelungen eine Verschlechterung erfahren. In den Verhandlungen mussten Positionen geopfert werden, die früher einmal als Errungenschaft gepriesen werden konnten. Ich möchte hier nur erwähnen, dass die Entschädigungen für den separat entlöhnten Zusatzunterricht (Handfertigkeit, technisches Zeichnen und andere Wahlfächer) nicht mehr in die Versicherung einbezogen werden können. Die Versicherung kann zusätzlich nur noch beansprucht werden für den Unterricht in der zweiten Landessprache. Ferner ist auf diesem Sektor noch eine weitere Einschränkung erfolgt. Früher konnte man sich zusätzlich versichern bis zu einem Betrage von Fr. 750.—, neuerdings aber nur noch bis zu einem Betrage von Fr. 600.—, dies im Sinne der von der Finanzdirektion verlangten Vereinfachung des Verfahrens.

Ausgesprochen diskriminiert wurden durch den Dekretsentwurf die Gymnasiallehrer in Gemeinden mit eigener Besoldungsordnung. Ich danke der Kommission, dass sie dieses Unrecht beseitigt hat und hoffe, der Rat werde der Kommission in diesem Punkte folgen.

In einer Beziehung sind vielleicht die Erwartungen der Versicherten nicht erfüllt worden. Der Wunsch, einen Bruchteil der Beiträge, welche die Versicherten leisten – nicht diejenigen des Arbeitgebers – für aktive Werke der Altersfürsorge freizugeben, konnte nicht realisiert werden, da hierzu eine Dekretsrevision allein nicht genügt hätte. Wie bis anhin, werden sämtliche verfügbaren Mittel der Lehrerversicherungskasse bei der bernischen Hypothekarkasse angelegt und dort verwaltet werden.

Schliesslich muss ich als Vertreter einer Einwohnergemeinde noch zum Ausdruck bringen, dass dieses Dekret die Gemeinden gegenüber der bisherigen Regelung vermehrt heranzieht, indem die Gemeinden sich nun auch ihrerseits in der Gesamtheit zur Hälfte an den Arbeitgeberbeiträgen beteiligen und dort, wo die Gemeindeleistungen über das kantonale Mass hinausgehen, die zusätzlichen Leistungen in vollem Umfange zu tragen haben.

Das sind meine Bemerkungen zum vorliegenden Dekretsentwurf. Ich beantrage Ihnen, darauf einzutreten.

Kautz. Die Befürchtungen der Lehrerschaft zum Erlass eines neuen Dekretes über die Lehrerversicherungskasse sind nicht eingetroffen. Wie meine Vorredner, möchte ich hier der Regierung danken, dass ein wohlabgewogenes Dekret entstanden ist, dem auch die Lehrerschaft zustimmen kann.

Ich will zum Eintreten auf zwei Punkte hinweisen, damit ich in der Detailberatung nicht nochmals das Wort ergreifen muss. Der Artikel 3 ordnet an, dass die Statuten und ihre Änderungen dem Regierungsrat zur Genehmigung vorgelegt werden müssen. Nachdem jetzt schon eine Statutenrevision erfolgt ist, hoffe ich, dass der Regierungsrat diese so rasch wie möglich genehmigen werde. Es ist dies für die Lehrkräfte, die im Frühling zurücktreten, von Bedeutung, da sich ihre Rente in diesem Falle um 1 Prozent erhöht.

Im Artikel 8 steht: «Die verfügbaren Gelder der Kasse sind bei der Hypothekarkasse des Kantons Bern anzulegen.» Es wäre sehr zu wünschen, wenn das Dekret so rasch wie möglich in dem Sinne abgeändert werden könnte, dass die Lehrerschaft die Möglichkeit hätte, im Falle von Eigenbedarf, wie beispielsweise für Alterssiedlungen, Kassengelder zu verwenden.

Das sind meine Bemerkungen. Namens der sozialdemokratischen Fraktion beantrage ich Ihnen Eintreten.

Wenger. Wie schon meine Vorredner erwähnt haben, vermag der vorliegende Dekretsentwurf im allgemeinen zu befriedigen. Die kleinen Mängel, die noch bestehen, können in Kauf genommen werden.

Bei der Behandlung solcher Dekrete werden jeweils Vergleiche angestellt. So haben wir das vorliegende Dekret mit demjenigen über die Versicherungskasse der bernischen Staatsverwaltung verglichen. Dabei sind wir auf eine Rechtsungleichheit gestossen, die noch beseitigt werden sollte. Bei der Versicherungskasse der Staatsverwaltung verhält es sich so, dass die Pensionierten Mitglieder der Kasse bleiben, währenddem bei der Lehrerversicherungskasse die Pensionierten ihre Mitgliedschaft verlieren. Dadurch können die

Pensionierten keinen Einfluss mehr auf die Kasse ausüben. Sie können bei einer Urabstimmung nicht mehr mitwirken und verlieren auch das Mitspracherecht im Falle von Statutenänderungen. Ich behalte mir vor, je nach der Antwort, die uns der Herr Erziehungsdirektor oder der Herr Kommissionspräsident erteilen wird, beim betreffenden Artikel den Antrag zu stellen, die Mitgliedschaft für Pensionierte aufrechtzuerhalten.

Ich stimme ebenfalls für Eintreten.

Geissbühler, Präsident der Kommission. Ich stelle fest, dass kein Nichteintretensantrag gestellt worden ist, so dass wir auf die Beratung des Dekretsentwurfes eintreten können.

Herr Dr. Staender hat darauf hingewiesen, dass die heutige Regelung gegenüber früher eine gewisse Verschlechterung bringe. Ich muss das bestätigen. Es ist aber Ihnen allen bekannt, wie oft wir hier über die Vereinfachung der Lehrerbesoldungen und damit natürlich auch über die Vereinfachung der Versicherung diskutiert haben. Die Regierung wurde beauftragt, das Problem zu studieren. Sie kam dann zum Schluss, eine Vereinfachung durchzuführen in dem Sinne, dass nicht mehr alle Nebenbezüge, die ein Lehrer realisieren kann, versichert werden. Das ist die Verschlechterung, die eingetreten ist. Ich glaube jedoch, dass sie von den Lehrern in Kauf genommen werden kann.

Herr Grossrat Wenger hat auf eine Rechtsungleichheit aufmerksam gemacht, die besteht zwischen den Mitgliedern der Versicherungskasse der Staatsverwaltung und den Mitgliedern der Lehrerversicherungskasse, indem die Versicherten der Staatsverwaltung auch nach ihrer Pensionierung Mitglieder ihrer Kasse bleiben, während die versicherten Lehrer, die aus dem aktiven Dienst zurücktreten, die Mitgliedschaft bei ihrer Kasse verlieren. Das ist ganz offensichtlich eine Ungerechtigkeit. Diese Frage kann jedoch nicht im Dekret geordnet werden, da im Dekret selber festgelegt ist, dass die Statuten der Lehrerversicherungskasse, die von den Mitgliedern selber erlassen und beschlossen werden, die Mitgliedschaft regeln. Dazu kann ich Ihnen noch folgendes mitteilen: Vor der heutigen Sitzung hatte ich Gelegenheit, mit dem Direktor der Lehrerversicherungskasse zu sprechen. Er erklärte mir – ich darf dies hier sagen, er gab mir sein Einverständnis dazu, ich schwatze also nicht aus der Schule –, dass die Verwaltungskommission der Lehrerversicherungskasse beschlossen habe, diesen Zustand zu ändern und die gleiche Regelung zu treffen, wie dies bei der Versicherungskasse der bernischen Staatsverwaltung der Fall ist. Damit wäre dann die Rechtsungleichheit, auf die Herr Grossrat Wenger hingewiesen hat, behoben.

Kohler, Directeur de l'instruction publique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Je voudrais apporter quelques compléments aux déclarations qui ont été faites par M. le Président de la Commission et Messieurs les députés qui lui ont succédé à la tribune, dans ce sens que la loi sur le traitement du corps enseignant stipule à son article 18 la mise en place d'un décret d'application de la caisse d'assurance du corps enseignant bernois. Basé sur cette disposition, la Direction de l'instruction publique a mis au point un projet de décret à fin 1964 et début 1965. Il a été approuvé par le Conseil-exécutif quant au principe. Il prévoyait une réglementation analogue à la caisse d'assurance du personnel de l'Etat. La conséquence en était que la forme juridique actuelle s'en trouvait supprimée. Ce projet a été soumis à la Société des instituteurs bernois et au Conseil d'administration de la caisse d'assurance de l'Etat qui, soit dit en passant, est représentée par l'Etat à raison de 6 administrateurs sur 11. La première prise de position de la Société des instituteurs bernois a été plutôt négative, surtout en ce qui concerne le principe du changement de la forme juridique, alors que le Conseil d'administration était plutôt favorable au projet. A l'assemblée des délégués de la caisse du corps enseignant, du 26 juin 1965, notre collaborateur, M. Keller, chargé qu'il était par le Conseil-exécutif, avait exposé le projet. D'emblée, on avait senti une très nette résistance, s'agissant du principe juridique nouveau et qui tendait à la suppression d'un organe indépendant. Au vu de cette situation, le Conseil-exécutif décidait, le 24 novembre 1965, de retirer le projet de l'ordre du jour de la session de votre Conseil de février 1966. Le Conseil-exécutif proposait par contre au Grand Conseil, à la même session, de lui donner la responsabilité de fixer les traitements assurés, tenant compte par là des incidences de renchérissement sous forme d'allocations et d'augmentations de salaires, cela afin d'éviter tout préjudice au corps enseignant. Cette proposition avait été acceptée par votre Conseil. Le 22 mars 1966, le Conseil-exécutif a fait usage de la compétence qui implicitement lui avait été donnée en fixant les traitements assurés. La Direction de l'instruction publique a repris tout le problème dès le début et élaboré un décret qui était prêt le 24 janvier 1967. Sans entrer en matière pour les détails, le Conseil-exécutif donnait son accord quelques jours plus tard et en février 1967 était formée la Commission du Grand Conseil et la séance ad hoc prévue pour le 19 avril 1967. Entretemps, lors de l'examen de détail par le Conseil-exécutif, la Direction des finances insistait pour que le projet comporte des prescriptions précises en ce qui concerne les traitements assurés. Elle revendiquait parallèlement la simplification du système. Cette situation nous mettait dans l'obligation de renvoyer l'affaire à une session ultérieure. C'est ainsi qu'eurent lieu immédiatement plusieurs conférences, entre autres avec la Société des instituteurs bernois, la Direction des finances et notre Direction. Le résultat en est la proposition d'aujourd'hui.

Cette rétrospective vous prouve toute la peine que nous nous sommes donnée pour vous présenter un projet valable tenant compte de toutes les revendications de tous les intéressés pressentis et pour lequel je vous propose l'entrée en matière.

Je voudrais sommairement répondre aux députés qui ont pris la parole en leur disant que toutes les craintes qu'ils ont émises ne sont pas fondées. Il va bien sans dire que nous remplirons nos obligations qui sont formulées dans les promesses qui ont été faites à la Commission.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

Detailberatung

Art. 1

Wenger. Nach den Erklärungen des Herrn Kommissionspräsidenten, wonach nun die Statuten der Bernischen Lehrerversicherungskasse entsprechend geändert werden sollen, kann ich auf die Einreichung eines Antrages zum Artikel 1 verzichten. Ich möchte aber, dass der Herr Kommissionspräsident seine diesbezüglichen Ausführungen hier zuhanden des Protokolls bestätigt.

Geissbühler, Präsident der Kommission. Ich rate Herrn Grossrat Wenger, sich im Lehrerverein und als Delegierter bei der Lehrerversicherungskasse gehörig einzusetzen und den Direktor sowie die Verwaltungskommission der Lehrerversicherungskasse beim Worte zu nehmen. Dann wird es schon gut kommen.

Angenommen.

Art. 2

Angenommen.

Art. 3

Geissbühler, Präsident der Kommission. Zum Artikel 3 habe ich bloss folgende Bemerkung anzubringen: Im Artikel 3 Absatz 1 ist stipuliert: «Die Statuten und ihre Änderungen bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates.» Das ist ein schöner Satz, und ich bitte den Regierungsrat, die bereits beschlossene Statutenänderung, die seit einiger Zeit vor dem Regierungsrat liegt, nun doch endlich zu genehmigen. Es verhält sich nämlich so, dass eine ganze Anzahl älterer Lehrer, die gerne zurücktreten und jüngeren Kräften Platz machen möchten, sich jetzt noch nicht entschliessen konnten, zurückzutreten, da ihnen nach Inkrafttreten der Statutenänderung eine etwas höhere Rente zusteht.

Zu Artikel 3 Absatz 2: Dieser Absatz wurde auf Verlangen der Lehrerschaft aufgenommen als Konzession an die Regierung. Man sagte sich, wenn die Regierung befürchte, es könnte in der Lehrerversicherungskasse überbordet werden, sie auch das Recht haben soll, gegebenenfalls eine Statutenrevision zu verlangen.

Mäder. Herr Kommissionspräsident Geissbühler hat schon in bezug auf den Artikel 3 Absatz 1, wo es heisst: «Die Statuten und ihre Änderungen bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates» dem Wunsche Ausdruck gegeben, die beschlossene Statutenänderung möchte vom Regierungsrat demnächst genehmigt werden. Ich will noch weitergehen. Ich frage den Herrn Regierungsrat konkret an, ob er hier nicht die Erklärung abgeben könnte, dass die Statutenänderung rückwirkend in Kraft treten wird. Ich bin überzeugt, dass viele Lehrer eine rückwirkende Inkraftsetzung sehr schätzen würden. Wenn ich sage rückwirkend, so meine ich damit den Tag der Beschlussfassung über die Statutenänderung.

Kohler, Directeur de l'instruction publique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Je voudrais d'abord vous dire que le Gouvernement procède actuellement à la revision des statuts et qu'ils seront très prochainement à disposition des intéressés.

Ensuite, vous pouvez avoir la garantie que l'effet rétroactif sera concédé.

Angenommen.

Art. 4

Geissbühler, Präsident der Kommission. Der Artikel 4 ist ziemlich lang. Die Kommission beantragt Ihnen, folgendes Alinea im Artikel 4 zu streichen: «Für Lehrer, an deren Besoldung der Staat einen reduzierten Beitrag leistet, gemäss Artikel 4 lit. b des Dekretes vom 12. Februar 1963 über die Beiträge des Staates an die Betriebskosten von Gymnasien, gilt der Ansatz für den Inhaber der entsprechenden staatlichen Stelle als versicherte Besoldung.» Sie haben den Korrekturbogen erhalten, da im ursprünglichen Antrag, der Ihnen zugestellt worden war, diese Streichung beim falschen Absatz vermerkt war.

Die Kommission ist mit 8 : 5 Stimmen dazu gekommen, Ihnen die Streichung dieses Absatzes vorzuschlagen, da sie gefunden hat, dieses Alinea sei vollständig überflüssig. Man wollte hier aus gewissen taktischen Gründen einen Riegel schieben. Man wollte verhindern, dass die Gemeinden für die Gymnasiallehrer höhere Besoldungen beschliessen, als der Staat für die entsprechende Berufskategorie ausrichtet. Nun wurde uns aber erklärt, dass die Besoldungen der staatlichen Lehrer – es sind dies die Lehrer an den Seminarien und an der Kantonsschule in Pruntrut – ohnehin angepasst werden müssten, und zwar so, dass sie ungefähr den Besoldungen entsprechen werden, welche die Gymnasiallehrer in den Gemeinden beziehen. Wir haben gefunden, es bestehe hier ein gewisses Unrecht, ganz abgesehen davon, dass durch die Reduktion bei den Besoldungen der Gymnasiallehrer die merkwürdige Situation entsteht, dass zum Beispiel ein Gymnasiallehrer schlechter versichert ist als ein Primarlehrer, der in der Stadt Bern zum Beispiel zugleich Oberlehrer ist und für die Oberlehrerfunktion eine Zulage erhält, oder ein Lehrer, der Handfertigkeit oder ein anderes Nebenfach unterrichtet. Die Differenzen betrugen zum Teil mehr als 2000.— Franken. Das lief auf eine ganz offensichtliche Benachteiligung der Gymnasiallehrer hinaus.

Aus all diesen Gründen hat die Kommission, wie bereits erwähnt, mit 8 : 5 Stimmen beschlossen, den erwähnten Absatz im Artikel 4 zu streichen.

Staender. Es ist noch auf eine Meinungsverschiedenheit hingewiesen, die in bezug auf diesen Absatz zwischen der Regierung und der Kommission besteht. Die Regierung ist der Auffassung, mit dieser Bestimmung könne sie den Besoldungskonkurrenzkampf zwischen Gemeinden und Staat beheben, indem sie die Lehrer, die nach Gemeindeordnung besoldet sind, einfach versicherungsmässig entsprechend blockiert, wie sich das nach dem staatlichen Besoldungsaufbau ergibt. Es ist aber ausser acht gelassen, dass im Artikel 6 Absatz

2 stipuliert wird: «Die Hälfte der Arbeitgeberbeiträge auf den versicherten Besoldungsanteilen nach Lehrerbesoldungsgesetz bzw. auf den Ansätzen der entsprechenden staatlichen Stellen gehen zulasten des Staates, die übrigen zulasten der Gemeinden.» Damit ist ganz eindeutig gesagt, dass dort, wo die Ansätze über die staatlichen hinausgehen, die Mehrleistungen einfach zulasten der Gemeinden gehen. Wenn die Gemeinden bereit sind, diese Lasten zu übernehmen, so kann der Staat mit seinen Bestimmungen das nicht verhindern. Schon aus diesem Grunde ist der zur Streichung empfohlene Absatz von Artikel 4 ein Überbein und hat keine praktische Bedeutung. Er stiftet höchstens Verwirrung in einem Dekret, das sonst logisch und klar ist. Wir sollten daher diesen Absatz streichen.

Kohler, Directeur de l'instruction publique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Le Conseil-exécutif propose le maintien de cet article pour les raisons suivantes: Au plan strictement légal, les gymnases sont des institutions communales. Ce sont en conséquence les communes qui déterminent les salaires du corps enseignant. Le décret concernant l'exploitation des gymnases fixe à son article 3 que les traitements sont payés jusqu'à concurrence de 90 % par l'Etat. L'article 9 de la loi sur les traitements du corps enseignant prévoit à son alinéa 2 que les traitements sont fixés par la commune, d'entente avec la Direction de l'instruction publique. En pratique, les communes demandent bien l'avis de notre Direction, en acceptent les limites fixées comme limites de subventionnement, mais prennent à leur propre charge les montants qui dépassent cette limite. Si nous biffons sans autre l'alinéa en question de l'article 4, nous sommes tenus d'assurer la totalité des traitements finalement arrêtés par les communes. Or, cette disposition constitue pour nous la seule possibilité de coordonner les traitements des maîtres de gymnases et d'intervenir contre une surenchère au détriment de l'ensemble. Pour le moment, nous avons fixé les traitements du corps enseignant des écoles normales et de l'école cantonale de Porrentruy de telle façon que les maîtres de gymnases communaux ne soient pas désavantagés par l'alinéa en question de l'article 4. Il y a donc une vocation préventive que le Gouvernement tient à maintenir.

Abstimmung

Für den Antrag
des Regierungsrates ..... Minderheit
Für den Antrag
der Kommission ..... Grosse Mehrheit

Beschluss:

Im Artikel 4 wird der folgende Absatz gestrichen: «Für Lehrer, an deren Besoldung der Staat einen reduzierten Beitrag leistet, gemäss Artikel 4 lit. b des Dekretes vom 12. Februar 1963 über die Beiträge des Staates an die Betriebskosten von Gymnasien, gilt der Ansatz für den Inhaber der entsprechenden staatlichen Stelle als versicherte Besoldung.»

Art. 5 bis 7

Angenommen.

Art. 8

Geissbühler, Präsident der Kommission. Zum Artikel 8 ist folgendes zu sagen: Hier wird verfügt, dass die Gelder der Kasse bei der Hypothekarkasse des Kantons anzulegen sind, wobei der Staat eine vierprozentige Verzinsung garantiert. Das war wichtig in einer Zeit, da die Zinssätze unter 4 Prozent lagen. Heute liegen sie allgemein über 4 Prozent, und so werden denn nicht nur die Gelder der Lehrerversicherungskasse, sondern auch diejenigen der Versicherungskasse der Staatsverwaltung zu mehr als 4 Prozent verzinst. Die Garantie muss aber trotzdem ausgesprochen werden. Wenn nämlich diese Verzinsung nicht erfolgte, müsste automatisch ein Defizit entstehen, das dann durch Sonderbeiträge sowohl der Versicherten wie des Staates verzinst und amortisiert werden müsste. Das könnte unter Umständen weit mehr kosten als die 4prozentige Garantie, die hier der Staat übernimmt.

Ferner wurde in der Kommission, nicht von Lehrerseite, sondern von aussenstehender Seite, die Frage aufgeworfen, ob die Gelder obligatorisch bei der Hypothekarkasse angelegt werden müssten oder ob man sie nicht auch anderswo anlegen könnte, da man fand, gegen 600 Millionen Franken, welchen Betrag die beiden Versicherungskassen an Vermögen ausweisen, allein bei der Hypothekarkasse anzulegen, sei nicht ganz richtig. Schon bei der Beratung des Dekretes über die Versicherungskasse der bernischen Staatsverwaltung wurde vom Herrn Finanzdirektor erklärt, bei der Revision der gesetzlichen Bestimmungen über die bernische Finanzverwaltung in der kommenden Februar- oder Maisession werde der Rat Gelegenheit haben, auch über diese Anregung, die in den Kommissionen gefallen ist, zu diskutieren. Man hat sich dann mit dieser Erklärung von seiten der Regierung abgefunden und stellt keine Anträge. Wir werden aber bei der Beratung des Finanzgesetzes auf das Problem zurückkommen. Die Kommission beantragt Ihnen, den Artikel 8 in der vorliegenden Fassung anzunehmen.

Jardin. J'aimerais proposer une petite modification, en ce sens qu'après le mot Berne, on mette une virgule et que l'on termine l'article par les termes suivants: «fonds pour lesquels l'Etat garantit un intérêt de 4 %.»

Il me semble qu'il y a une différence entre les fonds à disposition et la fortune de la Caisse.

Geissbühler, Präsident der Kommission. Ich glaube, das ist gehupft wie gesprungen. Das Kassenvermögen ist nicht ganz dasselbe wie der Fonds; denn es kann ein Teil des Kassenvermögens anders angelegt sein als in dem Fonds, da die Abrechnung immer sehr kompliziert ist, wodurch eine Zeitlang ein Teil des Kassenvermögens zum Beispiel in der Staatskasse verbleiben kann. Ich weiss aus der Praxis, dass ein Teil des Vermögens im Kontokorrent der Staatskasse figurierte. Wenn man nun bloss vom Fonds spricht, so wird nach-

her nur der Fonds verzinst, während das, was der Staat im Kontokorrent hat, nicht verzinst wird. Ich glaube, die von Regierung und Kommission vorgeschlagene Lösung ist richtig. Ich bitte Sie daher, den Antrag Jardin abzulehnen.

Kohler, Directeur de l'instruction publique, Rapporteur du Conseil-exécutif. M. Jardin avait fait la même proposition à la Commission. Cette dernière n'avait pas fait opposition. Personnellement, je suis d'avis qu'il n'y aucune incidence pratique et que, par conséquent, cela n'a pas une importance capitale. Dès lors, je suis d'accord avec la proposition de M. Jardin.

Abstimmung

Für den Antrag der
vorberatenden Behörden ..... Grosse Mehrheit
Für den Antrag Jardin ..... Minderheit

Art. 9

Angenommen.

Art. 10

Geissbühler, Präsident der Kommission. Wir haben vorhin einen Absatz des Artikels 4 gestrichen und damit bekundet, dass man den Gymnasiallehrern, die ganz einfach zu kurz gekommen sind, entgegenkommen will. Ich hoffe nun, dass die Regierung auch die Statutenänderung im Sinne der Ausführungen von Herrn Kollega Mäder so rasch wie möglich genehmigen und rückwirkend in Kraft setzen wird, um dadurch ein weiteres Unrecht zu beseitigen.

Angenommen.

Titel und Ingress

Angenommen.

Schlussabstimmung

Für Annahme
des Dekretsentwurfes ..... 114 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Schulhausbauten in Matten bei Interlaken, Frutigen, Biel, Oberbalm und Kehrsatz; Beiträge

(Beilage Nr. 29, Seiten 7 bis 13)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Dürig, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

Schulhausbauten in Oberburg, Rohrbachgraben und Biel; Beiträge

(Beilagen Nr. 29, Seiten 13 bis 18;
französische Beilage Seiten 14 bis 18)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über diese Geschäfte Grossrat Parietti, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf die vorgelegten Anträge diskussionslos gutgeheissen werden.

Turnhalle und Turnanlagen in Grosshöchstetten; Beitrag

(Beilage Nr. 29, Seite 16)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Parietti, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Primarschulanlage in Brügg bei Biel; Beitrag

(Beilage Nr. 29, Seite 3)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Parietti, Mitglied der Staatswirtschaftskommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Motion des Herrn Grossrat Grob — Erhaltung und Registrierung urgeschichtlicher Funde

(Siehe Seite 588 hievor)

Grob. Die Schweizergeschichte beginnt 1291, für die Berner eigentlich 1191, und der gewaltige Raum vor diesen Daten ist schriftlich praktisch nicht festgehalten. Auch der Buchdruck wurde ja wesentlich später erfunden.

Was hat sich in der Zeit vorher zugetragen? Wir wissen, dass selbst wenn sie in der Eiszeit nur Bärenknochen zu Altären zusammentischten, das eine Stätte des Kultes war. Glücklicherweise dürfen wir feststellen, dass das Interesse am gewaltigen prähistorischen Raum gewachsen ist. Wir alle sind doch sicher interessiert zu erfahren, was damals im Kanton Bern gegangen ist, was für Leute hier lebten, was sie getan und geglaubt haben und was ihr Wesen und ihre Kultur waren. Die steigenden Besucherzahlen in den archäologischen Museen lassen ohne Zweifel auf ein wachsendes Interesse schliessen, das heute der Antike und der prähistorischen Zeit entgegengebracht wird. Mit der Entwicklung der Technik haben sich auch die archäologischen Kenntnisse enorm vermehrt.

Warum stehe ich nun hier? Ich stelle mit Freude fest, dass im Voranschlag für das nächste Jahr verschiedene Posten für kulturelle Belange bis zu 50 Prozent heraufgesetzt worden sind. Leider ist für die Bodendenkmalpflege keine solche Steigerung festzustellen, trotz dem Postulat, das unser Kollege Dübi eingereicht hat.

1929, also vor praktisch 40 Jahren, übertrug der Regierungsrat mehr oder weniger aus Bequemlichkeitsgründen dem Historischen Museum Bern, das ja nicht vom Kanton getragen wird, die Aufgabe zur Bodendenkmalpflege. Trotz der Mahnung, der Kanton müsse diese Aufgabe übernehmen, ist keine weitere Hilfe erfolgt, und das Historische Museum hat erklärt: Wir können von Ende dieses Jahres an die Verantwortung für diese Aufgabe nicht mehr übernehmen, wir müssen die Aufgabe dem Kanton zurückgeben. – Ende dieses Jahres stehen wir also vor einer Leere in bezug auf diese Aufgabe.

Ferner müssen wir feststellen, dass fast täglich Zeugnisse der ältesten Vergangenheit bei Strassen-, Siedlungs- und Industriebauten, durch Entsumpfungen, Tieferlegungen des Wasserspiegels, rücksichtsloses Pflügen und Umlegen von Erde durch grosse Maschinen usw. verlorengehen.

Ein Beispiel: Eine Frau aus dem Emmental läutet dem Historischen Museum an und sagt, sie habe merkwürdige Steine im Garten. Man geht hin und stellt in einem Haus bei Schüpbach/Signau fest: Was die Frau gesehen hat, sind Steinwerkzeuge aus dem Mesolithikum, also fast 10 000 Jahre alt. Bisher meinte man, das ganze Emmental sei fundleer, dort habe bis zur Römerzeit niemand gewohnt, es sei nur unbewohntes Waldgebiet gewesen.

Ein weiteres Beispiel: Man erhält einen Telefonanruf vom Susten, hinter Innertkirchen habe man römische Heizungen und römische Bauten festgestellt. Auf einmal weiss man: Der Susten ist in der Römerzeit als Passstrasse benutzt worden.

All das muss und will natürlich untersucht werden. Ich will gar nicht von den Hunderten von Fundstellen erzählen, die es im Kanton Bern von Innertkirchen bis weit in den Jura hinein gibt. Von den Fundstellen, die weit weg sind von Bern, beispielsweise von den Rentierjägerhöhlen und den Abris im Birstal erfahren wir mehr auf dem Markt in Basel als bei uns, da diese Fundgegenstände aus dem Kanton Bern ausgeräumt worden und in Privatsammlungen nach Basel gegangen sind. Bei uns ist eben niemand da, der sich dieser Dinge annimmt. Mindestens die römische Inschrift am Pierre-Pertuis, welche Strasse gegenwärtig wegen einer Verkehrsumleitung etwas vernachlässigt wird, dürfte unbedingt wieder sichtbar gemacht werden. Kurzum: Es gibt der Aufgaben sehr viele.

Erwähnen möchte ich noch die Fundstellen von Melchnau bis zum Neuenburgersee. Gegenwärtig wird die Zihlbrücke neu gebaut. Man weiss, dass dort 4 prähistorische Brücken bestanden, die untersucht werden sollten. Wir möchten wissen, was sich dort in der vorgeschichtlichen Zeit zugetragen hat. In Twann am Bielersee wird die Strasse verlegt. Die Pfahlbauten, die dort festgestellt wurden, hätten diesen Herbst untersucht werden sollen. In Muri wird die Kirche renoviert. Man hat Fundamente gefunden, die untersucht werden sollten, ebenso in Thun-Allmendingen sollte diesen Herbst ein römischer Tempelbezirk untersucht werden. Erinnern möchte ich auch an das Schwesternhaus in der Engehalde. Man weiss, dass dort ein gewaltiges helvetisches Zentrum anzutreffen war. Dort sollte auch verschiedenes untersucht werden. In Deutschland – ich kenne solche Beispiele – würde für solche Untersuchungen ohne weiteres ein Team von Fachleuten während zwei bis drei Jahren angestellt werden.

Wie ist es in Bern? Wer etwas davon versteht, muss auf den Bauplätzen hinter dem Traxführer herlaufen und kann nur schnell skizzieren und fotografieren, was der Trax aufwühlt. Was man findet, wird rasch herausgenommen, und eine Stunde später ist diese Arbeit bereits vorüber. Das ist die Möglichkeit, die wir besitzen.

Ich möchte noch zwei Fundstellen erwähnen: In Münsingen haben wir zwei gewaltige Gräberfelder aus der Früh-Latènezeit. Was geschieht? Die Londoner Universität schickt den Keltenspezialisten Hodson hierher. Das Fundgut wird dann jahrelang bearbeitet und untersucht. Die Ergebnisse werden jetzt allmählich publiziert. Man versucht, eine grossartige, genaue Chronologie, das heisst eine richtige geschichtliche Entwicklung über die prähistorische Zeit aufzustellen. – Die Engehalbinsel beherbergt die grösste überhaupt bekannte Siedlung aus der Spät-Latènezeit, also aus der vorchristlichen Zeit, in der Schweiz, die untersucht werden sollte. Aber eben, das sind stumme Zeugen, die sich nicht wehren können. Der Christopheltum ist seinerzeit noch gross dagestanden. Dann haben wir beschlossen, ihn wegzuräumen. Ich weiss nicht, ob Sie heute glücklich sind, dass wir damals diesen Beschluss gefasst haben. Hoffentlich fassen wir nicht mehr ähnliche Beschlüsse gegenüber noch älteren Funden. Ich möchte immerhin darauf hinweisen, dass wir in Bern die grösste archäologische Sammlung der Schweiz besitzen. Wenn Sie sie besichtigen wollen, müssen Sie in den Heizungskeller des Historischen Museums gehen. Dort müssen die Funde im Staub, der dort geschaufelt wird, sortiert, deklariert und zusammengesetzt werden. Wir fühlen uns hier also noch wohler als die Leute, die sich dort dieser Aufgabe annehmen müssen und die eigentlich der Kanton übernehmen sollte, auch wenn es sich im Moment vielleicht nicht um so spektakuläre Funde handelt wie den Silberschatz, den man vor einigen Jahren in Augst beim Strassenbau gefunden hat, oder den schönen keltischen Goldschatz aus dem Kanton Uri. Da andere Kantone im Vergleich zu uns das Vielfache an Geldmitteln und Personal für die Bodendenkmalpflege einsetzen, würden sie gerne hier graben, doch möchten sie die Funde dann auch mitnehmen.

Wie ist die Situation? Bewilligt sind bei uns 20 000 Franken. Wenn vom Museum ein Grabungsarbeiter angestellt wird, so muss man pro Stunde Fr. 10.25 zahlen. Bei 44 Stunden in der Woche und 48 Arbeitswochen macht das im Jahr einen Betrag von Fr. 21 648.—, also bereits mehr als der uns zur Verfügung stehende Kredit. Dazu braucht es erst noch Materialien, Maschinen usw., und vom leitenden Personal, vom Fachpersonal, ist überhaupt nicht die Rede. Wer soll das noch leiten und lenken?

Darf ich ganz kurz skizzieren, was getan werden sollte: Dem Museum bleibt jedenfalls die Aufgabe der Betreuung und Bearbeitung des Fundmaterials, der Inventarisierung der Auskunfterteilung, der Schaustellung usw. Die eintreffenden Gegenstände müssen ja bestimmt, zusammengesetzt, behandelt, konserviert und inventarisiert werden, Berichte müssen erstellt werden usw. Die Bodendenkmalpflege muss zu den Fundstätten gehen und an Ort und Stelle die Gegenstände untersuchen und registrieren, sie muss kartieren und Notgrabungen veranlassen, wenn irgendetwas entdeckt wird; sie sollte sagen, was schutzbedürftig ist und deshalb unter Schutz gestellt werden sollte. Es ist auch eine Verbindung herzustellen zwischen all den Leuten, die sich darum bemühen. Im Kanton Bern verfügen wir nicht einmal über ein Inventar dessen, was hier gefunden worden ist. Da wir Augenmenschen sind, sollte man zeigen, was gefunden worden ist, und darauf aufmerksam machen. Beim Nationalstrassenbau weiss man wenigstens einigermassen Bescheid, da dort ein Pfleger angestellt ist, für den der Bund 84 Prozent der Kosten übernimmt. Es ist heute sehr wichtig, dass alle diese Details auch von Zoologen, Geologen, Botanikern, Physikern und Chemikern untersucht werden, da es gilt, alle Umstände bis in die Einzelheiten abzuklären. Man möchte wissen, unter welchen Umständen der Fund hierher gekommen ist und was passiert ist.

Wo will ich hinaus? Unsere kantonale Verordnung zum Schutze und zur Erhaltung von Altertümern vom Jahre 1929 ist längst veraltet. In anderen Kantonen, wo solche Verordnungen später erlassen wurden, sind sie bereits in wesentlichen Punkten revidiert worden. Man muss also bei uns der Bodendenkmalpflege wesentlich mehr Aufmerksamkeit schenken. Im «Bund» vom 2. November 1967 habe ich zufälligerweise gelesen, dass in Freiburg eine Arbeitstagung der Kantonsarchäologen der Schweiz durchgeführt worden sei. Es würde mich interessieren zu vernehmen, was unsere Regierung mit einer solchen Einladung macht oder was sie sich dabei denkt, wenn sie eine solche Einladung in den Papierkorb wirft, da wir im Kanton Bern ja keinen Kantonsarchäologen haben.

Es ist also dringend notwendig, in dieser Hinsicht etwas zu unternehmen. Die Aufgabe als solche ist eine kulturelle. Da die Arbeiten aber zu einem grossen Teil Grabungsarbeiten sind, könnte man sich auch die Frage stellen, ob die Grabungsarbeiten nicht eventuell dem Baudepartement übertragen werden könnten. Das nur als Anregung.

Mir scheint, dass es eine sträfliche Fahrlässigkeit ist, wenn wir diesen Kulturdenkmälern aus der Eiszeit bis ins Mittelalter nicht wesentlich mehr Beachtung schenken. Ein Minimum an Mitarbeitern, welche die Wissenschaft fordert, sollte vom Kanton angestellt werden. Im Hinblick auf unsere Verantwortung für die Zukunft bitte ich Sie dringend, die Motion erheblich zu erklären.

Kohler, Directeur de l'instruction publique, Rapporteur du Conseil-exécutif. Je rends d'abord hommage à M. Grob pour la richesse de son exposé et la pertinence de ses arguments. Je lui déclare d'emblée que la Direction de l'instruction publique partage entièrement son avis, selon lequel on ne saurait admettre plus longtemps la manière dont, par suite de l'intense activité dans le bâtiment et le génie civil, les problèmes relatifs à l'archéologie sont résolus dans le canton de Berne. Ce ne sont pas les dispositions légales qui font défaut, mais bel et bien les moyens de remplir les obligations prescrites par la loi et par voie d'ordonnance. Cette matière est réglée par l'ordonnance du 20 décembre 1929 sur la protection et la conservation des curiosités naturelles et des antiquités dans le canton de Berne. Cette ordonnance précise que les fouilles importantes sont «en première ligne» l'affaire du Musée historique de Berne. De ce fait, la Direction des finances fait valoir que l'Etat n'assume pas à lui seul la responsabilité du Musée, celui-ci étant partagé également par la commune municipale de Berne et par la commune bourgeoise de Berne. De leur côté, la commune municipale et la commune bourgeoise de Berne ne se sentent pas tenues d'allouer des subsides pour des fouilles archéologiques entreprises hors de leur territoire.

Les problèmes posés par les fouilles ne sont plus comparables à ceux posés il y a 40 ans, non seulement en raison de l'augmentation de l'activité dans le secteur du bâtiment, mais aussi en raison des méthodes utilisées en archéologie et qui se sont sensiblement affinées et qui sont de ce fait devenues beaucoup plus coûteuses.

C'est pour cette raison que la Commission de surveillance du Musée d'histoire de Berne proposa à la Direction de l'instruction publique, en date du 15 juin 1964, la création par étapes d'une organisation chargée des fouilles et des problèmes qui en découlent, ainsi qu'il en existe dans les autres cantons. Dans une première phase, il conviendrait d'assurer la conservation devenue urgente de certains objets; et dans deux autres phases, soit jusqu'en 1973, de mettre sur pied une organisation qui serait à la mesure de cette lourde tâche. Outre une somme globale unique de fr. 165 000.—, il fut prévu d'inscrire au budget une dépense annuelle de fr. 80 000.—, au plus, de 1967 à 1969, montant qui sera augmenté à fr. 132 000.— de 1970 à 1972 pour atteindre finalement fr. 196 000.— à partir de 1973. Ces montants se réfèrent à une estimation qui a été faite en 1966.

Jusqu'à présent, le Conseil-exécutif a accordé pour les fouilles un crédit annuel de fr. 5000.— dès 1952, crédit qui fut porté à fr. 8000.— en 1956 et à fr. 20 000.— par décision du 16 février 1967. Au surplus, il a mis à disposition à diverses reprises des montants assez importants pour des fouilles et ces montants furent le plus souvent financés par la SEVA. Eu égard à la situation actuelle et à la situation financière de l'Etat, la Direction de l'instruction publique a proposé à la Direction des finances de réaliser dans une mesure réduite la proposition du Musée d'histoire de Berne; cette proposition a été rejetée. Le 20 septembre 1965, le Grand Conseil a rejeté la motion Dübi dont il a été question tout à l'heure, motion qui demandait que soient prises les mêmes mesures que celles préconisées aujourd'hui dans la motion de M. Grob. Lors de la dernière des nombreuses entrevues que la Direction de l'ins-

truction publique à eues avec la Direction des finances, cela en date du 5 juin 1967, les discussions n'ont hélas pas abouti, car cette fois-ci encore la Direction des finances ne peut reconnaître qu'en principe seulement la nécessité de la mise sur pied d'une telle organisation. Cette organisation n'existant pratiquement pas, comme nous le souhaiterions nous-mêmes, le Musée d'histoire ne peut entreprendre des fouilles urgentes que dans une mesure limitée et ne peut donc empêcher que des objets de valeur soient définitivement perdus.

M. le député Grob a déclaré tout à l'heure que le canton est complètement dépourvu de tout en matière d'archéologie. Il me permettra de dire que beaucoup de choses sont faites et se feront encore. Il sait que nous avons d'étroits contacts avec l'Université et avec les étudiants dont nous utilisons les services avec les peu de moyens financiers mis à notre disposition.

Au nom du Conseil-exécutif, je me vois dans l'obligation, vu la situation financière du canton seulement, de rejeter la motion présentée par M. Grob. Nous nous déclarons par contre prêts à l'accepter comme postulat.

Präsident. Die Regierung ist bereit, die Motion in der Form eines Postulates anzunehmen. Ich frage den Herrn Motionär an, ob er mit der Umwandlung seiner Motion in ein Postulat einverstanden ist.

Grob. Ich bin ausserordentlich dankbar, dass die Regierung die Notwendigkeit dessen, was ich vorgebracht habe, anerkennt. Vor einigen Jahren hat Herr Kollega Dübi ein ähnliches Postulat eingereicht. Die Einsicht, dass etwas geschehen muss, genügt aber nicht. Wir haben hier eine Verantwortung auch im Blick auf die Zukunft zu tragen. Der Grosse Rat muss jetzt entscheiden, ob bei uns weiterhin zahlreiche Kulturgüter verlorengehen sollen oder nicht. Ich bin deshalb nicht gewillt, meine Motion in ein Postulat umzuwandeln. Ich bitte den Grossen Rat, meine Motion anzunehmen.

Abstimmung

Für Annahme der Motion	46 Stimmen
Dagegen	21 Stimmen

Interpellation des Herrn Grossrat Buchs (Stechelberg) — Herbstschulbeginn

(Siehe Seite 592 hievor)

Buchs (Stechelberg). Wie Sie wissen, habe ich eine Interpellation betreffend den Herbstschulbeginn eingereicht. Bekanntlich hat die Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren kürzlich beschlossen, der Herbstschulbeginn sei bis zum Jahre 1972 einzuführen. Demgegenüber hat sich der Zentralvorstand des Schweizerischen Lehrervereins vor einiger Zeit eindeutig dagegen ausgesprochen, mit der Begründung, die Umstellung sei nicht notwendig in Anbetracht der Tatsache, dass die meisten schweizerischen Regionen noch den Frühlingsschulbeginn kennen. Ich gestatte mir, hier die Regierung anzufragen, weshalb man die Stellungnahme des Zentralvorstandes des Schweizerischen Lehrervereins einfach übergangen hat. Ich möchte meine Interpellation mit einigen Argumenten untermauern.

Über das Thema «Herbstschulbeginn» hat man in letzter Zeit viel gelesen und gehört. Es waren vorwiegend die Befürworter des Herbstschulbeginns, die zum Worte kamen, und es scheint mir an der Zeit zu sein, auch einmal die Gegner anzuhören, bevor man irgendeine Kurzschlusshandlung begeht. Die Gegner des Herbstschulbeginns sind nämlich nicht unbedingt, wie etwa gesagt wird, die Ewiggestrigen, die Hinterwäldler, die sich allem Neuen gegenüber zur Wehr setzen und unbedingt beim Alten bleiben wollen. Wir haben auch gute, triftige Gründe ins Feld zu führen, um das bisherige System zu verteidigen.

Vorerst möchte ich noch erwähnen, dass der Herbstschulbeginn zu einem Politikum geworden ist. Der Herbstschulbeginn gilt als modern und als das einzig Wahre. Wer das Gegenteil behauptet, wird als altmodischer Kauz angesehen, der offenbar die Zeichen der Zeit nicht versteht. Um den Herbstschulbeginn zu motivieren, werden auch ärztliche Gutachten eingeholt. Diese Gutachten kommen mir fast vor wie auf Bestellung. Selbstverständlich lauten diese Gutachten zugunsten des Herbstschulbeginns. Dagegen habe ich kürzlich in der Schweizerischen Lehrerzeitung den Artikel eines Arztes gelesen, der einen gegenteiligen Standpunkt einnimmt. Er sagt, im Sommer, das heisst im Juni, wo im Falle des Herbstschulbeginns alle Prüfungen stattfinden und alle Abschlussarbeiten erfolgen sollten, sei wohl ein körperliches Leistungshoch festzustellen, dafür aber ein geistiges Leistungstief. Es verhält sich ganz sicher so. Im Juni, während der Zeit der längsten Tage, will das Kind hinausgehen, es will Sport treiben, es will baden, und in den bäuerlichen Kreisen müssen die Kinder während dieser Zeit in der Landwirtschaft, auf dem Feld, mithelfen. Gott sei Dank gibt es noch Kinder, die das tun müssen. Und da will man nun bei einem Herbstschulbeginn, der jetzt heftig propagiert wird, nachher ausgerechnet in dieser Sommerszeit alle Abschlussarbeiten und Prüfungen durchführen!

Nach der Einführung des Herbstschulbeginns würde auch das Sommerhalbjahr zerschnitten. In vielen ländlichen Gegenden kennen wir noch ein sehr schönes Schulabschlussfest, das sogenannte Schulexamen – einzelne Kollegen aus der Stadt mögen jetzt lächeln und sich sagen, das sei auch so ein alter, verstaubter Brauch. An diesem Volksfest zeigt sich aber auf sehr schöne Art die Verbindung zwischen Schule und Elternhaus. Das würde natürlich mit dem Herbstschulbeginn ganz bestimmt auch dahinfallen, denn ich habe nicht den Eindruck, dass sich unsere Landbevölkerung Ende Juni zu einem solchen Fest zusammenfinden könnte. Zu dieser Zeit müssen unsere Leute heuen und emden und zur Alp fahren. Im März dagegen haben sie für das Examenfest noch Zeit. Wir haben dann noch volle Schulstuben. Die städtischen Kollegen erklären auch, das sei ohnehin eine unna-

türliche Sache, sie hätten lieber die Eltern das Jahr hindurch zu einem Schulbesuch. Wenn man sie dann fragt, ob die Eltern denn auch kämen, so erhält man zur Antwort, es komme kein Mensch.

Wie verhält es sich mit der heutigen Ferienregelung? Ausländische Kollegen beneiden unsere Schule oft um unsere harmonische Ferienregelung. Schule und Ferien wechseln in ziemlich regelmässigen Abständen sinnvoll ab. Kollegen in Frankreich erklären: Nur nicht sämtliche Ferien im Sommer und nachher im ganzen Winterhalbjahr keine mehr. Bleibt bei eurem System! – Da ich gerade von meinen französischen Kollegen spreche, will ich noch folgendes erwähnen: In der «Neuen Berner Zeitung» vom 4. März 1966 steht, dass man in Frankreich im Begriffe stehe zu prüfen, ob man den Schulbeginn verlegen wolle entweder auf den Beginn des Kalenderjahres oder – man höre und staune – auf den Frühling. Bei uns dagegen glaubt man, es komme nur noch der Herbstschulbeginn in Frage. Empfindet man in der deutschen Schweiz eventuell Minderwertigkeitsgefühle und wagt es gar nicht mehr, zu unseren Einrichtungen und Gepflogenheiten zu stehen?

Der Vorstoss für den Herbstschulbeginn kam ursprünglich bekanntlich aus Fremdenverkehrskreisen. Als Grossrat aus dem Amtsbezirk Interlaken vertrete ich diese Kreise ebenfalls. Wie verhält es sich aber in bezug auf die berühmte Saisonverlängerung? Man sagt, mit dem Herbstschulbeginn könne man die Saison verlängern. Wie ist es in Tat und Wahrheit? Im September haben wir bei uns noch ausländische Touristen, und in den letzten Jahren haben die Leute je länger desto mehr gemerkt, dass es am idealsten ist, im Herbst Ferien zu machen. Die Hotels und die Vermieter von Ferienwohnungen gewähren im Herbst Preisermässigungen, und dazu wird man erst noch aufmerksamer bedient als im Sommer und mit Freude empfangen. Wir hatten in den letzten Jahren, vielleicht gerade wegen der verregneten Sommermonate – dieses Jahr bildet eine Ausnahme, und wir wollen hoffen, dass es nicht bei dieser einen Ausnahme bleibt –, viele Gäste, welche die Schönheit des Herbstes in den Bergen entdeckt haben. Mit dem Herbstschulbeginn würden wir aber der gesunden Tendenz der Saisonverlängerung den Todesstoss versetzen, indem mit dem Herbstschulbeginn die Herbstferien abgeschafft würden. Dabei hätte das Kind gerade im Herbst, vor dem langen Winterhalbjahr, eine Erholung dringend nötig.

Eine Staffelung der Ferien ist wichtig. Es würde in erster Linie an den grossen Städten liegen, zu einer vernünftigen Staffelung Hand zu bieten. Solange die grossen Industrien alle zusammen ausgerechnet um den 1. August Betriebsferien machen, ist es nicht verwunderlich, dass im Sommer ständig alles überfüllt ist. Dem können wir aber auch mit dem Herbstschulbeginn nicht steuern.

Ich wage zu bezweifeln, dass der Herbstschulbeginn von so vielen Kreisen begrüsst wird, wie man dies darzulegen versucht. Ich hatte Gelegenheit, mit Eltern aus Deutschland zu sprechen, die mir erklärten: Nur das nicht. Es gibt ein organisatorisches Durcheinander. In Deutschland hatten wir Kurzschuljahre, und es musste mehr oder weniger das Pensum von zwei Schuljahren in einem Jahr durchgepaukt werden. – Wir haben aber bereits Unruhe und Hast in der Schule genug.

Es ist noch ein weiterer Punkt zu erwähnen: Eine typisch schweizerische Eigenschaft sind unsere Schulreisen und Landwochen. Die kennt man nämlich im Ausland wenig oder überhaupt nicht. Wenn nun das Schuljahr im Juni beendet wird, wird jede Schule ihre Schulreise Ende Mai oder anfangs Juni, sozusagen als Abschluss, durchführen wollen. Sind nach einer Regenperiode dann einige schöne Tage zu erwarten, so werden sich zu dieser Zeit wohl sämtliche Schweizerschulen auf die Schulreise begeben wollen. Unsere Berner Kollegen können Ihnen ein Liedlein singen, wie unangenehm das gelegentlich ist. Beim jetzigen System haben wir die Möglichkeit, die verschiedenen Anlässe, wie Schulreise, Landwoche und Wanderungen, die ja zum Teil vom Turninspektor vorgeschrieben sind, auf das Quartal vor und das Quartal nach den Sommerferien zu verteilen. Ich glaube nicht, dass beim Herbstschulbeginn, beispielsweise Ende August, ein Lehrer bereit sein wird, bereits in den ersten drei Wochen mit einer neuen Klasse auf die Schulreise zu gehen. Das ist nämlich disziplinarisch etwas Schwieriges. Es ist für die Lehrer keine leichte Aufgabe, drei Tage lang mit einer Schulklasse unterwegs zu sein. Der Lehrer muss seine Klasse zuerst kennenlernen. Auch die Eltern wären vielleicht nicht einverstanden, wenn, kaum hat das Schuljahr begonnen, man schon auf die Schulreise geht oder eine Landwoche einschaltet.

Ich komme noch auf etwas weiteres zu sprechen. Was ich hier vorbringe, tönt vielleicht altmodisch oder sogar sentimental. Das ist mir gleichgültig. Mich dünkt es schön, im Frühling mit dem Erwachen der Natur das Schuljahr zu beginnen. Man kann den Naturkundeunterricht sinnvoll aufbauen, das Keimen, Wachsen, Blühen und schliesslich im Herbst das Vergehen, also den ganzen Kreislauf, wunderbar mit dem Unterricht in Übereinstimmung bringen. Das ist auch ein positives Element, das man vollständig vergisst und nicht wahrhaben will.

Eine weitere Frage: Hat man sich schon überlegt, was man beim Herbstschulbeginn in bezug auf die Konfirmation zu tun gedenkt? Die Konfirmation ist bekanntlich zu Ostern. Leider ist das Osterdatum beweglich. Das bringt uns manchmal Schwierigkeiten. Immerhin kennt man das Osterdatum jahrelang zum voraus und kann sich darauf einrichten. Wie stellt man sich das nun vor? Müssen die Konfirmanden dann nach der Konfirmation noch ein Vierteljahr lang zur Schule gehen oder, nachdem sie aus der Schulpflicht entlassen sind, noch drei Vierteljahre lang auf die Konfirmation warten? Auf diese Frage hat uns noch niemand eine Antwort erteilt.

Auch für die Erstklässler, vor allem in den Landgemeinden mit den langen Schulwegen, finde ich es besser, wenn sie im Frühling mit der Schule beginnen können und nicht im Herbst, wenn die Tage kürzer werden.

Ich verzichte darauf, hier ein Zwölf- oder Fünfzehn-Punkteprogramm aufzustellen, wie dies in den Tageszeitungen üblich ist und wo man ein Problem in vier bis fünf Punkte zerlegt, um für den Herbstschulbeginn auf möglichst viele Plus-

punkte zu kommen. Das ist alles tendenziös und willkürlich. Das Problem ist nicht seriös durchdacht. Der Herbstschulbeginn gehört nun einfach zum Trend. Das Wort «Trend» ist übrigens zu einem berühmten Schlagwort geworden, das wir auch bei den letzten Wahlen gehört haben. Da man sich in bezug auf die Lehrmittel, die Lehrpläne und den Beginn des Fremdsprachunterrichtes nicht einigen kann, will man dem Schweizervolk demonstrieren, dass man wenigstens etwas zustandegebracht hat, und man macht es am untauglichsten Objekt, nämlich am Schuljahresbeginn. Ich bin auch für eine Koordination der Schulsysteme. Das ist sicher notwendig. Nachdem man aber solange gewartet hat, darf man das Problem nicht über das Knie brechen. Wir müssen es uns gründlich überlegen. Es ist zum Beispiel auch nicht in Ordnung, dass die Inspektorenkonferenz in bezug auf dieses Problem vollständig übergangen worden ist. Sie habe darüber nie richtig diskutiert und auch nie richtig dazu Stellung nehmen können.

Ich frage mich auch, ob es geschickt ist, dass der Koordinationsausschuss just in Genf daheim ist. Ich habe nichts gegen Genf; mich dünkt aber, der Koordinationsausschuss sollte seinen Sitz mitten in der Schweiz haben, beispielsweise in Biel, wo man beide Seiten und beide Ansichten kennt.

In bezug auf den Fremdsprachunterricht und den Übertritt in die Sekundarschule hat man jahrelang dem Kanton Bern vorgeworfen, bei uns erfolge der Übertritt und der Beginn des Fremdsprachunterrichts viel zu früh. Auf einmal macht man nun eine Drehung um 180 Grad und propagiert den Fremdsprachunterricht bereits vom 4. Schuljahr an. Ich frage: Wie kommt man dazu, solche Sprünge zu machen? Ich werfe niemandem etwas vor, möchte aber auf die von mir gestellten Fragen einmal eine gründliche Auskunft hören. Ich wünsche, dass bei diesen Diskussionen Leute, die in der Schulstube stehen und mit der Praxis vertraut sind, vermehrt zu Worte kommen, und dass man sich die Angelegenheit gründlich überlegt. Ich danke zum voraus bestens für die Beantwortung meiner Fragen.

Kohler, Directeur de l'instruction publique Rapporteur du Conseil-exécutif. M. le député Buchs revendique par son interpellation que dans le cadre de la Conférence des directeurs de l'instruction publique nous tenions irréductiblement compte de l'avis des sociétés d'instituteurs. Il me permettra de lui dire que ce serait heureux si nous pouvions, en interprétant l'avis des sociétés d'instituteurs, interpréter l'opinion unanime. Hélas, c'est loin d'être le cas.

Pendant les dernières années, tous les milieux intéressés à une coordination harmonieuse de l'enseignement sur tout le territoire de la Confédération ont revendiqué avec insistance la modification de l'état de choses actuel, et il semble que tout le monde est d'accord. Je vous rappelle les journées de travail qui ont eu lieu samedi et dimanche derniers au gymnase du Neufeld, à Berne, et qui ont été organisées par l'«Arbeitsgemeinschaft für die Koordination des Schulwesens», c'est-à-dire la Commission Vogel, que nous ne pouvons pas impliquer de conformisme et qui est arrivée exactement aux mêmes conclusions.

Au Grand Conseil, ces derniers temps et avant déjà, nous avons été saisis de nombreuses interventions parlementaires visant toujours le même but. Il est évident que chaque coordination et surtout une coordination de l'importance de celle qui nous préoccupe en l'occurrence réclame des alignements, des adaptations, – et ce ne serait pas possible autrement – des compromis. Personne dans cette salle, je le suppose et j'en suis convaincu, ne saurait défendre l'opinion que le reste de la Suisse doit s'aligner sur notre organisation scolaire actuelle. Et pas un autre canton ne peut avoir une telle prétention de l'imposer aux autres cantons. Si chaque canton voulait s'en tenir à ses propres solutions, il n'y aurait pas de coordination possible et nous en resterions à une situation que chacun condamne. Depuis longtemps la Conférence des directeurs de l'instruction publique s'occupe de ces problèmes. Elle a surtout accentué ses efforts, ces derniers temps, et la Commission spéciale présidée par M. Eigenmann, Conseiller national, Directeur de l'instruction public de St-Gall, a garanti le contact avec tous les milieux intéressés.

Autrement dit, pour reprendre le texte de l'interpellation de M. Buchs, je lui réponds que les contacts ont été pris avec les milieux intéressés. C'est ainsi que les délégués de notre canton, membres du corps enseignant, peuvent s'exprimer librement, dans le cadre de cet organe et de ses sous-organes. Sur la recommandation de la Commission Eigenmann, la Conférence des directeurs de l'instruction publique a invité les cantons à harmoniser le début de l'année scolaire, l'âge d'entrée à l'école et aussi d'autres décisions importantes. Nous savons pertinemment que les opinions divergent, surtout en ce qui concerne le début de l'année scolaire. Nous avons la ferme intention de suivre les recommandations de la Conférence des directeurs de l'instruction publique et d'entamer les pourparlers sur le plan cantonal. Nous pensons, avant de soumettre les problèmes au Grand Conseil, créer des commissions d'experts dans lesquelles seront largement représentés tous les milieux intéressés et plus particulièrement les sociétés d'instituteurs bernois et jurassiens. Ils auront alors tout loisir de s'exprimer et de faire valoir leurs arguments.

D'ores et déjà, nous avons chargé la Conférence des inspecteurs, contrairement à ce que nous a dit M. Buchs, de nous soumettre ses propositions.

En d'autres termes, nous nous acheminons vers une large discussion, de laquelle résultera les propositions de notre Direction et du Gouvernement. Ces préliminaires une fois épuisés, le Grand Conseil pourra, lui, se prononcer. Je souligne une fois encore que les décisions de la Conférence des directeurs de l'instruction publique des cantons suisses ne sont que des recommandations. Nous nous sentons cependant quand même liés, parce que nous voulons prendre nos responsabilités, en ce sens que nous devons donner suite à de telles recommandations dont nous sommes d'ailleurs solidaires. Il faut bien qu'il y ait quand même une certaine ligne de conduite. Il faut être bien conscients: ou bien la coordination est une nécessité impérieuse – et c'est notre opinion – ou bien elle n'est que construction de l'esprit et n'a pas sa rai-

son d'être. Cela comporte de notre part des responsabilités que nous avons prises et dont nous assumons les conséquences, et qui, pour ne pas rallier l'unanimité absolue, ne nous paraissent pas moins refléter la majorité de l'opinion. Je veux espérer, tout en reconnaissant les bonnes intentions de M. Buchs, qu'il saura comprendre cette situation uniquement inspirée par l'intérêt général de l'époque.

En ce qui concerne certains arguments qu'il a invoqués, notamment le siège de l'organisme chargé de ces questions, à Genève, il me permettra de dire que le canton de Berne a eu l'occasion de domicilier chez lui cette organisation. Malheureusement, on n'a pas fait l'effort financier nécessaire et c'est Genève qui s'est «accaparée» de cette institution. Mais le Directeur de cette institution est M. Egger, c'est-à-dire un Suisse alémanique, de langue maternelle allemande, et qui connaît parfaitement bien la question.

Präsident. Der Herr Interpellant ist berechtigt zu erklären, ob er von der Antwort befriedigt ist oder nicht.

Buchs (Stechelberg). Ich bin teilweise befriedigt.

Bildung eines ausserordentlichen Gerichtes

(Beilage Nr. 29, Seite 2)

Namens der vorberatenden Behörden referiert über dieses Geschäft Grossrat Christen, Präsident der Justizkommission, worauf der vorgelegte Antrag diskussionslos gutgeheissen wird.

Interpellation des Herrn Grossrat Strahm — Schaffung eines Versicherungsgerichtes

(Siehe Seite 470 hievor)

Strahm. Im Kanton Bern werden die Streitfälle von Versicherten mit der Suva oder der Militärversicherung immer noch durch das Obergericht erledigt, währenddem für Streitigkeiten in der Krankenversicherung, der AHV- und der Invalidenversicherung das Verwaltungsgericht zuständig ist. Diese Organisation ist nicht zweckmässig. Zudem ist das Obergericht stark überlastet. Pro Jahr ergeben sich 80 bis 100 Fälle aus der Unfall- und Militärversicherung, die für das Obergericht einfach eine zusätzliche Belastung bedeuten, besonders für die Mitglieder der Strafkammer. Das hat öfters zur Folge, dass sogenannte Versicherungsfälle nicht mit der nötigen Speditivität behandelt werden können oder allzu lange Zeit einfach liegen bleiben. Eine Neuorganisation für die Behandlung aller Versicherungsstreitigkeiten drängt sich aus diesem Grunde auf. Am zweckmässigsten wäre es, wenn im Kanton Bern ein selbständiges Sozialversicherungsgericht geschaffen würde. Wir wissen, dass diese Absicht besteht oder wenigstens bestanden hat. Im Vortrag der Direktion des Gesundheitswesens betreffend ein Einführungsgesetz zum Bundesgesetz vom 13. Juni 1911/13. März 1964 über die Kranken- und Unfallversicherung war folgender Passus zu lesen: «Nach Fühlungnahme mit dem Obergericht und dem Verwaltungsgericht wird in Artikel 4 als kantonales Versicherungsgericht für solche Streitigkeiten das Verwaltungsgericht vorgesehen. Dieser Lösung kommt indessen nur provisorischer Charakter zu, da auf weite Sicht ein kantonales Sozialversicherungsgericht, das für alle Streitigkeiten aus der Sozialversicherung zuständig wäre, unumgänglich erscheint.»

Nach Artikel 10 des genannten Gesetzes ist der Grosse Rat befugt, durch Dekret ein Kantonales Versicherungsgericht zur Beurteilung der Streitfälle aus sämtlichen Zweigen der Sozialversicherung und ähnlichen Einrichtungen zu bilden, wobei die Frage offengelassen ist, ob ein selbständiges Sozialversicherungsgericht zu schaffen oder ob es als Abteilung dem Verwaltungsgericht anzugliedern sei. Nach unserer Auffassung wäre der Schaffung eines selbständigen Sozialversicherungsgerichtes der Vorzug zu geben. Es müsste eine saubere und klare Trennung in bezug auf die Bezeichnung und die richterlichen Funktionen vorgenommen werden. Das Gerichtsverfahren müsste reglementarisch geordnet werden. Ein blosser Hinweis auf die Verwaltungsrechtspflege könnte nicht genügen. Bei der Wahl der Laienrichter müssten die Leute, die über die nötigen Sachkenntnisse verfügen, ausgesucht werden. Das mündliche Prozessverfahren sollte unseres Erachtens beibehalten werden.

Wir erlauben uns, Herrn Regierungsrat Jaberg anzufragen, ob die Absicht, ein unabhängiges Sozialversicherungsgericht zu schaffen, immer noch besteht und, wenn ja, auf welchen Zeitpunkt eine solche Institution funktionieren könnte. Wir betrachten das Problem als dringlich und hoffen, dass die Regierung unserer Meinung beipflichten kann.

Jaberg, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es verhält sich so, wie der Herr Interpellant ausgeführt hat. Die Funktionen des Versicherungsgerichtes werden heute von zwei Gerichtsbehörden ausgeübt, einerseits durch das Obergericht für die Suva- und die Militärversicherungsstreitigkeiten, anderseits durch das Verwaltungsgericht oder heute von der II. Kammer des Verwaltungsgerichtes, die vom ständigen Vizepräsidenten präsidiert wird, wo die AHV-, IV-, Erwerbsersatzordnungs- und Familienzulagestreitigkeiten, also die eigentlichen Sozialversicherungsstreitigkeiten, beurteilt werden. Es ist auch so, dass das Obergericht seit längerer Zeit diese Tätigkeit gerne an ein anderes Gericht weitergeben möchte. Einerseits argumentiert man, nach der Materie, die hier zu beurteilen sei, würden diese Fälle nicht in die Kompetenz des Obergerichtes, das hauptsächlich Zivil- und Strafrechtsstreitigkeiten zu entscheiden hat, gehören, sondern eher in den Tätigkeitskreis des Verwaltungsgerichtes. Auf der andern Seite verhält es sich so, dass das Versicherungsgericht dem Obergericht angegliedert ist und hier mehr oder weniger ein Stiefkind-Dasein führt.

Es werden nämlich immer Leute aus andern Kammern zur Bildung des Versicherungsgerichtes bezeichnet. Es fehlt auch an einer gewissen Konstanz und Kontinuität, da die Tendenz besteht, hier jüngere Kräfte nachzuschieben, sobald dies anciennitätsmässig möglich ist. Das muss man als einen Nachteil bezeichnen, umso mehr, als es sich um eine spezielle Materie handelt, bei der man eine gewisse Zeit braucht, bis man eingearbeitet ist.

Nun sind in den Jahren 1964 und 1965 die beiden Postulate Bühler und Huber eingereicht worden, die unter anderem den Regierungsrat eingeladen haben, man möchte die Frage der Bildung eines speziellen Sozialversicherungsgerichtes für den ganzen Kanton prüfen. Als vorläufige Massnahme hat man dann im Jahre 1965 das Amt eines der beiden Vizepräsidenten des Verwaltungsgerichtes als hauptamtliche Richterstelle besetzt, und das Verwaltungsgericht hat sich heute in zwei Kammern aufgeteilt, eine unter dem Präsidium des eigentlichen Präsidenten, Professor Roos, welche die Verwaltungsgerichtsstreitigkeiten beurteilt, die andere unter der Leitung des Vizepräsidenten, Dr. Lüthi, welche die Sozialversicherungsstreitigkeiten behandelt. Im Einführungsgesetz zum KUVG, das anfangs dieses Jahres vom Volke angenommen wurde, hat man in den Übergangsbestimmungen eine neue Bestimmung für die Gerichtsorganisation geschaffen, den Artikel 9bis, der den Grossen Rat ermächtigt, auf dem Dekretswege ein Kantonales Versicherungsgericht zu schaffen, wobei noch gesagt wird, es könne auch als Abteilung des Verwaltungsgerichtes gebildet werden. Das ist die heutige Ausgangslage.

Nun fragt der Herr Interpellant nach dem Stand der heutigen Vorarbeiten. Ich kann ihm dazu folgendes sagen: Im Februar 1965 fand eine Konferenz statt zwischen Vertretern des Obergerichtes, des Verwaltungsgerichtes und der Justizdirektion. Dort wurden der Präsident des Verwaltungsgerichtes, Professor Roos, und Oberrichter Dr. Schweingruber beauftragt, je einen Entwurf mit Erläuterungen zur Schaffung eines Versicherungsgerichtes auszuarbeiten, wobei Professor Roos den Auftrag hatte, die Variante zur Schaffung eines gemischten Gerichtes (Verwaltungs- und Sozialversicherungsgericht) zu bearbeiten und Dr. Schweingruber die Variante zur Schaffung eines selbständigen Sozialversicherungsgerichtes. Die Entwürfe sind im Februar und September 1966 bei der Justizdirektion eingelangt. Bevor man weitergefahren ist, hat man die Annahme des Artikels 9bis der Gerichtsorganisation als Übergangsbestimmung im Einführungsgesetz zum KUVG abgewartet. Seither sind wir von der Justizdirektion zweimal mit den beiden Entwurfverfassern zusammengekommen und haben den ganzen Fragenkomplex erörtert, ohne dass man bis jetzt eine definitive oder uns in allen Teilen befriedigende Konzeption hätte ausarbeiten können. Auf den 11. Dezember 1967 ist deshalb eine neue Besprechung vorgesehen, zu der noch weitere Vertreter des Obergerichts und des Verwaltungsgerichts eingeladen sind, um das ganze Problem nochmals zu erörtern. Es stellen sich da eine ganze Reihe von Fragen, die ich hier nicht alle zur Sprache bringen will. Es sind namentlich auch Fragen organisatorischer Natur. Wie Sie wissen, müssen wir ja alle kantonalen Gerichte zweisprachig einrichten. Man fragt sich auch, ob es rationell sei, neben dem Obergericht und dem Verwaltungsgericht noch ein drittes kantonales Gericht zu schaffen. Es ist auch die Rede davon, dass noch andere kantonale Verwaltungsinstanzen und -organe geschaffen werden sollten. Man hat unter anderem auch von einer Rekursinstanz gesprochen, die beispielsweise über den Entzug der Führerausweise oberinstanzlich urteilen sollte und als selbständiges Gericht einzusetzen wäre. Alle diese Aspekte möchte man noch prüfen, bevor ein Entscheid gefällt wird. Ich kann Ihnen aber erklären, dass dies im Verlaufe der nächsten Monate geschehen wird. Heute könnte ich mich nicht verbindlich oder auch nur provisorisch äussern. Wir werden jede Variante, die theoretisch in Frage kommt, nach allen Gesichtspunkten prüfen. Diejenige, die am besten befriedigen wird, werden wir in einem Entwurf verarbeiten. Heute sind wir noch nicht ganz soweit. Aber ich kann, um Herrn Grossrat Strahm hier zu antworten, sagen, dass ich annehme, es sei auf die Maisession des nächsten Jahres hin möglich, dem Grossen Rat die Bestellung der entsprechenden Kommission vorzuschlagen. Ich stelle mir auch vor, dass wir noch mit den interessierten Kreisen Verbindung aufnehmen und eventuell eine ausserparlamentarische Kommission einsetzen werden, nachdem im engeren Ausschuss, in den wir jetzt noch, wie gesagt, weitere Vertreter des Obergerichts und des Verwaltungsgerichts beiziehen, eine provisorische Lösung gefunden ist. Wir hoffen, auf diese Weise zu einem Resultat zu gelangen, dem alle interessierten Kreise zustimmen können.

Das ist die Auskunft, die ich über den heutigen Stand und über den Zeitpunkt, wann die Vorlage zu erwarten ist, erteilen kann.

Präsident. Herr Grossrat Strahm ist berechtigt, eine Erklärung abzugeben.

Strahm. Ich bin befriedigt.

Eingelangt sind folgende

Motionen:

I.

Dem Bedürfnis nach vermehrter Wirtschaftsförderung ist im Grossen Rat schon mehrmals Ausdruck verliehen worden. Unter der Leitung von Volkswirtschaftsdirektor Gnägi wurde vor einigen Jahren sogar eine ausserparlamentarische Kommission eingesetzt, die den Auftrag erhielt, Vorschläge zu einer besseren Unterstützung der wirtschaftlichen Entwicklung im Kanton Bern auszuarbeiten. Das Schicksal dieser Kommission ist für die fehlende Dynamik der bernischen Wirtschaftsförderung fast ein wenig bezeichnend, man liess sie einschlafen. Unsere Hoffnungen konzentrieren sich jetzt darauf, dass mit dem schon mehrmals erwähnten Bericht der Professoren Stocker und Risch endlich eine Periode wirksamer Tätigkeit eingeleitet werden kann.

Wir erachten die Wirtschaftsförderung als eine ständige Aufgabe des Staates und beauftragen deshalb den Regierungsrat damit, das Amt für Gewerbeförderung zu einem Amt für die Wirtschaftsförderung umzuwandeln und es entsprechend auszubauen.

13. November 1967

Zingg (Bern)
und 49 Mitunterzeichner

II.

Die kürzlich in Cressier und anderswo aufgetretenen Ereignisse haben gezeigt, dass sich Fragen um die Raffination, die Weiterverarbeitung und die Lagerung von Erdöl und Erdölprodukten immer neu stellen. Es ist nicht möglich, diese heute schon abschliessend zu erfassen.

Es ist anzunehmen, dass die zur Überwachung des Baues der Raffinerie Cressier eingesetzte Oberaufsichtskommission mit ihren Ausschüssen bei der Erteilung der definitiven Baubewilligung aufgelöst wird.

Zur Beruhigung der betroffenen Bevölkerung ist es unbedingt nötig, dass eine Aufsichtskommission bestehen bleibt.

Der Regierungsrat wird beauftragt,

dafür zu sorgen, dass eine Aufsichtskommission (im Sinne der heutigen Arbeitsgruppe) die weitere Entwicklung im Gebiete Entre-deux-lacs verfolgt und die Innehaltung der Betriebsbewilligungen überwacht.

Diese Kommission soll sich aus Vertretern des Bundes und der Kantone Neuenburg und Bern zusammensetzen, zum Beispiel 1:2:2. Fachexperten könnten zugezogen werden.

13. November 1967

Stauffer (Gampelen)
und 26 Mitunterzeichner

III.

Pendant la durée de son école de recrue, chaque soldat n'a droit qu'à un seul bon de transport pour le voyage de la caserne à son lieu de domicile et retour. En règle générale, les recrues sont déconsignées à la fin de chaque semaine, soit du samedi au dimanche soir.

Pour le militaire dont le domicile est proche de la caserne, le prix du billet de chemin de fer est minime. En revanche, pour le soldat qui doit faire un long voyage, du Tessin au nord du pays par exemple, la dépense est très élevée. Il y a donc là une inégalité de traitement manifeste, pour ne pas dire une injustice. Nous estimons qu'il importe de remédier à cette situation.

La meilleure façon de le faire consisterait à accorder la gratuité de transport à toutes les recrues pour les voyages caserne-domicile et retour. Il serait d'ailleurs normal que les soldats n'aient rien à débourser pour rentrer le samedi dans leurs familles.

Avec l'assentiment du Grand Conseil, le Conseil-exécutif est donc prié d'intervenir auprès des instances fédérales compétentes en vue d'obtenir la gratuité de transport pour toutes les recrues rentrant à leur domicile à l'occasion des déconsignations de fin de semaine.

15 novembre 1967

Schaffter

(Während der Dauer der Rekrutenschule hat jeder Soldat nur Anrecht auf einen einzigen Transportgutschein zur Fahrt von der Kaserne nach seinem Wohnort und zurück. Im allgemeinen werden die Rekruten am Ende jeder Woche beurlaubt, das heisst vom Samstag bis Sonntagabend.

Für den Dienstpflichtigen, dessen Wohnort sich unweit der Kaserne befindet, ist der Preis des Bahnbilletts minim. Hingegen entstehen bei einer längeren Reise, zum Beispiel vom Tessin in die Nordschweiz, grössere Kosten. Es ergibt sich hier also offensichtlich eine ungleiche Behandlung, wenn nicht eine Ungerechtigkeit. Unseres Erachtens sollte man diesen Zustand beseitigen.

Hiezu wäre es am besten, allen Rekruten für die Reise Kaserne–Wohnort und zurück Gratisfahrt zu gewähren. Es wäre übrigens am Platz, dass den Soldaten am Samstag für ihre Fahrt nach Hause keine Auslagen erwachsen.

Im Einverständnis mit dem Grossen Rat wird der Regierungsrat somit gebeten, bei den zuständigen eidgenössischen Behörden vorstellig zu werden zwecks Erlangung von freier Fahrt für alle Rekruten, die sich am Wochenende auf ihren Urlaub nach Hause begeben.)

IV.

Le 17 mars 1967, au cours d'une conférence de presse, le gouvernement a fait connaître son nouveau plan d'action visant à amener une détente dans le Jura. MM. les conseillers d'Etat Ernst Jaberg, Henri Huber et Simon Kohler ont déclaré, en répondant à un journaliste, que le gouvernement verrait de quelle manière on pourrait encore «activer la mise en valeur du patrimoine linguistique et culturel du Jura».

De plus en plus, ce patrimoine linguistique est dangereusement menacé. En effet, l'Association pour le développement physique et mental, de Bâle, a acquis, dans le plus grand secret, dix hectares de terrain à la Chaux-d'Abel, afin de construire un home pour enfants infirmes moteurs cérébraux. Actuellement, un projet a été établi prévoyant une dépense d'une quinzaine de millions. Les frais d'achat du terrain, de la construction du home et des installations sont largement subventionnés par l'Assurance Invalidité (AI) qui met des sommes importantes à la disposition des cantons.

Les efforts entrepris par l'Association de Bâle pour les handicapés mentaux sont fort louables et méritoires. Lors de la première journée nationale de l'arriération mentale, la Fédération suisse des Associations de parents d'enfants mentalement handicapés a publié un rapport précisant qu'il y a en Suisse près de 165 000 déficients mentaux et que chaque année naissent, dans notre pays, 2600 nouveaux handicapés mentaux. Ces enfants méritent que l'on s'occupe d'eux et que l'on créée les conditions les plus favorables à leur développement

et à leur intégration dans la société. Les sections jurassiennes intéressées sont prêtes à faire leur devoir. Mais, l'implantation de homes pour enfants de langue allemande menace la langue officielle du peuple jurassien. A Tavannes, il existe déjà une «Jurahaus», maison pour débiles de langue allemande; à Renan, la «Werksiedlung» et tout récemment, la «Christophorer Schule» de Thusis a également acquis des terrains et, à la Chaux-d'Abel, il s'agit d'une institution bâloise, qui construira non seulement un home, mais plusieurs villas et logements pour un personnel évalué à près de 100 personnes.

En 1964, la Direction des oeuvres sociales du canton de Berne, par M. le conseiller d'Etat Schneider, a signé, avec l'Office fédéral des assurances sociales, une convention portant sur la participation des cantons à la reconnaissance et à la surveillance des écoles spéciales dans l'assurance-invalidité. Cette convention impose certains devoirs au canton de Berne, mais elle doit également lui permettre, je le suppose, de faire valoir des droits. Par exemple, pour sauvegarder la culture française de la minorité jurassienne, le Conseil-exécutif est chargé, dans les plus brefs délais:

1° d'exiger, dans le cas de la Chaux-d'Abel, que le personnel soit choisi dans la région;

2° d'exiger que les travaux de construction, d'aménagements, etc, soient confiés à des artisans ou entreprises des Franches-Montagnes ou du Jura;

3° de nommer les surveillants prévus au chiffre 4 de la convention;

4° de créer une commission jurassienne chargée de collaborer avec les organisations qui s'occupent des invalides et handicapés mentaux, de les renseigner et d'intervenir avec elles auprès de l'Assurance Invalidité qui dispose de fonds importants pour les handicapés.

16 novembre 1967

Jardin

(Anlässlich einer Pressekonferenz vom 17. März 1967 hat der Regierungsrat von seinem neuen Vorgehen zur Entspannung im Jura Kenntnis gegeben. Die Herren Regierungsräte Ernst Jaberg, Henri Huber und Simon Kohler haben auf Anfrage hin einem Journalisten erklärt, dass der Regierungsrat prüfen werde, auf welche Weise man die «Geltung des sprachlichen und kulturellen Gedankengutes des Jura» noch fördern könnte.

Das sprachliche Kulturgut ist je länger je mehr bedroht. Die Schweizerische Vereinigung für körperliche und geistige Förderung, Basel hat in Chaux-d'Abel zur Errichtung eines Heims für zerebral gelähmte Kinder heimlich 10 ha Land erworben. Es liegt nun ein 15-Millionen-Projekt vor. Die Landerwerbs-, Bau- und Einrichtungskosten des Heims werden weitgehend durch Beiträge der Invaliden-Versicherung getragen, welche den Kantonen grössere Summen zur Verfügung stellt.

Die Bestrebungen der Basler Vereinigung sind anerkennenswert und verdienstlich. Anlässlich der 1. Schweizerischen Tagung für geistig Behinderte hat die Schweizerische Vereinigung der Elternvereine für geistig behinderte Kinder einen Bericht veröffentlicht, wonach es in der Schweiz ca. 165 000 geistig Behinderte gibt, und jährlich noch 2600 behinderte Kinder geboren werden. Man sollte sich mit diesen Kindern befassen und möglichst günstige Voraussetzungen schaffen für ihre Entwicklung und Wiedereingliederung in die Gesellschaft. Die jurassischen Sektionen sind bereit, ihre Pflichten zu tun. Aber durch die Erstellung von Heimen für deutschsprachige Kinder ist die offizielle Sprache des jurassischen Volkes gefährdet. Bereits bestehen in Tavannes ein «Jura-Haus» für deutschsprachige Geistesschwache, in Renan die «Werksiedlung», und kürzlich hat die «Christophorer Schule» in Thusis ebenfalls Land erworben. In Chaux-d'Abel handelt es sich um eine Basler Vereinigung, die nicht nur ein Heim erstellt, sondern mehrere Villen und Wohnungen für Personal [100 Personen].

Im Jahre 1964 wurde zwischen der Fürsorgedirektion [Hr. Regierungsrat Schneider] und dem Eidg. Amt für Sozialversicherung eine Vereinbarung abgeschlossen betreffend die Beteiligung der Kantone bei der Anerkennung und Beaufsichtigung der Sonderschulen in der Invalidenversicherung. Durch diese Vereinbarung werden dem Kanton Bern gewisse Pflichten auferlegt; sie setzt ihn aber meines Wissens auch instand, Rechte geltend zu machen. Was beispielsweise den Schutz der französischen Sprache der jurassischen Minderheit anbetrifft, wird der Regierungsrat beauftragt, unverzüglich

1. zu verlangen, dass im Fall Chaux-d'Abel das Personal aus der dortigen Gegend gewählt wird,
2. zu verlangen, dass die Bau- und Einrichtungsarbeiten usw. an Handwerker oder Unternehmungen aus den Freibergen oder dem Jura vergeben werden,
3. Aufsichtspersonen zu wählen, wie dies in Ziffer 4 der Vereinbarung vorgesehen ist,
4. eine jurassische Kommission zu ernennen mit dem Auftrag, mit den die Invaliden und geistig Behinderten betreuenden Organisationen zusammenzuarbeiten, diese zu orientieren und mit ihnen bei der Invalidenversicherung, die über namhafte Gelder für Behinderte verfügt, vorstellig zu werden.)

V.

Le Conseil-exécutif est invité à soumettre au Grand Conseil un projet d'augmentation des allocations familiales de fr. 10.— par enfant et par mois.

Ces allocations fort modestes actuellement doivent être réajustées à la situation de vie chère qui se fait sentir particulièrement dans les familles comptant plusieurs enfants du fait de l'augmentation des produits de première nécessité et des loyers.

Aussi longtemps qu'une lutte résolue contre le renchérissement n'est pas entreprise, il faut que la famille bénéficie d'une aide accrue par le moyen d'allocations adaptées à la situation.

Le Conseil-exécutif est également invité à proposer une indexation des allocations familiales à la hausse du coût de la vie comportant un réexamen de cette question tous les deux ans.

16 novembre 1967

Villard

(Der Regierungsrat wird eingeladen, dem Grossen Rat eine Erhöhung der Familienzulagen von monatlich Fr. 10.— für jedes Kind zu beantragen.

Diese gegenwärtig sehr bescheidenen Zulagen müssen dem höheren Lebensstandard, der insbesondere Familien mit mehreren Kindern infolge Verteuerung der lebensnotwendigen Erzeugnisse und der Mietzinse trifft, angepasst werden.

Solange gegen die Teuerung nicht ein entschlossener Kampf geführt wird, muss die Familie einer vermehrten Hilfe durch Zulagen, welche der Teuerung angepasst sind, teilhaftig werden.

Der Regierungsrat wird ebenfalls eingeladen, eine indexmässige Berechnung der Familienzulagen im Verhältnis zur Verteuerung der Lebenshaltungskosten vorzuschlagen. Dies wäre alle zwei Jahre neu zu überprüfen.)

Werden auf den Kanzleitisch gelegt.

Eingelangt sind folgende

Postulate:

I.

In der Zeitschrift des bernischen Juristenvereins vom September 1967 (ZbJV 103 S. 411 f) weist Professor P. Liver, Bern, darauf hin, das bernische Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch sei eines der schlechtesten unter den kantonalen Einführungsgesetzen. Die Kritik erscheint als berechtigt.

Der Regierungsrat wird deshalb eingeladen, die Revision des Einführungsgesetzes zum Zivilgesetzbuch zu prüfen.

9. November 1967

Guggenheim
und 25 Mitunterzeichner

II.

Anlässlich der Berner Tagung der «Arbeitsgemeinschaft für die Koordination der kantonalen Schulsysteme» November 1967 wurde auch eine bessere Koordination von Kindergarten und Schule postuliert. In unserem Kanton entstanden die Kindergärten auf privater Basis, und so behielten die Kindergartenvereine und ihre Kommissionen Aufsichts- und Verwaltungsrechte, die mancherorts infolge unnötigem «Paternalismus» dieser sich selber wählenden und ergänzenden Privatorganisationen den Nachwuchs an Kindergärtnerinnen gefährden. Der Regierungsrat wird daher gebeten, die Frage zu prüfen, ob man die Kindergärten nicht, wie in den meisten andern Kantonen, den Schulkommissionen unterstellen sollte, um auch auf diese Weise die Koordination Kindergarten-Schule zu verbessern.

13. November 1967

Dr. Sutermeister

III.

Die Übungsflüge der Überschallflugzeuge führen direkt über die Täler und Fremdenkurorte des Jungfrau-Gebietes. Beim Durchbrechen der Schallmauer in der betreffenden Gegend verursachen diese Flugzeuge oft täglich 3- bis 5mal Überschallknalleffekte, die bei solch berstender Explosion nicht nur Schaden an Objekten verursachen, sondern auch für Menschen ohrenbetäubend wirken.

Beschwerden hierüber gingen bereits bei Herrn Kämpfen, Direktor der Schweizerischen Verkehrszentrale in Zürich, sowie bei der Agentur in London ein. Ebenfalls befassen sich in der internationalen Presse Feriengäste klagend über diese schädigenden Knalleffekte in unserem Ferien- und Erholungsgebiet.

Der Regierungsrat wird daher dringend ersucht, bei den zuständigen Instanzen des Bundes dahin zu wirken, diesen unhaltbaren Zustand zu korrigieren.

14. November 1967

Brawand
und 21 Mitunterzeichner

IV.

Der Berufsbildungsgedanke hat sich in der bernischen Landwirtschaft in den vergangenen Jahren zunehmend durchgesetzt. Dies führte zu einem verstärkten Andrang zu unsern landwirtschaftlichen Schulen. Leider mussten in den letzten Jahren immer wieder Interessenten wegen Platzmangels zurückgewiesen werden. Im Herbst 1967 hat die Zahl der Rückweisungen einen neuen Höchststand erreicht.

Im Blick auf die zunehmenden Ansprüche, die die wirtschaftliche Entwicklung an unsere Landwirte stellt, kann dieser Zustand nicht länger verantwortet werden.

Die Regierung wird höfl. ersucht, folgende Massnahmen zu prüfen und dem Grossen Rat Bericht und Antrag zu unterbreiten:

1. Die Errichtung von Pavillons oder andern Provisorien, sowie die Erweiterung des Lehrkörpers an den heutigen Schulen oder Filialbetrieben, damit schon im Herbst 1968 mehr Schüler angenommen werden können.
2. Die beschleunigte Planung der durch Dekret des Grossen Rates vom 3. Februar 1964 beschlossenen landwirtschaftlichen Schulen im Seeland und im Emmental.

14. November 1967

Gerber
und 15 Mitunterzeichner

V.

Durch Publikation im Amtsblatt des Kantons Bern vom 5. Juli 1967 ist eine neue Verordnung über die Lebensmittelautomaten in Kraft gesetzt worden.

Die Ausdehnung der Verordnung auf Automaten innerhalb von Geschäftslokalitäten und gewerblichen Betrieben ist nicht gerechtfertigt.

Der Regierungsrat wird beauftragt, zu prüfen, ob die Verordnung vom 5. Juli 1967 über die Lebensmittelautomaten dahin abzuändern sei, dass die Bewilligungspflicht nur die allgemein zugänglichen Automaten erfasst.

14. November 1967

Häberli
und 10 Mitunterzeichner

VI.

An der Universität Bern fehlt ein Lehrstuhl für Sozial- und Präventivmedizin, wie ihn andere Hochschulen bereits besitzen.

In diesem Zusammenhang wird festgestellt, dass unseren jungen Ärzten die nötigen Kenntnisse über die sozialen Probleme der Medizin oft fehlen.

Der Regierungsrat wird deshalb höflich eingeladen, die Frage der Schaffung eines solchen Lehrstuhles zu prüfen und dem Grossen Rat die sich daraus ergebenden Anträge zu unterbreiten.

15. November 1967

Gullotti
und 31 Mitunterzeichner

VII.

La route de Vauffelin–Romont, limite du canton de Soleure, appartient encore aujourd'hui à la commune de Romont. Elle en est propriétaire et en a la charge quant à son entretien. Elle reçoit un subside annuel de l'Etat de fr. 500.—.

Si cette route paraît d'importance secondaire, en réalité elle a une grande importance puisque les automobilistes l'empruntent beaucoup pour admirer cette région de montagnes et que les camions sont nombreux pour se rendre à la fabrique de ciment de Reuchenette en venant de la Suisse alémanique, ou d'ailleurs pour éviter Bienne.

Cela prouve que cette route de jonction Frinvillier–Vauffelin–Romont–Grenchen offre certains avantages aux usagers de la route. Il n'est dès lors pas raisonnable que sur le territoire de Romont, commune à la quotité d'impôt de 2,8 et financièrement faible, cette route demeure communale avec les frais d'entretien que cela comporte. Conformément à l'article 16 de la loi sur la construction des routes, le Conseil-exécutif a la faculté de modifier la classification des routes.

En conséquence et étant donné que ce cas particulier n'est pas fréquent dans le canton, je demande au Conseil-exécutif de revoir cette classification en ce qui concerne le tronçon en question en le classant entièrement route cantonale.

15 novembre 1967

Voisin (Corgémont)

(Die Strasse Vauffelin–Romont [Solothurner Kantonsgrenze] gehört heute noch der Gemeinde Romont. Diese ist Eigentümerin der Strasse und hat für deren Unterhalt zu sorgen. Sie erhält einen jährlichen Staatsbeitrag von Fr. 500.—.

Wenn diese Strasse von geringer Bedeutung zu sein scheint, so ist dies in Tat und Wahrheit nicht der Fall, weil die Strasse von vielen Automobilisten benützt wird, um die schöne Berggegend aufzusuchen, und weil sich zahlreiche Lastwagen von der deutschen Schweiz und anderswo nach der Zementfabrik Reuchenette begeben, um Biel zu umfahren.

Damit ist bewiesen, dass diese Verbindungsstrasse Frinvillier–Vauffelin–Romont–Granges den Strassenbenützern gewisse Vorteile bietet. Es ist deshalb nicht angebracht, dass diese Strasse im Gebiet der finanzschwachen Gemeinde Romont mit einem Steueransatz von 2,8 weiterhin gemeindeeigene Strasse verbleibt und von der Gemeinde unterhalten wird. Laut Artikel 16 des Strassenbaugesetzes kann der Regierungsrat die Einreihung der Strassen abändern.

Da dieser Fall im Kanton nicht häufig vorkommt, ersuche ich den Regierungsrat, diese Einreihung bezüglich der obgenannten Strassenstrecke zu prüfen und diese ganz als Staatsstrasse einzureihen.)

VIII.

Nach dem Gesetz vom 17. April 1966 über die Ausbildung der Lehrer und Lehrerinnen und dem Lehrplan ist in den Seminarien der Musikunterricht obligatorisch. Bis vor einigen Jahren wurde dieser Unterricht für Streichinstrumente sowie für Klavier und Orgel im Unterrichtsprogramm gratis erteilt.

Dem Wandel im Gesangs- und Musikunterricht in den Primarschulen entsprechend wurde später in den Seminarien auch die Ausbildung auf Blasinstrumenten (Flöte, Klarinette, Trompete usw.) gestattet. Für diese Ausbildung, welche am Konservatorium erteilt wird, haben jedoch die Teilnehmer die Hälfte der Kosten selber zu tragen.

Der Regierungsrat wird ersucht zu prüfen, ob nicht die Kosten für die Ausbildung auf zwei, eventuell drei der gestatteten Musikinstrumente nach Wahl des Schülers vom Staat übernommen werden könnten.

16. November 1967

Lüthi

Werden auf den Kanzleitisch gelegt.

Eingelangt sind folgende

Interpellationen:

I.

Nach dem «Gesetz über die Wählbarkeit von Mitgliedern des Regierungsrates in die Bundesversammlung» vom 3. November 1929 dürfen gleichzeitig nicht mehr als 4 Mitglieder des Regierungsrates dem eidgenössischen Parlament angehören. In den fast 40 Jahren seit Bestehen dieses Gesetzes haben sich die Aufgaben der kantonalen Re-

gierung vervielfacht. Es fragt sich deshalb, ob es noch zweckmässig sei, dass fast die Hälfte der Regierungsmitglieder Einsitz in der Bundesversammlung nehmen kann.

Der Regierungsrat wird um Auskunft gebeten, ob er die derzeit geltende Höchstzahl von 4 Regierungsmitgliedern in der Bundesversammlung immer noch als richtig erachtet oder ob ihm eine Reduktion auf drei als angezeigt erscheint.

13. November 1967

Dr. Martignoni
und 36 Mitunterzeichner

II.

Wie in andern Kantonen, stellt sich auch im Kanton Bern mit der Zeit die Frage über die Eröffnung von Gastwirtschaftsbetrieben an unseren Autobahnen.

Kann der Regierungsrat über folgende Punkte Auskunft geben:

1. In welcher Zahl sollen solche Betriebe geführt werden?
2. Nach welchen Aspekten sollen diese Gaststätten unter den möglichen Bewerbern (Privat- oder Regiebetriebe) vergeben werden?
3. Wurde bereits in bezug auf den Alkoholausschank an den Autobahnen in grundsätzlicher Hinsicht beschlossen?

15. November 1967

Geiser
und 5 Mitunterzeichner

III.

Seit einiger Zeit befasst sich der Kanton mit der Planung der Kehrichtvernichtung auf kantonaler Ebene.

Zahlreiche Gemeinden warten mit Ungeduld auf das Ergebnis dieser Untersuchungen. Viele Gemeinden sind genötigt, in naher Zukunft ihre Entschlüsse zu fassen.

Ich ersuche den Regierungsrat um Auskunft über den Stand der Angelegenheit.

15. November 1967

Borter
und 2 Mitunterzeichner

IV.

Dans le courant d'avril 1967 un accident mortel s'est produit à la liaison de la route Bourrignon–Les Rangiers. Un jeune homme de Movelier conduisant un tracteur a manqué le virage; le tracteur a versé, écrasant son conducteur. La levée du corps s'est faite dans des circonstances étranges et inadmissibles, sans la présence d'un médecin et d'un représentant de l'autorité.

Nous aimerions savoir quels furent les résultats de l'enquête et les mesures prises à l'encontre du chef de la gendarmerie qui a enfraint les devoirs élémentaires de sa charge.

15 novembre 1967

Willemain

(Im April 1967 hat sich auf der Strasse Bourrignon–Les Rangiers ein Unfall mit tödlichem Ausgang ereignet. Ein junger Mann aus Movelier, der einen Traktor führte, hat die Kurve verpasst; der Traktor kippte um und erdrückte den Führer. Die Bergung der Leiche ist unter seltsamen und unstatthaften Verhältnissen erfolgt, ohne die Gegenwart eines Arztes und eines Behördevertreters.

Wir möchten wissen, welche Ergebnisse die Untersuchung gezeitigt hat und welche Massnahmen ergriffen wurden gegenüber dem Polizeipostenchef, der seine elementaren Pflichten versäumt hat.)

V.

In der Februarsession wurde das Einführungsgesetz zum KUVG vom Rat angenommen, das auch die Zusammensetzung des Schiedsgerichtes ordnet. Durch einen Fall aus meiner Praxis und durch eine Publikation des bernischen Stadtrates und Anwaltes Fürsprecher F. A. wurden wir seither auf drei «Verfassungswidrigkeiten» aufmerksam gemacht, die mit Artikel 58 BV und dem BGE vom 26. Oktober 1966 in Widerspruch stünden. Nach Artikel 5 Absatz 2 sollen dem Schiedsgericht «je zwei Vertreter der Parteien» angehören. Die Vertreter der Streitparteien treten also in eigener Sache und dazu noch in Mehrheit als Richter auf, was doch wohl Befangenheit insolviere. Zu Absatz 3 sei zu bemerken, dass ein «vom Regierungsrat gewähltes» Gericht kaum mehr als «Schiedsgericht» angesprochen werden könne, da man darunter normalerweise ein ad hoc zusammengestelltes nichtstaatliches Gremium von Fachleuten verstehe. Im vorliegenden Gesetz wird aber auch weder Amtsdauer noch Zugehörigkeit des Schiedsgerichtes begrenzt. Es amtet also auf unbestimmte Zeit im ganzen Kantonsbereich. Als absolut unannehmbar müsse aber bezeichnet werden, dass bei Streitigkeiten mit der Suva Suvabeamte selber als Schiedsrichter fungierten (Art. 9 Abs. 2), was die Gefahr der Befangenheit noch mehr erhöhe.

Gegenwärtig amtiert als «neutraler Vorsitzender» (laut KUVG Art. 25 Abs. 4) ein Oberrichter, der zugleich als «Chef-Ideologe» der Bau- und Holzarbeitergewerkschaft gilt. Besteht daher bei einem Konflikt zwischen Ärzten und zum Beispiel der Bau- und Holzarbeiterkrankenkasse nicht eine reale Gefahr der Befangenheit?

Daher unsere Frage: Bedarf unser Einführungsgesetz zum KUVG nicht doch noch entsprechender Korrekturen?

16. November 1967

Dr. Sutermeister

VI.

Durch grosse Naturschäden und wegen einer ständig zunehmenden Konkurrenzierung durch das Ausland ist die Lage in unserer Waldwirtschaft äusserst schwierig geworden. Auch die PTT und die Kraftwerke sollen neuerdings beabsichtigen, grosse Kontingente Stangenholz aus Nachbarländern zu beziehen. Dadurch helfen diese öffentli-

chen und halböffentlichen Betriebe kräftig mit, unsere Waldwirtschaft vor schwere Probleme zu stellen. Sollte diese Entwicklung andauern, werden nicht nur wirtschaftliche, sondern ebensosehr kulturelle Schäden entstehen.

Ist der Regierungsrat nicht auch der Auffassung, dass auf allen Ebenen alles getan werden muss, um einer folgenschweren Entwicklung rechtzeitig zu steuern?

16. November 1967

König
und 11 Mitunterzeichner

VII.

Das Schloss Schwarzenburg ist baulich in einem sehr schlechten Zustand. Eine Gesamtrenovation drängt sich auf. Ist der Regierungsrat bereit, diese dringliche Angelegenheit zu prüfen?

16. November 1967

Binggeli

VIII.

L'alimentation en eau potable pour l'ensemble de l'Ajoie cause de sérieux soucis à de nombreuses communes. Si certaines d'entre elles sont actuellement pourvues, et c'est le cas de ma commune, il n'en est pas de même pour beaucoup d'autres.

La situation est telle qu'on ne saurait, par exemple, envisager partout l'implantation d'industries utilisant beaucoup d'eau.

Une étude généralisée dans le cadre du district s'impose, comme le souhaite d'ailleurs l'Association des maires d'Ajoie et du Clos du Doubs. Elle ne saurait cependant se concevoir sans l'aide du canton.

Le Conseil-exécutif est-il prêt à donner son appui à cette entreprise d'intérêt général pour toute une région?

16 novembre 1967

Parietti

(Die Wasserversorgung für die gesamte Ajoie verursacht zahlreichen Gemeinden ernsthafte Sorgen. Wenn auch gewisse Gemeinden gegenwärtig mit Trinkwasser versehen sind (wie auch meine Gemeinde), ist dies bei vielen andern nicht der Fall.

Bei der jetzigen Lage wäre beispielsweise die Einführung von Industrien mit grossem Wasserverbrauch nicht überall möglich.

Eine allgemeine Prüfung innerhalb des Amtsbezirkes drängt sich auf – wie dies übrigens von der «Association des maires d'Ajoie et du Clos du Doubs» gewünscht wird. Dies wäre jedoch ohne die Hilfe des Kantons nicht denkbar.

Ist der Regierungsrat bereit, diesem Unternehmen, welches für die ganze Gegend von allgemeinem Interesse ist, seine Unterstützung zu gewähren?)

IX.

Des contingents importants d'élèves des Ecoles normales n'ayant pas terminé leur préparation professionnelle de base ont à nouveau été appelés à enseigner dans les classes sans titulaires.

Cette décision regrettable souligne une fois de plus la gravité de la pénurie d'enseignants au degré primaire. La préparation professionnelle, à laquelle chacun reconnaît qu'il faut vouer une attention toujours plus grande, est ainsi mise en question.

Le Conseil-exécutif est invité à répondre aux questions suivantes:

1° Que compte-t-il entreprendre pour que tous les enseignants bénéficient à l'avenir d'une formation complète?

2° Quand sera-t-il enfin possible de renoncer aux «libérations prématurées» qui empêchent les Ecoles normales de remplir pleinement leur rôle et sont donc un facteur non négligeable de dévalorisation de la profession d'instituteur?

16 novembre 1967

Villard

(Eine grössere Anzahl Seminaristen, deren Berufsbildung noch nicht beendet ist, wurde wiederum aufgefordert, in Klassen ohne Stelleninhaber zu unterrichten.

Dieser bedauerliche Beschluss zeigt einmal mehr die Schwierigkeiten, die durch den Mangel an Primarlehrern entstehen. Die berufliche Ausbildung, der nach allgemeiner Auffassung immer grössere Bedeutung zukommt, ist damit gefährdet.

Der Regierungsrat wird eingeladen, auf folgende Fragen zu antworten:

1. Was gedenkt er vorzukehren, damit in Zukunft allen Lehrkräften eine volle Ausbildung zuteil wird?

2. Wann wird es endlich möglich sein, auf die «vorzeitigen Entlassungen» – wodurch die Seminarien in ihrer vollen Funktion behindert sind und somit eine nicht zu unterschätzende Entwertung des Lehrerberufes entsteht – zu verzichten?)

X.

Die Bahnstrecke MOB Zweisimmen–Lenk befindet sich nach wie vor in einem ungenügenden, wenn nicht gefährlichen Zustande.

Nachdem der Bund angeblich eine Normalisierung aus finanziellen Gründen ablehnt, ist die Bevölkerung in diesem Gebiete beunruhigt und erwartet eine baldige und befriedigende Lösung.

Was gedenkt der Regierungsrat zu tun, um diesen unhaltbaren Verhältnissen baldmöglichst Abhilfe zu schaffen.

16. November 1967

Buchs (Lenk)
und 5 Mitunterzeichner

Gehen an die Regierung.

Eingelangt sind folgende

Schriftliche Anfragen:

I.

§ 14 Absatz 2 der Verordnung vom 29. Dezember 1953 betreffend die amtliche Schätzung von Grundstücken bestimmt, dass für die Schätzung nichtlandwirtschaftlicher Liegenschaften, von Wald, Rebgrundstücken und Nebengewerben besondere, durch Instruktion zu erlassende Vorschriften gelten.

Dem Vernehmen nach sind bisher weder regelmässig Instruktionen durchgeführt noch allgemeinverbindliche und einheitliche Vorschriften für Schätzungen ergangen.

Der Regierungsrat wird um Auskunft ersucht, wann er beabsichtigt, die in der zitierten Verordnung vorgesehenen Schätzungsnormen zu erlassen.

9. November 1967

Guggenheim

II.

Nach der Annahme der Abänderung des Gemeindegesetzes betreffend Frauenstimmrecht in der Gemeinde durch den Rat am 16. Februar 1967 wartet man vergebens auf die entsprechende Volksbefragung.

Frage 1: Wann wird diese Abstimmung erfolgen?

Frage 2: Auf welchem Wege wäre es möglich, bei einer eventuellen kantonalen Ablehnung wenigstens den annehmenden Gemeinden das Recht zu geben, bei sich selber das Gemeindefrauenstimmrecht einzuführen?

9. November 1967

Dr. Sutermeister

III.

Als Arzt konstatiere ich während der Wintersessionen eine abnorme CO_2- und Feuchtigkeitsansammlung mit Sauerstoffmangel im Ratssaal, also eine drückende, infarktbegünstigende Atmosphäre. Wäre es nicht möglich, eine Klimaanlage zu installieren, die auch in dieser Beziehung «frischen Wind» in die Debatten bringen und die stark wechselnde Frequenz verbessern würde?

9. November 1967

Dr. Sutermeister

IV.

Pour l'encouragement au tourisme figure au budget sous rubrique 1301 945.10 (Subside en faveur de la propagande touristique) une somme de fr. 400 000.—.

Le Conseil-exécutif peut-il renseigner le Grand Conseil sur la clé de répartition qui préside à l'attribution des subventions ainsi mises au budget?

13 novembre 1967

Wisard

(Im Voranschlag ist unter Rubrik 1301 945.10 (Beitrag für die Fremdenverkehrswerbung) ein Betrag von Fr. 400 000.— enthalten.

Ist der Regierungsrat in der Lage, dem Grossen Rat Auskunft zu erteilen über den Schlüssel, welcher für die Verteilung dieser veranschlagten Beiträge angewendet wird?)

V.

Auf gewissen Autobahnstrecken wird der Motorfahrzeugverkehr nächtlicherweise durch die Blendwirkung der Scheinwerfer behindert, was sich besonders bei nasser Strasse auf die Verkehrssicherheit sehr nachteilig auswirkt.

Der Regierungsrat wird angefragt, welche Massnahmen er zu treffen gedenkt, ob zum Beispiel eine Bepflanzung des Mittelstreifens mit immergrünen Sträuchern vorgesehen ist, oder ob andere Vorkehren geplant sind?

13. November 1967

Gyger

VI.

An den zentralen Beständeschauen 1967 mussten die Rinder erstmals nicht mehr aufgeführt werden. Diese Verfügung hat nicht nur in den Kreisen der Züchterschaft des Originalzuchtgebietes, sondern auch des Flachlandes Missstimmung hervorgerufen, insbesondere auch deshalb, weil in andern ausgesprochenen Flachlandkantonen zum Beispiel die obligatorische Auffuhrpflicht für die Rinder beibehalten wurde. Aus folgenden Gründen wünscht die Mehrheit der Züchter, namentlich im Oberland, dass die Landwirtschaftsdirektion des Kantons Bern für die nächstjährigen Schauen auf ihren Beschluss zurückkommt.

1. Die Beständeschauen bieten besonders für abgelegene Betriebe des Berggebietes eine beste Möglichkeit, die Rinder in einem bestens präsentierenden Zustand anbieten und verkaufen zu können.

2. Für die Schaukommission wie für den Züchter ist die Aufstellung und die Beurteilung (wenn auch nur nach Rang) sehr interessant. Die zukünftige Leistungskuh (Milchleistung und Gewicht) muss bereits am Rind erkannt werden. Die Erfahrung hat entgegen anders lautenden Argumenten gezeigt, dass die Rinderbeurteilung in sehr grossem Masse den spätern Leistungen entspricht. Dem interessierten Züchter entgehen diese belehrenden Momente nicht. Aber auch der Käufer, der oft auf eine Beurteilung der Zukunft des Rindes durch Fachleute angewiesen ist, wagt nach der offiziellen Beurteilung eher einen Kauf.

3. Der Beständeschautag ist einer der wichtigsten im Jahresablauf des Züchters. Wenn auch die Vorführung der Leistungskühe den Höhepunkt darstellt, so ist es oft gerade für den jungen Züchter Ansporn und Aufmunterung, wenn seine Züchterarbeit schon durch eine gute Rangierung seiner Rinder anerkannt wird. Zudem vervollständigt die Rinderklasse das Gesamtbild der Schau und der regionalen Züchterleistung.

Der Regierungsrat wird höflich ersucht, darüber zu berichten, wie er den dargelegten Anliegen der bergbäuerlichen Züchterschaft zukünftig entgegen zu kommen gedenkt.

14. November 1967

Annen

VII.

In kleinen, abgelegenen Gemeinden werden Lehrkräfte gewählt, die ihr Einkommen nicht mehr in der betreffenden Gemeinde zu versteuern haben, weil die jungen Leute das Wochenende zu Hause in ihrer Familie verbringen. Dadurch verliert das ohnehin steuerschwache Gemeinwesen eine ins Gewicht fallende Einnahme.

Ist der Regierungsrat nicht auch der Meinung, dass diese Regelung auch vom Standpunkt des Finanzausgleichs untragbar ist?

14. November 1967

König

VIII.

In Verbindung mit dem Bau des Sanetsch-Kraftwerkes AG (BKW und Stadt Bern), insbesondere im Zusammenhang mit der Erstellung der Staumauer und den Werkanlagen an der Kantonsgrenze Bern/Wallis auf dem Sanetsch wurde ab Sitten-Savièse eine auto- und carbefahrbare Strasse von 36 km Länge erstellt. Die Baukosten wurden vom Bund, dem Kanton Wallis, von dem Elektrizitätswerk Sanetsch AG und von den Gemeinden Conthey und Savièse finanziert. Nach der Freigabe dieser alpinen Touristenstrasse für den öffentlichen Verkehr konnte bereits im letzten Sommer in der dortigen Region eine sprunghafte Verkehrsentwicklung mit entsprechendem wirtschaftlichem Aufschwung festgestellt werden. Man zählte zum Beispiel an einzelnen Sonntagen auf dem Sanetsch bis zu 400 Autos.

Aus dem Wallis und dem Saanenland drängen die örtlichen Fremdenverkehrsorganisationen mit Unterstützung der politischen Organe nach baldiger Abklärung der Frage, wie auf Bernerboden die Verbindungsstrasse Gsteig-Sanetsch verwirklicht werden könnte. Man denkt dabei an ein ähnliches Projekt, wie es am Nufenenpass zur Ausführung gelangte, was erkennen lässt, dass das Sanetschprojekt mit einer Länge von ca. 9 km und einem walliserseits berechneten Kostenaufwand von 5½ Millionen (?) keine eidgenössisch normierte Alpenstrasse anstrebt.

Der Regierungsrat des Kantons Bern wird höflich ersucht, die folgenden Fragen zu beantworten:

1. Ist der Kanton Bern grundsätzlich bereit, an der Ausarbeitung eines generellen Sanetschstrasse-Projektes im Sinne der einleitenden Ausführungen mitzuarbeiten?

2. Kann damit gerechnet werden, dass der Kanton Bern einem Projekt nach den Baunormen und -methoden der Nufenenstrasse (Ulrichen–Pedretto) zustimmt?

3. Sind die Kantonsbehörden willens, ihre «guten Dienste» bei den einzuleitenden Verhandlungen mit den Bundes- und Armeebehörden dem Initiativkomitee «Sanetschstrasse» zur Verfügung zu stellen?

15. November 1967

Würsten

IX.

Lors de la discussion sur l'arrêté populaire concernant l'aide aux entreprises de chemins de fer, j'ai demandé que les passages à niveau soient supprimés en Ajoie et aux Franches-Montagnes.

Depuis 1967, les subventions de la Confédération attribuées au canton de Berne se sont élevées à 117 millions pour les compagnies privées; à ce montant sont venus s'ajouter 102 millions votés par le canton. Un nouveau crédit de 40 millions sera demandé prochainement aux électeurs. Sur ces 259 millions une part infime a été consacrée aux chemins de fer jurassiens. Le chef des transports, de l'énergie et de l'économie hydraulique a déclaré qu'on dépensera encore 150 à 200 millions durant ces dix prochaines années.

Pour éviter que de nouveaux accidents mortels surviennent comme ce fut le cas récemment à Alle, quelles mesures le Conseil-exécutif pense-t-il prendre pour le bien de la population?

15 novembre 1967

Jardin

(Anlässlich der Beratung des Volksbeschlusses betreffend die Privatbahnhilfe habe ich die Aufhebung der Bahnübergänge in der Ajoie und in den Freibergen verlangt.

Seit 1957 haben sich die von der Eidgenossenschaft dem Kanton ausgerichteten Zuwendungen auf Fr. 117 Millionen belaufen. Dazu kommen Kantonsbeiträge von Fr. 102 Millionen. Demnächst wird über einen neuen Kredit von 40 Millionen abzustimmen sein. Von diesen 259 Millionen ist den jurassischen Bahnen nur ein geringer Teil zugekommen. Der Vorsteher der Direktion des Verkehrs, der Energie- und Wasserwirtschaft hat erklärt, dass in den nächsten 10 Jahren noch 150 bis 200 Millionen aufgewendet würden.

Welche Massnahmen gedenkt der Regierungsrat im Interesse der Bevölkerung zu ergreifen zur Vermeidung weiterer Unfälle mit tödlichem Ausgang, wie kürzlich in Alle?)

X.

Bei den Nationalratswahlen 1967 in unserem Kanton wurde von einer Partei eine ausseramtliche Wahlliste verwendet, die das Stimmgeheimnis nicht mehr gewährleistet.

Der Regierungsrat wird höflich ersucht, folgende Fragen zu beantworten:

1. Werden in unserem Kanton die ausseramtlichen Wahlzettel vor dem Druck nicht von der Staatskanzlei begutachtet?

2. Was soll künftighin vorgekehrt werden, damit der Druck der ausseramtlichen Wahlzettel der Parteien einheitlich erfolgt?

15. November 1967

Stauffer (Büren)

XI.

De plus en plus, nos agriculteurs constatent que certaines zones ne correspondent pas en réalité à la situation des fermes et surtout aux régions. En

maintes contrées, semble-t-il, le climat et l'altitude devraient être pris en considération pour la désignation de la zone.

De nombreuses réclamations parviennent en effet fréquemment à nos sociétés d'agriculture, ainsi qu'à nos conseils communaux et il serait indiqué de trouver une solution à ce problème.

Le Conseil-exécutif ne pourrait-il pas revoir cette question des différentes zones de notre canton?

16 novembre 1967

Houriet

(Je länger je mehr wird von der Bauernsame festgestellt, dass gewisse Zonen der Lage der Heimwesen und besonders den Landesgegenden in Wirklichkeit nicht entsprechen. Es scheint, dass in manchen Gegenden das Klima und die Höhenlage bei der Bezeichnung der Zone berücksichtigt werden sollten.

Bei den Bauernverbänden und den Gemeinderäten gehen dann auch zahlreiche Klagen ein, und es wäre angezeigt, hier eine Lösung zu suchen.

Ist der Regierungsrat in der Lage, die verschiedenen Zonen unseres Kantons zu überprüfen?)

Gehen an die Regierung.

Le Président. Ce matin, le Conseil-exécutif a fixé au 18 février 1968 la date des votations populaires qui porteront sur la loi concernant le vote des femmes, la loi sur la régale des sels et l'arrêté populaire relatif à l'aide aux chemins de fer privés.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Stauffer (Büren)

(Siehe Seite 378 hievor)

Zur Beantwortung beziehungsweise Klarstellung der Schriftlichen Anfrage von Grossrat Stauffer bedarf es der nachfolgenden Auszüge aus regierungsrätlichen Erlassen sowie aus der Vereinbarung zwischen dem Staat Bern und dem Buchdruckerverein des Kantons Bern.

a) RRB 482 vom 4. Februar 1936: Vergebung von Druckarbeiten in der Zentralverwaltung.

«... Die Rechnungen sind von der Staatskanzlei zu prüfen, die allfällige Anstände mit den Drukkern, wenn nötig in Verbindung mit der Berechnungsstelle des Buchdruckervereins, erledigt.»

b) Kreisschreiben vom 25. Juni 1937 betreffend Durchführung des RRB 482/36.

«... Für alle Druckarbeiten, also auch für diejenigen unter Fr. 100.— Fakturabetrag, soll nach dem Beschluss die Rechnung zur Kontrolle und Registratur der Staatskanzlei zugestellt werden, damit die Arbeiten berechnet, Fehler nach oben oder unten korrigiert werden können und eine Übersicht...»

c) Verordnung vom 16. Januar 1936 betreffend Vergebung von Arbeiten und Lieferung für den Staat, seine Verwaltungen und Anstalten.

«§ 18 Absatz 3: Nicht zu berücksichtigen sind Angebote, die augenscheinlich übersetzt oder zu billig sind, die Merkmale ungenügender Sachkenntnis im Berechnen oder des unlauteren Wettbewerbes an sich tragen, insbesondere Preisansätze enthalten, welche zu der betreffenden Arbeit in einem solchen Missverhältnis stehen, dass eine ordnungsgemässe Ausführung zu diesen Preisen nicht erwartet werden kann.»

d) Vereinbarung des Staates Bern mit den vertragstreuen Buchdruckereibesitzern des Kantons Bern vom 18. Mai 1948, abgeändert und ergänzt mit RRB 3038 vom 9. Mai 1967.

Abänderung und Ergänzung:

«... der Staatsrabatt wird von 3 Prozent auf 4 Prozent erhöht. Rabattberechtigt sind jetzt ebenfalls die Bezirksverwaltungen sowie die staatlichen Anstalten (früher nur die Zentralverwaltung).»

Inkraftsetzung: 1. Januar 1968.

Pflicht der Kontrollorgane (Staatskanzlei und staatlicher Lehrmittelverlag) ist es die Einhaltung der Erlasse des Regierungsrates sowie der Vereinbarung mit den Buchdruckern zu überwachen, damit dem Staat kein Schaden erwächst.

Weder die Staatskanzlei noch der Lehrmittelverlag haben übersetzte Preise akzeptiert, noch werden sie solche jemals akzeptieren. Dass dieser Kontrollpflicht schärfstens nachgelebt wird, beweisen die Differenzrechnungen zugunsten des Staates, welche auf der Staatskanzlei zur Einsichtnahme aufliegen.

Schlussfolgerungen:

1. Die 220 Buchdruckereibesitzer im Kantonsgebiet sind als Mitglieder des Schweizerischen Buchdruckervereins verpflichtet, die für die ganze Schweiz gültige Preisordnung sowie die eingangs erwähnte Vereinbarung mit dem Staate Bern einzuhalten.

2. Demgegenüber sind Staatskanzlei und Lehrmittelverlag als Kontrollorgane des Staates ebenfalls verpflichtet, die bestehenden Erlasse des Regierungsrates und die Vereinbarung mit den Buchdruckereibesitzern zu überwachen.

3. Durch die vorerwähnten Punkte 1 und 2 ist Gewähr geboten, dass keine staatliche Amtsstelle übersetzte Druckpreise bezahlt. Die getroffene Vereinbarung hat sich bis heute für beide Teile gut bewährt und eine geregelte Auftragsvergebung gewährleistet.

Herr Stauffer (Büren) ist nicht befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Jardin

(Siehe Seite 471 hievor)

Frage 1: Kann der Regierungsrat Auskunft erteilen, ob vor Baubeginn geologische Studien unternommen wurden, und ob eine Beaufsichtigung vorgesehen war?

Antwort: Das Ausbeutungsareal wurde im Auftrag der Zementfabrik Vigier sehr gründlich untersucht. Verschiedene geologische Berichte liegen vor. Der von der Baudirektion mit dem Projekt der Strasse beauftragte Ingenieur hat auch das Projekt und den Bau des Zementsilos geleitet. Ihm standen sämtliche vorhandenen geologischen Berichte und Sondierungen zur Verfügung. Sie wurden, soweit notwendig, bei der Projektierung berücksichtigt. Der gleiche Ingenieur wurde auch mit der Beaufsichtigung der Bauarbeiten durch den Bauleitungsvertrag beauftragt.

Die Versuchsanstalt für Wasserbau und Erdbau an der Eidg. Technischen Hochschule Zürich hat der Baudirektion betreffend den Erdrutsch in La Reuchenette am 22. August 1967 einen Zwischenbericht eingereicht. Nach den bis zu diesem Zeitpunkt vorliegenden Resultaten ist nicht anzunehmen, dass der Strassenbau den Erdrutsch ausgelöst hat. Die Untersuchung der Versuchsanstalt ist jedoch noch nicht abgeschlossen. Sobald der Schlussbericht vorliegt, wird der Grosse Rat abschliessend orientiert werden können.

Frage 2: Wäre es im übrigen vor Inangriffnahme kostspieliger Instandstellungsarbeiten nicht gegeben, ein Trasse vorzusehen, das mit der beabsichtigten neuen 4spurigen Strasse in der Taubenlochschlucht übereinstimmt?

Antwort: Die Führung der Strasse in der Taubenlochschlucht wird zurzeit intensiv studiert. Es ist aber nicht denkbar, dass für die 250 m der zerstörten Strasse ein neues Trasse gewählt werden kann. Die beiden Aufgaben hängen nur indirekt zusammen. Die endgültige Wiederherstellung wird heute noch nicht bearbeitet. Eine vorübergehende Durchfahrt wird dem Strassenverkehr dienen, bis der endgültige Bericht der Versuchsanstalt für Wasserbau und Erdbau vorliegt. Erst dann wird ein gemeinsames Projekt für Bahn- und Strassenanlage aufgestellt werden können. In diesem Zeitpunkt lässt sich dann auch der Zusammenhang zwischen der verschütteten Staatsstrasse und der Strasse in der Taubenlochschlucht bestimmen.

Herr Jardin ist befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Stauffer (Büren)

(Siehe Seite 471 hievor)

Im Hinblick auf den Voranschlag 1968 hat die Steuerverwaltung im August Erhebungen über den mutmasslichen Ertrag an Einkommens- und Vermögenssteuern auf Grund der neuen Veranlagungen durchgeführt. Damals standen erst Teilergebnisse zur Verfügung, weshalb die ermittelten Zahlen nicht ohne weiteres als für den ganzen Kanton repräsentativ angenommen werden durften.

Für 1968 wird der Ertrag an Einkommensteuern der natürlichen Personen auf 315 Millionen Franken veranschlagt. Das sind 33,7 Prozent mehr, als im Durchschnitt der Jahre 1965/66 eingenommen wurde. Für die mit 31 Millionen Franken budgetierten Vermögenssteuern erreicht die Zuwachsquote – zur Hauptsache dank der Neubewertung der Grundstücke – sogar 48 Prozent.

Der Regierungsrat ist überzeugt, mit diesen Zahlen die Ertragsverhältnisse ziemlich genau abgeschätzt zu haben.

Herr Stauffer (Büren) ist befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Stauffer (Büren)

(Siehe Seite 471 hievor)

In seiner Schriftlichen Anfrage stellt Grossrat Stauffer drei konkrete Fragen, die wie folgt zu beantworten sind:

Das Gesetz vom 4. April 1965 über die Besoldung der Lehrer an den Primar- und Mittelschulen, entbindet die Gemeinden von der Verpflichtung, den Lehrern eine Wohnung zur Verfügung zu stellen.

Artikel 14 dieses Gesetzes stellt es den Gemeinden dagegen frei, den vollamtlichen Lehrern eine Wohnung zuzuweisen und dafür eine angemessene Miete zu fordern.

Artikel 13 bestimmt, dass die Wohnungszuschläge gemäss Artikel 2 lit. e durch Dekret des Grossen Rates festgesetzt werden.

Die Gemeinden sind gehalten, bei der Festsetzung der Miete von einer angemessenen Verzinsung der eigenen Investitionen auszugehen, dabei sind selbstverständlich die Staatsbeiträge abzuziehen. Es ist jedoch auch den tatsächlichen Verhältnissen in den entsprechenden Gemeinden Rechnung zu tragen, insbesondere muss die festgesetzte Miete mit den in der Besoldung eingebauten Naturalien (ca. Fr. 2500.—) und eventuellen Wohnungszuschlägen, in einem vernünftigen Verhältnis stehen. Damit wäre die erste Frage beantwortet.

Die zweite Frage ist nach den Vorschriften von Artikel 14 Absatz 3 des Gesetzes zu behandeln. Lehrer die sich durch die Gemeinden überfordert fühlen, gelangen an die Erziehungsdirektion welche ihrerseits eine Kommission, in welcher die Lehrerschaft vertreten ist, mit der Prüfung der Einzelfälle beauftragt. Bei ihren Entscheiden trägt diese Kommission den regionalen und örtlichen Verhältnissen angemessen Rechnung.

Zur Frage 3 ist zu bemerken, dass der Regierungsrat die Mietzinsentwicklung dort überwachen kann, wo die Gemeinden Lehrerwohnungen zur Verfügung stellen. Wir haben unsere Inspektoren beauftragt, vor allem darauf zu achten, dass bei der Berechnung der Miete von Lehrerwohnungen die Gemeinden richtig vorgehen. Es ist in erster Linie Sache der betroffenen Lehrer, uns eventuelle Missstände sofort zu melden.

Zusammenfassend dürfen wir feststellen, dass die Institutionen zur Überwachung, die von Grossrat Stauffer gefordert werden, gesetzlich festgelegt sind und bereits bestehen.

Herr Stauffer (Büren) ist befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Sutermeister

(Siehe Seite 592 hievor)

Der Kanton Bern steht mit 74 bewilligten Lotterien in der Tat an zweiter Stelle, in bezug auf die Lossumme jedoch an vierter Stelle. Dabei ist an dieser Lossumme die Seva mit rund 6 Millionen Franken beteiligt. Ein erheblicher Anteil entfiel auch auf Lotterien zugunsten von Grossanlässen, wie zum Beispiel das Eidg. Turnfest.

Der Lotteriemarkt und seine Aufnahmefähigkeit sind eine gegebene Tatsache, die behördlich nicht beeinflusst werden kann. Er befriedigt einen vorhandenen, an sich in dieser Form harmlosen Spieltrieb.

Würden deshalb im Kanton Bern die Lotterien eingeschränkt, so hätte dies einzig zur Folge, dass das Geld in ausserkantonale oder sogar in ausländischen Lotterien eingelegt würde und auch der Reingewinn in ausserkantonale Gebiete abflösse. Alle bewilligten Lotterien werden von der Polizeidirektion streng überwacht durch Überprüfung der Abrechnungen und in bezug auf die Verwendung des Reingewinns.

Herr Sutermeister ist abwesend.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Schaffter

(Siehe Seiten 592 und 593 hievor)

Der Anfragesteller möchte wissen, ob es richtig sei, dass das jurassische Mitglied des Ständerates durch den gesamten Grossen Rat gewählt wird.

Der Regierungsrat hält dafür, dass dieses Vorgehen richtig ist. Laut Artikel 26 Ziffer 13 StV werden die Mitglieder des Ständerates tatsächlich durch den Grossen Rat gewählt, der diese Kompetenz keiner andern Behörde übertragen kann (Art. 27).

Der Regierungsrat möchte nicht unterlassen, daran zu erinnern, dass die Mitglieder des Grossen Rates die Vertreter des gesamten Volkes sind, und nicht der Abstimmungskreise, welche sie gewählt haben (Art. 23). Es kann also zwischen den Grossratsmitgliedern des Jura und jenen des alten Kantonsteils kein Unterschied gemacht werden; alle haben die gleiche Verantwortung, und dies gegenüber dem gesamten Kanton.

Ebenso vertreten die Ständeräte den gesamten Kanton, wenn auch nach konstanter Praxis einer von ihnen französisch- und der andere deutschsprachig sein soll.

Herr Schaffter ist nicht befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Buchs (Stechelberg)

(Siehe Seite 593 hievor)

Es ist zutreffend, dass die Gemeinde Lauterbrunnen am 25. Februar 1966 der Finanzdirektion ein Gesuch um Erlass der aus dem Föhnholzkredit bei der Hypothekarkasse des Kantons Bern geschuldeten Zinsen gestellt hat. Die Forstdirektion hat im Mitberichtsverfahren den Antrag gestellt, das Begehren abzuweisen. Der Regierungsrat hat sich ebenfalls mit der Angelegenheit befasst und kam auch zu einem ablehnenden Entschluss. Die Ablehnung des Gesuches wurde dem Gemeinderat von Lauterbrunnen mit Schreiben des Regierungsrates vom 13. Januar 1967 mitgeteilt. Damit wäre die Sache eigentlich erledigt.

Wir möchten jedoch die Gründe, die zur Ablehnung des Gesuches führten, nochmals darlegen.

Im Frühling 1963, als die durch den Föhnsturm vom November 1962 verursachten Waldschäden erstmals in ihrem ganzen Umfang ersichtlich waren, mussten sich die Forstdirektion und die Regierung schlüssig werden, welche Hilfe den geschädigten Waldbesitzern gebracht werden könne. Anlässlich der Zusammenkunft der Herren Regierungsräte Moser, Buri und Giovanoli im Mai 1963 glaubte man, unter dem Eindruck der grossen Schäden stehend, dass eine Hilfe des Staates darin bestehen könnte, die Bankzinsen für Aufrüstungskosten durch den Staat zu übernehmen. Im Laufe des Jahres 1963 erkannten die Forstorgane jedoch, dass bessere und wirksamere Hilfe darin besteht, an die Wiederherstellung der verwüsteten Gebirgswälder zusätzliche Aufforstungsbeiträge zu leisten. Der Grosse Rat hat am 14. Mai 1964 beschlossen, an Wiederaufforstungsprojekte im Föhnsturmgebiet nebst den ordentlichen Subventionen noch eine zusätzliche Million Franken zu leisten. Es mag sein, dass am Anfang noch geglaubt wurde, aus dieser Million Franken noch Zinskosten übernehmen zu können, sofern der Betrag nicht restlos für Aufforstungen verwendet würde. Da aber die Million Franken kaum ausreicht, die Föhnsturmwiederaufforstungsprojekte zu subventionieren, konnte eine solche Zinshilfe, die der Zweckbestimmung der vom Grossen Rat bewilligten Million Franken ohnehin nicht entsprochen hätte, nicht in Frage kommen. Eine weitere Hilfe beschloss der Grosse Rat, indem er am 20. Mai 1964 die Bevorschussung von Holzverkaufsverträgen durch die Kantonalbank von Bern garantierte und hiefür eine weitere Million Franken zur Verfügung stellte. Mit diesem Beschluss wurde beabsichtigt, die ins Stocken geratenen Holzexporte wieder anzukurbeln; er hat sich denn auch sehr günstig für die Föhnsturmholzliquidation ausgewirkt. Aber auch bei diesem Garantiebeschluss war kein Platz, um Bankzinsen durch den Staat zu übernehmen. Es war nicht möglich, die der Gemeinde Lauterbrunnen durch die Geldaufnahme entstehenden Zinsen zu bezahlen, abgesehen davon, dass sich natürlich noch andere Gemeinden für solche Zinsübernahmen durch den Staat interessiert hätten. Weitere Mittel zu diesem Zweck wurden jedoch weder von der Regierung noch vom Grossen Rat bewilligt.

Als Folge der Sturmschäden vom Februar/März 1967 wurde der Kanton Bern wiederum angegangen, finanzielle Hilfe zu leisten. Nach reiflicher Überlegung kam die Regierung zum Schluss, diesmal anders vorzugehen als 1963 bzw. 1964. Es ging diesmal weniger darum, die Wiederherstellungsprojekte zusätzlich zu subventionieren als die Finanzknappheit der geschädigten Waldbesitzer zu überbrücken. Wie beim Föhnsturm 1962 mussten grosse Mittel investiert werden, um die Aufrüstungskosten zu bezahlen. Während jedoch 1962/63 keine eigentliche Absatzkrise bestand, ist dies bei den dieses Jahr verursachten Schäden grundlegend anders. Die Schäden sind so umfangreich und nicht nur auf das Gebiet des Kantons Bern oder der Schweiz beschränkt, dass eine grosse Absatzkrise entstanden ist. Dadurch sind die Waldbesitzer gezwungen, grosse Mittel in die Aufrüstung zu investieren, ohne jedoch in absehbarer Zeit durch den Verkauf des Holzes wieder in den Besitz der Aufrüstungskosten zu kommen. Es war deshalb vordringlich, den geschädigten Waldbesitzern zu ermöglichen, die finanziellen Mittel für die Aufrüstung zu erhalten, selbst wenn der Absatz des Holzes in absehbarer Zeit nicht realisiert werden kann. Dies geschah diesmal in der Form, dass der Grosse Rat in der Septembersession beschlossen hat, die Zinskosten für Bankdarlehen der Waldbesitzer zur Finanzierung der Holzaufrüstung zu übernehmen. Wir wiederholen und betonen jedoch, dass diese Zinskostenübernahme anstelle der zusätzlichen Wiederherstellungssubventionen und der Garantiemillion gemäss Grossratsbeschlüsse vom 14. und 20. Mai 1964 tritt.

Aus dem gesagten geht hervor, dass die Hilfe des Staates anlässlich der Föhnsturmkatastrophe 1962 und die Hilfe des Staates für die Windwurfschäden vom Februar/März 1967 nicht miteinander verquickt werden dürfen. Die Hilfe für die Föhnsturmschäden beruhte, wie bereits erwähnt, in zusätzlichen Subventionen an die Wiederherstellungskosten der geschädigten Wälder, sowie in der Garantierung der Bevorschussung von Holzverkaufsverträgen durch die Kantonalbank von Bern, während die Hilfe für die Windwurfschäden 1967 darin besteht, den Waldbesitzern zu ermöglichen, die Aufrüstungskosten durch Aufnahme von Bankdarlehen zu finanzieren ohne aber durch die Zinsen in eine schwierige Lage geraten zu müssen. Es ist selbstverständlich ausgeschlossen, mit den finanziellen Mitteln, die der Grosse Rat in der Septembersession 1967 für Zinsübernahmen durch den Staat bewilligt hat, noch Zinsen für die Föhnsturmschäden von 1962/63 zu übernehmen, weil eben die Hilfe für die Föhnsturmschäden des Jahres 1962 auf einer andern Basis geschah.

Herr Buchs (Stechelberg) ist teilweise befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Parietti

(Siehe Seite 593 hievor)

Der Bundesrat hat seinerzeit die Kompetenz für die Pflegerinnenausbildung dem Schweizerischen Roten Kreuz übertragen, welches somit für die Festlegung des Eintrittsalters in die Pflegerinnenschulen allein zuständig ist. Das Eintrittsalter wurde auf das 19. Altersjahr festgesetzt. Nach Statistiken in westeuropäischen Ländern tritt die körperliche Reife heute wohl um 2 Jahre früher ein als vor 20 Jahren; in der geistigen Reife hingegen ist eine Verspätung von 2 Jahren festzustellen. Bei der somit bestehenden Diskrepanz von 4 Jahren möchte das Rote Kreuz das Eintrittsalter eher herauf- als herabsetzen.

Der Mangel an Pflegepersonal hat den Kanton Bern als ersten Kanton veranlasst, in der Frauenschule Bern die sogenannten Vorkurse durchzuführen (Initiant: Herr Direktor Michel). Diese Vorkurse sollen ehemaligen Primarschülerinnen das fehlende Wissen gegenüber Sekundarschülerinnen vermitteln (Physik, Chemie, Biologie, zweite Landessprache). Die zeitliche Spanne wird bei diesen Töchtern dadurch um 1 Jahr abgekürzt.

Die Schweizerische Sanitätsdirektorenkonferenz hat die Kantone Zürich und Bern beauftragt, beim Roten Kreuz die Herabsetzung auf das 18. Altersjahr zu erwirken, jedoch mit keinem Erfolg. Als Kompromisslösung wurde jedoch erreicht, dass 18jährige Kandidatinnen Zutritt zu den Aufnahmeprüfungen haben. Sie können in die Pflegerinnenschulen aufgenommen werden, wenn die Prüfungsresultate die gleichen sind wie bei den 19jährigen Kandidatinnen. Die Kompetenz für die Aufnahme liegt bei den Schulkommissionen der örtlichen Pflegerinnenschulen.

Leider hatten bis heute die Sanitätsdirektoren nichts zur Ausbildung des Pflegepersonals zu sagen. Seit Anfang dieses Jahres sind sie aber durch 2 Mitglieder in der Schulkommission des Roten Kreuzes vertreten und haben somit in Zukunft ein Mitspracherecht für die Ausbildungsfragen.

Herr Parietti ist teilweise befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Parietti

(Siehe Seite 593 hievor)

Das Heimwesen Champs Fallats liegt vollständig im Naturschutzgebiet Doubs (Verordnung des Regierungsrates vom 12. September 1967, in Kraft getreten mit der Publikation im «Feuille officielle du Jura bernois» vom 30. September 1967). Neben den Interessen des Naturschutzes waren namentlich jene der Trinkwasserversorgung für den Ankauf des Heimwesens bestimmend, ferner konnte damit das Land für die künftige Umfahrungsstrasse von St-Ursanne sowie für die Erweiterung der staatlichen Fischzuchtanstalt gesichert werden. – Die Verordnung über das Naturschutzgebiet enthält allerdings ein Bauverbot für Gebäude und An-

lagen, die nicht im Dienste der Land- und Forstwirtschaft stehen. Sie schliesst indessen eine Überbauung in gewissen Teilen des Schutzgebietes nicht aus, weil die Forstdirektion befugt ist, Ausnahmen zu bewilligen, sofern die Bauvorhaben mit einer örtlichen oder regionalen Planung übereinstimmen. Beim Heimwesen Champs Fallats wird eine vernünftige Überbauung des nordöstlichen Teils als möglich erachtet. Voraussetzung dazu wird die volle Berücksichtigung der genannten Interessen im Rahmen einer umfassenden Planung sein.

Herr Parietti ist befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Sutermeister

(Siehe Seite 593/594 hievor)

Das Verbot der Annahme von Geschenken wird in Artikel 16 des Gesetzes vom 7. Februar 1954 über das Dienstverhältnis der Behördemitglieder und des Personals der bernischen Staatsverwaltung (Beamtengesetz) wie folgt umschrieben:

«Der Beamte darf für seine Dienstleistungen, bei Vergebung von Staatsaufträgen oder bei Lieferungen an den Staat weder für sich noch für andere Geschenke, Trinkgelder oder andere Vorteile beanspruchen, sich zusichern lassen oder annehmen.

Die strafrechtlichen Bestimmungen über Bestechung und Annahme von Geschenken bleiben vorbehalten.»

Diese Gesetzesbestimmung ist in jeder Beziehung klar und eindeutig. Sie lässt keinen grossen Spielraum für «Aufmerksamkeiten» an Beamte offen. Der Regierungsrat wacht über den Vollzug des Beamtengesetzes. Die Fälle von Wiederhandlungen gegen Artikel 16 des Gesetzes sind äusserst selten; denn das bernische Staatspersonal ist integer und weiss sehr gut geringfügige Leistungen und landesübliche Aufmerksamkeiten von Geschenken, deren Annahme ihm verboten ist, zu unterscheiden.

Das Beamtengesetz findet Anwendung auf alle öffentlich-rechtlichen Dienstverhältnisse des Staates. Es wird bei dessen Anwendung nicht zwischen milder und rigoroser Praxis unterschieden. Der Regierungsrat sieht sich nicht veranlasst, für die Baudirektion spezielle Vorschriften zu erlassen.

Herr Sutermeister ist abwesend.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Grimm

(Siehe Seite 594 hievor)

Mit seiner schriftlichen Anfrage vom 18. September 1967 erkundigt sich Grossrat Grimm nach der Verwendung der Aktionär-Flugbons der Swissair durch den Kanton Bern.

Die Verwendung dieser Flugbons richtet sich nach den Vorschriften der von der Swissair im November 1966 an ihre Aktionäre gerichteten Wegleitung, deren Ziffer 3.3 folgenden Wortlaut aufweist: «Lauten die AK-Bons auf öffentliche Körperschaften, bzw. Anstalten oder juristische Personen und Firmen des privaten Rechtes, so ist deren Verwendung beschränkt auf Reisen, die im Interesse und Auftrag und auf Kosten des betreffenden Aktionärs ausgeführt werden. Dabei können sie von dessen Organen, Personal und Beauftragten benützt werden.»

In Übereinstimmung mit dieser Vorschrift werden die Flugbons von der Finanzdirektion, die mit deren Verwaltung beauftragt ist, ausschliesslich für Dienstreisen von Staatsbeamten abgegeben. Bei diesen Dienstreisen handelt es sich in der Mehrzahl um solche von wissenschaftlichem Personal der Universität, das an Tagungen oder Kursen im Ausland teilnimmt. Für private Reisen von Behördemitgliedern oder Staatsbeamten werden keine Flugbons abgegeben.

Herr Grimm ist abwesend.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Staender

(Siehe Seite 594 hievor)

Seit dem Erlass von Gesetz und Dekret über das Feuerwehrwesen haben sich die Voraussetzungen für die Handhabung der Pflichtersatzsteuer zweifellos in vielen Gemeinden geändert. Angesichts der Bestrebungen, die insbesondere auf eine Rationalisierung des Steuerbezuges hinzielen, sind die Überlegungen des Fragestellers in beiden Punkten nicht unrealistisch. Die Prorata-Berechnungen fielen wenigstens bei Zuzügern aus bernischen Gemeinden weg, wenn die Steuer jeweils für die ganze Periode von derjenigen Gemeinde erhoben würde, in welcher der Pflichtige an einem als für den ganzen Kanton gültig zu bezeichnenden Stichtag Wohnsitz hatte, und die Gemeinden auf eine gegenseitige Ausmarchung verzichteten. Dass die Ausscheidung von Einkommen und Vermögen der Ehefrau oder unmündiger Kinder bei der Veranlagung Schwierigkeiten begegnet, ist kaum zu bestreiten. Dem Grundsatz nach ist diese Bestimmung sicher richtig; denn wehrdienst- oder dienstersatzpflichtig sind ja im Sinne der Erlasse nur die erwachsenen Männer. Da dem Steuerpflichtigen aus der globalen Erfassung seiner Einkommens- und Vermögensverhältnisse in der Regel aber bezüglich der Feuerwehrpflichtersatzsteuer nicht nennenswerte Mehrbelastungen entstehen, kann die erwähnte Ausscheidung praktisch wohl vernachlässigt werden.

Der Regierungsrat ist bereit, die Anregungen von Dr. Staender zu prüfen und wenn möglich zu verwirklichen.

Herr Staender ist abwesend.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Houriet

(Siehe Seite 594 hievor)

Der Abschluss von Aufzuchtverträgen für die Produktion von 3jährigen Arbeitspferden stützt sich auf Artikel 16 der Verordnung des Bundesrates vom 11. Oktober 1962 über den Absatz von Zucht- und Nutzvieh und von Pferden. Die Fohlen, die unter Aufzuchtvertrag gestellt werden, sind Tiere die gekauft wurden, um den Markt zu entlasten. Die Kosten dieser Aktion werden vollumfänglich vom Bund übernommen. Die Abteilung für Landwirtschaft im EVD hat den Schweizerischen Pferdezuchtverband beauftragt, diese Entlastungskäufe durchzuführen. Die Prämien können vom Schweizerischen Pferdezuchtverband erst ausbezahlt werden, nachdem sämtliche Unterlagen von der Eidgenössischen Finanzkontrolle geprüft und als richtig erklärt wurden. Diese Arbeit verspätet naturgemäss die Auszahlung der Beiträge an die Züchterschaft.

Da es sich um eidgenössische Beiträge handelt, hat der Kanton Bern keinen Einfluss auf den Zeitpunkt der Auszahlung.

Herr Houriet ist befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Villard

(Siehe Seite 594 hievor)

Grossrat Villard wünscht Auskunft darüber, was unternommen wurde, um die Bevölkerung über die Massnahmen zur Beseitigung der im Atomkraftwerk Mühleberg erzeugten radioaktiven Abfälle zu orientieren.

Im Hinblick auf die Wichtigkeit des Problems werden wir hienach auch einige Erläuterungen über die Art und das Ausmass dieser Massnahmen geben.

Während den Vorarbeiten und vor der Einreichung eines Baubewilligungsgesuches wurden die Gemeindebehörden und die Bevölkerung von Mühleberg, sowie auch die Bevölkerung im allgemeinen unter verschiedenen Malen über das Bauvorhaben informiert. Ausserdem sind zahlreiche Veröffentlichungen in der Presse erschienen. Eine gemeinverständliche Informationsausstellung fand in mehreren Ortschaften des Kantons Bern statt. Zudem hat ein Artikel über das geplante Atomkraftwerk Mühleberg, der in der von den BKW an 120 000 Haushaltungen versandten Zeitschrift «Elektrizität» erschienen ist, zusätzlich zur bessern Information der breiten Öffentlichkeit beigetragen.

Das Problem der unschädlichen Beseitigung der radioaktiven Abfälle hat in dieser Informationskampagne einen wichtigen Platz eingenommen. Dadurch konnten die anfänglichen, sehr verständlichen Bedenken der Behörden und der Bevölkerung von Mühleberg zerstreut und ein Vertrauensklima mit der Bauherrschaft geschaffen werden.

Es gibt gasförmige, flüssige und feste radioaktive Abfälle.

a) Sämtliche Räume des Atomkraftwerkes, in denen gasförmige radioaktive Abgänge entstehen können (Reaktor, Maschinenhaus usw.) befinden sich unter partiellem Unterdruck. Die in diesen Räumen zirkulierende Luft wird daraus beständig abgesogen und dauernd überwacht; sofern ihre Radioaktivität unter der Toleranzgrenze liegt, wird sie durch ein mindestens 100 Meter hohes Kamin in die Atmosphäre abgeblasen. Wird diese Grenze erreicht oder überschritten, so müssen die radioaktiven Partikelchen durch eine Douche aus der Luft ausgeschieden werden, bis die Radioaktivität unter die Toleranzgrenze absinkt.

b) Die flüssigen radioaktiven Abgänge entstehen nicht nur beim Waschen der Abluft, sondern auch als Folge des Entweichens von Dampf im Falle einer Panne, oder bei der Lagerung der Brennstäbe und beim Waschen kontaminierter Gegenstände. Solange deren Radioaktivität unter der zulässigen Limite liegt, werden die Abwässer in die Aare abgeleitet, nachdem sie mit dem Kühlwasser (13.3 m³/s) vermischt wurden. Sobald jedoch die durch das eidgenössische Strahlenschutzgesetz vorgesehene Toleranzgrenze erreicht oder überschritten wird, müssen die Abwässer einer Aufbereitung unterworfen werden, bis der Grad der Radioaktivität unter die zulässige Grenze abgesunken ist.

c) Die festen radioaktiven Abfälle bestehen aus den verbrauchten Brenn-Elementen und aus den durch Bestrahlung radioaktiv gewordenen Gegenständen. Die Spaltprodukte der Brenn-Elemente werden vorschriftsmässig verpackt und zur Aufbereitung ins Ausland (USA, England, Belgien) gesandt. Die übrigen radioaktiven Abfälle werden in einem besondern zu diesem Zweck auf dem Areal des Atomkraftwerkes angelegten Abfalllager so lange aufbewahrt, bis der Radioaktivitätsgrad unter die zulässige Toleranzgrenze gesunken ist. Das Lager wird so bemessen, dass darin die Abfälle während den ersten 10 Jahren gestapelt werden können. Nachher wird man es erweitern müssen, sofern inzwischen keine zentrale Lagerstätte in der Schweiz geschaffen wurde.

Herr Villard ist befriedigt.

Antwort auf die Schriftliche Anfrage Gobat

(Siehe Seite 594/595 hievor)

Der Anfragesteller stellt fest, dass in gewissen Kommissionen die französisch-sprachigen Mitglieder die Vorlagen nur auf deutsch erhalten. Ob es sich nun um parlamentarische oder ausserparlamentarische Kommissionen handelt, hält der Regierungsrat dafür, dass der in der Verfassung von 1950 aufgestellte Grundsatz der Gleichberechtigung der beiden Landessprachen streng eingehalten werden soll. Er ist bereit, den Direktionen entsprechende Weisungen zu erteilen.

Der Fall der Staatswirtschaftskommission soll überprüft werden. Hier ist die Schwierigkeit auf die Tatsache zurückzuführen, dass die sogenannten Direktionsgeschäfte bei der französischen Abteilung der Staatskanzlei jeweilen in grosser Zahl eintreffen, und die französische Abteilung in diesem Zeitpunkt dann noch nicht wissen kann, welche dieser Geschäfte französisch-sprachigen Mitgliedern der Staatswirtschaftskommission übertragen werden. Die vorherige Übersetzung durch die Direktion, welche ein Geschäft vorlegt, dürfte eine Lösung sein. Die Präsidial-Abteilung, welche die Angelegenheit prüft, wird dem Regierungsrat unverzüglich Vorschläge unterbreiten, die jedermann zufrieden stellen sollen.

Herr Gobat ist befriedigt.

Le Président. Nous voici arrivés au terme de nos délibérations. Je me plais à relever la bonne fréquentation de toutes nos séances, par une moyenne de 185 présents. Je vous en félicite et vous remercie de la concision et de la précision de vos interventions grâce auxquelles nos travaux on pu être limités à deux semaines. Mes remerciements s'adressent aussi à toutes les personnes qui, par leur travail et leur dévouement, facilitent le déroulement de nos séances. Ainsi s'achève, pour le Grand Conseil, l'année parlementaire 1967 qui fut marquée par plusieurs événements importants. Il me reste à souhaiter que les quelques semaines qui nous séparent de Noël se passent agréablement. Avec une avance inhabituelle, je vous présente, à vous-mêmes, ainsi qu'à vos proches, mes voeux les meilleurs de bonnes et heureuses fêtes et mes souhaits sincères de santé et de bonheur pour la nouvelle année. Je souhaite aussi que l'année 1968 soit favorable à vos familles, prospère à l'ensemble de la population, féconde aux intérêts du canton, salutaire aux destinées du pays. «Gesundheit, Friede und Glück, das sind meine Wünsche für Sie alle».

Je vous donne rendez-vous au 5 février 1968.

La session est close.

Schluss der Sitzung und Session um 11.30 Uhr

Der Redaktor:

W. Bosshard